







L. C. Meunier
Avocat

L. C. MEUNIER
AVOCAT
80 ST. GABRIEL
MONTREAL

RÉPERTOIRE

UNIVERSEL ET RAISONNÉ

DE JURISPRUDENCE

CIVILE, CRIMINELLE,
CANONIQUE ET BÉNÉFICIALE.

OUVRAGE DE PLUSIEURS JURISCONSULTES :

Mis en ordre & publié par M. GUYOT, écuyer,
ancien magistrat.

TOME TRENTE-HUITIÈME.

BIBLIOTHEQUE DE PARIS

U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY



A P A R I S,

Chez { PANCKOUCKE, hôtel de Thou, rue des
Poitevins.
DUPUIS, rue de la Harpe, près de la rue Serpente.

Et se trouve chez les principaux libraires de France.

M. DCC. LXXX.

Avec approbation & privilège du roi,

XXVII

AVIS.

LA plupart des jurisconsultes nommés dans les divers articles du Répertoire , ayant fini le manuscrit des parties dont ils s'étoient chargés , il paroît que cet ouvrage s'étendra environ à soixante volumes *in-octavo*. Au reste , à quelque nombre qu'il puisse s'étendre au delà , le libraire s'est engagé à n'en faire payer que soixante volumes aux personnes qui s'en feront procuré un exemplaire avant la publication du dernier volume , & même si l'ouvrage n'a que soixante volumes , elles n'en payeront que cinquante-sept , attendu que les trois derniers doivent leur être délivrés *gratis*. Le prix de chaque volume broché ou en feuilles , est de 4 liv. 10 sous : on publie très-exactement huit volumes par année.

Csp

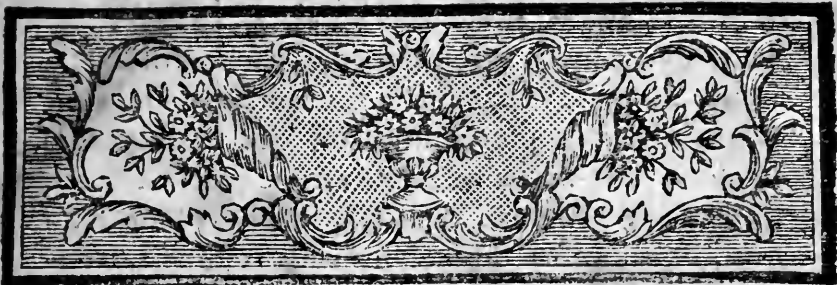
K

50

R 45

1775

v. 38



RÉPERTOIRE

UNIVERSEL ET RAISONNÉ

DE JURISPRUDENCE

CIVILE, CRIMINELLE,

CANONIQUE ET BÉNÉFICIALE.



M.

MAIN-MORTE. Il est fort difficile, pour ne pas dire impossible, de donner une définition exacte & précise jusqu'à un certain point de ce mot, parce qu'elle s'entend en général de deux façons différentes; par la première, on entend, comme nous l'avons dit au mot *gens de Main-morte*, 27^e. vol. de cet ouvrage, page 56, tous les corps & communautés, tant ecclésiastiques que laïques, qui sont perpétuels, & qui, par une subrogation de personnes, étant censés être toujours les mêmes, ne produisent aucune mutation par mort, & qui ne peuvent disposer de

leur bien sans y être autorisés par le roi ou la justice. Par la seconde, on entend un droit seigneurial, ou plutôt un droit que les seigneurs se sont très-anciennement arrogé par la force ou par la pauvreté de ceux qui s'y sont soumis, & en vertu duquel les vassaux sont de condition servile, attachés à la glebe, privés quelquefois du droit de disposer de leurs biens, obligés de les laisser au seigneur, & quelquefois aussi poursuivis par ce seigneur en quelque endroit qu'ils aillent faire leur résidence; ce qui a été réglé différemment suivant différentes coutumes, raisons pour lesquelles on ne peut définir bien précisément ce mot. Au reste, c'est sous ce dernier point de vue qu'on va le traiter ici.

Si l'on vouloit remonter à l'origine du droit de Main-morte, il faudroit dépouiller tout ce qu'en ont dit les présidens Favre & Doncieu, Revel, Collet, Colombet, Bailly, Dunod, Raviot, Bannelier, le président Bouhier, Legrand sur Troyes, Coquille sur Nevers, Taisand sur Bourgogne, & feuilleter nos historiens : mais après des recherches si longues auroit-on des idées bien nettes sur ce point ? La diversité des coutumes, la contrariété des avis de plusieurs grands hommes sur la même matière, ne feroit qu'augmenter l'incertitude, au lieu de la diminuer. Bornons-nous donc à voir sommairement l'état actuel de la Main-morte, ou du moins de ce qui en reste en France.

C'est un principe généralement avoué, que toutes personnes sont libres en France; le mot *franc*, dit Rochette sur la coutume de Troyes, emporte avec lui toute franchise & liberté. Notre état naturel est donc la franchise & la liberté,

& cet état n'a donc pu changer que par la force ou par des conventions particulières. On ne peut pas se dissimuler que la Main-morte, dans son origine, ne vienne de la force & de l'abus du pouvoir, dans les siècles barbares où les grands tenoient les petits dans l'esclavage le plus rude, & se servoient d'eux pour défricher la terre, comme aujourd'hui nous nous servons des animaux; insensiblement on adoucit un peu cet esclavage, on donna à ces esclaves un certain canton de terre à défricher à leur profit, & on opposa à ce prétendu don la condition qu'on voulut. Le seigneur puissant crut faire encore beaucoup de grâce à son esclave, en lui concédant un peu de terre en friche, à condition d'y rentrer s'il mouroit sans enfans; & l'esclave accablé se trouva, pour le moment, trop heureux encore de souscrire aux conditions les plus dures, pour pouvoir respirer un instant, & changer un mal excessif contre un mal encore très-sensible, mais cependant bien moins que le premier.

De là, les auteurs favorables à la Main-morte ont pris occasion de dire que ce n'étoit autre chose qu'un contrat *do ut des*; que les seigneurs avoient par-là tiré de la misère ceux auxquels ils avoient donné des terres: M. le président Bouhier, d'ailleurs si savant, si respectable & si bon jurisconsulte, n'a pu résister à l'envie d'exalter ce droit, qu'il n'a vu qu'avec les yeux de la prévention; & voici comme il en parle: » D'ail-
 » leurs, dit-il, le bien public, en cela, s'accorde
 » avec celui des seigneurs; car, suivant la re-
 » marque judicieuse de Godefroy, *rei publicæ*
 » *interest ut censiti terra inhereant*. Tout le monde
 » fait que le fondement principal des revenus

„ d'un état , dépend du produit des terres. Il
 „ faut donc avoir attention qu'elles soient bien
 „ cultivées ; & l'expérience nous apprend qu'elles
 „ le sont avec plus de soin dans les lieux de
 „ Main-morte que dans les autres , où le plus
 „ souvent elles tombent en friche faute de cul-
 „ tivateurs uniquement occupés de l'agri-
 „ culture , on ne les voit point se fatiguer en
 „ procès , ou aspirer à des professions qui les dé-
 „ tournent du métier de leurs pères. Ils ne son-
 „ gent qu'à faire fructifier la terre & à multi-
 „ plier le nombre des citoyens , qui fait en même
 „ temps la force & la richesse de l'état ; ainsi ,
 „ loin de les plaindre , comme on fait commu-
 „ nément , il faudroit s'écrier avec le poëte :

„ *O fortunatos nimium, sua si bona norint ,*
 „ *Agricolas !* „

Cela sans doute est très-bien dit ; mais il
 faut convenir , malgré le respect qui est dû à si
 juste titre au président Bouhier & à ses ouvrages
 qui sont pleins de science , d'honnêteté & de
 sentiment de bien public , que s'il est avantageux
 pour un homme qui n'a rien , de trouver un sei-
 gneur qui lui donne quelques arpens de terre à
 défricher , il est bien difficile de s'écrier sur le
 bonheur de cet homme , & de le regarder comme
 trop heureux , *felices nimium* , si on lui fait payer
 ce soulagement personnel & momentané , par la
 perte de sa liberté & de celle de sa postérité jus-
 qu'à la fin des siècles.

Mais voyons comment en ont pensé d'autres
 auteurs d'un poids au moins égal au président
 Bouhier ; & , pour opposer un magistrat à un autre ;

on va rapporter ce que M. Séguier, avocat général, en a pensé dans la cause du nommé Truchot, contre le marquis de la Tournelle. Ce savant magistrat, après avoir puisé dans notre histoire, dans notre droit féodal & dans nos meilleurs auteurs, l'origine, la nature & les progrès de la Main-morte; après avoir rapporté avec la plus exacte fidélité tout ce que ceux qui l'adoptent en ont pu dire de plus favorable, il continue, & dit : » Faisons plutôt parler l'humanité, » c'est à nous seuls qu'il appartient de se servir » de cette expression, c'est dans ce seul tribunal » qu'on peut réclamer ses droits; parce que » vous la protégez. Alarmée de se trouver trop » élevée par le génie, sans voir son élévation, » elle ne craint que sa chute, elle marche plus » sûrement à l'abri de la justice; par-tout ailleurs » gémissante, elle vous inspire ici, & vous la » faites triompher; c'est dans son cœur que nous » devons puiser nos maximes; elle vous parle » par notre bouche, & c'est elle qui vous répète » ces maximes si triviales, mais qui ne sont triviales, que parce qu'elles sont le cri général » de tous les ordres des citoyens, *odia sunt res-* » *tringenda, favores sunt ampliandi.* Tout ce qui » est odieux, doit être restreint; tout ce qui est » favorable doit être étendu : la Main-morte est » odieuse, il faut la supprimer; la liberté est » favorable, il faut en quelque façon la forcer.

Il ne faut pas croire que cette opinion soit l'effet d'un sentiment peu réfléchi; il est le résultat des recherches les plus profondes, & l'on va citer quelques passages des auteurs où ce magistrat les avoir puisées.

Didier Hérault, qui a beaucoup travaillé sur

le droit de Main-morte, dit que c'est un droit réel ; selon lui , il affecte bien un peu la personne , mais il n'y est point inhérent ; c'est une exhalaison qui sort du sein de la terre , & qui corrompt la personne tant qu'elle reste sur cette terre ; mais celle-là reprend son premier état aussitôt qu'elle s'est éloignée de celle-ci. *Sanè servitus illa personam afficit , non autem à personâ procedit , sed à terrâ quam persona possidet exhalatur , ut statum personæ corrumpit quamdiù terræ illi adhæret , eâ autem derelictâ , statum suum primogenitum recipit.*

Dumoulin pense de même , & adopte le sentiment de Papon , qui dit de la Main-morte , *quod nil magis impium , nil homine christiano magis indignum esse aut reperiri queat.* Et ce savant jurisconsulte , toujours parlant de la Main-morte personnelle , ajoute , *quam inhumanam & impiam censet Joannes Papo , cujus judicium laudo.* Aussi M. Segulier , dans la cause du marquis de la Tournelle , dont on vient de parler , disoit-il de la Main-morte personnelle : » La douceur de » nos mœurs épurées par des principes d'humanité , » nous fait regarder tout ce qui tend à l'esclavage , » comme odieux & défavorable ; notre religion » elle-même , dont la morale respire la liberté , » ne nous permet pas d'applaudir aux fonde- » mens & aux effets de cette espèce de servi- » tude «.

Le Grand sur la coutume de Troyes , qui est une de celles qui a les dispositions les plus étendues & les plus claires , s'il y en a sur la Main-morte , convient qu'il y a eu un temps où il y avoit des taillables & serfs de poursuite , & par conséquent une Main-morte personnelle ;

mais il dit : *Nous ne voyons plus à présent aucuns serfs de poursuite , ils sont entièrement abolis dans cette coutume.* Mais pourquoi sont ils abolis ? ... La coutume n'a point changé , on ne l'a point abrogée par une nouvelle. Non sans doute ; mais c'est que des François , des chrétiens , en un mot , des hommes ont rougi d'exercer sur leurs semblables une pareille tyrannie , & que la douceur de nos mœurs & l'esprit de liberté , qui est notre apanage , ont secoué ce joug odieux & insupportable.

Collet , lui-même , dans son explication des statuts de Savoye , plein des maximes de Favre , Doncieu , Colombet & Revel , & très-favorable à la Main-morte en général , dit , remarque première , livre 3 , section première , page 16 des statuts de Savoye , *qu'il y auroit bien plus à dire contre la taillabilité personnelle , que M. Revel traite plus doucement que l'autre ,* & il conclut , après un raisonnement très-sensé , qu'il n'est pas possible qu'il y ait encore des familles d'esclaves qui n'aient jamais recouvré leur liberté ; il défend la Main-morte réelle , c'est-à-dire , celle qui tire son origine d'une concession ancienne faite par un seigneur à un homme dans la misère , de quelques arpens de terre , à condition de la cultiver , d'y demeurer attaché , & que le seigneur la reprendra , si celui auquel il l'a donnée meurt sans enfans mâles : *Qu'y a-t-il en cela , dit-il , contre l'équité ?* Il finit cet article en disant : *Je ne rapporte pas quantité d'autres exemples pour faire voir que la Main-morte d'à présent & la taillabilité réelle n'ont rien de si odieux qu'il faille se prévenir contre les seigneurs qui veulent la sou-*

tenir. D'après ces mots, il est c'air que Collet lui-même, ainsi que tout le monde, a pensé qu'il ne peut plus y avoir de Main-morte personnelle en France, parce qu'il ne peut plus y avoir d'esclaves, & que la Main-morte personnelle est un véritable esclavage.

Ducange dans son glossaire, que l'on peut regarder comme un des plus savans & des meilleurs ouvrages de ce siècle, donne au mot *Manus-mortua* des explications & des remarques très-sensées & très-savantes, & il en donne aussi la définition la plus vraisemblable qu'il est possible d'en donner. *Variè autem hac vox in consuetudinibus & apud praelicos sumitur; nam Manus-mortua interdum ipsos homines spectat, quos Manus-mortuæ vulgo dicunt; interdum prædia ipsa, quæ bona Manus-mortuæ appellant.*

Homines Manûs-mortuæ sunt servi glebæ, quibus uti diximus de bonis suis testamento cavere fas non est, perinde ac latinis libertis apud romanos, qui, ut ait Salvianus, lib. 3, ad ecclesiam catholicam, negato ultimæ voluntatis arbitrio, etiam quæ superstites habebant, morientes donare non poterant. Redit igitur hominum Manûs-mortuæ hereditas, si absque liberis decedant, ad dominum in cujus Manu-mortuâ esse dicuntur.

Manus-mortua rursùm ipsa prædia spectat, cum aliquis scilicet alicujus, aut ecclesiæ dominio hac si conditione addixit, servum se esse professus est, vel cum id juris in eadem prædia ex longi temporis prescriptione habet dominus, id est, cum ea prædia servituti sunt obnoxia jure constituti vel prescriptionis.

Telle est la distinction que ce savant auteur

fait en général de la Main-morte réelle & personnelle; mais, en parlant de la dernière, il rapporte un passage d'une chartre de l'abbé Suger, de l'an 1162, qui s'explique ainsi : *Exactio consuetudinis pessima, quæ Manus-mortua dicitur*; & un autre passage d'une chronique d'un évêque d'Autun, de la même année 1162, qui dit : *Servitus Manus-mortuæ, lineæ humani generis inhumana* : d'où l'on doit conclure, qu'il pensoit, comme Collet que nous venons de citer, comme vingt autres auteurs du premier mérite, & enfin comme tous les gens raisonnables, qu'il ne doit plus y avoir en France, & qu'il n'y a plus de Main-morte personnelle.

En effet, la jurisprudence des arrêts en a abolie jusqu'aux moindres vestiges. On trouve dans Chopin un arrêt du parlement de Paris, que cet auteur appelle *luculentum arrestum*, lequel, contre le sentiment de Bacquet, infirme une sentence du bailliage de Mâcon, qui avoit maintenu les prieur & couvent de saint Pierre de Gigny au comté de Bourgogne, dans l'hoirie universelle; biens meubles & immeubles, en quelque part qu'ils fussent situés & assis, demeurés par le décès d'André Monard, issu de père & aïeul main-mortables & de serve condition, & en cette qualité échus & venus audit prieur de Gigny.

Mais si l'on veut un arrêt encore plus positif & plus récent, & qui fixe d'une manière plus précise la façon dont on doit penser sur le droit de Main-morte & sur-tout sur la Main-morte personnelle, & celle dont la cour elle-même l'envisage, il suffit de jeter les yeux sur son arrêt

du 17 juin 1760 , qui confirme une sentence qui faisoit main-levée aux héritiers de Pierre Truchot , de l'opposition du marquis de la Tournelle , qui prétendoit que cette succession lui étoit échue , sous le prétexte que ce Truchot , étant fils de condition servile , selon lui , étoit serf lui-même. La cause fut plaidée pendant huit audiences : on rapporta de part & d'autres des autorités d'un grand poids ; on fit les recherches les plus savantes : M. Séguier parla avec la profondeur , le raisonnement & l'éloquence que tout le monde lui connoît ; il discuta avec la plus grande étendue les opinions différentes & les principes sur la Main-morte ; c'étoit dans la coutume de Nevers , la plus impérieuse de toutes en cette matière & celle qui conserve plus qu'aucune autre des vestiges de personnalité dans la Main-morte , qui voudroit tenir encore au droit de poursuite , & qui semble ne laisser à son main-mortable aucun moyen de s'affranchir de cet esclavage , banni depuis si long-temps de l'heureuse contrée où nous avons le bonheur de vivre ; il pesa tout au poids du sanctuaire , & se détermina contre le seigneur ; & la cour adopta par son arrêt ses conclusions tout d'une voix , & fonda pour toujours le système si naturel de la liberté , sur-tout , & c'est-là le mot décisif , quand on ne possède point d'héritages sujets à la Main-morte.

On pourroit , si l'on ne craignoit pas d'être trop prolix , rapporter encore beaucoup d'autres arrêts conformes à celui dont on vient de donner la connoissance. On se contentera d'en rapporter un très-important & postérieur au précédent de huit années ; il est du 18 mai 1769 , rendu en

la troisième chambre des enquêtes au parlement de Paris : en voici l'épée.

Marie Ramel Gally, née au village d'Avanchy en Bugey, terre que le marquis de Ballon possède, & dans laquelle il prétendoit que le droit de Main-morte a lieu, la quitta de très-bonne heure pour venir demeurer à Lyon, où elle se mit en service. Sur ses épargnes, au bout de quelque temps, elle se fit une très-modique dot, & contracta un premier mariage avec Michel Bonet, maître emballeur à Lyon : le travail des deux époux a suffi pour les faire vivre honnêtement pendant plusieurs années & pour produire quelque bénéfice à Marie Ramel.

En 1741, elle épousa en secondes noces Antoine Sandrin, marchand de vin à Lyon; sa dot, dans ce nouveau contrat, fut de 7000 livres, & pour augment de dot, bagues, bijoux & année de viduité, il lui fut donné une pension viagère de 400 livres, exempte de toutes impositions. Ce second mari mourut le 28 juillet 1754; sa veuve fit au mois de septembre 1756 un testament, par lequel, après quelques legs pieux & quelques dispositions en faveur des quatre enfans de Sandrin son second mari, elle institue pour ses héritiers ses deux neveux. Il y eut entre ces héritiers & un particulier qui prétendoit les exclure ou partager avec eux, quelques procédures dont il n'est pas ici question. Au bout de quelques années, le marquis de Ballon, seigneur d'Avanchy, qu'autrefois avoit habité Marie Ramel Gally, se réveilla, prétendit que la succession de cette femme lui appartenoit à titre d'échûtte & comme sa main-mortable, en vertu de

son prétendu droit de poursuite , & présenta sa requête en la sénéchaussée de Lyon , par laquelle il réclama la succession de cette femme , & prit des conclusions très-étendues. On écrivit de part & d'autre ; la cause fut appointée par sentence du 22 mai 1764 , & le 11 août de la même année, c'est-à-dire , moins de vingt jours après l'appointement, il intervint une sentence, sur les conclusions du ministère public, par forclusion, qui adjugea au marquis de Ballon la succession de Marie Ramel Gally par droit d'échutte en Main-morte ; en conséquence, l'envoie en possession ; & sur l'appel de cette sentence au parlement de Paris , on instruisit ; il y eut des mémoires imprimés , entre autres un pour le nommé Truffet , l'un des héritiers institués , où les principes de la Main-morte sont développés , & les autorités réunies ; & sur tout cela , la matière bien examinée , la cour , en la troisième chambre des enquêtes , infirma la sentence de la sénéchaussée de Lyon , & donna la succession de Marie Ramel Gally à Truffet son neveu , qu'elle avoit institué son héritier , & jugea par-là , qu'il n'y avoit point & ne pouvoit pas y avoir dans le royaume , de Main-morte personnelle ni de droit de suite ou d'esclavage.

Couronnons cet article intéressant pour l'humanité, en mettant sous les yeux de nos lecteurs la preuve la plus attendrissante de l'amour paternel du plus juste des rois , qui commence son règne par ouvrir son cœur à ses sujets , par renoncer aux droits qu'avoient ses prédécesseurs , & par délivrer son peuple de la servitude & des entraves que la puissance arbitraire mettoit à son bonheur.

Puisse cet exemple , aussi rare que précieux , être imité par les seigneurs !

» Louis , &c. A tous présens & à venir ; salut :
» Constamment occupés de tout ce qui peut inté-
» resser le bonheur de nos peuples , & mettant
» notre principale gloire à commander une nation
» libre & généreuse , nous n'avons pu voir sans
» peine les restes de servitude qui subsistent dans
» plusieurs de nos provinces ; nous avons été
» affectés , en considérant qu'un grand nombre
» de nos sujets , servilement encore attachés à la
» glèbe , sont regardés comme en faisant partie ,
» & confondus , pour ainsi dire , avec elle ; que ,
» privés de la liberté de leurs personnes & des
» prérogatives de la propriété , ils sont mis eux-
» mêmes au nombre des possessions féodales ;
» qu'ils n'ont pas la consolation de disposer de
» leurs biens après eux ; & qu'excepté dans cer-
» tains cas rigidement circonscrits , ils ne peuvent
» pas même transmettre à leurs propres enfans
» le fruit de leurs travaux ; que des dispositions
» pareilles ne sont propres qu'à rendre l'industrie
» languissante , & à priver la société des effets
» de cette énergie dans le travail , que le senti-
» ment de la propriété la plus libre est seul ca-
» pable d'inspirer.

» Justement touchés de ces considérations ,
» nous aurions voulu abolir sans distinction ces
» vestiges d'une féodalité rigoureuse : mais nos
» finances ne nous permettant pas de racheter ce
» droit des mains des seigneurs , & retenus par
» les égards que nous aurons dans tous les temps
» pour les loix de la propriété , que nous con-
» sidérons comme le plus sûr fondement de l'ordre
» & de la justice , nous avons vu avec satisfaction ,

» qu'en respectant ces principes , nous pouvions
» cependant effectuer une partie du bien que nous
» avions en vue , en abolissant le droit de servi-
» tude , non-seulement dans tous les domaines
» en nos mains , mais encore dans tous ceux en-
» gagés par nous & les rois nos prédécesseurs ;
» autorisant à cet effet les engagistes qui se croi-
» roient lésés par cette disposition , à nous re-
» mettre les domaines dont ils jouissent , & à
» réclamer de nous les finances fournies par eux
» ou par leurs auteurs.

» Nous voulons de plus , qu'en cas d'acquisition
» ou de réunion à notre couronne, l'instant de notre
» entrée en possession dans une nouvelle terre ou
» seigneurie , soit l'époque de la liberté de tous
» les serfs ou main-mortables qui en relèvent ;
» & pour encourager , en ce qui dépend de nous ,
» les seigneurs de fiefs & les communautés à
» suivre notre exemple ; & considérant bien moins
» ces affranchissemens comme une aliénation , que
» comme un retour au droit naturel , nous avons
» exempté ces sortes d'actes des formalités & des
» taxes auxquelles l'antique sévérité des maximes
» féodales les avoit assujettis.

» Enfin , si les principes que nous avons déve-
» loppés nous empêchent d'abolir sans distinction
» le droit de servitude , nous avons cru cependant
» qu'il étoit un excès dans l'exercice de ce droit ,
» que nous ne pouvions différer d'arrêter & de
» prévenir ; nous voulons parler du droit de suite
» sur les serfs & main-mortables , droit en vertu
» duquel des seigneurs de fiefs ont quelquefois
» poursuivi , dans les terres franches de notre
» royaume & jusque dans notre capitale , les
» biens

» biens & les acquêts de citoyens éloignés depuis
» un grand nombre d'années du lieu de leur glèbe
» & de leur servitude ; droit excessif que les tri-
» bunaux ont hésité d'accueillir , & que les prin-
» cipes de justice sociale ne nous permettent plus
» de laisser subsister. Enfin , nous verrons avec
» satisfaction , que notre exemple , & cet amour
» de l'humanité , si particulier à la nation fran-
» çoise , amènent , sous notre règne , l'abolition
» générale des droits de Main-morte & de ser-
» vitude , & que nous serons ainsi témoins de
» l'entier affranchissement de nos sujets , qui , dans
» quelque état que la providence les ait fait naître,
» occupent notre sollicitude & ont des droits
» égaux à notre protection & à notre bienfaisance.
» A ces causes & autres à ce nous mouvans ,
» de l'avis de notre conseil , & de notre certaine
» science , pleine puissance & autorité royale ,
» nous avons par notre présent édit perpétuel &
» irrévocable , dit , statué & ordonné , disons ,
» statuons & ordonnons , voulons & nous plaît ce
» qui suit :

» Article I. Nous éteignons & abolissons dans
» toutes les terres & seigneuries de notre domaine
» la Main-morte & condition servile , ensemble
» tous les droits qui en font des suites & des
» dépendances : voulons qu'à compter du jour
» de la publication des présentes , ceux qui , dans
» l'étendue desdites terres & seigneuries , sont
» assujettis à cette condition , sous le nom
» d'*hommes de corps* , de *serfs* , de *main - mor-*
» *tables* , de *mortuables* , de *taillables* , ou
» sous telle autre dénomination que ce puisse être ,
» en soient pleinement & irrévocablement affran-
» chis ; & qu'à l'égard de la liberté de leurs per-

» fônnés , de la faculté de se marier & de changer
» de domicile , de la propriété de leurs biens ,
» du pouvoir de les aliéner ou hypothéquer ,
» & d'en disposer entre vifs ou par testament ,
» de la transmission desdits biens à leurs enfans
» ou autres héritiers , soit qu'ils vivent en com-
» mun avec eux , ou qu'ils en soient séparés , &
» généralement en toutes choses , sans aucune
» exception ni réserve , ils jouissent des mêmes
» droits , facultés & prérogatives qui , suivant les
» loix & coutumes , appartiennent aux personnes
» franches , notre intention étant que dans routes
» lescites terres & seigneuries il n'y ait plus
» désormais que des personnes & des biens de
» condition franche , & qu'il n'y subsiste aucun
» vestige de la condition servile ou main - mor-
» table.

» II. La disposition de l'article précédent fera
» exécutée dans nos domaines engagés ; & si
» quelques-uns des engagistes se croient lésés ,
» il leur sera libre de nous remettre les domaines
» par eux tenus à titre d'engagement , auquel cas
» ils seront remboursés des finances qu'ils justifie-
» ront avoir été payées par eux ou par leurs
» auteurs.

» III. Lorsque par la suite il sera acquis à notre
» domaine , à quelque titre que ce soit , de nou-
» velles terres & seigneuries dans lesquelles le
» droit de servitude ou Main-morte aura lieu ,
» ledit droit sera éteint & supprimé , & les ha-
» bitans & tenanciers de ces terres en seront
» affranchis dès l'instant que nous ou les rois
» nos successeurs seront devenus propriétaires
» desdites terres & seigneuries.

» IV. Les héritages main-mortables situés dans

» nos terres & seigneuries , ou dans nos domaines
» engagés & possédés par des personnes franches
» ou main-mortables (lesquels héritages devien-
» dront libres, en vertu de la disposition des ar-
» ticles 1 , 2. & 3 ci-dessus) , seront , à compter
» de la même époque , chargés , envers nous &
» notre domaine , d'un *sou* de cens par arpent
» seulement ; ledit cens emportant lods &
» ventes , conformément à la coutume de leur
» situation.

» V. Les seigneurs , même les ecclésiastiques
» & les corps & communautés qui , à notre
» exemple , se porteroient à affranchir de ladite
» condition servile & main-mortable , telles per-
» sonnes & tels biens de leurs terres & seigneu-
» ries qu'ils jugeront à propos , seront dispensés
» d'obtenir de nous aucune autorisation particu-
» lière , & de faire homologuer les actes d'affran-
» chissement en nos chambres des comptes ou
» ailleurs , ou de nous payer aucune taxe ni in-
» demnité , à cause de l'abrégement ou diminu-
» tion que lesdits affranchissemens paroîtroient
» opérer dans les fiefs tenus de nous ; desquelles
» taxe ou indemnité nous faisons pleine & entière
» remise.

» VI. Nous ordonnons que le droit de suite
» sur les main - mortables demeurera éteint &
» supprimé dans tout notre royaume ; dès que
» le serf ou main-mortable aura acquis un véri-
» table domicile dans un lieu franc : voulons
» qu'alors il devienne franc au regard de sa per-
» sonne , de ses meubles & même de ses im-
» meubles qui ne seroient pas main-mortables
» par leur situation ou par des titres particuliers.
» Si donnons en mandement , &c. «

Voyez le président Fabre , d'Oncieu , Revel , Collet , Colombet , Bailly , Dunod , Raviot , Bannelier , le président Bouhier , le Grand sur Troyes ; Coquille sur Nevers ; Taisand , Begat & Dipringles sur la coutume de Bourgogne , &c. &c.

Première ADDITION à l'article MAIN-MORTE.

Jamais peut-être il ne s'est élevé de contestation sur le droit de Main-morte, qu'elle n'ait donné lieu à des discussions approfondies sur l'origine, la nature, les effets, la faveur ou l'odieux de cette espèce de servitude. Ce sujet, tant de fois rebattu, mais susceptible d'être présenté sous des couleurs toujours nouvelles, est le premier objet qui occupe les deux parties. Le défenseur de la liberté, rempli de la dignité de son rôle, fier d'être l'avocat de l'humanité & le vengeur des droits de la nature, s'abandonne à l'enthousiasme que des motifs aussi nobles sont capables d'inspirer, & prodigue les épithètes les plus flétrissantes à ce reste impur du despotisme & de la barbarie de nos pères.

De son côté, le seigneur, aveuglé par l'intérêt personnel s'enfonce dans l'antiquité, remue les anciens monumens de la législation & de l'histoire, s'agit dans tous les sens, pour prouver, s'il est possible, que l'origine de la servitude n'a rien de défavorable, que ses effets ne sont rien moins que funestes. Ce genre de défense n'est pas adroit; il seroit plus sage de jeter un voile sur cette plaie faite à l'humanité, & se contenter de répondre : *La loi existe.*

En effet, il n'est pas difficile au défenseur de

la liberté d'écarter les autorités puisées dans les loix romaines & dans les codes des Gaulois & des Germains. Les Romains , qui avoient réduit l'oppression en système , qui n'eurent d'autre but que la destruction , qui ne firent jamais un pas qui ne tendît à l'avilissement de l'espèce humaine , devoient accueillir la servitude ; elle entroit dans le plan général de leur constitution : mais qu'elle est étrangère à la nôtre ! C'est précisément parce qu'ils l'ont favorisée , que nous devons la proscrire. À l'égard des Gaulois & des Germains , appartient-il à des nations plongées dans la fange de la barbarie , de donner des loix au plus éclairé de tous les siècles ?

Oui , la Main-morte est un droit exorbitant ; un droit défavorable. Mettons à l'écart les déclamations & les dissertations sophistiques ; mais du moins arrêtons-nous un instant pour écouter ceux qui ont le mieux approfondi cette matière , *nihil abjectius* , dit M. Favre ; *terra devorat habitatores suos* , ajoute Revel en parlant des territoires main-mortables ; *cette servitude est odieuse* , dit encore Dunod.

La Main-morte est odieuse , il faut donc la resserrer dans les bornes les plus étroites : oui , dit Dunod , traité de la Main-morte , p. 15 : » Car » les loix crient de toutes parts que la liberté est » d'un prix inestimable , *libertas inestimabilis res* » *est* , & *liberi hominis aestimatio praestari non po-* » *test* ; que les causes qui concernent la liberté » méritent une faveur de préférence ; *libertas om-* » *nibus rebus favorabilior est* ; qu'on doit juger » pour elle dans le doute , & lorsque les voix » des juges ou les témoignages se trouvent égaux ; » qu'on doit interpréter les actes en sa faveur ,

» *quoties dubia interpretatio libertatis , secundum*
 » *libertatem respondendum erit , in obscurâ volon-*
 » *tate manumittentis favendum est libertati ; &*
 » l'on trouve plusieurs textes par lesquels le droit
 » s'est écarté des règles ordinaires , pour favoriser
 » la liberté ; nous voyons enfin que l'esprit
 » général de la nation est d'affoiblir la Main-morte,
 » même de la bannir du royaume , & que , dans
 » les provinces où elle s'est conservée , elle a beau-
 » coup été adoucie par la jurisprudence des arrêts
 » & par la réformation des coutumes « .

Puisque la nature & les loix nous crient de
 toute part qu'il faut favoriser la liberté , réprimer
 la servitude , la resserrer dans les bornes les plus
 étroites , pour déclarer un homme , un citoyen , per-
 sonnellement main-mortable , il faut donc les preuves
 les plus positives , les plus claires , les plus tran-
 chantes ; il faut que la prétention du seigneur soit
 appuyée sur les titres les plus positifs , sur des titres
 à l'abri de toute espèce de critique. C'est encore
 le vœu de tous les jurisconsultes. Écoutons d'abord
 un magistrat du parlement de Franche-Comté ,
 qui , comme il le dit lui-même , *avoit des seigneu-*
ries en généralité de Main-morte. Voici ses termes :
 » Plus j'examine la Main-morte établie en Franche-
 » Comté , & les tristes effets qui en résultent ,
 » plus je suis étonné du relâchement où l'on tombe
 » sur le genre & la qualité des preuves que les
 » règles exigent pour la constater légalement « .

» Ce n'est pas par des présomptions & des
 » conjectures , quelques fortes qu'elles soient ,
 » qu'on doit enlever à l'homme un bien aussi
 » précieux que la liberté. Nos main-mortables ,
 » quoique d'une condition meilleure que n'étoit
 » celle des serfs chez les Romains , sont néan-

» moins soumis à des loix dures & fâcheuses....
» L'homme franc qui possède des fonds dans un
» territoire, est souvent réduit à la dure alter-
» native, ou d'avouer ses biens de Main-morte,
» ou d'essuyer un procès avec un seigneur, qui
» n'a ordinairement pour titres que des recon-
» noissances qu'il doit presque toujours aux dé-
» marches criminelles de ses agens, & quelque-
» fois à un commissaire à terrier vendu à ses
» intérêts. Je pense donc qu'on ne sauroit trop
» examiner ces sortes de titres & les autres
» preuves que les seigneurs mettent en usage
» pour s'acquérir un droit de généralité.

» Il y a toujours lieu de juger contre le
» seigneur de la Main-morte, dit Dunod, quand
» ses titres sont en mauvais état ou conçus en
» termes ambigus «.

Enfin, M. le président d'Oncieu, en son traité des Main-mortes, recommande aux magistrats la plus grande circonspection dans l'examen des preuves d'un droit *aussi exorbitant*.

Quelles sont donc les preuves nécessaires pour établir un droit de cette espèce ? Quels doivent être la nature, la qualité, le nombre des titres que le seigneur est obligé de rapporter ? Consultons encore la jurisprudence & les jurisconsultes ; mais auparavant, que l'on nous permette une obser-
vation.

Des cinq cents coutumes qui surchargent notre législation, dix seulement parlent du droit de Main-morte, &, ce qui est à remarquer, aucune ne l'admet comme un droit commun & général ; toutes se contentent d'en reconnoître l'existence, d'en tolérer l'exercice. Dans ces coutumes, la Main-morte ne forme pas l'état naturel des per-

sonnes & des terres , ce feroit en prendre une idée très-fausse ; elle n'y existe que par forme d'exception sur quelques territoires épars ; & même , dans le petit nombre de ceux où elle est connue , il en est peu où elle soit générale , où elle embrasse l'universalité.

Une autre observation non moins importante , c'est que les coutumes qui parlent de la Main-morte sont , pour la majeure partie , allodiales ; c'est ce que nous apprennent les auteurs des pays main-mortables. On lit dans le traité de la Main-morte de Dunod : *La Franche-Comté est pays de franc-aleu ; on n'y connoît point la maxime nulle terre sans seigneur ; & quoique la Main-morte y soit admise , elle n'est cependant pas de coutume.* Il y a bien d'autres preuves de cette vérité.

Mais si les coutumes qui reconnoissent la Main-morte , sont , du moins pour la majeure partie , allodiales ; si les terres y sont naturellement franches & libres , quelle distance entre une tenure de cette espèce & un héritage main-mortable ? Dans ces provinces , le simple cens n'est pas même de droit commun ; il faut des titres au seigneur pour l'exiger ; comment donc parviendra-t-il à établir une surcharge aussi considérable , aussi exorbitante que la Main-morte ? Comment remplira-t-il l'intervalle qui sépare ces deux extrêmes , la liberté & la servitude , la Main-morte & l'aleu.

L'ordre & la progression naturelle des idées semblent exiger que nous examinions d'abord le point de savoir quels sont les titres nécessaires au seigneur dans une province allodiale , pour établir une simple directe censuelle.

On trouve cette question discutée dans les

écrits de tous les feudistes ; plusieurs soutiennent qu'il faut absolument deux reconnoissances qui s'appliquent bien directement à l'héritage que le seigneur veut assujettir. C'est l'avis de Papon : *il faut , dit-il , deux reconnoissances gémînées.*

Tous les auteurs , il faut en convenir , ne sont pas aussi sévères. Il en est qui portent l'indulgence beaucoup plus loin ; cependant il n'en est aucun qui se contente d'une seule reconnoissance ; tous exigent qu'elle soit au moins accompagnée d'adminicules. C'est la décision de Dumoulin ; *nisi essent plures confirmationes , vel etiam una antiqua , cum possessione , vel aliis adminiculis.*

On appelle adminicules , la mention d'une reconnoissance antérieure , les énonciations dans les contrats de vente , les manuels de recette , les comptes des revenus , les enfaîsinemens , en un mot , tout ce qui établit l'exécution de la reconnoissance.

On lit dans les observations de Bretonnier sur Henrys : » Je n'ai point vu d'auteur qui ait traité » cette question plus à fond que M. Taisand sur » la coutume de Bourgogne , *tit. des cens . art. 1 ,* » *n. 9* ; après avoir rapporté les autorités de part » d'autre , il conclut , que dans le duché de Bourgogne une seule reconnoissance n'est pas suffisante , à moins qu'elle n'en annonce une précédente ou qu'elle n'ait été suivie de payemens. » Il ajoute , que la preuve des payemens doit être » faite par des quittances en bonne forme , & » que les manuels & les comptes ne sont pas » suffisans pour faire cette preuve ; il parle d'un » arrêt rendu au parlement de Dijon , du 11 » mars 1680 , qui l'a ainsi jugé «.

Le principe , que dans un pays allodial une

seule reconnoissance ne suffit pas pour établir une simple directe censuelle, vient d'être consacré par un arrêt rendu en très-grande connoissance de cause. Nous en avons vérifié l'espèce dans le mémoire imprimé pour le seigneur; cette espèce la voici.

Le sieur de Mégrigny, seigneur de Souvanne, coutume de Troyes, demandoit à la veuve Lécorché une reconnoissance censuelle, à raison de plusieurs pièces de terres assises sur le territoire de Souvanne. » Il n'y a pas, disoit son défenseur, » un seul article de sa demande qui ne soit établi » par une reconnoissance tirée de l'un des terri- » riers de l'an 1560, 1662 & 1665; reconnois- » sances uniques à la vérité pour chaque article » de demande, mais accompagnées d'une mul- » titude d'actes énonciatifs, & de la preuve que » les principaux titres de la terre de Souvanne, » notamment quatre gros censiers, ont été dévorés » par les flammes «.

Les actes énonciatifs du seigneur de Souvanne étoient en effet en grand nombre. On rapporte dans le mémoire, outre les trois terriers ci-dessus datés, des aveux en date du 4 février 1557, 27 mars 1614, 5 avril 1620; des actes de procédure au bailliage de Troyes, des années 1694 & 1704; une sentence des requêtes du palais, du 16 septembre 1705; une sentence d'adjudication de la terre, du 3 juin 1711; des cueillères ou manuels de recette depuis 1574 jusqu'en 1580; d'autres, depuis 1610 jusqu'en 1645; d'autres encore depuis 1693 jusqu'en 1708: tous ces titres prouvoient l'existence d'une directe censuelle sur une partie du territoire; directe que le mémoire annonce comme *très-considérable*.

Enfin , il produisoit une information du mois de juin 1715 , dans laquelle six témoins ont déposé , qu'en l'année 1710 , pendant la saisie réelle de la terre , les habitans de Souvanne traitèrent avec le sieur de Villemort , partie saisie , pour déchirer & brûler les censiers de cette terre ; que le traité ayant été conclu , quatre gros censiers & plusieurs autres titres furent déchirés & portés dans la garenne du Plessis-Souvanne , pour être consumés par les flammes , & que cela fit un feu de joie , autour duquel les habitans dansoient & chantoient , en disant : *voilà pour nos grands-pères & grand'mères.*

Mais si telle est la règle ; si , pour établir une simple directe censuelle dans un pays de franc-aleu , une seule reconnoissance ne suffit pas , à moins qu'elle ne soit accompagnée d'adminicules ; à plus forte raison , une reconnoissance solitaire doit-elle être sans autorité pour établir un droit de Main-morte : il n'y a pas de réplique à cette conséquence.

Mais nous n'en sommes pas réduits à cette espèce d'induction ; nous avons sur ce point les autorités les plus graves ; & si nous nous sommes livrés à cette digression sur les censives , ce n'est que pour mieux faire sentir la sagesse des règles que nous allons présenter.

Ces règles , nous les puiserons dans les écrits des jurisconsultes les plus respectables.

Benedicti , conseiller au parlement de Toulouse sous le règne de Louis XII , auquel M. le Bret donne la qualification de *très-grand personnage* , examine & discute cette matière avec la plus grande attention : sa décision est , qu'une seule reconnoissance , quelles qu'en soient la forme & la

reneur, est insuffisante pour établir un droit de Main-morte. *Simplex confessio, quomodocumque sit facta, non nocet censitenti.* Ce magistrat va beaucoup plus loin ; il rejette même le titre constitutif, lorsqu'il n'est pas accompagné de preuves d'exécution. *Nec etiam sola constitutio, etiam per solemnem stipulationem dispositivè & principaliter facta præjudicat.* Le motif de cette décision est aussi simple que sensible. *Quia tales confessiones sunt contra naturam & naturalem statum hominis.*

Cet auteur, en proscrivant une reconnoissance unique, ne va pas jusqu'à détailler les actes dont elle doit être appuyée. Une foule d'autres juriconsultes suppléent à son silence. Tous sont d'accord que de simples énonciations, de simples adminicules ne sont d'aucune considération, qu'il faut deux reconnoissances directes, précises, & dans la meilleure forme.

» Il faut, dit Taisand sur la coutume de
 » Bourgogne, du moins deux reconnoissances
 » faites, non pas dans un même temps, car cela
 » sentiroit la fraude, mais avec un intervalle lé-
 » gitime ; & cela a été justement établi en fa-
 » veur de la liberté. Il fut ainsi jugé en ce
 » parlement «.

M. le président d'Oncieu exige de même deux reconnoissances. Ce magistrat observe ensuite, que, selon M. de Chasseneux, les adminicules ne servent de rien, si les deux reconnoissances défont.

Colombar veut de même deux reconnoissances avec intervalle, lorsque la Main-morte affecte la personne.

» Pour prouver la taillabilité personnelle de

» corps, il faut deux terriers & deux recon-
 » noissances de divers temps ce que nous
 » observons exactement «. *Revel , dans ses statuts ,*
Bresse , tome 1 , page 124.

Le magistrat que nous avons déjà cité , dont l'ouvrage se trouve à la suite du traité de la Main - morte de Dunod , va plus loin encore ; Voici ses termes : » Il faut que les titres du
 » seigneur soient au moins de nature à constater
 » l'existence de la première convention & des
 » droits qu'elle contenoit ; or , il me paroît que
 » tout cela ne peut guère se faire que par des
 » reconnoissances anciennes & multipliées , à l'abri
 » de toute critique ; car ce n'est que dans ce
 » cas qu'on peut dire , avec les auteurs , que les
 » reconnoissances suppléent au titre primitif &
 » constitutif des seigneuries «.

Tels sont les principes sur le nombre & la nature des titres nécessaires pour établir un droit de Main-morte.

Ces principes viennent d'être consacrés par un arrêt rendu en très-grande connoissance de cause , au rapport de M. l'abbé Farjonnel , le août 1779. Voici quels étoient les titres du seigneur , tels qu'ils sont exposés dans le même fait pour sa défense.

Il s'agissoit de la succession d'un nommé Sir Henry , né à Châtillon , province de Franche-Comté , & mort à Fontainebleau sans parens communiens.

Le seigneur réclamoit cette succession à titre d'échutte ; il n'avoit point de reconnoissance particulière ; mais il soutenoit que la terre de Châtillon étoit en généralité de Main morte. Les héritiers prétendoient que cette servitude ne frappoit pas sur

l'universalité des habitans , & que Sir Henry étoit du nombre des hommes libres. Ainsi la question étoit de savoir , si en effet les titres rapportés par le seigneur prouvoient suffisamment que la terre étoit en généralité de Main - morte. On va voir , par l'analyse de ces titres , jusqu'à quel point le parlement est attaché au principe , qu'il faut au seigneur deux reconnoissances à l'abri de toute espèce de critique. Nous allons d'abord jeter un coup d'œil sur tous ces actes ; nous reviendrons ensuite sur les plus importants.

Le plus ancien de mes titres , disoit le seigneur , est de l'an 1572 ; il n'est pas possible de concevoir un titre plus respectable ; c'est tout à la fois un acte judiciaire & une convention libre , un jugement & un contrat. Tous les habitans de Châtillon comparoissent devant le juge de la seigneurie , reconnoissent les droits généraux , & notamment , *qu'ils sont tous eux & leurs hoirs présens & à venir de Main-morte , ensemble tous leurs meix & héritages étant sur le finage dudit Châtillon* : & d'après cette déclaration , de leur consentement , & sur la requisiion du seigneur , le juge condamne *lesdits habitans & sujets , & chacun d'eux , à perpétuelle observance du contenu desdits articles*.

Il existe encore du même siècle quelques reconnoissances particulières ; celle d'un nommé Jacques d'Atiq , qui se déclare *main-mortable* du seigneur dudit lieu , &c.

Dans le siècle suivant , les preuves s'accumulent ; il n'y a presque pas une seule année qui n'en fournisse. Par acte du 18 mars 1610 , Jean Perrigaut , notaire , désavoue le seigneur de Châtillon. Ce notaire achète la franchise ; il avoit donc sous les

yeux les preuves les plus positives de la Main-morte. On lit dans cet acte en parchemin, dans la meilleure forme, reçu par le lieutenant général du bailliage de Vesoul, *que le suppliant a remontré qu'à cause de son origine, il étoit sujet originel, main-mortable du seigneur de Châtillon.* On ne peut rien de plus tranchant. Il suffit donc, pour contracter la Main-morte, d'avoir pris naissance dans cette seigneurie.

Le seigneur remplissoit l'intervalle de 1616 à 1634, par un cahier contenant l'extrait d'un très-grand nombre d'actes d'aliénation, tant sur le territoire de Châtillon, que sur les dépendances de la terre. Presque tous sont énonciatifs de la Main-morte. Si ce mot ne se trouve pas dans quelques-uns, on y lit, ce qui revient à peu-près au même, » lesdits héritages chargés, comme il est porté » par les terriers «.

En 1624, le seigneur fait procéder à la renouation de son terrier. Les habitans de Châtillon, les propriétaires-forains, formant ensemble trente tenanciers, comparoissent, & tous déclarent *qu'ils tiennent en Main-morte, qu'ils tiennent sous la seigneurie main-mortable dudit Châtillon.* Ces reconnoissances sont produites; il n'y en a pas une seule qui ne renferme cette énonciation. Ceux qui résident dans la seigneurie vont plus loin; ils se reconnoissent *sujets main-mortables de ladite seigneurie.* Ajoutons que ces actes, reçus par deux notaires, sont dans la forme la plus authentique.

L'année 1653 fait époque dans cette affaire. Le terrier de Châtillon étoit terminé; tous les habitans, tous les propriétaires avoient déclaré tenir en Main-morte. Mais ces reconnoissances particulières pouvoient s'égarer; le seigneur prend le

parti très-sage de demander une reconnoissance générale au corps de la communauté. Une demande aussi juste ne pouvoit éprouver aucune espèce de difficulté ; tous les habitans venoient de se reconnoître main-mortables chacun en particulier ; une reconnoissance en nom collectif, ne devoit pas leur coûter davantage. Aussi la communauté s'empresse-t-elle de déférer à la volonté du seigneur : les deux échevins, douze autres habitans *représentant le corps de la communauté, & formant plus de cinq parts des six, assemblés en la place publique de Châtillon*, déclarent qu'ils sont sujets main-mortables, taillables, censables, corvéables & justiciables, comme leurs prédécesseurs, de toute ancienneté & leurs meix, maisons & héritages, y assis (audit Châtillon), &c. Cette déclaration est consignée dans un acte souscrit de deux notaires & de deux témoins ; ainsi rien de plus authentique.

Ce qui ajoute encore, s'il est possible, à son autorité, c'est qu'à l'instant même plusieurs habitans donnent au seigneur des reconnoissances particulières de leurs héritages. Cette reconnoissance générale est du 9 avril 1653 ; le 17 du même mois & le 9 mars de la même année, Eloi Datier, George & Hilaire Masson, déclarent tenir en Main-morte tout ce qu'ils possèdent sur le territoire de Châtillon. Ces déclarations sont, de même que les précédentes, revêtues de toutes les formes légales.

Quelques années après, le 28 mars 1681, Marie Bodot meurt sans enfans & sans parens communiens ; son mari, Louis Masson, traite de cette succession avec le seigneur, & lui en abandonne

donne une partie , à titre d'échutte. Ce traité , également en très-bonne forme , est produit.

Arrêtons-nous un instant pour tourner nos regards sur cette longue suite de reconnoissances , d'actes de toute espèce. Nous ne sommes pas au dix-huitième siècle , & nous avons déjà près de cent cinquante ans de possession paisible , publique , contradictoire avec tous les habitans ; nous voyons les titres les plus authentiques couronner cette longue & tranquille possession.

Si le seigneur de Châtillon paroît environné d'un aussi grand nombre d'actes anciens , on se doute bien qu'il lui seroit facile d'en produire une quantité encore plus considérable de récents ; mais il n'a pas cru qu'il fût nécessaire de faire transporter ses archives dans les greffes de la cour. En conséquence , nous nous contentons de produire trente à quarante contrats d'aliénations, tous énonciatifs de la Main-morte. Dans tous , le vendeur déclare que les héritages qu'il aliène sont chargés de Main-morte , le cas arrivant. De quel poids ne doit pas être cette reconnoissance ! Ce sont les habitans eux-mêmes qui la consignent dans des actes qui leur sont personnels , dans des actes sur lesquels le seigneur ne peut avoir eu aucune espèce d'influence.

Nous pourrions rapporter un titre encore plus imposant ; un terrier de la seigneurie de Châtillon , commencé vers l'an 1766. Déjà tous les habitans , tous les tenanciers ont consigné dans cet acte l'aveu que tout ce qu'ils possèdent dans l'enclave de cette seigneurie est en *Main-morte* : mais le décès du seigneur ayant suspendu le cours de cette opération , ce terrier n'est pas encore revêtu de toutes ses formes , & le seigneur de

Châtillon pense qu'il ne doit présenter à la justice que des actes dignes de ses regards.

Tels sont les titres de la seigneurie de Châtillon. Déployons encore une fois cette chaîne de preuves ; elle embrasse , comme l'on voit , le laps de plus de deux siècles , & , pendant un espace de temps aussi long , pas la moindre lacune dans la possession , pas le moindre nuage , le moindre doute sur la vérité , la validité des titres. C'est aujourd'hui , pour la première fois , que l'on met en problème si la seigneurie de Châtillon est en généralité de Main-morte : mais quelle suite , quelle masse de titres ! Désaveux , échutte , énonciation dans les actes de vente , reconnoissances particulières , reconnoissances générales ; en un mot , de tous les actes qui peuvent établir l'existence d'un droit de Main-morte , il n'en est pas un seul qui manque au seigneur de Châtillon.

M. Convers Desormeaux , défenseur des héritiers , a triomphé de *cette masse de titres*. Il a écarté les reconnoissances particulières , par le motif que ce ne sont que des reconnoissances particulières , & les deux reconnoissances générales de 1572 & 1624 , en faisant observer que dans la première , les habitans ne parlent pas en corps de communauté ; & que dans la seconde , quoique la communauté paroisse en corps , néanmoins la totalité des habitans n'avoient pas concouru à sa délibération. Le mémoire de M. Convers Desormeaux mérite d'être conservé ; il dépose également de l'honnêteté de son âme & des lumières de son esprit.

Des différentes manières de contracter la Main-morte.

Il y a quatre manières de contracter la Main-morte , la convention , la naissance , la prise de *meix* & le mariage.

Quel est le sens de cette expression *meix* ? Comprend-elle indistinctement toutes sortes d'héritages ? Peut-on dire que le propriétaire d'une vigne , d'un pré , d'une terre labourable , possède un *meix* ? Non : il ne faut pour s'en convaincre que remonter à l'étymologie du mot *meix*, *mansus*, *maison*, *habitation*, *manoir*, à *missione seu manendo* ; *mansio*, *mansus*, dit Spellemen dans son glossaire, *habitatio vel sedes rustica*.

C'est aussi la définition de Dunod dans son traité de la Main-morte, page 43 ; nous appelons , dit cet auteur , du nom de *meix* , les maisons d'un village avec leurs jardins , vergers & autres dépendances ; lors donc qu'un homme franc va demeurer en lieu de Main-morte , continue le même auteur , & y reçoit du seigneur ou acquiert d'une autre personne un *meix* main - mortable , quand ce ne seroit que la place pour bâtir , il devient main-mortable ; je crois que c'est tout ce que notre coutume a voulu dire , quand elle a parlé de l'homme franc qui va demeurer dans le lieu de Main-morte & y prend *meix*.

Pourquoi l'acquisition d'un simple emplacement de maison rend-elle main-mortable ? Le même auteur en rend la raison en ces termes , *parce qu'il est censé vouloir s'y établir , y faire construire effectivement un édifice pour sa rési-*

dence ; or , l'acquisition d'une vigne , d'une terre labourable , ne prête pas à la même conjecture : l'acquéreur d'un héritage de cette espèce n'est certainement pas censé *vouloir s'y établir*. Une pareille acquisition ne porte donc aucune atteinte à la franchise du propriétaire.

Suivant cet auteur , il faut donc , pour contracter la Main-morte , que l'homme franc possède une maison main-mortable , ou du moins un emplacement destiné à l'habitation ; autrement , s'il demeure en maison franche , il conserve la franchise , quelle que soit la condition des héritages qu'il possède.

Colombet , dans son traité de la Main-morte , traduit le mot *meix* , par celui d'*her* , d'*heberge* , hebergement , ce qui ne peut s'adapter qu'à une maison ; aussi toutes les coutumes de Main-morte , tous les auteurs qui ont écrit sur cet matière parlent-ils de l'homme franc qui possède des héritages de Main-morte. On lit dans la coutume de Franche-Comté : *L'héritage de Main-morte , soit qu'il appartienne à homme franc ou de Main-morte , ne peut être vendu , &c.* Un homme franc peut donc posséder des héritages main-mortables ; la possession d'un immeuble de cette espèce n'est donc pas incompatible avec la franchise.

Enfin , les termes de cette coutume , *l'homme franc qui va demeurer en lieu de Main-morte* , dissipent absolument tous les doutes. En effet , deux choses indispensables pour qu'un franc devienne main-mortable : 1°. une résidence : 2°. une résidence en lieu de Main-morte : or , l'on ne réside pas sur une vigne , sur un pré ; cette expression *qui va demeurer* , indique nécessairement une habitation , & les mots qui suivent ,

en lieu de Main-morte, prouvent évidemment qu'il faut que la demeure, que la maison de l'homme franc soit de condition main-mortable : si elle est franche, il n'est pas possible de dire que le franc qui l'habite *demeure en lieu de Main-morte* ; il ne devient donc pas main-mortable, puisqu'en effet la condition exigée par la coutume n'est pas remplie.

Encore un mot : tous les auteurs agitent la question, si l'homme franc devient main-mortable lorsqu'il acquiert une maison en partie franche & en partie serve ; leur décision est que l'on se détermine par la nature de la pièce dans laquelle se fait le principal feu ; si cette pièce est franche, le propriétaire conserve sa franchise ; cependant il possède bien réellement un immeuble main-mortable, l'espace de la maison grevé de cette servitude ; mais ce n'est pas dans cette portée qu'est sa principale résidence, en conséquence il conserve sa liberté ; pour la perdre, il ne suffit donc pas de posséder un héritage main mortable, il faut quelque chose de plus, il faut résider dans une maison serve.

S'il en étoit autrement, toutes les fois qu'il se trouveroit sur le territoire d'une paroisse 50 ou 100 arpens main-mortables, bientôt tous les habitans auroient perdu leur franchise ; il suffiroit d'être l'héritier du propriétaire de l'un de ces héritages.

Il faut donc, pour contracter la Main-morte, résider dans une maison main-mortable.

Quand nous disons que le choix de son domicile dans un lieu de Main-morte, rend main-mortable, nous n'entendons parler que du domicile qu'on choisit volontairement dans la seule vue

de venir s'établir dans le lieu, & d'y demeurer toujours ; *animo ibi perpetuò commorandi*. D'où il suit, que quand on est obligé d'y venir résider, ou qu'on y vient par rapport à quelque cause passagère, on n'encourt pas la Main-morte en y demeurant, parce qu'on n'est pas présumé, en ce cas, vouloir s'affujettir à la condition des autres habitans du lieu, & qu'il y a une autre cause apparente de la demeure qu'on y fait. Ce n'est pas un domicile véritable, ce n'est qu'un domicile occasionnel, ou plutôt une simple habitation que l'on quittera si-tôt que l'affaire qui y a donné lieu sera finie.

Sur ces principes, le roi, à la prière des états, déclara, en 1598, que les curés & chapelains d'origine franche qui voudroient desservir leurs bénéfices dans les lieux de Main-morte, & y résideroient dans la maison curiale ou autre, ne deviendroient pas main-mortables : c'est parce que leurs bénéfices demandent résidence, qu'ils demeurent dans le lieu ; ils n'y seroient pas venus sans cela.

C'est aussi par cette raison que la loi décide, que celui qui demeure dans un lieu pour y étudier, n'y contracte pas un domicile (*) ; *nec ipsi qui, studiorum causâ, aliquo loco morantur, domicilium ibi habere creduntur*. Panorme dit la même chose d'un homme qui est venu enseigner, & qui est aux gages du public (**) : tels sont dans les villages les maîtres d'écoles & les pâtres, qui n'y

(*) Liv. 2, cod. de incolis.

(**) Abbas, conf. 100, lib. 2.

contractent pas la Main-morte , tandis que durent leurs marchés. Il y a même raison pour les chirurgiens , les sages-femmes , les gardes & autres , qui y sont aux gages du seigneur ou de la communauté.

Il en est de même de ceux qui viennent dans le lieu de Main-morte , pour y être officiers , juges , procureurs d'office , greffiers , tabellions , hommes d'affaires , tuteurs & administrateurs du bien d'autrui ; ils sont censés retenir leur ancien domicile , & n'avoir qu'une habitation occasionnelle dans l'endroit où ils exercent leurs offices.

Jacques Mouvot , franc d'origine , & qui faisoit profession de vendre de la volaille à Besançon , avoit une sœur mariée à Aissé , lieu de Main-morte. Il y avoit loué une chambre où il habitoit souvent ; & , par plusieurs contrats , il s'étoit dit résident & domicilié à Aissé : il mourut sans communiens. L'abbé de la Grace-Dieu , seigneur d'Aissé , prétendit à sa succession ; il en fut débouté par arrêt du parlement de Besançon , au rapport de M. Leogrogner , le 21 mars 1714 , sur ce que Jacques Mouvot n'avoit payé aucunes charges royales ni seigneuriales à lieu d'Aissé , & que c'étoit un marchand qui pouvoit avoir habité dans ce village pour faciliter son commerce , sans avoir dessein de s'y établir pour toujours.

Ceux qui passent un temps de chaque année à la campagne pour leur plaisir ou pour veiller à la culture de leurs terres , n'y contractent pas domicile : il en est de même des domestiques , des mercenaires & des pensionnaires , parce qu'ils ne tiennent pas feu en leur chef , & que leur

demeure n'est qu'occasionnelle (*). Les fermiers sont dans le même cas, n'étant censés résider qu'à l'occasion des biens qu'ils tiennent d'autrui, pour un temps seulement.

Celui qui a droit de jouir à titre d'usufruit, d'une maison de Main-morte, ni la veuve qui a droit d'usage ou d'habitation dans la maison main-mortable de son mari, & qui en jouit à titre d'assignat spécial, n'y contractent pas la Main-morte, parce qu'ils ne sont pas censés y être venu fixer leur domicile, y ayant une autre cause apparente de leur demeure; c'est le droit qu'ils ont de jouir d'une habitation dans le lieu main-mortable.

Un pupille qui demeure dans une maison de Main-morte où il a été mené par sa mère, sa nourrice, son tuteur, ne devient pas main-mortable, parce qu'il n'a pas l'intention & la volonté qui sont nécessaires pour fixer son domicile; il est censé retenir celui de son père, jusqu'à ce qu'il soit en âge de pouvoir s'en choisir un nouveau (**). On doit dire la même chose du mineur; car outre que la loi romaine ne lui permet pas de vendre sa liberté avant vingt ans, nos anciennes ordonnances le déclarent inhabile à contracter, sans l'autorité de son curateur, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, toutes les fois qu'il peut en souffrir du préjudice; & si la convention expresse ne doit pas lui ôter sa liberté, il ne doit pas souffrir, à plus forte raison, d'une convention tacite en cette matière.

(*) Cap. is qui de sept. in 6^o.

(**) Balde, conf. 334, lib. 4.

La Main-morte se contracte encore par la naissance.

Faut-il tout ensemble être né au lieu de Main-morte & d'un père main-mortable ? ou suffiroit-il que le père fût de cette condition, pour la transmettre à l'enfant, quoique né en lieu de franchise ?

Voyez d'une part, sur cette question, M. le président Bouhier ; tome 2, en ses observations, page 451.

Voyez d'autre part M. de Chasseneux, titre 9, §. 3 ; Taissand, page 539, dans la première partie de sa note 3 ; M. Bretagne, & les deux célèbres avocats dont les notes se trouvent dans l'édition de la coutume de Bourgogne de 1736, page 391 & 392 ; de Pringles, page 237, édition de la coutume de Bourgogne, 1717 ; Philippe de Villers ; ibid. page 266 ; le procès-verbal des conférences pour la réformation de la coutume de Bourgogne, édition de 1717, page 393, *in medio*. Il y est dit, en parlant de l'enfant né en lieu franc, quoique d'un père main-mortable, qu'en ce cas il faut suivre, non la condition du père, mais la condition du lieu où l'enfant est né. Les articles 320 & 321, les cahiers dressés pour la réformation, sont conçus dans le même sens.

Quand l'article 3 du titre 9 de la coutume de Bourgogne porte : *En lieu & condition de Main-morte, l'enfant ensuit la condition du père, & non pas de la mère* ; la considération du lieu où est né l'enfant, se trouve, comme on voit, réunie à la condition du père. On ne peut diviser le texte ; il faudroit en retrancher ce qui s'y trouve sur le lieu où l'enfant est né, comme

vide de sens ; ce qui ne se présume pas dans le style législatif , moins encore quand la rédaction en a été préparée & discutée , ainsi qu'on le voit dans les lettres - patentes d'approbation de cette coutume de 1459.

Le tout revu en des conférences pour la réformation en 1570.

Les coutumes sont de droit étroit ; ici l'humanité se joint à la règle , étant question de l'état d'un homme & de sa postérité ; autrement il ne resteroit qu'à introduire pour les Main-mortes de Bourgogne ce qu'ont dit quelques auteurs de la Bresse , que les enfans des taillables (qu'ils donnent en ce cas pour le synonyme de main-mortables) suivent la condition de leur père , quelque part qu'ils soient nés ou conçus , quand ce seroit au Louvre ; maxime sauvage , pour ne rien dire de plus ; encore peut-on la colorer dans la Bresse , où il y a des taillables de corps , & non en Bourgogne.

Taisand , page 539 , après s'être déclaré pour l'enfant né d'un père main-mortable , mais en lieu franc , dit dans la seconde partie de sa note 3 , que si le père & la mère sont tous deux main-mortables , en ce cas l'enfant sera de même condition ; ce qu'il a tâché d'expliquer en ses additions & corrections , page 816 , *in fine* , sans y avoir réussi. Le procès-verbal des conférences pour la réformation de la coutume , édition de 1717 , page 333 , présente ce cas , & décide que l'enfant est franc. Cette coutume ne veut point regarder à la condition de la mère , mais à celle du père seulement ; & il faut pour rendre l'enfant main-mortable , qu'il soit né en lieu de Main-morte : par conséquent , s'il est né en lieu franc , de quelque

mère que ce soit, il sera franc. C'est aussi la disposition de l'article 321 des cahiers. Le texte, en l'article 3 du titre 9, rejette la considération de l'état de la mère en ces termes : *Et non pas de la mère.*

On peut demander si par ces mots, *en lieu de Main-morte*, la coutume auroit désigné, soit le vrai domicile du père, soit tout autre endroit franc où l'enfant feroit né ; par exemple, dans le cours d'un voyage de sa mère, &c.

Il faut répondre, que le domicile fixe & ordinaire du père est le seul lieu à considérer. L'article 321 des cahiers y est formel. Si l'homme main-mortable demeure en lieu franc, soit qu'il prenne une femme franche ou de condition main-mortable, les enfans nés de lui en lieu franc sont francs. C'est donc le lieu franc où le père demeure qu'il faut considérer, & non pas un séjour occasionnel & passager.

Sur le même principe, l'enfant né en lieu franc dans le cours d'un voyage de sa mère, ne laissera pas de naître main-mortable, si son père est de cette condition & qu'il ait son domicile fixe & actuel en lieu de Main-morte.

L'enfant qui est né franc d'un père main-mortable de Bourgogne, lui succédera-t-il ? Non, s'il n'est rappelé par quelque successible en communion & de la même Main-morte.

L'enfant conçu avant que le père devienne main-mortable sera franc, quoiqu'il naisse après la Main-morte contractée & en lieu de Main-morte ; parce qu'en matière favorable, la loi veut qu'on juge de l'état de cet enfant, comme s'il étoit déjà né. Voyez Taisand, p. 545 ; & M. Bouhier, t. 2, p. 442.

La Main-morte , comme nous l'avons annoncé, se contracte aussi par convention.

Tout le monde sait que suivant les usages des Romains (*), qui s'étoient conservés dans le royaume , il étoit libre aux patrons qui vouloient affranchir leurs esclaves , de leur accorder plus ou moins de liberté , *modò majorem & justam , modò minorem libertatem* , suivant qu'ils le jugeoient à propos ; ainsi l'on ne peut douter que quand l'humanité de nos pères les engagea à délivrer leurs serfs de l'esclavage , ce ne fût sous la condition qui subsiste encore aujourd'hui en beaucoup de lieux , je veux dire du droit de Main-morte ; en quoi il se forma entre les patrons & les serfs une espèce de concordat , qui a été dans la suite supposé & autorisé par les coutumes.

Outre cette convention qu'on peut regarder comme générale , il y en a eu une infinité de particulières , dont plusieurs ont été occasionnées par la misère des peuples , qui , pressés par la nécessité se sont soumis à la condition de Main-morte , pour obtenir des terres dont la culture leur fournît de quoi vivre. On en trouve un témoignage dans un de nos écrivains (**) des premiers siècles de l'église : *Isti qui habere amplius vel sedem , vel dignitatem suorum natalium non queunt , jugo se inclinant abjectionis addicunt in hanc necessitatem redacti ut rerum proprietate careant , & jus libertatis amittant.*

Sans même remonter si haut , Dumoulin (***)

(*) Parag. 3 , instit. de libertin.

(**) Salvien , de gubernat. dei , lib. 5. Voyez aussi Potgiesses , des condit. Servor. lib. 1 , cap. 3 , parag. 50.

(***) Dumoulin , consil. 17 , n. ult. & in antiq. cout. Paris , parag. 2 , gl. 3 , n. 4.

nous apprend qu'en l'année 1556, plus de dix mille villageois des provinces de Picardie & de Normandie, vexés & ruinés par les guerres, s'étoient refugiés en Franche-Comté, & s'y étoient volontairement rendus main-mortables des seigneurs qui avoient bien voulu, à cette condition, leur donner des bois & des terres à défricher.

Il nous reste de plus des preuves (*) authentiques, qu'il s'est trouvé autrefois des personnes assez pénétrées de dévotion pour sacrifier leur liberté aux églises & aux communautés ecclésiastiques, soit régulières ou autres, en contractant en leur faveur le joug de la Main-morte. Cela est encore arrivé de beaucoup d'autres manières, comme on le voit dans quelques auteurs (**), & entre autres dans les anciennes coutumes de Beauvoisis, qui méritent fort d'être vues à ce sujet. Quoi qu'il en soit, nous n'admettrions pas aujourd'hui une telle convention (***), si elle étoit faite sans cause, quoiqu'un habile homme (****) ait avancé le contraire; & quand je dis sans cause, je veux dire sans un motif qui produisît au reconnoissant quelque avantage, soit en acceptant un meix main-mortable, soit en acquérant le droit de demeurer dans un lieu de Main-morte, & d'y

(*) Voyez les anciennes coutumes de Beauvoisis, chap. 48 & *ibid.* La Thaumassière; Pasquier, *recherch. liv. 3*, chap. 40. Mathæus, *de nobilit. lib. 4*, cap. 9. Potgiesses, *de condit. servor. lib. 1*, cap. 3, parag. 47.

(**) Voyez lesdites coutumes de Beauvoisis, *ibid.*

(***) Chasseneux, *in cout. Burg. rubr. 9*, parag. 5, verb. & devient par convention, &c. Taisand, sur notre cout. p. 542. Dunod, de la Main-morte, chap. 2, sect. 2.

(****) Talbert, de *Manumort.* parag. 2, n. 11.

participer aux privilèges accordés par les seigneurs aux autres domiciliés, ou quelque autre avantage semblable.

Encore y a-t-il des auteurs (*) qui ont douté qu'une telle convention soit licite, quand elle tend à priver le reconnoissant de la liberté de disposer de ses biens à cause de mort. Ils demeurent bien d'accord qu'elle seroit légitime si elle portoit simplement la clause du retour au profit du seigneur, des héritages qui proviendroient de lui; mais ils ne pensent pas que, sous ce prétexte, un homme libre puisse s'interdire, tant à lui qu'à toute sa postérité, la faculté de tester des autres biens que lui & ses descendans pourront acquérir, une telle convention étant manifestement contraire aux loix (**) & aux bonnes mœurs.

Enfin, le mariage est encore une manière de contracter la servitude main-mortable, suivant cette disposition de l'article 94 de la coutume de Bourgogne: *Si une femme franche se marie à un homme serf & de Main-morte, vivant son mari, elle est tenue & réputée de Main-morte.*

Cela étoit déjà réglé de la sorte par les anciennes coutumes de cette province (***) qui portent, que *femme qui meurt en l'aveu du mari serf, elle est serve & de la condition de son mari, & que si homme de Main-morte prend femme franche, elle est de la condition de son mari, le mariage durant; & si elle meurt en lieu*

(*) D'Oncieu, des Main-mortes., chap. 5, n. 5, 6.

(**) L. 61, D. de verb. oblig. L. 19, cod. de pact. L. 5, cod. de pact. convent.

(***) Anciennes coutumes, parag. 69 & 132.

de mari serf, le seigneur du mari aura la succession de la femme, supposé qu'il n'y ait hoir.

Le principe de cette décision est tiré d'un autre article des mêmes anciennes coutumes (*), où il est dit, que *coutume est en Bourgogne, que femme mariée ensuit la condition de son mari, soit gentiz ou villain*; laquelle disposition n'a été conservée qu'implicitement dans l'article dont il s'agit & dans le précédent, en ce qu'il porte, que la femme main-mortable qui épouse un mari franc, est franche.

A l'égard de l'article 94, il faut d'abord observer, que ces mots *se marie*, doivent être entendus si-tôt que le mariage est célébré; car c'est ainsi qu'on entend les termes *consummation de mariage* dans l'art. 20; de sorte que comme la femme, incontinent après la célébration, passe sous la puissance de son mari, de même, aussitôt qu'elle a épousé un homme main-mortable, elle devient de sa condition dans le même instant. Je fais bien que quoique les termes de la coutume du comté de Bourgogne (**) soient en ce point semblables, les commentateurs l'ont entendue (***) différemment; car ils veulent que la femme, en ce cas, ne contracte la Main-morte, qu'après un an & jour de résidence au lieu de la Main-morte, & ils citent des arrêts de leur parlement, qui l'ont jugé de la sorte.

Mais il semble que pour expliquer ainsi les coutumes, il faut en forcer les termes; car le

(*) Anciennes coutumes, parag. 3.

(**) Coutume de Franche-Comté, tit. 15, parag. 9.

(***) Talbert, *in dict.* parag. 9, n. 5; Dunod, de la Main-morte, chap. 2, sect. 3, dist. 3, p. 61.

cas d'une femme qui se marie est constamment arrivé, dès que le mariage est consommé. D'ailleurs, on convient (*) au comté de Bourgogne, comme au duché, que la femme suit la condition de son mari; ce qui ne seroit pas, si cette condition n'étoit pas la même pendant la première année de mariage; à quoi j'ajouterai, qu'en ce cas le lien du mariage forme une espèce de convention tacite de la Main-morte de la part de la femme; car, comme dit fort bien M^c de Chasseneux (**), elle ne sauroit ignorer la condition de celui qu'elle épouse; & *ideò videtur se illi adaptare*. Aussi l'un des derniers & des plus habiles auteurs de cette province (***) n'a-t-il pu s'empêcher de reconnoître que la jurisprudence du parlement de Besançon s'est en cela écartée de la règle, quoiqu'on puisse dire pour sa justification, que notre usage étoit autrefois pareil au leur, comme il paroît par l'article 29 de nos anciennes coutumes latines.

Ce droit de servitude étoit autrefois si favorisé, que lorsqu'un homme libre avoit eu commerce avec une esclave, il perdoit sa liberté; & une fille libre, dans le même cas, éprouvoit la même destinée: elle pouvoit cependant s'en exempter, mais par une action exécrationnable. Ses parens lui présentoient un poignard & une quenouille; si elle acceptoit la quenouille, elle étoit réduite pour

(*) Talbert, *loc. citat.* n. 1; & Dunod, *loc. citat.* p. 56.

(**) Chasseneux, *in cout. Burg. rubr.* 9, parag. 3, verb. en lieu, n. 1.

(***) Dunod, de la Main-morte, ch. 2, sect. 2, p. 58 & suiv.

toujours à la servitude, & restoit avec l'esclave qui lui avoit plu. Si au contraire elle préféroit la liberté, elle étoit obligée de plonger le poignard dans le cœur de celui qui l'avoit rendue sensible.

Hist. génér. d'Allem. tom. 2, pag. 198.

L'article 12 de la coutume de Franche - Comté dit que l'une des seigneuries de Main-morte n'acquiert point sur l'autre; qu'en conséquence, quand il y a lieu à l'échute, chacun des seigneurs prend ce qui est en sa seigneurie main-mortable, & que ce qui est en lieu de franchise appartient au seigneur d'origine : cette disposition a donné lieu de conclure que le même homme peut avoir plusieurs seigneurs *in solidum*; l'un à raison de son origine, & l'autre à cause de son domicile.

Il me semble, dit Dunod, que la Main-morte personnelle ne peut pas appartenir solidairement, *ex diversis causis*, à plusieurs seigneurs, dont les droits me paroissent incompatibles en cette matière; & comme l'esclave de l'un ne pouvoit pas devenir par son fait seul l'esclave de l'autre, de même un homme qui est déjà main-mortable d'un seigneur, ne peut pas le devenir d'un autre seigneur, soit par convention, soit par la translation de son domicile. Il en doit être comme du vassal, qui ne peut pas s'engager à un autre seigneur après s'être lié par un hommage-lige. Les seigneurs de Main-morte avoient communément le droit d'obliger leurs sujets à résider dans leurs terres; & de les y faire retourner quand ils en étoient sortis; ce qu'on appeloit des serfs de poursuite, & c'étoit un obstacle à s'engager envers deux seigneurs. Parmi nous, l'homme de Main-morte ne peut prescrire la liberté en quel-

que lieu qu'il aille demeurer, & par quelque temps qu'il s'absente de la seigneurie. Si en sortant du lieu de Main-morte, il ne peut pas acquérir la liberté qui est si favorable, comment pourroit-il se charger d'une double servitude si odieuse ?

Si l'on dit que la Main-morte se contracte par la prise de meix, je réponds, continue Dunod, que ce n'est que l'homme franc qui peut devenir main-mortable par cette voie; que notre coutume ne parle que de lui; qu'elle le nomme expressément toutes les fois qu'elle dit que la prise de meix produit la Main-morte, & qu'elle ne nomme jamais celui qui est déjà main-mortable.

M^e Talbert objecte que cet argument se retorque, parce qu'il en suivroit que le main-mortable seroit de meilleure condition que le franc, puisque celui-ci perd sa liberté en s'établissant dans un lieu de Main-morte, & que le main-mortable n'y perdrait rien.

On répond, que le franc perd sa liberté, parce qu'elle est encore à lui, & qu'il en peut disposer; mais que le main-mortable, qui ne l'a plus, ne peut pas la perdre; c'est un bien dont il n'a plus la faculté de disposer, parce qu'il est déjà à un autre auquel il feroit préjudice, s'il devenoit encore personnellement main-mortable d'un second seigneur: il s'en suivroit même une absurdité; c'est qu'un homme de Main-morte qui auroit déjà un seigneur par son origine, en pourroit encore faire dix autres, en changeant plusieurs fois de domicile.

*Coutumes qui parlent du droit de Main-morte ;
analyse de leurs principales dispositions.*

De plus de cinq cent cinquante coutumes dont la France est surchargée , à peine en peut-on citer dix qui aient conservé les droits de Main-morte ; ce sont celles de Nivernois , de Bourgogne , de Bourbonnois , d'Auvergne , de la Marche , de Mennetou , la Rue d'Indre , locales de Blois , de Vitry & de Troyes.

La coutume de Nivernois est , de routes , la plus rigoureuse ; c'est même la seule qui ait des dispositions précises sur le fait des servitudes vraiment personnelles. Suivant cette coutume , les *serfs* sont *taillables par le seigneur* , à volonté raisonnable , une fois l'an , & la taille s'impose sur les corps desdits taillables , & sur leur meix & tenemens mouvans de la servitude. C'est la disposition des articles 1 & 3. Par l'article 6 , les hommes & femmes de condition servile sont de poursuivre , c'est-à-dire , qu'ils peuvent être poursuivis pour leur taille imposée ou abonnée , quelque part qu'ils aillent demeurer.

Suivant l'article 7 , s'ils décèdent sans hoirs communs . le seigneur est saisi de tous leurs biens ; enfin , par l'article 27 , s'ils vont demeurer hors le lieu de la servitude , le seigneur peut , de son autorité , prendre & mettre en sa main leurs héritages de ladite servitude , & appliquer les fonds à son profit ; & s'ils demeurent trente ans dehors sans retourner , lesdits héritages sont acquis incommutablement audit seigneur , & néanmoins , eux & leur postérité demeurent à toujours poursuivables pour les tailles & autres droits , ensem-

ble pour la Main-morte, quelque part qu'ils s'absentent, soit en terres main-mortables ou autres, suivant l'article 7.

On voit donc que cette coutume réunit les deux dispositions qui caractérisent la servitude personnelle, le droit de suite sur les serfs, quelque part qu'ils aillent demeurer, & le droit de leur succéder en toute espèce de biens, quelque part qu'ils soient assis; mais en même temps elle réserve la faculté de prescrire contre la servitude personnelle par le laps de temps suffisant. C'est la disposition de l'article 7, qui dit : *Sinon que par privilège, convention ou prescription suffisante, ils soient exemptés de ladite Main-morte.*

La coutume de Bourgogne est moins sévère que celle de Nivernois. En l'article premier du titre 9, elle porte, qu'il n'y a *nuls hommes serfs de corps*, & sur cet article, tous les commentateurs remarquent que les main-mortables de Bourgogne sont gens de libre condition, quant à leurs personnes; ils peuvent désavouer le seigneur; ils peuvent secouer le joug de la Main-morte; ils peuvent s'absenter & demeurer au loin, quand ils veulent. C'est la disposition de l'article 9 du même titre, qui porte, que l'homme de Main-morte *peut désavouer son seigneur, & s'avouer homme franc du duc de Bourgogne, & qu'en faisant ledit désaveu, il doit renoncer à son meix & autres biens, meubles & héritages qu'il a sous ledit seigneur au lieu de Main-morte, lesquels, en ce cas, sont & demeurent au seigneur de la Main-morte.*

Cependant, suivant l'article 2, *l'homme de Main-morte ne peut prescrire franchise & liberté contre son seigneur, par quelque laps de temps*

qu'il fasse demeure hors du lieu de la Main-morte, quelque part que ce soit.

Par l'article 11, *l'homme de Main-morte ne peut disposer de ses biens, meubles & héritages par testament, sans le consentement de son seigneur.* Si la disposition de cet article n'étoit pas suivie des deux autres articles dont on va parler, il sembleroit qu'on pourroit dire qu'elle ne doit s'étendre qu'aux biens & immeubles situés & enclavés dans le lieu de la Main-morte. En effet, l'article 10, qui est le précédent, sert d'interprète naturel à cette restriction : il dit, que l'homme de Main-morte ne peut vendre & aliéner son héritage *assis au lieu de Main-morte*, à l'homme de franche condition en d'autre seigneurie, si ce n'est du consentement du seigneur. Par conséquent, cette prohibition de disposer par vente ou par testament, sans le gré du seigneur, est purement réelle, & seulement relative à l'héritage & aux biens assis dans le lieu de la Main-morte; autrement il auroit fallu que la coutume eût interdit au main-mortable la faculté de disposer par testament de ses biens, en quelque endroit ou en quelque coutume qu'ils fussent situés.....

Mais l'article 13 ajoute, que les gens de Main-morte ne peuvent se succéder, *s'ils ne sont demeurans ensemble & en communion de biens* : & l'article 15, que le seigneur, quand échutte & succession de Main-morte a lieu, prend les héritages étant en la seigneurie main-mortable, sans être tenu de payer aucune dette : *que s'il prend les meubles étant en ladite Main-morte & dehors, & les héritages au lieu franc, il est tenu de payer les frais funéraires & les dettes.*

Cet article semble laisser au seigneur la fa-

culté de succéder , en payant les dettes , à tous les meubles & héritages même situés *du lieu franc* ; ce qui semble comprendre tous les fonds acquis ailleurs , même hors la province , même à Paris.

Chassanée , ancien & célèbre commentateur de cette coutume , propose la question de savoir si le seigneur succédera même aux fonds acquis hors la province ; & il se détermine pour la négative.

Chassanée , sur l'art. 2 du tit. 9 , *verbo* , *quelque part que ce soit* , n. 3 , *ego teneo quòd dominus Manús-mortuæ non possit capere bona existentia in loco franco , quomodocumque sit privilegiatus , dummodò ille locus sit extra territorium ducatûs Burgundiæ.*

La coutume de la Marche ne donne au seigneur ni le droit de suite , ni le droit de succéder à d'autres biens que les biens main-mortables ; elle déclare au contraire en l'article 123 , *que toutes personnes sont franchises & de franche condition* , & *que ceux qui sont nommés & réputés serfs & mortailleables audit pays* , c'est à cause des héritages qu'ils tiennent ; & en l'article 145 , *que l'homme tenant héritage serf doit être reçu à guerpir & délaisser l'héritage & après la guerpie le seigneur n'a aucune poursuite sur la personne audit homme , ses enfans ni ses autres biens.*

Dans la coutume d'Auvergne , voisine de celle de la Marche , on voit régner absolument le même esprit. Suivant l'article 1 du titre 27 , tout homme y est *franc* (*) ; & suivant l'article

(*) Art. 1 , tit. 27 , toutes les personnes étant & demeurant audit pays , sont franchises & de franche condition.

3 , le seigneur , faute d'hoir commun , ne succède qu'aux fonds main-mortables (*).

La coutume de Franche-Comté admet , comme celle de la Marche , le droit de s'affranchir par le déguerpiſſement. *L'homme de Main-morte* , dit cette coutume (**) , *en renonçant audit seigneur ſes meix & héritages main-mortables & la tierce partie ou les deux parts de ſes meubles acquerra . . . franchise & liberté pour lui & ſa poſtérité ſus-déclarée.*

Quant aux deux coutumes locales de Blois , qui ſont celles de Menneſſou & de la Rue d'Indre , on n'y trouve aucun des deux caractères de la ſervitude perſonnelle. L'une porte uniquement (***) , que les francs ne peuvent ſuccéder aux ſerfs ; & l'autre ſuppoſe qu'il y a des mineurs de condition ſervile , & autoriſe le ſeigneur à leur faire pourvoir de tuteur (****). Voilà tout ce qui réſulte de ces coutumes.

Enfin , quant aux coutumes de Champagne , il y en a quelques-unes qui admettoient autrefois des ſervitudes perſonnelles. Mais , ſuivant le témoignage des commentateurs de ces coutumes , elles ſe ſont réformées d'elles-mêmes , & les droits de poſſuiſſance perſonnelle y ſont tombés abſolument en déſuétiude.

Le commentateur de la coutume de Chaumont ſur l'article 3 , n. 2 , s'explique en ces termes :

(*) Le ſeigneur ſuccède à ſon emphytéote , à l'héritage conditionné de ladite condition tant ſeulement.

(**) Tit. 15 , art 4.

(***) La Rue d'Indre , chap. 5 & 19.

(****) Menneſſou , art. 17.

» Les servitudes sont des restes du paganisme
 » & de l'usurpation des anciens seigneurs fran-
 » çois : mais nos rois , amateurs de la liberté de
 » leurs peuples , & , à leur exemple , les cours
 » souveraines les ont si bien abolies toutes ,
 » que je ne sache pas qu'il en reste dans
 » notre bailliage , du moins de celles qui étoient
 » personnelles «.

Sur le n. 7 , il dit , en parlant du formariage :
 » Comme cette servitude ne subsiste plus en au-
 » cuns lieux de ce bailliage , il est inutile d'en
 » examiner les effets «.

Sur le n. 8 , il dit : » En abandonnant par
 » le main-mortable les héritages sujets à la Main-
 » morte , il est quitte envers le seigneur , & cesse
 » d'être son homme «.

Sur le n. 10 : » Les main-mortables ne peu-
 » vent disposer par testament des biens sujets
 » à la Main-morte ; mais , à l'égard de leurs
 » meubles & autres biens non main-mortables ,
 » rien n'empêche aujourd'hui qu'ils n'en dispo-
 » sent comme les personnes libres «.

Sur les n. 11 & 12 , en parlant des serfs de
 poursuite , il ajoute : » Aujourd'hui cette ser-
 » vitude odieuse ne subsiste plus en aucun en-
 » droit «.

Le même auteur a commenté la coutume de
 Sens ; & sur l'article 118 , il renvoie à ce qu'il
 a dit sur la coutume de Chaumont.

Bobé , dernier commentateur de la coutume
 de Meaux , dit de même sur l'article 2 de cette
 coutume : » Dans toute l'étendue de la coutume
 » de Meaux , & presque dans tout le royaume ,
 » l'usage a aboli toutes les servitudes person-
 » nelles ; il n'y a que dans la coutume de Niver-

» nois où l'on a encore vu dans les derniers temps
» de ces fortes d'esclaves «.

Champi , précédent commentateur de la même coutume , sur le même article , en parlant du droit de suite sur la main-mortable , s'explique ainsi.

» Il y a certaines coutumes où cette rigueur
» est encore gardée, que nous pouvons dire ,
» *superstitiosa gentilitatis fragmenta temporibus*
» *nostris indigna*. Aussi la plupart de ces
» servitudes sont abolies & en toutes
» les rencointres où ceux qui s'y trouvoient encore
» engagés ont réclamé , ils en ont toujours été
» déchargés. La cour a toujours prononcé
» *in favorem libertatis* «.

La coutume de Troyes distingue des serfs de plusieurs & diverses conditions de servitudes , selon la nature des terres & seigneuries à cause desquelles ils sont hommes , & ces différens genres de servitudes ont des effets bien différens.

Après avoir dit dans l'article premier , que *les aucuns sont nobles , & les autres non nobles* , l'article 2 porte : *Et sont tous lesdits non nobles franchises personnes , s'il n'appert de servitude au contraire.*

Voilà une première disposition de laquelle il suit , que dans cette coutume le statut territorial , quelque fort qu'on le suppose d'ailleurs , ne peut pas être suffisant pour établir la servitude , & qu'il faut que le seigneur rapporte les titres les plus précis.

L'article 3 ajoute ensuite : *Et au regard des serfs , ils sont de plusieurs & diverses conditions de servitudes , selon la nature des terres & seigneuries à cause desquelles ils sont hommes ;*

car les aucuns sont taillables envers les seigneurs de taille à volonté, de poursuite quelque part qu'ils se transportent, & de formariage quand ils se marient à personnes franches ou d'autre condition que la leur, & succèdent en tous cas les uns aux autres, & peuvent disposer par testament ou autrement de leurs biens, comme font & peuvent faire les franches personnes, s'ils ne sont de Main-morte, comme dit sera ci-après.

Voilà donc un premier point qui est encore répété dans l'article 6, que dans cette coutume il y a différentes espèces de serfs, selon la nature des seigneuries auxquelles ils appartiennent. Cet article 3 parle de ceux qui sont *taillables envers leur seigneur de taille à volonté*. Il déclare qu'ils sont de poursuite quelque part qu'ils se transportent, & de formariage quand ils se marient à personnes franches & d'autre condition que la leur : mais il déclare en même temps, qu'ils se succèdent en tous cas les uns aux autres, & qu'ils *peuvent disposer, par testament ou autrement, de leurs biens, comme font & peuvent faire franches personnes* ; il en excepte à la vérité ceux qui sont de Main-morte, comme dit sera ci-après. Mais cette exception ne se rapporte qu'à l'espèce de serfs dont il est parlé dans les articles 5 & 6.

L'article 4 porte : *Les autres sont de taille abonnée à aucune certaine somme envers leur seigneur, & au pardessus de pareille condition que déclaré est en l'article précédent.*

Cet article parle toujours des serfs taillables, mais de ceux qui sont de *taille abonnée à une certaine somme envers leur seigneur*, au lieu que ceux dont parle l'article 3 sont *taillables à volonté*.

Il déclare qu'ils sont de pareille condition que déclaré est en l'article précédent, c'est-à-dire, que d'un côté ils sont de poursuite quelque part qu'ils se transportent, & de formariage; que d'un autre côté ils se succèdent les uns aux autres, & *peuvent disposer, par testament ou autrement, de leurs biens, comme franchises personnes; & par conséquent, s'ils sont de poursuite, ce n'est que pour la taille dont il est parlé dans cet article : d'où l'on voit aussi que la coutume emploie le mot de poursuite, non seulement pour la poursuite personnelle dont elle va parler dans les articles suivans, mais aussi pour la simple poursuite de taille.*

L'article 5 porte : *Les autres sont à cause de leurs personnes de condition servile, mais main-mortables envers leur seigneur, en tous biens, meubles & héritages, quelque part qu'ils soient assis, suppose que lesdits héritages soient en franc-aleu, ou à censive quand ils trépassent sans délaïsser enfans nés en mariage étant de leur condition, & en cele.*

Cet article parle des serfs qui ne sont pas taillables, ni de taille à volonté, ni de taille abonnée, dont le sort & l'état sont fixés par les articles 3 & 4, mais qui sont de condition purement servile, à cause de leur personne, en tous biens, meubles ou héritages, & il les déclare main-mortables envers leur seigneur, quand ils ne laissent point d'enfans d'un mariage de leur condition.

Enfin l'article 6 porte : *Les autres sont main-mortables en meubles seulement, & les autres en héritages seulement; & au pardessus de diverses conditions de servitudes, selon la nature*

des terres & seigneuries à cause desquelles ils sont hommes de servitude ; & lesdits hommes de servitude ne peuvent tester outre cinq sous au préjudice de leur seigneur , quant à ce qui est sujet à Main-morte ; leurs enfans ne peuvent être clerks sans le gré & consentement de leur seigneur , & ils sont tous régulièrement de poursuite & formariage envers leur seigneur , quand les cas y échet.

Cet article répète ce que la coutume avoit déjà déclaré dans l'article 3 , qu'il y a des serfs de différens genres de servitude ; & quant à ceux dont parlent les deux derniers articles 5 & 6 , il est évident qu'ils sont d'une condition & servitude différentes de ceux dont il est fait mention dans les articles 3 & 4.

Les premiers sont des serfs sujets à une taille payable à volonté ou abonnée ; ceux-là se succèdent entre eux & *peuvent disposer par testament* comme franches personnes,

La condition des derniers est différente ; ils ne peuvent tester outre cinq sous au préjudice de leur seigneur ; mais la coutume elle-même restreint cette prohibition à *ce qui est sujet à Main-morte* , & par conséquent aux biens assis dans le lieu de la Main-morte.

Principaux effets de la Main-morte.

En général , on peut dire qu'il est difficile d'établir des principes certains sur les différens droits auxquels les serfs sont obligés envers leurs seigneurs ; non seulement ces droits sont différens , suivant les différentes coutumes , mais encore , dans la même coutume , ces droits sont sou-

vent réglés suivant les titres des seigneurs , qui ne sont pas toujours semblables.

Les auteurs conviennent cependant que les charges les plus ordinaires de la servitude sont (*) :

1°. De payer une taille au seigneur suivant les facultés , à dire de prud'hommes , ou de lui payer par an une somme fixe , que l'on appelle une *taille abonnée*.

2°. De ne point se marier à des personnes d'une autre condition , c'est-à-dire , franchises ou serfs d'un autre seigneur (**) ; s'ils le font , cela s'appelle *formariage* : le seigneur , en ce cas , prend le tiers des meubles & des immeubles situés au dedans de sa seigneurie , & outre cela , quand l'homme de Main-morte n'a pas demandé congé à son seigneur pour se formarier , il lui doit une amende.

3°. De ne pouvoir aliéner le tenement serf qu'à des serfs du même seigneur (***) ; autrement le seigneur peut faire commandement à l'acquéreur de remettre l'héritage entre les mains d'un homme de la condition requise ; & s'il ne le fait dans l'an & jour , l'héritage vendu est acquis au seigneur.

4°. De ne pouvoir disposer de leurs biens main-mortables par testament , ni faire héritier , ou convention de succéder , même par contrat de mariage , au préjudice de leur seigneur (****).

5°. Enfin , de n'avoir point d'autres héritiers

(*) Argou , chap. 1.

(**) Vitry , art. 144.

(***) Nivernois , art. 19 , tit. des serv. pers.

(****) Auvergne , chap. 27 , art. 5.

que ceux avec lesquels ils sont en communauté (*) ; ce qui est limité , dans quelques coutumes , à leurs enfans seulement ; d'autres admettent à la succession du tert tous ses parens qui sont en communion avec lui (**).

Dans l'origine , les main-mortables étoient dans l'impuissance absolue de disposer de leurs héritages. Cette règle avoit lieu en Bourgogne ; les anciennes coutumes de cette province portent : *Homme de Main-morte ne peut aliéner ses héritages*. Lors de la dernière réformation de cette coutume , on a cru devoir adoucir la rigueur de cette règle. L'article 96 permet aux main-mortables d'aliéner , à la vérité sous quelque modification ; voici les termes de cet article : *L'homme de Main-morte peut vendre & aliéner son héritage assis au lieu de Main-morte aux gens de la seigneurie & condition d'où il est , & ne le peut vendre à homme de franche condition ne d'autres seigneuries , si ce n'est du consentement du seigneur de la Main-morte*.

Aux termes de cet article , le main-mortable peut , comme l'on voit , disposer à son gré de ses héritages , pourvu que l'aliénation s'en fasse à gens de la même seigneurie & condition.

Cet article , comme on vient de le voir , permet au main-mortable d'aliéner ses héritages , & même on ne peut rien de plus général que les termes dans lesquels il s'exprime ; cependant la jurisprudence & les auteurs ont cru devoir y apporter une modification.

(*) Vitry , art. 141.

(**) Bourgogne , chap. 9 , art. 13.

Les réformateurs ont ajouté cet article à la nouvelle coutume , dans la vûe très louable d'adoucir la condition des main-mortables ; mais très-certainement leur intention n'étoit pas d'ouvrir une porte à la fraude & d'exposer les seigneurs à être dépouillés des échuttes de leurs main-mortables au gré de ces derniers. Toutes les fois que l'aliénation a été faite uniquement en vûe de frauder le seigneur , elle doit donc être annullée , malgré la disposition de la coutume , *omne quodcunque in fraudem patroni gestum est revocatur* ; c'est la décision des loix romaines.

Ces considérations ont conduit à la question de savoir si une donation universelle faite par un main-mortable , vaut contre le seigneur de la Main-morte. Cette question s'est présentée plusieurs fois au parlement de Bourgogne. Cette cour a décidé que la présomption de fraude qui sort naturellement d'une donation de cette espèce , la rend nulle vis-à-vis du seigneur , en sorte que , nonobstant la donation , il succède à son main-mortable. Telle est , au rapport de M. le président Bouhier , la jurisprudence actuelle du parlement de Bourgogne , jurisprudence attestée par plusieurs arrêts récents , conformes à d'autres plus anciens & à l'opinion des jurisconsultes les plus respectables. *Nec valet donatio inter vivos* , dit M. le président Fabre , *si sit suspensio fraudis ; puta , facta ab agroto , aut omnium bonorum.*

Le même soupçon de fraude qui vicie une donation universelle , s'élève également contre une vente de tous les biens du main-mortable. Ce vice doit donc opérer le même effet dans ces deux cas , *ubi eadem ratio ; idem jus* ; c'est la dé-

cision expresse de M. le président Bouhier. Voici les termes dans lesquels s'exprime ce savant magistrat.

» Mais un main mortable a-t-il la liberté de
 » vendre tous ses biens sans exception ? Il paroît
 » qu'on en doit juger comme des donations de
 » tous biens, dont il sera parlé dans un moment,
 » & qui, par notre dernière jurisprudence, sont
 » déclarées nulles, comme faites en fraude du
 » seigneur de la Main-morte. Cela paroît avoir
 » été préjugé par un arrêt du 6 décembre 1660,
 » qu'a rapporté l'un des commentateurs de notre
 » coutume (Chasseneux) ; & il me paroît en
 » cela très juridique, sur-tout quand la vente est
 » faite à un parent proche, comme dans le cas
 » de cet arrêt «.

Le droit du seigneur dérive de la concession du fonds ; le droit de la femme pour son douaire & autres conventions matrimoniales, ne dérive que de son contrat de mariage ; il résulte de cette différence, que le seigneur qui succède à son main-mortable à titre d'échutte, n'est pas tenu des obligations que ce main-mortable a contractées par son contrat de mariage. C'est la décision de Taisand sur la coutume de Bourgogne, page 584, & de M. le président Bouhier, en ses observations, tome 2, chap. 71, n°. 145.

Le seigneur est également dispensé de remplir les obligations du contrat de mariage, si on les considère comme contenant un engagement en faveur de la veuve. C'est une règle incontestable, que le seigneur qui succède à son main-mortable n'est pas tenu d'acquitter ses dettes ; cette règle est écrite dans l'article 107 de la coutume de Bourgogne. *Le seigneur*, dit cet article, *quand échutte*

échutte & succession de Main-morte a lieu , prend les héritages étant en sa seigneurie main-mortable , sans pour raison d'iceux payer les dettes de son main-mortable trépassé.

Le même article ajoute : *Et s'il prend les meubles étant en ladite Main-morte & dehors les héritages étant en lieu franc demeurés de ladite échutte , il est tenu de payer , &c.*

La confiscation de bien est encore une espèce d'aliénation ; il faut voir sur ce point l'article 11 de la coutume de Bourgogne, qui y a suffisamment pourvu à l'intérêt du seigneur de la Main-morte , dans ce cas particulier.

A l'égard de l'hypothèque , le main-mortable peut bien la constituer sur ses biens , sans le consentement du seigneur , parce qu'elle n'opère aucun changement de main. Ainsi le seigneur ne sauroit l'empêcher (*) ni même s'opposer au décret qu'on pourroit mettre en conséquence du vivant main-mortable sur ses biens ; bien entendu que si les fonds de Main-morte sont délivrés à un franc , le seigneur pourra l'obliger à en vider ses mains , & que si le main-mortable en meurt saisi , ils feront échutte au profit du seigneur , sans aucune charge d'hypothèques.

C'est un cas de fraude , suivant M. de Chassenex (**), si la donation est causée pour récompense des services , à moins qu'ils ne soient prouvés. Mais il s'est trompé ; car on n'exige la

(*) Voyez les conférences pour la réformation de la coutume de Bourgogne , en la séance du 29 juin 1569 ; les arrêts de Bouvot , t. 2, p. 596.

(**) Chassenex , *in conf. Burg. rubr.* 9 , parag. 11 , verb. ne peut disposer , n. ult.

preuve des services, suivant les meilleurs auteurs (*), que quand l'énonciation qui est faite dans la donation n'est qu'un prétexte pour colorer un acte prohibé. Ainsi, cela n'est point applicable au main-mortable, qui a la liberté de donner entre vifs, à moins qu'il n'y ait quelque autre circonstance de fraude.

Mais le main-mortable peut-il aliéner ses fonds de Main-morte, pour les donner en mariage à ses enfans? En Franche-Comté, où la coutume est sur ce point semblable à celle de Bourgogne, on jugeoit autrefois qu'une pareille aliénation lui étoit permise, sans qu'il eût besoin de demander le consentement du seigneur. Mais on dit (**) que la jurisprudence du parlement de Besançon a changé sur ce point, & que toutes ces sortes d'aliénations y sont annullées.

Cependant cette jurisprudence paroît absolument opposée aux loix (***), qui décident, que *si libertus filiam dotavit, hoc ipso quod dotavit, non videtur fraudare patronum, quia pietas patris non est reprehendenda*. Aussi le parlement de Bourgogne confirma-t-il une pareille donation faite par une mère à son fils dans son contrat de mariage, par arrêt donné à l'audience le 25 juillet 1676 (****), ou le 23 du même mois, suivant un avocat contemporain (*****). Ceux qui rapportent cette arrêt ne disent pas si ce fils

(*) Ricard, des donat. part. 1, n. 761.

(**) Voyez Taibert, de manum. parag. 13, n. 4 & 5 ; & Dunod, de la Main-morte, chap. 5, p. 180 & suiv.

(***) L. parag. 10, D. *si quid in fraud. patron.*

(****) Taisand sur cette coutume, p. 561.

(*****) Mémoires de M. Nicolas Perrier.

étoit en communion avec sa mère : mais ce qui prouve qu'il n'y étoit pas , c'est que le reste de la succession de cette femme fut adjugé au seigneur.

Au surplus , les usages , pour ce qui regarde la condition des serfs , sont si différens dans les lieux où le droit de Main-morte est conservé , qu'il n'est pas possible de réduire cette matière à une jurisprudence générale. Tous les affranchissemens n'ont pas été faits d'une manière uniforme , & les seigneurs y ont imposé des conditions plus ou moins rigoureuses.

On distingue en général dans cette espèce de servitude , deux qualités différentes , la personnelle & la réelle. La personnelle est celle qui est attachée à la personne , indépendamment des biens , *quæ personam ipsam afficit & inficit* (*) ; elle s'imprime au moment de la naissance ; elle en est l'effet : ceux qui y sont soumis sont appelés gens de poursuite , c'est-à-dire , qu'ils peuvent être poursuivis par le seigneur , en quelque lieu qu'ils aillent demeurer. Les charges les plus ordinaires de cette espèce de servitude sont , que ses serfs ne peuvent se marier à des personnes d'une autre condition que la leur , c'est-à-dire , à des francs , ou même à des serfs d'un autre seigneur ; cela s'appelle formariage : ils n'ont pas la faculté de disposer de leurs biens au préjudice du seigneur ; ils ne peuvent avoir d'autres héritiers que ceux avec lesquels ils vivent en communauté ; c'est ce qui est limité en quelques cou-

(*) M. le président Favre , cod. lib. 4 , tit. 43 , defin. 75 , n°. 1.

tumes, à leurs enfans seulement. D'autres, comme la coutume de Bourgogne, article 89, admettent à la succession du serf tous ses parens qui vivent en communauté avec lui. S'ils sortent furtivement de la province où ils sont nés, ils sont réputés serfs fugitifs, & leur succession est déferée au seigneur.

A l'égard de la servitude réelle, elle dépend des héritages que les serfs possèdent; & lorsqu'ils les abandonnent au seigneur, avec les meubles qu'ils ont dans l'étendue de sa seigneurie, ils deviennent entièrement libres.

Le droit de poursuite du seigneur sur son serf, étoit autrefois général dans tout le royaume (*); c'est un point dont les preuves sont rassemblées dans les capitulaires de nos rois (**), dans le recueil des anciennes ordonnances (***), & dans le glossaire de Ducange, *verbo fugitivi*.

Il est encore en usage, suivant M. le président Bouhier, dans plusieurs coutumes dont il fait l'énumération, & dans le nombre desquelles il comprend la coutume de Troyes. On y tient pour principe, que les main-mortables peuvent être poursuivis par leur seigneur, en quelqu'endroit qu'ils aillent demeurer.

Droit de parcours.

Le parcours étoit une société entre deux seigneurs, au moyen de laquelle les sujets d'un

(*) M. le président Bouhier, chap. 67, n°. 11 & suiv.

(**) Liv. 3, chap. 83; & liv. 5, chap. 44.

(***) T. 1, p. 316 & 368.

de ces seigneurs pouvoient , librement & sans danger de tomber dans la servitude de corps , se venir établir dans l'état de l'autre : tel étoit le *parcours* & l'*entrecours* qui étoient anciennement entre les seigneurs de Bar & de Champagne , dont il est parlé dans l'article 78 de la coutume de Virry.

Quand le *parcours* & l'*entrecours* étoient contractés entre deux seigneurs de fief , ou il étoit fait ordinairement au sujet de leurs estagiers & de leurs hommes de corps , ou des bestiaux de leurs sujets.

Quand le *parcours* concernoit les hommes de condition servile , c'étoit une société au moyen de laquelle l'estagier & l'homme de corps d'un seigneur pouvoient s'aller établir dans le fief & la justice d'un autre seigneur ; & en vertu de cette société , dans les pays de servitude de corps , un serf d'un seigneur pouvoit prendre femme de sa condition dans la terre de l'autre seigneur , sans danger de *formarige*.

Voyez sur le droit de *parcours* les coutumes de Troyes , article 7 ; comté de Bourgogne , article 103 ; Nivernois , titre 12 , article 1 ; Virry , articles 78 , 79 ; Lorraine , titre 15 , article 1 ; le glossaire de Ragueau.

Pithou , dans son traité des comtes de Champagne , liv. 1 , *in fine* , parle de ce droit de *parcours* en ces termes :

„ Quant au droit de société qui a été autre-
„ fois entre quelques pays & villes de ce royaume ,
„ estans lors sous divers seigneurs pour la com-
„ modité du commerce , il étoit appelé droit de
„ marche de *parcours* ou *entrecours* , & non de

» pariage, comme aucuns ont voulu dire, dont
 » nous avons exemple au parcours ancien des
 » pays de Champagne & de Barrois, de cestui-cy
 » même avec le Vermandois des villes de Bar
 » de Ligney, & en celuy d'entre les habitans de
 » Tonnerre & ceux d'Ervy le Chastel & de Saint-
 » Florentin, autorisé par lettres de Pierre,
 » comte d'Auxerre & de Tonnerre, & de la
 » comtesse Blanche, mère de Thiebaut le pos-
 » thume, en date de l'an M. CC. V. pour l'en-
 » tretenement duquel entrecours ils avoient entre
 » eulx plaids de marche qu'ils appelloient estaulx
 » en quelques endroits, comme sur la frontière
 » de Champagne entre les hommes & sujets de
 » l'église de Toul, qui étoit de la protection du
 » roy, & les seigneurs & habitans de Vaucouleur,
 » auparavant que cette terre fût réunie au do-
 » maine de la couronne de France «.

*De l'homme libre qui possède des fonds
 main-mortables.*

Premièrement l'homme libre, noble ou roturier, qui a des héritages de Main-morte, en fait échuttre, de même que l'homme de condition taillable, s'il meurt sans enfans, ou qu'il possède lesdits héritages hors de communion, *lex dicta contractui*, & c'est la condition de ce fonds qui dure en la personne du libre, & qui fait que l'héritage taillable, *transit cum onere*, en quelque main qu'il devienne.

Secondement, l'homme libre, noble ou roturier, ne peut tester des fonds taillables qu'il possède, sinon qu'il ait des enfans, ou que lesdits fonds soient en communion & indivision avec

quelques autres , & son testament vaudra pour les autres biens francs qu'il possède , mais nullement pour ceux qui sont taillables , & *sic moritur partim testatus & partim intestatus* ; il y en a un jugement pour le seigneur de Monfalcon en Bresse , contre des payfans de sa terre.

Troisièmement , l'homme libre , noble ou roturier , mourant *intestat* , sans enfans , & hors de communion , laisse les héritages taillables qu'il possédoit , aux seigneurs desquels ils sont taillables , & les francs à ses plus proches parens ; & ainsi il a deux sortes d'héritiers , un légitime , appelé par la loi , & un autre irrégulier & anomal , appelé par la coutume & par l'usage du pays.

Quatrièmement , l'homme libre , noble ou roturier , peut disposer , sa vie durant , de ses biens taillables , de même qu'il le peut de ses biens francs ; il les peut vendre , donner , échanger ; & *usque ad extremum vitæ spiritum* , pourvu que ce ne soit pas en fraude du seigneur de l'échutte.

De l'affranchissement.

Il y a plusieurs manières de s'affranchir de la Main-morte.

Tous les main-mortables peuvent devenir francs par le consentement du seigneur , en obtenant de lui un affranchissement , soit à titre onéreux , soit gratuitement. Les héritages de Main-morte possédés par des personnes franches , peuvent aussi être affranchis par même voie : mais comme les seigneurs tiennent leurs fiefs du roi , & qu'ils ne peuvent en diminuer la consistance ou les droits sans sa permission , il faut , pour la solidité d'un affranchissement , au cas que le fief retournât entre

Les mains du roi , faire homologuer l'affranchissement à la chambre des comptes , & payer une finance au roi pour son indemnité.

Voyez là-dessus le dernier édit sur la Main-morte ; Loisel , titre des personnes , règle 73 ; la coutume de Meaux , art. 158 ; celle de Vitry , art. 140 ; Beaumanoir , chap. 45.

Il semble cependant qu'en Bourgogne , où il n'y a point de serfs de corps , s'il ne s'agissoit que de l'affranchissement de la personne , cette formalité ne seroit pas nécessaire. Voyez le traité de l'origine du droit d'amortissement , page 84 & suivantes.

Une seconde voie de s'affranchir est ouverte à la femme de Main-morte , en ce que , si elle se marie à un homme franc , elle devient franche. La raison en est , qu'elle participe aux droits de son mari & à ses privilèges. Voyez les loix 8 , ff. *de senatoribus* , 10 , cod. *de nuptiis* , 13 , cod. *de dignitatibus*.

Mais si la femme ainsi affranchie retourne au lieu de Main-morte , & y réside comme les autres habitans , elle redevient main-mortable , suivant la disposition de l'article 6 de la coutume de Bourgogne.

Si elle avoit des enfans nés-francs qu'elle menât avec elle , ces enfans conserveroient leur franchise , à moins que de leur chef ils ne tinssent feu & lieu dans la Main-morte.

Voici une troisième source d'affranchissement. Nous avons dit que la femme franche qui se marie à un homme de Main-morte , est réputée main-mortable durant la vie de son mari , suivant l'article 8 du titre 9 de la coutume de Bourgogne.

Le même article ajoute , qu'après le trépas de son

mari , elle peut se départir du lieu de la Main-morte , & aller demeurer en lieu franc si elle veut , & qu'elle demeure franche comme elle étoit auparavant , en délaissant , dans l'an & jour après le trépas de son mari , le meix & tous les héritages de son mari étant au lieu de la Main-morte.

Ce n'est donc qu'à deux conditions que la femme , originellement franche & devenue main-mortable par le mariage , peut recouvrer sa liberté : la première est , qu'elle quitte le lieu de la Main-morte pour aller demeurer en lieu franc ; la seconde , que dans l'an & jour après le décès de son mari , elle abandonne les héritages de son mari & tous les droits qu'elle peut y avoir , même son douaire , dont les héritiers du mari , ou même le seigneur , profitent. Voyez les commentaires sur la coutume de Bourgogne , & l'article 326 des cahiers.

Mais si après la mort de son mari elle continue de résider par an & jour au lieu de la Main-morte , elle n'est plus recevable à cet abandonnement , en ce que , par cette résidence volontaire , elle auroit contracté la Main-morte , si elle n'eût pas déjà été main-mortable. Cela a été ainsi jugé par arrêt du 23 juin 1670.

M. Taifand , dans sa note 3 sur l'article 8 , observe avec raison , que les *acquêts* que la femme peut avoir faits n'étant pas de l'héritage du mari , mais des biens qui lui appartiennent , & dont elle est vêtue & saisie par le décès de son mari , suivant l'article 14 du titre des gens mariés ; la femme qui veut retourner à sa franchise n'est pas obligée de les abandonner à son seigneur , & que , au cas qu'elle quitte le lieu , elle peut

être seulement obligée à mettre les héritages en mains habile, comme toute autre personne qui auroit acquis en lieu de Main-morte.

La quatrième manière de s'affranchir, est le *défaveu*. Elle est établie par l'article 9 du titre 9 de la coutume de Bourgogne, dont voici les termes :

» L'homme de Main-morte peut *désavouer*
 » son seigneur & soi *avouer homme franc de mon-*
 » *dit seigneur le duc*, & se doit faire ledit dé-
 » faveu par l'homme de Main-morte *en sa per-*
 » *sonne*, à la personne de son seigneur, s'il le
 » peut appréhender en quelque lieu que trouve.
 » le pourra. Et si trouve à appréhender ne peut
 » fonder seigneur à sa personne, il le fera au
 » domicile de son dit seigneur, ou à la personne
 » du châtelain ou juge du seigneur du lieu où
 » il est main-mortable, & doit avoir ledit homme
 » avec lui un sergent de mon dit seigneur le
 » duc, garni de mandement de désaveu du
 » bailli ou du bailliage auquel est assis ledit lieu
 » main-mortable, duquel ledit homme est ex-
 » trait. Et en faisant ledit désaveu, ledit homme
 » doit renoncer à son meix & autres biens,
 » meubles & héritages qu'il a sous ledit seigneur
 » au lieu de Main-morte; lesquels, en ce cas,
 » sont & demeurent au seigneur de la Main-
 » morte «.

Il est établi par les anciennes coutumes de Bourgogne (*), que la simple habitation dans un lieu où la directe est serve, rend serf de droit ;

(*) Elles sont recueillies par M. le président Bouhier, t. 1, p. 3 & suiv.

en sorte que , pour se soustraire à cet état général , il faut prouver l'exception , en montrant franchise ; c'est ainsi que s'expriment ces anciennes coutumes : *Si un homme est d'aucune ville tail-
lable de serve condition , le seigneur à qui est
la ville , le peut demander pour son homme tail-
lable , s'il montre franchise.*

On lit encore dans l'ancienne coutume de Bourgogne , redigée par les ordres de Philippe-le-Bon en 1459 : *Homme franc qui va demeurer
en lieu de Main-morte , & y tient feu & lieu
par an continuellement , & paye de son chef les
droits devoirs , tels que sont les autres hommes
dudit lieu , demeure , pour lui & sa postérité à
naître , de condition dudit lieu de Main-morte.*

Ainsi cette qualité de main-mortable s'imprimoit par le seul fait de la résidence dans un lieu suzer à la servitude (*) ; & cet état , une fois acquis , étoit indélébile. C'est encore ce qui résulte des dispositions de cette ancienne coutume , article 2 , dont voici les termes : *Car homme de
Main-morte ne peut produire la franchise , quel-
que laps de temps qu'il voise demeure hors
du lieu de Main-morte , quelque part que ce
soit.*

Ces règles prescrites par l'ancienne coutume de Bourgogne , se sont perpétuées dans cette province ; on peut même dire qu'elles ont été ratifiées par nos rois. En effet , depuis la réunion du duché de Bourgogne à la couronne , la coutume ayant été réformée , il n'y fut fait aucun changement par rapport au droit de Main-

(*) Ibid. art. 6.

morte ; tous les articles qui la concernoient furent conservés entièrement. M. le président Bouthier (*) nous assure l'existence actuelle de ces droits de Main-morte personnelle ; il ajoute , qu'ils ont toujours subsisté sans aucune altération , & qu'ils ont même été confirmés par des arrêts très-récens.

La province de Champagne s'est gouvernée par les mêmes usages.

Thibault , roi de Navarre , comte de Champagne & de Brie , fit rédiger les coutumes anciennes en l'année 1224 (**); il établit pour principe fondamental : Coutume est en Champagne, que homme de pot ou roturier ne peut avoir franchise , ni ne doit , ni ne se peut appeler franc , s'il n'a de son seigneur lettres ou privilèges.

C'est la disposition de l'article 39. La loi veut que l'habitation seule assujettisse à la Main-morte , & elle prononce dans l'article 60 , „ que „ la succession du main-mortable , qui ne laisse „ aucuns héritiers directs & non partis, est assu- „ rée au seigneur , tant pour les immeubles, que „ pour les meubles.

Peu de temps après la rédaction des anciennes coutumes de Champagne , en 1315 & 1319 , nos rois rendirent des ordonnances , dont l'objet étoit d'empêcher les fuites clandestines des main-mortables (**); ces loix furent publiées en faveur

(*) Tom. 2 , pag. 245.

(**) Elles sont recueillies dans le coutumier général de Richebourg.

(***) On les trouve rapportées dans le coutumier général de Richebourg , avant les coutumiers de Champagne.

de la noblesse de Champagne , qui les avoit sollicitées ; cela résulte de ces termes de ces ordonnances : *Nous lor avons octroyé & accordé que leursdits hommes ne retenrons point ; voulons qu'ils les puissent suivre , excepté dans le cas où ils auroient désavoué leur seigneur par sergent.*

Ainsi on trouve dans ces ordonnances un monument précieux de la justice exacte de nos rois , relativement à la conservation du patrimoine des seigneurs. L'époque où ces loix furent publiées mérite même d'autant plus d'attention , que dans le même temps il fut rendu une ordonnance qui affranchissoit tous les main-mortables des domaines du roi.

Formalités du désaveu , suivant la coutume de Bourgogne.

Le désaveu est une espèce de contrat entre le main-mortable & la loi , qui , au refus du seigneur , contracte pour lui & stipule l'affranchissement en son nom. Mais comme ce contrat a quelque chose de rigoureux , puisqu'il tend à dépouiller forcément un propriétaire , la coutume assujettit le main-mortable à des conditions , & l'acte à des formes dont l'accomplissement est d'une nécessité indispensable.

Ces conditions & ces formes sont consignées dans l'article 105 de la coutume de Bourgogne.

Comme il a paru juste de pourvoir à l'indemnité du seigneur , la coutume impose d'abord au main-mortable qui désavoue , d'abandonner à son seigneur tout ce qu'il possède dans le lieu de la Main-morte : *L'homme de Main-morte peut désavouer son seigneur . . . & en faisant ledit*

désaveu , ledit homme doit renoncer à son meix & autres biens meubles & héritages qu'il a sous ledit seigneur au lieu de la Main-morte, lesquels, en ce cas , sont & demeurent au seigneur de la Main-morte.

Telle est la condition que la loi met à l'affranchissement par désaveu ; elle est très-onéreuse , puisque le main-mortable ne peut acquérir la franchise , qu'en perdant sa fortune.

Cependant cette condition n'est pas aussi dure qu'elle peut le paroître au premier coup-d'œil. En effet , elle n'exige pas l'abandon de l'universalité des biens de l'homme de Main-morte, mais seulement de ce qu'il possède sous ledit seigneur ; & comme si la coutume craignoit que les seigneurs ne cherchassent à donner de l'extension à la faveur qu'elle leur accorde , elle ajoute , avec une sorte d'affection , au lieu de la Main-morte.

Ainsi le seigneur désavoué n'a pour indemnité que ce que le main-mortable possède dans sa seigneurie, au lieu de la Main-morte.

Cette indemnité peut être suffisante & même quelquefois considérable. Mais il peut arriver qu'un main-mortable expatrié dès sa jeunesse & domicilié dans un pays franc où il a fait une grande fortune, n'ait plus absolument rien dans la seigneurie dont il est originaire ; alors n'y auroit-il pas une espèce d'injustice à priver le seigneur , sans aucune compensation , de l'espérance d'une pareille échutte ? Ne pourroit-on pas dire que ce cas a échappé à la prévoyance de la loi ; qu'elle n'a disposé que pour celui où le main-mortable est domicilié au lieu de la Main-morte ; qu'il faut par conséquent suppléer à son silence par les

règles de l'équité , qui ne permettent pas qu'un citoyen se procure des avantages au préjudice d'un autre ?

On ne pense pas que les seigneurs soient fondés à invoquer cette maxime, quoiqu'en effet très-équitable. Dans une matière odieuse , telle que les servitudes en général , & plus particulièrement la Main-morte , puisqu'elle affecte la liberté de la personne , on doit s'attacher exclusivement aux termes de la loi ; il ne peut pas être permis d'ajouter à ses dispositions , sur-tout contre celui qu'elle a visiblement intention de favoriser ; aussi voyons-nous que les interprètes de ce texte de la coutume se renferment strictement dans le sens littéral.

» Le main-mortable , dit M. le président Bouhier , *chap. 72* , doit abandonner à son seigneur , tant son meix que les autres meubles & héritages qu'il a dans la seigneurie de Main-morte «.

On retrouve à peu près les mêmes expressions dans le traité de la Main-morte de Duval , tome 4 , page 87 : » La renonciation , dit cet auteur , ne doit comprendre que les biens de Main-morte , & non ceux qui sont en lieu franc , le seigneur que l'on défavoue n'ayant de droit que par rapport à sa Main-morte , & sur ce qui se trouve dans l'étendue de sa seigneurie «.

Bonnellier , dans ses notes sur ce traité , nous assure d'une manière encore plus précise , que tel est l'usage du parlement de Bourgogne ; c'est ce qui résulte de ces expressions : » Je n'ai pas encore vu de défaveur qui ait procuré ni fonds , ni meubles , ni quoi que ce soit au seigneur «.

Le main-mortable peut donc impunément défavouer son seigneur toutes les fois qu'il ne possède ni fonds ni meubles dans le lieu de la Main-morte.

Cependant la coutume de Franche-Comté oblige le défavouant d'abandonner aussi les meubles qu'il possède en lieu de franchise. Ne pourroit-on pas dire que cette disposition doit être admise en Bourgogne, vu l'analogie entre les coutumes de ces deux provinces.

Le rapprochement des deux coutumes sur ce point conduit à une conséquence toute opposée : il est bien vrai que celle du comté de Bourgogne exige l'abandon des meubles que le main mortable peut avoir en lieu de franchise ; mais elle se contente du tiers ou de moitié, suivant les circonstances. Au contraire, dans le duché de Bourgogne, l'abandon doit être général, sans aucune espèce de réserves. Ainsi, d'un côté, le main-mortable n'est tenu qu'à un délaissement patiaire ; de l'autre, il doit tout abandonner. On ne peut donc pas interpréter l'une par l'autre des dispositions aussi différentes ; elles sont également justes, mais par des motifs qui sont particuliers à chacune d'elles. Dans la Franche-Comté, ce que le seigneur prend en pays de franchise est la compensation de ce que son main-mortable conserve dans sa seigneurie. Dans la Bourgogne, les meubles & effets mobiliers d'un main-mortable en pays de franchise, l'indemnisent de l'abandon de tout ce qu'il possède au lieu de la Main-morte.

Dans ces deux coutumes, les avantages & les inconvéniens du défaveu sont, comme l'on voit, très-bien compensés ; & loin que l'on puisse argumenter

argumenter de la coutume de Franche - Comté contre les main-mortables de Bourgogne , il faut dire au contraire qu'elle offre un motif de plus de les maintenir dans le privilège de conserver ce qu'ils possèdent en lieu franc , puisqu'à l'égard de la seigneurie main-mortable , leur abandon doit être absolu.

Un main-mortable qui ne possède rien au lieu de la *Main-morte* , quoique riche d'ailleurs , peut donc se procurer gratuitement la liberté : pour l'acquérir , il ne lui en coûte que de remplir la formalité du désaveu.

Si le main-mortable possède dans plusieurs seigneuries de *Main-morte* , il suffit qu'il désavoue le seigneur d'origine. Ce désaveu affranchit à l'égard de tous les autres.

C'est la décision de M. le président Bouhier , chap. 72 ; voici ses termes : » L'affranchissement vaut , à l'égard de tous les autres seigneurs de *Main-morte* dans les territoires desquels le main-mortable a des fonds.

Cette décision est fondée sur l'article 335 des cahiers de réformation de la coutume de Bourgogne , qui porte : *Si l'homme a des terres en deux Main-mortes , il suffit qu'il ait désavoué le seigneur de son origine , ou qu'il soit affranchi par lui ; mais le seigneur de l'autre seigneur de Main-morte peut contraindre ledit homme à vider ses mains de ce qu'il tient en sa Main-morte , dedans l'an & jour après qu'il lui aura dénoncé.*

*Abolition de la Main-morte en Dauphiné, Bresse,
Bugey & Valromey.*

L'article 59 des libertés delphinales affranchit tous les main-mortables de cette province ; cependant il en restoit encore des traces dans le seizième siècle. Enfin , le roi Henri II affranchit entièrement ses sujets de Dauphiné , de Bresse , de Savoie , de Bugey & Valromey , de la servitude , de la taillabilité & de la Main-morte , par édit du mois de novembre 1551 , vérifié au parlement & en la chambre des comptes de Grenoble au mois d'avril 1553 , dont voici l'extrait :

» Henri , par la grâce de dieu , roi de France ,
 » dauphin de Viennois , comte de Valentinois &
 » Diois , Forcalquier , & terres adjacentes : à
 » tous présens & à venir , s'avoir faisons , comme
 » en considération que la plus grande partie de
 » nos sujets en notre royaume soit de condition
 » franche & libre , sans que nos progéniteurs
 » rois de France aient voulu souffrir , ne tolérer
 » leurs sujets être servils par servile condition ,
 » vice de taillabilité & astringtion de Main-morte ,
 » grandement préjudiciable à toute la postérité de
 » nosdits sujets , & ayons entendu qu'en nos pays
 » de Savoie , Bresse , Bugey , Valromey & Dau-
 » phiné , plusieurs de nos sujets soient nés en
 » ladite suggestion de taillabilité & Main-morte ,
 » à leur grand regret & doléance , désirant les
 » bénignement & favorablement traiter & rete-
 » nir en notre obéissance , comme tous autres
 » sujets de notre royaume ; avons , par présentes ,
 » déclaré & déclarons par notre édit perpétuel

» & irrévocable, voulons & nous plaît que tous
 » & chacun les taillables de servitude de Main-
 » morte en nostredit pays de Savoie , Bresse ,
 » Bugéy, Valromey & Dauphiné , en quelque
 » qualité que ce soit , eux & leur postérité nés
 » & à naître , & leurs biens , soient francs ,
 » quittes , libres & affranchis , & lesquels en-
 » semble leursdits biens avons affranchi , quitté
 » & quittons de toute servitude , condition de
 » taillabilité & de Main-morte ; les avons déclá-
 » rés & déclarons , ensemble leurdire postérité
 » & biens , francs & libres , sauve tant seulement
 » les censés , servis & autres droits accoutumés ,
 » en payant finance pour une fois , à la modé-
 » ration que faite en fera par les commissaires
 » qui seront députés par nous. Si donnons en
 » mandement à nos amés & féaux les gens tenant
 » nos cours de parlement & chambre des comptes
 » de Bourgogne , Dauphiné & Savoie , & chacun
 » deux , comme il leur appartiendra respective-
 » ment , que notre présent édit ils fassent lire ,
 » publier & enregistrer , garder & observer de
 » point en point , selon sa forme & teneur ;
 » car ainsi nous plaît-il être fait de notre propre
 » mouvement , certaine science , pleine puissance
 » & autorité royale. Donné à Reims au mois de
 » novembre , l'an de grâce mil cinq cent cin-
 » quante-deux , & de notre règne le sixième.

Néanmoins cet affranchissement de taillabilité
 ne regarde que la condition servile de gens de
 Main - morte , qu'on appelloit communément
 taillables , & non pas le droit de taille seigneu-
 riale , ou de tailles aux *cas impériaux* dont usent
 les seigneurs qui sont fondés de titre ou de posses-
 sion immémoriale.

*Le roi peut-il affranchir les mains - mortables
contre le gré des seigneurs ?*

Ecoutons M. le Bret sur cette importante question, traité de la souveraineté, livre 4, chapitre 11.

„ Comme donc la condition de ces serfs &
„ main-mortables est captive & déplorable, pour
„ être taillables à volonté de leurs seigneurs,
„ pour ne pouvoir sortir du lieu où ils sont
„ naix, pour ne pouvoir tester ni disposer de
„ leurs biens, au préjudice de leurs seigneurs;
„ le roi, de sa puissance souveraine, les peut
„ relever de cette misère, & les affranchir mal-
„ gré leurs propres seigneurs, comme il fut jugé
„ solennellement au parlement de Paris, par arrêt
„ prononcé en robe rouge en l'an 1571. Il est
„ vrai que ce fut à la charge d'indemniser le
„ seigneur sur le fonds à eux appartenant, comme
„ il étoit juste, suivant l'exemple du droit ro-
„ main, par lequel l'empereur pouvoit bien don-
„ ner *jus aurei annuli*, malgré son patron,
„ pourvu qu'on l'indemnîsât. *Incolumi servato*
„ *jure patroni*, comme dit Ulpian, *in l. ult. ff.*
„ *de jure an reor. annul. l. in concedendo. ff. de*
„ *aqua plu. regum enim*, & *monarcha*, *dignum*
„ *servos manumittere ac & natalibus restituere*,
„ suivant la loi, *de his qui à non dom.* & la
„ loi *F. de natal restit.*

„ Et est remarquable que combien que l'inden-
„ nité du seigneur peust estre, suivant les sus-
„ dites coutumes, au délaissement entier des
„ terres que possédoit l'homme main-mortable
„ au dedans de la seigneurie, néanmoins la cour,

» par ce même arrêt , la modéra au tiers de
» tous les biens , en considération de la liberté
» favorisée des suffrages de la nature & de la
» loi du christianisme , qui a aboli toutes les ser-
» vitudes , & dont le roi , par le titre qu'il porte
» de très-chrétien , doit être le protecteur ; & il
» se voit dans les registres de la même cour ,
» qu'elle fut portée de semblable bénignité ,
» lorsqu'elle restreignit dans les limites de la
» Bourgogne le droit de suite qu'avoient les sei-
» gneurs contre leurs serfs qui alloient demeu-
» rer ailleurs. Comme , à vrai dire , cette rigueur
» étoit bien esloignée de cette charité publique
» qui nous est si étroitement recommandé par
» toutes les loix divines & humaines ; aussi
» voyons-nous que plusieurs grands princes &
» seigneurs , & sur-tout nos rois , se sont acquis
» une extrême louange , pour avoir affranchi &
» mis en liberté tous ceux de cette condition
» qui étoient dedans leurs terres & seigneuries «.

Dès les premiers siècles de la monarchie , nos
rois usoient de cette faculté bienfaisante ; l'auteur
moderne du *traité historique de la souveraineté
du roi*, nous en cite un exemple bien remarquable :
» Nos rois pouvoient aussi , dit-il , en vertu de
» leur droit de législation & du gouvernement
» sur tous les hommes du royaume , affranchir
» les esclaves de leurs sujets , comme ils pou-
» voient affranchir les leurs propres ; du moins nous
» en avons un exemple dans la seconde race ; le
» voici : En l'année 864 , vingt-cinquième du règne
» de Charles-le-Chauve , ce prince assembla le
» parlement de *Neustrie* au lieu des *Pistes-sur-*
» *Seine* ; là , il fit une constitution portant , que
» ceux que la famine ou toute autre espèce de

» nécessité avoient engagés à vendre leur liberté , y
» pourroient rentrer de plein droit après un cer-
» tain temps de service , suivant l'exemple des
» *Israélites*. Il ne faut pas croire que cette faveur
» se bornât aux seuls *Francs* , elle s'étendoit aussi
» aux *Gaulois* ou *Romains* , & à toutes les autres
» nations qui composoient alors la monarchie
» françoise ; aussi , dans le temps fixé par cette
» constitution , ceux qui étoient dans le cas en
» profitoient «.

Cependant , vers le milieu du seizième siècle ,
Henri II , en l'année 1554 , donna des lettres-
patentes , pour affranchir plusieurs serfs ou gens
de Main-morte étant au duché de Bourgogne ,
non demeurant dans ses fiefs ; ce qui tendoit à
abolir les conventions & les coutumes. Le par-
lement de Dijon refusa la vérification de ces
lettres , comme le rapporte Bacquet (*) ; ainsi
elles n'eurent point de suite. En effet , nonob-
stant leurs dispositions , le droit de Main-morte
en Bourgogne fut conservé en tous ses points
dans la coutume de ce pays , réformée par l'au-
torité de Charles IX en 1569 , c'est-à-dire , quinze
ans après les lettres-patentes.

Henri III , qui parvint à la couronne en 1574 ,
accorda de pareilles lettres aux Main-mortables
étant ès duchés de Berry , Nivernois & autres
provinces de la généralité de Languedoc , au
moyen d'une médiocre finance ; mais dans la
suite , c'est-à-dire en 1580 , le maréchal d'Aumont ,
alors comte de Châteauroux , & plusieurs autres
seigneurs de Berry , s'y opposèrent ; & elles demeu-
rèrent sans exécution.

(*) Traité des francs-fiefs , ch. 3 , n. 13.

M. le Bret ne donne qu'une notice très-sommaire du célèbre arrêt de 1571 : comme la question est très-importante , & qu'il est très-intéressant d'en bien connoître les détails , nous allons les transcrire , tels que Bacquet les rapporte dans son traité des droits de franc-fiefs , chapitre 3.

Les parties étoient la dame de la Baronie, de la baronnie du Mont-Saint-Vincent , au comté de Charollois , & les gens tenant les comptes dudit pays pour le roi d'Espagne , comte de Charollois , joints avec elle d'une part , & plusieurs particuliers , habitans dudit lieu , défendeurs , d'autre , dont le fait étoit , qu'en l'an 1554 , pendant les guerres d'entre le roi de France & d'Espagne , le roi Henri II , seigneur souverain de Charollois , par ses lettres-patentes en forme d'édit , ayant affranchi audit pays de Charollois toutes gens de Main-morte , moyennant certaine finance qu'ils lui payèrent , à l'exécution de ces lettres la demanderessse & plusieurs autres seigneurs se feroient opposés pour la conservation des droits de Main-morte qui leur appartenoient ; nonobstant laquelle opposition , les commissaires députés pour l'exécution desdites lettres auroient passé outre. Depuis , en l'an 1763 , Benoiste Leury , femme de Main-morte & sujette de ladite baronnie , étant décédée sans enfans , délaisse un sien proche , parrain consanguin , aussi de condition de Main-morte , lequel , en vertu desdites lettres-patentes , se disoit affranchi & libre , & comme tel , devoit succéder à la défunte.

La demanderessse auroit formé complainte par-devant le bailli de Dijon , afin d'être maintenue & gardée en tous ses droits , pour raison de ses

hommes & sujets de condition de Main-morte ; disant , contre les moyens ci-devant déduits , que par le traité de paix fait en l'an 1559 entre les rois de France & d'Espagne , avoit été accordé , que le roi catholique jouiroit du comté de Charollois , avec tous ses droits , comme auparavant la guerre ; qu'en l'an 1503 , les prédécesseurs du roi catholique vendirent à la demanderesse ou à ceux desquels elle a cause , la baronnie du Mont-Saint-Vincent , avec tous ses droits , appartenances & actions même des Main-mortes , & ce , sous faculté perpétuelle de rachat ; & si le roi catholique la vouloit rembourser , & qu'elle ne lui pût restituer la terre avec les mêmes droits qu'elle l'avoit acquise , dont celui des Main-mortes étoit le plus clair & plus beau , elle seroit tenue de tous dommages & intérêts envers lui.

Les défendeurs , après avoir sommé M. le procureur du roi , pour moyens & défenses proposoient ce qui a été ci-devant déduit , qu'ils avoient payé la finance au roi , & que le roi étant souverain du comté de Charollois , y avoit pu faire loix , constitutions & ordonnances concernant généralement l'état de ses sujets , & que le comte du pays n'y peut rien faire au préjudice du roi , ni démembrer aucune chose de son comté , sans le consentement dudit seigneur roi , même que l'aliénation de la baronnie du Mont-Saint-Vincent , faite au profit de la demanderesse ou de ceux desquels elle a le droit , fût faite par l'archiduc , du consentement exprès du roi Louis XII , comme souverain dudit comté , lequel à cet effet octroya ses lettres-patentes de ratification de ladite vendition ; par le moyen de

laquelle souveraineté , reconnue par ladite ratification , la demanderelle n'est recevable ni en son opposition , ni en la complainte par elle formée ; car , comme dit est , *regium manus est , & monarcha dignum servos manumittere , quemadmodum & natalibus restituere* , suivant la loi fin. C. de his qui à non dom. & l. fin. de nat. rest. Le procès ayant été renvoyé par le roi en la cour de parlement de Paris , par arrêt a été dit que , sans avoir égard à l'opposition formée par la demanderelle dès l'an 1555 , les lettres-patentes données en forme d'édit , de l'affranchissement des Main-mortes , sortiront leur plein & entier effet , en payant à la demanderelle , par le défendeur & consorts affranchis ses sujets , son indemnité , pour la sûreté de laquelle ladite cour a déclaré & déclare tous leurs biens affectés & hypothéqués.

Le seigneur prend les biens de son main-mortable à titre d'héritier universel.

Ce n'est pas la nature qui fait les héritiers ; la loi civile peut seule habiliter le propriétaire à transmettre , & le parent à recueillir ; en général , la loi se fait un devoir de suivre l'indication de la nature ; elle préfère à des étrangers ceux que les liens du sang attachoient au défunt ; mais cette règle reçoit plusieurs exceptions. La qualité d'héritier n'est pas exclusivement déferée aux lignagers ; il y a des cas où le seigneur la partage avec eux ; & même préférentiellement à eux. Ils ne peuvent pas s'en plaindre , puisque ces concurrens leur sont donnés par la loi , & que l'autorité qui leur a communiqué l'aptitude à succéder , avoit

incontestablement le droit de mettre des modifications à cette faveur. C'est ainsi que, dans la Normandie, la coutume, article 146, met le seigneur dans la classe des héritiers, & le place entre les septième & huitième degrés; de même, dans les coutumes de Main-morte, le seigneur est au nombre des héritiers de son main-mortable; il n'y a qu'une différence entre ces coutumes & celle de Normandie. Dans cette dernière, le seigneur n'écarte que les parens au delà du septième degré; dans les autres, il exclut même les plus prochains dans certaines circonstances; lorsque le main-mortable décède sans parens communiens, alors le seigneur est le seul, l'unique héritier de l'homme de Main-morte; & il prend cette hérédité à *titre universel*.

Son droit, à cet égard, a le même fondement, dérive de la même source que celui des héritiers lignagers; c'est la même loi qui les appelle les uns & les autres; c'est la même autorité qui règle entre eux les préférences.

Cette qualité d'héritier *universel* du Main-mortable est conférée aux seigneurs par les coutumes de Main-morte, notamment par celles de Franche-Comté & de Nivernois.

Suivant l'article 6 de la coutume de Franche-Comté, le seigneur demeure saisi des biens de ses hommes main-mortables, quand le cas de la Main-morte avient. La possession de droit & de fait du défunt, continue donc dans la personne du seigneur; il est donc vrai de dire avec la loi, *possessio defuncti quasi juncta in eum descendit*. La coutume dit ailleurs, que le seigneur *prend* les biens de son main-mortable. Cette expression lui donne le droit de s'en saisir de son autorité pro-

pre, sans être obligé d'en demander la délivrance. *Verbum enim capio est merè directum, significans immediatè accipere, & non per alium*; ainsi, dans cette coutume, la règle le mort saisit le vif, s'applique au seigneur, comme à tous les autres héritiers; il a donc la même vocation, le même droit, le même titre à l'hérédité.

Cette qualité d'héritier lui est conférée d'une manière non moins précise par l'article 18; on y lit ces mots décisifs, *échutte & succession de Main-morte*: l'échutte est donc une succession; le seigneur qui recueille l'échutte, la prend donc à titre d'héritier. L'universalité de ce titre est encore établie par ces termes du même article: *au surplus payer les dettes de sondit homme*. Une obligation aussi indéfinie ne peut dériver que d'un titre universel. C'est donc une vérité constante, que dans la Franche-Comté le seigneur est *héritier universel* de son homme de Main-morte.

Contrôle & centième denier.

Décision du conseil, du 7 mai 1731, en faveur des chanoines réguliers de la prévôté d'Evaux, généralité de Moulin, qui juge que les biens qui sont main-mortables de leur nature retournent au seigneur, par le décès du mortuaire, libres & affranchis de tous droits & d'hypothèques, & qu'il n'est point dû de centième denier pour ce retour.

Décision du 26 mai 1731, sur le mémoire de M. le comte de Clermont, abbé commendataire de Saint-Claude en Franche-Comté, qui juge que le seigneur ne doit pas le centième denier pour le retour des biens main-mortables de leur

nature, mais seulement de ceux qui sont francs.

Autre du 6 mars 1734, qui juge la même chose en faveur de M. de Barilhon, qui avoit payé une somme à l'héritier du main-mortable.

Autre décision du premier de mai 1734, qui juge que le droit de contrôle d'un acte d'affranchissement de biens & droits sujets au droit de Main-morte, est dû sur ce qui tient lieu du prix.

Décision du 19 janvier 1736, sur un jugement d'affranchissement. Les détenteurs avoient assigné le seigneur, pour voir dire qu'au moyen de l'abandon de leurs meubles & immeubles, ils seroient déclarés libres & exempts de toute macule de Main-morte : le seigneur avoit répondu ne pouvoir empêcher l'affranchissement, & avoit consenti qu'ils restassent propriétaires des immeubles, attendu qu'ils lui en avoient payé le prix comprant ; en conséquence, il étoit intervenu jugement au bailliage de Poligny en Franche-Comté. Le fermier demandoit le droit de contrôle de ce jugement, & il a été débouté de sa demande, sur le fondement que l'affranchissement par désaveu ne peut être que judiciaire.

Ces décisions sont rapportées dans le dictionnaire du domaine.

*Examen de cette règle de la coutume de Troyes ;
argent rachète Main-morte.*

L'intelligence de cette règle présente beaucoup de difficulté : d'un côté, on peut dire que toutes les fois qu'un héritage est chargé d'une redevance en argent, il est par cela seul affranchi de la Main-morte ; & cela paroît

résulter des termes de la coutume, *mais s'ils sont chargés d'argent, avec lesdites charges ou l'une d'icelles, ils ne sont main-mortables, parce qu'argent rachète Main-morte.*

Ces termes, *ils ne sont main-mortables*, sont très-énergiques ; il n'y a donc pas de Main-morte, toutes les fois qu'il y a redevance en argent.

La coutume commence par dire *que les héritages chargés de redevances en chair, grain & pain, sont main-mortables* : ne peut-on pas dire qu'ici la loi territoriale partage les héritages en deux classes, qu'elle répute main-mortable tous ceux de la première, & qu'à l'égard des autres, elle les déclare francs & allodiaux.

Mais on peut répondre : Quand cela seroit, quand il seroit vrai que tel est le véritable sens de la coutume, il faut néanmoins convenir que ce n'est qu'une simple présomption qu'elle établit. Ainsi, dans cette coutume, toutes les fois que la nature d'un héritage ne sera pas déterminée par des titres, elle se décidera par la nature des redevances dont elle est grevée ; si c'est en chair, grain ou volaille, l'héritage sera jugé main-mortable ; on dira le contraire, si la redevance est en argent : mais, encore une fois, ce n'est-là qu'une présomption, décisive, si l'on veut, lorsqu'il ne paroîtra pas de titre, mais nécessairement impuissante, toutes les fois que la Main-morte sera prouvée par des titres formels.

Mais on peut aller encore plus loin, & dire qu'il ne suffit pas qu'un héritage soit chargé d'une redevance en argent, pour qu'il soit franc de Main-morte, qu'il faut en outre que cette redevance en argent soit accompagnée de prestations en grains, &c. La coutume le dit expressément, & la manière d'en-

visager cette disposition présente un sens fort raisonnable.

Suivant cette coutume, la prestation en grain, &c. est une preuve que l'héritage a été donné à titre de Main-morte; . . . mais s'il est en outre chargé d'une redevance en argent, alors s'élève une autre présomption, cette redevance est censée imposée après coup pour tenir lieu au seigneur du bénéfice de la Main-morte. Sur ce point, le mot *rachète*, qui se trouve dans l'article, a un sens très-raisonnable; il est vrai de dire en effet que l'argent a racheté la Main-morte, puisqu'il est imposé sur l'héritage comme prix de l'affranchissement.

Au contraire, dans le système opposé, cette expression paroît n'avoir aucun sens, puisque l'on y suppose que les héritages grevés de cens en argent n'ont jamais été main-mortables, & que l'on ne peut pas racheter ce qui n'a jamais existé.

De l'action en vide-main.

Un des effets de la Main-morte consiste en ce que les main-mortables ne peuvent *vendre* & *aliéner* leurs héritages assis en lieu de Main-morte, qu'aux gens de la seigneurie & condition dont il sont, & non à des personnes franches ni d'autres seigneuries, si ce n'est du consentement du seigneur de la Main-morte, à moins qu'il n'y ait *uzance* contraire ou *parcours*; c'est la disposition de différentes coutumes.

En vertu de cette disposition, les seigneurs ont droit d'empêcher que les héritages de leur Main-morte ne passent en d'autres mains que celles de leurs main-mortables. Les ventes ne sont cependant pas

nulles, mais le seigneur peut agir contre l'acquéreur pour le faire condamner à mettre les héritages en main-habile, c'est-à-dire, d'un homme de la seigneurie, & ce dans l'an & jour de la condamnation; ce qui s'appelle action de *vide-main*. Voyez les articles 294 & 295 des cahiers pour la réformation de la coutume de Bourgogne; la coutume de Nivernois, titre des servitudes personnelles, article 19, & Coquille.

Que si l'homme franc ne met point l'héritage en *main-habile* dans l'an, le seigneur peut user de main-mise, & faire les fruits siens, sous la condition de relâcher l'héritage, si dans dix ans l'acquéreur lui donne un homme de sa Main-morte. Mais les dix ans passés, l'héritage est acquis au seigneur.

Il y a quatre temps à considérer sur le *vide-main*.

Le premier qui précède l'instance : le possesseur a droit de jouir, & fait les fruits siens, tandis qu'il n'est pas inquiété par le seigneur.

Le second temps à considérer, court depuis l'assignation jusqu'à l'échéance de l'an & jour, à compter de la condamnation signifiée à personne ou domicile. Le possesseur continue de faire les fruits siens, sans être sujet à les rendre jamais, & jouira jusqu'à l'entremise du seigneur.

Le troisième temps commence à l'échéance de l'an & jour, & dure dix ans : le seigneur peut s'entremettre sans aucune formalité, & fera les fruits siens. Que si, dans le cours des dix ans, celui qui a été condamné au *vide-main* présente un acquéreur de la Main-morte, le seigneur relâche le fonds, sans rendre les fruits perçus.

Le quatrième temps est l'échéance des dix ans

de jouissance du seigneur , par où il devient propriétaire incommutable du fonds , si l'acquéreur n'a pas profité du délai. Il ne faut pas plus ici de formalité que pour entrer en jouissance après l'an & jour. Et comme c'est une prescription statutaire , elle court contre les mineurs & même contre les impubères ou autres privilégiés , sans espérance de restitution.

On demande si le seigneur qui auroit reçu les *lods* d'un acquéreur franc ou d'autre Main-morte que la sienne , seroit *recevable* dans l'action de *vide-main*. La question présentée dans le procès-verbal des commissaires pour la réformation de notre coutume de Bourgogne , ils se déterminèrent pour le seigneur ; mais comme il n'en fut rien retenu dans les *cahiers* , on n'en peut rien conclure de bien décisif. Le président Bouhier , tom. 2 , p. 497 , n. 51 , rapporte un arrêt de 1605 , qui admit le seigneur à poursuivre le *vide-main* , quoiqu'il eût reçu les *lods*. Il en rapporte deux autres aux n. 50 & 52 , où il paroît qu'on avoit seulement payé les redevances annuelles ; ce que je crois n'avoir rien de commun avec les *lods* , en ce que les redevances sont dues pour la perception annuelle des fruits ; en sorte que l'on ne trouve qu'un arrêt qui puisse concerner la question. Mais il y en a cinq qui ont déclaré le seigneur non recevable : l'un de 1563 , dans Bouvot ; & quatre autres , postérieurs à l'arrêt de 1605 , qui avoit admis le seigneur au *vide-main* : ils sont de janvier & août 1682 , décembre 1685 , & un plus récent au rapport de M. Espiart de Vernot , doyen , que M. le président Bouhier dit avoir vérifié lui-même ; il rapporte les motifs de cette jurisprudence , page 496 , n. 43 ; & quoiqu'il

incline

incline à l'avis contraire , il est certain qu'elle a prévalu.

Dans les coutumes qui défendent aux main-mortables de disposer entre vifs sans la permission du seigneur , le titulaire du bénéfice où le fermier de la seigneurie peuvent-ils donner cette permission ?

La permission d'aliéner donnée moyennant finance à un main-mortable , n'est autre chose qu'une jouissance anticipée, qu'une véritable vente d'un droit qui n'est pas encore échu , & qui peut ne s'ouvrir que longtemps après.

Mais un usufruitier ne peut pas disposer des fruits avant leur maturité , avant la saison de leur récolte ; lorsqu'il le fait , c'est une entreprise sur la propriété. Si le titulaire d'un bénéfice n'en est que l'usufruitier , borné aux casuels qui s'ouvrent pendant la durée de sa possession , il ne peut donc renoncer , sur-tout moyennant un prix , à un droit qui pourroit n'avoir lieu que dans un temps où il n'aura plus aucun droit au bénéfice ; il ne peut donc permettre au main-mortable d'aliéner.

Cette conséquence , la première qui se présente à l'esprit , seroit très-vraie , si réellement le titulaire d'un bénéfice n'en étoit que simple usufruitier ; c'est en effet une règle en cette matière , que l'usufruitier d'une terre ne peut pas donner aux mains-mortables la permission d'aliéner.

Mais le bénéficiaire est plus qu'un simple usufruitier , il a l'administration de la terre , il en a tous les droits utiles & honorifiques , & il en jouit seul , puisque nul autre ne peut les exercer.

Or , le droit de consentir aux aliénations des main-mortables , est tout à la fois un droit honorifique & un acte d'administration. C'est un acte d'administration , parce qu'il a pour objet l'aménagement de la seigneurie ; c'est un droit honorifique , puisque cette faculté de consentir dérive de la supériorité féodale , de la propriété directe qui réside dans la main du seigneur. Sous ce point de vue le titulaire du bénéfice peut donc consentir aux aliénations des main-mortables.

Cette décision paroît généralement reçue dans les pays de Main-morte , notamment dans la Franche-Comté ; on ne voit pas même qu'elle puisse faire la plus légère difficulté dans cette province. En effet , cela est conforme au texte de la coutume , à la jurisprudence du parlement de Besançon , & à l'opinion des juriconsultes.

L'article 13 du chapitre des Main-mortes s'exprime ainsi : « L'homme de Main-morte ne peut vendre , &c. » sans le consentement *du seigneur*. Dans cette coutume , le consentement du seigneur , quel qu'il soit , suffit donc pour rendre le main-mortable habile à disposer ; en effet , la coutume ne distingue pas , elle ne met aucune différence entre le seigneur propriétaire & le seigneur administrateur ; il suffit pour pouvoir consentir d'avoir la qualité de seigneur , & il n'est pas possible de refuser cette qualité au titulaire d'un bénéfice à l'égard des terres qui en dépendent.

A l'égard de la jurisprudence , le parlement de Besançon a jugé , le 4 décembre 1651 , entre un sieur de Saint-Mauvis , grand prieur & ad-

ministrateur de l'abbaye de saint Claude , & les sieurs Ronenel & Crestin , que les consentemens donnés par les prédécesseurs abbés tiendroient contre le successeur.

Dunod , qui rapporte cet arrêt , nous atteste dans son traité de la Main-morte , que telle est l'opinion régnante dans cette province. On ne peut rien de plus tranchant que les termes dans lesquels il s'exprime : » Le consentement à l'aliénation , dit il , est regardé comme un acte d'administration , & censé un fruit ; c'est pour-quoi le tuteur , le bénéficié , le père , le mari , le donnent valablement ; leur consentement , lie les successeurs » ; & plus bas » : L'on ne doute pas parmi-nous que le seigneur ecclésiastique ait ce droit «. Traité de la Main-morte , page 203.

Chasseneux sur la coutume de Bourgogne , pense de même que le mari , en sa qualité d'administrateur , peut donner un pareil consentement.

M. le P. Bouhier , qui rapporte les opinions de ces deux auteurs , en fait difficulté à l'égard des administrateurs ordinaires , tels que le mari , le tuteur ; ensuite il ajoute : » On peut s'y conformer pour le bénéficié , parce qu'il ne seroit guère possible de faire autrement , & qu'il a d'ailleurs plus d'intérêt à la chose que de simples administrateurs du bien d'autrui «. Sur la coutume de Bourgogne , tome 2 , page 484.

Tout se réunit , comme l'on voit , pour assurer au bénéficié la faculté de consentir aux aliénations des main-mortables , même au préjudice

de ses successeurs. Deux réflexions acheveront de faire sentir que cette décision est juste.

Si le seigneur ecclésiastique ne pouvoit pas consentir aux aliénations des main-mortables, il faudroit également leur refuser la faculté de permettre les hypothèques, car l'hypothèque est une espèce d'aliénation. Mais alors quelle seroit la condition des main-mortables de l'église? Dans une interdiction absolue, sans aucun moyen possible d'alléger leur servitude, leur état seroit infiniment plus dur que celui des autres hommes de la même classe.

Cependant les loix ne mettent aucune différence entre les seigneurs laïques & les seigneurs ecclésiastiques; au contraire, l'article 13 de la coutume de Franche-Comté les confond, en disant en général, que le main-mortable peut disposer avec le consentement du seigneur; expression générique qui comprend tous les seigneurs, de quelque qualité qu'ils puissent être.

Cette différence, si elle existoit, seroit d'autant plus injuste, que la plupart des seigneuries possédées par l'église appartenoient originairement à des laïques qui les ont aumônées à l'église. Mais comment concevoir que ce changement de propriétaire ait pu influencer sur l'état des main-mortables, ait eut l'efficacité de rendre leur condition plus onéreuse? Il faut donc que ces main-mortables continuent de jouir entre les mains de l'église, du peu d'avantage qu'ils auroient s'ils appartenoient encore à des laïques.

Ajoutons que le main-mortable n'est pas, comme le mineur, dans une incapacité absolue de disposer. Si sa liberté est gênée, c'est uniquement en faveur du seigneur & en vertu du droit de

reversion au profit de la seigneurie dominante ; le consentement de celui qui exerce les droits de cette seigneurie écartant le seul obstacle qui s'opposoit aux dispositions du main-mortable , suffit donc pour les valider ; & le titulaire du bénéfice exerce bien certainement les droits des seigneuries qui en dépendent.

Une seconde réflexion non moins frappante , c'est que l'aliénation d'un bien main-mortable donne , au moins fictivement , ouverture au droit d'échutte ; en effet , une aliénation de cette espèce n'est autre chose qu'une résignation en faveur. Ce n'est pas des mains du donateur que le donataire reçoit ; c'est de celles du seigneur lui-même. Ainsi deux opérations bien distinctes dans un acte de cette espèce : le donateur remet au seigneur , qui rend ensuite au donataire. A l'instant où l'on peut supposer que l'immeuble est entre les mains du seigneur , voilà l'échutte opérée. Et comme l'échutte est un fruit qui appartient au titulaire du bénéfice , celui-ci peut en disposer comme il le juge à propos : or , le consentement à la donation n'est autre chose que la remise au donataire de l'immeuble tombé en échutte par la remise que le propriétaire est censé en avoir faite au seigneur.

C'est donc une maxime fondée en raison & en autorité , que le titulaire du bénéfice peut consentir aux aliénations des main-mortables , & que ce consentement lie les successeurs.

Mais le fermier de la terre a-t-il la même prérogative ?

L'échutte est un fruit ; mais comme ce fruit ne renaît point , il n'est pas censé compris dans les baux à ferme , à moins qu'il n'y en ait une stipulation expresse. Il en est de même du droit de

consentir aux aliénations , qui n'est qu'une suite de celui de percevoir les échuttes : tel est l'usage de la Franche - Comté.

Cet usage nous est attesté par Dunod. » Le » consentement à l'aliénation , dit cet auteur , est » un acte d'administration & comme un fruit ; » mais il n'entre pas dans les baux à ferme , si on » ne l'y a expressement compris «. *Loco citato.*

Du cas où le territoire du chef lieu de la seigneurie est assujeti à la Main-morte.

Dans les baronnies & autres fiefs de dignité , il y a des chefs-lieux en condition de Main-morte ou affranchis depuis un grand nombre d'années ; les seigneurs , sans reconnoissance des habitans des villages dépendans de ces fiefs , sur leur condition & celle de leur territoire , veulent les assujettir à la condition de ces chefs-lieux , & les obliger à reconnoître qu'ils ont la généralité de Main-morte sur leurs personnes & sur leur territoire. Les seigneurs sont-ils fondés dans cette prétention ? Ceux qui les défendent étayent leur droit de l'induction qu'ils tirent du chef-lieu aux autres villages de la terre ; ils supposent que la condition de chef-lieu doit faire présumer celle de ces villages , à l'instar des terres données en arrière-fief , qui sont censées , selon eux , être de la même qualité que les fiefs dominans desquels ils ont été démembrés.

Mais ces villages & le chef-lieu dont ils dépendent ont-ils été formés & établis dans le même temps ? Qui pourra assurer que ces villages ne sont point des acquisitions anciennes faites par les auteurs du seigneur , souvent attachées au chef-

lieu pour la juridiction seulement ? & quand on pourroit supposer que ces villages & leurs territoires auroient formé, avec le chef-lieu, le lot du seigneur dans l'ancien partage des terres, cette supposition devoit-elle faire conclure que tout est de la même condition que le chef-lieu, comme si les habitans de cet endroit étoient maîtres de la volonté de ceux qui sont venus après eux ? Ces habitans & leurs biens sont présumés francs par les loix de la province ; c'est leur qualité primitive & naturelle : pourquoi vouloir présumer un titre contraire au préjudice de la liberté favorisée par les loix ?

D'ailleurs, ne voit-on pas dans les grandes terres des villages en franchise, quoique le chef-lieu soit de Main-morte ou en ait été autrefois ? N'y voit-on pas même des seigneuries franches, possédées souvent par d'autres seigneurs ? Comment pouvoir allier ces faits avec les inductions qu'on tire de la condition du chef-lieu ? Et si un tel argument pouvoit devenir un moyen de preuves légitimes pour établir un droit de généralité de Main-morte, ne devoit-on pas, dans le cas de l'affranchissement du chef-lieu, le retourner contre le seigneur même ? Ne seroit-il pas naturel de penser que son bienfait se seroit étendu sur les membres comme sur le chef-lieu de sa terre ? Auroit-il affranchi l'un, pour laisser dans l'esclavage les autres ? Sa générosité auroit-elle été imparfaite ? Ce n'est pas ainsi qu'on doit penser des grâces d'un seigneur dans une matière favorable, sur-tout si depuis l'affranchissement du chef-lieu il ne se trouvoit point de reconnoissance ou de possession contraire ; car il y a peu de villages affranchis dans les temps reculés, qui

puissent représenter leurs lettres d'affranchissement.

L'argument tiré du fief dominant au fief servant, n'a rien de solide : d'abord il n'est pas généralement vrai que tous les fiefs servans proviennent des fiefs dominans ; nous avons une grande quantité de francs-aleux convertis en fiefs, même avec justice ; & quoique les possesseurs de ces fiefs soient vassaux d'autres seigneurs, ce seroit mal conclure, ce semble, que de dire que ces mêmes fiefs sortent de ces seigneuries.

Quand on remonte à la cause & à l'origine des fiefs, on remarque que la plupart ne viennent point des seigneurs dominans ; beaucoup avoient besoin de protection, & se constituoient vassaux pour l'acquérir ; d'autres vouloient avoir la justice dans le lieu où ils avoient des biens, & se reconnoissoient vassaux du seigneur qui la leur accordoit.

Les fiefs devinrent en considération ; la noblesse, qui y fut attachée pendant plusieurs siècles, déterminâ les gens riches & puissans en terres, à donner en fiefs leurs franc-aleux ; car dans la formation du royaume, tous les fonds que les particuliers possédoient étoient de cette nature, & ont été tenus comme tels, sauf ceux convertis en fiefs ou affectés à des servitudes. C'est la remarque du profond & judicieux Dunod, si versé dans cette matière, dans son discours préliminaire manuscrit, sur le titre des fiefs de la coutume de Franche-Comté. Voyez encore cet auteur dans son petit traité de la noblesse, inséré dans le troisième tome de son histoire de Franche-Comté, & dans son traité des prescriptions, partie 3, chap. 10, page 346 & suivantes.

L'on prétend même communément , & c'est aujourd'hui une maxime certaine , que les charges du fief dominant ne règlent point celles du fief servant ; l'un & l'autre ont leurs loix particulières ; ce sont les coutumes de leur assiette qui fixent & déterminent les droits qui en sont dus. Ils sont , sur cet objet , considérés sous des aspects différens , & cette raison est totalement destructive de la prétention contraire , puisqu'il est de principe , que *à differentibus seu diversis non fit illatio de uno ad aliud*.

L'objection qu'on feroit que le fief servant se trouve souvent dans la même province & sous la même coutume que le fief dominant , ne m'affecteroit point , parce que nos arrières-fiefs n'émanant point toujours des fiefs dominans , la loi de l'inféodation de ceux-ci ne devient point une règle nécessaire de l'inféodation de ceux-là.

Pour juger sainement des droits réels des uns & des autres , il faut donc s'attacher aux usages des lieux de leur situation , aux titres & aux reconnoissances qui peuvent les constater ; autrement on s'exposeroit à commettre des injustices notables.

Nous sommes redevables de ces judicieuses réflexions à un magistrat du parlement de Franche-Comté : on les trouve dans une lettre imprimée à la suite du traité de la Main-morte de Dunod.

Les échuttes main-mortables sont-elles comprises dans une cession générale de tous les droits féodaux casuels ?

Cette question est très-importante & peut renaître souvent ; essayons de l'approfondir.

Il faut convenir que le premier coup d'œil est favorable au cessionnaire. Les échuttes main-mortables ne forment pas un produit fixe & déterminé, & ne s'ouvrent que fortuitement & à des distances souvent très-éloignées ; il semble donc que l'on doit les comprendre sous la dénomination de profits casuels.

On doit entendre par casuels, peut-on ajouter, tous les objets quelconques, tant meubles qu'immeubles, réels ou fictifs, qui ne forment point des redevances annuelles, & sur lesquels on ne peut compter ni pour une époque, ni pour une quotité déterminée. Les droits de reversion sont dans ce cas, puisqu'il peut s'écouler des siècles sans qu'il y ait au profit du seigneur aucune ouverture aux droits : ces droits enfin doivent être assimilés aux droits de lods & ventes, qui sont incontestablement regardés comme droits casuels.

Tels sont les moyens qui militent en faveur du cessionnaire ; ces moyens, comme on vient de le dire, ne sont pas sans considération, & même ils peuvent en imposer au premier coup d'œil : mais en examinant les choses avec plus d'attention, le prestige s'évanouit.

Ceux qui tiennent pour le cessionnaire ont raison. Les lods & ventes sont incontestablement des droits casuels ; mais ils se trompent, lorsqu'ils

qu'ils assimilent à ces droits les échuttes main-mortables. Les coutumes de Nivernois & de Bourbonnois en font une grande différence; l'une & l'autre, article 157 & article 9 du titre des douaires, disent expressément que *la douairière ne peut prendre les commises*; ce qui comprend les échuttes main-mortables.

Cependant la douairière a le droit de percevoir les reliefs, les lods & ventes qui s'ouvrent pendant la durée de son douaire.

Il y a donc, aux yeux de ces deux coutumes, une très-grande différence entre les lods & les échuttes; cette différence bien approfondie donnera la solution de la difficulté.

Le douaire est un titre extrêmement favorable; la jouissance de la douairière embrasse, sans exception, tous les fruits naturels & civils, fixes & casuels; cela est incontestable; puisque la loi exclut de cet usufruit les commises & les échuttes, elle ne regarde donc pas ces échuttes comme un casuel.

Qu'est-ce en effet qu'un droit casuel? C'est un revenu, un produit qui arrive fortuitement; c'est un fruit, en un mot: telle est l'idée qu'en donnent tous les livres. On lit dans le dictionnaire de l'académie françoise, *droit casuel*, RÉSERVE qui arrive fortuitement, comme lods & ventes, &c. Nous citerons dans un instant une autorité plus grave. Encore une fois, le casuel d'un fief n'est donc autre chose qu'un fruit de ce même fief.

Mais l'héritage qui rentre dans la main du seigneur par droit d'échutte, n'est point un fruit, un revenu de la terre; c'est le fonds même de la seigneurie; c'est une partie qui se réunit

au tout : on ne peut donc pas comprendre ces reversions sous la dénomination de casuel.

Cette double assertion , que le casuel ne comprend que les fruits , c'est-à-dire , *jura quæ renascuntur*, & que les reversions bordelières ne peuvent pas être envisagées comme des fruits de la terre , est très-bien établie par Dumoulin. Ce que dit cet auteur mérite beaucoup d'attention.

Il suppose une commise , une reversion de l'héritage servant , arrivée pendant qu'un usufruitier jouit de la seigneurie ; & il demande si cet héritage appartient à cet usufruitier ou au seigneur propriétaire.

Il faut convenir, dit cet auteur , que tous les fruits du fief, naturels ou civils, que tout le produit de ce même fief, le casuel comme le fixe, appartiennent à l'usufruitier. *Quicumque rei reditus est, quæque obventiones sunt, ad fructuarium pertinent omnia lucra nedum profectitia ex re provenientia, sed etiam adventitia aliundè extra rem obvenientia cedunt fructuario.*

On ne peut rien de plus général ; l'auteur donne à l'usufruitier , non seulement les fruits naturels , *rei reditus* , non seulement les fruits civils , *profectitia ex re* , mais tout le casuel , tout ce qui peut échoir à l'occasion de la seigneurie , *adventitia aliundè extra rem obvenientia*. Il n'étoit pas possible de se servir d'expressions plus génériques.

Ainsi Dumoulin reconnoît que tous les fruits, tels qu'ils puissent être , que tout le revenu , soit fixe , soit casuel ; en un mot , que tout ce que la seigneurie peut produire , de quelque manière que ce soit , appartient à l'usufruitier.

Si les commises, les reversion sont un produit, un casuel de la terre, ce jurisconsulte si conséquent, si judicieux, ne manquera donc pas de les attribuer à l'usufruitier. Cependant c'est le contraire qu'il décide, *tamen veritas est hujusmodi commissum cedere & acquiri proprietario.*

Notre auteur envisageroit donc ces échutes comme un produit, comme un casuel de la terre. Qu'est-ce donc, à ses yeux, qu'un héritage ainsi rentré dans les mains du seigneur ? Nous allons le voir dans les motifs qu'il donne de sa décision.

Ces motifs, les voici : *Quia istud commissum venit jure consolidationis, & nihil aliud est quàm concessionis extinctio, & utilis domini reversio & consolidatio cum directo.*

Telle est donc la raison de décider. La com-mise, la reversion n'est ni un fruit ni un produit du fief ; ce n'est, ni un revenu fixe, ni un casuel de ce même fief ; c'est l'extinction du contrat d'aliénation ; c'est la réunion des deux parties, qui n'étoient séparées que pour un temps & sous certaines conditions ; enfin c'est la consolidation du domaine utile au domaine direct.

Mais ce domaine utile ne peut se réunir qu'entre les mains de celui auquel le domaine direct appartient. Il en est de même de la consolidation de la partie au tout. Il est clair qu'il faut avoir le tout, pour attirer à soi la partie, & que le propriétaire de la seigneurie peut seul profiter de cette consolidation, puisque son effet est de confondre la partie consolidée de manière qu'il ne reste plus aucune trace de l'ancienne division.

On lit encore dans le passage que nous venons de transcrire : *Commiffum nihil aliud est quàm concessionis extinctio* ; ce mot est décisif.

La reversion bordelière s'opère donc par la résolution du contrat primitif dans les cas prévus par ce même contrat.

Cette reversion n'est donc pas fortuite, puisqu'elle a été prévue, puisqu'elle a été stipulée entre le seigneur & le tenancier. L'évènement qui doit donner ouverture à la reversion peut être regardé comme accidentel, puisqu'il peut ne pas arriver ; mais une fois qu'il existe, la reversion le fait nécessairement. Encore une fois, elle n'est donc pas fortuite, elle n'est donc pas casuelle.

Il en est de la résolution du contrat de Main-morte, comme de celle d'une donation dans les cas établis par la loi ou stipulés par le donateur. Supposons qu'après avoir donné tel de ses biens, avec stipulation du droit de retour, si le donataire n'a pas d'enfans, le donataire aliène l'usufruit du surplus, avec énonciation que l'usufruitier jouira de tout le produit fixe & casuel. Si le cas prévu arrive, si le donataire meurt sans enfans, à qui appartiendra l'immeuble qui faisoit l'objet de la donation ? tombera-t-il dans l'usufruit ? Non sans doute, l'usufruitier n'oseroit jamais élever une pareille prétention : en vain diroit-il que tout le casuel lui appartient, & que ce droit de retour s'est ouvert fortuitement, puisqu'il pouvoit ne pas s'ouvrir.

Il faut donc reconnoître que sous le mot *casuel*, quelque étendue qu'on veuille lui donner, on ne doit pas comprendre les immeubles qui ren-

trent dans la main du propriétaire primitif, en vertu d'une clause de reversion stipulée dans le contrat originaire.

Revenons encore à Dumoulin. Après la décision que nous venons de transcrire, il s'arrête, pour se rappeler que tous les fruits naturels & civils, que tous les droits fixes & casuels tombent dans l'usufruit. N'importe, dit Dumoulin, il faut restreindre la signification de ces termes aux profits & obventions qui forment ce que l'on appelle les fruits civils du fief. *Procedunt in commodis & obventionibus quæ verè sunt fructus civiles.* Mais jamais la commise ni reversion ne peut être placée dans la classe des fruits, tels qu'ils soient : *Sed commissum nullo modo est, nec potest censeri in fructu.*

Et pourquoi l'héritage, ainsi rentré dans la main du seigneur, ne peut-il être regardé comme un fruit du fief ? C'est, continue Dumoulin, parce que cet héritage est la seigneurie même, qu'il en a toujours fait partie, *cùm sit res ipsa.*

En effet, avant la concession, l'objet aliéné faisoit partie de la terre ; mais le seigneur ne l'a pas concédé en entier, il n'a donné que le domaine utile ; il s'est réservé la partie la plus noble, le domaine direct, domaine qui représente, dans sa main, la glèbe aliénée : cette glèbe n'a donc pas cessé de faire partie du fief. Lorsque le cas de la reversion arrive, on ne peut donc pas dire que la seigneurie fasse une nouvelle acquisition. Tout l'effet de la reversion est de mettre fin à une séparation conditionnelle & qui ne fut jamais totale. En un mot, les choses

sont rétablies dans leur état primitif, & rien de plus. *Et sic non dicitur de novo acquiri.* C'est toujours Dumoulin qui parle.

Mais si l'héritage main-mortable a toujours fait partie de la terre ; si le seigneur n'acquiert rien de nouveau par la reversion, si cette reversion ne fait autre chose que le réintégrer dans la propriété primitive, comment soutenir que les reversions sont comprises sous le mot *casuel* ?

Dumoulin n'est pas le seul qui pense que l'héritage bordelier appartient au propriétaire, à l'exclusion de l'usufruitier. Coquille est de même avis. » Quand l'héritage bordelier échet au seigneur, dit ce jurisconsulte, à faute d'hoir habile à succéder au bordelage, le profit en est au propriétaire pour la consolidation, » *quest. 41.*

M. le président Bouhier tenoit la même opinion : *Parce que l'échutte se fait par droit de reversion à la seigneurie, parce que les héritages ainsi tombés en commise sont censés faire retour au centre dont ils sont partis ;* obs. sur la cout. de Bourgogne, ch. 71, n. 106 & 107.

Mais il faut aller plus loin ; l'usufruitier perçoit indéfiniment tous les fruits, les droits de propriété sont seuls exclus de sa jouissance. Suivant les auteurs que nous venons de citer, les échuttes & reversions n'appartiennent pas à l'usufruitier ; elles sont donc regardées comme droits de propriété, comme faisant partie du fief.

Cependant le cessionnaire ne demeure pas absolument sans réponse ; il oppose le témoignage de Grivel, qui dit, que l'usage du parlement de Franché-Comté est de regarder comme fruits les échuttes

échuttes main-mortables & de les adjuger à celui à qui les fruits appartiennent.

Tel est en effet le langage de Grivel ; mais M. le président Bouhier qui le rapporte , remarque très-bien que , de l'aveu même de Grivel , cette jurisprudence n'a d'autre fondement que l'usage , & que cet auteur pensoit , comme Dumoulin , que ces sortes de reversions ne sont rien moins que des fruits , & qu'elles appartiennent au propriétaire.

Dunod , auteur Franc-Comtois , qui rend compte également du passage de Grivel & de la jurisprudence du parlement de la province , la regarde comme contraire aux vrais principes. Régulièrement , dit-il , ces échuttes ne sont pas des fruits , *cum non renascuntur*.

Quelle que soit la manière de juger du parlement de Franche-Comté , il faut donc tenir , même d'après les auteurs de cette province , que les reversions ne sont pas des fruits de la seigneurie ; qu'elles n'en constituent conséquemment ni le produit fixe ni le produit casuel ; qu'elles ne peuvent appartenir qu'au véritable propriétaire ; qu'elles ne peuvent passer à un tiers qu'en vertu de l'abandon de la propriété ; enfin , qu'il seroit contre toutes les règles de les comprendre dans une simple cession de droits casuels.

Une consultation du célèbre M. de Fourcroy achevera d'éclairer notre décision.

Le comte de Saint-Géran , seigneur de la Palisse , avoit affermé sa terre à un nommé Choisi ; le bail renfermoit , expressément & sans restriction , les commises & reversions qui pourroient s'ouvrir pendant sa durée. L'évènement prévu arriva ; un

domaine bordelier tomba en commise : le fermier prétendit qu'aux termes de son bail , la propriété de ce domaine lui appartenait. Le seigneur réclame cette propriété , & soutient que , quels que soient les termes du bail , le fermier ne pouvoit prétendre que les fruits du domaine tombé en commise. Sur cette contestation , sentence de la sénéchaussée de Moulins , qui déboute le fermier de sa prétention.

M. de Fourcroy , consulté sur la validité de cette sentence , répondit , „ qu'elle étoit juridique , „ par la raison que par le bail de sa terre , le comte „ de Saint-Géran n'avoit affermé que des fruits , „ & n'avoit prétendu rien aliéner ». Freminville , qui rapporte cette consultation , dit l'avoir sous les yeux (*) : cet auteur ajoute qu'il y eut appel de la sentence de Moulins ; mais il ne nous instruit pas du résultat ; vraisemblablement l'appel ne fut pas suivi. Revenons au motif de décider.

Rien , comme l'on voit , n'étoit plus formel que le bail fait à Choisi ; le seigneur ne s'étoit pas contenté d'affermir sa terre , tous les revenus fixes & casuels de cette même terre ; le bail portoit nominativement les commises , sans distinguer l'usufruit de la propriété. Ainsi la lettre du bail étoit évidemment pour le fermier.

Cependant , M. de Fourcroy décide que le fermier doit se contenter de percevoir , pendant la durée de son bail , les fruits de l'héritage tombé en reversion. Le motif qui détermine ce jurisconsulte , c'est qu'un bail à ferme n'est pas un

(*) Tome 5 , page 512.

titre d'aliénation , & que le seigneur n'avoit pas entendu aliéner sa propriété.

Ainsi M. de Fourcroy pensoit qu'un héritage ainsi tombé en commise se réunissoit à l'instant même à la seigneurie , & que le seigneur ne pouvoit le transporter à un tiers que par un véritable titre translatif de propriété.

(Cette première addition est de M. H*** , avocat au parlement).

Seconde ADDITION à l'article MAIN-MORTE.

Des acquisitions des gens de Main-morte dans le ressort du parlement de Flandres.

Les acquisitions des gens de Main-morte n'ont jamais été regardées d'un œil plus favorable dans les Pays-Bas que dans l'intérieur de la France. Dès l'an 1263 , Marguerite de Hainaut & Guy de Dampierre , son fils , rendirent une ordonnance appelée dans une autre du 31 octobre 1294 , portant défenses aux ecclésiastiques d'acquérir aucuns fiefs, rentes & immeubles. Le 18 mai 1515 , Charles-Quint renouvela par un placard solennel les défenses faites par ses prédécesseurs à tous les corps & communautés d'acquérir sans sa permission expresse *aucuns fiefs , arrière-fiefs , rentes , sous-rentes à rachat ou sans rachat , & autres biens temporels*. Ce placard fut suivi de deux autres du même empereur ; l'un , du 19 octobre 1520 ; l'autre , du 28 février 1528 ; & les dispositions en furent renouvelées par placard de Philippe II , du 21 novembre 1587 ; par celui des archiducs , du 25 novembre 1618

& par deux arrêts de règlement du parlement de Flandres, des 12 mai 1716, & 10 mai 1730.

Toutes ces loix, quelque précises & multipliées qu'elles fussent, n'étoient pour les gens de Main-morte qu'un frein impuissant; mais les lettres-patentes en forme de déclaration du 9 juillet 1738, ont donné à cette partie de la jurisprudence belge un état fixe & certain.

Cette déclaration a été rendue spécialement pour le ressort du parlement de Flandres, & elle renferme, à très-peu de choses près, les mêmes dispositions, pour l'avenir, que l'édit du mois d'août 1749, qui y a été pareillement enregistré.

On dit *pour l'avenir*, car, relativement au passé, il existe une très-grande différence de jurisprudence entre le ressort du parlement de Flandres & l'intérieur du royaume. En effet, par l'article 28 de l'édit de 1749, le roi déclare qu'il n'entend rien innover aux dispositions faites en faveur des gens de Main-morte légitimement établis, lorsque ces dispositions auront été faites avant la publication de l'édit; & il ordonne qu'à cet égard on se réglera sur les loix & la jurisprudence observées dans chaque pays avant la même loi. L'article 26 de la déclaration de 1738 porte au contraire, que « les dispositions des » articles 23, 24 & 25 (semblables à l'article 27 de l'édit de 1749) seront exécutées » par rapport aux biens dont lesdits gens de Main-morte se sont mis en possession depuis le premier janvier 1681, sans avoir obtenu de » lettres d'octroi, conformément aux loix précédentes ».

On a vu des gens embarrassés pour concilier

cet article avec le treizième de l'édit de 1749, & soutenir en conséquence que l'un étoit abrogé par l'autre; en sorte que l'effet rétroactif dont parle le premier doit être porté, conformément au second, jusqu'à l'année 1636.

Mais c'est entendre fort mal des dispositions qui d'elles-mêmes sont assez claires. La déclaration de 1738 n'a d'effet rétroactif à l'année 1681, que pour les cas marqués dans les articles 23, 24 & 25, c'est-à-dire, pour les acquisitions que les gens de Main-morte, légitimement établis, peuvent avoir faites depuis cette époque; & l'édit de 1749 n'a d'effet rétroactif à l'année 1636, que pour les établissemens mêmes qui y sont postérieurs, ainsi que pour les acquisitions faites en conséquence.

Ainsi la jurisprudence belgeue a cela de commun avec la jurisprudence françoise, qu'elle fait remonter à l'année 1636 l'effet rétroactif de la prohibition de fonder de nouveaux établissemens sans la permission du roi; & elle a cela de particulier, qu'elle fixe à l'année 1681 l'effet rétroactif de la défense faite aux gens de Main-morte légitimement établis, d'acquérir des immeubles sans lettres d'octroi.

L'effet rétroactif pour les établissemens est porté à l'année 1636, parce que Louis XIV avoit, par un édit de 1666, annullé tous les établissemens qui se feroient dans la suite, ou qui auroient été faits dans les 30 années précédentes sans la permission; & l'effet rétroactif pour les Main-mortes des Pays-Bas est fixé à 1681, parce qu'un arrêt du conseil du 1 février de cette année, avoit ordonné la recherche & le recouvrement de tous les droits d'amortissement dus pour les

acquisitions de cette nature qui avoient été faites dans ces provinces depuis le premier janvier 1621, jusqu'au premier janvier 1681.

Ainsi lorsque les héritiers de ceux qui ont aliéné ou disposé en faveur de gens de Main-morte, veulent revendiquer en vertu de l'article 26 de la déclaration de 1738, ils doivent prouver que la possession des gens de Main-morte est postérieure au premier janvier 1681 ; & tant qu'ils n'en ont point fourni la preuve, les gens de Main-morte peuvent borner leur défense à la maxime, *possideo, quia possideo*.

Mais quand ils ont justifié la postériorité des acquisitions à l'année 1681, c'est aux gens de Main-morte à en prouver la légitimité par la représentation des lettres-patentes qui les ont confirmées.

Par une raison contraire & tirée des propres termes de l'article 26 de la déclaration de 1738, il est évident que dans le cas où il est constaté que les acquisitions sont antérieures à l'année 1681, on doit présumer qu'elles ont été faites légitimement & avec la permission du roi.

En donnant à la déclaration de 1738 un effet rétroactif au premier janvier 1681, le souverain a laissé subsister quatre différences très-importantes entre les acquisitions faites avant la publication de cette loi, & celles qui lui sont postérieures.

1°. Il ne suffit pas pour la validité des acquisitions faites depuis 1738, qu'elles soient autorisées par lettres-patentes ; il faut encore que ces lettres-patentes soient enregistrées dans les parlemens de la situation des biens. Il en est tout autrement des acquisitions faites avant 1738 ;

l'article 26 de la déclaration citée, & l'article 1 d'un arrêt du conseil du 23 juin 1739, dont on parlera ci-après, n'exigent pour leur validité que des lettres d'octroi qui aient été obtenues & mises à exécution *conformément aux loix précédentes*. Or, l'enregistrement n'étoit alors prescrit par aucune loi pour donner effet aux lettres-patentes portant permission d'acquérir; il suffisoit en ce temps-là que le souverain fit connoître sa volonté; il n'étoit point nécessaire que les tribunaux supérieurs la ratifiasent par leur approbation. On doit donc regarder comme valables toutes les acquisitions faites avant 1738 en vertu de lettres d'octroi non enregistrées dans les cours souveraines. C'est ce qui a été jugé formellement par arrêt du parlement de Flandres du 26 novembre 1770, au rapport de M. Hérigues; en voici l'espèce.

Les chartreux de la Bouteillerie avoient obtenu en 1701 des lettres-patentes confirmatives de l'acquisition par eux faite depuis 1681, d'une partie de la dîme de Steenweske, paroisse de la chàtellenie de bailleul, tenue en fief de la seigneurie d'Oosthove: ces lettres avoient été adressées & enregistrées au bureau des finances de Lille. Le sieur de Fourmestraux d'Ancarderie, seigneur d'Oosthove, a donné une requête au parlement le 30 août 1769, pour faire ordonner la réunion de cette dîme au gros de son fief, conformément aux articles 24 & 26 de la déclaration de 1738. Il fondeoit cette demande sur ce que les lettres d'octroi de 1701 n'ayant point été enregistrées en la cour, ainsi que le prescrivent différens articles de la même loi, devoient être regardées comme nulles & de nul effet. Les

Chartreux ont répondu , que les lettres par eux obtenues en 1701 remplissoient le vœu des loix de ce temps-là ; que la formalité de l'enregistrement dans les cours souveraines n'étoit prescrite que par des réglemens postérieurs , auxquels on ne pouvoit pas donner d'effet rétroactif à cet égard. L'arrêt cité a débouté le seigneur de sa demande , & l'a condamné aux dépens.

2°. Par l'article 23 de la déclaration de 1738 , confirmée en ce point par les articles 9 & 27 de l'édit de 1749 , les gens de Main-morte sont privés du droit de répéter les sommes qu'ils pourroient avoir payées pour des acquisitions faites après l'enregistrement de cette loi. Mais par l'article 26 , le roi n'accorde aux personnes dénommées dans les articles 23 & 24 , le droit de revendiquer les biens acquis illégitimement depuis le 1 janvier 1681 , qu'à la charge de rendre aux gens de Main-morte ce qu'ils justifieront avoir payé pour faire ces acquisitions : & en cas que ces biens soient vendus sur la requisition de M. le procureur-général , suivant l'article 25 , les gens de Main-morte doivent toucher le prix qui en provient , sans cependant pouvoir le remployer autrement qu'en acquisition de rentes sur le roi , le clergé ou autres gens de Main-morte.

3°. La troisième différence que met la déclaration de 1738 entre les acquisitions illégales faites avant sa publication , & celles qui ont été faites dans l'intervalle de cette époque à l'année 1681 , consiste en ce que les premières doivent être déclarées nulles sur le champ & sans laisser aux gens de Main-morte le temps de les faire ratifier par des lettres-patentes , au lieu qu'à l'égard des secondes , l'article 26 de la même loi permet à

ceux des gens de Main-morte qui se trouveront possesseurs paisibles , sans qu'il y ait eu aucune demande formée contre eux avant l'enregistrement de cette déclaration , de se retirer vers le roi dans un an , à compter du jour de cet enregistrement , pour y être pourvu par sa majesté ainsi qu'il appartiendra ; faute de quoi & ce temps passé , les parties dénommées dans les articles 23 , 24 & 25 , doivent obtenir purement & simplement leur demande en revendication.

Cette disposition a été développée par des lettres-patentes sur arrêt du 23 juin 1739 , enregistrées au parlement de Flandres le 29 juillet suivant. Voici comme elles sont conçues.

„ Article I. Les gens de Main-morte du ressort
„ du parlement de Flandres , qui au 31 octobre
„ 1738 , jour de l'enregistrement de ladite déclara-
„ tion , étoient en possession paisible & sans
„ qu'il y eût aucune demande formée contre eux
„ avant ledit jour , des biens par eux acquis
„ ou à eux donnés depuis le premier janvier
„ 1681 , pour lesquels ils n'auroient pas obtenu
„ des lettres d'octroi , suivant les loix précédentes ,
„ seront tenus de remettre aux sieurs intendans
„ & commissaires départis pour l'exécution des
„ ordres de sa majesté en Flandres & en Hainaut ,
„ que sa majesté a commis & commet à cet
„ effet , chacun dans son département , les de-
„ mandes qu'ils auroient déjà présentées à sa
„ majesté , ou qu'ils pourront présenter ci-après
„ pour être confirmés dans la possession desdits
„ biens , ensemble les contrats & actes en vertu
„ desquels ils en jouissent , & autres pièces justi-
„ ficatives ; le tout dans le temps qui reste à
„ expirer du délai d'un an , porté par l'article 26

» de ladite déclaration, lequel délai sera compté
» à commencer dudit jour 31 octobre 1738,
» jusques & compris le 31 octobre 1739, après
» lequel jour ils ne pourront plus, y être reçus
» sous quelque prétexte que ce soit.

» II. Lesdits sieurs intendans & commissaires
» départis feront inscrire sur un registre par
» eux cotté & paraphé, le jour que les demandes
» & pièces mentionnées dans l'article précédent,
» auront été remises par lesdits gens de Main-
» morte, dont il leur sera donné un extrait cer-
» tifié desdits sieurs intendans; voulons qu'en
» cas que les gens de Main-morte qui auront
» satisfait au contenu en l'article précédent dans
» le délai y porté, soient troublés dans la pos-
» session desdits biens avant qu'il ait été par nous
» statué sur leurs demandes, il leur soit accordé,
» en rapportant ledit extrait ainsi certifié, un dé-
» lai compétent, pendant lequel il sera sursis au
» jugement des demandes qui seroient formées
» contre eux à cet égard.

» III. Après que lesdits sieurs intendans &
» commissaires départis auront examiné lesdites
» demandes & pièces qui auront été jointes, ils
» nous les enverront avec leurs avis, pour être
» lesdites demandes accordées ou rejetées, ou y
» être autrement par nous pourvu, ainsi que nous
» jugerons à propos.

» IV. Il sera arrêté des états en notre conseil
» concernant lesdites demandes & ce qui aura été
» décidé sur chacune, & il en sera envoyé une
» expédition à notre cour de parlement de Flandres,
» pour être déposée dans ses registres & y avoir
» recours quand besoin sera. Voulons que lorsqu'il
» paroîtra par lesdits états, que quelques-unes

„ des demandes y mentionnées auront été rejetées ,
 „ il soit passé outre au jugement des demandes
 „ qui pourront être formées par les parties inté-
 „ ressées ou par le seigneur immédiat , pour
 „ rentrer dans la possession desdits biens , ou
 „ qu'il soit ordonné qu'ils seront vendus , le tout
 „ conformément à notre dite déclaration , & ce ,
 „ nonobstant toutes surseances qui auroient été
 „ accordées auxdits gens de Main-morte avant
 „ notre décision , sans qu'il puisse leur en être
 „ accordé aucune , sous quelque prétexte que ce
 „ soit , après que lesdits états auront été envoyés
 „ en notre dite cour de parlement de Flandres ;
 „ ce qui sera observé à peine de nullité de tout
 „ ce qui feroit fait au préjudice de la présente
 „ disposition « .

Les états dont parle ce dernier article ont été
 arrêtés le 2 de mai 1747 , & ils ont été revêtus
 de lettres-patentes du 12 du même mois , enre-
 gistrées au parlement de Flandres le 8 mai 1760 ;
 mais le conseil n'y a pas compris toutes les de-
 mandes proposées par les gens de Main-morte
 en exécution de l'article 26 de la déclaration de
 1738 ; il en est plusieurs sur lesquels il n'a point
 encore été fait droit.

D'après toutes les dispositions que nous venons
 de parcourir , on voit clairement le parti que les
 juges doivent prendre lorsqu'il est question de
 statuer sur la validité d'une acquisition antérieure
 à la déclaration de 1738.

On doit pour cela examiner deux choses ; la
 première , si l'acquisition subsistoit paisiblement
 lors de l'enregistrement de la loi citée ; la seconde ,
 si l'on s'est conformé dans le temps aux disposi-
 tions de l'article 26 de la même loi & des

lettres-patentes du 23 juin 1739 : si l'une de ces conditions manque , on doit prononcer de suite la nullité de l'acquisition.

Pour que la première de ces deux conditions soit censée remplie , il faut que les gens de Main-morte se soient trouvés , au temps de la publication de la déclaration de 1738 , *en possession paisible des biens* par eux acquis avant cette époque , *sans qu'il y ait eu aucune demande formée contre eux* auparavant. C'est la disposition textuelle de l'article 26 de la déclaration , & de l'article premier des lettres-patentes.

On a agité à ce sujet la question de savoir si une demande formée avant l'enregistrement de la déclaration , mais terminée par une transaction antérieure à cette loi , doit être regardée comme un obstacle à ce que les gens de Main-morte , en faveur desquels elle a été passée , obtiennent valablement , en conséquence des articles cités , la confirmation de l'acquisition qui étoit l'objet de cet acte. La négative seroit incontestable , si la déclaration de 1738 n'exigeoit de la part des gens de Main-morte qu'une possession paisible au temps de sa publication ; mais comme elle demande encore qu'il n'y ait eu aucune revendication intentée avant la même époque , il paroît qu'il en doit être de même dans le cas proposé , que dans celui où il se seroit trouvé une contestation engagée dans le temps de la publication de la loi. C'est ce qu'ont jugé deux arrêts bien remarquables : le premier a été rendu le 12 juillet 1741 , au rapport de M. de Muller , entre les enfans de Jacques-Ignace Descamps & le sieur Libert , d'une part ; le curé de Saint-Sauveur de Lille & les administrateurs de la

charité de la même paroisse , d'autre. Ceux-ci ont demandé la cassation au conseil ; mais leur requête a été rejetée par arrêt du 18 février 1743. Le second arrêt est intervenu le 6 août 1763 , au rapport de M. de Polinchove , entre les héritiers du sieur Cornille & les administrateurs du vrai mont de piété de Lille.

Lorsqu'il s'agit de faire droit sur une demande en revendication intentée contre les gens de Main-morte qui étoient paisibles possesseurs au temps de la déclaration de 1738 , & qui se sont conformés dans le terme prescrit , tant à l'article 26 de cette loi , qu'aux lettres-patentes du 23 juin 1739 , la première chose qu'il y a à faire , est de consulter l'état arrêté au conseil le 2 mai 1747 : si ces gens de Main-morte y sont compris pour les biens qui font la matière du procès , on doit prononcer en leur faveur , lorsque leur demande en ratification se trouve accordée , & à leur désavantage , lorsque cette demande se trouve rejetée.

Mais quel parti doit-on prendre lorsqu'ils ne sont pas compris dans cet état ? Rien de plus simple. Le roi n'a prescrit pour accorder ses lettres de confirmation aux gens de Main-morte qui sont dans le cas marqué par la déclaration de 1738 , aucun terme fatal après lequel il seroit censé les avoir refusées. Il faut donc en cette circonstance se conformer à l'article 2 des lettres-patentes du 23 juin 1739 , portant , qu'en
 „ cas que les gens de Main-morte qui auront
 „ satisfait au contenu en l'article précédent dans
 „ le délai y porté , soient troublés dans la pos-
 „ session desdits biens avant qu'il ait été statué
 „ par sa majesté sur leurs demandes , *il leur soit*

» *accordé*, en rapportant un extrait certifié de
» *l'intendant*, un *délai compétent pendant lequel*
» *il sera surfis au jugement des demandes qui*
» *seroient formées contre eux à cet égard* ». Si,
après le délai accordé en exécution de cette loi,
les gens de Main-morte n'ont pas encore obtenu
de lettres de confirmation, rien n'empêche le
juge de prononcer définitivement.

C'est ce qu'a fait le parlement de Douai dans
une cause assez singulière par ses circonstances.
il s'agissoit de la ferme d'Aix en Pevele, qui
avoit été vendue par décret en 1708 sur le
vicomte de la Howarderie : un des gens d'affaires
des religieuses de sainte Catherine de Sienne à
Douai s'en étant rendu adjudicataire en leur
nom, elles l'avoient désavoué & avoient refusé
de passer contrat; mais un arrêt du parlement
de la même année les avoit condamnées à gar-
der l'acquisition & à en payer le prix. Cette
circonstance n'a pas empêché dans la suite que
le vicomte de la Howarderie fils ne se prévalût
de la déclaration de 1738, pour revendiquer
le bien décrété sur son père. La cause des reli-
gieuses étoit des plus favorables; elles avoient
été forcées d'acquérir cette ferme; elles en avoient
toujours joui paisiblement, & elles s'étoient mises
en règle sur ce que leur prescrivoient l'article
26 de la déclaration de 1738 & les lettres-
patentes de 1739. Ces motifs ont déterminé le
parlement à rendre un arrêt du 10 août 1764,
au rapport de M. de Francqueville, qui » or-
» donne auxdites religieuses de rapporter dans
» le terme d'un an des lettres-patentes con-
» firmatives de leur acquisition, &, faute de ce
» faire & ledit temps passé, les condamne dès

» maintenant comme pour lors & sans qu'il soit
» besoin d'autre arrêt, d'abandonner les biens
» dont s'agit au procès, & d'en laisser la libre
» jouissance au demandeur, aux offies par lui
» faites de se conformer à ce qui est prescrit
» par les lettres-patentes de 1738 «.

En conséquence, les religieuses sollicitèrent des lettres-patentes : l'année s'étant écoulée sans qu'elles eussent pu les obtenir, elles donnèrent une requête au parlement pour avoir un sursis à l'arrêt que nous venons de transcrire : mais leur demande fut rejetée. Le vicomte de la Howarderie les somma de déguerpir ; & , pour les y contraindre par une exécution *ad factum*, il fit apposer des gardiens en leur couvent & saisir tous leurs biens. Elles se pourvurent en nullité d'exécution, sur le fondement que ce n'étoit pas leur faute si le roi n'avoit pas encore statué sur leur requête ; que la cause de ce retard venoit des menées sourdes de M. de la Howarderie, & de l'opposition qu'il avoit formée à leur demande ; mais on ne les écouta point, & , par arrêt rendu le 29 novembre 1765, elles furent déboutées de leur opposition à l'exécution dirigée contre elles. La requête civile parut à leur défenseur une voie propre à le faire retracter ; elles la prirent, mais elles en furent également déboutées par arrêt du 22 janvier 1766, les seconde & troisième chambres assemblées. Tant de mauvais succès ne les rebutèrent pas ; elles se pourvurent au conseil, où elles obtinrent un sursis par arrêt du 14 mars de la même année ; mais sur l'opposition qui y forma le vicomte de la Howarderie, le conseil mieux instruit leva le sursis, par jugement du 5 juin 1767, & par-là fit revivre les différens arrêts du parlement de Douai.

Un de ces arrêts a jugé, comme on le voit ; que les délais accordés aux gens de Main-morte pour obtenir des lettres confirmatives des acquisitions par eux faites avant le 1 octobre 1738, sont tellement péremptoires, qu'ils ne doivent être ni renouvelés ni prolongés. C'est ce qu'a encore jugé un autre arrêt du 2 décembre 1766, rendu au rapport de M. de Forest, entre le nommé Mollet & les administrateurs du séminaire de Notre-Dame à Douai.

Avant que l'état arrêté au conseil le 2 mai 1747 n'eût été envoyé & enregistré au parlement de Flandres, cette cour regardoit l'article 4 des lettres-patentes du 23 juin 1739, comme un ordre implicite de suspendre dans cet intervalle tous jugemens contre les gens de Main-morte qui étoient dans une position habile à obtenir des lettres de confirmation; en sorte qu'au lieu de leur fixer un certain terme pour rapporter ces lettres, & d'ordonner que, ce terme écoulé, ils seroient tenus de déguerpir les biens, on déclaroit purement & simplement les demandes en revendication non recevables quant à présent. C'est en cette forme qu'il a été prononcé en plusieurs occasions remarquables.

Les religieuses Sémériennes de Valenciennes avoient recueilli en 1701 un legs de plusieurs biens-fonds. Pour suivies pour la première fois en 1745 par les héritiers du testateur, elles firent voir qu'elles s'étoient conformées dans le temps aux lettres-patentes de 1739 : en conséquence, par arrêt du 13 mars 1747, les héritiers furent déclarés non recevables quant à présent dans leur demande, & condamnés aux dépens.

Une sentence de l'official, juge ordinaire de
Cambrai,

Cambrai, du 20 juin 1740, avoit ordonné aux administrateurs d'une fondation faite par le testament du sieur Herlemont du 3 juillet 1732, » de rapporter dans six mois, pour tout délai, » des lettres d'octroi de sa majesté pour la fondation dudit Herlemont, aux peines portées par les lettres-patentes en forme de déclaration du 9 juillet 1738, & arrêts rendus en conséquence; » dépens réservés ». Le délai porté par cette sentence s'étant écoulé sans que les administrateurs eussent obtenu du roi la confirmation de l'établissement dont il s'agissoit, ils se pourvurent au parlement de Flandres, où il intervint, au rapport de M. de Taffin, arrêt du 19 juillet 1747, qui, » sans s'arrêter à ladite sentence, a » déclaré & déclare les intimés non recevables » ni fondés quant à présent dans leur fins & » conclusions; ordonne en conséquence que la » fondation dont il s'agit continuera d'être exécutée » jusqu'à ce qu'autrement soit ordonné ». Cet arrêt suspendit pour quelque temps les poursuites des héritiers du fondateur : mais s'étant apperçus dans la suite que la fondation dont ils provoquoient la nullité n'étoit pas comprise dans l'état arrêté au conseil le 2 mai 1747, & enregistré au parlement de Flandres le 8 mars 1760, ils renouvelèrent leurs efforts, & reprirent l'instance par requête du 14 mai 1766. En ce moment, il n'y avoit plus lieu de les déclarer non recevables quant à présent, puisqu'il étoit certain que le roi n'avoit pas confirmé la fondation par l'état dont on vient de parler; il falloit donc s'attacher uniquement à l'art. 2 des lettres-patentes de 1739; c'est aussi ce que fait le parlement de Flandres, en ordonnant, par arrêt du 23 mai 1767, rendu au rap-

port de M. Hériguer, que les administrateurs de la fondation seroient tenus „ de rapporter des „ lettres d'octroi confirmatives d'icelles, dans le „ terme d'un an, à compter du jour de la signi- „ fication du présent arrêt, sinon, &c. „

Les démarches faites par les administrateurs en conséquence de cet arrêt n'ont pas été infructueuses ; ils ont obtenu des lettres de confirmation le février 1768, & elles ont été enregistrées le 22 avril suivant.

Les héritiers ont formé opposition à l'enregistrement ; ils se sont fondés, entre autres moyens, sur le principe consacré par les arrêts de sainte Catherine de Sienne, & du séminaire de Notre-Dame, cités ci-dessus, que les délais en cette matière sont péremptoires ; ils concluoient de là, que l'arrêt du 23 mai 1767 n'avoit pu accorder aux administrateurs un nouveau terme pour faire confirmer la fondation ; d'où ils tiroient la conséquence, que leurs lettres de confirmation étoient subreptices & contraires aux règles reçues en cette matière : mais ce moyen n'a pas produit plus d'effet que les autres. Les héritiers ont été déboutés de leur opposition, par arrêt rendu au rapport de M. l'abbé de Dion.

Il est aisé de sentir le bien jugé de cette décision. 1°. L'arrêt du 23 mai 1767 subsistoit dans toute sa force ; il n'avoit été attaqué ni par la voie de cassation, ni par celle de révision, ni par requête civile. 2°. Cet arrêt n'avoit point porté atteinte au principe, que les délais accordés aux gens de Main-morte pour se pourvoir de lettres de confirmation, doivent être péremptoires : il avoit été jugé en 1747, que l'official, juge ordinaire de Cambrai, n'avoit pu ni dû, dans l'état des choses, fixer aux administrateurs un terme

dans lequel ils eussent à rapporter des lettres d'octroi : ainsi le délai porté par la sentence de ce juge devoit être regardé comme non venu ; & , par une conséquence nécessaire , celui qu'avoit prescrit l'arrêt du 23 mai 1767 , étoit le premier qu'eussent obtenu les administrateurs.

Les loix & les principes concernant les délais que l'on doit accorder aux établissemens non autorisés qui subsistoient pareillement avant le premier octobre 1738 , ont , comme ont le voit par les arrêts rendus dans cette dernière espèce , beaucoup d'analogie avec les règles établies sur les délais que l'on doit fixer par rapport aux acquisitions illégales dont les gens de Main-morte , valablement établis , étoient en possession paisible à la même époque ; plusieurs personnes confondent même à cet égard l'un & l'autre objet ; c'est une méprise ; il existe entre le premier & le second la différence la plus sensible.

On vient de voir que les acquisitions faites illégalement avant 1738 par des gens de Main-morte valablement établis , doivent être déclarées nulles , lorsque deux conditions ne concourent pas ensemble ; la première est , qu'il n'y ait eu aucune demande formée contre ces acquisitions avant l'enregistrement de la déclaration de 1738 ; la seconde , que les gens de Main-morte se soient retirés vers le roi dans l'année de cet enregistrement , pour obtenir ses lettres de confirmation.

De ces deux conditions , la première est la seule dont le défaut puisse faire prononcer de plein fait la nullité des établissemens faits sans lettres d'octroi avant 1738. Le défaut d'avoir sollicité dans l'année des lettres de confirmation , n'est point un motif suffisant pour autoriser les

juges à déclarer ces établissemens nuls , sans au préalable leur avoir assigné un délai compétent pour se faire confirmer. C'est l'esprit de l'article 9 de la déclaration de 1738 : » Nous réservant néanmoins, à l'égard des établissemens qui subsistent paisiblement & sans aucune demande formée avant la présente déclaration pour les faire déclarer nuls, d'y pourvoir ainsi qu'il appartiendra , après que nous nous serons fait rendre un compte exact de l'objet & qualité desdits établissemens «.

Cet article, comme on le voit , ne prescrit aucun terme fatal après lequel les demandes en confirmation ne seroient plus recevables : on doit donc croire , sur-tout en le rapprochant de l'article 26 qui en fixe un pour les acquisitions, que l'intention du législateur a été de n'assigner aucune borne précise à la faculté de demander la confirmation des établissemens non autorisés qui subsistoient paisiblement avant 1738.

Pourquoi cette différence ? La raison en est sensible. Le public n'avoit point d'intérêt à maintenir les gens de Main-morte dans les acquisitions par eux faites sans lettres d'octroi avant 1738, son avantage demandoit au contraire que ces biens rentrassent dans le commerce : mais il pourroit être de son intérêt de conserver quelques établissemens dont l'utilité auroit été reconnue ; il n'étoit donc pas juste de faire dépendre l'existence de ces établissemens, du zèle ou de l'inaction de leurs membres ou administrateurs.

Deux arrêts du conseil confirment cette interprétation. Le premier est du 30 décembre 1738 ; le roi y expose, qu'il s'est fait représenter sa déclaration du 9 juillet précédent ; & après avoir rap-

pelé les dispositions de l'article 9 de cette loi ,
sa majesté ajoute , qu'elle » auroit jugé à propos
» d'expliquer plus précisément ses intentions sur
» l'exécution dudit article, & que, pour se mettre en
» état d'y pourvoir avec connoissance de cause, après
» avoir pris les éclaircissemens qu'il est de l'in-
» térêt public & même de celui des gens de
» Main-morte , de lui donner incessamment ,
» pour ne pas laisser plus long-temps leur état
» incertain , sa majesté a résolu de fixer un délai
» dans lequel ils seront tenus de représenter leurs
» titres , & de remettre un état de leurs biens
» devant les sieurs intendans & commissaires dé-
» partis pour l'exécution des ordres de sa majesté
» en Flandres & en Hainaut , afin que , sur l'avis
» desdits sieurs intendans , elle puisse prendre les
» résolutions qu'elle jugera les plus convenables .
En conséquence , le roi » ordonne que dans trois
» mois , à compter du mois de la publication
» qui sera faite du présent arrêt, tous chapitres ,
» collèges ou séminaires , maisons religieuses ,
» hôpitaux, confréries ou autres corps ou commu-
» nautés ecclésiastiques ou laïques , & généralement
» tous les gens de Main-morte des pays du ressort
» du parlement de Flandres , dont l'établissement
» n'auroit pas été fait en vertu d'une permission
» portée par des lettres-patentes enregistrées audit
» parlement de Flandres ; comme aussi tous ceux
» qui seront chargés de l'exécution ou adminis-
» tration des fondations faites pour fournir à per-
» pétuité à la nourriture ou entretien d'un certain
» nombre d'ecclésiastiques, d'étudiants ou de pau-
» vres , lorsque lesdites fondations n'auront pas
» été faites pareillement en vertu d'une permis-
» sion portée par des lettres-patentes enregistrées.

» audit parlement , seront tenus de représenter
 » pardevant les sieurs intendans de Flandres &
 » Hainaut , chacun pour ce qui concerne son
 » département , les actes de fondation & autres
 » titres en vertu desquels ils ont été établis ,
 » ensemble in état détaillé , signé & certifié vé-
 » ritable , de tous les biens, meubles & immeubles
 » qu'ils possèdent , du nombre de personnes qui
 » sont actuellement dans chaque maison ou qui
 » reçoivent des distributions réglées en vertu de
 » chacune desdites fondations , des services , au-
 » mônes , pensions ou autres charges dont ils
 » sont tenus ; auquel état ils joindront les contrats
 » ou autres actes en vertu desquels ils jouissent
 » desdits biens , à quelque titre & pour quelque
 » cause gratuite ou onéreuse qu'ils s'en soient
 » mis en possession , & autres pièces justificatives,
 » pour , après qu'il aura été satisfait à tout le
 » contenu au présent arrêt , ou faute d'y satisf-
 » faire dans ledit temps de trois mois , être donné
 » avis à sa majesté par lesdits sieurs intendans
 » sur ce qu'ils estimeront le plus convenable , &
 » y être ensuite pourvu par sa majesté ainsi qu'il
 » appartiendra ».

Comme le délai fixé par ce règlement pouvoit
 paroître trop court , le conseil a rendu , le 23
 juin 1739 , un autre arrêt qui » ordonne que
 » les gens de Main-morte des pays du ressort du
 » parlement de Flandres , ensemble ceux qui sont
 » chargés de l'exécution ou administration des
 » fondations mentionnées audit arrêt (du 30
 » décembre 1738) , seront tenus , dans trois
 » mois , à compter du jour de la publication qui
 » sera faite du présent arrêt , de se conformer à
 » tout le contenu audit arrêt , du conseil du 30

„ décembre 1738 , sans qu'ils puissent espérer
„ aucun autre délai „.

Ces arrêts ne prononcent aucune peine proprement dite contre les gens de Main-morte qui ne satisferont pas à leurs dispositions ; ils ne punissent point leur négligence , en donnant aux héritiers ou représentans des fondateurs un droit acquis aux biens annexés à ces établissemens ; toute la peine , si c'en est une , qu'encourent les gens de Main-morte en cas de refus d'obéir à ces réglemens , c'est d'être jugés sur les seules observations des intendans , & alors même ils peuvent encore être confirmés par des lettres - patentes émanées du propre mouvement du roi. C'est la décision expresse de l'arrêt de 1738 , auquel se réfère celui de 1739 : *Pour après qu'il aura été satisfait à tout le contenu au présent arrêt , ou faute d'y satisfaire dans ledit temps de trois mois , être donné avis à sa majesté par lesdits sieurs intendans sur ce qu'ils estimeront le plus convenable , & y être ensuite pourvu par sa majesté ainsi qu'il appartiendra.*

La jurisprudence du parlement de Flandres vient à l'appui de ces réflexions. Les administrateurs de la fondation faite par le testament du sieur Herlemont , n'avoient satisfait à aucune des dispositions des deux arrêts du conseil que l'on vient de transcrire ; cependant un arrêt du 23 mai 1767 , rapporté plus haut , leur a accordé un délai d'un an pour obtenir du roi des lettres de confirmation ; ces lettres leur ont été accordées dans le mois de février 1768 , & un nouvel arrêt du 22 avril suivant , que l'on a attaqué inutilement par la voie d'opposition , en a ordonné l'enregistrement.

Les sœurs hospitalières qui s'étoient établies au Quesnoy en 1671, sans la permission du souverain, & qui, après la déclaration de 1738, n'avoient fait aucune des démarches prescrites par les réglemens cités, ont cependant obtenu au mois de mai 1769 des lettres-patentes de confirmation, & l'enregistrement en a été ordonné par arrêt du 9 juillet suivant, malgré l'opposition du baron de Potelles.

On ne peut rien de plus précis que ces deux décisions. Nous ne cacherons pas cependant qu'il en est intervenu depuis peu une autre qui semble, au premier abord, avoir jugé le contraire. On se rappelle le compte que nous avons rendu à l'article INSTITUTION, de l'affaire concernant l'établissement d'un *chapelain perpétuel* dans la paroisse de Marcoing, & la fondation du petit séminaire de Cambrai. Les exécuteurs testamentaires du sieur Crul soutenoient vivement que la cour ne pouvoit faire droit sur sa demande en nullité de ces établissemens, sans au préalable leur avoir accordé un délai pour solliciter auprès du roi des lettres de confirmation; & sur ce qu'on leur opposoit qu'ils ne s'étoient pas conformés dans le temps aux dispositions des arrêts du conseil de 1738 & 1739, ils faisoient voir que ces réglemens, destitués d'ailleurs de la forme essentielle de l'enregistrement, ne renfermoient rien qui pût les rendre non recevables à requérir un délai. Mais tous leurs moyens n'ont produit aucun effet. L'arrêt du 11 mai 1776 a prononcé la nullité des deux fondations, & sa décision a été confirmée par le conseil d'état & par routes les chambres du parlement de Flandres assemblées.

Cet arrêt a paru extraordinaire à bien des per-

sonnes , & il le feroit en effet s'il avoit jugé la question que nous agitions ici. Mais il y a tout lieu de croire qu'une circonstance particulière en a motivé les dispositions.

Les héritiers du sieur Crul avoient élevé , avant la déclaration de 1738 , plusieurs demandes en revendication contre les deux établissemens dont il s'agit. Ces contestations avoient été terminées respectivement par transactions des années 1703 , 1705 , 1727 , & par arrêt de la cour du 29 juillet 1717. A la vérité , il n'étoit pas prouvé qu'aucun des héritiers eût conclu directement à la nullité de l'une ou de l'autre fondation , & les exécuteurs-testamentaires avoient soin d'insinuer que chacun d'eux avoit borné ses efforts à des revendications fondées sur une prétendue indisponibilité des biens propres laissés par le sieur Crul. Mais , 1°. les exécuteurs - testamentaires , qui probablement avoient en mains toutes les pièces de ces procès , n'en produisoient aucune pour justifier ce qu'ils alléguoient à cet égard : 2°. ils avoient eux-mêmes en tête de leur mémoire de révision , que la plupart des biens du sieur Crul lui avoient tenu nature d'acquêts ; il n'étoit donc pas possible , de leur avén , que les quatre procès intentés par différens héritiers ne fussent que des revendications de propres indisponibles.

D'après cela , ne peut-on pas assurer que la cour a considéré le petit séminaire de Cambrai & la vicairie de Marcoing comme des établissemens dont la légitimité avoit été attaquée avant la déclaration de 1738 , & par conséquent , comme incapables , aux termes de l'article 9 de cette loi , de jouir d'une faveur accordée uniquement aux gens de Main-morte qui n'ont souf-

fert aucun trouble avant cette même époque ?
 3°. Cette circonstance seule suffit pour écarter l'allégation que l'on pourroit faire de l'arrêt du 11 mai 1776 , & des deux autres qui l'ont confirmé , contre l'opinion adoptée si formellement par ceux des 23 mai 1767 , 22 avril 1768 , & 9 juillet 1769.

4°. Quelque général que soit l'effet rétroactif porté par l'article 26 de la déclaration de 1738 , c'est aujourd'hui une jurisprudence constante , qu'il n'affecte point les rentes sur les particuliers que les gens de Main-morte avoient acquises antérieurement. Cette exception n'est pas écrite formellement dans le texte même de la loi ; mais elle résulte de son esprit. Il suffit , pour la sentir , de bien peser les termes de l'article cité :
 „ Les dispositions des articles 23 , 24 & 25 ,
 „ seront exécutées par rapport aux biens dont
 „ lesdits gens de Main-morte se sont mis en
 „ possession depuis le premier janvier 1681 ,
 „ sans avoir obtenu des lettres d'octroi , *confor-*
 „ *mément aux loix précédentes* , à la charge
 „ néanmoins de leur rendre ce qu'ils
 „ justifieront „.

Ces disposition prouvent de deux manières , sans réplique , que leur effet rétroactif ne peut pas s'entendre des rentes sur particuliers.

1°. Cet effet rétroactif est restreint aux biens que les gens de Main-morte ont acquis ou reçus sans lettres d'octroi , *conformément aux loix précédentes*. Le législateur n'entend donc pas y comprendre cette espèce de biens que les loix précédentes permettoient aux gens de Main-morte d'acquérir ou de recevoir sans lettres d'octroi. Or , il est d'une notoriété constante , que non seulement

les arrêts des cours , mais encore les décisions des anciens souverains des Pays-Bas , laissoient l'acquisition des rentes rachetables aussi libre aux gens de Main-morte qu'aux particuliers.

2°. La loi veut qu'en évinçant les gens de Main-morte des biens par eux acquis sans lettres d'octroi depuis le premier janvier 1681 jusqu'au premier octobre 1738 , on leur restitue ce qu'ils justifieront avoir payé pour ces acquisitions. On ne pourroit donc user de ce droit d'éviction , relativement à une rente constituée , qu'en restituant aux gens de Main-morte ce qu'ils auroient payé pour la constitution. En vain prétendrait-on imputer les arrérages sur le capital : lorsqu'un héritier reprend un immeuble , en vertu de l'article 26 , il est tenu d'en restituer le prix ; mais les fruits perçus restent toujours aux gens de Main-morte : il faudroit donc , par la même raison , que le prix de la constitution d'une rente fût rendu , indépendamment des arrérages payés , puisque ces arrérages tiennent lieu de fruits. Quel profit retireroit donc le débiteur d'une pareille éviction ? Aucun , & la chose reviendrait au même que s'il se libéroit par un remboursement pur & simple.

Nous avons dit que la jurisprudence avoit constamment excepté les rentes sur particuliers de l'effet rétroactif dont il s'agit ; en voici les preuves.

La dame de Talize avoit fondé , le 3 août 1696 , trois grand'messes , deux obits & une lampe ardente dans l'église de Beautien , succursale de celle de Soles-lès-Château en Hainaut : cette fondation étoit valable en elle-même ; mais comme la dame de Talize y avoit affecté des

rentes sur particuliers , la dame de Razoïr , son héritière , crut pouvoir les réclamer en vertu de l'article 26 de la déclaration de 1738. Le prévôt de Maubeuge accueillit son système ; mais la sentence de ce juge fut infirmée par arrêt rendu le 17 octobre 1744 , au rapport de M. Eloi.

Le nommé Bouchy , du village de Saint-Aubert en Cambresis , devoit à la communauté des chapelains de la métropole de Cambrai une rente qui avoit été constituée par ses père & mère le 25 avril 1733 : poursuivi pour le paiement de deux années d'arrérages , il soutint que la constitution étoit nulle , que la déclaration de 1738 avoit un effet rétroactif pour les rentes comme pour les biens-fonds , & qu'en remboursant le capital , on devoit lui imputer tous les arrérages par lui payés. Les bailli & hommes de fiefs de Saint-Aubert l'ont débouté de sa demande , & l'ont condamné purement & simplement à payer les arrérages dont il étoit question ; & leur sentence , après avoir été réformée par le bailliage de l'archevêché de Cambrai , a été confirmée par arrêt du mois d'août 1755 , au rapport de M. Ofarel.

Le sieur Dirix , demeurant à Bruxelles , étoit chargé , envers les sœurs grises d'Orchies , d'une rente constituée sans octroi avant 1738 : il en refusoit le paiement , & la prétendoit nulle. Un arrêt du mois de janvier 1763 , rendu au rapport de M. Remi d'Evin , l'a condamné à payer les arrérages qu'il devoit , & à continuer jusqu'au remboursement.

Les nommés Pillot , Bouvelle & consorts ont opposé les mêmes moyens aux religieuses du

Saint-Esprit au Catteau-Cambresis ; mais la rente dont il s'agissoit a été déclarée bonne & valable par arrêt du 5 janvier 1767 , au rapport de M. de Curgies.

Une semblable contestation s'est élevée entre les marguilliers de l'église de Naves & Joseph Dupuis , habitant du même endroit. Dambinne & sa femme avoient constitué au profit de leur paroisse une rente de cent quatre-vingts florins de capital , & ils y avoient hypothéqué leur jardin par devoirs de loi du 10 janvier 1718. Dupuis avoit épousé leur fille & reçu le jardin en dot : sur son refus de payer la rente , il fut appelé en justice. L'article 26 de la déclaration de 1738 fut la seule source où il puisa ses moyens de défense ; mais ils furent pros crits par sentence du bailliage de l'archevêché de Cambrai , du 9 octobre 1767 , confirmée par arrêt du 24 janvier 1769 , au rapport de M. Jacquerie.

Les religieuses de Saint-Lazare au Catteau Cambresis ont obtenu un arrêt semblable dans le mois de février 1775 , au rapport de M. l'abbé de Calonne.

L'article 29 de l'édit du mois d'août 1749 ordonne que toutes les demandes qui seront formées en exécution des dispositions de cette loi , seront portées directement aux grand'chambres des parlemens ou conseils supérieurs , privativement à tous autres juges. La déclaration de 1738 ne contient rien de semblable. De là naît la question de savoir quelle règle on doit suivre à cet égard dans le ressort du parlement de Douai. Rien de plus simple. L'édit de 1749 ne dispose que pour l'avenir , l'article 28 le déclare formellement ; ainsi il faut donc porter

directement en la cour toutes les demandes formées en conséquence d'actes postérieurs à l'enregistrement de cette loi ; & devant les juges ordinaires de première instance , toutes celles fondées sur la déclaration de 1738 & autres réglemens antérieurs.

Il y a à la vérité plusieurs causes de cette dernière espèce qui ont été portées directement en la première chambre du parlement ; mais ces exemples , contraires à l'ordre naturel & légal des juridictions , n'ont jamais fait loi ; ils ont même été condamnés par deux arrêts très-précis , quoique dans les espèces dont il s'agissoit toutes les parties consentissent de plaider en la cour. Le premier a été rendu à l'occasion du testament du sieur Nizet , mort le 27 mai 1749 , c'est-à-dire , plus de deux mois avant l'émanation de l'édit de la même année. Il est rapporté à l'article MAISON MORTUAIRE. Le second est du 24 décembre 1738. La confrérie des trépassés de la paroisse de saint Jacques à Douai étoit poursuivie en revendication d'une maison qui lui avoit été léguée en 1685 ; la veuve Caudrelier , qui étoit demanderesse , en qualité d'héritière du testateur , avoit adressé sa requête à la première chambre , en annonçant qu'elle en usoit ainsi pour se conformer à l'article 29 de l'édit de 1749 : mais par l'arrêt cité , intervenu au rapport de M. de Franqueville de Bourlon , la cour a renvoyé d'office les parties devant les juges de la gouvernance de Douai , sauf l'appel.

L'aliénation que des gens de Main - morte peuvent avoir faite de biens acquis par eux sans lettres-patentes , forme-t-elle une fin de non-recevoir contre les revendications des héritiers ou

des seigneurs ? Cette question ne présente de toutes parts que difficultés & épines ; tâchons de la simplifier par quelques distinctions.

D'abord il faut nécessairement convenir que les tiers-acquéreurs ne peuvent pas être évincés , lorsqu'ils ont possédé pendant un temps suffisant à la prescription. Il est vrai que les gens de Main-mortes sont incapables de prescrire un bien dont la loi leur interdit l'acquisition ; mais les particuliers à qui ils le transportent étant habiles à posséder , le sont aussi à s'en assurer le domaine par la prescription. Il ne faut pas même distinguer à cet égard si les gens de Main-morte qui ont aliéné sont valablement établis ou non ; dans un cas comme dans l'autre , le tiers-acquéreur peut toujours prescrire , parce qu'il ne faut pour cela qu'un titre coloré , titre qu'opère incontestablement tout acte d'aliénation fait par des personnes incapables de contracter , qu'une erreur involontaire & excusable faisoit regarder comme habiles (*).

Mais lorsque les tiers-acquéreurs n'ont pas prescrit , soit à défaut de titre coloré , soit à défaut d'une possession suffisante , ou enfin par toute autre raison que ce puisse être , peuvent-ils être évincés ? Première difficulté.

En cas de prescription de la part des tiers-acquéreurs , les gens de Main-morte qui ont aliéné doivent-ils être déchargés en restituant aux héritiers ou aux seigneurs revendicans le prix qu'ils ont reçu , ou sont-ils obligés de leur rendre une

(*) L. 2 , D. *de usurp. & usuc.* L. 2 , parag. 15 & 16 , D. *pro nutrore.* Voët , *ad dig.* lib. 4 , t. 3 , n. 5.

somme égale à l'estimation que l'on feroit du bien sur le pied de sa valeur actuelle ? Secondé difficulté.

Ces deux questions paroissent très-différentes ; cependant elles se réduisent l'une & l'autre à celle-ci : Lorsque les gens de Main morte sur qui on revendique un bien par eux acquis sans lettres d'octroi , se trouvent l'avoir aliéné , doit-on considérer ce bien comme existant encore en leur possession , en sorte que si le tiers-acquéreur n'a pas prescrit, ils soient obligés de le retirer de ses mains pour le restituer en nature ; & qu'en cas de prescription de la part de ce tiers-acquéreur , ils soient au moins tenus d'en fournir la valeur sur le pied de l'estimation qui en seroit faite s'ils le possédoient encore , & qu'un obstacle invincible les empêchât d'en faire une restitution réelle ?

Pour résoudre cette question , il faut distinguer les temps où les gens de Main-morte ont aliéné le bien qu'ils avoient acquis illégalement.

Il y a à cet égard trois distinctions à faire : ou l'aliénation est antérieure au premier janvier 1681, ou elle a été faite dans l'intervalle de cette époque au premier octobre 1738, date de l'enregistrement de la déclaration du 9 juillet précédent ; ou enfin, elle est postérieure à la promulgation de cette loi.

De ces trois hypothèses , la première & la troisième sont les plus aisées à résoudre.

1°. Lorsque les gens de Main-morte ont aliéné avant le premier de janvier 1681 , il est certain qu'ils ne peuvent plus être inquiétés par les héritiers de ceux qui leur avoient transmis le bien , ni par le seigneur dont ce bien est tenu. On a vu plus haut que la déclaration de 1738 ne porte point son

son effet rétroactif au delà du terme dont nous parlons ; & par conséquent , elle laisse subsister , pour tout le temps qui a précédé ce terme , la jurisprudence qui régloit alors les possessions des gens de Main-morte. Or , cette jurisprudence , loin d'interdire aux gens de Main-morte l'aliénation des biens qu'ils avoient acquis sans lettres d'octroi , leur en faisoit au contraire une loi expresse & formelle. On croyoit alors avoir rempli tout ce qu'exigeoient les loix & les placards , tout ce que pouvoit désirer le bien public , en les engageant , en les forçant même à mettre hors de leurs mains toutes leurs possessions illégales. Comment seroit-il possible après cela qu'ils fussent encore sujets à des recherches & à des poursuites , à raison des biens qu'ils ont aliénés dans de pareilles conjonctures ? Ils n'ont fait ces aliénations que sous les auspices & par les ordres des arrêts , dont les décisions subsistent encore pour tout ce qui est rétroactif à ces anciens temps. *Qui jussu judicis aliquid facit , non videtur dolo malo facere , quia parere necesse habet.* L. 167, §. 1, D. de regulis juris.

2°. Il en est tout autrement des aliénations postérieures à l'enregistrement de la déclaration de 1738. Cette loi a établi un nouvel ordre de choses & de principes ; elle a assuré des droits aux héritiers & aux seigneurs des vendeurs ou donataires sur les biens que les gens de Main-morte possédoient encore illégalement : elle a même regardé ces droits comme tellement sacrés , qu'elle n'a autorisé le ministère public à faire vendre les biens , qu'après avoir fait fixer un délai aux parens & aux seigneurs pour revendiquer , & avoir fait signifier & afficher , dans

les formes les plus solennelles , l'arrêt qui détermine ce délai. Par-là , les gens de Main-morte se trouvent dans un état à ne pouvoir rien faire ni concerter par rapport à leurs possessions non autorisées. S'ils ont fait leur déclaration dans l'année de l'enregistrement de la loi dont il s'agit , ils doivent attendre que le roi ait prononcé sur leur demande en confirmation , ou que , sur la réclamation de l'héritier ou du seigneur , on leur assigne un délai compétent pour rapporter des lettres d'octroi. S'ils ont omis de faire leur déclaration dans l'intervalle du premier octobre 1738 au premier octobre 1739 , ils ont perdu toute espérance d'obtenir des lettres de confirmation , & conséquemment les héritiers ou le seigneur ont acquis sur les biens des droits inaltérables : en un mot , la déclaration de 1738 leur lie absolument les mains ; il n'est donc pas à leur pouvoir d'aliéner au préjudice de ceux qui pourroient réclamer dans la suite.

3°. Mais que doit-on décider par rapport aux aliénations faites dans l'intervalle du premier janvier 1681 au premier octobre 1738 ? *Hic labor , hoc opus est.* Si nous consultons les principes , la question est assez douteuse ; & si nous recourons aux arrêts , nous ne savons plus quel parti prendre.

Il paroît , au premier abord , que l'on peut appliquer aux aliénations faites dans le temps dont il s'agit , tout ce que nous venons de dire par rapport à celles qui n'ont été faites qu'après l'enregistrement de la déclaration de 1738. En effet , cette loi nous oblige en quelque sorte , par l'effet rétroactif qu'elle se donne à elle-même , article 26 , de considérer toutes les acquisitions

faites depuis le premier janvier 1681 , du même œil que si elles étoient postérieures au premier octobre 1738 : elle les place , pour ainsi dire , en deçà de cette époque , afin qu'on puisse les juger conformément aux dispositions qu'elle renferme ; par - là , elle nous force de regarder les gens de Main - mortes comme incapables d'avoir acquis aucune propriété depuis le premier janvier 1681 jusqu'au premier octobre 1738 ; & si , comme il ne paroît pas possible d'en douter , l'incapacité absolue d'acquérir emporte celle de transmettre un bien que l'on auroit acquis de fait , n'est-il pas clair que l'on doit regarder les aliénations par eux faites dans l'intervalle dont il s'agit , comme nulles & non avenues ?

Ces raisons sont spécieuses ; elles ont même l'avantage d'avoir été adoptées par le plus grand nombre des arrêts rendus sur cette matière.

La demoiselle du Vauchelles avoit donné une maison aux carmes déchaussés de Lille , & un besoin pressant avoit forcé ces religieux de la vendre en 1728 , avec l'autorisation des mayeur & échevins de la même ville. Les héritiers de la donatrice s'étant pourvus contre le tiers-acquéreur avant que celui-ci n'eût atteint le terme fixé par la coutume pour la prescription , un arrêt du premier décembre 1750 , rendu au rapport de M. de Buissy , a décrété la mise de fait qu'ils avoient pratiquée , leur a adjugé en conséquence la maison qu'ils revendiquoient , a ordonné aux carmes déchaussés de restituer à l'acquéreur le prix qu'ils en avoient reçu , & les a condamnés aux dommages-intérêts à son égard , & aux dépens envers toutes les parties.

Le second arrêt est du 23 avril 1768. En

1717, Brigitte Fréca avoit donné aux jacobins de Cambrai quatre maisons situées dans la même ville. Ceux-ci en avoient vendu deux ; mais cette circonstance n'a pas empêché que l'arrêt ne déclarât toute la donation nulle , & n'adjudicât les quatre maisons aux héritiers de la donatrice.

Le troisième arrêt est le plus célèbre de tous. Les exécuteurs - testamentaires du sieur Crul , dont nous avons déjà parlé , avoient vendu une partie des biens affectés par le testateur aux fondations dont il s'agissoit. Bourdon & consorts demandoient la nullité de cette aliénation ; de leur côté , les exécuteurs - testamentaires soutenoient qu'elle devoit subsister , d'autant plus qu'ils ne l'avoient faite qu'en vertu du testament même ; & en conséquence , ils conclusoient à ce qu'en remettant aux héritiers le prix qu'ils avoient reçu de cette aliénation , ils fussent déclarés bien & valablement déchargés à cet égard. Mais leur défense n'a pas été plus heureuse sur ce point que sur les autres ; l'arrêt du 11 mai 1776 , confirmé au conseil , & en révision les 12 août suivant & 13 mars 1779 , a déclaré les ventes dont il étoit question nulles & de nul effet , sauf aux acquéreurs leur recours contre qui ils trouveroient convenir.

Quelques jurisconsultes m'ont paru croire que cet arrêt n'avoit pas décidé la question que j'agite ici ; ils se fondoient sur une différence qu'ils pensoient appercevoir entre une aliénation faite avant 1738 par des gens de Main - morte légitimement établis , & une aliénation faite dans le même temps au nom d'un établissement qui n'avoit point d'existence légale. Il est vrai que les deux fondations ordonnées par le testament du

sieur Crul ont été anéanties par le même arrêt qui a déclaré nulles les ventes que les administrateurs avoient faites des biens y énoncés ; mais en même temps il est certain que cette circonstance n'a point déterminé particulièrement la cour à annuler ces ventes : la preuve en résulte du dispositif même de l'arrêt. Le legs qu'avoit fait le sieur Crul à l'église de Marcoing ne tendoit pas seulement à l'établissement d'un chapelain *perpétuel*, mais encore à l'augmentation du gros de la cure ; c'est-à-dire, que le testateur n'avoit pas seulement voulu fonder un nouveau titre de bénéfice, mais aussi enrichir celui qui subsistoit déjà dans la même église. Or, l'arrêt a déclaré nulle toute aliénation qui pouvoit avoir été faite des biens affectés à l'un & à l'autre objet, & par conséquent a rejeté la distinction des ventes faites au nom d'un établissement nul, de celles faites par un corps légitimement établi. Voici comme il est conçu : » La
 » cour déclare nul & de nul effet le legs dont
 » il s'agit au procès, fait au profit de l'église de
 » Marcoing pour l'établissement d'un chapelain
 » en ladite église, & l'augmentation de la dotation
 » de la cure du même lieu ; en conséquence
 » adjuge aux demandeurs la propriété & jouissance
 » de tous les biens qui ont composé ce legs,
 » avec les fruits perçus depuis la demande judiciaire ; ordonne, suivant ce, aux défendeurs,
 » en leur qualité, de laisser suivre auxdits demandeurs cette propriété & jouissance, & de
 » leur remettre les titres & papiers concernant
 » lesdits biens ; déclare nulles & de nul
 » effet les ventes qui pourroient avoir été faites
 » de ces mêmes biens, sauf aux acquéreurs d'iceux

» leur recours contre ceux qu'ils trouveront con-
» venir ».

Les exécuteurs testamentaires fondoient principalement leur défense sur la prescription que les tiers-acquéreurs avoient légitimement acquise. » L'aliénation, disoient-ils dans leur mémoire de » révision, est antérieure à 1738 ; les acquéreurs » de ces biens ne pouvoient pas en être dépouillés » sans avoir été entendus : ils étoient possesseurs » de bonne foi , & cette bonne foi avoit opéré » une prescription légitime qui les mettoit à » l'abri de toute éviction ». Bourdon & consorts ont répondu fort à propos, que l'arrêt du 11 mai 1776 n'avoit ni jugé ni entendu juger que les possesseurs dussent être évincés nonobstant la prescription & tout autre moyen ; que cet objet feroit la matière d'autres questions à agiter contre eux , qu'ainsi les exécuteurs testamentaires supposoient gratuitement dans l'arrêt un mal jugé qui ne s'y trouvoit pas.

Voilà donc trois , ou plutôt cinq arrêts (car le troisième a été confirmé par deux autres) qui jugent formellement que les aliénations faites par des gens de Main-morte depuis 1681 jusqu'en 1738 , ne les mettent pas à couvert des revendications , lorsque les biens aliénés ont été acquis par eux sans lettres d'octroi. Mais cette jurisprudence est-elle conforme à l'esprit de la loi , & la raison , toujours plus ancienne , toujours plus respectable que les usages les plus enracinés , n'a-t-elle rien à opposer à des décisions aussi rigoureuses ?

Pour pouvoir être le terme d'une demande en revendication , il faut être possesseur de l'héritage réclamé , ou avoir cessé de l'être par dol. *Officium*

autem judicis in hac aëione in hoc erit ut judex inspiciat an reus possideat. L. 9, D. de rei vindicatione. Sed & is qui ante litem contestatam dolo desit possidere, tenetur in rem aëione, L. 27, §. 3, eod. tit.

D'après ce principe connu de tout le monde & dicté par la justice elle-même, que l'on puisse encore revendiquer sur des gens de Main-morte un bien par eux aliéné depuis 1738, rien de surprenant ni de contraire à l'intention de la loi : ils ont dû savoir que les héritiers & les seigneurs avoient des droits irrévocablement acquis à la réclamation de ce bien, & même en certain cas, sans être tenus de restituer le prix de l'acquisition primitive ; ils n'ont donc pu l'aliéner qu'en fraude de ces droits, & conséquemment s'ils ne sont plus possesseurs, c'est par l'effet d'une manœuvre que la loi condamne, *sed & is qui ante litem contestatam dolo desit possidere, tenetur in rem aëione.*

Mais peut-on dire la même chose des gens de Main-morte qui ont aliéné dans l'intervalle du premier janvier 1681 au premier octobre 1738 ? Depuis 1681, comme auparavant, la jurisprudence de tous les tribunaux permettoit, ordonnoit même à tous les corps de Main-morte qui acquéroient ou recevoient des immeubles sans la permission du prince, de les mettre hors de leurs mains dans un délai plus ou moins court, suivant les circonstances. Comment concevoir après cela qu'ils aient agi frauduleusement ? Ils ont obéi à des ordres irrésistibles & fondés sur les vues de bien public qui animoient alors les cours souveraines ; ce n'est donc point par dol qu'ils ont cessé d'être possesseurs, & on peut leur appliquer

la même maxime, qu'à ceux qui ont aliéné avant 1681, *qui jussu judicis aliquid facit, non videtur dolo malo facere, quia parere necesse habet.* L. 167, §. 1, D. de regulis juris.

En vain oppose-t-on l'effet rétroactif établi par l'article 26 de la déclaration de 1738, pour en conclure que l'on doit juger des acquisitions & conséquemment des aliénations faites depuis 1681 jusqu'à 1738, comme de celles qui ont pu être faites postérieurement à la promulgation de cette loi. Ce raisonnement porte à faux. L'article 26 prouve lui-même très-clairement que le législateur a entendu mettre une différence notable entre ces deux époques, en déclarant que les dispositions des trois articles précédens seront exécutées par rapport aux biens dont les gens de Main-morte se sont mis en possession depuis le premier janvier 1681 sans lettres d'octroi; il a soin d'ajouter, 1°. que les héritiers ou les seigneurs seront néanmoins tenus de restituer le prix des acquisitions qu'ils feront annuler sur le fondement de cet effet rétroactif: 2°. que ceux des gens de Main-morte qui n'auront pas été inquiétés dans leur possession avant l'enregistrement de la déclaration, pourront se retirer dans l'an vers sa majesté pour obtenir ses lettres de confirmation, s'il y échet.

Le motif qui a dicté ces deux exceptions se fait sentir de lui-même: la justice & la sagesse du législateur ne lui ont pas permis de sévir avec autant de rigueur contre les gens de Main-morte qui avoient acquis illégalement avant 1738, que contre ceux dont les acquisitions auroient été faites après cette époque. Ces derniers devoient être traités comme des rebelles, parce que la loi

avoit parlé d'une manière à écarter toutes les équivoques : les autres méritoient des ménagemens ; la jurisprudence des cours souveraines avoit amolli la rigueur des anciens placards ; les défenses d'acquérir étoient tellement modifiées , qu'elles se réduisoient presque à rien : il y avoit donc dans les réfractaires une espèce de bonne foi qui demandoit certains égards de la part d'un législateur sage & équitable. Voilà la vraie , la seule cause des deux exceptions apportées à l'effet rétroactif dont il s'agit. Le moyen après cela de considérer toutes les acquisitions faites avant 1738 , comme si elles avoient été faites après ? Le moyen de punir la bonne foi des gens de Main-morte qui n'ont aliéné que pour obéir à leurs juges souverains ? S'il est constant , aux termes d'une règle de droit , que *bonæ fidei possessor est qui auctore judice comparavit* (*) ; si cette maxime a servi de fondement aux deux exceptions dont nous venons de parler , ne peut-on pas dire aussi que celui qui a aliéné sous l'autorité & par les ordres de son juge , doit être censé l'avoir fait de bonne foi ; & , d'après cela , comment pourroit-on accuser les gens de Main-morte qui ont aliéné avant 1738 , d'avoir abdiqué leur possession par fraude ? Et si ce n'est point par fraude qu'ils ont cessé de posséder , comment les soumettre à une demande en revendication ?

A ces raisons , que l'on peut sans présomption appeler victorieuses , se réunit encore l'autorité de deux arrêts bien précis & bien formels.

Marie-Jeanne Wauquier , marchande à Lille ,

(*) L. 137 , D. de reg. jur.

avoit fondé par son testament du 30 septembre 1732, deux messes hebdomadaires dans l'église paroissiale de sainte Catherine, & avoit affecté à cette fondation une maison & dix mesures ou environ de terres labourables. Ses exécuteurs-testamentaires avoient vendu ces biens, & en avoient employé le prix en rentes, conformément aux ordres qu'elle leur en avoit donnés. Les héritiers ayant réclamé contre ces dispositions, il intervint une sentence interlocutoire du 14 février 1737, dont ils appelèrent au parlement. Par arrêt du 9 juillet 1739, rendu au rapport de M. de Castéele de la Briade, la sentence a été infirmée, la disposition dont il s'agissoit déclarée nulle & de nul effet, *ordonné en conséquence que les immeubles dont il étoit question au procès, ou les rentes qui les représentoient, appartiendroient aux héritiers.*

Les sœurs hospitalières de Saint-Julien de Cambrai avoient vendu, en 1710 & en 1714, deux maisons que Marie Dechy leur avoit léguées en 1696. Nicolas Doyen & conjoints demandoient la nullité de ces ventes; ils citoient avec la plus grande confiance les arrêts des premier décembre 1750 & 23 avril 1768, qui avoient adopté des conclusions pareilles aux leurs. Mais le défenseur des religieuses a si bien fait sentir l'irrégularité & l'injustice d'une prétention aussi rigoureuse, que Doyen & conjoints ont été déboutés par arrêt du 29 juillet 1775, au rapport de M. Cordier.

Une seule circonstance pourroit affoiblir l'autorité de ce dernier préjugé, du moins par rapport au Hainaut & à la Flandres; c'est que les gens de Main-morte du Cambresis n'avoient avant 1738

aucune loi qui leur défendît d'acquérir ni par conséquent de transmettre aucune propriété. C'est une vérité reconnue par des lettres-patentes du 21 mai 1777, portant règlement pour cette province, enregistrées au parlement de Flandres le 17 juin suivant (*). Le défenseur des hospitalières de

(*) La déclaration de 1738 ne parle nommément que de la Flandres & du Hainaut ; son silence par rapport au Cambresis a d'abord fait douter si l'on devoit comprendre cette province dans toutes les dispositions qu'elle renferme. Mais M. le chancelier d'Aguesseau a levé cette difficulté par une lettre adressée en 1738 à M. le procureur-général du parlement de Flandres. *Le Cambresis ; dit-il , fait partie du ressort de votre compagnie , & la déclaration est faite pour tous les pays du ressort du parlement de Flandres.*

Cette décision a donné lieu à une foule d'arrêts, qui, en conséquence de l'effet rétroactif porté par l'article 26 de la déclaration de 1738, ont déclaré nulles une infinité d'acquisitions que les gens de Main-morte du Cambresis avoient faites sans lettres d'octroi depuis le 1 janvier 1681.

C'est pour tempérer la rigueur de cette jurisprudence, qu'ont été données en 1777 les lettres-patentes dont on vient de parler. Voici comme elles sont conçues :

» Louis, &c. les trois ordres qui composent les états du
 » duché de Cambrai, pays & comté de Cambresis, nous
 » ayant fait représenter que le feu roi, notre très-honoré
 » seigneur & aïeul, pour empêcher qu'aucun corps & com-
 » munauté ne pût former de nouveaux établissemens sans
 » sa permission, ou qu'étant déjà autorisés, ils ne multi-
 » pliasent des acquisitions, qui, mettant hors du commerce
 » une partie considérable des fonds & domaines de notre
 » royaume, ont été regardés dans tous les temps comme
 » contraires au bien commun de la société, avoit jugé à
 » propos, dans les lettres-patentes en forme de déclaration
 » du 9 juillet 1738, non seulement d'affermir les loix ob-
 » servées dans les pays qui sont du ressort de notre parle-
 » ment de Flandres, avant qu'ils fussent réunis à notre
 » couronne, mais d'y ajouter des précautions encore plus
 » efficaces : que, voulant arrêter & punir les prévarications

saint Julien faisoit très-adroitement valoir cette circonstance. » On cite à la vérité, disoit-il, des

» faites aux anciennes loix , il avoit ordonné par l'article
 » 26, que les dispositions des articles 23, 24 & 25, seroient
 » exécutées par rapport aux biens dont les gens de Main-
 » morte se seroient mis en possession depuis le premier
 » janvier 1681, sans avoir obtenu de lettres d'octroi, con-
 » formément aux loix précédentes : que cette disposition
 » paroissant ne pouvoir regarder les gens de Main-morte
 » du Cambresis, parce que cette province n'avoit jamais
 » eu de loix prohibitives à cet égard, & que les dernières
 » des anciennes loix, rappelées dans ladite déclaration,
 » avoient été portées par Charles-Quint dans un temps où
 » Cambrai & le Cambresis étoient encore gouvernés par
 » ses évêques, avoit jeté lesdits gens de Main-morte dans
 » l'erreur de croire que l'intention du souverain n'avoit
 » point été de les y assujettir ; qu'ils s'étoient confirmés dans
 » cette erreur, en voyant que cette même déclaration,
 » qui faisoit mention expresse de la Flandres & du Hai-
 » naut, ne parloit point du Cambresis ; qu'enfin, ils avoient
 » encore donné plus de confiance à cette idée, en apprenant
 » que le parlement de Flandres, dans l'incertitude de ce
 » qu'il en devoit penser, s'étoit adressé au roi notre très-
 » honoré seigneur & aïeul, pour connoître sa volonté sur
 » ce point ; que cette erreur leur est devenue très-préju-
 » diciable, en les empêchant de profiter du délai accordé à
 » tous les corps & communautés de la Flandres & du Hai-
 » naut, par la même déclaration & par les lettres-patentes
 » interprétatives d'icelles du 23 juin 1739, pour faire,
 » pardevant les commissaires nommés à cet effet, leur
 » déclaration des biens dans la possession desquels ils vou-
 » loient demander d'être maintenus ; que le défaut d'avoir
 » rempli cette formalité dans le terme prescrit, met lesdits
 » gens de Main-morte du Cambresis dans l'impuissance
 » d'obtenir les lettres d'octroi nécessaires pour être confir-
 » més dans les biens par eux acquis depuis 1681 ; que
 » quantité d'établissmens utiles au public ont déjà souffert
 » des échecs considérables ; que la plupart sont menacés
 » d'une ruine prochaine : que ces considérations obligeoient
 » les trois ordres qui composent les états du Cambresis, de

» arrêts de 1750 & de 1768 , qui ont adopté des
» demandes semblables à celles de Doyen & con-

» nous supplier de faire jouir lesdits gens de Main-morte
» de la même grâce dont ont joui ceux de Flandres &
» de Hainaut. Des représentations fondées sur des motifs si
» puissans nous ont paru mériter qu'après les avoir reçues
» favorablement , nous y eussions égard. Nous entrerons
» par-là dans le véritable esprit des rois nos prédécesseurs ,
» qui se sont toujours réservé la liberté d'examiner les
» inconvéniens ou l'utilité des établissemens pour lesquels
» on leur demandoit des lettres d'octroi , & le pouvoir de
» les accorder ou de les refuser comme ils jugeroient con-
» venir ; & nous nous portons d'autant plus volontiers à
» donner aux représentans ce témoignage de justice &
» de bienfaisance , que , loin de déroger aux loix anté-
» rieures , il sert à les confirmer. A ces causes & autres à
» ce nous mouvant , de l'avis de notre conseil & de notre
» certaine science , pleine puissance & autorité royale ,
» nous avons par ces présentes signées de notre main ,
» dit , statué , ordonné , disons , statuons & ordonnons ,
» voulons & nous plaît ce qui suit :

» ARTICLE I. Les gens de Main-morte du duché de
» Cambrai , pays & comté de Cambresis , qui , au 31 oc-
» tobre 1738 , jour de l'enregistrement de notredite déclá-
» ration , étoient en possession légitime de biens situés audit
» Cambresis , par eux acquis ou à eux donnés depuis le
» premier janvier 1681 , pour lesquels ils n'auroient point
» obtenu de lettres d'octroi , seront tenus de remettre au
» sieur intendant & commissaire départi pour l'exécution
» de nos ordres en Hainaut , que nous avons commis &
» cométtions à cet effet , les demandes qu'ils nous auroient
» déjà présentées ou qu'ils pourront présenter ci-après
» pour être confirmés dans la possession desdits biens ; en-
» semble les contrats & actes en vertu desquels ils en
» jouissent , & autres pièces justificatives , le tout dans le
» délai d'un an , porté par l'article 26 de notredite déclá-
» ration , lequel délai sera compté à commencer du jour
» de l'enregistrement des présentes , jusques & compris pa-
» reil jour de l'année suivante ; après lequel jour ils ne
» pourront plus y être reçus , sous quelque prétexte que ce
» soit.

» sorts ; mais s'il n'y a pas eu de circonstance
» particulière dans ces affaires, on peut dire que

» II. Ledit sieur intendant & commissaire départi fera
» inscrire sur un registre par lui coté & paraphé, le
» jour que lesdites demandes & pièces mentionnées dans
» l'article précédent auront été remises par lesdits gens de
» Main-morte, dont il leur sera donné un extrait certifié
» dudit sieur intendant : voulons qu'en cas que les gens
» de Main-morte qui auront satisfait au contenu dans
» l'article précédent dans le délai porté, soient troublés
» dans la possession desdits biens, avant qu'il ait été statué
» par nous sur leurs demandes, il leur soit accordé, en rap-
» portant ledit extrait ainsi certifié, un délai compétent,
» qui ne pourra être moindre que d'un an, pendant lequel
» il sera surfis absolument au jugement des demandes qui
» seront formées contre eux à cet égard.

» III. Après que ledit sieur intendant & commissaire
» départi aura examiné lesdites demandes & pièces qui y
» auront été jointes, il nous les enverra avec son avis,
» pour être lesdites demandes par nous accordées, s'il ne
» s'y rencontre aucun obstacle, autre que celui résultant
» de l'article 26 de notre déclaration du 9 juillet 1738.

» IV. Voulons que lorsqu'il paroîtra que quelques-unes
» desdites demandes auront été rejetées, il soit passé outre
» au jugement de celles qui pourront être formées par les
» parties intéressées, conformément à notredite déclaration ;
» & ce, nonobstant toutes surseances qui auroient été
» accordées auxdits gens de Main-morte avant ces présentes :
» ce qui sera observé, à peine de nullité de tout ce qui
» sera fait au préjudice de la présente disposition.

» V. Entendons que les jugemens définitifs portés depuis
» le 9 juillet 1738 jusqu'au jour de l'enregistrement des
» présentes, contre lesdits gens de Main-morte, en confor-
» mité de notredite déclaration, soient exécutés sans qu'on
» puisse se prévaloir contre lesdits jugemens d'aucunes
» des dispositions contenues dans les articles précédens.

» VI. Voulons pareillement que les droits de ceux qui
» ont formé des demandes en justice contre lesdits gens de
» Main-morte, avant l'enregistrement des présentes, soient
» & demeurent conservés dans leur force & vertu, sans

» la cour ne s'est pas fondée sur la déclaration de
» 1738, qui, en effet, n'a point de disposition
» qui autorise à inquiéter les gens de Main-
» morte qui n'ont plus de biens immeubles; mais
» que, prenant en considération que cette loi a
» rendu aux anciens placards toute leur force &
» toute leur vigueur, la cour aura estimé que
» les gens de Main-morte ont toujours été inca-
» pables d'acquérir comme de transmettre aucune
» propriété. Mais outre que ce moyen ne paroît
» pas selon l'esprit de la déclaration de 1738,
» assez rigoureuse par elle-même pour qu'on ne
» se porte pas à étendre ses dispositions, c'est
» qu'il ne pourroit pas être appliqué avec justice

» qu'on puisse leur opposer aucunes dispositions contenues
» es présentes. Si donnons en mandement, &c. »

Ces lettres-patentes ont été enregistrées, à la charge,
1°. que ces mots *possession légitime*, contenus dans l'article
premier desdites lettres, seront entendus d'une possession
paisible, & sans qu'il y ait aucune demande formée contre
eux avant l'enregistrement des présentes : 2°. que l'article
4 desdites lettres-patentes aura lieu, non-seulement à l'égard
des demandes formées par les parties intéressées, mais aussi
à l'égard de celles formées par le seigneur immédiat ou
le procureur-général du roi : 3°. que le seigneur roi sera
très-humblement supplié de faire arrêter en son conseil, des
états concernant les demandes qui seront faites par lesdits
gens de Main-morte pour être confirmés dans la posses-
sion des biens par eux acquis depuis le premier janvier
1681 jusqu'au 31 octobre 1738, dont sera envoyé une
expédition à la cour, ensemble de ce qui aura été décidé
sur chacune desdites demandes, conformément au prescrit
des lettres-patentes du 23 juin 1739; après lequel mois
ledit seigneur roi permettra qu'il ne soit plus pris égard
par ladite cour aux lettres d'octroi particulières qui pour-
roient lui être surprises par importunité pour des biens ac-
quis ou donnés depuis le premier janvier 1681.

» aux gens de Main-morte du Cambresis, qui ne
 » connoissoient pas de défenses avant 1738 ».

Il est difficile de croire que ce raisonnement ait influé sur l'arrêt, car il ne présente qu'un sophisme. La déclaration de 1738, en portant son effet rétroactif au premier janvier 1681, même pour le Cambresis, a assimilé entièrement cette province à celle de Flandres & de Hainaut : si donc ses dispositions avoient rendu les gens de Main-morte de Flandres & Hainaut, incapables d'aliéner avant 1738 les biens par eux acquis illégalement depuis 1681, il faudroit dire la même chose par rapport au Cambresis : ce n'est même que sur le fondement de cette identité de provinces, qu'ont été rendus, pour ce pays, les arrêts des 23 avril 1768 & 11 mai 1776, directement contraires à celui des hospitalières de S. Julien. Les anciens placards portés pour la Flandres & le Hainaut sont très-indifférens à la question, parce que la déclaration de 1738, loin de leur avoir rendu toute leur autorité, a au contraire approuvé à certains égards les adoucissmens que leur avoit donnés la jurisprudence de toutes les cours souveraines. On en a vu la preuve dans les deux restrictions de l'effet rétroactif établi par l'article 26.

Questions mixtes sur les établissemens & acquisitions des gens de Main-morte.

Les loix concernant les gens de Main-morte sont-elles personnelles ou réelles ?

La personnalité d'un statut ne peut résulter que de deux causes, ou de ce qu'elle détermine l'état universel d'une personne ; tel est celui qui
 fixe

fixe à 25 ans la majorité & la faculté d'aliéner, qui en est la suite; ou de ce qu'il fait à l'état d'une personne une exception dont l'objet est personnel; tel est celui qui défend à une femme majeure de s'obliger pour autrui. Par la même raison, une loi ne peut être réelle que de deux manières, ou en disposant des choses abstractivement à l'état des personnes; telles sont celles qui règlent les successions; ou en faisant à l'état des personnes une exception dont l'objet est réel, c'est-à-dire, qui, laissant une personne dans son état, lui défend un acte réel dont son état la rend capable, ou lui permet un acte réel dont son état la rend incapable; tel est un statut qui défend à un majeur d'aliéner plus du tiers de ses propres, ou qui permet à un mineur de vendre une portion de ses immeubles.

D'après cela, il est clair que les loix relatives à l'établissement des gens de Main-morte sont personnelles, puisqu'elles en déterminent l'état, soit en autorisant leur existence, soit en la détruisant; & par conséquent elles doivent porter leur empire jusque sur les biens situés hors de leur territoire. Ainsi les séminaires établis sans lettres-patentes dans les ressorts des parlemens de Toulouse, de Bordeaux & de Rouen, depuis l'enregistrement de l'édit de 1749, jusqu'à celui de la déclaration de 1762, qui les a confirmés, peuvent valablement acquérir (avec des lettres-patentes) des biens situés dans le ressort du parlement de Douai, où la déclaration citée n'a point été enregistrée.

La raison en est simple. Dès qu'un corps existe légitimement, dès qu'il est capable par état de contracter & d'acquérir, son existence &

sa capacité doivent influencer sur les biens même situés hors de la sphère de la loi qui lui a donné l'une & l'autre. Le principe , que l'autorité des loix est bornée par leur territoire , n'est pas contraire à cette décision : dans notre espèce , la jurisprudence belge ne souffre aucune infraction en permettant les acquisitions que les séminaires établis sans lettres-patentes depuis 1749 , jusqu'en 1762 , dans un ressort étranger , peuvent avoir faites dans son territoire ; il lui suffit que ces acquisitions soient faites conformément aux règles qu'elle prescrit ; les établissemens considérés en eux-mêmes ne la regardent pas ; dès qu'ils sont autorisés dans le lieu de leur existence , elle n'a rien à dire. En un mot , les acquisitions que ces corps font des biens soumis à son empire , ne changent rien à son esprit , puisqu'elle veut elle-même que les corps légitimement établis puissent les faire en observant certaines formalités ; elle défère seulement à la qualité de légitimes que la loi domiciliaire donne à ces personnes idéales.

Par la même raison , les séminaires établis sans lettres-patentes dans le ressort du parlement de Douai depuis 1636 , ne peuvent acquérir , même en vertu de lettres d'octroi , des biens situés dans les ressorts des parlemens de Toulouse , de Bordeaux , de Rouen , &c. & la raison en est aussi claire que décisive. Avant qu'un corps puisse acquérir , il faut qu'il existe ; or , quelle est la loi qui doit juger de son existence , ou , ce qui revient au même , de sa légitimité , si ce n'est celle dans le territoire de laquelle il est établi ?

Examinons maintenant la nature des loix concernant les acquisitions que peuvent faire des gens de Main-morte dont l'existence est légitime.

Ces établissemens peuvent être rangés en deux classes différentes : les uns sont capables par état de contracter , d'acquérir & de posséder ; les autres en sont incapables par leur institution. La capacité des premiers est générale, elle embrasse les meubles & les immeubles ; ils en ont joui long-temps sans bornes & sans exceptions : dans la suite , on a jugé à propos de la gêner & de la restreindre ; mais la gêne & la restriction que l'on y a mises ne tombent que sur les immeubles ; du reste ils peuvent aujourd'hui , comme autrefois , contracter & s'obliger personnellement , acquérir & posséder des meubles , en un mot , ils ont encore la même capacité d'état qu'auparavant.

Cette seule réflexion écarte toute difficulté.

1°. La loi qui défend aux gens de Main-morte de la première classe d'acquérir , ne leur donne point un état , elle les laisse dans celui que les principes généraux leur attribuent , & se contente d'apporter une exception à la capacité indéfinie qui en résulte. On ne peut donc pas lui appliquer la première des causes qui contribuent à la personnalité d'un statut.

2°. L'exception que cette loi apporte à l'état des gens de Main-morte à un objet réel , savoir , l'acquisition de biens immeubles ; ainsi la seconde cause de la personnalité des statuts n'y est pas plus applicable que la première : cette loi est donc nécessairement réelle.

C'est aussi ce que le parlement de Flandres a jugé dans l'espèce suivante. Les Brigittines de Douai avoient acquis , dans l'intervalle de 1681 à 1749 , des immeubles situés en Artois : comme elles n'avoient pas obtenu de lettres-patentes confirmatives de leur acquisition , les héritiers des

vendeurs se sont pourvus en justice pour la faire déclarer nulle, sur le fondement de l'effet rétroactif, établi, ainsi qu'on l'a vu ci-devant, par l'article 26 de la déclaration du 9 juillet 1738; & en conséquence il est intervenu, le 9 mai 1776, arrêt au rapport de M. l'abbé de Dion, qui leur a adjugé leur demande. Les brigittines ont pris une requête civile contre ce jugement, &, pour la faire entériner, elles ont observé, ce qui avoit été omis par leur premier défenseur, que les biens revendiqués sur elles étoient situés en Artois, que par conséquent ils n'étoient soumis qu'à l'édit de 1749, & que, quoiqu'elles fussent domiciliées dans une ville où la déclaration de 1738 étoit en pleine vigueur, cette loi ne formoit qu'un statut réel, & ne pouvoit s'étendre hors du ressort du parlement de Flandres. Ces raisons ont produit tout l'effet que les Brigittines avoient lieu d'en attendre. Par arrêt du 24 janvier 1777, rendu sur les conclusions de M. le Comte de la Chaussée, avocat-général, la cour prononçant à la fois sur le rescindant & sur le rescisoire, parce que les héritiers revendiquans passèrent condamnation volontaire à l'audience, a entériné la requête civile, & maintenu les religieuses dans la propriété & possession des biens dont il s'agissoit.

Cet arrêt juge nettement que la prohibition d'acquérir des immeubles, prononcée contre les gens de Main-morte de la première classe, ne forme qu'un statut réel.

Il en est autrement de la permission que leur accordent quelques loix d'acquérir certains biens: cette permission est une conséquence de leur capacité d'état, elle ressemble à la faculté d'aliéner

qui est inhérente à l'état de majeur, & par conséquent elle est personnelle; elle doit donc comprendre les biens situés hors du territoire dans lequel sont établis les gens de Main-morte auxquels elle est accordée; mais il faut pour cela qu'il n'y ait point de loi prohibitive sur le même objet dans le lieu de la situation : car la défense d'acquérir formant un statut réel, & le statut réel l'emportant toujours sur le statut personnel, quand ils concourent ensemble, il est évident que la permission accordée par la loi domiciliaire ne peut autoriser les acquisitions que des gens de Main-morte voudroient faire dans le territoire d'une loi qui leur en ôte la faculté.

Ainsi le statut qui permet aux gens de Main-morte de la première classe d'acquérir certains biens, quoique personnel de sa nature, n'a cependant pas plus d'effet qu'un statut réel. Nous venons de dire qu'il ressemble à celui qui permet à un majeur d'aliéner ses biens; en effet, une loi de cette dernière espèce est constamment personnelle, puisque la permission qu'elle accorde est conforme à l'état & à la condition de la personne; néanmoins elle ne peut pas agir sur des fonds situés en des coutumes qui interdisent absolument la disposition des biens, ou qui la limitent à une certaine quotité; & cela, parce que ces coutumes forment des statuts réels, qui, dans le concours, l'emportent toujours sur les personnels.

Les gens de Main-morte de la seconde classe, c'est-à-dire, ceux que leur état rend incapables de contracter, d'acquérir, de posséder, sont tous les monastères dévoués par leur institution à la mendicité & à l'indigence. Comme cette incapacité forme proprement leur état, il paroît

hors de doute que l'on doit considérer la loi qui la leur attribue comme personnelle.

Cette conséquence n'est cependant pas sans difficulté. La plupart des religieux mendiants possèdent aujourd'hui des immeubles ; ils sont même regardés comme capables d'accepter des donations modiques de meubles. On peut donc , ce semble , les mettre sur la même ligne que les autres gens de Main-morte , & dire qu'ils sont capables par état de contracter , d'acquérir & de posséder ; que les défenses portées contre eux relativement aux acquisitions trop considérables , ne sont que des exceptions à leur capacité générale , & que l'objet de ces exceptions étant réel , les défenses doivent l'être également.

Voici néanmoins ce qui me fait pencher pour la personnalité de ces sortes de loix. Je remonte à l'institution primitive des religieux mendiants ; je les trouve dévoués à une indigence absolue , incapables de posséder la moindre chose , & réduits par leur règle à attendre toute leur subsistance des aumônes des fidèles. Voilà ce qui forme leur état véritable & proprement dit : les permissions que quelques-uns de ces ordres ont ensuite obtenues , ou les licences qu'ils ont prises de posséder une certaine quantité d'immeubles , & d'accepter des donations de meubles , tout cela apporte bien quelques exceptions à leur incapacité , mais ne l'efface point. A travers leurs possessions , on découvre toujours des êtres purement passifs ; & quelques efforts qu'ils fassent pour secouer le joug de leur première règle , elle règne toujours sur eux , & ne cesse pas un instant de les *affecter* ; ce qui forme proprement le caractère des loix personnelles.

De là résultent deux conséquences bien simples. Les loix qui interdisent aux religieux mendiens toute acquisition & possession de biens, n'étant que des corollaires de leur état, doivent être considérées comme personnelles, & s'étendre par tout : mais les loix qui les autorisent à acquérir & à posséder certains biens, étant du nombre de celles qui permettent un acte réel que l'état défend, sont vraiment réelles, & n'ont aucune influence sur les fonds situés hors de leur territoire.

Ainsi les loix concernant les religieux mendiens sont d'une nature directement opposée à celle des loix concernant les gens de Main-morte de la première classe ; car on a vu il n'y a qu'un instant, que les statuts qui défendent à ceux-ci d'acquérir sont réels, & que ceux qui le leur permettent sont personnels. La raison de cette différence se présente d'elle-même : la défense d'acquérir prononcée contre les religieux mendiens, est une conséquence de leur état, au lieu que celle prononcée contre les gens de Main-morte de la première classe, en est une exception : & la permission accordée aux religieux mendiens d'acquérir certains biens, est une exception à leur état, au lieu que celle accordée aux gens de Main-morte de la première classe, en est une conséquence.

Voici une question beaucoup plus difficile que la précédente. Dans toute l'étendue de la domination françoise, on ne peut constituer à prix d'argent aucune rente héréditaire au profit des gens de Main-morte ; mais cela est permis dans les Pays-Bas Autrichiens par l'article 12 du placard de 1753. Dans cette diversité de loix, un homme

domicilié à Paris constitue à prix d'argent une rente au profit d'une communauté de Bruxelles ou de Mons ; ou réciproquement une communauté de Paris donne de l'argent en rente à un homme domicilié à Bruxelles ou à Mons. Le débiteur est en défaut de payer ; la communauté le poursuit devant son juge naturel : est-ce par les principes admis dans le domicile du débiteur , ou par les règles établies dans l'endroit où existe la communauté , qu'il faut décider la cause ?

Une rente peut être considérée activement & passivement. Considérée activement , elle existe dans la personne , & se règle par les loix du domicile du créancier : considérée passivement , elle existe dans la personne , & dépend des loix du domicile du débiteur. Ainsi notre question se réduit à savoir si dans les deux espèces proposées il faut décider par l'actif ou par le passif : si c'est par l'actif , le débiteur doit être condamné dans la première , & absous dans la seconde : si c'est par le passif , il doit être absous dans la première , & condamné sous la seconde.

Il faut pour la validité d'un contrat de constitution de rente , deux conditions qui me paroissent indispensables ; la première , que le créancier puisse posséder la rente ; la seconde , que le débiteur puisse être contraint de la payer. Je ne crois pas que l'on puisse me contester ce principe.

Cela posé , je dis , 1°. qu'une communauté de Paris ne peut acquérir une rente sur un particulier de Bruxelles. La loi de Paris empêche la partie active de cette rente d'exister sur la tête de la communauté ; or , il est impossible qu'une

rente existe passivement dans le débiteur, si elle n'existe activement dans le créancier, de même qu'il est impossible qu'il y ait un débiteur sans créancier.

Je dis, 2°. qu'une communauté de Bruxelles ne peut acquérir une rente sur un particulier domicilié à Paris. Il est vrai qu'elle peut posséder l'actif de cette rente, mais la loi de Paris s'oppose à l'exercice qu'elle voudroit en faire, & elle en a le droit, puisque le débiteur étant le terme des poursuites du créancier, c'est à la loi qui régit la personne du débiteur à régler ces poursuites : si donc elle les interdit absolument, le créancier ne sera point à la vérité privé de son actif, mais il ne pourra en tirer aucun avantage, parce qu'il ne peut l'exercer dans un territoire étranger, malgré la loi qui y domine. C'est ainsi que la coutume du domicile du débiteur décide seule & sans le concours de celle du créancier, si l'un est mis par la prescription à l'abri des recherches & des poursuites de l'autre.

Mais cet exemple tiré de la prescription ne détruit-il pas ce que j'ai avancé en premier lieu sur le cas où des gens de Main-morte établis à Paris donneroient de l'argent en rente à un habitant des Pays-Bas Autrichiens ? En effet, pour juger si une rente est prescrite, on ne considère absolument que le domicile du débiteur ; on n'a aucun égard à celui du créancier : pourquoi donc la loi domiciliaire d'une communauté entreroit-elle dans la balance pour décider si cette communauté peut être créancière d'une rente ? Celle du domicile du débiteur ne devroit-elle pas juger la question, seule & sans le concours de l'autre ?

Non, & pour sentir le vice de cette comparaison, il suffit de connoître la différence d'une loi qui déclare une dette prescrite, d'avec celle qui rend une personne incapable d'en posséder l'actif.

La loi qui déclare une dette prescrite, n'en ôte pas l'actif au créancier, elle ne fait qu'opposer une barrière aux poursuites qu'il voudroit faire contre le débiteur. Cela est si vrai, que la prescription est généralement reconnue pour n'être qu'une exception, & que le juge ne peut la suppléer d'office, quand le débiteur à qui elle est acquise néglige de s'en prévaloir. Ainsi elle n'agit pas sur le créancier, mais seulement sur le débiteur; & c'est avec raison que nos meilleurs auteurs enseignent qu'elle ne peut être établie par la loi du domicile du premier, mais seulement par celle du domicile du second.

Il n'en est pas de même d'une loi qui déclare quelqu'un incapable de posséder l'actif d'une rente; cette loi agit directement sur la personne de l'incapable, elle écarte, pour ainsi dire, loin de lui la créance, & l'empêche d'exister sur sa tête : or, à qui appartient le pouvoir d'établir une pareille loi, si ce n'est au souverain de la personne même ?

Pour tout dire en un mot, on peut bien, comme je l'ai fait, comparer au statut de la prescription, celui qui, sans ôter à un créancier l'actif de sa dette, l'empêche d'en exiger le paiement : mais il n'y a aucune analogie entre le statut qui déclare une dette prescrite, & celui qui ôte à un créancier l'actif de sa dette.

Deux arrêts du parlement de Douai viennent à l'appui de ces réflexions. Ils ont décidé l'un &

l'autre , que des communautés établies à Douai n'avoient pu , dans l'intervalle de la déclaration de 1738 à l'édit de 1749 , acquérir des rentes sur des particuliers domiciliés en Artois , quoique les gens de Main-morte de cette province fussent alors capables de posséder de pareilles rentes.

Le premier de ces arrêts est du 8 janvier 1762 ; il a confirmé , au rapport de M. de Marescaille , une sentence de la gouvernance de Douai , du 27 mars 1760 , qui avoit déclaré nul un contrat de constitution de rente passé le 1 octobre 1748 par la veuve Piéracle , domiciliée à Brebières en Artois , au profit des bigittins du couvent de Douai ; & en conséquence , avoit condamné la caution de la veuve Piéracle à rembourser le capital à ces religieux , en y imputant les arrérages qui en avoient été payés.

Le second arrêt a été rendu le 15 juillet 1769 , au rapport de M. de Curgies. Les jésuites du collège d'Anchin à Douai avoient , par acte du 9 septembre 1747 , donné sous un nom interposé 30000 livres en rente au marquis de Longastres , domicilié en Artois. A la dissolution de la société , ils engagèrent la veuve de leur prête-nom à transporter son prétendu contrat à un sieur de Reux , très-prôche parent d'un de leurs confrères , afin de se le conserver & de le mettre à l'abri des recherches du collège d'Anchin : mais cette manœuvre ne tarda pas à éclater ; les administrateurs du collège poursuivirent le marquis d'Houchain , fils & héritier du constituant , pour le faire condamner au paiement des arrérages. Le marquis d'Houchain , de son côté , fit assigner le cessionnaire de la veuve du prête-nom , pour faire juger , entre le collège & lui , à qui la rente

devoir appartenir ; & en cas qu'elle fût adjugée au collège , il demanda que les intérêts par lui payés fussent imputés sur le capital , attendu , disoit-il , que dans cette hypothèse le contrat seroit nul , aux termes de la déclaration de 1738 , qui rend les gens de Main-morte du ressort du parlement de Douai incapables de posséder des rentes sur des particuliers. Le collège opposoit à cette demande , que la déclaration de 1738 n'avoit pas été enregistrée en Artois ; que la défense d'acquérir des rentes sur des particuliers n'avoit lieu en cette province , pour les gens de Main-morte , que depuis l'édit de 1749 , qui , n'ayant point d'effet retroactif , ne pouvoit annuler un acte passé en 1747.

L'arrêt qui a terminé cette contestation est conçu en ces termes : » La cour déclare » l'acte du 9 septembre 1747 , dont il s'agit au » procès , en tant qu'il contient constitution de » rente , nul & de nul effet ; déclare pareillement » que la somme de 30000 livres reprise audit » acte , appartient au collège d'Anchin ; en conséquence , condamne ledit marquis d'Houchain » de payer audit collège ladite somme de 30000 » livres ; lui permet néanmoins d'imputer en diminution d'icelle les sommes qu'il justifiera avoir » payées à titre d'intérêts «.

Après deux décisions si formelles , il ne peut plus y avoir de difficulté à dire qu'une communauté ne peut acquérir un contrat de constitution de rente sur un particulier , à moins que la loi du domicile du débiteur ne s'accorde pour le lui permettre avec celle du lieu où elle est établie.

De là naît une autre difficulté. Un particulier

domicilié à Bruxelles constitue sur sa personne une rente au profit d'une communauté de la même ville : dans la suite , il quitte Bruxelles & vient s'établir en France : quel effet produira ce changement de domicile ? Dans cette espèce , la loi qui a présidé à cette constitution permettoit au créancier d'acquérir , & obligeoit le débiteur de payer : la rente étoit donc valable dans son principe. Le changement de domicile du débiteur ne prive point le créancier de son actif ; mais ne l'empêche-t-il pas de l'exercer sur une personne devenue sujette des loix françoises ? Il paroît d'abord qu'il en devroit être ainsi. Nous venons de comparer la loi qui , sans ôter au créancier l'actif de sa dette , dispense néanmoins le débiteur de payer à celle qui déclare une dette prescrite. Or , en matière de prescription , il paroît assez constant que lorsqu'il n'y a point d'endroit convenu pour le payement , il faut régler , non par la loi du lieu où le débiteur étoit domicilié au temps du contrat , mais par celle du lieu où il a depuis transféré son domicile (*). Ne sembleroit-t-il pas , par la même raison , que le débiteur dont il s'agit dans notre espèce dût , en vertu de son établissement en France , être dispensé de continuer le payement de la rente , comme le sont tous les débiteurs de celles constituées au profit de gens de Main-morte étrangers du royaume ?

Cette conséquence est assez spécieuse ; mais deux raisons nous empêchent de l'adopter. 1°. Les

(*) Boullenois , sur Rodemburg , t. 1 , p. 530. Huberus , lib. 3 , jur. publ. univers. cap. 11 , parag. 34.

gens de Main-morte de Bruxelles qui ont donné leur argent en rente à un habitant de la même ville, n'ont fait que ce que les ordonnances de leurs souverains leur permettoient de faire : il ne seroit donc pas juste, sur le seul prétexte de la translation que leur débiteur feroit de son domicile en France, de les traiter comme s'ils avoient contracté primitivement avec un sujet de la domination françoise. Dans ce dernier cas, ils ne mériteroient point de ménagemens, parce qu'ils auroient enfreint des loix qu'ils devoient respecter : mais dans l'autre cas, la bonne foi qui les a guidés ne doit pas leur attirer des peines uniquement faites pour des contraventions qu'ils n'ont pas commises. 2°. Qu'un débiteur puisse abrégier le temps de la prescription, en changeant de domicile postérieurement au contrat, *transseat* : le créancier peut le poursuivre dans son nouveau domicile, avant le laps de temps fixé par les loix qui y sont en vigueur ; s'il laisse passer ce temps sans agir, & que dans la suite il se trouve arrêté par une prescription toute différente de celle du lieu du contrat, ce n'est qu'à sa négligence qu'il faut l'imputer, & par conséquent il ne mérite pas qu'on lui accorde plus de temps qu'à ceux qui ont contracté dans le nouveau domicile de son débiteur. Il en est tout autrement dans notre espèce. Les gens de Main-morte de Bruxelles qui ont traité avec un habitant de la même ville, ne peuvent pas l'empêcher de transférer son domicile en France : on ne peut donc leur rien imputer dans le cas de cette translation ; & s'il est vrai, comme on n'en peut douter, qu'il ne doit pas dépendre d'une partie, d'anéantir malgré l'autre une obligation

valablement contractée , ce seroit une injustice criante de leur refuser en France une action contre leur débiteur réfugié dans ce royaume.

(Cette seconde addition est de M. MERLIN , avocat au parlement de Flandres).

MAIN - MOYENNE. Ce mot est employé dans la coutume de Cambresis comme synonyme avec *pareatis*.

L'article 14 du titre 5 de cette coutume porte , que les officiers d'un seigneur ne peuvent passer des devoirs de loi hors de leur territoire , sans *Main-moyenne* des juges du lieu , à moins que le seigneur de cet endroit ne relève de leur maître. Voici les termes de cet article :

» Pour faire & passer devoirs de loi de vest
 » & devest , rapport ou hypothèques d'héritages
 » en autrui seigneurie , il convient prendre Main-
 » moyenne de la justice du lieu ; si n'étoient les
 » bailli & hommes de fiefs du seigneur supérieur
 » du lieu ou seigneurie en laquelle ils voudroient
 » faire lesdits devoirs ; car le seigneur supérieur
 » ou ses officiers ne sont pour ce tenus de prendre
 » Main-moyenne , congé ou assistance , es terres
 » ou seigneuries de leurs inférieurs «.

Cette disposition s'applique incontestablement à tous les actes de procédure civile & criminelle. Cependant il est d'un usage immémorial en Cambresis , de regarder comme valables tous les devoirs de loi & toutes les procédures que les officiers des différens seigneurs de cette province font dans la ville de Cambrai , sans *Main-moyenne* , de ceux qui y exercent la juridiction ordinaire. On dit , pour justifier cet usage , que l'archevêque de Cambrai est le suzerain universel de

toute la province ; que par conséquent on doit considérer Cambrai comme le chef-lieu de toutes les seigneuries qui relèvent de ce prélat , & que l'approbation tacite qu'il a toujours donnée à l'exercice que ses vassaux faisoient de leur juridiction dans son domaine , doit avoir l'effet d'une *Main-moyenne* perpétuelle.

Quoi qu'il en soit , cet usage subsiste dans toute sa force , & l'on a toujours fait de vains efforts pour le faire réformer. Un des plus anciens avocats de Cambrai m'a dit que tous les baillis de la province l'avoient autrefois chargé d'en écrire à M. d'Abancourt , procureur-général au parlement de Flandres , & que ce magistrat leur avoit répondu de continuer comme ils avoient toujours fait.

Les bailli & hommes de fiefs du village de Saint-Aubert ayant décerné dans Cambrai même un décret de prise de corps contre un particulier accusé de rebellion à justice , celui-ci s'en est rendu appelant comme de nullité , sur le fondement qu'un juge ne peut instruire ni juger un procès hors de son territoire. Mais par arrêt rendu au parlement de Flandres le 12 novembre 1778 , sur les conclusions de M. le Comte de la Chaussée , avocat-général , le décret a été confirmé , & l'appelant condamné aux dépens.

Les nommés Malézieux & Soury ont employé inutilement le même moyen contre un décret de prise de corps prononcé à Cambrai par les bailli & hommes de fiefs de Crevecœur. M. l'avocat-général Bruneau de Beaumetz a dit , en rendant compte de cette affaire , que la cour avoit déjà jugé valables les procédures faites par les juges du Cambresis dans l'enceinte de leur chef-lieu ;

lieu ; qu'ainſi , le moyen propoſé par les appel-
lans ne pouvoit pas être accueilli ; qu'au ſurplus
l'endroit de la ville de Cambrai où le décret
avoit été porté, appartenoit au ſeigneur de Cré-
vecœur , & faiſoit partie de ſon fief , ſuivant un
certificat des échevins de Cambrai , produit par
les intimés. Par arrêt du 16 février 1780 , on
a mis l'appellation au néant , & l'on a ordonné
que le décret fortiroit ſon plein & entier effet.

L'article 72 du titre 1 de la coutume dont il
ſ'agit , porte , que la foi & hommage „ ſe peut
„ bien faire hors la ſeigneurie du fief & dedans ,
„ & n'y faut *Main-moyenne* ou obéiſſance pour
„ le faire en autre ſeigneurie „.

Voyez les articles TERRITOIRE , AUDITOIRE ,
AUDIENCE , DEVOIRS DE LOI , JURIDICTION , &c.

(*Article de M. MERLIN, avocat au parle-
ment de Flandres*).

MAIN PLEVIE. Terme employé par la cou-
tume de Liège (*) pour désigner un droit en
vertu duquel tous les biens de la femme tom-
bent , au moment du mariage , dans le patrimoine
& la libre diſpoſition du mari , & qui par réci-
procité fait paſſer à la femme , dès qu'elle eſt
devenue veuve , tous les biens de ſon mari ,
hors les fiefs.

M. de Méan , en ſes obſervations ſur la cou-
tume de Liège , partie 1 , chapitre 55 , prétend
que le droit de Main plevie doit ſon origine à
la puiſſance du mari ſur ſa femme , *cùm mulier*

(*) Cette coutume fait loi dans pluſieurs cantons du
reſſort du parlement de Flandres.

viro in manum convenit , omnia quæ mulieris fuerunt , viri fiunt , dotis nomine. Mais cette raison ne nous apprend pas pourquoi , lorsque le mari vient à mourir sans enfans , la femme devient à son tour propriétaire de tout ce qu'il laisse. Il faut donc chercher une autre origine à ce droit.

Dans l'ancienne jurisprudence romaine , les conjoints qui se marioient par achat mutuel de leurs personnes , *per coemptionem* , se rendoient en ce moment *héritiers siens* l'un de l'autre ; le mari acquéroit une puissance absolue sur la personne & les biens de sa femme , & il en devenoit l'héritier , en cas de survie : réciproquement , lorsque le mari prédécédoit , sa femme étoit son héritière (*).

» Il semble , dit Boullenois , que cet ancien droit
 » romain ait passé dans la coutume de Liège. Le
 » mari devient propriétaire des biens de sa femme ;
 » & la femme , si elle survit sans enfans , devient
 » propriétaire des biens de son mari ; ils sont ,
 » en quelque manière , héritiers siens l'un de
 » l'autre. Tel est l'effet de la Main plevie & de
 » la foi qu'ils se jurent en se serrant la main ,
 » *Manus plicata*. Et voici , selon moi , quelles
 » ont pu être les vues du législateur : ces deux
 » mains serrées ensemble étoient le symbole du
 » concours du mari & de la femme dans l'ad-
 » ministration de la société qu'ils contractoient :
 » mais comme la main du mari est toujours la
 » plus forte & la plus capable d'agir , & celle

(*) *Dion. Halicarnas. antiq. roman. lib. 2 , cap. 26. Sigonius, de antiquo jure civium roman. lib. 1 , cap. 9. Cujas, lib. 7 , si tabul. testam. lib. 29 , quest. Papin. 801.*

» qui serre & embrasse plus étroitement, aussi
 » l'autorité & la puissance sur toute cette société
 » lui étoit attribuée ; & de là le droit du mari sur
 » la femme & sur ses biens : mais quand cette
 » main puissante & maîtresse venoit à manquer ,
 » l'autre qui concouroit , soutenoit seule , &
 » pour lors serroit & embrassoit le tout ; & de là
 » le droit de la femme survivante sur les biens
 » mêmes de son mari , quand il n'y avoit point
 » d'enfans. Et je pencherois pour cette dernière
 » raison , plutôt que pour l'autorité maritale ,
 » puisque le droit de Main plevie est pour la
 » femme comme pour le mari , sous les modifi-
 » cations portées par la coutume « .

La nature & l'étendue du droit de Main plevie
 sont parfaitement développées dans l'article 1 du
 chapitre 1 , & dans les articles 13 & 14 du
 chapitre 11 de la coutume citée. Voici les termes
 de ces textes :

» L'homme , par mariage , est fait maître &
 » seigneur absolu de tous biens , meubles &
 » immeubles , crédits & actions de sa femme ,
 » & encore de tous biens obvenus & acquis
 » durant le mariage , & a puissance d'en disposer
 » entre vifs , comme du sien propre , sans aveu
 » ni consentement de sa femme , & demeure
 » maître après la mort d'icelle sans enfans ; le
 » tout ne fût qu'il y eût pacton ou provision au
 » contraire.

» L'homme mourant sans laisser enfant de son
 » mariage , la femme survivante , cessantes con-
 » venances ou dispositions même pendant le ma-
 » riage au contraire , emporte par droit de Main
 » plevie tous biens par son mari délaissés , de
 » quelle sorte & nature qu'ils soient , & de quel

» côté qu'ils procèdent , hormis les cas réservés au
» titre des successions des fiefs «.

» Et ne lui peut son mari ôter par testament
» tel droit «.

La différence qu'il y a sur ce point important entre la coutume de Liège & la plupart des autres , peut faire naître fréquemment des questions mixtes. Des conjoints dont le domicile matrimonial est à Paris , possèdent des biens dans la coutume de Liège ; ou , *vice versâ* , des conjoints dont le domicile matrimonial est à Liège , possèdent des biens dans la coutume de Paris : quel sera , dans le choc de ces deux coutumes , l'effet qui résultera de l'une & de l'autre ?

Hertius , *de collisione legum* , n. 44 , agite la même question entre la coutume de Liège , qu'il suppose être celle de la situation des biens , & celle d'Utrecht , qu'il admet pour loi du domicile matrimonial ; & il décide , d'après M. de Méan , que l'on doit se conformer aux dispositions de celle-ci , parce que les conjoints sont censés les avoir adoptées en se mariant , & que la coutume de Liège permet expressément de déroger au droit de Main plevie.

Cette raison est susceptible de quelques difficultés. Il est vrai que Dumoulin semble vouloir faire passer en force de conventions présumées , toutes les dispositions de la coutume du domicile matrimonial ; mais ce système est certainement trop général , & il est souvent dangereux d'en faire l'application aux espèces qui se présentent dans le cours des affaires.

Ce n'est pas que la décision de Hertius soit fautive , elle est au contraire très-exacte , mais par une raison toute différente de celle qu'il en

donne. Il est constant que l'on regarde comme statut personnel , & conséquemment comme susceptible d'extension hors de son territoire , toute loi ou coutume qui règle l'état des personnes : or, on ne peut disconvenir que les articles cités de la coutume de Liège ne déterminent l'état des conjoints.

» En effet , dit Boullenois , quant au mari ,
» cette coutume ne lui accorde pas simplement
» un gain particulier sur la dot de sa femme ;
» mais elle règle l'état général & universel de la
» femme , en la faisant tellement tomber dans la
» dépendance du mari , qu'elle est comme absorbée elle & ses biens ; sa personne & ses
» biens passent dans le plein & universel pouvoir
» du mari «.

» Quant à la femme , on peut dire que cette
» coutume la met dans une société générale avec
» son mari , dont ce dernier est à la vérité le
» maître absolu pendant le mariage : mais si l'un
» des deux meurt , ou il y a enfans , ou il n'y
» en a pas.

» S'il y a enfans , le survivant , soit père ou
» mère , est réduit à un usufruit des immeubles ,
» outre la propriété des meubles , crédits & actions personnelles , suivant l'article 15 du chapitre 11.

» Que s'il n'y a pas d'enfans , en ce cas , ou
» c'est le mari qui survit , il continue le domaine
» & la propriété qu'il a , suivant l'article 1 du
» chapitre 1 , ou c'est la femme , & elle emporte
» réciproquement tout , hors les fiefs , à l'occasion desquels la coutume a des dispositions particulières.

» Il faudra dire que les conjoints de la cou-

» tume d'Utrecht ayant , par convention pré-
 » sumée , voulu que leur état fût de n'être en
 » société que par rapport aux biens qu'ils acquer-
 » roient pendant leur mariage , ils portent cet
 » état de convention dans la coutume de Liège ,
 » & que le survivant n'aura pas tous les biens du
 » prédécédé , mais seulement ceux acquis pendant
 » le mariage , & n'en profitera que dans les ter-
 » mes de la coutume d'Utrecht , à raison de leur
 » convention présumée , relative à la coutume
 » d'Utrecht.

» Mais de là il ne s'ensuivra pas que les con-
 » joints mariés dans la coutume de Liège , &
 » qui , de convention présumée , sont en société
 » universelle de biens , auront tous les biens
 » situés à Utrecht , si la coutume d'Utrecht est
 » prohibitive d'une disposition aussi ample & aussi
 » universelle ; en sorte que les conjoints ne por-
 » tant dans la coutume de Liège leur état que
 » par rapport aux biens de libre disposition , les
 » biens prohibés se trouvent être régis par des
 » dispositions réelles «.

(*Article de M. MERLIN, avocat au parlement de Flandres*).

MAIN SOUVERAINE. La Main souveraine , c'est la main du roi. Se faire recevoir en foi par main suprême , c'est mettre en quelque sorte son fief en dépôt dans cette main suprême.

Les principes de cette matière sont très-connus. Toutes les fois que la mouvance d'un fief est réclamée par deux seigneurs , comme il n'est pas possible que le vassal les serve l'un & l'autre , on l'autorise à porter son hommage au roi , & cette prestation le met à l'abri de la saisie ; cela est

juste : le combat de fief ne doit pas nuire au vassal ; mais les choses doivent être égales ; & si la contestation ne peut pas faire que la condition soit plus onéreuse, elle ne doit pas la rendre plus avantageuse. En conséquence, on a mis ce principe, que pour obtenir la main-levée définitive de la saisie féodale faite par les deux seigneurs, ou l'un d'eux, il ne suffit pas au vassal de faire entre les mains du roi la vaine formalité de l'hommage, il faut en outre qu'il consigne les droits pécuniaires ; il faut même qu'il appelle les deux seigneurs à cette consignation.

„ Quand, entre plusieurs seigneurs, est ques-
 „ tion d'aucun fief que chacun d'iceux seigneurs
 „ dit être mouvant d'icelui, le vassal doit être
 „ reçu par Main souveraine, & jouir pendant
 „ le procès, *en consignant par lui en justice les*
 „ *droits & devoirs par lui dus.* Article 60 de la
 „ coutume de Paris.

Le roi reçoit l'hommage au nom des deux concurrens ; c'est un dépôt qu'il leur conserve jusqu'au jugement définitif. *Il prendra la chose en sa main*, disent les établissemens, & *gardera droit à lui & à autrui.* Liv. 2, ch. 3.

Le judicieux Coquille développe très-bien l'esprit, le motif & l'objet de cette institution. Voici ses termes :

„ La réception par Main souveraine est une
 „ provision avisée & ordonnée par nos prédéces-
 „ seurs auteurs des coutumes *ad instat* d'un se-
 „ questre ; mais c'est un sequestre plein d'hon-
 „ neur, car ce n'est pas aux parties de le choisir.
 „ Ains se trouve sequestre celui qui est supérieur
 „ de tous deux, & qui, par la loi des fiefs, aime
 „ les deux contendans, comme tous deux ses

„ féaux, & ez mains dudit supérieur est confi-
 „ gnée, déposée & comme mise en sequestre
 „ la foi & fidélité, pour la tenir par ledit seigneur
 „ supérieur en dépôt & garde, afin de la repré-
 „ senter & rendre à celui des deux qui par l'issue
 „ de la contention se trouvera vainqueur. Et à
 „ bonne raison a été ainsi autrefois ordonné, parce
 „ que le principal fruit que les seigneurs de grande
 „ ancienneté prenoient ez fiefs, étoit le service
 „ du vassal à la guerre de son seigneur; car en
 „ cette grande ancienneté, les seigneurs avoient
 „ droit d'assembler leurs vassaux & hommes, &
 „ faire guerre les uns aux autres, & étoit bien
 „ raison que le seigneur supérieur de tous ces
 „ contendans reçût en ses mains le service que
 „ le vassal doit, pour l'employer avec discrétion,
 „ sans faire tort à l'un ou à l'autre; ce que ne
 „ pourroit pas faire un sequestre choisi par les
 „ parties, qui peut-être ne seroit pas de la qua-
 „ lité; & bien à peine auroit l'affection telle
 „ envers l'un & l'autre vassal comme le seigneur
 „ féodal, supérieur de l'un & de l'autre, pour-
 „ roit avoir. De vrai, cette réception par Main
 „ souveraine est un sequestre, & se fait au cas
 „ auquel, selon droit, le sequestre se doit or-
 „ donner, *nempè custodia causa*, & afin que les
 „ seigneurs contendans n'ayent occasion de venir
 „ aux armes, & encore afin que le vassal demeu-
 „ rant en doute, ne soit long-temps dépossédé de
 „ son fief. *Questions & reponses sur la coutume*
de Nivernois, ch. 37.

Autrefois le vassal s'adressoit directement à son
 suzerain, à son défaut, à l'arrière suzerain, &
 ainsi de suite, jusqu'au roi. Aujourd'hui un usage
 contraire a prévalu; le vassal qui veut se faire

recevoir par Main souveraine a recours directement au roi , & prend des lettres en chancellerie , portant commission à un juge royal de lui donner l'investiture ; cette manière , quoique la plus ordinaire , n'a point aboli l'ancienne ; & lorsque deux personnes se disputent la mouvance d'un fief , le propriétaire du fief en litige peut se faire investir par le suzerain , après avoir fait sommation aux deux contendans de s'y trouver.

Les anciens auteurs pensoient , comme Dumoulin , que ces lettres n'étoient point nécessaires , & qu'il étoit au choix du vassal d'y recourir ou de se faire investir par le suzerain.

C'est l'avis de Coquille , en ses questions , *ch. 39* ; de d'Argentré , sur la coutume de Bretagne , *art. 112* ; de Baquet , au traité des amortissemens , *ch. 59 , n. 6*. Tel étoit , dit-il , l'usage du châtellet , de son temps ; cet auteur ajoute , que le vassal peut se contenter de présenter requête au juge royal ou au juge du seigneur suzerain , laquelle il signifiera aux contendans , avec assignation pardevant ce juge , afin de faire ordonner avec eux la Main souveraine.

La Lande , sur l'article 87 de la coutume d'Orléans , dit que dans la plupart des auditoires de France , les vassaux sont reçus sans lettres de chancellerie , & que dans le châtellet d'Orléans on n'y a point recours.

» Pour moi , j'estime que le plus sûr est d'obtenir lettres , l'autorité & le sceau du souverain , qui est le roi , étant nécessaires , puisque le vassal jouit de son fief sous la main & la puissance du roi . *Brodeau , sur l'art. 60 de la coutume de Paris , n. 12.*

» Le plus sûr est d'obtenir pour cet effet des

» lettres de Main souveraine «. *Duplessis, des fiefs, liv. 5, ch. 6.*

Idem, Charondas, sur l'article 60 de la coutume de Paris.

» C'est l'usage du châtelier de Paris & des
» requêtes du palais, de se servir de ces lettres;
» il semble que ce soit l'intention des coutumes
» qui se servent des termes *par Main souveraine*,
» & je crois que la cour le jugeroit ainsi «. *Ferrière, sur l'art. 60 de Paris, gl. 1.*

La note marginale sur Duplessis, page 54, porte, que les lettres pour ce ne sont plus de nécessité; si elles ne sont pas de nécessité, il est plus régulier & plus prudent de les obtenir que de les négliger, quand ce ne seroit que pour donner la compétence au juge, qui souvent sans elles ne pourroit l'avoir. Je pense ainsi. *Bourion, droit commun des fiefs, partie 1, chap. 1, n. 116.*

» Quand le vassal veut se faire recevoir par
» Main souveraine, il doit obtenir des lettres
» de Main souveraine.

» Ces lettres doivent être adressées aux baillis
» & sénéchaux, & non aux juges subalternes,
» parce que les juges subalternes ne peuvent
» pas connoître de l'exécution des lettres de
» Main souveraine; il n'y a que les baillis &
» sénéchaux qui en puissent connoître.

» Si le vassal n'avoit point obtenu de lettres
» de Main souveraine, & que le fief fût saisi,
» il y auroit perte de fruits depuis la saisie, qui
» subsisteroit toujours, nonobstant la réception
» par Main souveraine «. *Billecoq, d. s fiefs, liv. 9, chap. 4.*

Par arrêt du 17 juillet 1577, une saisie féo-

dale a été confirmée , & les fruits adjugés en pure perte , parce que le vassal n'avoit point obtenu de lettres de réception par Main souveraine : Cet arrêt est intervenu dans la coutume de Tours , muette sur ce point. Il est rapporté par Brodeau , sur l'article 60 de la coutume de Paris ; & par Chopin , *lib. 2 , in consuet. and. part. 2 , ch. 1 , tit. 1 , n. 3.*

La Main souveraine doit être demandée toutes les fois qu'il y a combat de fief , c'est à-dire , contestation entre deux seigneurs sur la véritable mouvance du fief servant. » Quand entre plusieurs seigneurs est question d'aucun fief que chacun d'eux dit être mouvant de lui , le vassal en doit être reçu par main souveraine «.

La première question qui se présente sur ces mots de la loi , c'est de savoir s'il y a *question* ou combat de fief lorsque la contestation roule uniquement sur la propriété du même fief dominant , réclamé par plusieurs seigneurs.

La seconde question sera de savoir à quoi bon recourir au roi dans un combat de fief , & s'il ne suffiroit pas d'être reçu par quelqu'un des seigneurs combattans.

La troisième , si le combat de fief est le seul cas où le vassal puisse implorer le secours tout-puissant de la Main souveraine.

D'abord , il faut répondre , avec *Dumoulin* , que la contestation où deux personnes se disputent la propriété du même & unique fief dominant , n'est point du tout la *question* prévue & décidée par la coutume. Dans ce cas , nulle difficulté. Le fief dominant étant certain , c'est là qu'il faut aller porter sa foi. Là , le vassal fera l'hommage à celui des deux contendans qu'il trou-

vera en possession du fief, & la réception, gracieuse ou non à l'autre qui ne possède pas, sera bonne. *Receptus enim in fidem per possessorem loci dominantis, indubitati est in fide; seu, ut ita dicam, in vassallagio respectu omnium pratendentium eundem locum dominantem, vel jus vel partem in eo. Receptio enim facta per possessorem loci dominantis conservat jus veri domini ejusdem loci.* Quandocumque supervenientis *etiamsi illum ut injustum possessorem evincat, quia vassallus non recognoscit dominum feudi ut ipsum, sive ratione personæ suæ; sed ut dominum loci dominantis, & in eâ qualitate reali ad quam refertur & limitatur investitura.*

Ainsi, dans ce cas, le possesseur paisible du fief dominant pourra forcer le vassal à venir en foi & à faire ses offres, quoique la propriété de ce même fief dominant soit disputée au paisible possesseur. Ce n'est donc pas là un combat de fief, la question est plus patrimoniale que féodale; il n'y a donc pas lieu à la réception par Main souveraine. Le possesseur recevra, il en a le droit, & nul autre que lui, tant qu'il possède avec l'intention d'un propriétaire: mais si la possession même étoit disputée, quoique ce cas-ci ne soit pas plus que l'autre le combat du fief prévu par la loi, toutefois il semble que dans l'embarras de savoir à qui des contendans porter la foi, le vassal pourra en demander la réception à la Main souveraine. C'est le sentiment de Pothier: cela ressemble au combat de fief; même raison, même droit.

Le combat de fief, tel qu'il est prévu dans l'article de la coutume, est une contestation

élevée entre deux seigneurs ; c'est-à-dire , entre les propriétaires de deux seigneuries , dont la fin est de savoir de laquelle des deux le fief servant relève. Voilà le cas où la coutume autorise le vassal à recourir à la Main-souveraine. Mais à quoi bon ? Le voici.

C'est un moyen très-naturel , puisé dans les règles du système féodal , que la loi présente au vassal pour le tirer d'embarras.

En effet , portera-t-il son hommage à l'un des deux contendans ? Mais c'est désavouer l'autre , & risquer la perte de son fief , si cet autre enfin est jugé seigneur ; d'ailleurs le fief demeurera saisi par celui des deux auquel il n'aura point fait d'hommage.

Le portera-t-il à l'un & à l'autre ? Mais chacun voudra le recevoir seul , puisqu'il se prétend seul seigneur : tous les deux renverront le vassal , & le fief demeurera saisi.

D'un autre côté , il seroit injuste de laisser les vassaux souffrir des démêlés de leurs seigneurs. Quel sera le remède à ces inconvéniens ? Sera-ce de lui donner main-levée pure & simple des saisies , & de lui abandonner la libre jouissance du fief , avant d'avoir fait son devoir , avant d'être investi ? Mais cela contrarie le régime féodal , & puis ; s'il n'est pas juste que le vassal souffre du débat des seigneurs , il ne l'est pas davantage qu'il en profite.

La loi présente le moyen de mettre le fief servant à couvert des saisies féodales , sans avouer ni désavouer aucun seigneur , & sans blesser les droits de personne.

Enfin , le combat de fief n'est pas le seul cas où le vassal doit se faire recevoir par Main sou-

veraine ; il y aura recours encore , dit Dumoulin , si l'unique seigneur dominant refuse d'accepter sa foi , comme aussi dans le cas où la possession du fief seigneurial seroit incertaine & disputée.

Le vassal aura recours à la Main souveraine , soit avant , soit depuis la saisie , même avant qu'il y ait entre les seigneurs de contestation en cause. Car dès que le vassal a sujet de craindre une saisie , & qu'il ignore lequel des deux il doit reconnoître , il peut , dit Dumoulin , les appeler devant les juges , & y faire ses offres en leur présence.

Ce ne peut être que devant le juge royal , comme étant l'officier du souverain , que le vassal doit se présenter pour être reçu par Main souveraine. Tout juge ecclésiastique est incompetent , même quand le vassal & les seigneurs seroient clercs. Il est de principe en France , que l'église ne peut avoir de juridiction temporelle , qu'elle ne la tienne du prince , ni l'exercer dans une autre qualité que de juge laïque , à la charge de l'appel aux juges royaux ; abus toujours réclamant dans la concession absolue , par laquelle un prince auroit , en faveur de l'église , abdiqué sans retour quelque partie de sa juridiction souveraine.

Le juge doit être aussi le juge ordinaire dans le ressort duquel le fief est situé. Si le vassal a un privilège de garde gardienne ou droit de *committimus* aux requêtes du palais , peut-il appeler au tribunal de son privilège les seigneurs contendans ? *Dumoulin* , traitant fort amplement cette question , répond qu'il ne le pourra pas , & il en donne deux bonnes raisons. La première , en ces termes : *Quia hujusmodi privilegia non*

sunt concessa ad supervacuam aliorum vexationem , nec ad eximendum aliquem ab eo ad quod teneatur ; puta ad eximendum vassallum ab adeundo patrono , pro investiturâ obtinendâ , vel ne teneatur vassallus adire saltem locum dominantem , & ibi oblationes facere secundum naturam feudi & consuetudinem loci. La seconde ainsi conçue : Præterea , illa privilegia non sunt data nec competunt pro quocumque actu vel negotio judiciali , sed solum pro lite vel negotio contentioso ; at in presenti casu , nulla est litis , & sic causa ac finis privilegii cessat. Autrement , si les offres une fois portées devant le juge ordinaire , les seigneurs contestent , alors le vassal pourra faire évoquer la contestation devant les juges de son privilège.

A quoi le vassal demandant la réception en foi est-il obligé ? D'abord , à faire les offres de devoirs & de profits qu'il feroit au seigneur même dans son château. Mais ce n'est pas tout ; la loi lui prescrit encore une consignation réelle des deniers dus : „ En consignait par lui en „ justice les droits & devoirs par lui dus à cause „ d'icelui fief „.

Cela n'est point étonnant , dit *Dumoulin* ; la loi n'ordonne que ce qu'elle doit naturellement ordonner. En effet , que veut le vassal ? Il demande qu'on l'investisse réellement ; il demande à être reçu en foi ; il demande en conséquence main-levée des saisies , s'il y en a.

Il faut donc aussi que , de son côté , ce même vassal remplisse véritablement les conditions de son investiture , & satisfasse à tous les devoirs.

Par rapport à cette consignation des droits utiles , il se présente plusieurs questions à examiner.

Dans le cas où le fief servant est ouvert par vente, l'acquéreur dépose le quint, c'est-à-dire, la cinquième partie du prix, & tout est fini. Mais si l'un des seigneurs contendans veut le quint, & l'autre le retrait, que fera le vassal acquéreur ? Première question.

Dans le cas où le fief est ouvert autrement que par vente, le relief est dû, comme nous le verrons. Or, le relief ou rachat consiste en l'une de ces trois choses ; le revenu d'une année, le dire de prudhommes, une somme d'argent : le choix en appartient aux seigneurs dominans. S'ils sont d'accord, nulle difficulté ; mais s'ils ne le sont pas, laquelle des trois le vassal devra-t-il consigner ? Seconde question.

Enfin, dans quelque mutation que ce soit, ou par succession ou par vente, si le vassal a déjà payé les droits à l'un des seigneurs contendans, fera-t-il obligé à une consignation nouvelle ? Troisième & dernière question.

Première question.

La première question est assez embarrassante. C'est un principe en cette matière, que, pour être reçu par Main souveraine, le vassal doit désintéresser les deux seigneurs qui se disputent la mouvance de son fief. Dans l'espèce, le seigneur qui préfère le quint n'a plus rien à désirer ; le quint est consigné ; mais le droit de retrait réclamé par l'autre ne sauroit être consigné comme le quint. Il y auroit, ce semble, un moyen simple de désintéresser aussi le seigneur retrayant ; ce seroit de lui réserver le droit d'exercer son retrait jusqu'au temps où le combat sera fini & où

où il restera maître du champ de bataille. Mais ce seroit faire tort à l'acquéreur vassal , car ce seroit laisser son sort incertain pendant tout ce démêlé ; & la loi ne veut pas qu'il y soit plus de quarante jours depuis la notification de la vente. Dumoulin admet une distinction.

Si le seigneur qui demande le retrait n'est pas en possession de la mouvance contestée , il ne pourra pas obliger l'acquéreur à lui délaisser le fief acquis ; mais en faisant dès à présent les offres convenables , il conservera son droit.

S'il est en possession de la mouvance dont la propriété est contestée , il pourra retenir le fief servant par droit de retrait , en donnant à l'acquéreur caution de le rendre : s'il perd sa cause , alors il faudra qu'outre le remboursement du prix , il consigne encore le quint choisi par l'autre seigneur.

Quoi qu'il en soit de la distinction , il faut convenir que le sort de l'acquéreur demeurera toujours incertain durant plus de quarante jours. Il l'est évidemment si le fief reste en ses mains , puisque le seigneur , en offrant de rembourser , conserve son droit. Si , au contraire , il consent au retrait , & que le retrayant succombe dans sa prétention à la mouvance , le fief retourne à l'acquéreur , qui peut-être alors ne s'en soucieroit plus. Il seroit à désirer qu'au moins dans ce dernier cas , il fût libre à l'acquéreur de le reprendre ou non , & que le seigneur qui l'avoit retiré mal-à-propos ne pût jamais l'y forcer.

Seconde question.

La seconde question est de savoir ce qu'il faudra consigner si le relief est dû.

Dumoulin répond en un mot, » que le vassal » doit offrir une somme à peu près égale à la » valeur des fruits d'une année «.

Mais si les seigneurs ou l'un d'eux rejettent la somme, comme trop modique, quelques auteurs ont pensé que le vassal devoit demander acte au juge de ce qu'il laissoit le fief vacant & en abandonnoit le revenu de l'année. Le juge nomme un sequestre qui percevra les fruits.

D'autres ont dit que le juge devoit, sur les baux & papiers de recette, arbitrer la somme offerte & en ordonner la consignation. Pothier le pense ainsi.

Brodeau veut que, par l'acte de consignation, le vassal ajoute *une offre d'augmenter, si besoin est.*

Bacquet veut de plus que le vassal offre encore & le revenu d'une année & le dire de prudhommes, afin que celui des seigneurs qui gagnera la directe contestée, ait la liberté du choix, suivant l'article 4 de la coutume. Ce dernier sentiment est le plus sûr ; il faut s'y tenir.

Troisième question.

Il a été dit que le vassal étoit obligé de consigner les droits utiles, pour être investi par Main souveraine. Mais s'il avoit déjà payé ces droits à l'un des seigneurs qui se disputent la mouvance, fera-t-il tenu de les lui consigner encore ?

Il paroît que non ; car il ne semble pas juste de lui faire supporter les avances d'une double consignation : mais la loi veut qu'il y en ait une au moins, afin que celui des seigneurs contendans qui sera jugé seigneur dominant, trouve sur le

champ & sous sa main l'acquit des droits qui lui sont dus.

» Si , auparavant le combat de fief formé , le
» vassal avoit payé les droits à celui qu'il croiroit
» être le vrai seigneur , il ne laissera pas d'être
» tenu de consigner les mêmes droits pour la
» réception par Main souveraine ». Brodeau , sur
l'article 60 de la coutume de Paris.

Dupleffis , Ferrieres , tiennent absolument la même opinion. Les anciens auteurs en rendent la raison en ces termes : *Le seigneur n'est pas obligé de courir après son éteuf* ; Dumoulin ajoute : Le vassal ne peut obtenir main-levée de la saisie féodale , qu'après avoir rempli les devoirs de la vassalité. La réception par Main souveraine ne peut donc opérer cette main-levée , qu'autant qu'elle est accompagnée de la consignation effective des droits pécuniaires. Quand même ces droits auroient été payés à l'un des deux seigneurs , le vassal est également obligé de consigner , à moins que celui qui a reçu ne veuille bien faire lui-même cette consignation. Autrement , si la mouvance est adjugée à celui qui n'a rien perçu , il sera vrai de dire qu'à son égard tous les devoirs du fief n'ont pas été remplis ; conséquemment la saisie féodale qu'il aura faite , conservera son efficacité. *Vassallus vult sibi realiter & de facto implere renovationem investitura , admissionem in fidem , & levationem manûs si injecta sit : igitur oportet eundem ex parte suâ realiter implere quæ ex eâdem causâ debentur , nisi contententes communi consensu gratiam faciant , vel nisi alter eorum qui jam ea receperit ipsemet consignet.* Dumoulin sur l'article 42 de l'ancienne coutume de Paris.

Si le vassal qui a recours à la Main souveraine veut se mettre à l'abri de la saisie féodale, quel que soit l'évènement du combat de fief, il doit donc consigner les droits pécuniaires, même dans le cas où il les auroit payés à l'un des deux seigneurs; à plus forte raison, cette consignation est-elle indispensable, si, au lieu d'un paiement effectif, le vassal ne peut opposer à celui auquel la mouvance sera définitivement adjudgée, qu'une remise ou une exemption émanée de l'autre seigneur.

Il n'y a pas le moindre doute sur la nécessité de cette consignation, lorsque la mouvance est contestée par deux seigneurs particuliers; le seul cas où il pourroit y avoir de la difficulté, c'est lorsque le roi est l'un des deux seigneurs concurrens, & que l'affranchissement est émané de lui. Mais ici la prérogative royale est indifférente. Ce n'est pas au roi, comme souverain, c'est au roi, comme seigneur de fief, que le vassal est présumé avoir payé les droits utiles. C'est une distinction que l'on trouve par-tout; elle réunit le suffrage de tous les jurisconsultes. Il en est même plusieurs & du plus grands poids, qui prévoient & décident précisément l'espèce que nous examinons.

» Lorsqu'il y a combat de fief entre le roi &
 » un seigneur particulier, ce combat se traite
 » comme celui qui est entre deux seigneurs par-
 » ticuliers, parce qu'en cette rencontre le roi
 » *jure communi utitur*. . . . Comme il est partie
 » dans le combat de fief, non pas comme roi,
 » mais comme seigneur d'un fief particulier. . . .
 » il faut consigner entre les mains du receveur
 » des consignations. Il y a une sentence du 21.

» janvier, qui l'ordonne ainsi «. *Observations de M. le Camus sur l'article 60 de la coutume de Paris.*

» Et supposé que l'un des seigneurs soit payé,
 » comme dit est, toutefois le vassal doit confi-
 » gner, autrement il n'auroit pas main-levée de
 » la saisie du seigneur qui n'est pas payé, & pour
 » son regard seroit sujet à la perte des fruits;
 » ce qui a lieu, encore que ce soit le roi qui ait
 » été payé des droits féodaux, ou bien que celui
 » qui est saisi, soit secrétaire du roi, soit exempt
 » de payer aucuns droits féodaux au roi; & le
 » vassal doit faire déclarer sa consignation bonne
 » & valable avec tous les deux seigneurs, à ce
 » que sa réception par Main souveraine soit effec-
 » tuée avec tous les deux «. *Bacquet, du droit*
 » *d'amortissement*, chapitre 59, n. 9.

Tels sont, dans le cas du désaveu & de la réception par Main souveraine, les principes universellement adoptés relativement aux effets de la saisie féodale.

L'hommage porté au roi équivaut à la réception par Main souveraine. Mais cette réception n'opère la main-levée définitive de la saisie féodale, qu'autant qu'elle est accompagnée de la consignation des droits pécuniaires; & la consignation de ces droits est indispensable, quand même le vassal en auroit fait au roi le paiement effectif, à plus forte raison, s'il n'a qu'une simple exemption de les payer.

A cet égard, le roi n'a aucune espèce de prérogatives: toutes les fois qu'il s'agit de mouvance, de féodalité, il est, comme les autres seigneurs, assujetti à l'empire du droit commun, aux coutumes féodales; *jure communi utitur*,

disent tous les feudistes. Sa qualité de souverain est parfaitement étrangère. *Aliud iuridictio & majestas regia , aliud dominium directum feudale , vel censuale & eorum recognitio , hac enim nihil habent commune.* Dumoulin , §. 1 , glos. 6 , n. 12.

D'après la maxime, que le roi ne plaide jamais que les mains garnies , toutes les fois qu'il s'élève un combat de fief entre le domaine de la couronne & un seigneur particulier , le vassal doit servir le roi pendant toute la durée du procès. Tel est l'usage ; mais alors c'est bien moins comme seigneur que comme souverain que le roi est reconnu , & l'acceptation qu'il fait de l'hommage est vraiment une réception par Main souveraine , indifférente pour le fond de la difficulté. Le procès terminé , tous les services qu'il a reçus sont comptés pour rien. On sent que la chose doit être ainsi ; autrement , comme le roi est toujours servi pendant la durée de tous les combats de fiefs avec lui , la mouvance lui demeurerait en définitive toutes les fois que la contestation auroit été prolongée pendant le temps nécessaire pour consommer la prescription.

Au surplus , cette conséquence n'est que le développement & l'application du principe qui veut que l'on regarde comme nuls tous les actes faits pendant la durée du procès.

La consignation doit être faite partie présente , ou duement appelée.

Ainsi , après avoir obtenu un jugement qui permet de consigner , il faut faire assigner le seigneur à sa personne ou domicile , pour être présent à la consignation , sinon lui déclarer que la consignation sera faite , tant en absence qu'en présence.

S'il y a procureur constitué, il suffit d'assigner le seigneur au domicile du procureur.

La consignation doit être faite entre les mains du receveur des consignations. *Billecoq, des fiefs, liv. 9, ch. 7.*

La déclaration du 2 août 1689 porte, que les receveurs des consignations, ou leurs commis, recevront toutes les sommes qui doivent être consignées dans les justices seigneuriales & subalternes, ainsi que dans les juridictions royales; fait défenses aux officiers des justices seigneuriales, d'ordonner les consignations en d'autres mains que celles des receveurs & leurs commis, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom, & aux greffiers & à tous autres, de s'immiscer en la recette des consignations.

Quelques seigneurs ont acquis l'office de receveur des consignations, & le font exercer par un commis particulier, ou l'ont réuni à leur greffe. La plupart des autres continuent, comme avant la déclaration, de faire ordonner les dépôts entre les mains de leur greffier, quoiqu'ils n'aient point réuni l'office de receveur des consignations; & même dans tous les tribunaux royaux & subalternes, on est dans l'usage d'ordonner de pareils dépôts entre les mains des greffiers ou notaires, excepté dans le cas du décret forcé & quelques autres semblables, où les deniers doivent être déposés entre les mains du receveur des consignations, privativement à tous autres.

La coutume impose la condition, que pour être en Main souveraine il faut consigner en justice, c'est-à-dire, ès mains du receveur des consignations, les droits dus par la mutation; ce qui s'entend pour la dernière qui a fait naître

le combat du fief, & non ceux des précédentes; qu'il suffira de consigner quand le procès sera jugé; & l'offre de caution ne suffiroit point, non pas même ès coutumes qui ne requièrent point expressément la consignation. *Dupleffis, des fiefs, liv. 5, ch. 6.*

Il ne suffiroit pas de faire des offres de consigner, mais il faut que la consignation soit réelle & actuelle. *Brodeau, nomb. 38.*

En quoi la réception par Main souveraine est différente de la main-lévée provisionnelle au cas du désaveu en laquelle il n'y a point de consignation, d'autant qu'au premier cas le vassal reconnoît la mouvance, & en l'autre il la dénie, & refuse de reconnoître le seigneur qui se prétend son seigneur.

Quoique le vassal offrît bonne & suffisante caution de payer les droits à celui qui obtiendrait la mouvance après le jugement, néanmoins telles offres n'équipolleroient pas à la consignation, & la saisie courroit cependant toujours en pure perte des fruits, comme il a été jugé par arrêt du 9 juin 1597, remarqué par Chopin sur la coutume d'Anjou, part. 2, cap. 1, tit. 1, nomb. 3; & par Brodeau, nomb. 41.

Le vassal jouira pendant le procès en consignant, dit la coutume.

Voilà l'effet de la réception par Main souveraine; c'est de couvrir le fief, & d'anéantir toute saisie féodale; voilà pour le vassal.

L'effet de cette même réception à l'égard du seigneur dominant, est que le fief n'est censé, pendant le procès, relever que du roi. Si donc un des seigneurs venoit à mourir avant la fin du procès, son successeur, nouveau seigneur, ne

pourra saisir féodalement le vassal reçu en foi pendant la vie du seigneur qui n'est plus. Pourquoi ? Parce que tant que le procès dure , le vassal en foi ne connoît que le souverain pour seigneur.

On demande à qui les fruits saisis & perçus avant la réception souveraine appartiendront ? Ils resteront au seigneur qui les a saisis , avec la caution de les restituer s'il succombe.

Mais de quel jour le seigneur cesse-t-il de gagner les fruits ? Est-ce seulement du jour de la sentence de réception , ou bien du jour de la consignation , ou bien du jour de l'assignation en justice ?

Les uns diront que le seigneur doit gagner les fruits tant que la saisie dure. Or , la saisie dure jusqu'à la main-levée , & la main-levée n'est donnée que par la sentence. Donc il gagnera les fruits jusqu'au moment de réception.

D'autres, plus modérés, n'accordent au seigneur le gain des fruits que jusqu'à la consignation des profits.

Pothier trouve plus équitable de faire cesser ce gain du jour de l'assignation. Dès que le vassal est prêt à faire son devoir & offre de le faire , pourquoi le punir ?

Enfin , avant la réformation de la coutume , on demandoit si l'effet de la réception par Main souveraine étoit absolument le même que celui de la réception ordinaire , c'est-à-dire , si le vassal , après le combat de fief , étoit obligé de porter un nouvel hommage au seigneur qui avoit vaincu ?

Dumoulin disoit que non ; mais la coutume , pour cette fois , a dit le contraire. » Et après le

» procès terminé , est tenu le vassal faire &
 » porter la foi à celui qui aura obtenu 40 jours
 » après la signification de la sentence ou arrêt «.

Quoique la réception par Main souveraine équipolle à la foi & hominage , néanmoins le vassal est tenu de la faire à celui qui a obtenu gain de cause , parce que cette réception n'en exempte le vassal que pour un temps , à l'exemple de la souffrance ; avec cette différence , que la souffrance est accordée au vassal pour une cause légitime provenant de son côté , & que la réception par Main souveraine diffère la foi & hominage pour une cause qui ne provient que de la contestation faite par un tiers au véritable seigneur.

Mais d'autant que la foi & hommage est un devoir personnel dont le vassal doit s'acquitter une fois en sa vie envers son seigneur , dès que l'empêchement est cessé , c'est-à-dire , dès que le véritable seigneur a été déclaré tel par jugement , le vassal doit le reconnoître pour tel , en lui rendant le devoir de vassal.

C'étoit l'avis de Dumoulin sur le §. 55, glos. 5, n. 1 , cité par Brodeau , nomb. 46.

Toutefois , si le vassal avoit fait la foi & hommage à celui qui a obtenu gain de cause , avant le débat de fief , il est sans doute qu'il ne seroit pas tenu de la réitérer.

La raison en est , qu'il suffit que le vassal se soit acquitté une fois en sa vie de ce devoir envers le même seigneur ; la foi & hommage étant introduite pour engager le vassal par la promesse qu'il fait de rendre service personnellement à son seigneur , en cas qu'il en ait besoin & qu'il le requière , il n'est pas nécessaire de la réitérer ,

puisqu'il ne seroit pas moins obligé par une seule prestation de foi & hommage que par deux.

C'est l'avis de Brodeau, nomb. 45, & de M^e Auzanet.

Mais si avant le combat de fief le vassal avoit fait la foi & hommage à celui à qui la mouvance n'auroit pas été adjugée, le vassal en ce cas seroit tenu de la faire à celui qui auroit obtenu gain de cause, n'en étant pas déchargé par celle qu'il auroit faite à celui qui, par l'évènement du procès, auroit été déclaré n'être pas son seigneur.

Ces quarante jours, au cas du présent article, commencent à courir du jour de la signification de la sentence ou arrêt au vassal, faite par celui qui a obtenu la mouvance.

La sentence dont il est parlé en cet article se doit entendre de celle de laquelle il n'y a point d'appel, & qui a passé en force & autorité de chose jugée; car l'appel de la sentence seroit suspensif du droit adjugé à l'un des seigneurs, d'autant qu'en matière de débat de fief, il n'échet point de provision, comme il a été dit ci-dessus. Brodeau, nomb. 48.

Il faut dire aussi que si les seigneurs contendans s'étoient accordés par une transaction, & que par icelle l'un eût cédé & abandonné à l'autre la mouvance, les quarante jours commenceroient à courir du jour de la signification d'icelle.

C'est l'avis de Dumoulin sur cet article, nomb. 17, & de Brodeau, nomb. 49.

Ainsi, quoique cet article ne parle que de sentence ou arrêt, elle n'exclut pas le cas de transaction qui seroit faite entre les deux seigneurs contendans sur le combat de fief, auquel cas le vassal seroit tenu de faire la foi & hommage au

seigneur qui auroit la mouvance par la transaction, dans les quarante jours de la signification qui lui en seroit faite, comme si c'étoit une sentence ou arrêt.

Il faut observer, dit Guyot, que la mainlevée accordée au vassal n'a lieu que pour l'avenir, & que les fruits antérieurs doivent demeurer ès mains des commissaires établis par les seigneurs saisissans; ou si le vassal les a perçus malgré les commissaires, le seigneur qui a saisi peut s'opposer à la réception par Main souveraine, jusqu'à ce que le vassal ait restitué les fruits saisis: & de ce, Dumoulin en rapporte arrêt du 17 juillet 1516, entre le duc de Longueville & l'archevêque de Sens, §. *hodie* 60, *olim.* 42, n. 14. S'il n'y avoit point de commissaires établis, & que le vassal les eût perçus, Dumoulin, *ibid.* n. 15, estime que le vassal, en consignat les droits, doit en consigner la valeur, ou se soumettre de les restituer au cas que le saisissant obtienne. Je crois ce dernier parti le meilleur: mais si celui qui obtient n'avoit point saisi, la saisie de l'autre qui seroit déclarée nulle, quoique faite en règle, ne profiteroit point à celui qui n'auroit pas saisi. Quand celui qui obtient est celui qui avoit saisi, Dumoulin, *ibid.*, n. 43, prétend que la Main souveraine profite au vassal, de telle sorte qu'il n'est pas tenu de renouveler la foi, & que de ce jour, l'an du retrait court; l'article 60 de Paris est contraire.

La réception par Main souveraine n'a pas lieu dans les cas suivans.

Les deux premiers sont proposés par Chopin sur ce titre, nomb. 5 & 6.

Le premier est dans cette espèce: Le comté de

Beauvais relève de l'évêque de Beauvais; le roi Charles IX, l'an 1569, le vendit à faculté de rachat perpétuel au duc de Brunswich, & l'évêque le saisit. Le duc de Lorraine, donataire, s'opposa, & appela le roi en garantie de ce que la vente avoit été faite sans charge de la mouvance envers l'évêque de Beauvais, demanda main-levée jusqu'à ce que le procès fût jugé. L'évêque répondit que le roi étoit garant de la mouvance & de l'éviction envers l'acquéreur, qu'ainsi il ne pouvoit pas donner lettres pour la réception par Main souveraine: la cause fut appointée le 2 mai 1686; cependant main-levée en donnant caution.

Le deuxième est, quand il y a débat de fiefs entre deux seigneurs, l'un desquels est mouvant de l'autre. Un vassal avoit vendu une partie de son fief, avec rétentio de foi & hommage, sans le consentement du seigneur; en conséquence de quoi le seigneur ayant saisi ce que le vassal avoit retenu & ce qu'il avoit aliéné, l'acheteur somme son vendeur, qui prend le fait & cause pour lui.

En ce cas, il n'y a pas lieu à la réception par Main-souveraine, parce que l'acheteur n'a droit que par son vendeur, lequel n'a pu aliéner partie de son fief au préjudice du seigneur, suivant ce qui a été remarqué sur l'article 51.

C'est pourquoi la coutume dit en cet article 60, „ *entre plusieurs seigneurs* „.

Brodeau, *nomb.* 29, remarque ces deux espèces.

Le troisième est observé par Brodeau, *nomb.* 30, savoir, lorsque le combat de fief se peut juger sommairement, comme si un des seigneurs avoit toujours été en possession paisible de la mouvance; pour lors il y auroit sujet de croire que

le vassal auroit malicieusement suscité un autre seigneur pour vexer le sien , c'est pourquoi il pourroit s'opposer à l'entérinement des lettres par lui obtenues , demander qu'il eût à l'avouer pour seigneur , ou le désavouer au péril de la commise , à quoi pourroit être condamné le vassal qui auroit connoissance du droit de son seigneur ; néanmoins si la provision n'étoit pas adjugée sur le champ , que le juge trouvât quelques difficultés , & que le procès tirât en longueur , il pourroit procéder à l'entérinement des lettres.

Le quatrième est , quand deux seigneurs prétendent respectivement la censive sur un même héritage , parce qu'au cas que deux seigneurs aient saisi les fruits de l'héritage , suivant l'article 74 , le propriétaire ou possesseur d'icelui n'a qu'à s'opposer & consigner trois années du cens pour avoir main-levée , conformément à l'article 75.

Le cinquième est , lorsque le vassal avoit brisé & enfreint la saisie de l'un des seigneurs venue à sa connoissance , en spoliant les commissaires établis à sa requête , à moins qu'il n'eût au paravant rétabli & remis entre les mains des commissaires les fruits par lui perçus & enlevés , comme il a été jugé par arrêt du 17 juillet 1517 , donné au profit de M. l'archevêque de Sens , contre M. le duc de Longueville , par lequel il fut ordonné que le relief & les droits contestés seroient payés , les fruits échus depuis la main-mise enfreinte , consignés & rétablis es mains des commissaires , & qu'ensuite ledit sieur duc de Longueville seroit reçu par Main souveraine suivant les lettres par lui obtenues à cet effet. Tronçon , *verbo* , par Main souveraine , & Brodeau , nomb. 24.

Le sixième, si plusieurs seigneurs du fief dominant prétendoient chacun solidairement la mouvance sur le fief, d'autant que le vassal n'auroit qu'à faire la foi & hommage au principal manoir duquel son fief releveroit au nom de tous, ou de celui qui en posséderoit le manoir au nom de tous : c'est le sentiment de M^e. Ricard ; cependant, en cas de saisie, je conseillerois au vassal de recourir à la Main souveraine, vu que s'il avoit fait la foi au nom de tous, il seroit obligé de la réitérer à celui qui obtiendrait la mouvance : car la foi & hommage est due au seigneur à cause du fief.

Quand il arrive une nouvelle ouverture au fief pendant le procès du combat de fief, le nouveau vassal doit encore consigner les nouveaux droits qu'il doit à cause de la mutation arrivée en sa personne.

» Si pendant le débat des seigneurs féodaux,
 » y a mutation du vassal reçu par Main souve-
 » raine, soit par vendition, donation, ou autre-
 » ment, ou bien par mort, & soit dû profit de
 » fief, les seigneurs contendans feront saisir le
 » fief pour la conservation de leurs droits ; & le
 » nouveau vassal se fera recevoir par Main sou-
 » veraine, comme son prédécesseur, consignera
 » les droits en justice, & fera déclarer sa con-
 » signation bonne “. *Bacquet, du droit d'a-*
mort. ch. 59, n. 8, Ferriere, sur l'art. 60 de
P. gl. 2.

Le vassal qui se fait recevoir par Main souveraine n'est pas obligé de consigner les droits antérieurement échus ; il suffit qu'il consigne ceux qui sont ouverts par la mutation arrivée en sa per-

sonne ; voici les autorités qui appuient cette décision.

» Mais ce qui est à remarquer , c'est lorsqu'il
 » y a un nouveau possesseur du fief pour raison
 » duquel il y a combat de fief entre deux sei-
 » gneurs ; ce nouveau vassal n'est pas obligé de
 » consigner les anciens droits dus , mais seule-
 » ment ceux de son temps , c'est-à-dire , de la
 » nouvelle mutation. *Observation de M. le Camus*
 » *sur l'article 60 de Paris.*

» Il n'est le vassal tenu de consigner d'au-
 » tres droits que ceux de la mutation qui a donné
 » lieu à la contestation. *Brodeau sur l'article 60*
 » *de la coutume de Paris.*

» Il faut consigner en justice les droits dus
 » par la mutation , c'est-à-dire la dernière , &
 » non ceux des précédentes , qu'il suffira de con-
 » signer quand le procès sera jugé ; *Dupleffis* ,
 » des fiefs , liv. 5 , chap. 6.

» S'il est dû des droits pour ouvertures précé-
 » dentes , il n'est pas nécessaire de les consigner ;
 » il suffit de les payer quand le procès sera
 » jugé. *Billecoq , des fiefs , liv. 9 , ch. 6* «.

M. le Maître dans son traité des fiefs & hom-
 mages , liv. 4 , rapporte un arrêt du 5 janvier
 1534 , qui juge que pour obtenir par un vassal
 » réception par Main-souveraine , il n'est pas
 » nécessaire qu'il y ait concurrence de deux sai-
 » sies ; mais suffit qu'il y ait concurrence d'ac-
 » tions de deux seigneurs féodaux : *ce qui n'avoit*
 » *encore été jugé* «.

Ce magistrat développe en ces termes le
 motif de cet arrêt & les moyens sur lesquels
 il est intervenu : au cas présent , la difficulté
 étoit , qu'il n'y avoit que l'un des seigneurs pré-
 tendans

tendans qui eût fait saisir, l'autre venoit par action, au moyen de quoi celui qui avoit fait saisir disoit qu'il devoit jouir, au péril des dommages intérêts s'il succomboit, & que le vassal ne devoit avoir main-levée, vu qu'il n'y avoit concurrence de saisies : le vassal au contraire disoit, qu'il suffit qu'il y ait concurrence de seigneurs féodaux, soit qu'ils y viennent par saisie féodale ou par action. Sur ce, la cour dit par arrêt, qu'il a été bien jugé par lesdits gens des requêtes, jugeant par cet arrêt, que quand il y a concurrence de seigneurs féodaux par main-mise ou par action, il y a lieu à réception par Main souveraine. La raison en est que telle réception n'est fondée que sur le débat de la tenue féodale entre les deux seigneurs, pendant lequel débat le vassal ne fait auquel des deux obéir & faire l'hommage ; & cependant justice le reçoit sous la main du roi, qui est la Main souveraine, duquel tous fiefs dépendent, *mediatè vel immediatè*, comme nous avons dit ci-dessus.

Les auteurs ont fait de la disposition de cet arrêt une règle de droit commun : „ Laquelle réception par Main souveraine, dit Bacquet, *traité des amortissemens*, chap. 57, „ a lieu non „ seulement quand il y a concurrence de saisies „ faites à la requête de plusieurs seigneurs féo- „ daux qui ont tous fait saisir le fief appar- „ tenant à gens de main-morte, prétendant qu'il „ soit solidairement & immédiatement tenu de „ chacun d'eux, mais aussi quand l'un d'eux a „ procédé par saisie, & l'autre par simple ac- „ tion, ou quand ils viennent tous par action, „ ou bien quand ils sont en discord extrajudi-

» ciaire ; & étant appelés en justice , ils préten-
 » dent respectivement la tenue du fief apparte-
 » nant à gens de main-morte , ou à autre vassal
 » qui les a fait appeler ; & encore cette récep-
 » tion par Main souveraine a lieu quand un
 » seigneur féodal a fait saisir un héritage comme
 » mouvant en fief , foi & hommage de lui , &
 » qu'un autre seigneur prétend qu'il est tenu en
 » censive de lui , car tout seigneur censier est
 » seigneur féodal , & ne peut avoir censive sans
 » qu'il y ait eu fief , de partie duquel la censive
 » ait été créée originairement ; aussi le droit
 » censuel est noble , & se partage entre les héri-
 » tiers noblement , & non roturièrement , comme
 » nous avons déclaré au deuxième chapitre «.

Quant à la procédure nécessaire pour parvenir à la réception par Main souveraine , le vassal doit , comme on l'a déjà dit , obtenir des lettres royaux adressées au plus prochain juge royal de son fief , par lesquelles ce juge est autorisé à le recevoir en Main souveraine ; telle est la première formalité de cette réception.

Il doit demander l'entérinement de ces lettres ; seconde formalité de cette réception , cet entérinement étant leur condition légale.

Par sa demande il doit s'avouer vassal , & se soumettre de faire la foi & hommage à celui des deux contendans qui obtiendra gain de cause ; troisième formalité de cette réception , parce que sans cet aveu , ce ne seroit plus combat du fief , mais prétention d'un franc-aleu , qui ne peut subsister sans titre.

Pour obtenir l'entérinement de ces lettres , il faut qu'il assigne les deux seigneurs contendans pardevant le juge auquel les lettres sont adres-

sées, & qu'il consigne les droits de la dernière mutation, si aucuns sont dus, & qu'il signifie copie de la quittance de consignation; c'est la condition de droit de cette réception, qui au fond ne donne aucune atteinte aux droits des contendans, que la consignation conserve entièrement.

L'entérinement de ces lettres, la réception en Main souveraine, équipollent tellement à la foi & hommage, que l'an du retrait court du jour de l'entérinement, c'est-à-dire, d'une telle réception; autrement elle seroit imparfaite; ce qui ne doit être, puisque le vassal s'étant conformé à la loi, doit être conservé dans tous ses droits.

Voyez Dupleffis, *des fiefs*, liv. 5, ch. 6, tout à la fin, page 55.

Denisart, *verbo Main souveraine*, dit que par la sentence de réception, le juge reçoit le vassal en foi; Bacquet dit précisément le contraire dans son traité du droit d'amortissement, quatrième parrie ch. 59.

Voici de quelle manière il s'exprime : „ Est-il besoin noter que le juge ne dit pas qu'il „ reçoit par Main souveraine le demandeur en foi „ & hommage du fief saisi, car lorsque les lettres sont judiciairement entérinées, le demandeur ni son procureur n'a accoutumé porter „ foi ni faire hommage, soit au juge qui prononce sur l'entérinement des lettres, soit au roi depuis l'entérinement d'icelles en la chambre des comptes ou ailleurs. Aussi le style & „ forme des lettres de réception par Main souveraine étant au protocole de la chancellerie, „ ne porte pas que le vassal sera reçu par Main-

» souveraine en foi & hommage de son fief
 » saisi ; mais il porte , que par lettres est mandé
 » au juge que s'il lui appert de la contestation
 » des seigneurs féodaux , en ce cas pendant le
 » procès & différent de la tenue féodale dudit
 » fief , fasse jouir & user le demandeur d'icelui
 » fief par Main souveraine , à tout le moins en
 » consignat les droits & devoirs par lui dus.
 » Joint que par le jugement donné sur l'enté-
 » nement des lettres , le demandeur étant chargé
 » de porter la foi & hommage à celui des sei-
 » gneurs contendans qui obtiendra en fin de
 » cause , est clairement montré que la presta-
 » tion de foi & hommage demeure en suspens ,
 » & est différée jusqu'à ce que la contention
 » de la tenue féodale soit vidée & terminée ,
 » comme il est porté par le 60 art. de la nou-
 » velle coutume de Paris ; aussi ladite nouvelle
 » coutume , en l'article susdit , ne porte pas que
 » pendant le débat des seigneurs féodaux le
 » vassal sera reçu par Main souveraine en foi &
 » hommage du fief saisi : mais elle porte , que
 » quand entre plusieurs seigneurs est question d'au-
 » cun fief , lequel chacun d'iceux seigneurs dit
 » être mouvant de lui ; que le vassal en doit
 » être reçu par Main souveraine , & jouir pen-
 » dant le procès , en consignat par lui en justice
 » les droits & devoirs par lui dus à cause d'icelui
 » fief « .

La décision de Bacquet paroît être écrite dans
 l'article 60 de la coutume de Paris , & après
le procès terminé , est tenu le vassal faire & por-
ter la foi. Il suit de ces termes , que le vassal
 n'est point tenu de faire la foi & hommage
 avant le jugement du procès fait pardevant le

juge qui entérine les lettres de réception par Main souveraine, ou au seigneur supérieur & suzerain, au cas que les deux seigneurs contendans relevassent en plein fief d'un même seigneur. Brodeau *nomb.* 34.

Il s'ensuit encore qu'il n'échet point de provisions au profit d'un des seigneurs contendans, comme il a été jugé par arrêt du vendredi 14 janvier de relevée 1611, rapporté par Brodeau *nomb.* 32.

La raison en est, que la provision donneroit atteinte à la question sur la mouvance.

Néanmoins Dumoulin est d'avis contraire en sa note sur ces mots *être reçu par Main souveraine* de l'article 42 de l'ancienne coutume, où il veut que le vassal fasse la foi & hommage à celui des seigneurs qui obtient la provision en ces termes; *par provision, & aussi reconnoître celui qui obtient la provision contre son compétiteur.*

Mais cette provision n'est point d'usage, & les réformateurs n'ont obligé le vassal de faire la foi & hommage qu'après le jugement du procès.

Voyez l'auteur du grand coutumier, liv. 2, chap. 28; avec la note de Charondas, p. 189; Desmares, décision 135; les établissemens, liv. 2, chap. 3; Brodeau sur cet article; Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 42, *nomb.* 11, 12, 18 & 53; & sur l'article 385 de la coutume de Bourbonnois; Bacquet au traité du droit d'amortissement, ch. 59, *nomb.* 6; Loysel, liv. 4, tit. 3, règle 94; & la note de maître Laurière; le glossaire du droit François, sur le mot de Main souveraine; Thourette, sur Montfort, art.

39 ; de la Lande , sur Orléans , art. 87 ; Lelet , sur Poitou , art. 123 ; le dictionnaire de M. Brillon , verbo *Main souveraine* , & verbo *fief* , nomb. 86 & suiv. Corbin , suite de patronage , chap. 248 ; Coquille , question 39 ; bibliothèque de Bouchel , verbo *fiefs* ; Charondas liv. 7 , rep. 16 , & liv. 2 , rep. 83 ; M. Auzanet , en ses arrêts , chap. 32 ; Pontanus , sur la coutume de Blois , tit. 4 , art. 39 ; Papon , sur la coutume de Bourbonnois , art. 38 ; Euglebermeus , sur la coutume d'Orléans , tit. 1 , art. 92 ; Chopin , sur la coutume d'Anjou , liv. 1 , chap. 6 , nomb. 6 , liv. 2 , part. 2 , chap. 1 , tit. 1 , nomb. 3 ; & sur celle de Paris , liv. 1 , nomb. 5 & 6 ; de l'Honneau , sur la coutume d'Anjou , liv. 1 , art. 8 ; & en ses maximes , liv. 2 , art. 13 ; Coquille , sur la coutume de Nivernois , tit. 4 , art. 50 ; & en son institution , tit. des fiefs ; le Maître , tit. des fiefs , ch. 3 ; Bacquet du droit d'amortissement , ch. 54 ; Saligny , sur la coutume de Vitry , art. 52 ; Vigier , sur la coutume d'Augoumois , art. 23 ; Buridau , sur la coutume de Vermandois , art. 202 ; Duret , dans son alliance des coutumes , p. 848 ; Duplessis explique cet article 60 de la coutume de Paris , en son traité des fiefs , liv. 5 , chap. 6 , page 54.

(Article de M. H * * * , avocat au parlement.)

MAINTENUE. Confirmation par autorité de justice dans la possession d'un héritage ou d'un bénéfice.

Lorsque la possession n'est adjugée que provisoirement & pendant le procès , cette simple *Maintenue* s'appelle *récréance*.

Mais lorsque la possession est adjugée définitivement à celui qui a le meilleur droit, cela s'appelle *la pleine Mainteneur*.

Avant de procéder sur la pleine Mainteneur, le jugement de récréance doit être entièrement exécuté.

L'appel d'une sentence de pleine Mainteneur n'en suspend pas l'exécution.

En matière bénéficiaire, quand le juge royal a adjugé la pleine Mainteneur d'un bénéfice sur le vu des titres, on ne peut plus aller devant le juge d'église pour le pétitoire.

Voyez RÉCRÉANCE, POSSESSION, PÉTITOIRE.

MAJOR. C'est un officier qui dans un régiment est subordonné au lieutenant colonel, & commande à tous les capitaines.

Les Majors, soit d'infanterie, soit de cavalerie, sont particulièrement chargés de tenir la main à l'exécution des ordonnances concernant la police & la discipline.

Suivant l'article 23 du titre 3 de l'ordonnance du premier mars 1768, le Major d'un régiment doit remettre en arrivant dans une ville, & ensuite tous les mois, au commandant de la place, un état exact de la force effective de ce régiment, compagnie par compagnie, avec le nombre, le nom & les grades des officiers tant présens qu'absens, les raisons de leur absence & le lieu où ils sont.

Les ordonnances du roi du 25 mars 1776 ont fixé les appointemens d'un Major d'infanterie à 3000 livres par an, ceux d'un Major

de cavalerie ou de hussards à 3200 livres ,
& ceux d'un Major de dragons à 3120 livres.

MAJOR se dit aussi , dans une place de guerre , d'un officier qui doit y commander en l'absence du gouverneur & du lieutenant de roi , & veiller à ce que le service militaire s'y fasse avec exactitude.

Suivant l'article 7 de l'ordonnance du roi du 18 mars 1776 , les majorités de place ne doivent être accordées qu'à des officiers qui aient au moins le grade de capitaine.

MAJORAT. C'est un fidéicommiss graduel , successif , perpétuel , indivisible , fait par le testateur dans la vue de conserver le nom , les armes & la splendeur de sa maison , & destiné à toujours pour l'aîné de la famille du testateur.

Il est appelé *Majorat* , parce que sa distinction est pour ceux qui sont *natūmajores*.

L'origine des Majorats vient d'Espagne ; elle se tire de quelques loix faites à ce sujet du temps de la reine Jeanne en 1505 , dans une assemblée des états qui fut tenue à Toro , ville située au royaume de Léon.

Au défaut de ces loix , on a recours à celles que le roi Alphonse fit en 1521 pour régler la succession à la couronne , qui est un Majorat.

Le testateur peut déroger à ces loix , comme le décident celles qui furent faites à Toro.

Pour faire un Majorat , il n'est pas nécessaire d'y être autorisé par le prince , si ce n'est pour ériger un Majorat de dignité.

Ce n'est pas seulement en Espagne que l'on voit des Majorats, - il y en a aussi en Italie & dans d'autres pays. Il y en a quelques-uns dans la Franche-Comté, laquelle, en passant de la domination d'Espagne sous celle de France, a conservé tous ses privilèges & ses usages.

Les descendants & même les collatéraux descendants d'une souche commune, soit de l'agnation ou de la cognation du testateur, sont appelés à l'infini, chacun en leur rang, pour recueillir le Majorat sans aucune préférence des mâles au préjudice des femelles, à moins que le testateur ne l'ait ordonné nommément.

La vocation de certaines personnes, à l'effet de recueillir le Majorat, n'est pas limitative, elle donne seulement la préférence à ceux qui sont nommés, sur ceux qui ne le sont pas, de manière que ces derniers viennent en leur rang après ceux qui sont appelés nommément.

Quand le testateur ne s'est point expliqué sur la manière dont le Majorat doit être dévolu, on y suit l'ordre de succéder *ab intestat*.

Voyez le traité de Molina sur l'origine des Majorats d'Espagne, & l'article SUBSTITUTION.

MAJORITÉ est un terme dérivé du mot latin *major*, auquel on sous-entend toujours dans le droit, *viginti quinque annis*, parce que le droit romain fixe à vingt-cinq ans la capacité de disposer de son bien. Ainsi on entend par majeur, une personne que la loi présume avoir acquis toute la maturité d'esprit & de jugement nécessaire pour se conduire dans ses affaires. En cela, majeur est opposé à mineur, que la loi présume au contraire n'avoir pas acquis les con-

noissances & la maturité suffisantes pour se diriger & administrer son bien.

Autrefois en France la Majorité , ou , pour parler plus exactement , la capacité de disposer , étoit différente , suivant la nature des biens & la qualité des personnes , comme nous l'apprenons de Jean Desmares dans sa décision 249.

» Enfans de pooste sont âgés à quatorze ans ,
 » puisqu'ils sont mâles , & les pucelles sont
 » âgées à douze ans ; mais ceux qui sont nobles
 » sont âgés à vingt-un ans , quant à choses
 » nobles & feudataires , & quant à celles qui
 » sont tenues en villénage , à quatorze ans «.

Si cet auteur ne distingue pas entre les gens de pooste, c'est-à-dire , les roturiers , ceux qui avoient des fiefs , c'est qu'anciennement les roturiers étoient incapables d'en posséder ; mais quand on les y eut admis , ils n'étoient réputés majeurs par rapport à leurs fiefs , qu'à vingt-un ans , de même que les nobles.

L'étude du droit Romain introduisit insensiblement la réforme dans les coutumes ; & lors de leur rédaction on y fixa dans la plus grande partie la Majorité à vingt-cinq ans. Il nous est cependant resté des traces de cet ancien usage par rapport aux fiefs. Il y a même encore des coutumes qui ont fixé diversement l'âge pour disposer de ses biens , distinguant les personnes , les biens & le genre de dispositions. La jurisprudence du parlement de Paris tend cependant à les ramener toutes à un droit commun & uniforme.

La coutume d'Anjou est une de celles dont les dispositions ont le plus de rapport avec l'ancien usage ; elle porte , art. 444 :

„ Et est à savoir que le mâle noble n'est éagé
„ (que) jusques à vingt ans accomplis, & la fille
„ noble à quatorze ans; mais enfans coutumiers
„ soient fils ou filles sont éagés à quatorze ans
„ & sont habiles à la poursuite de leurs droits,
„ posé que le coutumier ne soit éagé à tenir
„ sa terre à foi, plutôt que le noble . . . &
„ vaut & tient contrat fait avec iceux coutu-
„ miers éagés à quatorze ans, autant que touche
„ leurs meubles seulement, & pourtant que tou-
„ che les contrats portant aliénation de chouses
„ héréditaires, ils ne sont valables sans l'autorité
„ de justice, joucques à ce qu'ils aient vingt ans
„ comme les nobles «.

L'article 455 de la coutume du Maine ren-ferme les mêmes dispositions, mais elles y sont plus clairement expliquées, & peuvent servir à interpréter la coutume d'Anjou; cet article est ainsi conçu :

„ Et est à savoir que le mâle noble n'est âgé
„ jusques à vingt ans accomplis, & la fille noble
„ à quatorze ans; mais enfans coutumiers; soit
„ fils ou fille, sont âgés à quatorze ans, & sont
„ habiles en la poursuite de leurs droits, posé
„ que le coutumier ne soit en âge de tenir sa
„ terre, tenue à foi plutôt que le noble . . . &
„ vaut & tient contrat fait avecques iceux coutu-
„ miers âgés de quatorze ans, en tant que tou-
„ chent leurs meubles menus & qui ne se peu-
„ vent garder seulement. Pourtant que touchent
„ les contrats portant aliénation des autres meu-
„ bles & choses héréditaires & immeubles, ils
„ ne sont valables sans autorité de justice, jusques
„ à ce qu'ils aient vingt ans comme les nobles «.

Ces deux coutumes distinguent, comme l'on

voit, les nobles des roturiers, & les différentes natures de biens. Elles ne donnent aux nobles, savoir, aux mâles, la jouissance de leurs biens, meubles, immeubles, nobles ou roturiers, qu'à vingt ans accomplis, & aux filles à quatorze ans.

Les roturiers possédant fiefs n'en ont, de même que les nobles, l'administration qu'à vingt ans accomplis à l'égard des mâles. Ils peuvent disposer de leurs meubles à quatorze ans; mais ils ne peuvent aliéner leurs héritages que quand ils ont vingt ans accomplis.

On a agité la question si dans ces coutumes qui permettent de disposer à vingt ans de ses immeubles, ceux qui, en vertu de ces dispositions, les avoient aliénés, étoient restituables pour cause de lésion, ou seulement pour les causes pour lesquelles les majeurs sont restitués. On trouve dans les auteurs des raisons très-fortes pour & contre. Ceux qui ont soutenu qu'ils ne devoient être restitués que pour les causes qui donnent lieu à la rescision entre majeurs, disent qu'on ne peut pas argumenter du droit romain, ni le faire prévaloir contre la disposition précise des coutumes, lesquelles étant revêtues elles-mêmes du sceau de l'autorité publique, sont loi dans leur territoire. Les progrès de la raison ne sont pas les mêmes chez tous les hommes; les uns acquièrent plutôt la maturité du jugement & de la réflexion; chez les autres elle vient plus tard; plusieurs même ne l'acquièrent jamais, & ils vieilliroient dans la minorité, si l'on attendoit, pour leur donner la capacité de contracter, que leur esprit eût acquis le dernier degré de perfection que la nature paroît leur refuser. L'incapacité du

mineur est fondée sur son état de foiblesse, elle a son fondement dans la nature; mais la Majorité est l'ouvrage d'une loi positive, qui, calculant les progrès de la raison sur la constitution physique, a pu déterminer plus tôt ou plus tard la capacité de contracter, parce que ce qui est de droit positif n'est pas tellement immuable, qu'il ne soit au pouvoir des législateurs de décider différemment; & ce qui a été établi pour un peuple, n'est pas une loi à laquelle les autres soient obligés de se soumettre.

Si l'on rapproche les dispositions de ces coutumes avec celles du droit romain, on voit qu'elles ne peuvent se concilier les unes avec les autres. Par exemple, la coutume d'Anjou permet au mineur de vingt-cinq ans, mais qui a accompli ses vingt années, de vendre ses immeubles sans formalité & sans décret du juge; le droit romain le défend expressément: comment appliquera-t-on à cette coutume la disposition du droit romain?

Si l'on dit que la coutume en accordant la liberté de disposer n'a pas exclu la restitution, on crée un droit mitoyen, une espèce d'émancipation particulière, qui n'est établie ni par le droit romain, ni par la coutume. En accordant au majeur de vingt ans la restitution, on attaque la sagesse de la loi, qui devient faible & indéterminée, on la fait dépendre des circonstances & de l'arbitrage du juge. Au lieu de couper le mal dans la racine, ce qui doit être le but de toute bonne loi, la coutume en deviendrait elle-même la source, en autorisant des aliénations qui pourroient donner lieu à des procès.

Que résulte-t-il de l'interprétation qu'on veut

donner à ces coutumes ? C'est que personne ne pouvant traiter sûrement avec ces majeurs de vingt ans , on détruira l'effet d'une loi approuvée par toute une province , confirmée par le roi , & revêtue du sceau de l'autorité publique.

Ceux qui soutiennent l'opinion contraire disent : Quand les coutumes ne se sont pas expliquées précisément sur certains cas , il faut les interpréter suivant le droit commun. Or , les coutumes du Maine & d'Anjou disent bien que les aliénations d'immeubles faites par des majeurs de vingt ans , sont valables sans autorité de justice ; mais elles n'excluent pas la restitution lorsqu'ils sont lésés.

Il est certain que cette capacité a été établie pour l'avantage des mineurs , & que leur refuser la restitution sous ce prétexte , ce seroit tourner contre eux ce qui a été établi en leur faveur. D'ailleurs , la capacité de contracter n'est pas un motif suffisant pour les priver de la restitution ; les mineurs pubères ne sont pas , suivant le droit romain , incapables de contracter sans l'assistance d'un tuteur ou d'un curateur , & cependant les actes qu'ils ont passés sont sujets à restitution.

La jurisprudence a confirmé cette dernière opinion. On trouve dans les commentateurs des coutumes du Maine & d'Anjou plusieurs arrêts qui ont entériné des lettres de rescision obtenues contre des aliénations faites par des majeurs de vingt ans. Voyez EMANCIPATION.

Observez que , suivant le droit commun , les aliénations d'immeubles faites par les mineurs sont nulles , sans qu'il soit besoin de lettres de rescision , au lieu que , dans ces coutumes , le majeur de vingt ans étant capable d'aliéner , les contrats qu'il a passés ne sont pas nuls de plein

droit, mais il faut se pouvoir contre par lettres de rescision, & les faire entériner.

Si dans ces coutumes les majeurs de vingt ans, mais mineurs de vingt cinq ans, sont restitués pour cause de lésion contre les aliénations qu'ils ont faites, il s'ensuit qu'ils ne peuvent disposer par donation entre vifs de leurs immeubles, car donner c'est perdre; & la loi n'a pas entendu les autoriser à dissiper leurs biens: la lésion est manifeste dans ce cas, & le titre même de l'aliénation en fournit la preuve.

Cette décision s'applique à toutes les coutumes qui fixent la Majorité au dessous de vingt cinq ans. Cependant on suit en Normandie une jurisprudence contraire. L'article 38 du règlement de 1666 porte: » Toute personne née en Normandie, soit mâle ou femelle, est censée majeure » à vingt ans accomplis, & peut après ledit âge » vendre & hypothéquer ses biens, meubles & » immeubles, sans espérance de restitution, sinon » pour les causes pour lesquelles les majeurs » peuvent être restitués «.

Les jurisconsultes normands conviennent que cet article ne dispose que par rapport aux personnes nées en Normandie; celles nées dans une autre province, qui viendroient demeurer en Normandie, qui s'y marieroient & qui s'y établissent, ne pourroient jouir de cette Majorité.

Il faut que les vingt ans soient accomplis. Ceux qui ont atteint cette Majorité peuvent contracter, s'obliger, vendre, aliéner leurs meubles & leurs immeubles, transiger, faire partage & tous les actes que feroient les majeurs de vingt cinq ans dans les autres coutumes, sans pouvoir être restitués contre ces actes, sinon pour les causes qui

peuvent donner lieu à la restitution des majeurs de vingt cinq ans dans les autres provinces.

On a agité la question de savoir si cette Majorité normande devoit avoir effet dans les autres provinces. Denisart rapporte un arrêt du 4 juin 1749, qu'il prétend avoir jugé, qu'un Normand, majeur de vingt ans, n'auroit pas pu vendre ses biens régis par la coutume de Paris. On tient au contraire pour maxime certaine en Normandie, qu'un majeur de vingt ans accomplis est capable de disposer de ses biens, & d'ester à droit dans tous les tribunaux du royaume, sans assistance de tuteur ni de curateur. On ne peut nier que l'opinion des jurisconsultes de Normandie ne soit conforme à la pureté des principes. En effet, le statut qui règle la Majorité est regardé par tous les auteurs comme un statut personnel; on ne peut pas être majeur pour un lieu & mineur pour un autre, non plus qu'on ne pourroit dire qu'un homme est sain d'esprit en Normandie & qu'il est en même temps dépourvu de bon sens à Paris. Quand une coutume déclare majeure une personne âgée de vingt ans, c'est de même que si elle décidoit positivement que cette personne a acquis le jugement suffisant pour se conduire dans ses affaires. On peut comparer un mineur à un interdit. Celui qui est interdit par un tribunal, l'est pour tous les lieux, jusqu'à ce qu'on lève son interdiction; mais quand l'interdiction est levée par un tribunal, elle l'est également pour tous les lieux; de même, quand une coutume déclare une personne majeure, elle lève, pour ainsi dire, l'interdiction où la mettoit sa minorité, & elle la rend capable de tous les actes de la société; elle doit donc porter sa capacité par-tout, elle

ne peut pas plus la diviser, qu'elle ne peut diviser sa propre existence.

Dire que cette Majorité normande ne vaut que comme émancipation, ce n'est pas interpréter la loi, mais la détruire; car l'article 38 du règlement de 1666, qu'on a rapporté ci-dessus, déclare positivement les majeurs de vingt ans capables de vendre leurs biens, meubles & immeubles, sans espérance de restitution, sinon pour les causes pour lesquelles les majeurs peuvent être restitués.

Cette Majorité de vingt ans accomplis n'autorise pas les mineurs de vingt-cinq ans à se marier sans le consentement de leurs parens. La déclaration du 26 novembre 1639 a dérogé expressément aux coutumes qui la fixent au dessous de vingt-cinq ans.

Cette Majorité n'habilite pas non plus les mineurs de vingt-cinq ans à posséder des offices ou bénéfices contre la disposition des ordonnances ou des canons.

Les marchands, par rapport à leur commerce; les bénéficiers, pour ce qui est relatif à leurs bénéfices; les officiers, pour ce qui est dépendant des fonctions de leur office, sont réputés majeurs.

L'ordonnance du commerce contient une disposition précise à l'égard de ceux qui font le commerce. Il est dit, dans l'article 6 du titre premier: » Tous négocians ou marchands en gros » ou en détail, comme aussi les banquiers, seront réputés majeurs, pour le fait de leur commerce & banque, sans qu'ils puissent être restitués; sous prétexte de minorité «.

L'ordonnance s'applique aussi aux ouvriers &

artisans qui sont de même réputés majeurs pour le fait de leur métier. Mais cette espèce de Majorité n'est relative qu'au fait du commerce ou trafic dont ils font profession. Ils restent dans les termes du droit commun pour tout ce qui y est étranger.

C'est une question, si les mineurs banquiers ou marchands peuvent vendre leurs immeubles sans décret du juge, pour en employer le prix au fait de leur commerce. M. Jousse, qui propose la question sur l'article de l'ordonnance de 1673, cité ci-dessus, distingue si l'aliénation n'a été faite par le mineur que sur la simple promesse d'en employer le prix dans son commerce, ou si elle a été faite par le mineur pour demeurer quitte du prix de la marchandise dont il fait le commerce. Dans le premier cas, l'auteur prétend que le mineur pourroit être restitué, à moins que l'acquéreur ne prouvât que le mineur a employé le prix dans son commerce. Mais, dans le second cas, l'aliénation, suivant lui, seroit légitime : sa raison est, que le mineur étant réputé majeur pour le fait de son commerce, il peut disposer de son bien pour son négoce.

Ne peut-on pas dire au contraire que le mineur marchand n'est réputé majeur que pour le fait de son commerce seulement ? Il peut bien engager ses immeubles pour fait de commerce ; mais il ne peut les vendre sans nécessité, & la nécessité de vendre doit être constatée suivant les formes ordinaires. La vente des immeubles d'un mineur ne peut jamais être regardée comme un fait de commerce ; & la nécessité où il seroit de vendre pour acquitter des obligations qu'il auroit contractées pour son commerce, ne devoit pas exclure la restitution, s'il étoit lésé.

Il y a encore une espèce particulière de Majorité qui a lieu dans plusieurs coutumes à l'égard des fiefs, & qu'on appelle pour cette raison Majorité féodale. Dans la coutume de Paris, elle consiste en ce que, suivant l'article 32, » tout » homme tenant fief est tenu & réputé âgé à » vingt ans, & la fille à quinze ans accomplis, » quant à la foi & hommage & charge de » fief «.

Il faut observer qu'au lieu de ces mots, & charge de fiefs, qui se trouvent dans la nouvelle coutume, l'ancienne portoit, & administration de fief; ce qui fait une notable différence.

Il n'y a pas de difficulté que le vassal majeur de vingt ans ne puisse faire la foi & hommage, & le seigneur dominant, aussi majeur de vingt ans, ne puisse la recevoir sans être assisté de tuteur ou de curateur. Mais c'est une question, si l'on peut payer les profits de fief, comme le relief, le quint, ou les lods & ventes, donner des aveux & dénombremens à celui qui n'a encore atteint que la Majorité féodale, ou s'il faut qu'il soit assisté de son tuteur.

Dumoulin décide qu'on ne doit entendre les termes de l'article que par rapport aux actes d'administration, comme de renouveler l'investiture; c'est-à-dire, de recevoir la foi & hommage des nouveaux vassaux, ou de donner souf-france, pourvu qu'elle n'excede pas les termes de la coutume; qu'on peut aussi lui exhiber du contrat de vente, & lui offrir les droits s'il n'a pas de tuteur; mais que, s'il en a un, ces actes ne peuvent être valablement faits sans l'assistance de ce tuteur. Dumoulin écrivoit, comme l'on fait, sur l'ancienne coutume, qui donnoit au

mineur âgé de vingt ans l'administration de son fief. Mais les réformateurs ayant substitué , comme on l'a déjà vu , les mots *charge de fief* à celui d'*administration* , il semble qu'on doit dire que le majeur de vingt ans n'est habilité que pour faire la foi & hommage , le service militaire & autres charges de cette espèce ; mais non pas pour recevoir les profits , à moins qu'il ne soit d'ailleurs émancipé. C'est l'avis de Brodeau & des annotateurs de Dupleffis.

Je crois même qu'il faut aller plus loin , & dire , qu'encore qu'il soit émancipé , on ne peut lui offrir les profits , ni lui donner aveu & dénombrement , parce qu'à l'égard des profits , s'il les accepte , il est exclus du retrait féodal , qu'il peut avoir intérêt d'exercer. A l'égard des aveux & dénombremens , on fait que ce sont des actes importans qui peuvent porter préjudice au fonds & à la propriété , & qu'ils exigent une connoissance des affaires qu'on ne suppose pas dans un mineur.

Il y a aussi des coutumes qui permettent aux mineurs de disposer de partie de leurs biens entre vifs ou par testament. Par exemple , le droit romain permet au mineur pubère de tester. La coutume de Paris , article 272 , permet au mineur qui se marie ou qui a obtenu des lettres de bénéfice d'âge entérinées en justice ayant l'âge de vingt-cinq ans accomplis , de disposer de ses meubles par donations entre vifs ; elle permet aussi , par l'article 293 , à celui qui a l'âge de vingt ans accomplis , de disposer , par testament , de ses meubles , acquêts & conquêts-immeubles ; mais ce sont des actes particuliers , des exceptions à la règle générale , qui ne changent pas l'état

des mineurs ; car on entend par majeur une personne capable de tous les actes de la société.

Voyez Pontanus, sur l'article 2 de la coutume de Blois ; d'Argentré, sur la coutume de Bretagne, au commencement du titre des mineurs ; Mingon ; Chopin, de l'Hommeau & Dupineau, sur la coutume d'Anjou ; Brodeau & Louis, sur la coutume du Maine ; l'article 154 de la coutume d'Artois ; celle de Lille, titre des tuteurs, article 1 ; l'article 58 de la coutume de Ponthieu ; la coutume de Tours, article 344 ; l'ordonnance de 1673, & le commentaire de M. Jousse ; Brodeau, sur M. Louet, lettre F, sommaire 11 ; Dumoulin, sur l'article 21 de l'ancienne coutume ; Delaurière, Brodeau, Duplessis & ses annotateurs, sur l'article 32 de la coutume de Paris. Voyez aussi EMANCIPATION, MINEURS, TUTEURS, SOUFFRANCE ET HYPOTHÈQUE, &c.

(Article de M. LA FOREST, avocat au parlement).

MAIRE. C'est le titre que porte le premier officier municipal d'une ville ou autre lieu. A Paris & à Lyon, ce premier officier se nomme prévôt des marchands.

Les Maires & les échevins sont parmi nous ce qu'étoient chez les Romains les officiers appelés *defensores civitatum*. Ce fut vers le règne de Louis VII que les villes achetèrent des seigneurs le droit d'élire un Maire pour les gouverner.

Saint Louis fit deux ordonnances en 1256, touchant les Maires.

Il régla, par la première, que l'élection des Maires seroit faite le lendemain de la saint Si-

mon saint Jude ; que les nouveaux Maires & les anciens, & quatre prud'hommes de la ville viendroient à Paris , aux octaves de saint Martin , pour rendre compte de leur recette & dépense ; qu'il n'y auroit que le Maire , ou celui qui tient sa place , qui pourroit aller en cour ou ailleurs pour les affaires de la ville , & qu'il ne pourroit avoir avec lui que deux personnes , avec le clerc & le greffier , & celui qui porteroit la parole.

L'autre ordonnance , qui concerne l'élection des Maires dans les bonnes villes de Normandie , ne diffère de la précédente , qu'en ce qu'elle porte , que *le lendemain de la saint Simon , celui qui aura été Maire & les notables de la ville choisiront trois prud'hommes qu'ils présenteront au roi à Paris , aux octaves de la saint Martin , dont le roi choisira un pour être Maire.*

Les Maires ont été électifs jusqu'à l'édit du mois d'août 1692 , par lequel il fut créé des Maires perpétuels en titre d'office dans chaque ville & communauté du royaume , avec le titre de conseiller du roi , à l'exception de la ville de Paris & celle de Lyon , pour lesquelles on confirma l'usage de nommer un prévôt des marchands.

Les motifs qui donnèrent lieu à cette création furent , suivant le préambule de l'édit cité , que le soin que le roi avoit toujours pris de choisir les sujets les plus capables entre ceux qui lui avoient été présentés pour remplir la charge de Maire dans les principales villes du royaume , n'avoit pas empêché que la cabale & les brigues n'eussent eu le plus souvent beaucoup de part à

l'élection de ces magistrats , d'où il étoit presque toujours arrivé que les officiers ainsi élus , pour ménager les particuliers auxquels ils étoient redevables de leur emploi & ceux qu'ils prévoyoit leur pouvoir succéder , avoient surchargé les autres habitans des villes & sur-tout ceux qui leur avoient refusé leur suffrage ; & qu'à l'égard des lieux où les Maires n'étoient point établis , chaque juge royal voulant s'en attribuer la qualité & les fonctions , à l'exclusion des autres , cette concurrence n'avoit produit que des contestations entre eux , lesquelles avoient retardé l'expédition des affaires communes & distrait ces juges de leurs véritables fonctions pendant qu'ils s'efforçoient d'usurper celles qui ne leur appartenoient pas : en conséquence , sa majesté jugea que des Maires créés en titre , qui ne seroient point redevables de leurs charges aux suffrages des particuliers , en exerceroient les fonctions sans passion & avec toute la liberté qui leur étoit nécessaire pour conserver l'égalité dans la distribution des charges publiques.

L'édit ordonna que ces nouveaux Maires jouissent des honneurs , droits , émolumens , privilèges , prérogatives , rang & séance dont les Maires précédemment établis & les officiers qui en avoient fait les fonctions , avoient joui , tant dans les cérémonies publiques qu'en tout autre lieu , sous les titres de Maires , jurats , consuls , capitouls , prieurs , premiers échevins ou autrement. Il fut attribué à ces nouveaux officiers le droit de convoquer aux hôtels-de-ville les assemblées générales & particulières où il s'agiroit de l'utilité publique , du bien du service du roi & des

affaires de la communauté, & il fut dit qu'ils receyroient le serment des échevins & autres officiers municipaux dans les villes où il n'y a point de parlement.

L'édit régla que ces Maires présideroient à l'examen, audition, & clôture des comptes des deniers patrimoniaux & autres qui seroient rendus par les receveurs ou autres administrateurs des affaires des villes & communautés.

Il fut dit que les secrétaires des maisons de ville ne pourroient expédier aucun mandement ou ordre concernant le payement des dettes ou charges des villes & communautés, à moins qu'il n'eût été signé d'abord par le Maire, & successivement par les autres officiers municipaux.

Il fut aussi ordonné que les officiers des villes & communautés ne pourroient faire l'ouverture ni la lecture des lettres ou ordres qui leur seroient adressés, sinon en présence du Maire, lorsqu'il seroit sur les lieux.

L'édit ordonna que le Maire auroit une clef des archives de l'hôtel-de-ville, & lui attribua le droit d'allumer les feux de joie, & de porter la robe ainsi que les autres ornemens accoutumés, même la robe rouge, dans les villes où les officiers des présidiaux ont droit de la porter.

Le roi accorda aux Maires, en qualité de députés nés de leurs communautés, entrée & séance aux états dans les provinces & pays d'états.

Sa majesté ordonna en même temps que ces officiers jouiroient du privilège de noblesse dans

les villes où il avoit été rétabli & confirmé, sans qu'ils fussent tenus, non plus que leurs descendants, de payer par la suite aucune finance pour confirmation ou autrement, pourvu toutefois qu'ils fussent décédés revêtus de leurs offices, ou qu'ils en eussent fait les fonctions durant vingt années.

Il fut d'ailleurs accordé aux nouveaux Maires l'exemption de tutelle & curatelle, de la taille personnelle dans les villes taillables, de guet & de garde, du service du ban & arrière-ban, du logement de gens de guerre, & des autres charges & contributions, même des droits de tarif qui se lévoient dans les villes abonnées, & des octrois dans toutes les villes pour les denrées de leur provision.

Enfin, il fut ordonné que ces officiers connoîtroient, conjointement avec les échevins, capitouls, jurats & consuls, de l'exécution du règlement du mois d'août 1669, concernant les manufactures, & en général de toutes les autres matières dont les Maires & les échevins, capitouls, jurats, consuls & autres officiers qui en avoient fait les fonctions, avoient eu droit de connoître précédemment.

Par un autre édit du mois de décembre 1702, il fut créé des offices de lieutenans des Maires des villes & communautés du royaume, pour exercer, en l'absence de ces Maires, les fonctions qui leur avoient été attribuées.

Par un autre édit du mois de décembre 1706, il fut créé des offices héréditaires de conseillers du roi, Maires, & de lieutenans de Maires, alternatifs & mi-triennaux.

Dans plusieurs endroits ces nouveaux offices furent levés par les provinces, villes ou communautés, & réunis aux corps de ville.

Ces offices ont depuis été supprimés, ensuite rétablis, & supprimés encore en différens temps.

Enfin, par un dernier édit du mois de novembre 1771, le feu roi a rétabli en titre d'offices formés, dans chaque ville & communauté du royaume où il y a corps municipal, à l'exception des villes de Paris & de Lyon, un Maire, un lieutenant de Maire, &c. avec le titre de conseillers du roi.

L'article 4 de cet édit a ordonné que tout sujet gradué ou non gradué, soit officier ou autre, pourroit, après avoir obtenu l'agrément de sa majesté, être pourvu de ces offices, & les tenir sans incompatibilité.

Suivant l'article 5, les Maires des villes où il y a cour supérieure, archevêché, évêché ou présidial, doivent être reçus & prêter serment pardevant les cours de parlement ou conseils souverains de leur ressort, en payant pour tout droit de réception soixante livres; les Maires des autres villes, bourgs ou communautés, peuvent, à leur choix, prêter serment pardevant les mêmes cours ou pardevant le plus prochain juge royal, en payant pour tout droit trente livres: quant aux autres officiers municipaux, ils doivent prêter serment pardevant le Maire.

L'article 7 a ordonné que les Maires & les autres officiers nouvellement créés jouiroient des fonctions, rangs, séance, droits & prérogatives dont avoient droit de jouir les précédens titulaires, conformément aux édits & déclarations

antérieurs , & notamment à l'édit du mois de novembre 1706 (*), dont l'exécution a été prescrite,

(*) *Comme les droits & privilèges des Maires , &c. sont détaillés dans cet édit , nous allons le rapporter.*

Louis , &c. salut : Par nos édits des mois d'août 1692 , mai & août 1702 , nous avons créé des offices de nos conseillers-Maires perpétuels & de leurs lieutenans dans toutes les villes & lieux de notre royaume , dont l'établissement a été très-utile pour l'exécution de nos ordres & pour l'administration des affaires publiques & particulières desdites villes. Mais comme leurs fonctions sont depuis augmentées , & qu'elles augmentent encore journellement par les fréquens passages de nos troupes & la confection des rôles des deniers à imposer sur les habitans desdites villes , & que nous sommes d'ailleurs informés que plusieurs d'entre eux sont pourvus d'autres offices qui les empêchent de remplir les fonctions de ceux de Maires & de leurs lieutenans avec toute l'application qu'ils doivent , & les obligent souvent à s'absenter , dont notre service & les affaires des villes & communautés souffrent considérablement ; nous avons écouté volontiers la proposition qui nous a été faite de créer des Maires & lieutenans de Maires alternatifs & triennaux , pour en faire alternativement les fonctions avec les anciens : & afin qu'ils ne souffrent point de cette nouvelle création , nous avons résolu non seulement de les rétablir par un nouveau règlement général dans tous leurs droits , privilèges , exemptions , fonctions , rangs , séances , honneurs & prérogatives auxquels il pourroit avoir été donné quelque atteinte depuis leur création ; mais même de réunir à leurs offices la moitié de celui de triennal , pour y être joint & uni à toujours , & ne composer qu'un seul & même corps d'office , sous le titre d'*ancien & mi-triennal* , sans que , pour raison de ladite réunion & rétablissement de privilèges , ils soient tenus de nous payer aucune nouvelle finance.

ARTICLE I. A ces causes , & autres à ce nous mouvant , de l'avis de notre conseil , & de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale , nous avons par notre présent édit perpétuel & irrévocable , créé , érigé & établi , créons , érigeons & établissons en titres d'offices formés

en ce qu'il n'avoit rien de contraire à celui dont il s'agit.

& héréditaires, un office de notre conseiller Maire perpétuel, & un pareil office de notre conseiller lieutenant dudit Maire, alternatifs & triennaux dans chacune des villes & communautés de notre royaume, pays, terres & seigneuries de notre obéissance, à l'exception toutefois de notre bonne ville de Paris & de celle de Lyon, pour lesdits offices de Maires seulement, pour être lesdits offices exercés alternativement avec ceux qui sont ou seront pourvus de pareils offices, en exécution de nos édits des mois d'août 1692, mai & août 1702, sous le titre d'*alternatif & mi-triennal*, & auxquels anciens offices nous avons par notre présent édit réuni & réunissons l'autre moitié dudit office triennal, pour ne composer qu'un seul & même corps d'office, sous le titre d'*ancien & mi-triennal*, sans que, pour raison de ce, ils soient obligés de nous payer aucune finance, dont nous les en avons déchargés & déchargeons pour toujours par le présent édit.

II. Ceux qui acquerront lesdits offices de Maires & de lieutenans alternatifs & mi-triennaux présentement créés, ou qui en feront les fonctions en attendant la vente, entreront en exercice l'année prochaine 1707, les jours auxquels ont accoutumé d'être faites les nominations & élections des Maires & échevins en chacune ville & communauté, pour continuer à l'avenir, alternativement avec lesdits Maires & leurs lieutenans anciens & mi-triennaux, d'année en année.

III. Les pourvus desdits offices, tant anciens qu'alternatifs, leurs successeurs ou ayans-cause, ne pourront à l'avenir, sous quelque prétexte que ce soit, être remboursés du prix de leurs offices par les villes, communautés & pays d'états de leur établissement, non plus que par les seigneurs auxquels nous en avons ci-devant accordé la faculté, & qu'en tant que besoin est ou seroit, nous avons révoqué & révoquons par le présent édit.

IV. Jouiront tous lesdits Maires & leurs lieutenans, tant anciens & mi-triennaux, qu'alternatifs & mi-triennaux, soit qu'ils soient en exercice ou hors d'exercice, de l'exemption de la taille personnelle dans nos villes taillables, d'uf-

Il a été dit par le même article, que les officiers dont il s'agit feroient exempts de logement

tenfiles, de collecte du sel dans les pays d'impôt, tutelle, curatelle, nominations à icelles, logemens de gens de guerre, contributions à iceux, guet & garde, & de toutes autres charges de ville & de police, ensemble du droit de franc-fief, du service du ban & arrière-ban & contribution d'icelui, & leurs enfans du service de la milice; à l'effet de tous lesquels privilèges & exemptions nous dérogeons à nos édit & déclaration des mois d'août 1705 & septembre 1706.

V. Jouiront pareillement tous lesdits Maires & leurs lieutenans, tant en exercice que hors d'exercice, de l'exemption des droits d'entrée, tarifs & d'octrois, dans les villes de leur établissement, pour les denrées de leur consommation.

VI. Ne pourront les pourvus desdits offices de Maires, & de leurs lieutenans, tant en exercice que hors d'exercice, être contraints par voie de solidité pour les dettes, charges & affaires des communautés de leur établissement, à la charge par eux de faire leurs diligences pendant les années de leur exercice, lorsqu'ils en seront requis.

VII. Jouiront lesdits Maires & leurs lieutenans alternatifs & mi-triennaux, du titre & privilège de noblesse, dans les villes où il a été par nous rétabli & confirmé aux Maires & leurs lieutenans anciens, sans être tenus, ni leurs descendans, de payer ci-après aucune finance pour confirmation ou autrement, dont nous les déchargeons pour toujours, pourvu néanmoins qu'ils soient décédés revêtus desdits offices, ou qu'ils les aient possédés, & en aient fait les fonctions pendant vingt années.

VIII. Dans les pays d'états, lesdits Maires, ou en leur absence leurs lieutenans, tant anciens & mi-triennaux, qu'alternatifs & mi-triennaux, pendant l'année de leur exercice, auront entrée, séance & voix délibérative aux assemblées générales desdits états : & attendu que plusieurs villes & communautés de notre province de Languedoc ont réuni à leur corps les offices de Maires,

de gens de guerre , collecte , tutelle , curatelle ,
guet & garde , milice , tant pour eux que pour

créés par notre édit du mois d'août 1692 ; voulons que ceux qui se feront pourvoir desdits offices de Maires alternatifs des villes & communautés , soient , dans l'année de leur exercice , députés nés aux assemblées des états de la province , & jouissent des montres & journées de ladite députation , des livrées consulaires & autres rétributions que lesdites villes & communautés ont coutume de donner au premier consul , sans que lesdites villes & communautés puissent nommer aucuns autres députés auxdites assemblées , que les Maires créés par le présent édit , chacun dans l'année de leur exercice : voulons aussi que lesdits Maires alternatifs fassent leurs fonctions , & jouissent desdites rétributions dans l'année de leur exercice , alternativement avec ceux qui sont actuellement pourvus des offices créés par notre édit du mois d'août 1692 ; & sera par nous pourvu au remboursement de la moitié de la finance & des deux sous pour livre payés par lesdits anciens Maires pour l'acquisition desdites montres , journées & livrées consulaires , suivant la liquidation qui en sera faite par le sieur de Basville , intendant de ladite Province , sur les quittances qu'ils représenteront de la finance qu'ils justifieront avoir payée pour raison desdites rétributions , desquelles ils jouiront jusqu'à leur entier remboursement.

IX. Jouiront pareillement lesdits Maires & leurs lieutenans , les années de leur exercice , de tous les gages de ville , profits , émolumens & autres droits , de quelque nature & qualité qu'ils soient , dont jouissoient ceux qui faisoient les fonctions de Maire avant notre édit du mois d'août 1692 , soit qu'ils les fissent sous le titre de Maire , syndic , premier échevin , jurats , consuls & capitouls , ou sous tel autre que ce puisse être.

X. Convoqueront lesdits Maires pendant l'année de leur exercice , ou en leur absence leurs lieutenans , à l'exclusion de tous officiers , soit royaux ou de seigneurs , échevins , consuls , jurats , & de tous autres officiers , même à l'exclusion des seigneurs laïques ou ecclésiastiques , toutes les assemblées , tant générales que particulières ,

leurs enfans , & de toute autre charge de ville ou de police , & même que les Maires & les

des habitans desdites villes & communautés , toutes fois & quantes qu'ils jugeront que notre service ou le bien des affaires de la communauté le requerront , & en donneront avis aux échevins , qui ne pourront , sous quelque prétexte que ce soit , en convoquer aucune de leur chef , mais seulement donner avis auxdits Maires , ou en leur absence à leurs lieutenans , de la nécessité qu'il y aura de le faire , lesquels ne pourront s'en dispenser lorsqu'elles leur seront unanimement demandées.

XI. Convoqueront pareillemens lesdits Maires en exercice , ou en leur absence leurs lieutenans seuls , & à l'exclusion de tous autres , les assemblées qui devront être faites pour les élections & nominations des échevins ou consuls , assesseurs & collecteurs des tailles , aux jours & heures accoutumés ; comme aussi celles pour la direction des hôpitaux & hôtels-dieu , l'élection des administrateurs à l'économie des aumônes dans les villes & lieux où la direction & nomination , avant la création desdits Maires , avoit coutume d'être faite par les officiers du corps desdites villes.

XII. Toutes les susdites assemblées se tiendront dans les maisons de ville ; & en cas qu'il n'y en ait point , dans celles desdits Maires en exercice , ou en leur absence en celles de leurs lieutenans.

XIII. Présideront seuls lesdits Maires en exercice , & en leur absence leurs lieutenans , avec voix délibérative , à toutes les assemblées qui se tiendront dans lesdits hôtels-de-ville , ou dans leurs maisons , au défaut d'hôtel-de-ville , & y feront toutes les propositions qu'ils jugeront convenables , soit pour notre service ou pour l'intérêt des communautés. Faisons défenses aux présidens , lieutenans-généraux de nos présidiaux , bailliages ; à tous seigneurs particuliers , leurs officiers , & à toutes personnes , de quelque qualité & condition qu'elles soient , de leur donner pour raison de ce aucun trouble ni empêchement , & d'assister auxdites assemblées que comme principaux habitans , sans pouvoir y faire aucunes fonctions directement ni indirectement , & passeront les nomina-

lieutenans de Maire dont la finance seroit de dix mille livres , jouiroient de l'exemption de

tions & délibérations qui seront faites & prises dans lesdites assemblées , à la pluralité des voix , & seront signées par lesdits Maires ou leurs lieutenans , lorsqu'ils y auront présidé : & en cas que les voix & les suffrages se trouvent partagés , passeront les nominations & délibérations à l'avis dont aura été le Maire ou son Lieutenant , s'il y a présidé , ainsi qu'il est ordonné par notre édit du mois de mai 1702.

XIV. Lesdits Maires en exercice , ou en leur absence leurs lieutenans , recevront le serment des échevins , de nos procureurs , leurs substituts , greffiers , assesseurs , receveurs des deniers patrimoniaux , dons & octrois , garde-scel , contrôleurs des greffes & des deniers patrimoniaux , dons & octrois , comme aussi des colonels , majors , capitaines , lieutenans des bourgeois & autres officiers municipaux , tant en titre que par élection , dans les assemblées qui seront , pour cet effet , convoquées. es hôtels ou maisons de ville , & procéderont ensuite à leur réception & installation : faisons défenses , tant à nos officiers qu'à ceux des seigneurs , d'en prendre connoissance , non plus que des contestations & difficultés qui pourroient naître , tant pour le rang & séance desdits échevins & autres officiers municipaux , qu'autrement ; lesquelles seront décidées par les Maires , leurs lieutenans , échevins & assesseurs , lorsqu'ils n'auront pas d'intérêt au cas dont il pourra s'agir : comme aussi pourront lesdits Maires en exercice , ou leurs lieutenans en leur absence , informer des brigues , monopoles , séditions & autres troubles qui pourroient se commettre dans lesdites assemblées , le tout avec lesdits échevins. Et seroient leurs sentences & jugemens exécutés par provision & sans préjudice de l'appel , qui n'en pourra être relevé qu'au parlement du ressort.

XV. Présideront pareillement lesdits Maires en exercice , ou en leur absence leurs lieutenans , avec voix délibérative , à la confection des rôles des tailles , d'ustensiles , capitations & autres impositions ordinaires & extraordinaires , de quelque nature qu'elles soient , que nous
taille

taille personnelle & des droits d'octroi appartenans aux villes.

voulons & entendons être faits dans les hôtels-de-ville ; & à l'adjudication des bois , taillis & baux à ferme des deniers patrimoniaux : comme aussi lesdits Maires , ou en leur absence leurs lieutenans , présideront seuls avec voix délibérative à l'adjudication des baux au rabais de la fourniture des lanternes & chandelles , des réparations , réfections & décorations des murs , places publiques des villes , & généralement à tous les baux ordinaires & extraordinaires , dont les fonds sont pris & payés sur les deniers patrimoniaux , dons & d'octrois desdites villes & communautés , ou par les habitans ; à l'examen & clôture des comptes des receveurs desdits deniers patrimoniaux & autres revenus municipaux , & des collecteurs des impositions levées sur les communautés pour subvenir à quelques dépenses extraordinaires , de quelque nature qu'elles puissent être ; lesquels comptes seront rendus en la forme prescrite par les arrêts & réglemens de notre conseil , dans les hôtels - de - ville , en présence des échevins & autres officiers ayant droit d'y assister , trois mois après la collecte finie , ou l'année de la recette échue , à peine d'y être contraints en vertu des ordonnances desdits Maires , ou de leurs lieutenans en leur absence ; lesquelles seront exécutées nonobstant oppositions ou appellations quelconques , & sans préjudice d'icelles.

XVI. Présideront encore lesdits Maires en exercice , ou en leur absence leurs lieutenans , aux auditions des comptes des hôpitaux & hôtels-dieu , qui ont coutume d'être arrêtés dans les hôtels de ville , & par-tout ailleurs , si lesdits hôpitaux ou hôtels-dieu sont de fondation desdites villes & communautés , & que la nomination des administrateurs en appartienne au corps de la ville , ou que ce soit pardevant les officiers dudit corps de ville que lesdits comptes ont coutume d'être rendus , & dans les villes & lieux où lesdits hôpitaux & hôtels-dieu ne sont pas de fondation des villes & communautés , dont les comptes ont coutume d'être rendus dans les bureaux desdits hôpitaux ou hôtels-dieu , ou par-tout ailleurs que

L'article 8 a attribué aux nouveaux officiers ; indépendamment des droits & émolumens dont

dans les hôtels-de-ville , & auxquels lesdits Maires n'ont pas coutume de présider ; lesdits Maires & leurs lieutenans auront droit d'y assister , en qualité d'administrateurs nés desdits hôpitaux & hôtels-dieu , & y auront rang & séance , avec voix délibérative après l'officier qui a coutume d'y présider ; & en cas d'absence dudit officier , lesdits Maires y présideront comme en toutes autres assemblées desdits hôpitaux ou hôtels-dieu , si ce n'est dans les villes & lieux où les évêques ou leurs grands-vicaires ont coutume de présider auxdites auditions de comptes & autres assemblées desdits hôpitaux ou hôtels-dieu , auxquels cas lesdits Maires & leurs lieutenans n'auront rang , séance & voix délibérative , qu'après le premier officier du présidial ou bailliage royal , & n'y pourront présider qu'en son absence , à moins qu'ils ne fussent en possession contraire : & dans les villes & lieux où la justice appartient à des seigneurs particuliers , lesdits Maires , ou en leur absence leurs lieutenans , y auront rang , séance & voix délibérative avant le premier officier desdites justices , & y présideront à leur exclusion , à moins que l'hôpital ou l'hôtel-dieu ne fût de fondation desdits seigneurs.

XVII. Tous les mandemens & ordonnances concernant le payement des dettes & charges des villes , seront signés par les Maires en exercice , ou en leur absence par leurs lieutenans & un échevin. Défendons aux greffiers & secrétaires desdits hôtels & maisons de ville d'en délivrer aucuns , & aux receveurs de faire aucuns payemens que sur les mandemens en la forme ci-dessus , à peine de radiation dans leurs comptes.

XVIII. Sera fait inventaire des papiers , titres & documens concernant lesdites villes & communautés ; & seront iceux & ledit inventaire remis & déposés dans les archives desdites villes & communautés , dont le Maire en exercice & le greffier auront chacun une clef ; laquelle clef le Maire qui sortira d'exercer sera tenu de remettre à celui qui entrera , ou en cas d'absence à son lieutenant : & au cas qu'il n'y ait point d'hôtel-de-ville , seront lesdites

jouissoient les anciens , des gages sur le pied du denier 20 de leurs finances , à prendre par préfé.

archives , inventaire & titres , mis & déposés en la maison du Maire ancien.

XIX. Les greffiers & secrétaires desdits hôtels-de-ville seront tenus d'apporter ou envoyer auxdits Maires en exercice , ou en leur absence à leurs lieutenans , les oppositions & significations qui pourront être faites à leurs greffes concernant lesdites villes & communautés , pour convoquer par lesdits Maires en exercice ou leurs lieutenans , les assemblées qu'ils jugeront nécessaires , & ensuite d'icelles , lesdites oppositions & significations remises es archives , pour y avoir recours quand besoin sera.

XX. Maintenons & confirmons lesdits Maires , leurs lieutenans & autres officiers du corps de ville , dans le droit & possession de rendre la justice ordinaire , civile & criminelle , dans les lieux où elle appartient au corps de ville ; & où les anciens Maires électifs la rendoient , & présideront lesdits Maires aux audiences & jugemens l'année de leur exercice , ou en leur absence leurs lieutenans. Faisons défenses aux seigneurs particuliers & habitans desdites villes & communautés , de les y troubler , ni d'élire aucuns juges à cet effet ; & connoîtront lesdits Maires des susdites villes & lieux du royaume , l'année de leur exercice , ou en leur absence leurs lieutenans , en première instance , de toutes les oppositions concernant les sur-taux des tailles & de prise à partie , où ils sont en possession d'en connoître. Faisons très-expresses inhibitions & défenses aux officiers de nos juridictions de leur causer aucun trouble ou empêchement pour raison de ce.

XXI. Dans les villes & lieux où il se délivre quelque prix aux frais & dépens desdites villes , lesdits Maires en exercice , ou leurs lieutenans , donneront les permissions des assemblées d'arquebusiers , ou autres jeux & exercices publics dans lesquels se doivent disputer lesdits prix , qui seront délivrés par lesdits Maires , ou leurs lieutenans en cas d'absence , à ceux qui les auront remportés.

rence sur les revenus patrimoniaux & d'octroi des villes , après néanmoins que les arrérages des

XXII. Ne pourront aucunes personnes s'établir dans les villes & lieux de l'établissement desdits Maires , sans au préalable en avoir demandé & obtenu la permission desdits Maires en exercice , ou en leur absence de leurs lieutenans , qui ne pourront les recevoir au nombre des habitans , qu'après qu'ils auront justifié de leur bonne vie , mœurs & religion catholique , & d'eux pris & reçu le serment en tel cas requis , & leur donneront ensuite des lettres d'habitant , pour jouir des droits , privilèges & immunités des bourgeois desdites villes & lieux.

XXIII. Dans les villes & lieux où la police appartient aux officiers de l'hôtel-de-ville , par titres ou concessions , ou dans lesquelles les offices de lieutenans-généraux de police , créés par notre édit du mois d'octobre 1699 , ont été réunis aux communautés , lesdits Maires en exercice , conjointement avec leurs lieutenans , échevins & autres officiers du corps de ville , connoîtront de tout ce qui regarde ladite police , suivant & aux termes de notre édit du mois d'octobre 1699 , déclarations , arrêts & réglemens rendus en conséquence : & au cas que quelques-uns des Maires anciens aient acquis lesdits offices , permettons aux alternatifs créés par notre présent édit , de leur rembourser la moitié de la finance qu'ils justifieront nous avoir payée pour l'acquisition desdits offices , moitié des deux sous pour livre & des frais de provisions , pour en faire les fonctions , & jouir des droits & émolumens y attribués l'année de leur exercice ; & jusqu'audit remboursement , lesdits Maires anciens continueront d'en faire les fonctions , tant en exercice que hors d'exercice.

XXIV. Les hérauts , sergens des Maires , & autres valets de ville , messiers , gardes des terres & vignes , trompettes , tambours , fifres , portiers des villes , & généralement tous autres qui sont ou seront aux gages des communautés , seront sous les ordres desdits Maires l'année de leur exercice , ou de leurs lieutenans en leur absence ; & seront tenus de venir dans les maisons desdits Maires

rentes & les autres charges & dépenses indispensables des villes auroient été acquittées.

toutes les fois qu'ils les y manderont, pour y recevoir les ordres qu'ils auront à leur donner, tant pour notre service, que pour les affaires desdites communautés, & ne pourront s'absenter sans la permission desdits Maires, ou en leur absence de leurs lieutenans, à peine de privation de leurs gages; & pourront lesdits Maires, ou leurs lieutenans en leur absence, les instituer & destituer en connoissance de cause.

XXV. Ne pourront lesdits Hérauts, sergens, trompettes, tambours & autres instrumens desdites villes, faire aucunes proclamations, pour quelque affaire que ce puisse être, militaire ou politique, sans la permission expresse desdits Maires en exercice, ou en leur absence de leurs lieutenans, lesquels ne pourront leur refuser, quand ce sera pour la publication des ordonnances des juges de police établis en exécution de notre édit du mois d'octobre 1699.

XXVI. Les clefs des portes des villes, en cas d'absence des gouverneurs ou de leurs lieutenans desdites villes, dans celles où il n'y a point de château, qui ne sont point places de guerre, & où il n'y a point d'état-major, seront portées & déposées dans les maisons desdits Maires en exercice, & en cas d'absence dans celles de leurs lieutenans, aux heures accoutumées.

XXVII. Les ordres au corps de ville pour les publications de paix & de guerre, d'assister aux *Te Deum*, faire allumer des feux de joie, faire mettre les habitans sous les armes, & faire faire des illuminations & autres réjouissances publiques, & pour les autres occasions concernant notre service, en l'absence de nos gouverneurs & lieutenans, seront adressés auxdits Maires en exercice, ou en leur absence à leurs lieutenans, par nos gouverneurs & commissaires départis dans nos provinces, & tiendront lesdits Maires ou en leur absence leurs lieutenans, la main à l'exécution desdits ordres, & pour cet effet donneront telles ordonnances qu'ils jugeront nécessaires.

XXVIII. Pourront lesdits Maires en exercice, ou en leur absence leurs lieutenans, ouvrir les lettres de cachet,

*Voyez les loix citées , & les articles MUNI-
CIPAL , FRANC-FIEF , NOBLESSE , &c.*

nos ordres ou paquets , soit qu'ils soient adressés aux Maires seuls , ou aux Maires , lieutenans & échevins , sans néanmoins qu'ils puissent répondre à ceux qui seront adressés aux Maires , lieutenans & échevins , que suivant ce qui sera arrêté en l'hôtel-de-ville avec lesdits échevins.

XXIX. Ne pourront les officiers de milice bourgeoise assembler & faire mettre les habitans sous les armes en l'absence des gouverneurs & de nos lieutenans & commandans , sans la permission desdits Maires en exercice , ou de leurs lieutenans en leur absence.

XXX. S'il arrive des contestations entre lesdits officiers de milice bourgeoise , lorsqu'ils seront sous les armes , ou entre quelqu'un des officiers & des bourgeois & habitans de leurs compagnies , elles seront décidées à l'hôtel-de-ville , ou maison commune , par lesdits Maires en exercice , leurs lieutenans , échevins & autres officiers du corps de ville , conjointement avec les autres officiers de bourgeoisie qui n'auront point de part à la contestation.

XXXI. Seront tenus tous les capitaines de la milice bourgeoise , de donner tous les ans un état auxdits Maires en exercice , ou en leur absence à leurs lieutenans , de tous les habitans de leur quartier , avec leurs qualités & le nom des rues de leurs demeures , pour la facilité des logemens des troupes.

XXXII. Seront pareillement tenus tous les officiers de milice bourgeoise des villes & lieux où il y en a , de prêter aide & main-forte auxdits Maires en exercice , leurs lieutenans & échevins ; & de leur donner le nombre de soldats nécessaires pour l'exécution de leurs ordonnances ; & dans les villes & lieux où il n'y a point d'officiers de milice pourvus , lesdits Maires , ou leurs lieutenans en leur absence , nommeront des soldats de milice pour l'effet ci-dessus , qui seront tenus de leur obéir sous peine de 20 livres d'amende contre chacun des refusans ou délayans , & leurs ordonnances & jugemens exécutés par provision , nonobstant l'appel.

XXXIII. Lesdits jugemens , ordonnances & autres expéditions du greffe desdites villes & communautés , seront

MAIRE DU PALAIS. On appeloit ainsi, sous la première race de nos rois, le premier & le

intitulés au nom du Maire, lieutenant, échevins, consuls ou jurats.

XXXIV. La revue des troupes qui passeront dans les villes & lieux de l'établissement desdits Maires, sera faite par le Maire ou son lieutenant en exercice, conjointement avec le commissaire aux revues : voulons que dans les certificats desdites revues lesdits Maires & leurs lieutenans soient dénommés avant lesdits commissaires.

XXXV. Les logemens des gens de guerre seront faits en l'hôtel-de-ville, ou en la maison du Maire en exercice, ou en son absence en celle de son lieutenant, où il n'y a point d'hôte de ville, par le Maire, ou en son absence par son lieutenant & le commissaire aux revues seulement, auquel logement les échevins pourront néanmoins assister, pour prendre garde si le contrôle des habitans s'y observe exactement, & s'il n'y a point d'exemptions induement accordées, dont ils seront tenus de donner avis au commissaire départi dans la province : mais ne pourront lesdits échevins, sous prétexte de l'assistance auxdits logemens, prétendre en signer les billets ou bullerins, qui ne le seront que par lesdits Maires & commissaires aux revues, exclusivement à tous autres, & les certificats des revues & copie des routes seront remis auxdits Maires dans le jour de la certification, pour s'en servir à la vérification & remboursement des étapes.

XXXVI. Aux processions, marches ou cérémonies où le corps de ville sera seul, les Maires en exercice précédés des hérauts, archers, sergens ou valets de ville, marcheront à la tête dudit corps de ville ; leurs lieutenans & le premier échevin ensuite côte à côte, & ainsi des autres officiers dudit corps de ville.

XXXVII. Aux *Te Deum*, processions générales & particulières, & à toutes autres cérémonies auxquelles se trouveront les officiers de judicature, lesdits Maires en exercice à la tête dudit corps de ville, précédés comme dessus, marcheront à la gauche des officiers des présidiaux, bailliages & autres justices royales ordinaires, aussi précédés de leurs huissiers-audienciers, & marcheront tous lesdits

principal officier qui avoit la disposition de toutes les affaires de l'état sous le nom du roi.

officiers , tant de l'une que de l'autre colonne , à la file un à un , & figureront ensemble , en sorte que le Maire soit toujours vis-à-vis le premier officier du présidial , bailliage ou autres justices royales ordinaires , le lieutenant vis-à-vis le second , & ainsi des autres , & se croiseront dans les défilés , en sorte que le premier officier qui sera à la tête du présidial , bailliage ou autres justices royales ordinaires , passe le premier , & immédiatement après lui le Maire ou celui qui sera à la tête du corps de ville , & ainsi des autres jusqu'à la fin desdits officiers ; & au cas que l'un des corps soit plus nombreux , ne pourra le greffier dudit corps passer , que tous les officiers de l'autre corps ne soient passés : faisons défenses auxdits officiers , tant de l'un que de l'autre corps , de marcher deux à deux , & leur enjoignons , sous peine de désobéissance , de se rendre aux *Te Deum* , processions & autres cérémonies.

XXXVIII. Les jours de *Te Deum* , ou autres jours auxquels les corps de judicature & de ville ont coutume de se rendre en quelque église , soit principale ou particulière , les officiers desdits présidiaux & bailliages royaux occuperont dans lesdites églises les hauts sièges du chœur à la droite , & les officiers du corps de ville ceux du côté gauche ; en sorte que le Maire se trouve toujours vis-à-vis le premier officier : à cet effet demeureront lesdits sièges libres & réservés aux officiers de l'un & de l'autre corps , sans qu'ils puissent être occupés par aucuns autres officiers.

XXXIX. Dans les villes où les prévôts , châtelains royaux sont premiers juges , ils auront le pas , rang & séance dans toutes les marches , processions & cérémonies publiques , avant les Maires & autres officiers de ville , & lesdits Maires les précéderont en toutes rencontres , dans les villes & lieux où la juridiction desdits prévôts ou châtelains n'est pas la principale.

XL. Dans les villes & lieux où il se fait une procession générale les jours & fête du saint-sacrement , les principaux officiers du présidial & bailliage ne pourront porter les cordons du dais ; que conjointement avec les prin-

Les Maires du palais , dans leur origine , représentoient ce qu'est aujourd'hui le grand-maire ;

principaux officiers des corps de ville ; savoir , ceux du présidial , bailliage ou autre justice royale ordinaire , les cordons du côté droit , & ceux du corps de ville , du côté gauche.

XLI. Dans les villes & lieux où la justice appartient à des seigneurs particuliers , lesdits Maires & leurs lieutenans précéderont les officiers desdites justices & tous autres , s'ils ne sont gouverneurs desdites villes , ou nos lieutenans en icelles , en toutes occasions , aux églises , processions , *Te Deum* , cérémonies publiques & particulières , & de particulier à particulier.

XLII. Dans les villes où il y a présidial au bailliage royal , les Maires , tant en exercice que hors d'exercice , auront en toutes rencontres , soit dans les églises , soit aux assemblées générales & particulières , ou de particulier à particulier , les honneurs & le pas immédiatement après les présidens & lieutenans-généraux civils , & avant tous autres officiers ; & les lieutenans desdits Maires , immédiatement après les lieutenans généraux de police & les lieutenans criminels , & avant tous autres officiers.

XLIII. Dans les villes où il n'y a qu'une paroisse , lesdits Maires , lieutenans & autres officiers du corps de ville , auront leur banc & leur place dans le chœur de l'église paroissiale à la gauche & vis-à-vis de celui des officiers du principal siège royal ordinaire.

XLIV. Dans celles où il y a plusieurs paroisses , les présidens ou lieutenans-généraux civils seulement des présidiaux , bailliages ou autres justices royales ordinaires , se trouvent de la même paroisse que les Maires , ils auront leurs bancs à la droite , & les Maires à la gauche : & à l'égard de tous les autres officiers desdits présidiaux , bailliages ou autres justices royales ordinaires , les Maires auront leur banc à la droite , & à la place la plus honorable , & ainsi des autres officiers , tant de l'un que de l'autre corps , suivant les rangs qu'ils doivent tenir dans les marches & cérémonies.

XLV. Dans les villes où la justice ordinaire appartiendra

& celui qui étoit revêtu de cette dignité, se nommoit *major domûs regia , palatii gubernator*,

à des seigneurs particuliers, lesdits Maires & leurs lieutenans auront leurs bancs en la place la plus honorable des églises après les seigneurs, sans que les officiers desdits seigneurs ni tous autres, s'ils ne sont gouverneurs ou nos lieutenans desdites villes, se puissent placer dans le banc desdits seigneurs pour précéder lesdits Maires & leurs lieutenans.

XLVI. Dans les villes & lieux où les places ont été aliénées par les fabriques, soit aux officiers des justices ou autres, voulons que celles qui doivent appartenir auxdits Maires & à leurs lieutenans, leur soient abandonnées, en remboursant par eux ceux qui les auront acquises.

XLVII. Dans les villes où il y a présidial, bailliage, ou autre justice royale ordinaire, les officiers de l'un & de l'autre corps iront à l'offrande, & auront les honneurs du pain béni, dans l'ordre ci-dessus marqué; savoir, dans les cérémonies publiques, suivant l'ordre marqué par l'article XXXVII du présent édit, & dans les cérémonies particulières, suivant l'ordre marqué par l'article XLII, sans que les officiers de l'un ni de l'autre corps puissent présenter le pain béni à ceux qui les suivent, avant que ceux de l'autre corps qui les doivent précéder en aient pris.

XLVIII. Dans celles des justices seigneuriales, les Maires & leurs lieutenans iront à l'offrande, & auront les honneurs du pain béni, & tous autres honneurs de l'église, avant tous les officiers desdites justices, & tous autres que les seigneurs & gouverneurs desdites villes, & nos lieutenans.

XLIX. Les Maires en exercice, ou en leur absence leurs lieutenans, à la tête du corps de ville, allumeront tous les feux de joie immédiatement après les gouverneurs de nos provinces, ou leurs lieutenans-généraux auxdits gouvernemens, & conjointement avec les gouverneurs particuliers desdites villes, s'il y en a, & marcheront à leur gauche, précédés par leurs hérauts, archers, sergens ou valets de ville; & s'il n'y a point de gouver-

prefectus, &c. Ainsi, lorsque Chilpéric envoya Waddon pour accompagner sa fille en Espagne,

neurs, lesdits Maires, ou en leur absence leurs lieutenans, mettront le feu seuls, & après eux les officiers du corps de ville qui ont droit d'y assister & sont en usage d'allumer lesdits feux : ce qui sera exécuté même dans les villes & lieux où les ecclésiastiques ont coutume d'aller en procession allumer lesdits feux de joie, auquel cas lesdits Maires, ou leurs lieutenans en leur absence, les allumeront conjointement avec lesdits ecclésiastiques.

L. Les hérauts, sergens & valets de ville seront tenus de se rendre en casques ou autres livrées des villes, en la maison des Maires en exercice, ou en leur absence, en celles de leurs lieutenans, pour les conduire à l'hôtel ou maison de ville, & de les reconduire en leurs maisons après les cérémonies finies : Faisons défenses à tous officiers, tant de nous que des seigneurs, & à toutes autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'apporter sur ce aucun trouble ou empêchement auxdits Maires & à leurs lieutenans.

LI. Pourront lesdits Maires & leurs lieutenans assister à toutes les assemblées & cérémonies, en robes ou en épée, suivant les usages différens, même en robes rouges, dans les villes & lieux dans lesquels les officiers du corps de ville étoient en possession de la porter, ou l'ont portée depuis leur établissement, dans laquelle, en tant que besoin est, nous les maintenons & confirmons, & dans celles où les principaux officiers des présidiaux ou bailliages royaux la portent.

LII. Dans les assemblées générales & particulières des villes & communautés, les Maires & Lieutenans en exercice précéderont les Maires & lieutenans hors d'exercice, & auront lesdits Maires & leurs lieutenans hors d'exercice, rang, séance & voix délibérative immédiatement après le Maire & le lieutenant de Maire en exercice.

LIII. Pourront lesdits Maires & leurs lieutenans, tant anciens que nouveaux, créés par le présent édit, évoquer leurs causes, tant civiles que criminelles, mues & à mouvoir, tant en demandant que défendant, en première

où elle alloit épouser Récarède , il lui donna le titre de Maire du palais de la princesse ; & c'est-

instance , dans les bailliages , sénéchaussées ou présidiaux les plus prochains , à l'exclusion de ceux du ressort des lieux de leur établissement.

LIV. Jouiront lesdits Maires & leurs lieutenans , tant anciens que nouveaux , de tous les autres droits , émolumens , honneurs , prérogatives , rang , séance , privilèges & exemptions à eux attribués par nos précédens édits , déclarations , arrêts & réglemens rendus en conséquence , ainsi & de même que s'ils y étoient dénommés.

LV. N'entendons pareillement par notre présent édit déroger aux usages & coutumes des villes & lieux plus avantageux auxdits Maires & aux lieutenans que les clauses ci-dessus réglées , dans la jouissance desquels , au contraire , nous les avons confirmés & confirmons en tant que besoin par notre présent édit.

LVI. Et outre les anciens gages & droits dont jouissent lesdits Maires anciens , & les nouveaux à eux ci-dessus attribués , nous avons attribué & attribuons auxdits Maires & lieutenans de Maires alternatifs & mi-triennaux , créés par notre présent édit , des gages au denier vingt de la finance qu'ils nous payeront pour l'acquisition desdits offices , dont les deux tiers tiendront lieu de gages de la finance desdits offices , & l'autre tiers sera réputé augmentation de gages ; desquels gages & augmentation de gages l'emploi sera fait dans les états de nos finances , à commencer du premier janvier prochain , pour leur être payés sur leurs simples quittances , qui seront passées & allouées sans aucune difficulté dans les comptes de ceux qui en auront fait le paiement , sans qu'il puisse ci-après leur être attribué aucunes autres augmentations de gages , sous quelque prétexte que ce soit , dont nous les déchargeons pour toujours.

LVII. Toutes personnes graduées ou non graduées , soit officiers ou autres , pourront se faire pourvoir desdits offices de Maires & de leurs lieutenans alternatifs & mi-triennaux , créés par le présent édit , & les tenir & exercer sans incompatibilité d'autres offices , trafic ou négoc

là l'idée qu'on doit avoir de tous les Maires du palais qui se trouvent nommés dans l'histoire

en gros, & en jouiront héréditairement, sans qu'avant leur décès ils puissent être déclarés vacans, & seront conservés à leurs héritiers ou ayans-cause, qui en pourront disposer au profit de telles personnes capables qu'ils aviseront, auxquelles seront expédiées & scellées des lettres de provisions sur les démissions des pourvus, leurs veuves & ayans-cause, sans que lesdits offices puissent être déclarés domaniaux ni sujets à aucune revente, pour quelque cause que ce soit : & jouiront les veuves de ceux qui décéderont pourvus desdits offices, pendant le temps qu'elles demeureront en viduité, des mêmes privilèges & exemptions dont leurs maris jouissoient avant leur mort.

LVIII. Les pourvus desdits offices seront reçus & prêteront le serment pardevant les juges tenant nos cours de parlement, si ce n'est qu'ils fussent déjà pourvus de quelque office de judicature, auquel cas nous les avons dispensés & dispensons de se faire de nouveau recevoir, & prêter nouveau serment en nosdites cours de parlement. Ordonnons qu'ils seront installés par l'ancien Maire, & en son absence par son lieutenant; auxquels, chacun en droit soi, nous enjoignons d'y procéder incontinent & sans délai, aussi-tôt qu'il leur sera apparu de nos lettres de provisions.

LIX. Ne pourront lesdits officiers créés par le présent édit, sous quelque prétexte & pour quelque cause & raison que ce soit, être contraints ni obligés de prendre de franc-salé, en exécution de nos déclarations du 11 août 1705 & 12 janvier 1706, dont nous les déchargeons pour toujours : comme aussi ne pourront être taxés, soit pour supplément de finance, confirmation de leurs droits, privilèges & exemptions, ou de l'hérédité de leurs offices, dans laquelle hérédité, en tant que besoin seroit, nous les confirmons dès-à-présent par le présent édit, ensemble leurs veuves, héritiers ou ayans-cause.

LX. S'il intervient quelques contestations sur l'exécution du présent édit, voulons qu'elles soient réglées

avant la mort de Dagobert I. La puissance des Maires s'accrut après la mort de ce prince , qui est l'époque de la décadence de l'autorité royale ; leur emploi ne leur fut d'abord donné que pour un temps , ensuite à vie , puis ils le rendirent héréditaire ; ils commandoient dans le palais des rois ; ils devinrent leurs ministres , & on les vit à la tête des armées : aussi changèrent-ils leurs qualités , & le Maire prit dans la suite celle de *dux francorum*. Ce fut Grimoald qui commença à porter cette dignité au plus haut point , sous le règne de Sigebert II roi d'Austrasie.

Le pouvoir des Maires fut tel , qu'ils déposèrent souvent les rois & en mirent d'autres en leur place.

Lorsque le royaume fut divisé en différentes monarchies de France , Austrasie , Bourgogne & Aquitaine , il y eut des Maires du palais dans chacun de ces royaume.

Pépin , fils de Charles Martel , qui fut après son père Maire du palais , étant parvenu à la couronne en 752 , mit fin au gouvernement des Maires du palais.

MAISON. Logis , bâtiment pour y habiter.

Si un testateur lègue une Maison sans rien spécifier de ce qu'il entend comprendre dans ce legs , le légataire doit avoir le fonds , le bâtiment & ce qui en dépend , comme la cour & les autres

en notre conseil , auquel nous en avons réservé la connoissance , & icelle interdite à toutes nos cours & juges.

Si donnons en mandement , &c.

appartenances de la Maison, avec les peintures à fresque, ainsi que les autres ornemens ou commodités, qui, selon l'expression de quelques coutumes, *tiennent à fer & à clou, ou sont scellées en plâtre pour perpétuelle demeure* : la raison en est, que ces sortes de choses sont réputées immeubles : mais le legs ne comprendra d'autres meubles que les clefs & les choses qui peuvent être d'un usage aussi nécessaire.

Si le testateur, propriétaire d'une Maison, achète un jardin joignant, & lègue ensuite cette Maison sans parler du jardin, c'est par les circonstances qu'on doit juger si ce jardin fait partie du legs : ainsi, dans le cas où le testateur auroit acheté ce jardin pour le joindre à une autre Maison que celle qui est léguée, ou pour y construire une autre Maison, ou pour quelque autre objet que celui de l'ajouter à la maison léguée, il ne seroit pas censé compris dans le legs : mais si le testateur n'avoit acheté le jardin que pour la commodité de la Maison léguée, soit pour la rendre plus saine ou plus agréable, & qu'il eût pratiqué une entrée de la Maison au jardin, le légataire seroit fondé à demander le jardin, comme faisant partie du legs.

Celui qui habite une Maison est tenu de réparer le dommage causé par ce qui a été jeté de quelque endroit de cette Maison soit de jour ou de nuit, quand même le dommage auroit été fait en son absence & à son insçu.

Indépendamment de la réparation du dommage, celui qui occupe la Maison peut encore être condamné à l'amende réglée par la police.

Lorsque plusieurs personnes habitent la Maison dont on a jeté ce qui a causé du dommage, cha-

cune est tenue solidairement de la réparation de ce dommage , à moins que l'on ne connoisse l'auteur du délit : mais si elles ont leur habitation séparée l'une de l'autre , il n'y a que la personne qui habite le lieu d'où l'on a causé du dommage qui doit en répondre.

Quoique le propriétaire ou principal locataire d'une Maison n'en occupe que la moindre partie , il est tenu des faits de ceux qu'il reçoit dans cette Maison : c'est pourquoi la personne à qui l'on a causé du dommage en jetant quelque chose d'un appartement , peut agir contre celui qui occupe cet appartement ou contre celui qui tient la Maison , & ce dernier , en ce cas ci , peut exercer son recours contre l'autre.

Lorsqu'au toit ou aux fenêtres d'une Maison se trouve suspendue une chose dont la chute pourroit causer du dommage , celui qui tient cette Maison peut être condamné à une amende , quand même cette chose n'auroit causé aucun dommage. La raison en est , qu'on ne doit point souffrir que les passans soient exposés à aucun danger dans la voie publique.

Quand on veut démolir une Maison adossée contre un mur mitoyen , ou percer ce mur pour y placer quelque pièce de bois , ou bâtir à neuf une Maison contre le même mur , le maçon doit préalablement le signifier aux voisins intéressés au domicile de chacun d'eux , sous peine de tous dépens , dommages & intérêts. C'est ce qui résulte de l'article 203 de la coutume de Paris.

Lorsque cette signification a eu lieu , c'est aux voisins à se garantir du dommage qu'on peut leur causer en travaillant au mur mitoyen ou en le perçant.

La raison pour laquelle les maçons sont responsables des dommages & intérêts occasionnés par le travail qu'ils font au mur mitoyen , est fondée sur ce qu'ils doivent savoir ce qui concerne leur profession, & que c'est par conséquent à eux à avertir des risques qui peuvent avoir lieu : mais après la simple signification qu'ils ont faite aux voisins, ils ne sont obligés à aucune poursuite ni procédure , relativement aux contestations qui peuvent survenir entre ces voisins & le propriétaire par lequel ils sont employés. C'est à ce dernier à faire les diligences nécessaires concernant les ouvrages qu'il veut faire faire.

Nous avons expliqué à l'article BATIMENT ce qui doit être observé quand une Maison est possédée par deux différens propriétaires dont l'un a le bas & l'autre le haut.

Voyez aussi les articles BAIL , SERVITUDE , CONTRAINTE PAR CORPS.

Suivant l'article 30 du titre 27 de l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, ceux qui habitent des Maisons aux rives des forêts du roi , ne peuvent faire commerce de bois, ni même en amasser plus qu'il n'en faut pour leur chauffage , à peine de confiscation , d'amende arbitraire , & de démolition de leurs Maisons.

L'article 7 du titre 32 veut que ceux qui habitent des Maisons dans l'enclos ou à deux lieues des forêts du roi , soient civilement responsables des faits de leurs domestiques.

Saint-Yon rapporte deux arrêts , par lesquels il a été ordonné que ceux qui loueroient des Maisons voisines des forêts à des vagabonds qui n'auroient pas moyen de répondre des délits qu'ils

y auroient commis , seroient tenus de représenter en justice ces vagabonds , sinon qu'ils demeureroient responsables des amendes prononcées contre eux.

L'article 18 du titre 27 déjà cité a défendu de faire construire à l'avenir aucune Maison ni château dans l'enclos , aux rives & à une demi-lieue des forêts du roi , sous peine d'amende & de confiscation du fonds.

Cette disposition n'a pas toujours été observée exactement , & le roi y a quelquefois dérogé par des permissions particulières qu'il a données pour construire des Maisons ou châteaux dans la distance prohibée.

On appelle *Maison canoniale* ou *prébendale* , le logement attaché à la prébende d'un chanoine. Autrefois les chanoines avoient des cloîtres , & étoient tous logés. Depuis leur sécularisation , la collation de la prébende n'emporte pas celle du logement , à moins que la Maison canoniale n'y soit particulièrement affectée.

Le concile de Tours , célébré en 1583 , a défendu de louer les Maisons canoniales à des laïcs , particulièrement à des femmes ; & le concile de Bourges , célébré en 1584 , contient de semblables dispositions.

C'est sur ce fondement que , par arrêt du 19 janvier 1624 , le parlement de Paris fit défenses aux chanoines de l'église de saint Martin de Tours de louer leurs Maisons canoniales aux laïcs.

Par un autre arrêt du 20 août 1655 , il a été jugé que les séculiers , autres que les pères , les mères , les frères & les sœurs des chanoines , ne pourroient habiter dans les Maisons canoniales

de l'église de Paris : mais, depuis ce temps , la cour a permis aux chanoines d'y loger des personnes sages & de bon exemple.

Les Maisons canoniales sont optables comme les prébendes. Quant à la manière d'opter , elle dépend de l'usage : on suit ordinairement dans le chapitre l'ordre d'ancienneté. Il a été jugé par arrêt du 15 juillet 1629 , que les ornemens faits par les chanoines dans les Maisons canoniales , appartenoient aux chapitres , à l'exclusion des héritiers.

On appelle *Maison du roi* , tous les officiers de la bouche, de la chambre, de la garde-robe & autres de la Maison du roi.

On appelle encore *Maison du roi* , les troupes destinées pour la garde de sa majesté , savoir , les gardes - du - corps , les gendarmes de la garde , &c.

Le roi voulant mettre dans les dépenses de sa Maison l'ordre & l'économie qui peuvent se concilier avec la dignité de sa couronne , a jugé qu'un des moyens de parvenir à ce but , étoit de réunir à son domaine tous les offices de sa Maison ; dont une partie avoit été aliénée par les rois prédécesseurs de sa majesté , à titre de revenu casuel , aux grandes charges de la couronne ; en conséquence , sa majesté a donné au mois de janvier 1780 , un édit que la chambre des comptes a enregistré le 29 du même mois , & qui contient les dispositions suivantes :

„ Article I. A compter de ce jour , nous dé-
„ clarons toutes les charges & offices de notre
„ Maison & de celle de la reine , notre très-
„ chère épouse & compagne , réunis à nos par-

» ties casuelles, comme faisant portion du domaine
 » de notre couronne : défendons expressément à
 » toutes personnes, de quelque état & condition
 » qu'elles soient , de vendre aucuns desdits offices
 » à leur profit , comme d'en acquérir de qui que
 » ce soit., autre que du trésorier général de nos
 » revenus casuels , & d'après les rôles qui seront
 » arrêtés en notre conseil ; nous réservant de
 » nous expliquer plus particulièrement sur la ma-
 » nière dont il sera procédé à l'avenir à la vente &
 » à l'acquisition de ces offices.

» II. N'entendons , par les dispositions de l'ar-
 » ticle précédent , dispenser ceux qui voudront
 » acquérir des offices de notre Maison , d'obtenir
 » l'agrément des différens supérieurs desdits offices,
 » auxquels nous confirmons le droit de le don-
 » ner; voulant qu'aucunes provisions ne puissent
 » être expédiées aux acquéreurs , que sur la re-
 » présentation par écrit dudit agrément.

» III. N'entendant , par la présente réunion à
 » notre domaine , rien changer aux droits acquis
 » par les divers officiers de notre Maison ; vou-
 » lons que les survivances & brevets de retenues ,
 » accordés par le feu roi , notre très-honoré sei-
 » gneur & aïeul , ainsi que par nous - mêmes ,
 » depuis notre avènement à la couronne , aient
 » leur plein & entier effet. Si donnons en man-
 » dement , &c. «.

Par un autre édit du même mois & an , en-
 registré dans la même cour , le roi a supprimé
 les charges de contrôleurs généraux de sa Mai-
 son , ainsi que plusieurs autres offices ; & , pour
 suppléer à leurs fonctions , sa majesté a établi un

bureau, sous le titre de *bureau général des dépenses de la Maison du roi* (*).

(*) *Voici cet édit :*

Louis, &c. à tous présens & à venir ; salut : Ayant reconnu que , sans des changemens essentiels & constitutifs dans la direction des dépenses de notre Maison , on ne parviendrait que difficilement à des améliorations efficaces & permanentes , nous avons commencé par remédier au trop grand nombre de caisses & de trésoreries , en les réduisant toutes à une seule. Nous avons ensuite , par notre édit de ce jour , réuni les offices de notre Maison à nos parties casuelles ; & maintenant , pour continuer à remplir le plan que nous nous sommes prescrit , nous avons jugé à propos de supprimer les charges de contrôleurs-généraux de notre Maison & chambre aux deniers ; celle d'intendant & contrôleur-général des meubles de la couronne ; les offices d'intendans & contrôleurs généraux de nos écuries ; ceux d'intendans & contrôleurs-généraux de l'argenterie , menus-plaisirs & affaires de notre chambre , & les deux charges de contrôleurs-généraux de la Maison de la reine , notre très-chère épouse & compagne : & nous voulons qu'il soit pourvu au remboursement de ces divers offices en argent comptant , d'après la liquidation qui en sera faite. En même temps , nous avons jugé convenable de suppléer aux fonctions divisées de ces différens officiers , par l'établissement d'un bureau sous le nom de *bureau général des dépenses de la Maison du roi* , lequel sera composé de deux magistrats choisis dans notre chambre des comptes , & de cinq commissaires généraux versés dans cette manutention , & qui , en réunissant différentes connoissances , pourront cependant conduire , dans un même esprit & avec des principes uniformes , le détail entier des dépenses de notre Maison. Ce bureau s'occupera incessamment de l'examen de toutes les parties , afin d'y apporter la plus grande clarté , & de proposer les améliorations de tout genre dont elles seront susceptibles ; & il rendra un compte exact de ses travaux & de ses opérations , tant au ministre de notre Maison , qu'à celui de nos finances. Au moyen d'un établissement ainsi fondé , les réformes & les changemens utiles , à l'exécution des-

Par un autre édit du mois d'août 1780, en-

quels les circonstances actuelles formeroient encore obstacle, seront dès à présent reconnus, préparés & mis en ordre, & nos administrations générales pourront puiser en tout temps dans un bureau commun & dépendant d'elles, toutes les lumières nécessaires pour achever les plans que nous aurons approuvés. Nous maintenons nos grands & premiers officiers dans le droit honorable de prendre directement nos ordres, de les transmettre, & de veiller sur leur exécution. Mais, appelés à nous servir dans nos provinces & dans nos armées, & ne pouvant se livrer dans tous les temps à des détails de finance & d'économie, qui exigent une assiduité & une surveillance continuelles, nous avons pensé qu'ils verroient sans peine que cette partie d'administration fût désormais séparée de leurs nobles fonctions auprès de notre personne; & nous avons trop de preuves de leur zèle & de leur attachement, pour n'être pas certains qu'ils s'empresseront à seconder les plans généraux que nous formons dans la vûe de maintenir la règle dans nos finances, & pour convaincre de plus en plus nos fidèles sujets du désir que nous avons de ne recourir à de nouvelles impositions, qu'après avoir fait valoir toutes les ressources que l'ordre & l'économie peuvent nous présenter. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, & de notre grace spéciale, certaine science, pleine puissance & autorité royale: nous avons, par notre présent édit, perpétuel & irrévocable, dir, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit :

Article I. Nous avons éteint & supprimé, éteignons & supprimons les deux charges de contrôleurs-généraux de notre Maison & chambre aux deniers; celle d'intendant & contrôleur-général des meubles de la couronne; les deux offices d'intendans & contrôleurs-généraux de nos écuries; les trois offices d'intendans & contrôleurs-généraux de l'argenterie, menus plaisirs & affaires de notre chambre, & les deux charges de contrôleurs-généraux de la Maison de la reine, notre très-chère épouse & compagne.

II. Les pourvus desdites charges & offices éteints &

registré en la chambre des comptes le 26 du

supprimés continueront leurs fonctions jusqu'au premier avril prochain, arrêteront les dépenses de l'année mil sept cent soixante-dix-neuf, dans la forme usitée jusqu'à présent, & jouiront des gages & autres émolumens à eux attribués, jusqu'audit jour premier avril mil sept cent quatre-vingt.

III. Lesdites charges & offices seront remboursés aux propriétaires en argent comptant, suivant la liquidation qui en sera faite en notre conseil, d'après les édits de création, quittances de finance, brevets d'assurance, & autres titres & documens qui seront remis à cet effet.

IV. Nous avons établi & établissons un bureau, sous le titre de *bureau général de la Maison du roi*, lequel sera composé de deux magistrats de notre chambre des comptes, & de cinq commissaires généraux, que nous choisirons de préférence parmi les personnes les plus versées dans la manutention des diverses dépenses de notre Maison, afin que le service n'éprouve aucune lenteur ni interruption. Le premier commis de notre Maison & celui de nos finances assisteront à ce bureau, & il sera présidé par le ministre de notre Maison & par celui de nos finances, ou, en leur absence, par l'un des magistrats de notre chambre des comptes ci-dessus désignés.

V. Lesdits cinq commissaires généraux prêteront serment entre les mains de notre très-cher & féal chevalier chancelier, ou garde des sceaux de France, & il leur sera expédié des commissions scellées de notre scel, qu'ils seront tenus de faire enregistrer en notre chambre des comptes.

VI. Lesdits commissaires déposeront à notre trésor royal, par forme de finance, une somme de 50000 livres chacun, laquelle leur sera rendue au cas de démission ou autre changement, ou à leurs héritiers, en cas de mort.

VII. Lesdits commissaires retireront chacun 5 pour 100 de leur finance, sans assujettissement au dixième d'amortissement, centième denier, ni aucunes retenues quelconques; ils recevront pareillement la somme de 15000 livres, pour leur tenir lieu d'appointemens, entretenemens & émolumens quelconques.

VIII. Attribuons exclusivement audit bureau le droit de

même mois , le roi a encore supprimé quatre

connoître , suivre & arrêter définitivement toutes les dépenses de notre Maison & de celle de la reine , & d'en ordonner le payement à quelque titre & sous quelque dénomination que ces dépenses soient faites ; révoquant à cet effet tous pouvoirs , de quelque nature qu'ils puissent être , délégués par les rois nos prédécesseurs , ou par nous-mêmes , à toutes personnes , de quelque état & condition qu'elles soient , qui cesseront d'avoir lieu pour l'avenir , à compter du premier avril prochain , & auxquels nous dérogeons expressément par le présent édit.

IX. Les dépenses de tout genre seront rapportées audit bureau , pour y être examinées , discutées , arrêtées définitivement , & être ensuite recueillies dans les écroues & cahiers qui seront également vérifiés audit bureau avant d'être présentés en notre chambre des comptes par le trésorier général , lors de la reddition de son compte.

X. Tous les marchés , de quelque nature qu'ils soient , après avoir été publiés & affichés , & les différentes soumissions examinées au bureau , seront passés au rabais ; & aucun ne sera valable , s'il n'est revêtu des signatures des cinq commissaires , & approuvé par le ministre de notre Maison & celui de nos finances.

XI. Les écroues qui contiennent la dépense ordinaire , & les cahiers qui contiennent la dépense extraordinaire , ainsi que le compte du trésorier général , seront signés par le secrétaire d'état de notre Maison & par les cinq commissaires généraux , avant d'être présentés à notre chambre des comptes.

XII. Aucune dépense courante ou extraordinaire , & autres que celles comprises dans les états de notre Maison , ne pourra être payée à aucun officier , ouvrier , ou fournisseur , que sur un mandement motivé & signé des cinq commissaires généraux ; lesquels mandemens le trésorier général sera obligé de rapporter au bureau , comme pièces justificatives de son compte , qui y sera examiné , vérifié & signé , avant d'être présenté à notre chambre des comptes.

XIII. Pour faciliter l'exécution de nos ordres , ou de ceux que donneront en notre nom les grands officiers &

cent six charges qui avoient été créées sous différentes dénominations pour le service des tables de sa majesté (*).

autres supérieurs de notre Maison, chacun des cinq commissaires généraux sera attaché plus particulièrement à un département, pour en diriger & suivre les dépenses, & en faire le rapport au bureau; & nous autorisons le trésorier à payer jusqu'à la concurrence de 10000 livres, sur la signature d'un seul de ces commissaires, pour les objets pressés & imprévus concernant le département dont ce commissaire dirigera particulièrement les dépenses; à la charge par ledit trésorier de faire échanger, dans le cours du mois au plus tard, lesdits mandats particuliers, contre des états arrêtés par le bureau général.

XIV. Nous nous réservons de fixer, par un règlement particulier, les détails ultérieurs de cette manutention, nous proposant aussi de statuer sur la forme de la comptabilité du trésorier général de notre Maison.

XV. Provisoirement nous défendons à nos amis & féaux conseillers les gens tenant notre chambre des comptes à Paris, d'allouer audit trésorier général dans ses comptes aucun article de dépense qui ne soit compris dans les écroues ou cahiers signés du secrétaire d'état de notre Maison & des cinq commissaires généraux, conformément à l'article 11 du présent édit, & soutenus des pièces d'usage en matière de comptabilité.

XVI. Le règlement des dépenses des bâtimens exigeant des connoissances & des études particulières, n'entendons rien changer, quant à présent, à l'ordre actuel établi à cet égard; mais voulons que le trésorier donne mois par mois au bureau copie de son livre de dépense pour la partie des bâtimens, comme pour tous les autres, ainsi que copie du compte entier de l'année, lesquels seront visés & enregistrés au bureau, pour faire partie du compte général des dépenses de notre Maison. Si donnons en mandement, &c.

(*) *Cet édit est ainsi conçu :*

Louis, &c. A tous présens & à venir; salut: Après avoir examiné avec attention le rapport qui nous a été fait des premiers travaux de notre bureau général, établi par notre

Enfin le roi a fait , le 17 août 1780 , pour l'administration intérieure de sa Maison , le règlement qui suit :

édit du mois de janvier dernier , nous nous sommes déterminés à faire une très-grande réforme dans la partie la plus essentielle des dépenses de notre Maison.

Nous avons vu qu'en prescrivant des réunions , en réglant des parties principales par des abonnemens , en supprimant diverses tables , & en établissant un nouvel ordre , nous pourrions procurer à nos finances une épargne considérable : qu'à la vérité cette réforme & tout le plan que nous avons adopté , rendoient indispensable la suppression d'un très-grand nombre d'offices ; mais que nous ne devions pas être arrêtés par cette considération , dès que nous prenions soin de rendre une parfaite justice à tous les titulaires. Qu'en même temps , si nous fixions notre attention sur les différens privilèges attachés à ces charges , nous ne pouvions nous dispenser d'envisager comme une disposition d'ordre public celle qui tendroit à diminuer successivement des prérogatives onéreuses à nos autres sujets , & si préjudiciables aux intérêts des habitans des campagnes ; qu'enfin , c'étoit encore un bien important à nos yeux que de faire cesser entièrement dans notre Maison les abus inséparables de cette multitude de charges & d'occupations inutiles ; & d'y substituer un ordre clair , simple , tel que nous l'aimons en toutes choses , & qui nous paroît plus grand & plus digne de nous , que ce faste obscur & dispendieux dont nous étions environnés.

En conséquence , nous avons jugé à propos de supprimer quatre cent six charges , créées sous différentes dénominations pour le service de nos tables , & dont le détail est compris dans l'article premier de cet édit.

Nous avons ensuite examiné avec attention quelles étoient nos obligations envers les propriétaires , & nous ne pouvons dissimuler que cet examen nous a présenté des difficultés & des incertitudes. Nous avons reconnu qu'il n'existoit aucune trace de la finance primitive de ces charges , dont le plus grand nombre provient originairement d'anciens dons faits par les rois nos prédécesseurs ; mais considérant que la vente en a été autorisée pendant une

„ Sa majesté , pour exécuter les plans d'ordre
„ & d'économie qu'elle a annoncés , & que les

longue suite d'années , soit au profit des titulaires , soit en faveur des parties casuelles du grand maître de notre Maison , nous croyons de notre équité d'y reconnoître une finance , lors même qu'aucun brevet d'assurance ou de retenue n'y auroit été attaché ; & nous avons bien voulu prendre pour base les tarifs approuvés par nous , ou suivis par le grand maître de notre Maison. En même temps , cependant , nous avons vu que les charges dont nous venons d'ordonner la suppression , n'étoient qu'une possession viagère ; qu'ainsi , en nous occupant du remboursement des titulaires , nous aurions pu , sans injustice , prendre en considération la durée plus ou moins longue de leur jouissance , de la même manière qu'on chercheroit à évaluer le capital d'une rente à vie , si on vouloit l'éteindre au milieu de son cours. Mais ces diverses combinaisons ne pouvant jamais avoir un caractère évident de justice , & voulant d'ailleurs traiter favorablement des personnes dont un grand nombre sont attachées depuis long-temps à notre service , sur-tout à l'époque d'une réforme avantageuse à nos finances , nous nous sommes déterminés à rembourser en plein ces offices dans l'espace de cinq années , en payant en attendant cinq pour cent d'intérêt , sans retenue , si mieux n'aiment les titulaires accepter une rente sur leur tête de dix pour cent , ou de neuf pour cent sur leur tête & celle de leurs femmes , l'une & l'autre rente sujettes au dixième. Enfin , si pour l'arrangement de leurs affaires ou de leurs familles , ils préféreroient de ne convertir qu'une partie de leur capital de cette dernière manière , & de se faire rembourser l'autre , nous avons jugé à propos de leur en accorder la liberté.

Nous voulons bien aussi maintenir dans la jouissance des privilèges pendant leur vie ceux des titulaires qui seroient à notre service depuis vingt ans , ou ceux dont les pères auroient possédé des offices dans notre Maison. Enfin , nous déterminerons aussi la retraite qui sera due à tous ceux qui sont sous les ordres des différens officiers que nous supprimons. Et comme nous sommes instruits que depuis l'époque où nous avons annoncé positivement les vues de réforme dont nous étions occupés , il ne s'est présenté

» circonstances rendent si essentiels , s'est déter-
 » minée à supprimer un grand nombre de tables ;

aucun acquéreur pour les offices-bouche & communs de notre Maison ; ce qui a empêché plusieurs titulaires de consommer des arrangemens qui convenoient essentiellement à leur situation ; nous voulons que la famille de ceux qui seroient décédés depuis le premier de janvier , participe au bénéfice des remboursemens que nous indiquons , renonçant à profiter , dans cette circonstance , de l'extinction de ces charges , quoiqu'elles soient tombées de droit dans nos revenus casuels. C'est ainsi que nous avons pris soin de la justice qui pouvoit être due à nos différens serviteurs ; nous réservant même de suppléer particulièrement à ce qui pourroit avoir échappé à notre attention.

Au moyen de ces divers arrangemens , de la réforme des tables qui les accompagne , & de toutes les autres dispositions qui sont prescrites dans un règlement que nous rendons à ce sujet , nous remarquons avec satisfaction que cette partie de nos dépenses fera considérablement réduire , sans nuire au véritable éclat de notre Maison , & sans aucune injustice envers personne.

Nous encourageons d'ailleurs le bureau général à suivre son travail , nous proposant de donner la même attention aux autres rapports qui nous seront faits , afin de pouvoir ordonner successivement tous les plans d'ordre & d'économie qui nous auront paru raisonnables. A ces causes & autres à ce nous mouvans , de l'avis de notre conseil , & de notre grâce spéciale , certaine science , pleine puissance & autorité royale , nous avons par notre présent édit perpétuel & irrévocable , dit , statué & ordonné , disons , statuons & ordonnons , voulons & nous plaît ce qui suit :

ARTICLE I. A compter du premier octobre prochain , nous avons éteint & supprimé , éteignons & supprimons les charges ci-après dénommées.

18 Gentilshommes servans.

16 Contrôleurs , clercs d'office.

6 Huissiers de salle.

» dont la dépense n'avoit aucune proportion avec
» l'utilité ou la convenance des personnes qui

40

- 6 Huissiers du chambellan.
- 1 Chef ordinaire de notre panneterie-bouche.
- 12 Chefs de quartier de notre panneterie-bouche.
- 1 Aide ordinaire, *idem.*
- 4 Aides de quartier, *idem.*
- 1 Sommier ordinaire pour le linge, *idem.*
- 2 Sommiers par semestre, *idem.*
- 1 Lavandier ordinaire, *idem.*
- 1 Chef ordinaire d'échançonnerie-bouche.
- 12 Chefs de quartier d'échançonnerie-bouche.
- 1 Aide ordinaire, *idem.*
- 4 Aides de quartier, *idem.*
- 4 Sommiers, *idem.*
- 4 Coureurs de vins, *idem.*
- 2 Conducteurs de la haquenée.
- 2 Ecuyers ordinaires de cuisine-bouche.
- 8 Ecuyers de quartier de cuisine-bouche.
- 4 Maîtres-queux, *idem.*
- 4 Hâteurs, *idem.*
- 4 Potagers, *idem.*
- 4 Pâtissiers, *idem.*
- 3 Galopins, *idem.*
- 4 Porteurs.
- 4 Gardes-vaisselle.
- 2 Huissiers.
- 2 Sommiers du garde-manger.
- 2 Sommiers des broches.
- 2 Avertisseurs.
- 4 Porte-tables.
- 4 Lavandiers-bouche & commun.
- 4 Serdeaux, *idem.*
- 13 Chefs de la panneterie-commun.
- 12 Aides de quartier, *idem.*
- 6 Sommiers, *idem.*
- 2 Lavandiers, *idem.*

» avoient le droit d'y être admises ; & sa ma-
 » jesté leur accorde un dédommagement en
 » argent.

186

- 20 Chefs d'échançonnerie-commun.
- 12 Aides de quartier, *idem.*
- 1 Maître des caves, *idem.*
- 4 Somniers de bouteille, *idem.*
- 2 Somniers de vaisselle, *idem.*
- 12 Ecuyers de cuisine-commun.
- 8 Maîtres-queux, *idem.*
- 8 Potagers, *idem.*
- 12 Hâteurs, *idem.*
- 4 Pâtissiers, *idem.*
- 3 Gardes-vaisselle, *idem.*
- 2 Verduriers, *idem.*
- 8 Huissiers, *idem.*
- 12 Galopins, *idem.*
- 12 Porteurs, *idem.*
- 3 Somniers du garde-manger, *idem.*
- 4 Somniers des broches, *idem.*
- 2 Falotiers, *idem.*
- 1 Maître d'hôtel servant la table du grand maître dans le petit commun.
- 1 Maître d'hôtel servant la table du chambellan, *idem.*
- 1 Sommelier du grand maître, *idem.*
- 1 Sommelier garde-vaisselle du chambellan, *idem.*
- 1 Bouteiller du chambellan, *idem.*
- 4 Ecuyers du petit commun.
- 2 Aides, *idem.*
- 1 Chef ordinaire de fruiterie.
- 12 Chefs de quartier, *idem.*
- 12 Aides de quartier, *idem.*
- 2 Aides pour les fruits de Provence, *idem.*
- 4 Somniers, *idem.*
- 20 Chefs de fourrière.
- 15 Aides, *idem.*
- 2 Portes-tables, *idem.*

» En même temps le roi voulant faire concourir
 » à toutes les parties de son service , tant les

394

- 1 Menuisier, *idem*.
 - 1 Waguemestre.
 - 1 Aide-Waguemestre.
 - 2 Capitaines de charrois.
 - 4 Boulangers.
 - 2 Pourvoyeurs.
 - 1 Marchand de vin.
-

406

II. Nous nous chargeons du remboursement des finances desdites charges supprimées , soit qu'elles aient été à notre nomination , soit qu'elles aient été à celle du grand maître de notre Maison & dans son casuel , jusqu'au jour où nous les avons réunies au domaine de notre couronne par édit du mois de janvier dernier.

III. Nous avons liquidé & liquidons la finance de chacune desdites charges à la somme énoncée dans l'état attaché sous le contre-scel de notre présent édit ; lesquelles finances ont été réglées ; savoir , celles des offices - bouche , sur les feuilles que le grand maître de notre Maison nous a présentées pour obtenir notre agrément en faveur des titulaires , & celles de son casuel , sur le propre tarif qu'il en a fourni certifié de lui.

IV. Lefdits remboursements seront faits aux officiers supprimés , soit en argent comptant dans le cours de cinq années , avec des intérêts dégradatifs sur le pied de cinq pour cent , sans retenue , jusqu'au parfait remboursement ; soit en rentes viagères à dix pour cent sur leur tête , ou à neuf pour cent sur leur tête & sur celle de leurs femmes , avec la retenue du dixième ; soit enfin partie en argent dans le cours desdites cinq années , & partie en rentes viagères , comme est dit ci-dessus , au choix des propriétaires. Les contrats viagers seront passés par les commissaires de notre conseil , que nous autoriserons à cet effet.

V. Et afin de pourvoir auxdits remboursements , il sera fait entre les mains du trésorier général de notre Maison

» nouveaux officiers de la bouche , que ceux
 » connus jusqu'à présent sous le nom de *petits-*

un fonds extraordinaire des deniers de notre ferme des postes , que nous hypothéquons spécialement à cet effet , sans que , pour quelque cause que ce soit , cette destination puisse être intervertie.

VI. Les pourvus desdites charges supprimées remettront en notre conseil leurs titres de propriété , pour qu'il soit procédé à leur remboursement , & ils déclareront en même temps de quelle manière ils entendent qu'il leur soit fait , d'après le choix qui leur est offert dans l'article 4 ci-dessus.

VII. Les intérêts des remboursemens que les officiers demanderont en deniers comptans , ainsi que les rentes viagères qui auront été constituées , seront également payés à compter du premier octobre 1780 , jour de la suppression des charges.

VIII. Voulons que les veuves & les enfans des officiers qui seront morts en possession de leurs offices , depuis le premier janvier 1780 jusqu'au jour de la publication du présent édit , soient remboursés de leurs offices , renonçant à leur égard aux droits de nos revenus casuels.

IX. Voulons aussi que tous ceux des officiers supprimés par l'article premier ci-dessus , qui ont rempli les fonctions de leurs charges pendant vingt ans , & que ceux qui , n'ayant personnellement rendu que des services moins anciens , mais dont les pères auront également exercé des charges auprès de nous , jouissent pendant leur vie de tous les privilèges , exemptions & immunités accordés aux autres officiers commensaux de notre Maison ; & à cet effet il sera dressé par le secrétaire d'état une liste de ceux qui auront droit à ces privilèges , après qu'il lui en aura été dûment justifié par lesdits officiers.

X. Il sera fait , au premier octobre 1780 , un état général de ce qui pourra être dû aux officiers supprimés , pour gages , attributions & fournitures , ainsi qu'aux pourvoyeurs , marchands de vin & autres fournisseurs ; & il sera alloué des intérêts jusqu'au remboursement , selon les marchés ou les usages observés pour chaque sorte de fournitures.

XI. Voulons que le fonds annuel , appliqué ci-devant aux dépenses de notre chambre aux deniers , continue d'être

» *appartemens* ,

» *appartemens* , sa majesté a jugé à propos de
» supprimer ce dernier titre ; & elle prescrit la
» manière dont ces deux corps d'offices devront
» se réunir & s'entre-aider. Enfin , mesdames ,
» tantes du roi , empressées à seconder les vues
» de sa majesté , ayant bien voulu se charger de
» la partie qui les concerne , moyennant une
» somme déterminée , il est résulté de toutes
» ces dispositions & de plusieurs autres , des
» moyens efficaces pour simplifier le service &
» en diminuer considérablement la dépense. En
» conséquence , le roi , par son édit de ce jour ,
» a supprimé un grand nombre d'offices , & en a
» ordonné le remboursement.

» Sa majesté voulant d'ailleurs fixer exactement
» les règles de la nouvelle constitution , a ordonné
» & ordonne ce qui suit :

» Article I. Sa majesté maintient le grand-maître
» de sa Maison , le premier pannetier , le pre-
» mier échançon , le premier tranchant , le pre-
» mier maître-d'hôtel , les maîtres-d'hôtel ordi-
» naire & de quartier , & les gentilshommes ser-
» vants , dans toutes leurs fonctions honorifiques
» seulement.

» II. Le service honorifique de mesdames ,
» tantes du roi , continuera d'être fait par les
» officiers principaux de sa majesté ; mais elles
» pourvoiront à la dépense de leurs tables & à
» celle du bois & de la lumière de leurs cuisines

fait à l'avenir sur le même pied , malgré les économies
résultantes du nouvel ordre , & qu'il y soit ajouté chaque
année un supplément , pour accélérer d'autant les rembour-
semens annoncés par le présent édit.

Si donnons en mandement , &c.

Tome XXXVIII.

-S

» & de leurs appartemens , tant à Versailles que
» dans leurs voyages , au moyen d'une somme
» fixe & annuelle que sa majesté a réglée , &
» dont le payement sera effectué entre les mains
» de la personne chargée de leurs ordres.

» Sa Majesté supprime le titre de *petits-appar-*
» *temens* ; & , d'après l'état de distribution qui a
» été mis sous ses yeux , elle a vu que la tota-
» lité de son service , tant intérieur que public ,
» seroit parfaitement remplie par quarante officiers
» que sa majesté a choisis parmi ceux actuellement
» employés.

» IV. Ces quarante officiers serviront toute
» l'année , & seront partagés en deux offices-
» bouche ; l'une sous le titre de *panneterie &*
» *échançonnerie réunies* ; & l'autre , sous le titre
» de *cuisine-bouche* ; & ils ne pourront jamais être
» fournisseurs.

» V. L'intention de sa majesté est que chacune
» des offices soit divisée en deux parties , avec un
» contrôleur particulier.

» VI. L'une de ces offices sera chargée du
» service journalier & intérieur de sa majesté ,
» ainsi que des petits voyages de Saint-Hubert &
» Fontainebleau , sous les ordres du sieur Thierry ,
» qui , conformément à ce qui s'est pratiqué jus-
» qu'à présent , en rendra directement compte à
» sa majesté.

» VII. L'autre division sera chargée du service
» des grands couverts de sa majesté , de celui de
» madame , fille du roi , & de madame Elisa-
» beth ; du déjeuner qui sera servi dans la salle
» de M. le grand-maître les jours que le roi
» ira à la chasse , & de tous les services extraor-
» dinaires. Les dépenses de ces différens services

» seront faites sous les ordres du commissaire
» général , qui en rendra compte au bureau
» des dépenses de la Maison , où elles seront
» arrêtées.

» VIII. Le service des voyages de Marly ,
» Choisy & la Muette , sera fait par tous les offi-
» ciers réunis , sous l'inspection du commissaire
» général de la Maison , qui fera également le
» rapport des comptes au bureau général des
» dépenses , où ils seront examinés & arrêtés
» définitivement.

» IX. Les deux divisions établies ci-dessus se
» réuniront & s'entre-aideront pareillement dans
» tous les autres cas où cela sera nécessaire ; à
» quel effet le commissaire général & le sieur
» Thierry s'avertiront réciproquement , suivant les
» circonstances.

» X. Les nouveaux officiers , dont le roi se
» réserve en tout temps la nomination , seront
» pourvus de commissions de sa majesté , & prê-
» teront serment entre les mains du premier
» maître-d'hôtel , qui sera tenu de le recevoir sur
» la représentation de leurs commissions.

» XI. Le commissaire général recevra directe-
» ment les ordres du roi & de la famille royale ;
» dans tous les cas où le contrôleur général avoit
» coutume de les recevoir.

» XII. Le contrôleur qui aura reçu des ordres
» extraordinaires ou de sa majesté , ou de ma-
» dame Elisabeth , les fera passer au commissaire ,
» pour qu'il pourvoie à leur exécution : si ces
» ordres ne peuvent souffrir aucun retard , il
» les fera exécuter sur le champ , & en ren-
» dra compte au commissaire dans les vingt-quatre
» heures.

» XIII. La première table de M. le grand
» maître ne sera servie que lorsqu'il sera à
» la cour , & qu'il voudra la tenir dans son
» appartement.

» XIV. En conséquence du traitement dont
» jouit le premier maître-d'hôtel , il tiendra une
» table à la cour , conformément aux ordres qui
» lui seront donnés par sa majesté.

» XV. A compter du premier octobre 1780 ,
» sa majesté supprime :

» La seconde table de M. le grand-maître ,

» La table du chambellan ,

» Celle des Maîtres ,

» Celle des aumôniers ,

» Celle des gentilshommes servans ,

» Celle des valets-de-chambre ,

» Et celle du serdeau de mesdames.

» Sa majesté supprime aussi toutes les nourri-
» tures & autres attributions qui étoient ci-devant
» fournies en nature.

» XVI. Les officiers qui mangeoient aux tables
» supprimées , & qui sont conservés au service
» de sa majesté , recevront dorénavant leur nour-
» riture , à raison de cinq livres par jour ; & il
» sera payé à toutes les personnes qui avoient
» des nourritures à prendre chez les fournisseurs ,
» des sommes en argent , proportionnées à ce qui
» leur étoit accordé en nature.

» XVII. Les attributions qu'on est dans l'usage
» de payer aux officiers sur les fonds de la
» chambre aux deniers , ayant subsisté jusqu'à
» présent sous les diverses dénominations de
» gages , augmentation de gages , appointemens ,
» livrées en nature & en argent , billers causés ,
» récompenses , logement , nourritures , collation ,

» déjeûner, bois, bougie, &c., sa majesté veut que
» désormais on les réunisse tous dans un état séparé,
» où il ne sera porté qu'un seul article pour
» chaque personne, tel qu'il aura été réglé par
» les décisions de sa majesté; & le paiement en
» sera fait en argent.

» XVIII. Toutes les dessertes serviront à la
» nourriture des officiers-bouche, sans que, dans
» aucun cas, il leur soit accordé de supplément
» aux frais de sa majesté; & lorsqu'il y aura quel-
» que service en gras les jours maigres, l'inten-
» tion de sa majesté est que cette desserte soit
» portée à la charité.

» XIX. Il sera dressé, au premier octobre pro-
» chain, un état général de toute la vaisselle,
» batterie & ustensiles qui servoient aux offices
» supprimées, ainsi que des porcelaines, cristaux
» & autres effets semblables qui existent dans les
» châteaux de Marli, Choisy & la Muette; &
» cet état sera rapporté par le commissaire au bu-
» reau général des dépenses.

» XX. Le commissaire fera distribuer aux nou-
» velles offices-bouche les effets nécessaires; &
» ce prélèvement une fois fait, l'excédant sera
» porté dans le garde-meuble de sa majesté.

» XXI. Les gentilshommes servans, réduits au
» nombre de dix-huit, & les huissiers de salle au
» nombre de six, feront à l'avenir leur service par
» semestre.

» XXII. La fourniture de la bougie & de la
» chandelle, qui étoit faite ci-devant par les
» officiers de fruiterie, & celle du bois que
» faisoient les officiers de fourrière, autres que
» pour les offices-bouche, seront faites, à com-
» mencer au premier octobre prochain, par le

» domaine de Versailles, qui est déjà chargé de la
 » même espèce de dépense pour tous les apparte-
 » mens extérieurs.

» XXIII. On fera un état des quantités de
 » bougie & de bois qui seront nécessaires pour
 » la consommation des appartemens de sa ma-
 » jesté, de madame, fille du roi, & de ma-
 » dame Elisabeth ; & cet état sera arrêté par sa
 » majesté.

» XXIV. Tous les marchés seront & demeu-
 » reront résiliés à compter du premier octobre
 » 1780 ; & , si on le juge convenable, il en sera
 » passé de nouveaux, au rabais, dans le bureau
 » général de la Maison du roi.

» XXV. Il sera fourni par les officiers des
 » capitaineries & par les jardiniers des différentes
 » Maisons royales, les quantités de gibiers, de
 » fruits & de légumes qui seront nécessaires.

» XXVI. Sa majesté confirme tous les règle-
 » mens, décisions & ordonnances précédemment
 » rendus pour le gouvernement & police de sa
 » Maison ; & notamment celui de 1726, en ce
 » qui ne sera pas contraire aux dispositions du
 » présent règlement.

MAISON MORTUAIRE. Expression usitée dans les Pays-Bas en matière de succession légitime ou testamentaire : elle désigne littéralement la *Maison d'un mort*, & on l'emploie surtout lorsqu'il s'agit de compétence & de juridiction. Ainsi, les mots juge de la Maison mortuaire, & juge du lieu où la succession est ouverte, sont parfaitement synonymes.

Les inconvéniens qu'il y auroit à plaider en divers tribunaux sur chacune des difficultés qui

s'élèvent dans une succession , ont fait admettre pour principe dans une grande partie des Pays-Bas , que la connoissance de ces sortes de contestations appartient aux juges de la Maison mortuaire , privativement à tous autres.

Ce principe n'est pas tout-à-fait conforme au droit commun , comme on peut s'en convaincre par différentes loix du code & du digeste (*) ; mais il est si simple dans la pratique , & d'une exécution si facile , qu'il devroit être admis partout.

Voici une espèce dans laquelle il a été confirmé solennellement. Le sieur Maurand Cardon , domicilié & décédé à Douai , avoit fait , le 19 novembre 1683 , un testament par lequel il substituoit tout son patrimoine jusqu'à la troisième génération. Il s'éleva des difficultés entre les appelés à la substitution ; & comme la plus grande partie du bien étoit située en Artois , la dame de Quellery de Chanteraine entreprit , pour les faire décider par les juges de cette province , de faire exploiter , sous l'autorité du conseil d'Artois , une mise de fait sur un immeuble situé au village de Brebières. M. Vernimmen , à qui cette mise de fait avoit été signifiée avec assignation pour la voir décréter , se pourvut au parlement de Flandres , & y obtint sur requête un arrêt du 3 avril 1764 , qui déclara tout ce qui s'étoit fait au conseil d'Artois , nul & de nul effet , & fit défenses aux parties de procéder en ce tribunal sur les contesta-

(*) Voyez la loi 19 , D. *de judiciis* ; les loix 50 , 51 , 52 , du même titre ; la loi unique , C. *ubi de hereditate* ; la loi unique , C. *ubi fideicommiss.*

tions dont il s'agissoit. Après quelques poursuites au conseil d'Artois, la dame de Chanteraine fit rendre au parlement de Paris un arrêt du 20 août suivant, qui ordonne, que, sans s'arrêter à » l'arrêt du parlement de Flandres du 3 avril der- » nier, les parties procéderont en la cour ; fait » défenses de passer outre, & de faire poursuites » ailleurs qu'en icelle, à peine de nullité, mille » livres d'amende, dépens, dommages & intérêts ». Mais M. Vernimmen ayant pris des lettres de réglemeut de juges au conseil, & les parties ayant fourni leurs moyens respectifs, il intervint arrêt du premier février 1768, dont voici le dispositif : » Le roi étant en son conseil, faisant droit » sur l'instance, sans s'arrêter aux demandes de » ladite dame de Chanteraine, a renvoyé & ren- » voyé les parties au *parlement de Douai* (*), » pour y procéder sur leurs différends & contes- » tations, circonstances & dépendances, suivant » les derniers errements ; condamne ladite dame » de Chanteraine en l'amende de 300 livres en- » vers sa majesté, & de 150 livres envers le » sieur Vernimmen, & aux dépens ».

On voit par cet arrêt, que le juge de la Maison mortuaire ne peut être dépouillé de sa juridiction par la voie de mise de fait ou faisie ; quoiqu'en général, suivant le droit commun des Pays-Bas, les saisies attribuent aux juges des lieux où elles sont pratiquées la connoissance

(*) MM. Vernimmen & de Chanteraine avoient leurs causes commises en première instance au parlement ; l'un comme président à mortier, l'autre comme chevalier d'honneur.

des objets qu'ont en vue les parties qui les font exploiter. C'est ce qui a encore été jugé par un arrêt du conseil souverain de Brabant du 15 novembre 1712, rapporté par le comte de Winantz, décision 36.

Le parlement de Flandres a décidé plusieurs fois la même chose. „ En cas de contestation „ entre les héritiers, l'action de partager doit „ être intentée & poursuivie devant le juge de „ la Maison mortuaire, & non ailleurs, sous „ prétexte de saisie, plainte à loi, ou autrement. „ Arrêt du parlement de Flandres, rendu le 7 „ mai 1714 au rapport de M. de Cambronne “. Ainsi s'exprime Deghewiet en ses institutions au droit belgique, partie 3, titre 1, §. 9.

Le rédacteur de cet article a fait rendre un arrêt semblable le 20 avril 1776, en faveur du sieur Roux du Bourg, syndic des créanciers de la veuve Deverdoing, contre les nommés Béele & Dehoust. Ceux-ci réclamoient une partie de l'hérédité de la veuve Deverdoing, & avoient fait saisir, par l'autorité des échevins d'Honschote, les biens auxquels ils se prétendoient appelés. Le syndic des créanciers, assigné pour voir décréter cette saisie, avoit demandé son renvoi devant les juges de Saint-Omer, lieu de l'ouverture de la succession. Les échevins d'Honschote avoient rejeté son déclinatoire, & lui avoient ordonné de contester au fond. Mais sur l'appel qu'il interjeta de leur sentence au présidial de Bailleul, il fut dit que Béele & Dehoust se pourvoiroient devant les juges de la Maison mortuaire, & l'arrêt cité a confirmé ce jugement. Il a été rendu en la seconde chambre, au rapport de M. Henner.

La défense de porter des contestations relatives à une succession dans d'autres tribunaux que ceux de l'endroit où elle est ouverte , en attribue-t-elle nécessairement la première connoissance aux juges immédiats , ou peut-on suivre à cet égard les règles assez généralement reçues , qui établissent un droit de prévention dans les affaires ordinaires , entre la plupart de ces juges , & ceux devant lesquels ils ressortissent directement ? Cette question a souffert autrefois de grandes difficultés dans la Flandres Flamande. D'un côté , le conseil provincial de Gand prétendoit pouvoir connoître , en première instance , des Maisons mortuaires de son territoire , sur-tout lorsque l'on se pourvoyoit devant lui par complainte , attendu que cette action est de la compétence exclusive des juges royaux. D'un autre côté , les officiers municipaux des villes soutenoient qu'ils avoient par leurs chartres de commune un droit inviolable à la connoissance immédiate de toutes les affaires qui intéressoient leurs bourgeois ou qui concernoient les successions de ceux-ci. Enfin , un placard de l'empereur Charles - Quint a décidé la contestation : il a été rendu le 25 janvier 1524 ; voici ce qu'il porte : » Avons accordé , consenti
» & octroyé , accordons , consentons & octroyons
» par ces présentes , que lorsque quelqu'un vou-
» dra se fonder pour hoir ou héritier d'une
» Maison mortuaire , soit bourgeoise ou privi-
» légiée , sise dans notredite comté de Flandres ,
» il sera obligé & tenu de le faire dans le même
» endroit & lieu où la susdite Maison mortuaire
» sera dévolue , sans le pouvoir faire en com-
» plainte par nouvelleté dans la chambre de notre
» prédit conseil en Flandres , ou pardevant tous

» autres juges supérieurs . . . & le cas arrivant
 » que , contraire à notre présente ordonnance ,
 » quelqu'un viendrait à obtenir complainte en
 » ladite chambre de conseil ou pardevant au-
 » tres juges supérieurs , nous ordonnons & vou-
 » lons en ce cas , qu'à la réquisition de la partie
 » adverse , iceux juges les appointeront somma-
 » rement , en déclarant la nullité d'icelle obten-
 » tion , comme incompétente , & renvoyeront à
 » cet effet les parties aux endroits & lieux où
 » lesdites Maisons mortuaires , soit bourgeoises
 » ou privilégiées , sont dévolues & échues , afin
 » que droit leur soit fait & administré , suivant
 » qu'il sera trouvé convenable , sauf toutefois le
 » ressort coutumier « .

Ce placard n'a été porté que pour la Flandres
 Flamande ; ainsi la question est demeurée entière
 par rapport aux autres provinces : mais l'usage l'a
 décidée depuis ; & l'on tient pour une maxime
 constante , que dans les endroits où les juges
 royaux ont la prévention sur ceux des municipa-
 lités ou des seigneurs , les contestations relatives
 aux *Maisons mortuaires* sont soumises à ce droit
 comme les autres affaires. Par exemple , le conseil
 provincial d'Artois a la prévention sur tous les
 sièges de son ressort , lorsqu'il a été *accepté à*
juge par un acte passé devant notaires ; & rien
 n'est plus commun que de voir porter directe-
 ment en ce tribunal des demandes en délivrance
 de legs ordonnés par un testament qui contient
 une soumission à sa juridiction. Les gouvernances
 de Lille & de Douai sont fondées par leurs cou-
 tumes à connoître en première instance de toutes
 les causes de leurs justiciables , à moins que les
 seigneurs haut-justiciers ou vicomtiens ne se joi-

gnent à ceux-ci pour demander leur renvoi devant leurs officiers ; aussi voit-on tous les jours des héritiers ou des légataires se pourvoir immédiatement dans ces deux tribunaux pour obtenir la mainrenue dans la succession ou la délivrance d'un legs.

On a vu à l'article GOUVERNANCE , quelles sont les règles de prévention établies par un concordat de 1548 entre la gouvernance & l'échevinage de Douai. On a demandé si les officiers du premier de ces sièges pouvoient , en vertu de cet acte , connoître en première instance des Maisons mortuaires échues dans la ville de Douai. Les échevins ont soutenu long temps la négative ; ils se fondonoient sur l'article 1 du chapitre 2 , & sur l'article 2 du chapitre 6 de leur coutume , portant , qu'une disposition de dernière volonté ne peut avoir d'effet , qu'au préalable elle n'ait été *emprise* devant les échevins. Ils ajoutoient , que le placard de 1524 , dont nous venons de retracer les termes , décidoit clairement la question en leur faveur. Enfin , ils prétendoient que le concordat de 1548 contenoit une énumération limitative de toutes les matières dont la gouvernance pouvoit connoître en première instance , par prévention avec eux , & ils en concluoient que ce siège n'avoit aucun droit à la connoissance immédiate des Maisons mortuaires , puisque cet objet n'est point exprimé dans l'acte. Mais , 1°. la coutume de Douai n'a établi les formalités de l'*emprise testamentaire* , acte de juridiction purement gracieuse , que pour engendrer *saifine* & droit réel ; or , les droits réels sont toujours censés résider dans les juges immédiats ; il étoit donc naturel que la

coutume accordât aux échevins le pouvoir exclusif de présider à cete formalité , & par conséquent il n'y a aucune induction à tirer de là pour la compétence dans les affaires contentieuses qui dérivent des successions. 2°. On a déjà dit que le placard de 1524 ne concerne que la Flandres Flamande ; il est donc sans application aux tribunaux de la ville de Douai. 3°. Il est vrai que le concordat de 1548 n'accorde pas expressément à la gouvernance le droit de connoître immédiatement des Maisons mortuaires des bourgeois ; mais l'usage & la possession ont suppléé au silence ou plutôt au développement de cet acte , & ont interprété en-faveur de la gouvernance les dispositions générales qu'il contient. C'est ce que prouvent deux arrêts remarquables.

Voici l'espèce du premier. Catherine Dorothée Pasquesson , bourgeoise de Douai , avoit fait son testament le 5 août 1724. Le 12 juillet 1742 , Catherine-Dorothée Facon , à qui elle avoit laissé un legs de cent pistoles , se pourvut à la gouvernance contre Jean-Baptiste Facon , héritier , pour en avoir la délivrance. Le procureur-syndic de la ville , instruit de cette contestation , intervint dans la cause , & en demanda le renvoi à l'échevinage : débouté de sa requête par une sentence du 30 janvier 1743 , il en appela au parlement. Un arrêt du 19 octobre 1744 ordonna d'abord au procureur du roi de la gouvernance de vérifier que les officiers de son siège étoient *en possession de connoître , concurremment avec les échevins , des actions en délivrance de legs , sauf au procureur-syndic sa preuve contraire*. Le procureur du roi fit sa preuve ; & par arrêt définitif

du 19 juillet 1752 , rendu au rapport de M. Gouillard de la Feuille , l'appellation a été mise au néant , & la sentence confirmée , avec amendé & dépens.

Le second arrêt n'est pas moins précis. Jacques-Simon Nizer , bourgeois de Douai , mort le 27 mai 1749 , avoit ordonné par son testament , que tous les biens dont il n'avoit pas disposé en faveur de particuliers , fussent vendus après sa mort par son exécuteur-testamentaire , pour le prix en être distribué à vingt-cinq des plus pauvres de sa paroisse , à raison de vingt-cinq sous par mois , aussi long-temps que l'argent dureroit. Pascal Nizer , héritier du testateur , donna requête à la gouvernance de Douai , le 24 mars 1751 , pour faire déclarer cette disposition nulle , comme contraire aux édits concernant les gens de main-morte. Le sieur Nefve , exécuteur testamentaire , s'opposa à sa demande. La cause étoit instruite , lorsque le procureur syndic de la ville vint revendiquer la cause. Le 29 avril 1752 , sentence qui déclare cet officier non recevable dans son intervention ; & sur l'appel , arrêt au rapport de M. de Jars de Curgier , qui met l'appellation au néant (*).

(*) Je ne retrouve pas la date de cet arrêt ; mais il a certainement été rendu entre les années 1756 & 1758 : car j'ai sous les yeux des procédures faites dans la cause d'appel le 13 août 1756 , & la sentence définitive de la gouvernance , rendue après que sa compétence eût été affermie par l'arrêt dont il s'agit , est du 14 avril 1758. Elle a déclaré nulle la disposition de Jacques-Simon Nizer , & elle a été confirmée par arrêt du premier août suivant.

Dans ces deux causes , on se prévaloit pour le procureur-syndic , d'un arrêt du 13 août 1740 , qui paroît , à la première vue , contraire à ceux que nous venons de rapporter. Catherine-Joseph-Brigitte Fourdrin , veuve du sieur Yves Caulier , avoit légué une partie de ses meubles à l'épouse du sieur Hocquet ; les échevins avoient apposé le scellé à la Maison mortuaire , & , attendu la minorité de quelques-uns des héritiers , on avoit tenu inventaire des meubles & effets. Le sieur Hocquet se pourvut à la gouvernance en payement du legs fait à sa femme. *L'héritier demande son renvoi devant les échevins.* Le procureur-syndic intervint pour revendiquer la cause ; & après une sentence du 13 mai 1740 , qui les avoit déboutés l'un & l'autre du renvoi qu'ils requéroient , ils obtinrent sur l'appel un arrêt qui mit l'appelation & ce au néant ; émendant , déclara les appelans bien fondés dans leur demande , & condamna le sieur Hocquet aux dépens des deux instances.

Il est aisé de s'appercevoir que cet arrêt n'est pas contraire à ceux qui ont été rendus depuis au désavantage des échevins. En effet , la partie assignée demandoit son renvoi à leur tribunal ; par conséquent il n'y avoit plus de droit de prévention pour la gouvernance ; car le concordat de 1548 porte , qu'*iceux bourgeois & manans ajournés esdites actions personnelles pardevant lesdits de la gouvernance , seront recevables à requérir le renvoi pardevant les échevins , comme juges ordinaires , si faire le veulent.*

Voyez les articles SUCCESSION , TESTAMENT ,

LEGS, CLAIN, CONFRATERNITÉ DE COUTUMES,
MISE DE FAIT, &c.

(*Article de M. MERLIN, avocat au parlement de Flandres*).

MAISONS ROYALES. On entend sous le nom de Maisons royales, tous les châteaux, tous les palais que le roi ou ses prédécesseurs ont habités. Il n'y a point de souverain en Europe qui ait autant de palais, de châteaux, de Maisons de plaisance que le roi de France. La grandeur de Louis XIV les a multipliés à un point auquel nul autre monarque n'est parvenu : les arts, si perfectionnés sous son règne, les ont décorés & enrichis de leurs chefs-d'œuvres. L'entretien, l'achèvement de ces superbes édifices, & le désir d'en construire de nouveaux, ont mis dans la nécessité d'établir des réglemens & de créer des officiers attachés au service des bâtimens du roi, afin de mettre de l'ordre & de l'économie dans la dépense.

Il y a tant de Maisons royales, qu'il est impossible que le souverain & sa famille les occupent, à moins qu'il ne change à chaque instant de séjour. Le goût & les circonstances ont forcé souvent les rois de France d'abandonner un palais où leurs aïeux avoient fixé leur principale résidence; mais, en les quittant, le maître, soit par respect pour la demeure de ses prédécesseurs, soit par un naturel éloignement pour la destruction d'un ancien & bel édifice, a voulu qu'ils fussent conservés, comme autant de signes de grandeur & de puissance.

On ne peut pas se dissimuler que les réparations continuelles de tous ces palais, les gages
des

des serviteurs qui y sont attachés, & les frais qu'entraînent la décoration des jardins qui en dépendent, n'occasionnent beaucoup de dépenses onéreuses à l'état : mais, d'un autre côté, la bonté du souverain qui en forme divers asiles pour de pauvres gentilshommes, pour des familles étrangères que le fanatisme a chassées de leur patrie, rend ces monumens si avantageux & si nécessaires à tant d'individus, qu'on n'ose pas désirer la réforme que l'intérêt général semble demander. Si l'on avoit un souhait à faire, ce seroit que la véritable intention du roi fût suivie, que le crédit & le luxe ne réussissent pas aussi souvent qu'ils le font à enlever à d'anciens serviteurs de l'état ou à des persécutés une demeure que la faveur leur doit, & que leur indigence leur rendroit si précieuse.

Outre ces palais attachés, pour ainsi dire, à l'existence du monarque françois, il y a encore plusieurs Maisons particulières que le roi a acquises pour le logement de ses ministres & pour celui de différens artistes qui lui consacrent leurs talens. L'entretien de ces Maisons a été aussi l'objet des réglemens relatifs aux bâtimens du roi.

L'article premier du titre 4 de l'édit enregistré en la chambre des comptes le 19 septembre 1776, fait défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, qui jouissent de logemens dans les châteaux ou Maisons du roi, relativement à leurs places & états dans le service de sa majesté, ou en vertu d'un brevet, d'en changer l'ordonnance & la constitution ancienne, & de se faire un droit pour cela de ce qu'elles subviendroient à la dépense : » Voulons, » est-il dit, que les concessionnaires & breve-

» taires jouissent , chacun à son égard , des objets en
» l'état où ils leur seront donnés , sauf l'entretien
» & les réparations qui seront jugés nécessaires ,
» & qui , à l'égard des simples logemens assignés
» dans un corps quelconque d'édifices , devront
» être bornés aux simples travaux qui , en ren-
» dant les lieux suffisamment habitables , intéres-
» seront d'ailleurs la conservation de nosdits édi-
» fices , sans jamais subordonner en aucuns cas
» les distributions d'un logement aux besoins par-
» ticuliers de celui qui en sera concessionnaire ,
» les besoins réels de notre service devant être
» la règle sur ce point «.

Quant aux Maisons particulières qui sont affectées à des usufruits pour la vie des concessionnaires , ou dont il plaît au roi de disposer à titre de récompense , en faveur de ceux qui ont mérité cette faveur ; sa majesté déclare ne vouloir être tenue que des travaux qui intéressent la propriété , tels que les gros murs , les poutres & les couvertures , & que chaque concessionnaire demeure chargé , aux termes de droit , de tout ce qui est réparation usufructuaire , & qu'en cas d'omission ou de négligence , il soit & demeure déchu de plein droit du bénéfice de son brevet , & qu'il soit tenu de vider les lieux au premier ordre qui lui en sera intimé par le directeur général des bâtimens du roi , auquel il est enjoint formellement de ne jamais accorder , dans lesdites Maisons tenues à vie , aucuns travaux au delà de ceux que comporte la nue propriété.

Par l'article 41 du titre 2 , le roi défend expressément à tous les officiers & employés supérieurs & inférieurs de ses bâtimens , de faire dans les Maisons qui leur auront été assignées pour

logement , aucune construction nouvelle , même sous le prétexte de réparations , à moins de l'autorisation précise & formelle du directeur général , qui ne devra l'accorder qu'à des considérations absolues , même dans le cas où celui qui la requerroit offriroit de construire à ses dépens. La raison principale de cette prohibition est la crainte que le roi ne soit par la suite chargé de bâtimens considérables & superflus pour son service.

Pour que le directeur général puisse avoir une connoissance toujours suivie de l'exactitude ou de l'inexactitude avec laquelle les concessionnaires ou habitans des châteaux & Maisons royales rempliroient les charges à eux imposées , il est ordonné aux inspecteurs de faire aussi souvent que besoin sera , & au moins une fois par chaque semestre , la visite de tous les logemens & Maisons tenus du roi , & dont l'entrée ne pourra leur être refusée par quelque personne & sous quelque prétexte que ce puisse être , afin de reconnoître , soit les besoins , soit les innovations , & en rendre compte au directeur général , qui pourvoira aux réparations , & prendra les ordres du roi sur les innovations faites ou entamées en contravention. Pour prévenir toutes atteintes à ces dispositions & suivre exactement l'esprit des arrêts du conseil de 1672 , 1757 & 1774 , il est fait défenses à tous gouverneurs , capitaines , concierges , à tous officiers employés dans les bâtimens , pour tous les cas non autorisés par le directeur général , de faire ni souffrir qu'il soit fait aucun changement dans les logemens , Maisons & lieux tenus du roi ; & dans le cas où le concessionnaire auroit été admis à en faire

la dépense, ils ne doivent pas permettre qu'il emploie d'autres ouvriers que ceux du département, ni que ces changemens soient conduits ou dirigés par d'autres que les officiers des bâtimens. Le même article défend à tous architectes, entrepreneurs & ouvriers étrangers au département des bâtimens du roi, de commander, exécuter ou faire exécuter aucuns travaux dans ses châteaux & Maisons, à peine d'être tenus du rétablissement des lieux, & d'y être contraints par emprisonnement de leurs personnes, & en outre, à peine de trois cents livres d'amende applicable aux pauvres des paroisses & aux hôpitaux des lieux dans lesquels les contraventions auront été commises.

L'article 2 du même titre 4, après avoir dit qu'il sera procédé, d'après les anciens plans de tous les châteaux & Maisons du roi, à une reconnaissance de l'état actuel des lieux, & pourvu à la réformation de toutes entreprises faites, & que l'état dans lequel les choses seront rétablies ou pourront rester, sera constaté par des plans positifs qui seront déposés dans les bureaux de la direction générale des bâtimens du roi, déclare que le secrétaire d'état chargé du département ne pourra expédier aucun brevet ou lettres de don & concession de logemens, pour quelque temps que ce soit, dans les châteaux & Maisons du roi, sur les propositions & demandes des gouverneurs ou capitaines, concierges desdits châteaux & Maisons, qu'après en avoir communiqué l'objet au directeur général, avoir reçu ses observations & une copie exacte sur les plans généraux, des détails, de la consistance du logement demandé. Si le roi juge à propos d'accorder

les demandes , le concessionnaire sera mis en possession de l'appartement conforme au plan joint au brevet , tant par le gouverneur ou capitaine concierge pour ce qui concerne sa charge , que par l'inspecteur préposé sur le lieu pour l'administration des bâtimens , auquel inspecteur le concessionnaire est obligé de délivrer soumission expresse de jouir conformément aux brevets & plans , pour remettre le tout , à l'expiration de sa jouissance , dans le même état qu'il l'aura reçu , sauf les changemens que les circonstances auroient pu faire autoriser par le directeur général , & qui alors seront constatés par un nouveau plan.

Comme ce règlement ne pouvoit pas convenir aux châteaux dans lesquels le roi fait sa résidence en personne , tels que ceux de Versailles , de Marly , Fontainebleau , Compiègne , Choisi , Saint-Hubert , la Muette , & où l'on n'assigne de logement durable à personne ; il est dit au même article , que l'on excepte des dispositions que l'on vient de lire , les châteaux de Versailles & ceux de même classe dans lesquels le roi fait des résidences plus ou moins suivies. Néanmoins il est ajouté , que pour déterminer le vrai sens de l'exception , & pour prévenir désormais des dépenses qui ont été jusqu'à présent trop multipliées au très-grand préjudice de ses finances & de la solidité de ses édifices , le roi entend que toutes les personnes auxquelles il pourra donner un logement à sa suite dans ses châteaux & Maisons de résidence , soit à raison de leur rang ou de leur charge & offices , soient tenus de se contenter des appartemens tels qu'ils se trouveront formés , sauf les réparations de véritable nécessité , qui seront alors ordonnées par le directeur

général des bâtimens , auquel il est expressement interdit de rien permettre de surplus , sans qu'il en ait rendu compte au roi , & ait reçu les ordres de sa majesté , qui déclare , par son édit , être résolue de n'accorder qu'à la nécessité vraiment prouvée.

L'article 3 de l'édit des bâtimens permet à ceux auxquels il a été accordé des logemens à temps ou à vie dans les châteaux de résidence , Maisons employées pour le service du roi , & autres Maisons royales , de les décorer , à leurs frais , de glaces , & par ajustemens en boiserie ou cheminées de marbre , pourvu que ces décorations ne soient exécutées que sous la conduite & inspection des préposés , & les autorise , à l'expiration de la jouissance , à retirer ou faire retirer les glaces par celui qui les aura posées : mais à l'égard des boiseries & des cheminées qui auront été établies , il est dit qu'elles demeureront & appartiendront au lieu dans lequel elles auront été placées , sans que celui qui en aura fait les frais ou les réparations , puisse prétendre les enlever , ni les vendre au nouveau-concessionnaire de l'habitation ou logement ; & pour empêcher qu'on ne puisse emporter aucun de ces ornemens qui doivent rester adhérens au local , il est enjoint aux concierges des châteaux & Maisons de ne laisser exécuter aucun déménagement , qu'après que les préposés des bâtimens auront fait inspection.

La pose des sonnettes , qui étoit autrefois pour tous les logemens à la charge du roi , n'est plus à sa charge que pour les logemens des ministres. L'article 4 du même édit porte , que toutes autres personnes logées dans les Maisons

royales feront les frais relatifs à cet objet , mais fans se dispenser pour cela d'appeler les préposés des bâtimens du roi , pour veiller sur les percemens des murs en pareils cas.

L'entretien & le nettoyage des vitres dans les bâtimens du roi faisoit un objet de dépense si considérable , qu'il a été nécessaire de faire des réformes & des distinctions économiques sur ce point. Aussi l'article 5 de l'édit des bâtimens porte , que pour ramener à une juste mesure la dépense que le temps a rendue excessive , en ce qui concerne la vitrerie des bâtimens du roi , ses accessoires en nettoyage & calfeutrage , le directeur général fera former & arrêter un état de tout ce qui peut être légitimement à la charge du roi en ce genre , dans lequel état le roi entend qu'il ne puisse être compris d'autre entretien que celui qui est propre à son service & à celui de sa famille , ou qui y devient propre par la nature de l'état & des fonctions des différens ordres attachés à sa suite ou à son service , & qui en conséquence ont droit à ce qu'on appelle *logement de place* , & qu'au de là , tout concessionnaire de logement , en quelque château ou Maison particulière que ce soit , demeurera chargé des gros & menus entretiens de vitrage , & qu'en cas de réparation reconnue nécessaire à l'expiration de sa jouissance , lui ou ses représentans pourront être contraints à y suppléer , soit par les officiers & employés du département , soit par celui qui succédera à ladite jouissance.

Quant aux moyens économiques de réparer les bâtimens ou d'ajouter de nouveaux corps aux anciens , le roi laisse , par l'article 24 du même titre , à la prudence de l'administrateur général

de suivre l'ancien usage des devis généraux , combinés sur la position des divers départemens , relativement aux prix des matériaux & de la main-d'œuvre , pour en être fait adjudication au rabais aux entrepreneurs qui se présenteront , ou d'appliquer des devis particuliers à chaque entreprise dont le cours du service fera naître l'objet. Le roi ajoute ne vouloir qu'aucune partie des travaux de ses bâtimens , qui , par la nature de construction neuve ou de grosses réparations , sortira de la classe des travaux courans en entretien & réparations , ne soit entreprise que d'après des devis généraux ou particuliers qui auront précisément déterminé la nature des matériaux , celle des ouvrages , les prix qui y seront appliqués , & toutes les autres conditions qui y seront jugées convenables aux intérêts du roi.

Il est dit par l'article 25 du titre 2 , que dans le cas où l'administrateur général estimera devoir opérer par adjudication générale ou particulière sur quelque partie que ce soit des travaux de ses bâtimens , l'usage d'y procéder à l'extinction des feux sera abrogé , comme plus nuisible qu'utile en pareille matière. Pour y suppléer , le roi veut qu'après que le bureau constitué pour ses bâtimens aura formé les plans & devis , & après que ces mêmes plans & devis auront été approuvés & visés par l'administrateur général , tous les entrepreneurs & ouvriers soient avertis par affiches des objets qui seront à traiter , afin qu'ils puissent prendre communication des devis & projets , & présenter ensuite directement à l'administrateur général les soumissions des prix qu'ils auront à proposer , lesquelles soumissions seront communiquées respectivement à tous ceux qui

en auront données, afin qu'ils puissent, s'ils le jugent à propos, réformer leurs premières propositions, & en produire de définitives, sur lesquelles, si l'administrateur les trouve admissibles, il passera avec les entrepreneurs agréés & par acte en bonne forme, tel marché que de droit, en exigeant caution suffisante de l'exécution; pour la plus grande authenticité desquels marchés, le directeur général se fera assister dans la passation des actes qui les consomment, par les officiers du bureau, au nombre de deux au moins, qui signeront lesdits actes.

Quant aux travaux qui ne comportent que des réparations usuelles & courantes, & dont les espèces n'exigent pas la formalité d'un devis ou d'une adjudication, l'administrateur général est le maître d'en ordonner de la manière la plus convenable aux intérêts du roi, après avoir fait examiner les objets par le bureau, s'il juge cette précaution nécessaire.

Après que les ouvrages qui ont été traités sur devis & marchés, ont été achevés, il doit être dressé procès-verbal du toisé & de la réception par trois membres du bureau, dont les fonctions sont égales & concurrentes sur ce point, d'après le travail préparatoire fait par les employés vérificateurs; ce travail est rapporté au bureau pour y être examiné d'après les devis & marchés, & reçoit ensuite l'arrêté définitif & le *visa* du directeur général.

Il est ordonné par l'article 30 du même titre, que tous les travaux & dépenses de chaque département soient toisés, reconnus & constatés dans l'année qui suivra celle de l'exécution, excepté

néanmoins les grands édifices , sur lesquels on ne peut opérer utilement que quand ils sont terminés ; en sorte qu'en attendant ce moment , il suffit pour ceux-là de prendre avec les entrepreneurs les mesures convenables pour que l'administration ne soit point exposée à excéder une juste proportion dans la distribution des à compte.

Outre la dépense qu'entraînent la réparation & augmentation des bâtimens du roi , & qui est plus ou moins forte , il en est une fixe & presque invariable , c'est celle qui se fait par abonnement avec des ouvriers chargés de l'entretien des bâtimens par des marchés annuels.

Voici ce que l'article 36 du titre 4 dit à ce sujet : » Les officiers du bureau procéderont , sous » les ordres du directeur général , à la préparation de tous les marchés d'entretien fixes , propres à différentes parties du service ; & ces » marchés seront accordés par le directeur général à ceux qui feront la condition meilleure » pour le roi , soit par adjudication publique au rabais , soit par la voie des soumissions indiquées pour l'entreprise des travaux de construction , par l'article 25 du titre 4. Il se fera » assister dans la passation desdits marchés , pour leur plus grande authenticité , par les officiers » du bureau , au nombre de deux au moins ». Le roi ajoute , que pour parer aux inconvéniens que le temps a entraînés sur cette partie , il veut & entend que chaque marché d'entretien soit désormais déterminé pour une révolution de temps , sur la durée de laquelle sa majesté s'en remet à la prudence de l'administrateur général , & qu'à l'expiration desdits marchés , ils soient renouvelés.

par acte en bonne forme ; qu'ils soient souscrits par ceux qui les obtiendront, & qu'ils ne soient plus considérés, comme ils semblent l'avoir été, sous l'aspect d'emplois que le temps a, dans bien des circonstances, rendus héréditaires. Le roi fait une exception pour ce qui concerne les marchés qu'exige la culture des orangeries & jardins d'utilité ou d'agrément, & permet qu'ils soient accordés, si le directeur général le trouve convenable, pour la vie de ceux qui seront dans le cas de les obtenir. La raison de cette exception est, qu'il sera toujours loisible à l'administrateur général de les révoquer dès qu'il sera dans le cas de se plaindre de leur exécution Il est dit que si cette circonstance de révocation n'a pas lieu pendant la vie de l'entrepreneur, ses enfans ou autres représentans ne pourront être admis à lui succéder, qu'en souscrivant un marché personnel, tel qu'il sera convenable alors de le former.

Il ne faut pas confondre & considérer indistinctement comme possessions domaniales, toutes les Maisons qui appartiennent au roi. Il s'est réservé par l'article 5 du titre premier de l'édit de règlement des bâtimens de 1776, la faculté de vendre, d'échanger les Maisons qui n'appartiennent pas essentiellement à la couronne. Comme c'est de ce point de législation que dépend la sûreté des acquisitions, des ventes & des échanges que peuvent faire les particuliers qui contracteroient avec le roi, il est nécessaire de rapporter les dispositions de l'article qui le renferme. Le roi confirme par cet article, en la personne du directeur général de ses bâtimens, le pouvoir qu'il lui a donné par l'article 5 des lettres-patentes du 27 mai 1770, registrées en la

chambre des comptes le 30 juin suivant, à l'effet de traiter pour sa majesté, & en son nom, les acquisitions, échanges ou autres arrangemens qu'elle fera dans le cas d'ordonner pour la rendre propriétaire des Maisons ou terrains nécessaires à ses bâtimens & jardins, ainsi qu'aux plantations d'avenues & remises de chasse que les circonstances la porteront à établir. Le roi ajoute, que comme la succession des temps & des besoins peut le conduire à mettre hors de ses mains des possessions que le changement de ses projets, la difficulté de leur exécution ou d'autres considérations rendroient inutiles, il croit devoir se réserver à perpétuité l'entière & libre disposition des objets ainsi entrés en ses mains, & qui ne peuvent y rester sans un désavantage notable par la nullité inévitable de leur produit. Le roi déclare que c'est pourquoi, en adoptant les principes qui ont déterminé les rois ses prédécesseurs, lorsque par lettres-patentes de l'année 1698, enregistrées au parlement le 6 mai de la même année, pour l'aliénation des terrains qui avoient été acquis par le sieur intendant de ses bâtimens, à l'effet de former dans Paris la place de Vendôme, il a été déclaré que lesdits terrains ne pourroient jamais être censés ni réputés du domaine; & lorsque par lettres-patentes du 27 mai 1770, il a été dit qu'il n'y avoit point eu d'incorporation au domaine de Versailles & de Marly pour les acquisitions destinées aux bâtimens, jardins & capitaineries de sa majesté; il statue définitivement qu'on ne pourra jamais censurer ni réputer *possessions domaniales & aliénables*, les Maisons particulières, les terrains & jardins, avenues ou remises dépendant actuelle-

ment de l'administration de ses bâtimens, & restituées d'acquisitions anciennement faites pour sa majesté par les ordonnateurs de ses bâtimens, en vue de projets dont les uns ont été exécutés, & les autres ne l'ont été qu'en partie. Il veut qu'il en soit de même de toutes les acquisitions qu'il pourra faire à l'avenir dans le même genre, en raison du service de ses bâtimens & par le canal de l'ordonnateur, en sorte que, sans égard au temps plus ou moins long pendant lequel toutes ces sortes de possessions anciennes ou futures auront reposé dans ses mains, & auront été régies comme les autres objets de ses bâtimens, elles puissent être revendues, aliénées, mises hors de ses mains, & transmises au plus offrant & dernier enchérisseur sur trois publications & affiches; à l'effet desquelles ventes & pour la passation des contrats qui devront les consommer, le roi confère plein pouvoir & autorité, commission & mandement au directeur général de ses bâtimens, à la charge par lui de ne procéder, en pareil cas, qu'en présence & de l'avis des trois intendans généraux, & de faire verser le produit des ventes entre les mains du trésorier de ses bâtimens. (Depuis la suppression de l'office de trésorier des bâtimens du roi, ces deniers doivent être versés dans la caisse du trésor royal.) Le roi ajoute, qu'il entend que ceux qui se seront rendus adjudicataires, soient & demeurent propriétaires incommutables comme de vrai & loyal acquêteur, sans pouvoir jamais être évincés, troublés ni inquiétés dans leur possession, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit. Pour faciliter ces ventes, quand elles auront lieu, le roi autorise le directeur général de ses bâtimens à

stipuler en faveur des premiers acquéreurs seulement, & sans tirer à conséquence pour leurs successeurs, la pleine & entière franchise envers sa majesté & ses fermiers, de tous droits de contrôle, insinuation, centième denier & lods & vente; de tous lesquels droits le roi consent la remise sur la première vente seulement, sauf au surplus le droit d'autrui, s'il en existe, & à la charge par lesdits acquéreurs de se faire ensaisiner aux termes des réglemens par les receveurs généraux des domaines & bois, en les satisfaisant de leurs droits. Le roi déclare en même temps que les dispositions de l'article 5 que nous venons d'analyser, ne pourront être étendues à aucun de ses châteaux, Maisons royales, proprement dits, dont sa majesté entend jouir tels qu'ils lui ont été transmis.

Il résulte de tout ce que l'on vient de voir, qu'il y a des Maisons royales de trois différentes espèces : celles de la première sont des palais que le roi habite en personne avec sa suite, plus ou moins de temps dans le cours de l'année. Celles de la seconde sont les châteaux où le roi de France régnant ne fait plus de séjour, mais où ses prédécesseurs ont fixé leur cour, tels que le château de Chambors, le château de Saint-Germain-en-Laye, celui de Vincennes, &c. Les Maisons royales de la troisième espèce sont des Maisons que les rois n'ont jamais habitées, mais qu'ils ont fait bâtir, soit à Versailles, soit à Paris, soit à la proximité des autres palais où ils vont résider, pour loger les ministres & leurs suites. Il faut conclure de ces différences, que les délits que l'on peut commettre dans ces diverses Maisons, ne sont pas punissables de la même manière ;

que le trouble que l'on exciteroit dans l'une où le roi ne réside jamais, ne blesseroit pas la majesté royale au même degré que si sa personne l'habitoit. Il faut aussi en conclure, que celles de la seconde classe n'ayant plus d'autre utilité que celle de donner un asile à de pauvres gentils-hommes ou à quelques réfugiés qui ont suivi la destinée du roi Jacques & du prétendant, ou à des artistes célèbres qui ont consacré leurs talens au roi, elles ne sont pas tellement essentielles à la gloire & au service du monarque françois, qu'elles doivent éternellement subsister pour être transmises comme une possession domaniale & inaliénable aux successeurs du roi de France, & qu'elles peuvent subir le sort qu'a éprouvé le château neuf de Saint-Germain, qui vient d'être rasé, pour voir élever sur ses fondemens un autre palais destiné à un des frères du roi.

Tous ceux auxquels le roi veut bien accorder des logemens dans ses châteaux abandonnés, doivent aussi jouir de ce bienfait avec reconnoissance, tant que sa majesté daigne le leur continuer; mais ils ne doivent pas croire avoir acquis un droit de propriété sur l'appartement qu'ils occupent, parce qu'il ne leur a jamais été assuré; parce que, d'un instant à l'autre, le maître peut sans injustice le leur retirer, pour en disposer à son gré. Cependant il n'arrive que trop souvent que les possesseurs de ces logemens, lorsqu'ils s'en dégoûtent, se permettent de les vendre, comme s'ils en étoient les propriétaires. Les acquéreurs téméraires se font illusion jusqu'au point de se persuader qu'ils ont un droit légal sur l'objet de leur acquisition imprudente; & ils se plaignent de l'expulsion dont ils sont menacés, comme d'une injustice.

Un devoir de ceux qui occupent ces logemens, c'est d'en respecter la distribution, de ne point les dégrader, de faire faire avec exactitude les réparations dont ils sont tenus, & de ne pas rendre le bienfait onéreux au bienfaiteur.

Les personnes auxquelles le roi accorde des logemens dans ses châteaux éloignés de la capitale, sont exemptes de plusieurs charges que supportent les habitans des villes où ces châteaux sont situés, telles que la taille, l'industrie, les logemens de gens de guerre, & elles sont presque à l'abri de la saisie de leurs meubles, lorsqu'elles ont des créanciers, par les obstacles qui sont opposés aux huissiers, qui, avant de parvenir jusqu'à elles, sont obligés d'obtenir l'agrément du gouverneur ou du capitaine-concierge, qui ne l'accorde qu'avec des difficultés & à des conditions qui rendent les recherches infructueuses. Nous n'avons pas besoin de dire qu'il répugne à l'honnêteté d'abuser du respect dû aux Maisons royales, pour retarder l'exécution des engagemens qu'on a contractés.

(Cet art. est de M. de LA CROIX, avoc. au parl.)

MAITRE. C'est celui qui a des domestiques.

Un Maître répond civilement des délits commis par ses domestiques dans les cas où il les a employés. C'est en conformité de cette règle, que, par arrêt du 28 avril 1761, le parlement de Paris a condamné un aubergiste à payer le prix de quatre chevaux que son valet d'écurie avoit conduits dans une rivière pour les baigner, & où ils s'étoient noyés.

Un marchand ne seroit pas fondé à répéter à un Maître le prix des marchandises fournies à
crédit

crédit à ses domestiques sans son ordre. Il suffiroit à ce Maître, pour se faire décharger de la demande du marchand, d'affirmer qu'il a donné à ses domestiques l'argent nécessaire pour l'achat des marchandises ou denrées dont sa Maison a eu besoin. C'est ce qui résulte d'un arrêt du 26 mai 1691, rapporté au journal des audiences.

Le 6 novembre 1778, il a été rendu pour Paris une ordonnance de police concernant les Maîtres & les domestiques, qui est ainsi conçue :

» Sur ce qui nous a été remontré par le procureur du roi, que dans la multitude d'habitans que renferme la ville de Paris, une des classes qu'il est plus important de contenir par les règles d'une bonne police, est celle des domestiques. Nés libres, comme tout autre citoyen, mais cependant obligés par l'état qu'ils ont embrassé, de consacrer leur travail & de sacrifier leur repos aux besoins, au goût, quelquefois même au caprice de ceux auxquels ils se dévouent, ils sentent trop vivement, dans de certaines occasions, qu'ils ne sont point dans un véritable esclavage. Souvent aussi des Maîtres durs & impérieux, en s'oubliant eux-mêmes, les font repentir de la servitude à laquelle ils se sont livrés. C'est à la justice, toujours amie de l'humanité, qu'il appartient de fixer, entre des rangs aussi disproportionnés, les limites de la subordination. Les domestiques, malgré leur infériorité, tiennent à la société & y occupent une place que le luxe, en dépeuplant les campagnes, étend de jour en jour. La police a eu de tout temps les yeux ouverts sur leurs mœurs & leur conduite. Une loi aussi juste que sévère a prononcé la peine capitale contre

» tout vol domestique : elle subsiste , & s'exécute
» dans toute sa rigueur. D'autres ont prévu les
» cas où les domestiques se rendroient coupables
» de manque de respect , soit envers leurs Maî-
» tres , soit envers les officiers & la garde pré-
» posée dans cette ville pour la sûreté publique
» & le bon ordre. Quelques-unes enfin ont
» arrêté cette licence avec laquelle les domesti-
» ques se croient en droit de pouvoir quitter
» le service de leurs Maîtres , & ont réprimé
» la facilité qu'ils regardent comme leur étant
» permise , d'entrer souvent , sans être connus ,
» au service de personnes qu'ils ne connoissent
» point eux-mêmes : c'est sans doute une des
» principales causes , non seulement du liberti-
» nage des domestiques & du grand nombre de
» vagabonds dont cette ville est infectée , mais
» encore des vols & autres excès dont il n'y a
» que trop d'exemples. Il est donc important
» que , sur-tout en ce qui concerne la subordi-
» nation des domestiques , ces anciens réglemens
» soient remis en vigueur : le ministère public
» ne peut trop veiller à ce qu'ils soient exacte-
» ment observés : le relâchement dans le main-
» tien de cette police peut introduire des abus ,
» & les abus multipliés conduisent à l'impunité.
» Mais comme il est plus conforme aux vues
» du magistrat de prévenir , s'il est possible , le
» désordre dans sa source , que d'avoir à punir
» ceux qui s'en rendent coupables , le procureur
» du roi pense qu'il est uniquement aujourd'hui
» de son devoir d'exciter à cet égard notre zèle.
» A ces causes , il requiert qu'il nous plaise ré-
» nouer , au sujet des domestiques , les anciens
» réglemens & ordonnances de police. Nous ,

» faisant droit sur le requisitoire du procureur
» du roi , ordonnons que les ordonnances ,
» arrêts & réglemens concernant les domestiques ,
» seront exécutés suivant leur forme & teneur.
» En conséquence :

» Article I. Aucune personne de l'un ou de
» l'autre sexe ne pourra se mettre & entrer en
» service en qualité de domestique en aucune
» maison de cette ville , fauxbourgs & banlieue ,
» sans déclarer auparavant aux Maîtres ou maî-
» tresses qui les voudront prendre & recevoir ,
» leurs noms , surnoms , âges , pays & lieux de
» leur naissance , & s'ils ont déjà servi dans les-
» dites ville & fauxbourgs ; & en cas qu'ils y
» aient servi , ils seront tenus , avant que d'être
» reçus domestiques , de représenter les congés ,
» certificats ou autres attestations par écrit des
» derniers Maîtres ou maîtresses qu'ils auront
» servis , contenant les causes pour lesquelles ils
» auront été renvoyés ; & en conséquence faisons
» défenses , tant à ceux qui se mettront en ser-
» vice , qu'à leurs cautions & répondans , de
» prendre ou supposer de faux noms , qualités ,
» pays ou lieu de naissance , de dissimuler le
» séjour & service qu'ils auront faits en cette
» ville ou ailleurs , & les noms des Maîtres
» qu'ils auront servis , à peine de punition exem-
» plaire contre les domestiques , & de deux cents
» livres d'amende contre leurs cautions & ré-
» pondans.

» II. Enjoignons à tous domestiques de porter
» obéissance & respect a leurs Maîtres & maî-
» tresses , à peine d'être poursuivis extraordinai-
» rement en cas d'insolence ou violence , & punis
» suivant la rigueur des ordonnances. Exhortons

» les Maîtres à les traiter avec bonté & huma-
» nité; leur défendons de les frapper, ni d'user
» envers eux d'excès & mauvais traitemens,
» fauf à requérir la justice qu'ils ne peuvent se
» faire eux-mêmes. Faisons aussi défenses aux do-
» mestiques de quitter leurs Maîtres sans les avoir
» prévenus huit jours auparavant, ni de se pré-
» senter à un nouveau Maître sans rapporter du
» précédent un congé ou attestation, lequel con-
» tiendra le temps de service & la cause de
» sa sortie. En cas de refus par les Maîtres &
» maîtresses de ce certificat, les domestiques
» pourront se retirer pardevant le commissaire
» du quartier, lequel, après les informations né-
» cessaires, donnera au domestique une attestation
» ou certificat de ce qu'il aura pu connoître de la
» conduite du domestique.

» III. Faisons défenses à tous domestiques de
» tenir à loyer aucune chambre ni cabinet à
» l'insu de leurs Maîtres, & sans en avoir pré-
» venu le commissaire du quartier dans lequel
» ils tiendront lescdites chambre & cabinet. Fai-
» sons pareillement défenses à tous propriétaires
» & principaux locataires de leur louer aucune
» chambre ni cabinet dépendans de leurs mai-
» sons, sans en faire déclaration audit commif-
» saire du quartier, le tout à peine de prison
» contre lescdits domestiques, & de cent livres
» d'amende contre lescdits propriétaires ou prin-
» cipaux locataires, & sous plus grande peine,
» en cas de récidive. Enjoignons en outre auxdits
» domestiques de n'user dans lescdites locations
» d'aucune dissimulation, ni changement de noms
» & d'état, & de ne retirer dans lescdites cham-
» bres aucun autre domestique ou gens sans avenu,
» à peine de prison.

» IV. Faisons pareillement défenses à tous domestiques de troubler les officiers & soldats du guet & de la garde dans l'exercice de leurs fonctions, de leur résister & forcer leur conscience, les injurier, molester, ni maltraiter; leur défendons aussi de porter, sous quelque prétexte que ce soit, aucunes armes, épées, cannes, bâtons ou baguettes, à peine contre eux d'être emprisonnés sur le champ, poursuivis extraordinairement, & punis corporellement suivant la rigueur des ordonnances; & contre les Maîtres qui autoriseroient le port d'armes à leurs domestiques, d'amende de cinq cents livres, & d'être garans civilement de tous dommages & intérêts.

» V. Tous serviteurs & domestiques qui seront sans condition, ne pourront rester dans cette ville de Paris & dans les fauxbourgs d'icelle plus d'un mois après la date du certificat des Maîtres ou maîtresses qu'ils auront servis, à peine d'être arrêtés & punis comme vagabonds, suivant la rigueur des ordonnances. Défendons à toutes personnes de leur donner retraite, à peine de cent livres d'amende; & à l'égard des gens tenant auberges, hôtelleries & chambres garnies, ou donnant à coucher la nuit, sous pareille peine; & dans les cas de réciproque, d'être privés de la faculté de tenir auberge, hôtellerie & chambres garnies.

» VI. Mandons aux commissaires au châtelet, & enjoignons aux inspecteurs & officiers de police, du guet, de la garde, & à tous autres qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance, qui sera imprimée, lue, publiée & affichée dans cette

„ ville & faubourgs , & par-tout ailleurs où be-
„ soïn fera “.

MAITRE-ÈS-ARTS. C'est celui qui a reçu dans une université les degrés qui donnent pouvoir d'enseigner les belles-lettres & la philosophie.

Autrefois , dans l'université de Paris, le degré de Maître-ès-arts étoit donné par le recteur , à la suite d'une thèse de philosophie que le candidat soutenoit au bout de son cours. Cet ordre est maintenant changé ; les candidats qui aspirent au degré de Maître-ès-arts après leurs deux ans de philosophie , doivent subir deux examens ; un devant leur nation , l'autre devant quatre examinateurs tirés des quatre nations , & le chancelier ou sous chancelier de Notre-Dame , ou celui de sainte Geneviève. S'ils sont trouvés capables , le chancelier ou sous-chancelier leur donne le bonnet de Maître-ès-arts , & l'université leur en fait expédier des lettres.

MAITRE DES COMPTES. C'est le titre que portent certains magistrats des compagnies souveraines , qu'on appelle chambres des comptes.

Depuis l'établissement des compagnies supérieures , les charges de conseillers Maîtres des comptes de Paris ont toujours été distinguées par les prérogatives d'honneur qu'on y a attribuées.

On trouve dans les registres de la chambre , des Maîtres des requêtes , des présidens des enquêtes & des requêtes , & des conseillers du grand conseil , qui ont passé de leurs offices à ceux de Maîtres des comptes.

Le titre de *Maîtres* qu'on leur a donné, leur étoit commun avec les magistrats du parlement, qu'on nommoit autrefois *Maîtres du parlement*. Ils étoient partagés de la même manière, en *Maîtres clercs* & *Maîtres laïques*: mais les dernières créations de leurs offices ne parlent plus de cette distinction.

Ils ont la qualité de *Maîtres ordinaires*, soit pour les distinguer des *Maîtres extraordinaires*, qui ont existé jusqu'en 1511, soit à cause du droit qu'ils ont de prendre séance à la chambre hors de leur semestre, avec voix délibérative, & d'y achever le rapport des affaires qu'ils ont commencées.

Le nombre des *Maîtres des compres* est actuellement de 78, dont moitié pour le semestre de janvier, & l'autre moitié pour celui de juillet: ceux qui sont de semestre se partagent en deux colonnes, qui se succèdent mutuellement l'une à l'autre au commencement de chaque mois, pour le service du grand & du second bureau.

Les conseillers *Maîtres* sont juges de toutes les matières de la compétence de la chambre, conjointement avec les présidens; & en l'absence de ceux-ci, ils ont le droit de présider, suivant l'ordonnance de Charles VII du premier décembre 1436.

Ce sont eux qui sont rapporteurs au grand bureau, des ordonnances, édits, déclarations du roi, & de toutes les lettres-patentes qui y sont présentées, soit par le ministère public ou par les particuliers qui les ont obtenues; ils font aussi le rapport de toutes les instances de correction & autres, & généralement de toutes les re-

quêtes, de quelque nature qu'elles soient, à l'exception des requêtes d'apurement : mais quoique ces dernières soient rapportées par les conseillers auditeurs, elles sont néanmoins décrétées comme routes les autres par les conseillers Maîtres, & les arrêts qui interviennent sont signés de l'un d'eux & du président.

Pour ce qui concerne le jugement des comptes, l'un des conseillers Maîtres tient la liasse des acquits, pour les vérifier & pour canceller les quittances des comptables, ainsi que les contrats dont le remboursement a été fait par le roi ; un autre suit le compte précédent, pour connoître si le comptable a satisfait aux arrêts de la chambre, & il examine d'où proviennent les mutations survenues dans le compte suivant ; un autre enfin est chargé du bordereau original, en marge duquel il écrit chapitre par chapitre les arrêts de la chambre, & signe à la fin la clôture du compte avec celui qui préside.

Dans les affaires où la chambre ordonne préalablement des informations, les Maîtres des comptes sont toujours commis pour les faire. Ils sont pareillement chargés des commissions les plus importantes, telles que celle de suivre la distribution & le jugement des comptes, celle de l'apposition & levée des scellés de la chambre chez les comptables décédés ou en faillite, suivie quelquefois de l'inventaire de leurs effets & de la vente de leurs meubles quand le cas y échet ; celle d'ordonner & de diriger les poursuites du contrôleur général des restes pour l'apurement des comptes & le paiement des débets ; celle de l'examen, des fois & hommages, aveux & dénombrements, dont les originaux

doivent être envoyés à la chambre par tous les bureaux des finances dans l'étendue de son ressort, &c. Ils sont aussi nommés commissaires dans toutes les évaluations des domaines de la couronne, & doivent assister au nombre de quatorze dans les députations de la chambre.

Quatre d'entre eux, qui sont pourvus des plus anciennes charges de conseillers clercs, ont droit de bourse à la grande chancellerie. Le doyen des Maîtres est le seul à qui appartient le titre de doyen de la chambre, & il jouit en cette qualité de plusieurs prérogatives.

La robe de cérémonie des conseillers Maîtres est de satin noir.

MAITRE PARTICULIER. C'est le titre que porte le premier officier d'une maîtrise des eaux & forêts.

L'établissement des Maîtres particuliers est fort ancien : ils ont succédé aux officiers qui, sous la seconde race, avoient l'administration des forêts du roi, sous le titre de *juges* ou de *forestiers*.

Ces juges n'étoient proprement que de simples administrateurs des domaines du prince, dont l'objet principal étoit les forêts, ce qui comprenoit les bois & les eaux. Ils étoient chargés de garder les bêtes & les poissons, d'avoir soin de vendre le poisson & de repeupler les viviers.

Dans la suite, on donna à ces juges des espèces de lieutenans, sous le titre de *vicaires*, & à ces derniers succédèrent d'autres officiers appelés *baillis*. Ceux-ci connoissoient de certains faits d'eaux & forêts, comme le prouvent des actes de 1283 ; mais à mesure que la juridiction

particulière des eaux & forêts s'est formée , la connoissance de ces matières a été ôtée aux baillis , & attribuée aux *Maîtres des eaux & forêts*.

Ces officiers étoient dans l'origine ce que sont aujourd'hui les grands Maîtres des eaux & forêts ; il y en avoit déjà en 1318 , dont les fonctions étoient distinguées de celles des Maîtres généraux des eaux & forêts ; & dès l'an 1364 , on les qualifioit de Maîtres particuliers , comme le prouvent des lettres de Charles V de cette année.

Il n'y eut d'abord qu'un seul Maître particulier dans chaque bailliage ou sénéchaussée ; mais dans la suite, le nombre en fut beaucoup multiplié , au moyen de ce que les maîtrises furent démembrées , & que d'une on en fit jusqu'à quatre ou cinq.

Ces Maîtres particuliers n'exerçoient qu'en vertu de commissions qui leur étoient données par le grand Maître des eaux & forêts de tout le royaume : mais , par un édit du mois de février 1554 , tous les officiers des Maîtrises ont été créés en titre d'office.

Pour posséder une charge de Maître particulier , il faut être âgé au moins de 25 ans , être pourvu par le roi , reçu à la table de marbre du département sur une information de vie , mœurs & capacité , faite d'après l'attache du grand Maître par le lieutenant général.

Les Maîtres particuliers & leurs lieutenans ont séance à la table de marbre après leur réception , & peuvent assister , quand bon leur semble , aux audiences , sans néanmoins qu'ils y aient voix délibérative.

Les Maîtres particuliers peuvent être reçus sans être gradués.

L'article 3 du titre premier de l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, attribue aux Maîtres particuliers la connoissance de toutes les actions concernant les entreprises ou prétentions sur les rivières navigables & flottables, tant pour raison de la navigation & flottage, que des droits de pêche, passage, pontonnage & autres, soit en espèces ou en deniers; conduites, ruptures & loyers de flottes, bacs & bateau; épaves sur l'eau, constructions & démolitions d'écluses, garres, pêcheries & moulins assis sur les rivières; visitation de poissons, tant ès bateaux, que boutiques & réservoirs, & des filets, engins & autres instrumens servant à la pêche, & généralement de tout ce qui peut préjudicier à la navigation, charroi & flottage des bois du roi, le tout néanmoins sans préjudice de la juridiction des prévôts des marchands, ès villes où ils sont en possession de connoître de toutes ou de partie de ces matières; ou de celles des officiers des turcies & levées, & autres qui peuvent avoir titre & possession pour en connoître.

L'article 7 du même titre attribue aux Maîtres particuliers la connoissance de toutes les causes, instances & procès sur le fait de la chasse ou de la pêche, prises de bêtes dans les forêts, vols de poissons sur l'eau, & le droit d'informer des querelles, excès, assassinats & meurtres commis à l'occasion de ces choses; d'instruire & juger les procès à cet égard, soit entre gentilshommes, officiers, marchands, bourgeois, ouvriers, bateliers, pêcheurs & autres indistinc-

tement , mais sans préjudice de la juridiction des capitaines des chasses.

L'article 10 du même titre leur attribue la connoissance de tous les différends de partie à partie , concernant la matière des eaux & forêts , pêche & chasse , circonstances & dépendances ; mais il leur défend de connoître de la propriété des eaux & forêts appartenantes aux communautés ou particuliers , si ce n'est qu'elle ne soit nécessairement connexe à un fait de réformation & vifitation , ou qu'elle soit incidente ou proposée pour défenfe contre une poursuite.

Le Maître particulier à sous lui un lieutenant de robe longue & un garde-marteau.

Il doit avoir une clef du coffre dans lequel on enferme le marteau de la maîtrise.

Lorsqu'il n'est pas gradué , son lieutenant fait l'instruction & le rapport : le Maître cependant a toujours voix délibérative & la prononciation ; mais quand il est gradué , le lieutenant n'a que le rapport & son suffrage ; l'instruction , le jugement & la prononciation , suivant la pluralité des voix , demeurent au Maître , tant à l'audience qu'à la chambre du conseil.

Les Maîtres particuliers doivent donner audience au moins une fois la semaine au lieu accoutumé.

Ils doivent coter & parapher les registres du procureur du roi , du garde-marteau & des gruyers , greffiers , sergens & gardes des forêts & bois du roi , & des biens tenus en gruerie , grairie , tiers & danger , possédés en apanage , engagement & par usufruit.

Tous les six mois ils doivent faire une vifite générale de ces mêmes bois & des rivières navi-

gables & flottables de leur maîtrise , assistés du garde-marteau & des sergens , sans exclure le lieutenant & le procureur du roi , s'ils veulent y assister. S'ils manquent à faire cette visite , ils encourent une amende de 500 livres & la suspension de leurs charges , même plus grande peine en cas de récidive.

Le procès-verbal de visite doit être signé du Maître particulier & des autres officiers présens. Il doit contenir les ventes ordinaires & extraordinaires , soit de futaie ou de taillis , faites dans l'année ; l'état , âge & qualité du bois de chaque garde & triage ; le nombre & l'essence des arbres chablis , & l'état des fossés , chemins royaux , bornes & séparations , pour y mettre ordre le plus promptement qu'il est possible.

Ces visites générales ne les dispensent pas d'en faire souvent de particulières , dont ils doivent aussi dresser des procès-verbaux.

Ils doivent représenter tous ces procès-verbaux aux grands Maîtres , pour les instruire de la conduite des riverains , gardes & sergens des forêts , marchands ventiers , leurs commis , bucherons , ouvriers & voituriers , & généralement de toutes les choses concernant la police & conservation des eaux & forêts du roi.

Les amendes des délits contenus dans les procès-verbaux de visites , doivent être jugées par eux dans la quinzaine , à peine d'en répondre en leur propre & privé nom.

Il leur est aussi ordonné d'arrêter & signer en présence du procureur du roi , quinzaine après chaque quartier échu , le rôle des amendes , restitutions & confiscations qui ont été jugées

en la maîtrise, & de les faire délivrer au sergent collecteur, à peine d'en demeurer responsables.

Ils doivent pareillement faire le récollement des ventes usées dans les bois du roi, six semaines après le temps de la coupe & vidange expiré.

C'est à eux à faire les adjudications des bois taillis qui sont en gruerie, grairie, tiers & danger, par indivis, apanage, engagement & usufruit, chablis, arbres de délits, menus marchés, panages & glandées.

Les jugemens interlocutoires rendus par les Maîtres particuliers doivent être exécutés par provision, sans préjudice de l'appel, tant en matière civile qu'en matière criminelle, quand même cet appel seroit qualifié de juge incompetent, pourvu toutefois que le cas soit réparable en définitive.

Les sentences définitives des Maîtres particuliers, qui n'excèdent pas la somme de cent livres, ou dix livres de rente, doivent être exécutées par provision & sans préjudice de l'appel.

Voyez saint Yon, Miraulmont, l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, & les commentateurs. Voyez aussi les articles GRAND MAÎTRE, MAÎTRISE, BOIS, &c.

MAITRE DES PONTS ET PERTUIS. On donne ce titre à des particuliers préposés sur les rivières pour conduire les bateaux au passage des ponts & pertuis qui est ordinairement dangereux.

Les six premiers articles du chapitre 4 de l'or-

donnance du mois de décembre 1672 , concernant la juridiction du prévôt des marchands & des échevins de la ville de Paris , détaillent les fonctions & les obligations qu'ont à remplir les Maîtres des ponts & pertuis ; voici ce qu'ils portent :

» Article I. Enjoint aux Maîtres des ponts ,
 » chableurs & Maîtres des pertuis , de faire ré-
 » sidence sur les lieux , de travailler en personnes ,
 » & d'avoir , à cet effet , flottes , cordes & autres
 » équipages nécessaires pour passer les bateaux
 » sous lesdits ponts & par les pertuis avec la
 » diligence requise , faute de quoi , & en cas
 » de retard , seront lesdits Maîtres des ponts &
 » pertuis , & chableurs , tenus des dommages &
 » intérêts des marchands & voituriers , même
 » demeureront responsables de la perte des ba-
 » teaux & marchandises , naufrages arrivant
 » auxdits ponts & pertuis , faute de bon travail.

» II. Défenses à tous marchands ou voituriers ,
 » sous quelque prétexte que ce soit , de passer
 » eux-mêmes les bateaux sous les ponts ou par
 » lesdits pertuis où il y a des Maîtres établis ,
 » à peine de cent livres d'amende ; & seront les
 » marchands & voituriers tenus s'arrêter aux
 » garres ordinaires , & d'avertir les Maîtres des
 » ponts , lesquels seront tenus passer lesdits ba-
 » teaux suivant l'ordre de leur arrivée , sans
 » user de préférence , à peine des dommages &
 » intérêts des marchands & voituriers , & d'a-
 » mende arbitraire.

» III. Ne fera loisible aux Maîtres des ponts ,
 » pertuis ou chableurs , de faire commerce sur
 » la rivière , entreprendre voiture , ni tenir ta-
 » verne , cabaret ou hôtellerie sur les lieux , à

» peine d'amende pour la première fois, & d'interdiction de leurs charges, en cas de récidive.

» IV. Seront les droits attribués aux Maîtres des ponts, pertuis & chableurs, inscrits sur une plaque de fer-blanc, laquelle sera posée au lieu le plus éminent des ports & garres ordinaires.

» V. Seront tous les Maîtres des ponts & chableurs tenus de dénoncer aux prévôt des marchands & échevins les entreprises qui seront faites sur les rivières, par constructions de moulin, pertuis, garres & autres ouvrages qui pourroient empêcher la navigation.

» VI. Enjoint aux aides des Maîtres des ponts de faire résidence actuelle au lieu de leurs établissemens, & d'obéir ponctuellement aux ordres qui leur seront donnés par les Maîtres des ponts, à peine de demeurer responsables de toutes pertes causées par leur désobéissance : & seront tenus pareillement de dénoncer auxdits prévôt des marchands & échevins, les entreprises faites sur les rivières «.

L'article 46 du titre 27 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669, porte, que s'il arrive quelque différend pour raison des salaires des Maîtres des ponts & gardes des pertuis, portes & écluses des rivières navigables & flottables, ils seront réglés par les grands Maîtres ou les officiers des maîtrises, les marchands & autres préalablement ouïs, si besoin est ; ce qui sera par eux ordonné sera exécuté par provision & sans préjudice de l'appel.

Par arrêt du conseil du 24 novembre 1705, il est ordonné que les Maîtres des ponts & pertuis

peruis sur la rivière de Marne , jouiront du droit de deux sous pour chaque train de bois flotté , de cinq sous pour éclusée de bois carré , de vingt sous pour chaque bachot chargé , tant des bois provenant des forêts du roi , que d'autres qui passeront sous les ponts ou par les peruis , à la charge de faire le travail nécessaire pour passer les trains ou bateaux.

Par une ordonnance du bureau des finances de la généralité de Paris , du 29 mai 1767 , le Maître du pont de la ville de Mantès a été commis pour veiller à ce que la manœuvre pour passer les bateaux sous ce pont se fît de manière à ne causer aucune dégradation aux parapets ni aux autres parties de ce pont : le même Maître de pont a en conséquence été autorisé à vérifier les contraventions , & à en dresser des procès-verbaux.

MAITRE DE QUAÏ. C'est un officier préposé dans un port de commerce pour y exercer différentes fonctions relatives à la police.

C'est l'amiral de France qui donne la commission de Maître de quai , ainsi que toutes les autres commissions qui concernent la marine dans les ports de commerce.

Observez néanmoins que quoique les ordonnances aient attribué à l'amiral de France le droit de nommer à l'office de Maître de quai , il y a quelques ports où ce droit est exercé par d'autres.

Au Havre-de-Grace , c'est le gouverneur qui dispose de cet office , en conséquence d'une ancienne possession qui lui a été confirmée par un arrêt du conseil du 5 septembre 1686.

A Bayonne , le maire & les échevins jouissent du même droit , conformément à un arrêt du conseil du 7 juillet 1687.

Le même jour il est intervenu un autre pareil arrêt en faveur des jurats de Bordeaux.

Suivant l'article premier du titre 2 du livre 4 de l'ordonnance de la Marine du mois d'août 1681 , le Maître de quai doit prêter serment entre les mains du lieutenant de l'amirauté , & faire enregistrer sa commission au greffe de l'amirauté du lieu de son établissement.

On ne doit recevoir le serment dont il s'agit , qu'après une information de vie & de mœurs , & que le pourvu a justifié qu'il a l'âge de 25 ans , ainsi que l'expérience & la capacité requises en pareil cas.

L'article 2 charge le Maître de quai du soin de faire ranger & amarrer les vaisseaux dans le port , de veiller à tout ce qui concerne la police des quais , ports & havres , & de faire donner les assignations nécessaires pour faire punir les contrevenans.

Le Maître de quai doit empêcher qu'on ne fasse de jour ou de nuit aucun feu dans les navires , barques & bateaux & autres bâtimens marchands ancres ou amarrés dans le port , lorsqu'il s'y trouve quelque vaisseau du roi. Ces dispositions de l'article 4 n'ont pour objet que l'intérêt des vaisseaux du roi.

S'il n'y a dans le port que des vaisseaux marchands , il faut se conformer à l'article 14 du titre précédent : *il défend à toute personne de porter & allumer du feu pendant la nuit sur les vaisseaux qui sont dans les bassins & havres , sinon en cas de nécessité pressante , & en présence ou par la permission du Maître de quai.*

Il suit de ces dispositions , qu'on peut faire du feu pendant le jour sans permission sur les navires marchands : cependant comme il y a des ports où le feu est beaucoup plus à craindre qu'en d'autres , on y a étendu au jour la prohibition qui n'avoit été prononcée que pour la nuit. C'est ainsi qu'il en a été usé à l'égard du port de la Rochelle , par une ordonnance du roi du 21 janvier 1722 (*).

Le Maître de quai est chargé d'indiquer les lieux propres pour chauffer les bâtimens , gaudronner les cordages , travailler aux radoubs & calfats , & pour lester & délester les vaisseaux : il doit aussi avoir soin de poser & entretenir les feux , balises , tonnes ou bouées aux endroits nécessaires , suivant l'usage & la disposition des lieux. C'est ce qui résulte de l'article 5 du titre 2 , cité précédemment.

(*) *Voici cette loi :*

Sa majesté étant informée que les navires qui viennent à la Rochelle sont obligés de mouiller dans un endroit du port où ils sont fort pressés les uns contre les autres , & qu'ils font du feu à leur bord le jour & la nuit , de manière que le vent pourroit porter la flamme aux maisons prochaines , & que la ville courroit risque d'être embrasée ; & sa majesté jugeant à propos de renouveler les défenses prescrites par l'ordonnance de la marine de 1681 , de faire du feu pendant la nuit dans les vaisseaux , & même de pourvoir à une entière sûreté par de plus grandes précautions : sa majesté , de l'avis de M. le duc d'Orléans , régent , a fait très-expresses inhibitions & défenses à tous capitaines & maîtres de navires qui mouilleront dans le port & havre de la Rochelle , d'allumer ni souffrir qu'il soit fait par leurs équipages du feu à leur bord pendant le jour & la nuit , sous quelque prétexte que ce soit , à peine de soixante livres d'amende.

L'article 6 enjoint au Maître de quai de visiter, une fois le mois & toutes les fois qu'il y a eu tempête, les passages ordinaires des vaisseaux, pour reconnoître si les fonds n'ont point changé, & de faire sur cela son rapport à l'amirauté, sous peine de 50 livres d'amende pour la première fois, & de destitution en cas de récidive.

En cas de nécessité, le Maître de quai peut couper les amarres que les Maîtres ou autres qui sont dans les vaisseaux refusent de larguer après les injonctions verbales qu'il leur en a faites & réitérées. Telles sont les dispositions de l'article 7.

Les droits & vacations du Maître de quai ne sont pas uniformes dans le royaume; ils dépendent des divers réglemens faits à ce sujet pour chaque port (*).

(*) *Les droits du Maître de quai de la Rochelle ont été fixés par un arrêt du conseil d'état qu'on va rapporter :*

Vu par le roi, étant en son conseil, le règlement fait par les officiers de l'amirauté de la Rochelle, du 21 octobre 1730, concernant les fonctions & droits attribués à la place de Maître de quai en ladite ville, par l'article 2 duquel il a été ordonné qu'il lui seroit payé pour ses droits par les Maîtres de tous les bâtimens portant mâts, voiles & gouvernail, qui entreroient dans le port & havre de la Rochelle, tant françois qu'étrangers, de quelque nation qu'ils soient, trois deniers par tonneau de leur port; ce qui seroit réglé sur les passe-ports & congés dont chaque Maître est porteur, qui seroit obligé de les représenter audit Maître de quai, pour en tirer son droit; au payement duquel seroient lesdits Maîtres, ou leurs courtiers, contraints par toutes voies dues & raisonnables, & que ledit Maître de quai seroit tenu d'en donner quittance; & par l'article 3, que les allèges & gabares de la Rochelle, non plus que

MAITRES DES REQUÊTES. C'est un magistrat ainsi appelé , parce qu'il rapporte au conseil du roi les requêtes qui y sont présentées.

les traversiers qui font la pêche du poisson frais , les pêcheurs de sardines , ni les passagers de l'île de Ré , la Tremblade & Oléron , ne seroient tenus de payer aucuns droits au Maître de quai , qui cependant les feroit ranger & mettre à cale dans les lieux où ils ont accoutumé de se mettre. Et ayant été représenté à sa majesté par Pierre Pinson , Maître de quai à la Rochelle , que les droits attribués à ladite place ne produisent que trois cent soixante livres par an ; ce qui n'est pas suffisant pour le faire subsister , & qu'il ne peut s'occuper à autre chose pour suppléer à la médiocrité desdits droits , attendu qu'il est employé , sans qu'il lui reste aucun intervalle , à remplir les fonctions de son emploi , qui demandent beaucoup de soins & d'attentions , à quoi il auroit supplié très-humblement sa majesté de vouloir bien avoir égard , en lui permettant de percevoir six deniers par tonneau sur les bâtimens énoncés audit article 2 du règlement des officiers de l'amirauté de la Rochelle , au lieu des trois deniers portés par icelui. Et sa majesté ayant été informée par les officiers de l'amirauté de la Rochelle , que le droit de trois deniers par tonneau n'est pas proportionné aux peines & soins que ledit emploi exige , & que , pour donner moyen audit Maître de quai d'en remplir avec honneur les fonctions , il seroit nécessaire de l'autoriser à lever sur lesdits bâtimens cinq deniers par tonneau , au lieu de trois deniers qu'il percevoit : à quoi voulant pourvoir , vu l'avis desdits officiers de l'amirauté de la Rochelle , oui le rapport , sa majesté étant en son conseil , a ordonné & ordonne qu'il sera payé à l'avenir audit Pinson & à ses successeurs en la place de Maître de quai à la Rochelle , par les Maîtres des bâtimens portant mâts , voiles & gouvernail , tant françois qu'étrangers , lesquels entreront dans le port & havre de la Rochelle , cinq deniers par tonneau du port desdits bâtimens , au lieu des trois deniers par tonneau à lui accordés par ledit règlement des officiers de l'amirauté de la Rochelle , du 21 octobre 1730 , à condition , par lui & ses successeurs , de remplir les

Il seroit difficile de fixer l'époque de l'établissement des Maîtres des requêtes. Quelques auteurs les font remonter jusqu'à Charlemagne, & leur appliquent la dénomination de *missi dominici*, qu'on trouve dans les capitulaires de ce prince. En effet, il paroît qu'elle ne peut convenir qu'aux magistrats qu'on a depuis appelés *Maîtres des requêtes*. Au reste, il est constant qu'ils existoient long-temps avant que les parlemens fussent sédentaires, & que le souverain les chargeoit des fonctions les plus importantes, telles que de parcourir les provinces, pour y écouter les plaintes des peuples, veiller à la con-

fonctions attribuées aux Maîtres de quai par les ordonnances de sa majesté, ordonnances & réglemens particuliers rendus pour le port & havre de la Rochelle; lesquels cinq deniers par tonneau seront perçus & levés de la manière & ainsi qu'il est porté par ledit réglemant, lequel sera au surplus exécuté selon sa forme & teneur. Veut sa majesté que, conformément audit réglemant, les allèges & gabares de la Rochelle, les traversiers qui font la pêche du poisson frais, les pêcheurs de sardines & les passagers de l'île de Ré, la Tremblade & Oléron, soient exempts du payement dudit droit; & cependant que ledit Maître de quai soit tenu de les faire ranger & mettre à cale dans les lieux accoutumés. Défend sa majesté audit Maître de quai de percevoir d'autres & plus grands droits que ceux ci-dessus mentionnés, & d'exiger ou recevoir des Maîtres des navires & autres bâtimens, aucunes marchandises ou autres choses telles, & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de concussion. Mande & ordonne sa majesté à M. le comte de Toulouse, amiral de France, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera enregistré au greffe de l'amirauté de la Rochelle, lu, publié & affiché par-tout où besoin sera. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le 7 septembre 1737.

Signé, PHELYPEAUX.

servation des domaines, à la perception & répartition des impôts ; avoir inspection sur les juges ordinaires ; recevoir les requêtes qui leur étoient présentées ; les expédier sur le champ, quand elles ne concernoient que des objets de peu de conséquence, & les renvoyer au roi, lorsque l'importance de la matière l'exigeoit.

Plusieurs d'entre eux suivoient toujours la cour : les uns servoient au parlement lorsqu'il étoit assemblé ; & , dans l'intervalle d'un parlement à l'autre, ils expédioient les affaires qui requéroient célérité : les autres répondoient les requêtes à la porte du palais, & c'est pour cela qu'on les a souvent appelés juges de la porte, ou des plaids de la porte. En effet, dans ces temps reculés, les rois étoient dans l'usage d'envoyer quelques personnes de leur conseil recevoir & expédier les requêtes à la porte de leur palais ; souvent même ils s'y rendoient avec eux pour rendre justice à leurs sujets. On voit dans Joinville que cette coutume étoit en vigueur du temps de saint Louis, & que ce prince ne dédaignoit pas d'exercer lui-même cette auguste fonction de la royauté : *souventes fois*, dit cet auteur, *le roi nous envoyoit les sieurs Nesle, de Soissons & moi, ouïr les plaids de la porte ; & puis il nous envoyoit quérir, & nous demandoit comme tout se portoit ; & s'il y avoit aucuns qu'on ne pût dépêcher sans lui : plusieurs fois, suivant notre rapport, il envoyoit quérir les plaidoyans, & les contentoit, les mettant en raison & droiture.* On voit dans ce passage que Joinville lui-même étoit juge de la porte, ou du moins qu'il en faisoit les fonctions, fonctions qui, étant souvent honorées de la présence du

prince , n'étoient point au deffous de la dignité des noms les plus respectables.

Enfin , sous Philippe de Valois , le nom de Maîtres des requêtes leur est seul demeuré , tant parce qu'ils connoissoient spécialement des causes des domestiques & commensaux de la maison du roi , que parce que c'étoit dans le palais même qu'ils exerçoient leur juridiction. Le premier monument où on les trouve ainsi qualifiés , est une ordonnance de 1345.

Le nombre des Maîtres des requêtes à fort varié. Il paroît par une ordonnance de 1285 qu'ils n'étoient pour lors que trois.

Philippe-le-Bel , par une ordonnance de 1289 , porta leur nombre jusqu'à six , dont deux seulement devoient suivre la cour , & les quatre autres servir en parlement. Au commencement du règne de François premier , ils n'étoient que huit , & ce prince eut bien de la peine à en faire un neuvième en 1522 : mais dès l'année suivante il créa trois charges nouvelles. Ce n'a plus été qu'une suite continuelle de créations & de suppressions , dont il seroit inutile de suivre le détail. Il suffit de savoir que , malgré les représentations du corps & les remontrances des parlemens , qui se font toujours opposés aux nouvelles créations , les charges de Maîtres des requêtes s'étoient multipliées jusqu'à quatre-vingt-huit , & que , par la dernière suppression de 1751 , elles ont été réduites à quatre-vingts.

Il paroît que l'état des Maîtres des requêtes étoit de la plus grande distinction , & qu'étant attachés à la cour , on les regardoit autant comme des courtisans , que comme des magistrats ; il y a même lieu de penser qu'ils n'ont pas toujours été de robe longue.

Indépendamment des grands noms que l'on trouve dans le passage de Joinville ci-dessus rapporté, ainsi que dans l'ordonnance de 1289 & plusieurs autres monumens, les registres du parlement en fournissent des preuves plus récentes : on y voit qu'en 1406 un Maître des requêtes fut bailli de Rouen ; deux autres furent prévôts de Paris en 1321 & en 1512 : or, il est certain que la charge de prévôt de Paris & celles de baillis ne se donnoient pour lors qu'à la plus haute noblesse, & qu'il falloit avoir servi pour les remplir. D'ailleurs, le titre de *sieur* ou *messire*, qui leur est donné dans les anciennes ordonnances, & notamment dans celle de 1289, ne s'accordoit qu'aux personnes les plus qualifiées. C'est par un reste de cette ancienne splendeur que les Maîtres des requêtes ont conservé le privilège de se présenter devant le roi & la famille royale dans les cérémonies, non par députés, ni en corps de compagnie, comme les cours souveraines, mais séparément, comme les autres courtisans.

Les prérogatives des Maîtres des requêtes étoient proportionnées à la considération attachée à leur état. Du temps de François premier & de Henri II, ils avoient leurs entrées au lever du roi, en même temps que le grand aumônier. Ils ont toujours été regardés comme commensaux de la maison du roi, & c'est en cette qualité qu'aux obsèques des rois ils ont une place marquée sur le même banc que les évêques.

On a déjà remarqué que, dès les temps les plus reculés, ils avoient seuls le privilège de recevoir les placets présentés au roi, & de lui en rendre compte. M. le duc d'Orléans les en avoit remis en possession au commencement de sa ré-

gence : mais comme il falloit les remettre aux secrétaires d'état, l'usage s'est établi de les donner au capitaine des gardes, qui les met sur un banc dans l'anti-chambre du roi, où les secrétaires du roi les prennent ; de sorte que les Maîtres des requêtes ne jouissent actuellement que du droit de suivre le roi à la messe, d'y assister, & de le reconduire jusqu'à son cabinet, comme ils le faisoient lorsqu'il leur remettoit les placets. Il y en a toujours deux nommés par semaine pour cette fonction, qu'ils ne remplissent plus que les dimanches & fêtes. Ils sont en robe lorsque le roi entend la messe en cérémonie à son prié-dieu ; & leur place est auprès du garde de la manche, du côté du fauteuil du roi & sur le bord de son tapis. Lorsqu'il entend la messe dans sa tribune, ils sont en manteau court, & se placent auprès du fauteuil : ils ont la même fonction lorsque le roi va à des *Te deum* ou à d'autres cérémonies dans les églises.

L'établissement des intendans a succédé à l'usage d'envoyer les Maîtres des requêtes dans les provinces. L'objet de leur mission y est toujours à peu près le même, à cette différence, qu'ils sont aujourd'hui attachés d'une manière fixe à une province particulière, au lieu qu'autrefois leur commission embrassoit tout le royaume, & n'étoit que passagère.

Les fonctions des Maîtres des requêtes se rapportent à trois objets principaux ; le service du conseil, celui des requêtes de l'hôtel, & les commissions extraordinaires du conseil.

Ils forment, avec les conseillers d'état, le conseil privé de sa majesté, que tient M. le chancelier. Ils y sont chargés de l'instruction & du rapport de toutes les affaires qui y sont portées ;

ils y assistent & y rapportent debout , à l'exception du doyen , qui est assis , & qui rapporte couvert.

Ils sont au contraire tous assis à la direction des finances ; la raison de cette différence vient de ce que le roi est réputé présent au conseil , & non à la direction. Ils entrent aussi au conseil des dépêches & à celui des finances , lorsqu'ils se trouvent chargés d'affaires de nature à y être rapportées devant le roi , & ils y rapportent debout à côté du roi.

Le service des Maîtres des requêtes au conseil étoit autrefois divisé par trimestre : ce n'est que depuis le règlement de 1671 , qu'ils y servent également toute l'année ; mais , à l'exception des requêtes en cassation & des redistributions , ils n'ont part à la distribution des instances que pendant leur quartier. Cette distinction de quartier s'est conservée aux requêtes de l'hôtel. Ce tribunal , composé de Maîtres des requêtes , connoît en dernier ressort de l'exécution des arrêts du conseil & jugemens émanés de commissaires du conseil , des taxes de dépens du conseil , du faux incident , & autres poursuites criminelles, incidentes aux instances pendantes au conseil ou dans les commissions ; & il connoît, à charge d'appel au parlement , des affaires que ceux qui ont droit de *committimus* au grand sceau peuvent y porter. Il y a un avocat & un procureur-général de cette juridiction.

Ils servent aussi dans les commissions qu'il plaît au roi d'établir à la suite de son conseil , & ce sont eux qui y instruisent & rapportent les affaires.

L'assistance au sceau fait encore partie des fonctions des Maîtres des requêtes ; il y en a toujours deux qui y sont de service pendant leur quartier aux requêtes de l'hôtel ; mais quand sa majesté le tient en personne , elle en nomme six au commencement de chaque quartier , pour y venir pendant ce quartier , conjointement avec six conseillers qui forment avec eux un conseil pour le sceau. Ils y assistent en robe , debout aux deux côtés du fauteuil du roi ; & ils sont pareillement de l'assemblée qui se tient alors chez l'ancien des conseillers d'état , pour l'examen des lettres de grâces & autres expéditions qui doivent être présentées au sceau.

La garde des sceaux de toutes les chancelleries de France leur appartient de droit. Le sceau de la chancellerie de Paris est tenu aux requêtes de l'hôtel par le doyen des Maîtres des requêtes , le premier mois de chaque quartier , & le reste de l'année , par les doyens des quartiers , chacun pendant les deux derniers mois de son trimestre.

Les Maîtres des requêtes sont membres du parlement , & ils y sont reçus ; c'est en cette qualité qu'ils ont le droit de ne pouvoir être jugés que par les chambres assemblées ; & ils ne peuvent l'être , ni même décrétés par aucun autre parlement que celui de Paris. En 1517 , le parlement de Rouen ayant décrété un Maître des requêtes , l'arrêt fut cassé & lacéré , & le premier président décrété. Autrefois , les Maîtres des requêtes siégeoient au parlement sans limitation du nombre ; mais , dans la suite , les charges s'étant fort multipliées , le parlement demanda

que le nombre de ceux qui pourroient y avoir entrée à la fois fût fixé. Ces remontrances eurent leur effet vers 1600 ; il fut réglé qu'il ne pourroit y avoir que quatre Maîtres des requêtes à la fois au parlement , & cet usage a toujours été observé depuis.

Ils ont pareillement séance dans les autres parlemens du royaume ; leur place est au dessus du doyen de la compagnie.

Dans les cérémonies publiques , telles que le *te Deum* , les Maîtres des requêtes n'assistent point en corps de cour ; mais quatre d'entre eux y vont avec le parlement , & deux y sont à côté du prier-dieu du roi , lorsqu'il y vient ; d'autres enfin y accompagnent le chancelier & le garde des sceaux , suivant qu'ils y sont invités par eux , & ordinairement au nombre de huit : ils y prennent place après les conseillers d'état.

Le doyen des Maîtres des requêtes est conseiller d'état ordinaire né ; il en a les appointemens , & siège en cette qualité au conseil toute l'année : les doyens de quartiers jouissent de la même prérogative , mais pendant leur trimestre seulement.

Les Maîtres des requêtes , en qualité de membres du parlement , ont le droit d'indult. De tout temps nos rois leur ont accordé les privilèges & les immunités les plus étendus.

Leur habit de cérémonie est une robe de soie , avec le rabat plissé ; à la cour , ils portent le petit manteau ou le grand , lorsque le roi reçoit des révérences de la cour pour les pertes qui lui sont arrivées. Ils ne prennent la robe que pour entrer au conseil , ou pour le service des requêtes de l'hôtel ou du palais.

MAITRISE. Voyez JURANDE.

MAITRISE PARTICULIÈRE DES EAUX ET FORÊTS. C'est une juridiction qui connoît en première instance de ce qui a rapport aux bois, aux rivières, à la chasse, à la pêche, &c., tant au civil qu'au criminel.

Les officiers des Maîtrises ont succédé aux fonctions qu'exerçoient sur les eaux & forêts les baillis & les sénéchaux.

Les anciennes ordonnances avoient défendu de vendre ces places ; mais un édit du mois de février 1544 les a érigées en titre d'office, & les a rendues vénales.

Les officiers des Maîtrises s'étant trouvés trop multipliés, le nombre en fut réduit dans chacune, par un édit d'avril 1667, à un maître particulier, un lieutenant, un procureur du roi, un garde-marteau, un greffier, un arpenteur & un certain nombre de sergens à garde.

Il y a eu en divers temps beaucoup d'autres officiers créés pour les Maîtrises, comme des maîtres lieutenans alternatifs & triennaux, des conseillers rapporteurs des défauts, des commissaires enquêteurs examinateurs, des gardes scels, des inspecteurs des eaux & forêts, des avocats du roi, &c. Mais tous ces offices ont depuis été supprimés ou réunis, soit au corps de chaque Maîtrise, ou singulièrement à quelqu'un des offices qui sont subsistans.

Les officiers des Maîtrises doivent être reçus en la table de marbre, où ressortit l'appel des jugemens de la Maîtrise dont ils font corps.

Les officiers des Maîtrises exercent sur les eaux

& forêts des ecclésiastiques & des communautés séculières & régulières , la même juridiction qu'ils exercent sur les eaux & forêts du roi , en ce qui concerne les usages , les délits & les malversations qui peuvent y avoir lieu , sans qu'il soit nécessaire qu'ils en aient été requis , & quoique les délits n'aient pas été commis par les bénéficiers dans les bois qui dépendent de leurs bénéfices. C'est ce qui résulte d'une déclaration du roi du 8 janvier 1715 : cette loi a dérogé à une disposition de l'article 11 du titre premier de l'ordonnance du mois d'octobre 1669 , suivant laquelle les Maîtrises ne pouvoient exercer cette juridiction , qu'*après en avoir été requis* par l'une ou l'autre des parties.

Au reste , la déclaration dont on vient de parler n'a pas privé les gruyers ni les juges des bénéficiers ou communautés , du droit de pouvoir connoître des délits & malversations commis dans l'étendue de leurs justices ; elle a seulement voulu que les Maîtrises pussent aussi en connoître par prévention.

Quant aux usages , abus & malversations concernant les eaux & forêts qui appartiennent à des seigneurs laïques ou autres particuliers , les Maîtrises ne peuvent en connoître , que quand les propriétaires sont eux-mêmes les auteurs des délits : si ces délits ont été commis par d'autres personnes , il faut , pour que les officiers des Maîtrises puissent en prendre connoissance , qu'ils en aient été requis , ou qu'ils aient prévenu les juges gruyers des seigneurs.

C'est pardevant les Maîtrises que doivent être portées les appellations des gruyers royaux de leur ressort.

Lorsqu'en matière de chasse, un seigneur, sur la terre duquel on a chassé sans aucun droit, veut poursuivre en son nom le délit, & qu'il demande des dommages & intérêts, c'est une affaire personnelle dont les officiers de sa justice ne peuvent pas connoître ; ainsi il faut, en ce cas, que la cause soit portée à la Maîtrise ou à la table de marbre. Le parlement de Paris l'a ainsi jugé par trois arrêts des 26 septembre 1703, 13 septembre 1706, & 10 avril 1767. C'est aussi ce qui résulte d'une disposition de l'article 11 du titre 24 de l'ordonnance civile du mois d'avril 1667.

Par arrêt du 27 avril 1769, le conseil a fait un règlement concernant le paiement des journées & vacations des officiers des Maîtrises, relativement aux opérations qu'ils font dans les bois ou gruerie, grairie, tiers & danger, & autres qui sont indivis avec le roi (*).

(*) *Voici cet arrêt :*

Le roi s'étant fait représenter en son conseil, sa majesté y étant, l'article 13 du titre des bois en gruerie, grairie, tiers & danger, de l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, portant, entre autres choses, que les droits des officiers des eaux & forêts, pour les opérations à faire dans les bois tenus en gruerie, grairie, tiers & danger, seroient payés sur le prix total des ventes, suivant la taxe qui en seroit faite par le grand maître ; & l'article 22 du même titre, portant, que tous les frais des arpenteurs, figures, descriptions & procès-verbaux seroient taxés par le grand maître, distinctement pour chacun desdits bois, & payés sur le prix total de la vente qui s'y feroit ; au moyen de quoi, la charge en seroit supportée par sa majesté & les possesseurs, avec juste proportion des différens intérêts : & sa majesté étant informée de l'usage qui s'est introduit dans quelques départemens au préjudice de ces dispositions, de

Par

Par un autre arrêt du 2 septembre 1771, le conseil a ordonné que quand les bois dépendans

comprendre la totalité des journées & vacations des officiers & arpenteurs des maîtrises, dans les états des bois de sa majesté, qui s'arrêtent annuellement au conseil; ce qui est également contraire aux intérêts de sa majesté, & à l'exacte proportion qui doit être établie entre des copropriétaires; sa majesté a résolu de faire connoître sur ce ses intentions. Oûi le rapport du sieur Bertin, conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances, le roi étant en son conseil, a ordonné & ordonne que les articles 13 & 22 du titre 23 de l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, seront exécutés selon leur forme & teneur; en conséquence, que tous les frais d'affiette, martelage, balivage, vente, récolement & arpentage dans toutes les forêts, bois & buissons où sa majesté a droit, tant par indivis qu'à titre de gruerie, graitie, tiers & danger, seront supportés par sa majesté & les autres propriétaires, à proportion des différens intérêts qu'ils peuvent y avoir; & qu'à l'avenir, à commencer par l'ordinaire de l'année prochaine 1761, il ne sera fait emploi en dépense dans les états des bois de sa majesté, des journées & vacations des officiers & arpenteurs des Maîtrises particulières des eaux & forêts, que pour la part & portion dont sa majesté doit être tenue; sauf auxdits officiers & arpenteurs à se faire payer du surplus de leurs droits par les autres propriétaires desdits bois, suivant la taxe qui en sera faite par les grands maîtres des eaux & forêts, chacun dans son département: comme aussi, que ceux qui se rendront adjudicataires desdits bois ne seront chargés par le cahier des charges des adjudications, de remettre es mains des receveurs généraux des domaines & bois que le sou & les quatorze deniers, pour livre de la portion revenante à sa majesté dans le prix principal desdits bois seulement. Enjoins auxdits sieurs grands maîtres de se conformer, soit lors desdites adjudications, soit dans la confection des états des journées & vacations desdits officiers & arpenteurs, qu'ils adresseront au conseil, aux dispositions du présent arrêt; lequel sera enregistré aux greffes desdites Maîtrises, pour y avoir recours, si besoin est. Fait, &c.

des bénéfices & des communautés ecclésiastiques dans les duchés de Lorraine & de Bar , auroient été aménagés , les bénéficiers & les communautés ecclésiastiques pourroient disposer des taillis , suivant l'ordre de l'aménagement , sans le ministère des officiers des Maîtrises (*).

(*) Sur ce qui a été représenté au roi en son conseil , *porte cet arrêt* , que quoique les officiers des Maîtrises des eaux & forêts des duchés de Lorraine & de Bar , ne soient autorisés par aucune disposition d'ordonnances ou réglemens , à faire les assiettes & délivrances des coupes ordinaires des bois dépendans des bénéfices & communautés ecclésiastiques , situés dans l'étendue desdits duchés , lorsque ces bois ont été aménagés ; cependant lesdits officiers sont dans l'usage , depuis quelques années , de se transporter dans lesdits bois , pour y faire lesdites assiettes & délivrance , ce qui met les bénéficiers & communautés ecclésiastiques dans un assujettissement qui leur est d'autant plus à charge , qu'ils ne peuvent disposer des taillis de leurs coupes ordinaires , avant que lesdits officiers aient procédé auxdites assiettes & délivrances ; ce qui apporte à leur jouissance une gêne & souvent un retardement inévitable , à cause de la multiplicité des opérations dont lesdits officiers sont chargés : & sa majesté s'étant fait rendre compte des différentes ordonnances & réglemens rendus pour la police & l'administration des bois de main-morte situés dans l'étendue desdits duchés , elle auroit reconnu qu'aucune disposition n'autorise lesdits officiers à faire les assiettes & délivrances des coupes ordinaires des bois dépendans des bénéfices & des communautés ecclésiastiques ; & qu'en faisant cesser l'usage qui s'est introduit à cet égard , c'est mettre les officiers desdites Maîtrises à portée de se livrer avec plus de soin , de zèle & d'attention , à ce qu'exige de leur vigilance la conservation des bois de sa majesté , & leur procurer plus de facilité pour procéder aux autres opérations dont ils sont chargés ; & sa majesté désirant faire connoître ses intentions à ce sujet , ouï le rapport du sieur abbé Terray , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances , le roi étant en son conseil , a ordonné & ordonne que

Nous observerons sur la procédure qui doit être observée dans les Maîtrises particulières des eaux & forêts ; 1°. que les délais des assignations ne peuvent y être moindres que de vingt-quatre heures , à moins qu'il n'y ait péril en la demeure ; ni plus longs que de trois jours , & de huitaine au plus ; lorsque le défendeur a son domicile ailleurs que dans le lieu de l'établissement du siège & dans la distance de dix lieues : si ce domicile est dans un lieu plus éloigné, le délai

lorsque les bois dépendans des bénéfices & des communautés ecclésiastiques ; & qui sont situés dans l'étendue des duchés de Lorraine & de Bar , auront été aménagés par l'apposition d'un quart de réserve , & la division du surplus en coupes réglées , les bénéficiers & les communautés ecclésiastiques pourront disposer des taillis desdites coupes , suivant l'ordre de l'aménagement , sans que les officiers des Maîtrises puissent en faire l'assiette & la délivrance , à moins qu'ils n'en aient été requis par une requête qui leur sera à cet effet présentée ; à la charge par lesdits bénéficiers & communautés ecclésiastiques , de faire par eux-mêmes dans lesdites coupes , ou faire faire par les officiers de leurs justices , les réserves de baliveaux prescrites par les ordonnances & réglemens , & de ne pouvoir intervenir , avancer , reculer ni cumuler lesdites coupes , sous telles peines qu'il appartiendra. Fait sa majesté très-expresse inhibitions & défenses auxdits bénéficiers & communautés ecclésiastiques ; de couper ou autrement disposer d'aucun arbre surnuméraire ou autres réservés sur lesdites coupes , qu'en vertu de permission de sa majesté , & qu'après que la marque & délivrance en auront été faites par le sieur grand maître des eaux & forêts du département desdits duchés ; ou , sur sa commission , par les officiers desdites Maîtrises , sous les peines portées par les ordonnances & réglemens. Enjoint sa majesté audit sieur grand maître de tenir la main à l'exécution du présent arrêt , qui sera enregistré aux greffes desdites Maîtrises , pour y avoir recours si besoin est. Fait, &c.

doit être augmenté à raison d'un jour pour dix lieues. Cela est ainsi réglé par l'article 14 du titre 14 de l'ordonnance de 1667.

2°. Vingt - quatre heures après l'échéance de l'assignation, les parties doivent être entendues à l'audience & jugées sur le champ, sans qu'elles soient obligées de se servir du ministère des procureurs.

3°. En matière de délit, lorsque le sergent ou garde a dressé son procès-verbal, & que ce procès-verbal a été contrôlé, rapporté, affirmé & enregistré au greffe du siège, il doit en donner copie au délinquant, avec assignation à la requête du procureur du roi, qui est obligé de poursuivre l'audience. Au reste, le défendeur est dispensé de se présenter en personne, & il peut comparaître par procureur.

Un arrêt du conseil du 19 juillet 1729 a déclaré exempts de contrôle les exploits faits à la requête des procureurs du roi des Maîtrises.

Mais par un autre arrêt, revêtu de lettres-patentes du 16 mai 1730, il a été ordonné que les poursuites faites à la requête des procureurs du roi des Maîtrises, seroient contrôlées sans droits, sauf au fermier, en cas que par l'évènement il y eût des restitutions, dommages & intérêts adjugés au profit des communautés ou des particuliers, à se pourvoir pour le recouvrement des droits de contrats, scel des sentences & autres, contre ceux au profit de qui les condamnations auroient été prononcées.

Par deux autres arrêts des 24 janvier & 28 février 1696, le conseil a réduit à cinq sous le droit de présentation dans les Maîtrises.

Les Maîtrises ont été nommément comprises

dans l'édit du mois de novembre 1696 pour le petit scel ; & les jugemens qui émanent de ces juridictions doivent être scellés comme ceux des autres tribunaux.

Par arrêt du 4 décembre 1725 , le conseil a défendu aux greffiers qui se prétendoient aliénataires des droits de petit scel , de faire les fonctions de garde-scel , & a condamné le greffier de la Maîtrise de Fontainebleau à rapporter les droits qu'il avoit perçus.

Le procureur du roi de la Maîtrise des eaux & forêts de Rouen avoit prétendu que les ordonnances rendues sur ses conclusions , portant permission d'informer des vie & mœurs de ceux qui vouloient être reçus officiers ou gardes des eaux & forêts , n'étoient point assujetties au petit scel ; mais par une décision du 17 décembre 1746 , rendue sur le mémoire de ce magistrat , le conseil a jugé qu'elles y étoient sujettes.

4°. Les dépens doivent être liquidés par les sentences que rendent les juges des Maîtrises , & ils ne peuvent être taxés sur déclaration , à peine contre les contrevenans de vingt livres d'amende & de restitution des droits perçus. C'est ce qui résulte des articles 32 & 33 du titre 31 de l'ordonnance du mois d'avril 1667.

5°. Quoiqu'en général on ne prononce point de dépens contre les particuliers poursuivis à la requête du ministère public , cette règle n'a pas lieu en matière d'eaux & forêts , & il est d'usage dans les Maîtrises de condamner les délinquans aux frais. C'est ce qu'ont autorisé divers arrêts du conseil , dont l'un du 17 décembre 1686 , a été rendu pour la Maîtrise de Châlons ; un autre du 22 avril 1718 , pour celle d'Amiens ; un autre

du 2 décembre 1749, pour Avalon, & un autre du 5 septembre 1752, pour Rheims. Au surplus, les frais des procès qui se poursuivent dans les Maîtrises, se règlent comme dans les justices ordinaires.

6°. Un arrêt du 11 juin 1725 a défendu aux officiers des Maîtrises d'intituler leurs sentences du nom du grand maître, à moins qu'il n'ait lui-même, conjointement avec les officiers de la Maîtrise, instruit & jugé le procès dans le cours de ses visites en réformation.

7°. Les officiers des Maîtrises peuvent faire afficher leurs ordonnances dans toutes les villes & lieux de leur ressort, sans qu'ils soient obligés de demander aucune permission pour cet effet.

8°. Les greffiers, les sergens & les gardes des Maîtrises, tant ceux qui sont chargés de veiller à la conservation des bois, que ceux qui sont établis pour les eaux & la pêche, sont tenus de se faire recevoir pardevant les officiers de ces juridictions.

C'est aussi aux officiers des Maîtrises qu'est attribué le droit de recevoir les maîtres pêcheurs.

9°. Les officiers des Maîtrises ne doivent exiger aucune chose relativement aux visites qu'ils ont le droit de faire, lorsqu'ils le jugent à propos, dans les bois des ecclésiastiques, des communautés & des particuliers : il faut en dire autant de ce qu'ils peuvent avoir fait en exécution des ordres ou commissions du grand maître, pour raison de ces visites, à moins toutefois que le grand maître ne leur ait taxé quelques frais. C'est ce qui résulte, tant de l'article 12 du titre 24 de l'ordonnance des eaux & forêts, que d'un arrêt du conseil du 16 décembre 1732, rendu

contre les officiers de la Maîtrise du Châlonnois.

Les greffiers des Maîtrises sont obligés, comme ceux des autres sièges, d'ouvrir leurs greffes & de communiquer leurs minutes aux employés des fermes du roi.

On ne doit point intervertir l'ordre établi entre les Maîtrises pour l'étendue de leur ressort, ni donner des commissions aux officiers d'une Maîtrise pour opérer dans une autre, à moins que ce ne soit en cas de suspicion ou de récusation. Cette règle a été établie, tant par différens édits de juillet 1544, novembre 1554, & février 1555, que par l'article 10 du titre 13 de l'ordonnance de 1669.

Une déclaration du 24 novembre 1760, enregistrée à la chambre des comptes le 20 décembre suivant, a réglé ce qui devoit être observé pour le paiement des frais de justice dans les Maîtrises des eaux & forêts (*).

(*) *Cette loi est ainsi conçue :*

Louis, &c. Salut : Nous sommes instruits que malgré les précautions prises par tous les réglemens pour assurer le recouvrement des amendes qui se prononcent aux tables de marbre, chambres des eaux & forêts près nos parlemens, & aux sièges des Maîtrises particulières des eaux & forêts, ce recouvrement est cependant extrêmement négligé. Les collecteurs de ces amendes, dans la crainte de supporter indistinctement tous les frais de poursuites contre les condamnés aux amendes, ou les laissent évader, ou, à la faveur de procès-verbaux de carence, souvent équivoques, se mettent en état d'employer en reprise ou en non-valeur dans leurs comptes, le montant des condamnations; ce qui, indépendamment du préjudice qu'en souffre cette partie de recouvrement, rend les délits plus fréquens par l'assurance de l'impunité, d'autant plus que nous sommes informés que nos procureurs ès sièges de Maîtrises ne

Par arrêt du 7 septembre 1737, le parlement de Paris a jugé que les officiers des tables de

veillent point avec l'exaëtitude nécessaire à la poursuite des crimes & abus dont la connoissance appartient à nos officiers des eaux & forêts, parce qu'incertains sur quels fonds les frais de poursuite devoient être pris, ils ont craint de les faire supporter aux collecteurs des amendes, depuis qu'un usage contraire à nos intentions s'est introduit d'en charger ces collecteurs, sous le prétexte de la remise que nous leur avons accordée de cinq sous pour livre du montant de leur recetté, par l'article 19 de notre édit du mois de mai 1716; l'attention que nous devons à cette partie d'administration & au maintien de la police établie par les réglemens, nous a fait chercher les moyens de pourvoir à ces objets, en évitant, autant qu'il est possible, les abus & les inconvéniens. Le compte que nous nous sommes fait rendre du montant des amendes qui se prononcent dans les différens sièges des eaux & forêts de notre royaume, nous a mis à portée de reconnoître que les cinq sous pour livre attribués aux collecteurs des amendes par l'édit du mois de mai 1716, étoient pour eux d'un produit si médiocre, que nous n'avons point cru qu'il fût juste de les charger des frais de capture, conduite, gîte & geolage des condamnés aux amendes, loin de pouvoir rejeter encore sur eux ceux des procédures extraordinaires, poursuivies à la requête de nos procureurs ès sièges des Maîtrises particulières: nous nous proposons de faire connoître à ce sujet nos intentions, en prescrivant les précautions qui nous ont paru nécessaires pour mettre nos procureurs ès Maîtrises particulières en état de faire agir leur ministère, lorsque la vindicte publique le requiert, & les collecteurs à portée de suivre avec plus d'exaëtitude le recouvrement des amendes. A ces causes. & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons, par ces présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné; disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit:.

ARTICLE I. Les frais qu'il conviendra faire pour l'instruction des procès criminels ès sièges des Maîtrises par-

marbre ne pouvoient prononcer aucun *veniat* contre les officiers des Maîtrises, & que ce droit étoit réservé aux seules cours souveraines.

ticulières des eaux & forêts, & pour l'exécution des sentences & jugemens qui interviendront sur iceux, auxquels il n'y aura point de partie civile, & dont nous sommes tenus, seront avancés & payés par les receveurs des amendes desdites Maîtrises, sur les exécutoires des officiers desdits sièges, visés, attendu l'emploi qui sera fait du montant d'iceux dans l'état de nos bois, par les sieurs grands maîtres des eaux & forêts, chacun dans son département.

II. Ne pourront dans lesdits exécutoires être compris aucunes épices, droits & vacations des juges, ni les droits & salaires des greffiers, mais seulement la simple nourriture & frais de voitures des juges & officiers qui se transporteront hors de leur résidence à l'effet desdites instructions, lesquels nourritures & frais de voitures nous réglons, savoir, sept livres dix sous au maître particulier ou lieutenant, cent sous au procureur pour nous, quatre livres quinze sous au greffier, qui sera tenu de fournir les expéditions & papier timbré, & trois livres à l'huissier.

III. Seront en outre compris dans lesdits exécutoires le pain, médicamens & conduite des prisonniers, les salaires des sergens & archers qui feront la conduite ou capture, ou assigneront les témoins, les salaires & voyage des témoins, tant pour informations que pour récolemens & confrontations, & les frais des exécutions.

IV. Faisons très-expresses inhibitions & défenses à tous nos officiers des eaux & forêts, de décerner, & aux grands maîtres de viser aucuns exécutoires sur nos receveurs des amendes, pour des procédures qui auroient dû être poursuivies à la requête des parties civiles, à peine de restitution du quadruple du montant desdits exécutoires.

V. Les condamnés aux amendes seront contraints au paiement d'icelles par toutes voies, même par emprisonnement de leur personne, conformément à ce qui est prescrit par l'article 18 du titre 32 de l'ordonnance des

Suivant l'article 13 du titre 2 de l'ordonnance des eaux & forêts, les officiers des Maîtrises

eaux & forêts du mois d'août 1669 ; & dans le cas où il seroit nécessaire d'user de la voie de l'emprisonnement, n'entendons que les collecteurs des amendes puissent, sous le prétexte de la remise des cinq sous pour livre que nous leur avons attribués sur le montant de leur recette par l'article 19 de notre édit du mois de mai 1716, être tenus des frais de capture, conduite, gîte & geolage des condamnés aux amendes ; mais seront lesdits frais avancés & payés par les receveurs desdites amendes, sur les exécutoires des officiers des Maîtrises, visés, comme il est dit ci-dessus, par lesdits sieurs grands maîtres, chacun dans son département.

VI. Notre intention étant que les collecteurs des amendes ne puissent abuser de cette facilité, pour s'épargner les frais dont ils sont tenus pour le recouvrement desdites amendes, voulons que lesdits collecteurs ne puissent user de la voie de l'emprisonnement contre les domiciliés, qu'après les avoir discutés dans leurs meubles & biens ; qu'ils ne puissent également en faire usage à l'égard des non-domiciliés, qu'après avoir fait viser leurs contraintes par nos procureurs esdites Maîtrises, chacun dans son ressort ; & ne pourront nosdits procureurs viser lesdites contraintes, qu'après qu'il leur aura suffisamment apparu de poursuites & diligences convenables de la part desdits collecteurs contre les non-domiciliés ; & faute par lesdits collecteurs de se conformer aux présentes dispositions, ils seront personnellement tenus desdits frais de capture, conduite, gîte & geolage, sans qu'ils puissent les employer en dépense dans les comptes qu'ils rendent aux receveurs des amendes.

VII. Ordonnons que l'article 28 du titre 3 de ladite ordonnance de 1669, sera exécuté selon sa forme & teneur ; en conséquence, enjoignons très - expressément à tous prévôts généraux, lieutenans de robe - courte, exempts & archers, & à tous autres officiers de justice, d'assister ou prêter main-forte, à la première requisiion qui leur sera faite, aux gardes généraux collecteurs des amendes, pour la capture & conduite des prison-

doivent être exempts de logement de gens de guerre, ustensiles, fournitures, contributions, subsistance, tutelle, curatelle, collecte de deniers royaux & autres charges publiques, & ils ont leurs causes, tant civiles que criminelles, commises au présidial du ressort.

Par arrêt du 21 février 1735, le conseil a jugé que le lieutenant de la Maîtrise d'Auxerre ne pouvoit pas être obligé d'accepter la charge de marguillier de paroisse. Il a été rendu un autre pareil arrêt le 10 février 1767, en faveur du lieutenant de la Maîtrise de Montargis.

Les veuves des officiers des Maîtrises doivent jouir des privilèges dont jouissoient leurs maris lorsqu'ils exerçoient leurs offices. Le conseil l'a ainsi jugé par arrêt du 14 juillet 1711.

Dans les assemblées publiques ou particulières, les officiers des Maîtrises doivent précéder ceux

niers ; en leur représentant, à l'égard des non-domiciliés, les contraintes visées par nos procureurs esdites Maîtrises.

VIII. Et pour procurer aux receveurs des amendes le remboursement des sommes qu'ils auront avancées pour le montant desdits exécutoires, seront tenus lesdits sieurs grands maîtres d'envoyer avant le premier de mai de chaque année, au sieur contrôleur général de nos finances, un état des exécutoires par eux visés, pour en être fait emploi en dépense sous le nom desdits receveurs, dans les états de nos bois de chaque généralité qui seront arrêtés en notre conseil ; & en rapportant par les receveurs généraux de nos domaines & bois lesdits exécutoires dûment visés, avec les quittances desdits receveurs des amendes, les sommes qu'ils auront payées leur seront passées & allouées dans leurs états & comptes, sans aucune difficulté, en vertu des présentes. Si donnons en mandement, &c.

des élections. Divers arrêts du conseil des 2 août 1678, 6 avril 1738, 14 août 1731, & 26 janvier 1756, l'ont ainsi décidé pour Montargis, Angers, Tours & Angoulême.

Il y a dans quelques grandes terres du royaume, des juridictions particulières pour les eaux & forêts, que les rois, par considération pour les seigneurs à qui elles appartiennent, ont bien voulu décorer du nom de Maîtrises particulières : (*) mais ces Maîtrises n'ont pas plus

(*) *Telle est la Maîtrise seigneuriale de Valençay en Berry, pour laquelle a été rendu, le 23 août 1777, l'arrêt suivant :*

Les juges ordonnés par le roi pour juger en dernier ressort & sans appel les procès de réformation des eaux & forêts de France, au siège général de la table de marbre du palais à Paris : A tous ceux qui ces présentes verront, salut. Savoir faisons, que vu par la cour la sentence rendue par le maître des eaux & forêts de Valençay en Berry, le 3 juin 1777, sur le réquisitoire du procureur fiscal, en la Maîtrise seigneuriale dudit Valençay, de laquelle sentence la teneur suit. A tous ceux qui ces présentes lettres verront : Jacques Vivier, seigneur de Lunnay, bailli & juge ordinaire de la justice & châtellenie de Valençay en Berry, & maître des eaux & forêts dudit lieu ; salut. Savoir faisons, que sur ce qui nous a été représenté par le procureur fiscal de cette Maîtrise, qu'il est informé qu'encore qu'il soit expressément défendu par l'article 32 du titre 27 de l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, & par la déclaration du roi du 13 novembre 1714, de porter & allumer du feu, en quelque saison que ce soit, dans les forêts, bois, landes & bruyères, ni même à plus près d'un quart de lieue desdites forêts, bois, landes & bruyères ; cependant des particuliers ne cessent, depuis long temps, d'en porter & en allumer dans les bois de cette Maîtrise ; d'où il est résulté différens incendies considérables, notamment en 1767, 1768 & 1772, constatés par différens procès.

d'autorité que n'en ont les grueries ordinaires des seigneurs, & les officiers des Maîtrises royales

verbaux des gardes; qu'on n'a pu, jusqu'à présent, découvrir les auteurs de ces incendies, ni savoir si c'étoit de dessein prémédité ou par imprudence que le feu avoit été mis; mais qu'il étoit nécessaire, pour prévenir de pareils désordre à l'avenir, de rappeler les dispositions des ordonnances, & de remettre sous les yeux de ceux qui y contreviennent les peines sévères auxquelles ils s'exposent; qu'il est également indispensable d'empêcher tous usagers d'envoyer ou mener paître aucune espèce de bestiaux dans les bois où le feu aura passé, avant qu'ils soient déclarés défensables; que, de plus, l'abus qui excite aujourd'hui la réclamation du procureur fiscal n'est pas le seul auquel son ministère doive s'opposer; que dans le temps de la moisson des laboureurs & autres habitans de la campagne coupent & arrachent des renaissans, branches ou feuillages dans les forêts & bois taillis de cette Maîtrise, pour faire des liens; qu'en outre, des laboureurs ou habitans du ressort de cette Maîtrise, sans aucuns droits ni titres, s'attribuent cependant des droits d'usages & de pâturages dans les bois de cette Maîtrise; & d'autres auxquels ces droits appartiennent, en usent d'une façon toute contraire à ce que les réglemens prescrivent.

Sur quoi ayant égard au réquisitoire dudit procureur fiscal, disons :

ARTICLE I. Que conformément à l'article 32 du titre 27 de l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, & à la déclaration du roi du 13 novembre 1714, les pâtres & tous autres qui seront convaincus d'avoir porté ou d'avoir allumé du feu dans les bois, forêts, landes & bruyères du ressort de cette Maîtrise, ou à un quart de lieue près, seront punis, pour la première fois, de la peine du fouet, & de celle des galères en cas de récidive; & ceux qui, de dessein prémédité, auront mis le feu dans les landes & bruyères, & dans les autres lieux desdits bois & forêts, seront punis de mort; & tous ceux qui auront causé des incendies dans lesdits bois & forêts, seront condamnés, outre les peines ci-dessus, en telle

n'en ont pas moins le droit exclusif de connoître ; dans l'étendue de ces terres , des cas royaux &

amende qui sera arbitrée , eu égard au délit & aux dommages & intérêts des propriétaires.

II. Les pères & mères & les maîtres seront tenus de veiller à ce que leurs enfans ou domestiques ne portent ou allument du feu dans lesdites forêts ; bois , landes & bruyères , ni même à un quart de lieu près , à peine de demeurer garans & responsables civilement des amendes encourues par leurs enfans ou domestiques ; & en outre des dommages-intérêts résultans des incendies , ainsi qu'il est porté en l'article 32 du titre 27 de ladite ordonnance de 1669.

III. Les bois , forêts & buissons du ressort de cette Maîtrise qui auront été incendiés , seront tenus en défenses , comme tous les autres taillis , jusqu'à ce qu'ils aient été déclarés défensables , ainsi qu'il est dit en l'article 13 du titre 25 de ladite ordonnance de 1669 ; à l'égard des bois abroustis ; en conséquence , les pâtres & tous autres qui y auront mené ou envoyé leurs bestiaux , seront condamnés aux peines & amendes portées par les articles 8 & 10 du titre 32 de ladite ordonnance de 1669 , & rappelés ès articles 10 & 15 des présentes.

IV. Toutes personnes qui auront coupé & enlevé dans les forêts , buissons , garennes & taillis de cette Maîtrise , des arbres & bois de quelque espèce que ce soit , seront condamnées aux peines & amendes portées ès articles 1 , 3 , 4 , 5 , 6 , 8 & 9 du titre 32 de ladite ordonnance de 1669 , & rappelés dans les articles 5 , 6 , 7 , 8 , 9 , 10 & 11 des présentes.

V. Conformément à l'article premier du titre 32 de ladite ordonnance de 1669 , l'amende ordinaire pour délits commis depuis le lever jusqu'au coucher du soleil , sans feu & sans scie dans les forêts , bois & garennes de cette Maîtrise , sera , pour la première fois , de quatre livres pour chaque pied de tour de chêne , & de tous arbres fruitiers indistinctement , même du châtaignier ; cinquante sous pour chaque pied de tour de saule , hêtre , orme , tilleul , sapin , charme & frêne ; & trente sous pour pied d'arbres de toute

de réformations , comme sont les coupes des bois de haute-futaie qui se font sans déclaration ,

autre espèce , & fera le tout pris & mesuré à demi-pied de terre.

VI. Conformément à l'article 3 du titre 32 de ladite ordonnance de 1669 , pour chacune charretée de Mairrain , bois quarré de sciage ou de charpenterie , l'amende sera de 80 livres ; pour la charretée de bois de chauffage , 15 livres ; pour la somme ou charge de cheval ou bourrique , 4 livres ; & pour le fagot ou fouée , 20 sous.

VII. Conformément à l'article 4 du titre 32 de ladite ordonnance de 1669 , pour étalois , baliveaux , parois , arbres de lisière & autres arbres de réserve , l'amende sera de 50 livres ; pour pied cornier marqué du marteau de cette Maîtrise , abattu , 100 livres ; & 200 livres pour pied cornier arraché & déplacé ; & néanmoins l'amende pour baliveaux de l'âge du taillis au dessous de vingt ans , sera réduite à 10 livres.

VIII. Conformément à l'article 5 du titre 32 de ladite ordonnance de 1669 , si les délits se trouvent avoir été commis depuis le coucher jusqu'au lever du soleil , par scie ou par feu , l'amende sera doublée.

IX. Conformément à l'article 6 du titre 32 de ladite ordonnance de 1669 , en cas de récidive , les usagers seront privés de leurs droits , & seront bannis à perpétuité des forêts de cette Maîtrise.

X. En conformité de l'article 8 du titre 32 de ladite ordonnance de 1669 , les restitutions , dommages & intérêts seront adjugés de tous les délits , au moins à pareille somme que portera l'amende.

XI. Conformément à l'article 9 du titre 32 de l'ordonnance de 1669 , outre l'amende , restitution , dommages-intérêts , il y aura toujours confiscation de chevaux , bourriques & harnois qui se trouveront chargés de bois de délit & de scie , haches , serpes , coignées , & autres outils dont les particuliers coupables & complices seront trouvés saisis.

XII. Conformément à l'article 2 du titre 32 de ladite ordonnance de 1669 , ceux qui auront échoué , ébranché

les coupes de taillis qui se font avant l'âge fixé par l'ordonnance, ou sans réserve de balivaux ;

ou déshonoré des arbres, payeront la même amende au pied de tour, que s'ils les avoient abattus par le pied.

XIII. Toutes personnes qui auront coupé du bois au temps de sève ; savoir, depuis le 15 avril jusqu'au 15 octobre, seront condamnées en 500 livres d'amende, de laquelle les pères & mères, à l'égard de leurs enfans, & les maîtres & maîtresses, à l'égard de leurs domestiques, demeureront civilement garans & responsables ; comme aussi aucuns fermiers, laboureurs, vigneron & autres ne pourront à l'avenir employer des rejets ou brins d'arbres pour lier leurs gerbes, ou à d'autres usages, à peine de confiscation desdites gerbes, le tout conformément à l'arrêt des juges en dernier ressort de la table de marbre de Paris, du 27 juillet 1776.

XIV. Conformément à l'article 34 du titre 27 de l'ordonnance de 1669, les usagers & autres personnes trouvés de nuit dans les forêts, hors les routes & grands chemins, avec serpes, haches, scies ou coignées, seront emprisonnés ou condamnés, pour la première fois, en 6 livres d'amende, 20 livres pour la seconde, & pour la troisième, bannis de la forêt.

XV. Conformément à l'article 10 du titre 32 de l'ordonnance de 1669, aucuns particuliers n'ayant droit d'usages & pâturages, ne pourront mener ou envoyer leurs bestiaux pâturer dans les bois de cette Maîtrise ; en conséquence, les bestiaux trouvés en délit ou hors des routes & chemins, seront confisqués ; & où les bêtes ne pourroient être saisies, les propriétaires seront condamnés en l'amende de 20 livres par chaque cheval, bœuf ou vache ; 5 livres pour chaque veau ou brebis ; le double, pour la seconde fois, & pour la troisième, le quadruple de l'amende ; bannissement des forêts contre les pâtres & autres gardes & conducteurs, desquels en tous cas les maîtres, pères de famille, propriétaires, fermiers & locataires des maisons, y résidant, demeureront civilement responsables : sera permis néanmoins à ceux qui ont droit de pâturage dans lesdits bois, d'user de leurs droits, suivant & ainsi qu'il va être

les délits commis dans les bois des ecclésiastiques & communautés de paroisse, la chasse du

expliqué, & en payant au seigneur de cette Maîtrise les redevances dont ils sont tenus.

XVI. Conformément à l'article 3 du titre 19 de ladite ordonnance de 1669, il sera par nous assigné sans aucuns frais, à chaque paroisse, hameau, village ou communauté, un canton particulier, le plus commode qu'il se pourra, dans lequel, es lieux défensables seulement, les bestiaux pourront être menés & gardés séparément, sans mélange des troupeaux d'autres lieux; le tout à peine de confiscation des bestiaux, & d'amende arbitraire contre les pâtres.

XVII. Conformément à l'article 4 du titre 19 de ladite ordonnance de 1669, la déclaration du canton & de la liberté d'envoyer en pâturage sera publié au prône des messes des paroisses usagères, l'un des dimanches du mois de février de chaque année, à la diligence du procureur fiscal, & sera le certificat du curé ou du sergent mis & enregistré au greffe de cette Maîtrise, à la diligence du procureur fiscal, & sans frais, avec défenses aux usagers & tous autres d'envoyer paître leurs bestiaux en autres lieux, à peine de confiscation & de privation de leur usage.

XVIII. Tous les bestiaux appartenans aux usagers d'une même paroisse ou hameau ayant droit d'usage, seront, conformément à l'article 6 du titre 19 de l'ordonnance de 1669, marqués d'une même marque dont l'empreinte sera mise au greffe avant que de les pouvoir envoyer au pâturage, & chacun jour assemblés dans un endroit qui sera désigné & destiné par nous le plus commode & le mieux défendu, sans qu'il soit permis de changer & prendre une autre route allant & retournant, à peine de confiscation des bestiaux, d'amende arbitraire contre les propriétaires des bestiaux, & de punition exemplaire contre les pâtres & gardes.

XIX. Conformément à l'article 7 du titre 19 de ladite ordonnance de 1669, les particuliers seront tenus de mettre au cou de leurs bestiaux des clochettes, dont le son puisse avertir des lieux où ils pourroient s'échapper & faire dégât, afin que les pâtres y courent, & que

cerf, &c. Les officiers des Maîtrises royales ont de même le droit de connoître, dans l'étendue de

les gardes se saisissent des bêtes écartées, trouvées en dommage hors les cantons désignés & publiés défensibles.

XX. Que conformément à l'article 8 du titre 19 de ladite ordonnance de 1669, ne sera loisible à aucun habitant de mener ses bestiaux à garde séparée, ni les envoyer à la forêt par sa femme, enfans ou domestiques, à peine de dix livres d'amende pour la première fois, confiscation pour la seconde, & pour la troisième, de privation de tout usage; ce qui sera pareillement observé à l'égard des ecclésiastiques, gentilshommes & autres personnes indistinctement qui jouiront du droit, comme habitant, nonobstant les droits de troupeau à part, & autres coutumes & possession contraires.

XXI. Conformément à l'article 9 du titre 19 de ladite ordonnance de 1669, les pâtres & gardes seront choisis & nommés annuellement à la diligence du procureur fiscal ou syndic de chacune paroisse ou principaux habitans des hameaux ou villages, par les habitans assemblés en notre présence, ou en celle du notaire ou tabellion qui, ainsi que nous, en donneront acte sans frais, & demeurera la communauté responsable de ceux qui seront choisis.

XXII. Conformément à l'article 10 du titre 19 de ladite ordonnance de 1669, ne pourront les particuliers usagers prêter leurs noms & maisons aux marchands & habitans des villes & paroisses voisines, pour y retirer leurs bestiaux; & s'il s'y en trouvoit qui fussent ainsi retirés ou donnés frauduleusement par déclaration, ils seront confisqués, & l'usager condamné pour la première fois en l'amende de 50 livres, & en cas de récidive, privé de tout usage.

XXIII. Conformément à l'article 13 du titre 19 de ladite ordonnance de 1669, tous particuliers ayant droit d'usage dans les bois & forêts de cette Maîtrise, ne pourront envoyer ou mener bêtes à laine, chèvres, brebis ou moutons, ni même es landes & bruyères, places, vaines & vagues adjacentes auxdits bois, à peine de con-

ces terres , des cas ordinaires , tels que les délits commis par les riverains dans les bois des parti-

fiscation des bestiaux , & de trois livres d'amende pour chaque bête ; seront les bergers & gardes de telles bêtes , condamnés en l'amende de 10 livres pour la première fois , fustigés & bannis du ressort de cette Maîtrise , en cas de récidive , & demeureront les maîtres des bestiaux , les pères de famille , responsables civilement des condamnations rendues contre les bergers.

XXIV. Conformément à l'article 14 du titre 19 de l'ordonnance de 1669 , les habitans des maisons usagères jouiront du droit de pâturage & pannage pour les bestiaux de leur nourriture seulement , & non pour ceux dont ils feront trafic & commerce , à peine de confiscation & d'amende.

XXV. Pour prévenir tous abus à cet égard , conformément à l'article 2 du titre 19 de ladite ordonnance de 1669 , les habitans usagers seront tenus tous les ans de donner une déclaration du nombre & de la quantité des bestiaux qu'ils possèdent ou tiennent à louage , dont sera fait rôle , contenant le nom de ceux auxquels ils appartiendront , lequel sera porté en cette Maîtrise , pour y être transcrit en un registre qui sera tenu à cet effet au greffe , & paraphé de nous & de notre procureur fiscal.

XXVI. Conformément à l'article 27 du titre 27 de ladite ordonnance de 1669 , aucuns usagers , ou autres personnes , ne pourront abattre la glandée , faines & autres fruits des arbres , les amasser ni emporter , sous prétexte d'usage ou autrement , à peine de 100 livres d'amende.

XXVII. Enjoignons à tous les gardes de cette Maîtrise de tenir exactement la main , chacun en droit soi , à l'exécution des présentes , qui seront lues , l'audience tenante , publiées & affichées à la diligence du procureur fiscal dans toute l'étendue de notre ressort , & exécutées nonobstant opposition ou appellation quelconque , & sans y préjudicier , attendu qu'il s'agit du fait de police. Mandons au premier huissier ou sergent sur ce requis de mettre ces présentes à exécution , selon leur forme & teneur. Fait & donné par nous juge susdit , à Valançay ,

culiers , & même des seigneurs ; faits de chasse simples , &c. lorsqu'ils sont requis par les parties ,

le troisième jour de juin mil sept cent soixante-dix-sept. Ainsi, signé Vivier de Launay. Signé Picard , greffier, avec paraphe. En marge est écrit : Scellé aussi avec paraphe. La requête présentée à la cour par Philippe - Charles le Gendre de Villemorin, chevalier, seigneur de Valençay, l'un des administrateurs généraux des postes, & l'un des fermiers généraux de sa majesté ; ladite requête tendante à ce qu'il plût à la cour ordonner que ladite sentence du 3 juin 1777 sera & demeurera homologuée & exécutée selon sa forme & teneur ; comme aussi que ladite sentence & arrêt qui interviendroient, seroient imprimés & affichés dans l'étendue du ressort de ladite Maîtrise de Valençay. Conclusions du procureur général du roi auxdites eaux & forêts de France. Oui le rapport de maître Pierre-Jean Charpentier de Foissel, lieutenant général, & l'un des juges en dernier ressort, tout considéré :

Les juges en dernier ressort ont homologué & homologuent la sentence de la Maîtrise seigneuriale des eaux & forêts de Valençay, du 3 juin 1777, pour être exécutée selon sa forme & teneur, sauf néanmoins les droits des habitans du ressort de ladite Maîtrise de Valençay, relativement aux dispositions de ladite sentence, contenues en l'article 24, lequel ne sera exécuté que dans le cas où lesdits habitans ne justifieront d'aucun titre contraire ; & à la charge que ledit le Gendre de Villemorin ne pourra se pourvoir qu'en la Maîtrise royale du ressort, pour raison des cas royaux, de la coupe des arbres de haute-futaie, baliveaux sur taillis ou arbres épars, & généralement de tous les délits dont la connoissance est attribuée, par les ordonnances, aux officiers des Maîtrises royales, exclusivement aux juges des seigneurs ; ordonnent que ladite sentence du 3 juin 1777 & le présent arrêt seront imprimés, publiés & affichés dans l'étendue du ressort de ladite Maîtrise de Valençay, & par-tout où besoin sera ; comme aussi ordonnent que le présent arrêt sera lu & publié, l'audience tenante, en ladite Maîtrise, & enregistré aux registres d'icelle. Si donnent lesdits juges en mandement

ou qu'ils préviennent les officiers des Maîtrises seigneuriales.

Voyez l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669 ; les loix forestières ; les édits de juillet 1544 , novembre 1554 , & février 1555 ; les déclarations du 11 juillet 1544 , & du 8 janvier 1715 ; le dictionnaire raisonné des eaux & forêts ; &c. Voyez aussi les articles Bois , FORÊT , FUTAIE , GRAND MAITRE , MAITRE PARTICULIER , GARDE , RAPPORT , &c.

ADDITION à l'article MAITRISE DES EAUX ET FORÊTS.

On a dit à l'article CHASSE que les Maîtrises des eaux & forêts sont sans juridiction dans les Pays-Bas , relativement aux biens des particuliers ou des communautés : c'est en effet ce qu'établit nettement la déclaration du 7 novembre 1706 , l'une des loix citées à cet article ; en voici le dispositif : „ Permettons aux particuliers , habitans „ de nos provinces de Flandres , Artois & Hai- „ naut , de régir , couper & exploiter les bois à „ eux appartenans , ainsi qu'ils ont fait ou dû „ faire avant la publication de notre ordonnance „ des eaux & forêts du mois d'août 1669 , & „ nos édits portant création des Maî- „ trises dans lesdites provinces ; à la charge par

au premier huissier ou sergent royal sur ce requis , mettre le présent arrêt à exécution ; de ce faire donnent pouvoir. Donné audit siège , sous le scel d'icelui , le vingt-trois août mil sept cent soixante-dix-sept. *Signé* , Gaultier. Collationné & scellé le vingt-neuf août mil sept cent soixante-dix-sept.

» eux de se conformer dans la coupe & exploi-
 » tation desdits bois aux anciens placards & or-
 » donnances desdits pays, sous la juridiction des
 » magistrats & juges des lieux auxquels la con-
 » noissance en est attribuée par lesdites ordon-
 » nances : & à l'égard des bois appartenans aux
 » ecclésiastiques & communautés laïques, sécu-
 » lières & régulières, ordonnons que dans ceux
 » desdits bois qui contiendront 40 arpents & au-
 » dessus en un seul tenant, il en sera par les
 » grands maîtres ou officiers des Maîtrises, cha-
 » cun dans leur ressort, choisi & marqué un
 » huitième pour demeurer en réserve : défen-
 » dons d'y faire aucune coupe sans notre permis-
 » sion ; voulons qu'en cas de contravention &
 » d'entreprise faite sur ladite réserve, il en soit
 » par lesdits officiers dressé procès-verbaux, pour
 » iceux envoyés au contrôleur général de nos
 » finances, être par nous fait & ordonné ce qu'il
 » appartiendra. Permettons auxdits ecclésiastiques
 » & communautés d'exploiter le surplus desdites
 » pièces, ensemble celles qui se trouveront au-
 » dessus de 40 arpens, suivant & ainsi qu'ils
 » faisoient avant la publication de notre dite or-
 » donnance de 1669, & les créations desdits
 » maîtres, à la charge d'en user en bons pères
 » de famille, & de se conformer dans lesdites
 » coupes & exploitations aux anciennes ordon-
 » nances du pays, sous la juridiction des magis-
 » trats & juges des lieux auxquels la connois-
 » sance en appartient, le tout sans préjudicier
 » ni déroger aux lettres qui ont été ou pour-
 » roient être par nous accordées à quelques
 » abbayes, chapitres ou communautés desdites
 » provinces, pour jouir & user de leurs bois en

„ bons pères de famille. Et quant à la juridiction
 „ sur les rivières & canaux, & celle qui regarde
 „ la pêche & la chasse, ordonnons qu'elle sera
 „ exercée, suivant l'usage du pays & les anciennes
 „ ordonnances, par lesdits magistrats, juges des
 „ lieux, ceux des seigneurs ou autres auxquels
 „ elle est attribuée, ainsi & de la même ma-
 „ nière qu'elle l'a été avant la publication de
 „ notredite ordonnance, sauf néanmoins en ce
 „ qui concernera la chasse dans nos forêts, dont
 „ la connoissance, en cas de contestation ou de
 „ contravention, demeurera & appartiendra aux
 „ grands maîtres & aux officiers des Maîtrises,
 „ lesquels demeureront au surplus maintenus &
 „ confirmés, comme nous les maintenons & con-
 „ firmons par cesdites présentes, chacun dans leur
 „ département, dans toute leur juridiction con-
 „ cernant la police, conservation, usage, vente
 „ & administration des bois & forêts à nous ap-
 „ partenans, suivant & ainsi qu'elle leur est attri-
 „ buée par notre ordonnance de 1669, édits,
 „ déclarations & arrêts rendus en conséquence... “.

Quoique cette déclaration ne comprenne pas
 nommément le Cambresis, elle n'a pas laissé d'y
 recevoir une entière exécution, soit que cette
 province ait été considérée comme une partie du
 Hainaut, dont Cambrai étoit en effet autrefois
 la capitale, & à la généralité duquel elle a tou-
 jours été réunie, soit que l'on ait entendu par
 Flandres & Hainaut, tous les pays du ressort du
 parlement de Douai, comme il arrive très-
 souvent. L'archevêque de Cambrai a obtenu, le
 13 septembre 1766, des lettres-patentes qui por-
 tent entre autres choses, article 6, que „ lesdits
 „ archevêques continueront de jouir des droits

» de chasse & de pêche qui leur appartiennent
 » dans leurs seigneuries, ainsi que de la faculté
 » de faire exploiter & régir par leurs officiers
 » les bois à eux appartenans, sans être soumis
 » en aucun cas à la juridiction des Maîtrises
 » des eaux & forêts «.

Voyez les articles FLANDRES & HAINAUT.

(Cette addition est de M. MERLIN , avocat
 au parlement de Flandres).

MALADE. C'est celui dont la santé est altérée.

Plusieurs conciles, & principalement ceux qui ont été célébrés à Paris en 1429, à Bordeaux en 1583, à Bourges en 1584, à Aix en 1585, & à Narbonne en 1609, ont défendu aux médecins, sous peine d'excommunication, de faire plus de trois visites aux Malades qui ne se sont point confessés.

C'est en conformité de ce règlement des conciles qu'a été rendue la déclaration du 8 mars 1712, enregistrée au parlement de Paris le 7 avril suivant (*).

(*) *Voici cette déclaration :*

Louis, &c. Salut : L'attention que nous avons toujours eue à seconder le zèle des évêques de notre royaume dans tout ce qu'ils ont cru devoir faire pour le bien de la religion & le salut des peuples de leurs diocèses, nous a portés à leur accorder toujours notre protection, lorsqu'ils l'ont réclamée, & que nous l'avons jugée nécessaire pour l'exécution de leurs pieuses intentions ; & comme rien ne nous a paru plus utile à nos sujets, ni mériter davantage d'être appuyé de notre autorité, que l'ordonnance que notre très-cher & bien aimé cousin le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, a jugé à propos de faire, le 9 mars 1707,

Cette loi veut que les médecins soient tenus , le second jour qu'ils visiteront les Malades atra-

pour engager les médecins , conformément aux décrets des saints conciles , & entre autres d'un concile tenu à Paris en 1429 , & de plusieurs conciles provinciaux de notre royaume , à avertir les Malades de son diocèse , dès le commencement de leur maladie , de penser à leur conscience , & de ne pas différer à leur en parler , quand la violence du mal ne leur permet plus d'y mettre ordre , avec la liberté & l'attention nécessaires : nous avons appris avec peine qu'une ordonnance aussi salutaire n'a pas eu jusqu'à présent l'exécution qu'elle méritoit : & étant à craindre que celle que notredit cousin le cardinal de Noailles a faite le seizième du mois dernier pour renouveler la première , n'ait pas plus de succès , & que les ordonnances semblables que d'autres évêques de notre royaume ont faites ou pourroient faire sur la même matière , ne demeurent aussi sans effet , si nous n'en assurons l'exécution par la crainte des peines temporelles , nous avons résolu d'y pourvoir par notre autorité , en la manière qui nous a paru la plus convenable. A ces causes & autres à ce nous mouvant , de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale , nous avons , par ces présentes signées de notre main , dit , déclaré & ordonné , disons , déclarons & ordonnons , voulons & nous plaît , que tous les médecins du royaume soient tenus , le second jour qu'ils visiteront les Malades attaqués de fièvre ou autre maladie qui par sa nature peut avoir trait à la mort , de les avertir de se confesser , ou de leur en faire donner avis par leurs familles ; & en cas que les Malades ou leurs familles ne paroissent pas disposés à suivre cet avis , les médecins seront tenus d'en avertir le curé ou le vicaire de la paroisse dans laquelle les Malades demeurent , & d'en retirer un certificat signé desdits curés ou vicaires , portant , qu'ils ont été avertis par le médecin d'aller voir lesdits Malades : défendons aux médecins de les visiter le troisième jour , s'il ne leur paroît par un certificat signé du confesseur desdits Malades , qu'ils ont été confessés , ou du moins qu'il a été appelé pour les voir , & qu'il les a vus en effet pour les préparer à recevoir les sacrements. Pourront les médecins qui auront averti

qués d'une maladie dangereuse, de les avertir ou de les faire avertir par leur famille de se confesser ; & que si les malades ou leur famille ne paroissent pas disposés à suivre cet avis, les médecins en informent le curé ou le vicaire de la paroisse où demeurent ces Malades, & qu'ils se fassent donner un certificat signé du curé ou du vicaire, pour justifier l'avertissement dont il s'agit. Il est en outre défendu aux médecins de visiter les Malades le troisième jour, à moins que, par un certificat signé du confesseur de ces Malades, il ne soit justifié qu'il a été appelé

les curés ou vicaires des paroisses où les Malades font leur demeure, & qui en auront retiré un certificat signé desdits curés ou vicaires, continuer de voir lesdits Malades, sans encourir les peines ci-dessous marquées : & chargeons en ce cas l'honneur & la conscience des curés ou vicaires de procurer aux Malades les secours spirituels dont ils auront besoin. Voulons que les médecins qui auront contrevenu à notre présente déclaration, soient condamnés pour la première fois à trois cents livres d'amende ; qu'ils soient interdits pour la seconde fois de toute fonction & exercice pendant trois mois au moins, & pour la troisième fois, déclarés déchus de leurs degrés ; qu'ils soient rayés du tableau des docteurs ou licenciés de la faculté où ils auront pris leurs degrés, & privés pour toujours du pouvoir d'exercer la médecine en aucun lieu de notre royaume. Ordonnons qu'il en sera usé de la même manière & sous les mêmes peines pour les chirurgiens & apothicaires qui seront appelés pour voir les Malades dans les lieux où il n'y a point de médecins ; n'entendons au surplus dispenser les médecins, ni les chirurgiens & apothicaires dans lesdits lieux, d'avertir les Malades, même avant le second jour de leur maladie, de se confesser, lorsque la qualité du mal l'exigera. Voulons que ceux qui y auront manqué soient sujets aux peines portées par notre présente déclaration. Si donnons en mandement, &c.

pour les voir. La même loi prononce différentes peines contre les médecins qui ne se seront pas conformés aux dispositions qu'elle contient.

On lit dans les mémoires du clergé, qu'un des articles du règlement fait en 1683, entre les curés & les réguliers du diocèse d'Embrun, porte, que quand les Malades auront dévotion à quelques reliques qui seront dans les églises des réguliers, ces reliques pourront leur être portées sans aucune cérémonie extérieure ; & que, dans la chambre des Malades, ces réguliers pourront prendre l'étole pour faire révéler les reliques aux Malades, & dire sur eux les oraisons des saints ; qu'il pourra en être usé de même pour les prières & indulgences des confréries dont les Malades seront ; & que si les curés se présentent dans le temps que les réguliers feront dans cette fonction, ceux-ci feront leurs soumissions aux curés, & leur déclareront qu'ils n'entendent point usurper leur juridiction, & que s'ils ont l'étole, c'est seulement par le respect dû aux reliques, & pour honorer les indulgences.

Le 18 février 1777, le parlement de Paris a rendu l'arrêt suivant pour réprimer divers abus qui avoient lieu relativement aux Malades de l'hôpital des incurables.

» Vu par la cour la requête présentée par le
» procureur général du roi, à ce qu'il lui plût
» homologuer la délibération faite au bureau de
» l'hôtel-dieu de Paris, le 27 novembre 1776,
» au sujet de la nomination ou présentation aux
» lits de l'hôpital des incurables, pour être ladite
» délibération exécutée selon sa forme & teneur ;
» ordonner que l'arrêt qui interviendra sur la
» présente requête, ensemble ladite délibération,

» seront imprimés & affichés par-tout où besoin
 » fera. Ladite requête signée du procureur gé-
 » néral du roi ».

Suit la teneur de ladite délibération.

*Extrait des registres des délibérations du bureau
 de l'hôtel-dieu de Paris.*

Du mercredi 27 novembre 1776.

*En l'assemblée générale tenue à l'archevêché,
 assistans,*

- » Monseigneur l'archevêque.
- » Monseigneur d'Aligre, premier président.
- » Monseigneur Nicolai, premier président de
 » la chambre des comptes.
- » Monseigneur Barentin, premier président
 » de la cour des aides.
- » Monseigneur Joly de Fleury, procureur général.
- » Monsieur le Noir, conseiller d'état, lieute-
 » nant général de police.
- » Monsieur de la Michodiere, conseiller d'état,
 » prévôt des marchands.
- » Messieurs Durant, de Lambon, le Couteulx
 » de Vertron, Dupont, de Neuville, Marchais
 » de Migneaux, Marrier de Vossery, de Til-
 » liere fils, Boullenois, & Monsieur Brochant,
 » receveur.
- » Monsieur Dupont a dit, qu'il lui a été remis
 » un mémoire, dans lequel une personne, égale-
 » ment respectable par la place qu'elle occupe
 » & par son mérite personnel, ayant droit à la
 » nomination de trois lits sur la présentation des
 » parens de la fondatrice, se plaint d'un abus

» que la compagnie soupçonnoit depuis long-
» temps avoir lieu dans les nominations & pré-
» sentations aux lits des incurables.

» Que cet abus consiste,

» 1°. En ce que quelques-uns de ceux qui
» ont droit à ces nominations ou à une simple
» présentation, regardant ces lits comme portion
» du patrimoine de leurs ancêtres qui les ont
» fondés, ou par d'autres motifs qu'aucun pré-
» texte même de prétendue charité pour d'autres
» pauvres ne peut excuser, font payer aux pré-
» sentés ou aux nommés le prix de leurs présen-
» tations ou de leurs nominations.

» 2°. En ce que ces nominations ou présen-
» tations se trouvent quelquefois négociées par
» personnes interposées, à l'insu même des no-
» minateurs ou présentateurs.

» Que, dans le premier cas, c'est faire com-
» merce de la charité des fondateurs, & faire,
» en quelque manière, rentrer dans le patrimoine
» de leurs héritiers ou de ceux qu'ils ont dési-
» gnés pour nominateurs ou présentateurs, un
» fonds dont tout le produit utile est destiné à
» la subsistance d'un pauvre, & dont ils n'ont
» réservé que l'honneur de déterminer le sujet
» auquel il seroit appliqué : que ce choix est de
» sa nature purement gratuit, & ne peut être
» vendu licitement, même au profit d'autres
» pauvres qui n'étoient point dans l'intention des
» fondateurs, & qui n'ont point droit de partager
» indirectement le bénéfice de ces fondations.

» Que le trafic illicite & fordide qui résulte
» du second cas, met à prix d'argent, au profit
» des intrigans de la plus basse classe des ci-
» toyens, un bien consacré à la religion & à

» l'humanité ; que les conséquences en sont pré-
» judiciables au bon ordre & à la discipline de
» la maison, la plupart de ceux qui y sont en-
» trés par cette voie s'y regardant comme pro-
» priétaires de leur lit à titre d'achat, & consé-
» quemment affranchis de toute règle & de toute
» subordination ; & que dans ces circonstances
» il lui paroît intéressant de prendre les précau-
» tions les plus promptes & les plus sages
» pour réprimer un pareil abus.

» Sur quoi la matière mise en délibération,

» La compagnie a arrêté, 1°. qu'à l'avenir
» toutes nominations ou présentations aux lits
» de l'hôpital des incurables seront purement
» gratuites, sans que, sous aucun prétexte, il
» puisse être rien reçu ni payé par qui que ce
» soit, pour raison & à l'occasion desdites nomi-
» nations & présentations antérieurement ou pos-
» térieurement à icelles.

» 2°. Que dans le cas où les nominateurs ou
» présentateurs auront reçu quelque chose que
» ce soit, antérieurement ou postérieurement,
» ils demeureront privés du droit de présentation
» ou nomination, qui passera à celui ou ceux à
» qui lescdites présentations ou nominations appar-
» tiennent à leur défaut ; & le Malade par eux
» présenté ou nommé, sera congédié dudit hô-
» pital.

» 3°. Que lorsqu'à l'insu des présentateurs
» ou nominateurs, il aura été payé quelque chose
» à personnes interposées, avant ou après lescdites
» présentations ou nominations, & à raison
» d'icelles, le Malade sera pareillement congé-
» dié dudit hôpital, sauf auxdits Malades ainsi
» congédiés à se pourvoir dans tous les cas

» contre ceux qui auront induement perçu quelque
 » chose à raison de leur présentation ou nomi-
 » nation.

» Et a la compagnie prié Monsieur le procu-
 » reur général d'obtenir , sur son requisitoire ,
 » arrêt qui homologue la présente délibération ,
 » pour être imprimée & affichée par - tout où
 » besoin sera.

» Délivré par moi greffier du bureau de l'hôtel-
 » dieu de Paris , soussigné. *Signé* VARIN , avec
 » paraphe.

» Oui le rapport de M^c François-Emmanuel
 » Pommyer , conseiller ; tout considéré :

» La cour a homologué & homologue la dé-
 » libération susdatée & dont il s'agit , pour être
 » exécutée selon sa forme & teneur : ordonne
 » que le présent arrêt & ladite délibération seront
 » imprimés & affichés par-tout où besoin sera.
 » Fait en parlement le 18 février 1777. Colla-
 » tionné, LUTTON. *Signé*, DUFRANC «.

MALTE, (ORDRE DE) ou DE SAINT-JEAN
 DE JÉRUSALEM. C'est un ordre religieux & mili-
 taire tout ensemble , le seul qui remplisse aujour-
 d'hui les fonctions de son institut.

Cet ordre , dit l'abbé de Vertot, d'abord hos-
 pitalier , devenu militaire , & depuis souverain ,
 que la charité fit naître , que le zèle de défendre
 les lieux saints arma ensuite contre les infidèles ,
 & qui , dans le tumulte des armes & au milieu
 d'une guerre continuelle , fut allier les vertus
 paisibles de la religion , avec la plus haute valeur
 dans les combats , fut institué vers la fin du
 douzième siècle. Il avoit commencé lorsque la
 ville de Jérusalem étoit encore sous la puissance

des infidèles. Les religieux y desservoient un hôpital dédié à saint Jean l'aumônier, d'où ils furent appelés les hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Les chrétiens ayant fait la conquête de cette ville, ces hospitaliers crurent devoir seconder de si heureuses entreprises, & joindre la valeur à l'humanité. Ils prirent donc les armes pour défendre les chemins contre les incursions des infidèles. Cette nouvelle fonction leur attira un grand nombre de nobles de toute la chrétienté : alors le titre de chevaliers fut joint à celui d'hospitaliers, & l'ordre fut composé de trois sortes de religieux, de frères chevaliers, de clercs, & de frères servans. Les papes leur accordèrent les plus grands privilèges, & ajoutèrent aux trois vœux ordinaires celui de secourir les pèlerins & de combattre les infidèles. Le bienheureux Gerard, natif de Martigues en Provence, homme plein de zèle & de charité, fut le premier supérieur de cet ordre, & en est regardé comme l'instituteur. Soliman s'étant rendu Maître, en 1187, de Jérusalem, à la faveur de la division qui régnoit entre les princes chrétiens, la profession des chevaliers les obligea de suivre le parti des vaincus. Ils se retirèrent dans la forteresse de Margat, & quelques années après dans celle de Saint-Jean d'Acre, où l'ordre subsista près de cent ans, malgré les attaques continuelles des Sarrasins. Les forces de ceux-ci prévalurent à la fin sur la valeur des chevaliers, qui trouvèrent un nouvel asile dans l'isle de Chypre, auprès de Lusignan, roi de Jérusalem. Les secours qu'ils reçurent, & leur bravoure leur ayant fait conquérir l'isle de Rhodes, ils s'y établirent vers l'an 1310, & prirent le nom de chevaliers de

de Rhodes. Depuis la prise de cette île , en 1522 , par Soliman II , ils errèrent d'établissmens en établissemens , à Messine , aux îles d'Hieres , à Viterbe , jusqu'en 1530. Ils se fixèrent alors dans l'île de Malte. Cette île fut donnée à l'ordre par Charles V , à condition que les chevaliers y auroient toujours un nombre suffisant de vaisseaux pour faire la guerre aux Turcs ; qu'ils se tiendroient sous la protection du roi d'Espagne & de ses successeurs , & que le grand Maître leur enverroit tous les ans un faucon par forme de tribut.

L'ordre de Malte ou de saint Jean de Jérusalem est aujourd'hui distribué en trois classes ; la première , est celle des chevaliers ; la seconde , celle des chapelains pour le service spirituel ; la troisième , celle des servans d'armes pour le service militaire.

L'ordre a aussi des *prêtres d'obédience* pour desservir les bénéfices de l'ordre ; ils peuvent porter la croix des *servans d'office* pour le service de l'hôpital ; des *donnés* qui peuvent être mariés : ils n'ont qu'une croix à trois branches ; ce qui leur a fait donner le nom de demi-croix.

La croix des chevaliers est à quatre branches , & émaillée de blanc. Ils la portent attachée à un cordon noir. Leur habit militaire est une soubre veste rouge en forme de dalmatique , ornée d'une croix blanche sans pointe.

Les chapelains ou servans d'armes ont une croix émaillée comme celle de chevaliers ; mais ils ne la portent que par une permission du grand maître.

Tous les profès de l'ordre sont obligés de porter une croix octogone ou à huit pointes , de

toile blanche, sur le côté gauche de leur habit : c'est la véritable marque de leur profession ; la croix émaillée n'est qu'un ornement.

Le nombre de profès n'est pas à beaucoup près aussi considérable que celui des reçus. On ne s'engage ordinairement par des vœux , que lorsqu'on est en rang d'obtenir une commanderie.

L'ordre est partagé en huit langues ou nations ; savoir , Provence , Auvergne , France , Italie , Aragon , Allemagne , Castille & Angleterre : mais, depuis le schisme de ce dernier royaume , on ne doit plus compter que sept langues. Celle de Provence a le premier rang , en considération du bienheureux Gerard , qui étoit de cette province. Ces huit langues ont chacune leur chef résident à Malte ; on le nomme *prier* ou *bailli conventuel*. Tout l'ordre est gouverné par un grand maître : les chevaliers lui doivent une étroite obéissance pour ce qui concerne les statuts de l'ordre ; il n'a d'autorité monarchique que sur chaque particulier.

Le gouvernement général est Aristocratique , & composé des premières dignités de l'ordre. Le sacré conseil de l'ordre est ordinaire ou complet. Au conseil ordinaire assistent le grand maître , comme chef , & les grands croix , qui sont l'évêque de Malte , le prieur de l'église , les baillis conventuels , les grands prieurs & les baillis capitulaires. Le conseil complet est composé des grands croix & des deux plus anciens chevaliers de chaque langue. Le grand maître a voix prépondérante. Les chevaliers lui donnent le titre d'*éminence* , & le peuple qui lui est soumis, celui d'*altesse*. Son habit est une sorte de soutane de

tabis ou de drap , ouverte par le devant , & liée d'une ceinture d'où pend une bourse , symbole de la charité , qui fut le premier objet de l'institut , & par-dessus une robe de velours , le tout orné de la croix à huit pointes. Lorsqu'il va à l'église , il prend un long manteau à bec.

Après la dignité de grand maître , les premières sont celles des piliers ou *baillis conventuels* des différentes langues. Le chef ou pilier de la langue de Provence , qui est la première , a la charge de grand commandeur. Le pilier de la langue d'Auvergne est grand maréchal ; celui de la langue de France , grand hospitalier ; celui de la langue d'Italie , grand amiral ; celui de la langue d'Allemagne , grand bailli ; celui de la langue de Castille , grand chancelier ; la langue d'Angleterre , qui ne subsiste plus , avoit pour chef le grand turcopolier ou général d'infanterie. Après les piliers viennent les grands prieurs , ensuite les baillis capitulaires , ainsi nommés , parce qu'ils ont voix dans les chapitres de l'ordre. Les premières dignités ecclésiastiques sont l'évêque de Malte & le grand prieur de saint Jean. Lorsque l'évêché de Malte est vacant , le grand maître présente trois sujets au roi de Naples , qui a droit de choisir , comme ayant succédé aux droits de Charles V sur l'isle de Malte.

Dans chaque langue , il y a plusieurs grands prieurés , des bailliages capitulaires & des commanderies. La langue de Provence a les deux grands prieurés de Toulouse & de saint Gilles , le bailliage de Manosque , & soixante-dix commanderies. La langue d'Auvergne a le grand prieuré d'Auvergne , le bailliage de Lyon , &

cinquante commanderies. La langue de France a les trois grands prieurés d'Aquitaine , de France & de Champagne , deux bailliages , celui de la Morée ou de saint Jean de Latran à Paris , & la trésorerie à l'isle , près Corbeil , & quatre-vingt-quatorze commanderies. Il y a dans la langue d'Italie sept grands prieurés , cinq bailliages , & cent cinquante-neuf commanderies ; dans celle d'Aragon , trois grands prieurés , trois bailliages , & soixante-deux commanderies ; dans celle d'Allemagne , quatre grands prieurés , dont deux ne sont que des titres , deux bailliages , & quarante neuf commanderies ; dans celle de Castille , deux grands prieurés , quatre bailliages , & soixante-sept commanderies : cela fait en tout vingt-deux grands prieurés , dix-neuf bailliages capitulaires , & cinq cent soixante-dix commanderies. On compte deux mille chevaliers , trois cents chapelains , & trois cents frères d'obédience.

Le grand maître confère les grands prieurés & les revenus qui y sont attachés.

Les commanderies sont affectées , les unes aux chevaliers , les autres aux chapelains & aux servans d'armes. Il faut , pour être commandeur , avoir fait profession & être de la nation où est située la commanderie ; elles sont de justice ou de grâce , selon qu'elles sont conférées. Les commanderies de justice se donnent par rang d'ancienneté : pour y prétendre , il faut avoir résidé cinq ans à Malte , & avoir fait quatre caravannes , c'est-à-dire , quatre campagnes sur les vaisseaux de la religion. Celui qui a amélioré sa commanderie par des réparations considérables , peut prétendre à une plus riche , à titre d'amélio-

riffement. A l'égard des commanderies de grâce, elles sont données par le grand maître ou le grand prieur, sans observer le rang d'ancienneté. Il est alors indifférent qu'elles soient affectées par leur fondation aux chevaliers ou aux servans. On peut les donner également aux uns ou aux autres. On a appelé *commanderies magistrales*, celles qui appartiennent de droit au grand maître dans chaque grand prieuré; il peut les posséder par lui-même ou en gratifier qui il lui plaît.

On ne peut être admis dans la classe des chevaliers de l'ordre de saint Jean de Jérusalem, qu'on ne prouve quatre quartiers de noblesse du côté du père & de la mère; l'aspirant présente à cet effet son extrait baptistaire & le mémorial de ses preuves au chapitre ou à l'assemblée générale du grand prieuré dans le ressort duquel il est né. Ce mémorial contient les extraits de titres qui justifient la légitimation & la noblesse du présenté & des quatre familles du côté paternel & maternel, c'est-à-dire, du père & de la mère, des aïeuls & bifaïeuls: les preuves doivent aller au delà de cent ans; ainsi il faut quelquefois remonter jusqu'aux trisaïeuls, quatrième aïeuls. Si le présenté a besoin de quelque dispense, elle s'obtient du pape par un bref, ou du chapitre général; mais elle doit être entérinée par le sacré conseil. Les dispenses se donnent ordinairement pour quelques quartiers où la noblesse manque principalement du côté maternel. Lorsque le présenté a été admis à faire ses preuves, le chancelier du grand prieuré délivre une commission qui nomme des commissaires pour examiner ces preuves; elles peuvent se faire par contras, témoins, titres, épitaphes

& autres monumens. Si le rapport est favorable, les titres sont envoyés à Malte sous le sceau du grand prieuré; ils y sont examinés de nouveau par le chapitre de la langue; & lorsque les preuves sont admises, le présenté est reçu chevalier; son ancienneté commence à courir dès l'instant de cette première réception, s'il paye son passage, qui est de deux cent cinquante écus d'or; autrement il ne peut compter cette ancienneté que depuis sa profession.

Les chevaliers sont reçus ou *d'âge* ou de *minorité*, ou en qualité de page du grand maître. L'âge requis est de seize ans pour la réception, de dix-sept pour le noviciat, de dix-huit pour la profession. La minorité est au dessous de seize ans. C'est le grand maître qui accorde la dispense; il peut l'étendre jusqu'à six ans & même au dessous, quelquefois jusqu'à un an. L'ancienneté commence à courir de la date de la bulle de minorité, pourvu que l'on paye à l'ordre, dans l'espace de deux ans, certains droits qui peuvent être évalués à près de 4000 livres, monnoie de France. Cette somme, une fois payée, ne peut être répétée; quand même le récipiendaire n'entreroit point dans l'ordre pour quelque cause que ce fût; ou qu'il en sortiroit. Le privilège du présenté de minorité, est qu'il peut demander une assemblée extraordinaire pour y obtenir une commission, afin de faire ses preuves, ou pour les présenter sans attendre le chapitre ou l'assemblée provinciale: il peut aller à Malte dès l'âge de quinze ans; pour y commencer son noviciat: mais il doit y être à vingt-cinq pour faire profession à vingt-six au plus tard; passé cet âge, il ne peut dater son ancienneté que du jour

de sa profession : il a le droit , dès que ses preuves sont reçues , de porter la croix d'or , que les autres ne doivent porter qu'après leur profession.

A l'égard des chevaliers pages , le grand maître en a seize. Ceux qui veulent entrer dans l'ordre par cette voie , doivent obtenir d'abord des titres de pages : à onze ans , ils sont admis aux preuves , à douze , ils commencent leur service ; c'est de ce terme qu'ils datent leur ancienneté. Ils font profession à seize ans ; leur passage est de deux cent cinquante écus d'or. Si la place de page étoit remplie , de sorte que le présenté ne pût y entrer , il perdrait son privilège , & son ancienneté commenceroit seulement à seize ans accomplis.

On n'exige point de preuves de noblesse de la part des chapelains & des servans d'armes ; ils doivent prouver seulement qu'ils sont issus d'une alliance légitime & d'une famille honnête ; les professions mécaniques en sont exclues. Les chapelains sont reçus diacres ou clercs conventuels depuis dix ans jusqu'à quinze ; leur passage est de cent écus d'or : ceux qui ont plus de quinze ans doivent obtenir une dispense , & leur passage se paye double. Les servans d'armes peuvent se présenter à seize ans ; leur passage est de deux cents écus d'or : ils obtiennent quelquefois , par leur valeur & leurs services , dispense de noblesse , & sont faits chevaliers de grâce.

Les prêtres d'obédience sont reçus sans preuves , & sans être obligés d'aller à Malte : ils sont ainsi nommés , parce qu'ils obéissent au grand prieur ou commandeur , qui les reçoit pour faire la desserte des prieurés ou des cures de l'ordre :

ils portent la croix blanche sur le manteau, & jouissent des privilèges de la religion. Il y a des gentilshommes de ce nombre.

Les servans d'office sont employés à Malte au service de l'hôpital & autres semblables fonctions. Tous ces frères, ainsi que les chevaliers, de quelque rang, qualité & dignité qu'ils soient, sont obligés, aussi-tôt qu'ils ont fait leurs vœux, de porter sur le manteau ou juste-au-corps, du côté gauche, la croix octogone; ce qui s'observe exactement à Malte.

Les membres de cet ordre religieux militaire qui ont prononcé les vœux, sont, ainsi que ceux qui ont fait profession dans un ordre monastique, morts civilement; ils sont incapables de succéder à leurs parens, & ne peuvent disposer par testament de leur pécule qu'avec la permission du grand maître. Cette incapacité de succéder ne rend cependant point un chevalier profès étranger à sa famille; la jurisprudence des arrêts l'autorise à demander une pension à ses parens jusqu'à ce qu'il soit pourvu d'un bénéfice ou d'une commanderie.

Il a été jugé par arrêt du grand conseil du 15 septembre 1687, que les chevaliers peuvent avant leur profession, pour subvenir à leur entretien & subsistance, se réserver l'usufruit & la jouissance pendant la vie des biens qu'ils délaissent.

Un autre arrêt du parlement de Metz du 30 mai 1661, a décidé que les parens d'un chevalier de Malte, saisis de ses droits, sont obligés de contribuer au paiement de sa rançon, jusqu'à concurrence de sa légitime.

Les commanderies de l'ordre de Malte ne sont

pas mises au rang des bénéfices ou des titres qui impriment un caractère perpétuel sur ceux qui en jouissent : ce sont de simples administrations. L'ordre, en les donnant aux chevaliers, y impose les conditions & les charges qu'il juge à propos ; il se réserve toujours une partie des fruits que le commandeur doit fournir, & qui peuvent être augmentés ou diminués suivant les besoins ; c'est ce qu'on nomme *responsions*.

Lorsqu'un commandeur est décédé, l'ordre s'applique tous les fruits de la commanderie qui restent à percevoir jusqu'au premier mai suivant, & jouit encore en sus d'une année entière des revenus, en sorte que le nouveau commandeur est quelquefois près de deux ans sans rien recevoir. Ces jouissances sont nommées *vacant & mortuaire*.

Un arrêt du grand conseil du 30 septembre 1680 ; porte, entre autres choses, » 1°. que » l'ordre doit être payé par privilège & préférence sur les dépouilles, des arrérages de ses » responsions & décimes imposées sur les commanderies, ensemble des autres dettes particulières dues au trésor par les chevaliers & » commandeurs décédés, & des frais & dépens » par lui faits, tant activement que passivement, » à cause desdites dépouilles, & pour l'ins- » tance & jugement des instances des comptes » d'icelles ; 2°. que les arrérages des pensions » dues aux chevaliers doivent aussi être payés » sur lesdites dépouilles ; 3°. que l'ordre est » chargé du recouvrement des dettes actives dues » aux dépouilles, en remettant les titres, promesses ou obligations entre les mains des créanciers «.

Un autre arrêt du grand conseil du 21 octobre 1681 , juge , conformément à d'autres arrêts précédens , que les condamnations prononcées contre l'ordre en qualité de successeurs au pécule des chevaliers , ne peuvent être exécutées que sur les dépouilles , tant pour le principal que pour les depens ; & que l'ordre renonçant doit être déchargé de ces condamnations , & remboursé par privilège sur les mêmes dépouilles , de tous les frais & depens , tant actifs que passifs , par lui faits ou soufferts à ce sujet.

Le droit de *vacant* & de *mortuaire* , ou de *mortuorum* , est exempt des pensions créées sur la commanderie en faveur des chevaliers & religieux de l'ordre. Plusieurs arrêts l'ont ainsi jugé.

Les biens de l'ordre sont considérés comme ecclésiastiques , & les commandeurs qui sont chargés de l'administration , sont véritables religieux , & jouissent de tous les droits & privilèges des clercs. Sur ce fondement , on a estimé qu'ils étoient contribuables. On a gardé dans le clergé trois formes différentes d'imposer les prieurs & les commanderies de l'ordre. Quelquefois les rois ont bien voulu régler la somme que l'ordre seroit obligé de donner à la décharge du clergé. Dans d'autres occasions , les prieurs & les commandeurs , pour éviter toutes difficultés , sont convenus d'une certaine somme pour la part que leurs prieurés & commanderies devoient porter. La troisième forme qu'on a gardée a été de les comprendre , à proportion de leurs revenus , dans les rôles des diocèses où leurs commanderies sont situées ; c'est la forme la plus ancienne.

Les commandeurs de Malte étant religieux & simples administrateurs de leurs commanderies, ils ne peuvent aliéner ni même transférer aucun droit sur ces biens : pour rendre l'aliénation des biens de l'ordre régulière & valable, il faut qu'elle soit faite avec l'autorité du grand maître & du chapitre général conjointement, parce que le grand maître seul ne peut déroger aux statuts de l'ordre, qui défendent cette aliénation.

Les cures annexées à l'ordre de Malte sont sujettes à la visite de l'ordinaire, ainsi que les cures dépendantes des monastères ou ordres exempts. Les prêtres qui desservent ces cures sont pareillement soumis à la juridiction & correction de l'évêque, pour ce qui regarde les fonctions curiales, quand même ils seroient profès, & que l'église de la cure seroit dans le chef-lieu & dans l'enclos de la commanderie.

On peut voir à ce sujet l'arrêt contradictoire rendu au conseil entre les agens du clergé & l'ordre de Malte, le premier mars 1726, dont on trouve l'espèce & les moyens développés dans le rapport des agens du clergé en 1730.

La règle *regularia regularibus*, n'a pas lieu pour les cures de l'ordre de Malte. Ces cures peuvent être conférées à des prêtres séculiers ; mais lorsqu'elles sont conférées à des ecclésiastiques non profès de l'ordre, la collation renferme toujours la condition expresse ou tacite, que ceux qui en sont pourvus feront profession dans l'ordre.

Des lettres-patentes du roi du 30 décembre 1768, ont dérogé, en ce qui concernoit l'ordre

de Malte , à l'édit du mois de mai précédent , concernant les portions congrues (*).

(*) *Ces lettres-patentes sont ainsi conçues :*

Louis , &c. Salut : Nous avons compris dans notre édit du mois de mai 1768 , concernant la fixation des parties congrues , les curés des commanderies de l'ordre de Malte ; sur la promulgation de cette loi , nos chers & bien amés les prieurs , baillis , commandeurs , chevaliers , frères & religieux dudit ordre , nous ont fait représenter que par leurs statuts premier , vingt-six & vingt-sept du titre de l'église , il est donné pouvoir aux prieurs & chapitres provinciaux , de constituer & assigner aux curés , vicaires & bénéficiers croisés , administrant les sacremens dans les églises paroissiales dépendantes desdits prieurés & commanderies , ce qu'ils jugeroient leur être nécessaire pour s'entretenir honnêtement ; qu'en conséquence les loix qui jusqu'à présent ont été faites par les rois nos prédécesseurs , pour régler les portions congrues , n'ont point eu d'exécution dans les paroisses dépendantes de leurs prieurés & commanderies , d'autant plus que lesdits curés , vicaires & bénéficiers desservant lesdites paroisses , ne sont sujets à aucune décime , l'ordre les payant pour eux , & n'ont aucuns frais de visite à supporter. Que la différence des temps ayant exigé qu'ils donnassent à leurs curés des sommes proportionnées aux prix des denrées , ils leur ont assigné les secours particuliers que les circonstances exigeoient , toutes les fois que lesdits curés se sont adressés aux chapitres provinciaux ; ce qui est prouvé par une suite de délibérations desdits chapitres. La protection constante que nous accordons audit ordre de Malte , & la confiance que nous avons en son administration , nous portent d'autant plus volontiers à le confirmer dans ces privilèges , & à nous reposer sur lui du soin de pourvoir à la subsistance de ses curés , qu'il nous paroît entrer dans nos vues sur l'augmentation du revenu dont les curés de notre royaume ont besoin. A ces causes , & autres à ce nous mouvans , de l'avis de notre conseil & de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale , dérogeant à notre édit du mois de mai 1768 , en ce qui concerne l'ordre de Malte ; voulons & ordonnons que les curés dépendans

L'ordre de Malte jouit , par rapport au patronage , des privilèges des patrons ecclésiastiques , & des patrons laïques. Il a , comme les premiers , six mois pour présenter , & les bénéfices de l'ordre ne peuvent être résignés ni permutés sans le consentement des commandeurs , comme cela s'observe à l'égard des patrons laïques.

Cet ordre a toujours prétendu qu'il devoit être affranchi en France des prescriptions ordinaires , & même de la prescription centenaire. Il fonde cette exemption sur différentes bulles des papes , & sur des lettres-patentes accordées par nos rois. Il invoque aussi en sa faveur la maxime , suivant laquelle la prescription ne court point contre les absens du royaume pour la cause publique : il dit que les commandeurs ne sont que des usufruitiers ; que l'ordre est le vrai propriétaire , & que le chef-lieu n'est pas en France : mais ce prétendu privilège d'imprescriptibilité ne s'étend point jusqu'aux droits casuels & jusqu'aux revenus des commanderies.

Un arrêt du grand conseil du 29 janvier 1725 , n'a condamné à payer que vingt-neuf années d'arrérage d'une rente qui étoit demandée depuis près de deux siècles.

La juridiction de l'ordre s'exerce par trois tri-

dudit ordre soient & demeurent exceptés dudit édit , lequel sera comme non venu à leur égard , sauf aux prieurs , baillis , commandeurs & chapitres dudit ordre , à augmenter les portions congrues des curés des commanderies dans une proportion convenable , sans néanmoins qu'elles puissent être fixées au dessous de la somme de 350 livres pour chaque cure , exempte de toutes charges. Si donnons en mandement , &c.

bunaux , qui font , le conseil ordinaire , le conseil complet , dont nous avons fait mention , & le chapitre général. On appelle du conseil ordinaire au conseil complet , & de ce conseil au chapitre général : mais comme il n'est plus d'usage d'en tenir , on porte l'appel du conseil complet au pape , que les statuts qualifient de premier supérieur de l'ordre. Ces privilèges sont une exception à la maxime générale reçue en France , suivant laquelle les supérieurs d'ordre résidens en pays étrangers , ne peuvent exercer de juridiction sur les religieux françois , ni ceux-ci être cités hors du royaume.

L'ordre possède dans ce royaume des biens considérables , sur-tout depuis la destruction des templiers , dont les dépouilles ont été données à l'ordre de Malte , par un décret du concile de Vienne , & il en a été mis en possession par arrêt du parlement en 1312.

On a demandé si le roi peut , en exécution du concordat , nommer aux bénéfices de l'ordre ? Cette question fut agitée en 1595 , à l'occasion du grand prieuré d'Aquitaine. Le roi , après avoir examiné l'affaire en son conseil , jugea , par arrêt du 30 janvier 1595 , que ce grand prieuré n'étoit point en sa nomination , & ordonna que le chevalier nommé par l'ordre y seroit maintenu.

On rapporte des lettres - patentes du roi Henri IV , qui contiennent les mêmes dispositions.

D'autres lettres-patentes , en forme d'édit , du mois de juin 1765 , ont ordonné que les habitans des îles qui étoient sous la domination de l'ordre de Malte seroient tenus pour régnicoles en France ; qu'ils pourroient s'y établir , & y

acquérir des biens , tant meubles qu'immeubles , & en disposer , tant entre vifs que par testament (*).

(*) *Voici ces lettres-patentes :*

Louis , &c. Salut : Les rois nos prédécesseurs ont témoigné à la religion de saint Jean de Jérusalem , par les privilèges qu'ils ont accordés , l'estime particulière & la bienveillance dont ils honoroient un ordre aussi recommandable par la dignité de son objet ; & n'étant pas moins disposés qu'eux à le favoriser , non seulement nous avons confirmé tous les anciens privilèges , mais nous nous proposons encore de porter notre attention jusque sur la nation maltoise , qui , depuis que ladite religion de saint Jean de Jérusalem a fixé son siège dans l'île de Malte , n'a cessé , à l'exemple de cet ordre son souverain , de donner des preuves de son attachement à notre service & au bien du commerce de ce royaume , les maltois s'étant toujours empressés de servir non seulement sur les vaisseaux marchands françois , mais plus particulièrement encore sur nos vaisseaux de guerre , en qualité de soldats & matelots : & comme ils nous ont fait représenter très-humblement que ledit ordre de saint Jean de Jérusalem , composé de la noblesse la plus généreuse des divers états de l'europe , se trouve réuni à Malte pour n'y former qu'un corps de religion militaire ; qu'il n'entre dans aucune guerre entre les princes chrétiens , & qu'il est uniquement occupé de porter les armes pour l'utilité de la chrétienté ; qu'il est dévoué à la défense de la foi , & combat journellement , soit pour tirer les chrétiens de l'esclavage dans lequel ils gémissent chez les infidèles , soit pour les empêcher d'y tomber ; les membres de ce corps de religion militaire ne sont censés étrangers dans aucuns états chrétiens ; & dans quelque lieu qu'ils décèdent , l'ordre , successeur à leur pécule , le recueille sans éprouver des difficultés de la part des états respectifs. Considérant d'ailleurs que nos sujets jouissent à Malte des mêmes droits que les naturels maltois , qu'ils peuvent s'y établir , commercer , disposer de leurs biens par donation entre vifs , testament , codicille ou par tel autre acte que bon leur semble , en faveur de leurs parens & autres , en quelque pays qu'ils habitent , sans que leurs

L'ordre de Malte à ses causes commises au grand conseil ; mais les lettres-patentes qui con-

héritiers & successeurs aient jamais été inquiétés ; il nous a paru qu'il étoit de notre justice de faire jouir les Maltois, dans notre royaume, des mêmes droits, immunités & prérogatives dont nos sujets jouissent dans les îles de la religion, & de récompenser par-là les services que les maltois nous rendent. A ces causes, voulant donner à notre très-cher cousin le grand maître de l'ordre de saint Jean de Jérusalem, des témoignages de notre affection, & à ses sujets des preuves de notre satisfaction du zèle qu'ils ont toujours montré pour notre service, tant par terre que par mer, & pour les avantages du commerce du royaume, de l'avis de notre conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, statué & ordonné ; disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît, que les sujets de ladite religion de saint Jean de Jérusalem, de quelque qualité & condition qu'ils soient, nés & à naître dans lesdites îles, soient tenus pour régnicoles dans notre royaume ; voulons qu'ils puissent s'y établir, y faire acquisition de biens meubles & immeubles, rentes sur l'hôtel de notre bonne ville de Paris, ainsi que sur des corps, communautés & particuliers, desquels biens & effets ils pourront disposer, tant entre vifs, que par testament, codicille & tout autre acte de dernière volonté, en faveur de leurs enfans, parens & autres nés dans lesdites îles & qui y feront leur demeure, tout ainsi & de la même manière que nos sujets ont droit de le faire, en se conformant cependant aux loix & coutumes des lieux de leur domicile, ou à celle qui se trouveront régir les lieux où les biens immeubles seront situés, ainsi qu'il en a été usé jusqu'à présent dans lesdites îles à l'égard de nos sujets : renonçant, tant pour nous que pour nos successeurs, en faveur desdits sujets de ladite religion, à tous droits d'aubaine, de déshérence, & à tous autres à nous appartenans sur la succession des étrangers qui décèdent dans notre royaume ; défendons aux officiers de nos domaines de prétendre lesdits droits sur les successions desdits sujets de la religion de Malte ; voulons que, pour raison d'icelle, il soit fait délivrance par nos officiers civils,

rienement

tiennent ce privilège , portent , que l'attribution ou évocation au grand conseil n'aura lieu que dans les affaires concernant les exemptions , immunités & privilèges de l'ordre , les affaires générales , & les droits & biens qui lui appartiennent. L'évocation , ainsi qu'il est porté par ces lettres-patentes , n'a pas lieu pour les causes ou procès que les particuliers commandeurs peuvent avoir , soit pour la perception des droits attachés à leurs commanderies , soit pour ce qui regarde la possession & la propriété des terres , cens & revenus qui en dépendent.

MALVERSATION. Ce mot se dit de toute faute grave & punissable , commise dans l'exercice d'une charge , d'une commission , comme corruption , exaction , concussion , larcin.

Les Malversations que peuvent commettre les magistrats & les autres officiers dans les fonctions de leurs charges , ont lieu toutes les fois que , par des motifs d'intérêt , de haine , de vengeance , &c. ,

aux parens , légataires , héritiers , testamentaires ou *ab intestat* , des défunts nés dans les îles de Malte , du Gore , du Cumin & de Cuminot , & qui habiteront lesdites îles , de la même manière que s'ils étoient établis dans notre royaume , attendu que réciproquement nos sujets continueront de recueillir dans lesdites îles les successions tant en meubles qu'immeubles qui leur écherront ; à la charge par lesdits sujets de ladite religion de ne s'entremettre pour aucun étranger , & de ne pouvoir porter les armes , tant par mer que par terre , pour le service d'aucune puissance contre laquelle nous pourrions être en guerre , pour le présent ou pour l'avenir , à peine contre les contrevenans d'être privés , par le seul fait , du bénéfice des présentes. Si donnons en mandement , &c.

ils font quelque injustice ou empêchent des choses justes. Ainsi , les Malversations sont plus ou moins graves , & peuvent se multiplier à l'infini.

Il y a , par exemple , Malversation de la part d'un juge , lorsqu'il rend un jugement inique , soit pour absoudre , soit pour condamner quelqu'un.

Lorsqu'il fait emprisonner un innocent , ou qu'il élargit un coupable.

Lorsqu'il engage un témoin à porter un faux témoignage contre un accusé.

Lorsqu'il refuse de rendre la justice & de juger un procès qui est en état.

Lorsqu'il reçoit de l'argent ou quelque présent , soit pour donner à une partie un rapporteur ou un arbitre à son gré , soit pour accélérer le jugement d'une affaire , ou même pour empêcher une chose injuste.

Lorsqu'il usurpe une juridiction qu'il n'a pas.

Les peines auxquelles les juges qui commettent des Malversations peuvent être condamnés , sont l'amende , l'interdiction , la privation d'office , & même le dernier supplice , selon la nature du crime & les circonstances.

Mézerai rapporte un arrêt de l'année 1320 , par lequel Henri Capperel , prévôt de Paris , fut condamné au dernier supplice , pour avoir fait pendre un pauvre qui étoit innocent , à la place d'un riche qui avoit été condamné à mort.

Papon rapporte un autre arrêt du 20 juin 1528 , par lequel le parlement de Paris condamna Pierre Ledet , conseiller , pour Malversation commise dans les fonctions de son office , à faire amende

honorable dans la cour du palais , & le déclara incapable de posséder à l'avenir aucun office.

La Rocheffavin rapporte un autre arrêt du 12 août 1560 , par lequel le juge de Milhau , qui s'étoit fait donner les biens d'un prisonnier pour l'élargir , fut condamné à les rendre , avec restitution de fruits , & à 300 livres d'amende.

Les peines établies contre les juges qui prévariquent dans leurs fonctions , doivent aussi être appliquées à ceux qui sont les complices de leurs Malversations , tels que les secrétaires , les greffiers , les entremetteurs , &c.

Ainsi , ceux qui corrompent un juge pour lui faire commettre quelque Malversation , doivent être punis de la même peine que le juge qu'ils ont corrompu , c'est-à-dire , d'une peine proportionnée à la qualité du fait & des circonstances.

Duluc rapporte qu'un sollicitateur de procès ayant mis deux écus dans une requête présentée à un conseiller , afin de se le rendre favorable , fut condamné par arrêt du parlement de Paris , du 3 juin 1494 , à faire amende honorable dans l'église de Notre-Dame.

Les avocats , les procureurs , les sollicitateurs de procès , les secrétaires , & autres qui prennent de l'argent d'une partie pour lui procurer un succès favorable , sous prétexte qu'ils ont la confiance du juge , doivent être punis de cette Malversation , comme ceux qui donnent de l'argent pour corrompre un juge. Il faut en dire autant de ceux qui font passer des promesses à leur profit , par les mêmes motifs & dans les mêmes vues.

Maynard rapporte à ce sujet , qu'un nommé Chanut , procureur au parlement de Toulouse , promit à un ecclésiastique , son client , de lui faire gagner son procès , s'il vouloir s'obliger à payer une certaine somme , dont une partie seroit délivrée au rapporteur du procès & au président : le client ayant accepté la proposition , le président & le rapporteur , qui en furent informés , rendirent au parlement une plainte , en conséquence de laquelle Chanut & l'ecclésiastique furent condamnés à faire amende honorable.

Les arbitres choisis par les parties qui se rendent coupables de Malversation , soit en se laissant corrompre par argent , soit en jugeant par faveur , par haine , &c. , doivent être punis des mêmes peines que les juges qui commettent de pareils délits.

Les avocats & les procureurs sont coupables de Malversation , lorsque , par dol ou par fraude , ils engagent leurs parties dans des procès injustes , ou qu'ils trahissent la cause de leur client , pour favoriser celle de la partie adverse ; ou qu'ils laissent condamner leurs parties sans les défendre , ou enfin qu'ils révèlent les secrets qu'elles leur ont confiés.

Les peines qui doivent être prononcées contre cette espèce de délit , sont la privation d'office contre celui qui a malversé , & l'incapacité d'exercer aucune fonction publique à l'avenir : on doit en outre le condamner aux dommages & intérêts de la partie lésée , & quelquefois au bannissement ou à une autre peine plus considérable encore , selon la qualité du fait & des circonstances.

Les huissiers ou sergens se rendent coupables

de Malversation , lorsque , de leur autorité privée & sans décret ou ordonnance du juge , ils constituent quelqu'un prisonnier.

Lorsqu'ils laissent évader les personnes qu'ils étoient chargés d'emprisonner.

Lorsqu'ils s'emparent des meubles d'un accusé prisonnier , en les faisant transporter chez eux.

Lorsqu'ils commettent des excès & mauvais traitemens , en procédant aux saisies & exécutions.

Lorsqu'ils exigent des salaires illégitimes , ou qu'ils détournent les deniers qu'ils ont reçus des parties poursuivies , ou des ventes qu'ils ont faites.

Par arrêt du 15 juillet 1729 , le parlement de Paris a condamné un sous-brigadier de maréchaussée à cinq ans de galères , pour avoir , lors de la capture d'un particulier ; soustrait de sa bourse vingt-quatre louis d'or , sans en avoir fait mention dans son procès-verbal.

L'édit d'Amboise , du mois de janvier 1572 , prononce la peine de privation d'office & de punition corporelle , s'il échet , contre les huissiers ou sergens qui usent d'excès & de mauvais traitemens dans les exécutions ou emprisonnemens qu'ils font.

Boniface rapporte un arrêt du 29 mars 1642 , par lequel un sergent a été condamné à l'amende & déclaré incapable d'exercer son office , pour avoir outragé la partie qu'il exécutoit.

Et par un jugement rendu en la connétablie & maréchaussée de France le 26 juin 1742 , un cavalier de maréchaussée a été condamné à être pendu , pour avoir , sans aucune nécessité ,

tué d'un coup de mousqueton un prisonnier qu'il conduisoit.

Un arrêt de règlement, rendu aux grands jours de Poitiers le 14 décembre 1579, a défendu aux sergens, à peine de privation de leur état & de punition corporelle, de recevoir de l'argent de quelqu'un pour ne pas l'emprisonner, ou pour ne pas exécuter ses biens, ou pour ne pas l'établir gardien ou commissaire à une saisie.

La Rocheffavin rapporte un arrêt du 3 janvier 1567, par lequel le parlement de Toulouse a condamné à l'amende honorable & au bannissement trois sergens, qui, au lieu de constituer prisonnier un débiteur, selon la commission qui leur en avoit été donnée, avoient favorisé son évasion.

Le Prêtre rapporte un autre arrêt du 20 mars 1602, par lequel un sergent a été condamné à l'amende honorable & au bannissement, parce que, pour extorquer de l'argent des paysans, il les menaçoit de les établir commissaires.

Un autre arrêt du 15 février 1670, rapporté par Boniface, a confirmé une procédure extraordinaire faite contre un huissier qui, pour laisser évader un criminel qu'il conduisoit en prison, en avoit reçu une somme d'argent.

Par un autre arrêt du 31 juillet 1755, le nommé de Launoy, huissier à cheval, a été condamné à l'amende honorable & à neuf ans de galères, pour s'être adjudgé des meubles qu'il vendoit.

Plusieurs ordonnances, & particulièrement celles d'Orléans & de Blois, veulent que les huissiers ou sergens qui prennent pour leurs salaires des droits qui ne leur appartiennent pas, ou qui exigent au delà de ce qui leur appartient légitime-

mement, soient privés de leurs offices, & punis corporellement.

Les geoliers se rendent coupables de Malversation, lorsqu'ils usent d'excès ou de mauvais traitemens envers les prisonniers.

Lorsqu'ils abusent d'une femme prisonnière.

Lorsqu'ils favorisent l'évasion d'un prisonnier.

Lorsqu'ils mettent un prisonnier dans les cachots, ou qu'ils lui attachent les fers aux pieds sans un mandement signé du juge.

Lorsqu'ils délivrent des écrous à des personnes qui ne sont point actuellement en prison, & qu'ils font des écrous ou écrivent des décharges sur des feuilles volantes ou autrement que sur le registre cotté & paraphé par le juge.

Lorsque, sous prétexte de bienvenue, ils tirent d'un prisonnier de l'argent ou des vivres.

Lorsqu'ils souffrent qu'on parle aux prisonniers enfermés dans les cachots, & qu'on leur remettre des lettres ou billets sans la permission du juge.

Lorsqu'ils retiennent quelque chose sur les deniers consignés entre leurs mains, pour être remis aux créanciers des débiteurs emprisonnés.

Ces sortes de Malversations se punissent de peines pécuniaires ou corporelles, selon les circonstances & la qualité du délit.

Par exemple, si le prisonnier qui s'est évadé étoit détenu pour un crime capital, & que le geolier eût facilité l'évasion, il doit être puni du dernier supplice. C'est l'avis de plusieurs criminalistes, & c'est aussi une disposition de la constitution caroline.

Si le prisonnier évadé étoit détenu pour dettes, & qu'il y eût la moindre négligence de la part

du geolier, ce dernier seroit obligé de payer aux créanciers les sommes pour lesquelles le débiteur auroit été emprisonné ou recommandé. Et s'il avoit favorisé l'évasion, il seroit en outre condamné à une amende, ou à quelqu'autre peine, suivant les circonstances. C'est ce qui résulte de deux arrêts des 10 mai 1605 & 4 décembre 1629, rapportés par Bouvot & par Bardet.

Les Malversations commises par les officiers royaux dans les fonctions de leurs offices, sont des cas royaux dont la connoissance appartient aux baillis & aux sénéchaux.

Observez néanmoins que cette règle reçoit plusieurs exceptions. 1°. Les juges des bailliages, & même les avocats & les procureurs du roi ne peuvent être jugés qu'au parlement, pour raison des Malversations commises dans les fonctions de leurs offices.

2°. C'est aux cours des aides qu'appartient la connoissance des Malversations commises par les élus, les officiers des greniers à sel, les receveurs des tailles, les juges des traites, les maîtres des ports, & leurs lieutenans, quoique officiers royaux.

3°. Les maîtres particuliers & principaux officiers des eaux & forêts ne peuvent pareillement être poursuivis pour Malversations commises dans leurs fonctions, que pardevant leurs juges supérieurs.

4°. La connoissance des Malversations commises par les officiers inférieurs des eaux & forêts, des élections, des greniers à sel, des traites & des autres juridictions extraordinaires qui connoissent des droits du roi, appartient au tribunal dont dépendent les coupables.

Voyez *Mornac*, sur la loi 15, partie 1, ff. de judiciis ; *Prosper Farinacius*, praxis theoria criminalis ; *Julius Clarus*, practica criminalis ; les arrêts de *Papon*, & ceux de *Maynard* ; le journal des audiences ; les centuries de le Prêtre ; l'ordonnance d'Orléans, & celle de Blois ; *Lud. de Mayno*, in tractatu de homicidio ; d'Argentré, sur la coutume de Bretagne ; la *Rocheflavin*, en son traité des parlemens ; l'ordonnance de *Moulins* ; le traité de la justice criminelle de France ; l'ordonnance des eaux & forêts ; *Chorier*, en sa jurisprudence sur *Guypape* ; l'ordonnance d'avril 1667, & celle du mois d'août 1670 ; le recueil de *Boniface* ; l'édit d'*Amboise* du mois de janvier 1572, &c. Voyez aussi les articles AVOCAT, PROCUREUR, JUGE, PÉCULAT, CONCUSSION, FAUX, HUISSIER, &c.

MANBOUR, MANBOURNIE. On entend par *manbournie* toute espèce de puissance ou d'administration qu'un particulier a sur la personne ou sur les biens d'un autre, & par *Manbour*, celui qui jouit de cette puissance ou qui exerce cette administration.

Loisel, en ses institutions coutumières, livre 1, titre 4, dit que » bail, garde ; *Mainbour*, gouverneur, légitime administrateur & régentant » sont quasi tout un . . . & que les enfans sont » en la vourie & *mainbournie* de leurs pères ou » mères, soient francs ou serfs, majeurs ou » mineurs «.

C'est sur-tout dans les coutumes de Hainaut que sont employés les mots dont il s'agit, & ils y ont différentes significations.

1°. La puissance paternelle est souvent expri-

mée dans cette province par le terme de *Manbournie*. L'article 26 de la coutume de Valenciennes, porte, que » tous enfans, fils ou filles, » sont réputés agés quand ils ont 15 ans accomplis, pour pouvoir jouir de leurs biens, n'est » qu'ils soient en la subjection de leur père ou » mère ; que lors il les conviendrait préalable- » ment & judiciairement mettre hors ladite » *manbournie* & subjection «.

2°. Le mot *Manbour* est souvent synonyme avec *tuteur* ; témoin l'article 25 de la coutume que nous venons de citer : » Les prévôt, jurés » & échevins (de Valenciennes) sont les supérieurs *Manbours* des mineurs dans notredite ville, » & pourront les tuteurs *Manbours* d'iceux mineurs, bailler à rente & par recours les héritages d'iceux enfans pour leur plus grand & » évident profit, du consentement & par l'avis » desdits de la loi, &c. «

3°. Les peuples du Hainaut ont considéré la femme sous la puissance de son mari, comme un être faible, purement passif, incapable de défendre ses droits & de veiller à ses intérêts : de là est venu l'usage de lui donner des *Manbours* en la mariant : ce sont pour elle des espèces de tuteurs dont la nomination se fait par le contrat de mariage : cette nomination n'est pourtant pas d'une nécessité absolue ; elle ne sert que de précaution pour mettre la femme à l'abri de toutes les surprises qu'elle auroit à craindre de la part de son mari. C'est ce que prouve l'article 10 du chapitre 29 des chartres générales, conçu en ces termes : » Combien que » *Manbours* soient dénommés par le traité de » mariage ou non, néanmoins pour l'adhérence » du douaire & ascène, la femme pourra prendre

» & choisir autres personnes pour Manbours , &
 » tels que bon lui semblera , afin d'être adhérités
 » avec elle «.

Il y a cependant un cas où les Manbours sont nécessaires à la femme ; c'est lorsqu'il s'agit , dans la coutume de Valenciennes , d'accepter une donation entre vifs que lui fait son mari d'un héritage ou d'une rente tenue en main-ferme. L'article 16 de cette loi municipale porte , que » le mari » ne peut donner à sa femme d'entre vifs aucun » héritage ou rente réputée immeuble , n'est qu'il » le fasse aux Manbours d'icelle pour elle , lesquels seront à ce dénommés & commis en fait » faut ledit don autrement tel don est » nul «.

L'article 26 du chapitre 30 des chartres générales nous donne un exemple du pouvoir des Manbours dont il s'agit. » Un Manbour de femme » douée sera recevable de faire plainte pour avoir » record du douaire d'icelle «. Cette disposition sera expliquée à l'article RECORD DE LOI.

Lorsqu'une femme a besoin d'un Manbour , & qu'on ne lui en a point donné par son contrat de mariage , ou que ceux qu'on lui a donnés sont morts ou refusent d'accepter sa manbournie , il faut lui en faire nommer un d'office par le juge royal de son domicile. C'est ce qui résulte de l'article 11 du chapitre 29 des chartres générales. » Et s'il n'y avoit Manbours dénommés par le » traité de mariage , ou qu'ils fussent trépassés , » ou ne le voulussent accepter , la remontrance » s'en pourra faire en notredite cour , afin d'avoir » Manbour subrogé comme par icelle cour «.

4°. On a vu aux articles DÉSHERITANCE & CONDITIONNER UN HÉRITAGE , que pour inter-

vertir l'ordre des successions immobilières , tel qu'il est prescrit par les chartres générales & par la coutume du chef-lieu de Mons , il faut régulièrement que le propriétaire se déshérite des biens qu'il a en vue entre les mains des juges fonciers du lieu où ils sont situés. Faut-il pour la validité de ces sortes de déshéritances , qu'elles soient suivies de la dénomination & de l'adhérence d'un Manbour ? Cette question n'en est point une pour les biens régis par les chartres générales ; on tient constamment que la seule dessaisine du propriétaire suffit pour valider la disposition qu'il en a faite ; mais la chose n'est pas aussi claire pour les main-fermes situées dans le chef-lieu de Mons. Quelques-uns pensent qu'il ne faut ni dénomination , ni adhérence de Manbour dans les dispositions que l'on en fait ; ils se fondent d'abord sur ce qu'il n'y a dans la coutume décrétée de cette partie du Hainaut , aucun texte qui prescrit cette formalité : ils ajoutent , qu'un Manbour est , par rapport aux immeubles , ce qu'est un exécuteur-testamentaire pour les meubles ; qu'un testament ne laisse pas d'être valable , quoiqu'il ne contienne pas de nomination d'un exécuteur-testamentaire ; qu'il en doit donc être de même des déshéritances ou actes de *condition* ; qu'autrement il faudroit attribuer à la mort du Manbour , arrivée avant celle du disposant , l'effet d'anéantir la disposition , en la faisant tomber en caducité ; ce qui rendroit souvent illusoire la faculté de *conditionner* ; qu'enfin , Dumées en sa jurisprudence du Hainaut françois , page 112 , nous donne une formule de *condition* , dans laquelle il n'est point du tout parlé de Manbour.

Ces raisons ne manquent pas de solidité ; ce-

pendant l'opinion contraire a prévalu , & l'usage l'a consacrée. Dans le principe , on distinguoit les *conditions* qui se faisoient uniquement pour conserver le pouvoir de disposer en tout état , d'avec celles qui tendoient directement à intervertir l'ordre des successions légales : on a toujours tenu qu'il falloit dénomination & adhéritance de Mambour dans les premières ; mais on pensoit , à l'égard des secondes , que cette formalité n'étoit pas nécessaire , ou du moins qu'elle n'étoit requise que pour le cas où le disposant seroit devenu incapable par un changement d'état : & sur ce fondement , il a été jugé par arrêt du souverain chef-lieu de Mons , du 13 février 1671 , que la *condition* faite par un prêtre au profit de ses neveux & nièces , d'un bien qu'il acquéroit , devoit être exécutée , quoiqu'elle ne contînt point de dénomination ni d'adhéritance de Manbour. Les prêtres ne peuvent point changer d'état , en prenant ce mot dans le sens que lui attribue la coutume ; c'est-à-dire , passer du célibat au mariage , ou du mariage à la viduité.

Dans la suite on a été plus loin ; un arrêt du conseil souverain de Mons du 11 juillet 1678 , a jugé en faveur de Denis Jacquis , contre Michel Machelart & consorts , qu'une condition faite pour déroger à l'ordre des successions *ab intestat* , étoit nulle , faute de nomination & d'adhéritance de Manbour.

Le chef-lieu de Mons a pareillement décidé , le 23 octobre 1708 , que l'omission de cette formalité avoit vicié la *condition* faite par Cornille Raulso au profit de Marie-Jeanne le Febvre , quoique le conditionnant n'eût point changé d'état dans l'intervalle de l'acte au moment de sa mort.

On verra dans un instant que le parlement de Flandres s'est conformé à cette jurisprudence, & qu'il en a fait la base d'un arrêt du 13 août 1779.

On a demandé si l'on doit présumer l'adhérence du Manbour, lorsqu'il est seulement énoncé dans l'acte de *condition*, que le disposant s'est déshérité & qu'il a requis les juges d'adhérer un tel en qualité de Manbour. L'affirmative a été prononcée par trois arrêts du conseil souverain de Mons : le premier est du mois de janvier 1708 ; il a été rendu entre Claude de Bertignies & Pierre Bernage. Le second est intervenu en janvier 1711, entre la veuve Vandergorcht & le baron de Poderlé. On a remarqué que le rapporteur, M. Bernard, étoit d'un avis contraire. Le troisième a été rendu au rapport de M. le Roy, le 15 mars 1776, entre Me Coffée, avocat, & les exécuteurs-testamentaires de la veuve Briquet.

Mais cette jurisprudence étoit trop opposée aux principes, pour subsister longtemps. Dès le 6 septembre 1703, le conseil de Mons lui-même l'a condamnée par un arrêt porté en faveur de Marguerite & de Marie-Thérèse Notté, contre Gillart-François Notté ; & il a montré depuis en plusieurs occasions, qu'il l'avoit entièrement abandonnée (*). Le souverain chef-lieu a fait plus ; le 23 janvier 1766, il a adressé à tous les échevinages de son ressort un arrêt en forme de règlement, dont voici le dispositif.

« Chers & bien-aimés, étant venu à notre

(*) Voyez l'article *Devoirs de loi*, t. 18, p. 550.

» connoissance , par différentes procédures portées
 » à ce siège pour en recevoir charge de juger ,
 » qu'on se relâchoit de l'ancien usage , se con-
 » tentant en plusieurs endroits, dans l'opération
 » des *conditions* , d'insérer que le déshéritant
 » avoit requis qu'un tel soit adhérité Manbour ,
 » sans exprimer qu'il l'a été ; d'où il résulte grand
 » nombre de procédures pour lesquelles il faut
 » souvent en venir à la voie de record pour éta-
 » blir ce fait : pour prévenir ces inconvéniens ,
 » nous vous faisons cette , pour vous avertir d'être
 » soigneux , pour que , dans chaque embrevure ,
 » l'adhéritance de Manbour soit exprimée , à peine
 » qu'on ne la présuamera pas effectuée ; à quel
 » effet vous ferez déposer la présente à vos res-
 » pectifs greffes pour la direction des greffiers en
 » cette partie « .

Voici l'espèce d'un arrêt du parlement de
 Flandres , qui a adopté formellement cette dé-
 cision. Le 14 janvier 1727, le nommé Larmoyeux,
 demeurant à Salignies , village du chef-lieu de
 Mons , *ayant femme première & enfans d'elle* ,
 rapporta entre les mains de la *loi* du lieu un
 héritage dont il étoit propriétaire libre , à l'effet
 d'en pouvoir disposer en tout état , & au cas qu'il
 n'en fît rien , d'assurer à sa femme , dans l'hy-
 pothèse qu'elle le survécût , le droit d'en jouir
 toute sa vie & d'en disposer à son gré. Larmoyeux
 mourut le premier ; sa veuve se remaria à Daniel
 Bourtau , après avoir passé , le 10 novembre
 1728 , un acte de *condition* , par lequel elle se
 réservoir à elle & à son futur époux l'usufruit
 de tous les biens qu'elle possédoit alors , & or-
 donnoit que les enfans à naître du second ma-
 riage projeté y prendroient une part égale à celle

des enfans du premier lit. Il n'étoit pas fait mention dans ce dernier acte que le Manbour nommé par la mère eût été adhérité : cette omission déterminait les enfans des premières noces à en demander la nullité , afin d'exclure leurs frères utérins du partage dans les biens conditionnés. Ceux-ci répondoient que la coutume du chef-lieu de Mons n'a aucune disposition qui règle la forme dans laquelle les *conditions* doivent être rédigées , qu'ainsi on ne peut pas dire que l'énonciation de l'adhéritance du Manbour y soit requise à peine de nullité ; qu'il suffisoit d'ailleurs de jeter les yeux sur l'acte dont il s'agissoit , pour se convaincre que l'adhéritance avoit été effectuée , puisqu'il y étoit dit que la veuve Larmoyeux s'étoit déshéritée & avoit présenté un tel pour Manbour , avec requisition de l'adhériter ; que le pouvoir des gens de loi est en cette matière absolument passif ; qu'ils ne peuvent jamais refuser l'adhéritance qu'on leur demande ; que par conséquent on doit la présumer accordée , lorsqu'il est prouvé qu'elle a été demandée ; que d'ailleurs le Manbour nommé par la veuve Larmoyeux avoit signé l'acte , & qu'après tout il ne falloit ni d'adhéritance ni même de nomination de Manbour pour faire valoir un acte de condition.

Sur ces raisons , il intervint sentence au bailliage seigneurial de Salignies , par laquelle les enfans du premier lit furent déboutés de leur demande , & ceux du second admis au partage des immeubles conditionnés. Mais la cause ayant été portée par appel au parlement de Flandres , la sentence a été infirmée de toutes voix , moins une , & l'acte dont il s'agissoit déclaré nul avec dépens.

dépens. L'arrêt a été rendu le 13 août 1779, au rapport de M. Vanrode, en la seconde chambre.

Le défendeur des intimés citoit à l'appui de la sentence un arrêt dont il est bon de faire connoître l'espèce. Le nommé Lallemant, se trouvant sans enfans, avoit fait, du consentement de ses héritiers présomptifs, une *condition* par laquelle il accordoit à sa femme, en cas de survie, la faculté de disposer à son gré d'une rente qui lui étoit propre ; l'acte ne portoit point que le Manbour eût été adhérité. La femme devenue veuve se remaria avec le nommé Plouvier, & avant la célébration elle fit, en vertu du pouvoir que lui en avoit donné son premier mari, une *condition* portant que son futur époux jouiroit de la rente par usufruit, & que le partage s'en feroit également après son décès entre tous les enfans à naître de son mariage. Les héritiers collatéraux de Lallemant la laissèrent jouir toute sa vie de la rente, mais à sa mort, ils la réclamèrent, sur le fondement du défaut d'adhérence dans la condition faite par leur auteur. Les enfans Plouvier répondirent également que l'adhérence devoit être présumée, mais ils ajoutèrent (comme le prouve l'extrait du rapporteur, qui a été mis sous les yeux de la cour le 13 août 1779), que le bien revendiqué sur eux leur étoit acquis à titre de prescription. Ce moyen a fait débouter les héritiers Lallemant. L'arrêt est du mois de mai 1763, il confirme une sentence du bailliage du Quesnoy.

Voyez les articles LOER, EMBREF, DEVOIRS

DE LOI, DESHÉRITANCE, CONDITIONNER, MONS;
HAINAUT, &c.

(*Article de M. MERLIN, avocat au parlement de Flandres*).

MANDAT. C'est une convention par laquelle quelqu'un se charge de faire quelque chose pour une autre personne.

Celui qui donne la chose à faire se nomme *mandant* ; & celui qui s'en charge , *mandataire*.

Le Mandat est de la classe *des contrats du droit des gens* ; il n'est assujetti à aucune forme ni à aucune règle qui lui soient particulières. Il est aussi du nombre des contrats de bienfaisance , & se fait ordinairement pour le seul intérêt du mandant : c'est d'ailleurs un contrat synallagmatique qui produit des obligations réciproques. Le mandataire doit rendre compte au mandant , & celui-ci doit indemniser celui-là.

Pour qu'une affaire puisse être le sujet du contrat de Mandat , il faut qu'elle ne soit opposée ni aux loix ni aux bonnes mœurs : d'où il suit , que si je m'étois chargé d'acheter pour vous du tabac de contrebande , le Mandat seroit nul , comme contraire aux loix , & ne produiroit aucune obligation.

Il faut aussi pour la validité du Mandat , que l'affaire soit de nature que le mandant puisse être censé la faire lui-même par le ministère de son mandataire. C'est pourquoi , si je vous mandois d'emprunter de mon receveur mille écus qui m'appartinssent , & qu'il vous les comptât , il est clair que ce seroit un prêt que je vous ferois , & qu'en cela il n'y auroit aucun contrat de Mandat , attendu qu'il s'agiroit d'une affaire que

je ne pourrois être censé faire par moi-même , puisque personne ne peut emprunter ses propres deniers.

Il faut encore pour la validité du Mandat , que l'affaire qui en est l'objet soit telle qu'on puisse supposer que le mandataire peut la faire. Ainsi , dans le cas où un colonel auroit donné commission à un conseiller au parlement d'aller commander son régiment , & que ce conseiller eût accepté la commission , le Mandat n'en seroit pas moins nul , parce qu'il s'agiroit d'une chose que le mandataire ne pourroit pas faire.

Il est de l'essence du Mandat que le mandant ait l'intention de charger à ses propres risques le mandataire de l'affaire qui est le sujet du Mandat , & que le mandataire ait de son côté la volonté de s'obliger à exécuter la commission. C'est cette volonté réciproque du mandant & du mandataire qui constitue le Mandat , & c'est aussi ce qui le fait différer de la simple recommandation , qui ne produit aucune obligation.

Ainsi , lorsque je vous ai écrit à Paris que ma femme iroit y passer l'hiver , & que je vous la recommandois pendant son séjour dans la capitale , ma lettre ne contenant qu'une simple recommandation , nous n'avons contracté l'un envers l'autre aucune obligation : c'est pourquoi vous ne seriez nullement fondé à me répéter la dépense que vous avez faite pour procurer de l'agrément à ma femme en conséquence de ma recommandation.

Mais si je vous avois prié de fournir à ma femme les deniers qu'elle vous demanderoit durant son séjour , ma lettre eût été un Mandat par lequel j'aurois contracté l'obligation de vous rembourser ce que vous auriez avancé.

C'est encore l'intention respective du mandant & du mandataire de s'obliger l'un envers l'autre, qui distingue le Mandat du conseil. Ce dernier, semblable à la recommandation, ne produit aucune obligation. D'où il suit, que pour connoître s'il est intervenu un Mandat entre les parties, ou s'il n'a été question que d'un simple conseil, il faut apprécier scrupuleusement les termes dans lesquels elles se sont expliquées.

Si, par exemple, je vous prie de prêter à mon parent cent louis que je n'ai pas pu lui prêter moi-même parce que je ne les avois pas, il est certain qu'il résulte de mon discours un Mandat, suivant lequel je dois être tenu de vous indemniser du prêt que vous aurez fait en conséquence : mais si je vous dis simplement qu'Alexandre mon ami, qui vous prie de lui prêter cent louis, est un homme solvable, & que vous pouvez l'obliger sans courir aucun risque, il ne résultera de ce discours qu'un conseil qui ne produira aucune obligation.

Observez néanmoins que si vous pouviez prouver que je savois que les affaires d'Alexandre étoient dérangées lorsque je vous ai conseillé de lui prêter les deniers qu'il demandoit, je serois tenu de vous rendre cette somme, à cause du dol que vous seriez en droit de m'imputer.

Il est de l'essence du contrat de Mandat qu'il soit gratuit, autrement ce seroit un contrat de louage.

Le Mandat n'étant assujetti à aucune forme particulière, il peut se faire verbalement : mais si la chose qui en fait l'objet excède la valeur de cent livres, & que l'une des parties disconviene du Mandat, l'autre partie ne peut pas

être admise à le prouver par témoins ; elle a seulement le droit d'obliger la partie qui en disconvient , à affirmer qu'il n'a point eu lieu.

Au reste , le contrat de Mandat se forme le plus souvent par un avis qu'on appelle *procuration* , & qui se fait sous signature privée ou pardevant notaires.

Quoique l'acceptation du Mandat soit un pur bienfait du mandataire envers le mandant , il en résulte néanmoins , aussi-tôt qu'elle a eu lieu , une obligation de la part du mandataire d'exécuter le Mandat , sous peine d'être tenu des dommages & intérêts qui pourroient résulter de l'inexécution.

Cette obligation est particulièrement fondée sur la règle générale qui ne permet pas de manquer aux promesses qu'on a faites. D'ailleurs , ce seroit blesser tout principe d'équité , si le mandataire pouvoit impunément induire en erreur le mandant , qui , s'il n'eût pas compté sur la fidélité du mandataire , auroit pris des mesures pour faire ses affaires lui-même , ou pour en charger un autre mandataire.

Il peut néanmoins , depuis le contrat , survenir différentes causes qui dispensent le mandataire de remplir l'obligation qu'il a contractée. Ces causes sont , 1°. le cas de maladie. On conçoit que quand le mandataire s'est chargé du Mandat , il a entendu ne s'en charger qu'autant que sa santé lui permettroit d'agir. Ainsi la maladie qui est survenue est un cas fortuit dont il ne doit pas être garant.

2°. Lorsque depuis le contrat il est survenu entre les parties une inimitié capitale , le mandataire est dispensé d'exécuter le Mandat. La raison

en est, que le service que le mandataire s'est obligé de rendre au mandant en acceptant le Mandat, étant par sa nature un acte d'amitié, l'inimitié survenue doit faire finir le Mandat, attendu qu'il n'est pas dans l'ordre qu'un ennemi puisse exiger de son ennemi un acte d'amitié.

Au reste, comme les loix ne parlent que d'une inimitié capitale, il faut en conclure qu'une dispute légère, un différend de peu de conséquence, qui se seroit élevé entre les parties depuis le Mandat, ne suffiroit pas pour décharger le mandataire de son obligation.

3°. Le dérangement des affaires du mandant, survenu depuis le contrat, est aussi un motif suffisant pour dispenser le mandataire d'exécuter un Mandat au sujet duquel il y a des deniers à avancer, à moins toutefois que le mandant n'offre de lui remettre ces deniers.

La raison de cette décision est fondée sur ce qu'il ne seroit pas juste que le mandataire fût exposé à perdre ses avances.

4°. Les différentes sortes d'empêchemens légitimes qui peuvent survenir depuis le contrat, sont pareillement des motifs suffisans pour dispenser le mandataire d'exécuter son obligation. Supposez, par exemple, qu'étant à Londres, où je m'étois proposé de séjourner six mois, je me sois chargé d'y faire pour vous une commission, & qu'un événement imprévu m'ait forcé de revenir en France avant que j'aie pu satisfaire à cette obligation; il est évident que mon retour est un empêchement qui doit me dispenser d'exécuter un Mandat qui exigeoit ma présence à Londres.

Observez au surplus que le mandataire ne doit être dispensé de son obligation qu'à la charge

d'avertir le mandant , afin que celui-ci prenne ses mesures pour faire exécuter le Mandat par quelqu'autre personne.

Si le mandataire vient à être informé d'une chose qui eût vraisemblablement empêché le Mandat si le mandant ne l'eût pas ignorée , le mandataire ne doit exécuter le Mandat qu'après avoir instruit de cette chose le mandant. Supposez , par exemple , que je vous aie chargé d'acheter pour 20 mille livres une maison que je croyois solidement bâtie , & que vous ayez remarqué que cette maison étoit sur le point de tomber en ruine , vous devez surseoir à l'exécution du Mandat jusqu'à la réponse que j'aurai faite aux observations que vous m'aurez communiquées à cet égard.

Quoique l'exécution du Mandat soit un service gratuit , le mandant peut exiger du mandataire tout le soin & toute l'intelligence qu'il faut pour remplir l'objet du Mandat : d'où il suit , que si le mandataire commet dans sa gestion quelque faute , il doit répondre du préjudice qu'elle aura fait au mandant.

Par exemple , je vous ai chargé de faire le recouvrement des deniers qui m'étoient dus à Lyon , & je vous ai en conséquence remis les titres constitutifs des créances : si vous avez laissé prescrire quelqu'une de ces créances , ou que vous ayez négligé de vous opposer au décret des biens qui m'étoient hypothéqués , vous serez responsable des pertes que vous m'aurez occasionnées par votre défaut de soin.

Tout ce qui est provenu de la gestion du mandataire doit être remis en entier au mandant.

Cependant lorsque le mandataire a reçu des sommes d'argent, il peut retenir sur ces sommes les deniers qu'il a déboursés pour sa gestion.

Et s'il s'agit d'un corps certain, tel, par exemple, qu'un carrosse que le mandataire a été chargé d'acheter pour le mandant, le mandataire peut le garder jusqu'à ce que les deniers qu'il a délivrés lui aient été remboursés par le mandant.

L'action à laquelle le contrat de Mandat donne ouverture en faveur du mandant, est appelée dans le droit romain *actio mandati directâ*, action directe. En exerçant cette action, le mandant conclut à ce que le mandataire, qui, sans cause légitime, n'a pas rempli la commission dont il s'étoit chargé soit condamné aux dommages & intérêts résultans de l'inexécution de son engagement; ou si le Mandat a été exécuté, à ce qu'il soit condamné à rendre compte de sa gestion.

Si plusieurs mandataires se sont chargés de l'affaire qui est le sujet du Mandat, le mandant peut intenter son action solidairement contre chacun d'eux. C'est ce qui résulte de la loi 60, par. 2. *D. mand.*

Suivant le droit romain, l'action *mandati directâ* étoit du nombre de celles que l'on appeloit *famosæ*, parce que la condamnation à laquelle elle donnoit lieu contre le mandataire qui avoit malversé dans sa gestion, ou qui refusoit de rendre compte, lui faisoit encourir de plein droit l'infamie : mais cette jurisprudence n'a point été adoptée parmi nous.

L'action qui résulte du contrat de Mandat en faveur du mandataire, est appelée *actio Mandati contraria*, action contraire. Elle tend à ce que le mandataire soit remboursé des dépenses qu'il

faites, & qu'il soit déchargé des obligations qu'il a contractées pour l'exécution du Mandat.

Le mandataire est le plus souvent fondé à exercer son action contre le mandant aussi-tôt qu'il a déboursé des deniers ou qu'il a contracté des obligations pour l'exécution du Mandat.

Observez néanmoins que si le principal objet du Mandat étoit que le mandataire se cautionnât pour le mandant, il ne pourroit régulièrement exercer l'action *Mandati contraria*, qu'après avoir payé, ou que le créancier auroit dirigé des poursuites contre lui pour cet effet.

Ce seroit en vain que, pour se défendre de l'action *Mandati contraria*, le mandant offrirait d'abandonner au mandataire tout le produit de l'affaire qui a fait l'objet du Mandat : de telles offres devroient être rejetées, conformément à la loi 12, par. 9, D. mand.

On a agité la question de savoir si, lorsque la procuration a été passée par acte devant notaires, le mandataire a hypothèque sur les biens du mandant, du jour de la date de la procuration, ou seulement du jour que le mandataire a commencé sa gestion ?

M. Pothier pense que l'hypothèque du mandataire n'a lieu que du jour qu'il a commencé sa gestion : mais nous croyons cette opinion mal fondée, & que l'hypothèque du mandataire doit remonter à la date de la procuration ; autrement ce seroit ouvrir une porte à la fraude, comme on va le voir dans l'hypothèse suivante :

Supposons que, tandis que je suis à Paris, vous passiez à Lyon une procuration authentique par laquelle vous me chargez d'emprunter pour vous une somme de dix mille francs : dans l'inter-

valle qui s'écoule depuis la procuration jusqu'à l'emprunt, vous vendez les immeubles que vous possédiez, & vous en percevez le prix. Cependant je ne me suis déterminé à exécuter le Mandat qu'à cause que je savois qu'au moment de la procuration vous possédiez des immeubles en suffisance pour assurer mon indemnité : il est donc clair que si mon hypothèque ne remontoit pas à la date de votre procuration, j'aurois été induit en erreur, & vous recueilleriez le fruit de la fraude que vous auriez pratiquée ; ce qui ne doit pas être : d'ailleurs vous avez déclaré par votre procuration, que vous hypothéquiez vos immeubles à l'emprunt projeté, & cette déclaration ne doit pas être illusoire, comme elle le feroit si elle ne produisoit pas son effet à compter du jour qu'elle a été faite.

Pour que le mandant soit dans l'obligation d'indemniser le mandataire de sa gestion, il faut que celui-ci se soit exactement renfermé dans les bornes du Mandat : c'est ce qui résulte de la loi 5, *D. mand.*

Il importe par conséquent de savoir quand le Mandataire doit être réputé n'avoir point excédé les bornes du Mandat, & quand on doit décider qu'il les a excédées.

Il est évident que le mandataire doit être considéré comme s'étant renfermé dans les bornes du Mandat, non seulement lorsqu'il a fait la chose dont il a été chargé aux conditions prescrites par le Mandat, mais encore lorsqu'il l'a faite à des conditions meilleures.

Le mandataire est pareillemens censé n'être pas sorti des bornes du Mandat, lorsqu'il a fait la chose sans que le mandant lui ait prescrit au-

cune condition dont il se soit écarté. Ainsi, dans le cas où je vous chargerois d'acheter la maison de votre voisin, sans déterminer le prix que je voudrois y mettre, vous pourriez l'acquérir à quelque prix que ce fût, & je ne serois pas fondé à prétendre que vous êtes sorti des bornes du Mandat, à moins toutefois qu'il n'y eût une disproportion considérable entre le prix & la valeur réelle de la maison, attendu que la condition de ne pas excéder le juste prix est toujours sous-entendue dans le Mandat d'acheter.

Quand le mandataire a fait la chose portée par le Mandat, mais à des conditions plus onéreuses que celles qui lui ont été prescrites, il est clair qu'il ne s'est pas renfermé dans les bornes du Mandat : c'est pourquoi le mandant a la liberté d'accepter ou de rejeter ce qu'a fait le mandataire : s'il prend ce dernier parti, il se trouve déchargé de toute obligation envers le mandataire.

On demande si dans le cas où le mandataire a excédé dans l'achat d'une chose le prix fixé par le Mandat, il peut forcer le mandant à prendre cette chose, en offrant de perdre ce qu'elle a coûté au delà de ce prix ? L'équité veut que le mandataire soit admis à faire ces offres, attendu qu'elles ne font aucun préjudice au mandant.

Par la même raison, si je vous ai chargé de vendre ma maison pour douze mille livres, & que vous l'ayez laissée pour dix mille livres, vous pourrez m'obliger à tenir le marché, en m'offrant les deux mille livres qui manquent au prix fixé par le Mandat.

Lorsque le mandataire a fait une autre affaire que celle qui étoit portée par le Mandat, il est évident qu'il est sorti des bornes du Mandat,

& que le mandant ne peut être obligé, qu'autant qu'il aura jugé à propos de ratifier ce qui aura été fait par le mandataire.

Cette décision doit avoir lieu dans le cas même où l'affaire faite par le mandataire seroit plus avantageuse au mandant que celle qui est portée par le Mandat. Supposez, par exemple, que vous m'avez chargé d'acheter la maison d'Alexandre pour douze mille livres, & que j'aie acheté pour dix mille livres la maison voisine, qui est plus belle & mieux bâtie, vous n'êtes pas obligé d'accepter le marché, parce que j'ai fait une chose différente de celle dont vous m'aviez chargé.

Quand la chose énoncée au Mandat peut se faire également de plusieurs manières différentes, le mandataire n'est pas censé être sorti des bornes qui lui étoient prescrites, quoiqu'il ait fait la chose d'une manière différente de celle qu'indiquoit le Mandat. C'est ainsi, par exemple, que si le créancier que vous m'avez chargé de payer me reçoit pour débiteur en votre lieu & place, j'aurai contre vous la même action que si j'avois fait un paiement réel. La raison en est, que votre objet a été d'éteindre la dette que vous aviez contractée envers votre créancier, & que vous n'avez nul intérêt à ce que cette extinction se soit faite par un paiement réel plutôt que par la substitution d'un autre débiteur à votre place.

Le mandataire n'est pas non plus censé être sorti des bornes qui lui étoient prescrites, lorsqu'il n'a exécuté le Mandat qu'en partie, à moins toutefois qu'il ne paroisse que l'intention du mandant a été que le Mandat fût exécuté en entier.

Par exemple, si vous m'avez chargé d'acheter

pour vous dix setiers de bled , & que je n'en aie acheté que cinq , vous serez obligé de m'indemniser pour la partie du Mandat que j'aurai exécutée. Mais si vous m'avez donné commission d'acheter une *telle maison avec le jardin qui en dépend* , & que je n'aie acheté que le jardin , vous serez fondé à désavouer l'achat que j'aurai fait en votre nom , parce que votre intention étoit de jouir de ces deux choses en même temps.

Si le mandataire a fait l'affaire énoncée au Mandat , & quelque chose au delà , il est censé avoir excédé les bornes qui lui étoient prescrites , mais seulement pour le surplus de ce que porte le Mandat ; & ce n'est que relativement à ce surplus que le mandant n'a point contracté d'obligation.

Le mandataire est censé avoir excédé les bornes qui lui étoient prescrites , lorsqu'il a fait faire par une autre personne la chose que le Mandat l'avoit chargé de faire lui-même.

Mais si le Mandat ne permet ni ne défend expressément au mandataire de faire faire la chose par un autre , est-il censé pouvoir se dispenser d'agir lui-même , en faisant agir quelqu'autre ? Il paroît que , pour décider cette question , il faut considérer la nature de l'affaire. Si elle est telle qu'elle ne doit être traitée que par un homme qui ait une certaine capacité ou de certaines connoissances , il est constant qu'il n'y a que celui que le mandant a désigné qui puisse la traiter valablement. Ainsi , dans le cas où j'aurois chargé un architecte de veiller à la construction d'une maison , il excéderoit les bornes du Mandat s'il commettoit ce soin à

une autre personne. Mais s'il s'agissoit d'une commission qui n'exigeât aucun talent, comme d'acheter des choses qui ont un prix fixe & connu, le mandant est censé avoir laissé au mandataire la liberté de faire exécuter le Mandat par telle personne qu'il jugeroit à propos.

Lorsque le mandataire est chargé d'agir conjointement avec une autre personne, & qu'il agit seul, il est censé excéder les bornes qui lui sont prescrites, & par conséquent il n'oblige pas le mandant.

Le Mandat peut se terminer de plusieurs manières : 1^o. Il finit par la mort du mandataire, attendu que la confiance que le mandant avoit dans la personne du défunt ne passe point aux héritiers.

Cependant si le mandataire avoit de son vivant commencé d'exécuter le Mandat, ses héritiers seroient tenus non seulement de rendre compte de ce qui auroit été fait, mais encore de terminer ce que le défunt auroit commencé, & le mandant seroit obligé de rembourser les frais faits tant par le mandataire que par ses héritiers. Par exemple, j'ai chargé Alexandre de m'acheter un carrosse à Paris, & de me l'envoyer à Lyon : si, après avoir acheté ce carrosse & avant de me l'avoir envoyé, Alexandre vient à mourir, ses héritiers seront tenus de me faire cet envoi, & je serai obligé de mon côté à leur rembourser tant les frais d'achat que ceux d'envoi.

2^o. La mort naturelle ou civile du mandant termine le Mandat, lorsqu'elle a lieu avant que le mandataire ait rempli sa commission.

Cependant si le mandataire ignorant la mort

du mandant , avoit exécuté de bonne foi le Mandat , les héritiers du défunt seroient tenus de rembourser au mandataire les frais, & de ratifier ce qu'il auroit fait.

Observez d'ailleurs , que s'il s'agissoit d'une affaire qui ne pût point être retardée sans un dommage évident , le mandataire qui s'en seroit chargé seroit obligé de la faire quand même il auroit été informé de la mort du mandant. Par exemple , si vous vous étiez chargé de faire la vengeance de votre ami , & que vous apprissez sa mort au moment même où les vendanges sont ouvertes dans le pays , & sans qu'il vous fût possible d'avertir à temps ses héritiers , il est certain que vous ne pourriez pas vous dispenser d'exécuter le Mandat.

3°. Le Mandat finit par le changement d'état du mandant , de même que par sa mort. Tel est le cas où le mandant vient à être interdit pour cause de démence ou de prodigalité. Il est alors sous l'inspection d'un curateur , sans lequel il est incapable d'agir ; c'est pourquoi le mandataire ne peut plus exécuter le Mandat que la procuration n'ait été renouvelée par le curateur.

La même règle doit avoir lieu à l'égard d'une femme qui , depuis le Mandat qu'elle a donné , a passé sous la puissance d'un mari.

Au reste , il faut admettre , dans le cas de changement d'état du mandant , les exceptions que nous avons dit devoir être admises lorsqu'il vient à mourir , & que sa mort est ignorée du mandataire , ou qu'il s'agit d'une affaire urgente.

4°. Lorsque le pouvoir que le mandant avoit donné au mandataire vient à cesser , le Mandat n'a plus lieu. C'est ainsi , par exemple , que quand

une tutelle est finie , le Mandat que le tuteur avoit donné à quelqu'un pour recevoir ce qui étoit dû à son mineur , ne peut plus avoir d'effet. La raison en est sensible : le mandataire ne tenant son pouvoir que du tuteur , il n'a plus le droit de faire ce que le mandant ne pourroit pas faire valablement lui-même.

5°. Enfin le Mandat s'éteint par la révocation que peut en faire le mandant.

Il n'est pas toujours nécessaire que la révocation du Mandat soit expresse , il suffit qu'on puisse la présumer par certains faits , pour qu'il soit éteint. Ainsi , quand après vous avoir chargé d'une affaire , je juge à propos d'en charger une autre personne , je suis censé avoir révoqué le Mandat que je vous avois donné en premier lieu.

Les faits qui sont de nature à détruire la confiance que le mandant avoit dans le mandataire , tels que la banqueroute de ce dernier , ou un jugement infamant pour cause de vol par lui commis , font aussi facilement présumer la révocation tacite du Mandat.

Au reste , pour que le Mandat soit éteint , il faut que l'acte qui le révoque , ou les faits qui font présumer la révocation , soient censés parvenus à la connoissance du mandataire : autrement ce que celui-ci a pu faire avant d'avoir connu la révocation oblige le mandant.

Observez que si les choses n'étoient plus entières , & que le mandataire eût commencé sa gestion lorsqu'il a été instruit de la révocation du Mandat , il pourroit , quoique révoqué , faire ce qui seroit une suite nécessaire de ce qu'il auroit commencé , & il obligeroit à cet égard le mandant.

Observez

Observez aussi que quoique le mandataire qui est instruit que sa procuration est révoquée, ne puisse plus obliger envers lui le mandant, il peut néanmoins obliger ce mandant envers des tiers, en leur représentant la procuration. En ce cas, le mandant peut exercer un recours contre le mandataire pour en être indemnisé.

Il suit de cette décision, que si les débiteurs du mandant venoient à délivrer leurs deniers au mandataire qui leur auroit représenté la procuration du mandant, leurs payemens seroient valables, à moins que la révocation du Mandat ne leur eût été notifiée.

MANDAT APOSTOLIQUE. On appelle ainsi un rescrit du pape, par lequel il mande à un collateur ordinaire de pourvoir celui qu'il nomme du premier bénéfice qui vaquera à sa collation.

Les Mandats apostoliques n'étoient pas en usage dans les onze premiers siècles de l'église, & l'on n'en voit aucun exemple dans le décret de Gratien, qui fut publié vers l'an 1150. On croit communément que ce fut Adrien IV, élevé sur le saint siège en 1154, qui introduisit l'usage de ces sortes de Mandats, en demandant que l'on conférât des prébendes aux personnes qu'il désignoit. Il y a une lettre de ce pape, qui prie l'évêque de Paris, en vertu du respect qu'il doit au successeur du chef des apôtres, de conférer au chancelier de France la première dignité ou la prébende qui vaquera dans l'église de Paris.

Les successeurs d'Adrien regardèrent ce droit comme attaché à leur dignité, & ils en parlent

dans leurs décrétales , comme d'un droit qui ne peut leur être contesté.

Dans l'origine , l'usage de ces Mandats étoit peu fréquent ; ce n'étoient d'abord que de simples prières que les papes adressoient aux collateurs ordinaires , & ceux-ci se faisoient honneur d'y déférer volontairement : dans la suite , ces requisiions devenant plus fréquentes , & les collateurs ordinaires se trouvant gênés par-là , il y eut des évêques qui ne voulurent point y avoir égard. C'est pourquoi le pape accompagna la prière qu'il leur faisoit , d'une injonction & d'un mandement : & comme il y avoit des évêques qui refusoient encore d'exécuter ces Mandats , les papes nommèrent des exécuteurs pour conférer les bénéfices aux mandataires , si les collateurs négligeoient d'en disposer en leur faveur. Erienne de Tournay fut nommé exécuteur des Mandats adressés par le pape au chapitre de Saint-Agnan , & déclara nulles les provisions que ce chapitre avoit accordées au préjudice des Mandats apostoliques.

La pragmatique attribuée à saint Louis abolit indirectement les Mandats , en maintenant le droit des collateurs & patrons ; mais on n'est pas d'accord sur l'authenticité de cette pièce : ce qui est de certain , c'est qu'on se plaint en France des Mandats. Peu de temps après saint Louis , le célèbre Durand , évêque de Mendes , les mit au rang des choses qu'il falloit faire réformer par le concile général ; cependant le concile de Vienne ne changea rien à cet égard.

Dans le quinzième siècle , temps auquel le schisme d'Occident duroit encore , les françois s'étaient soustraits à l'autorité des papes de l'une

& l'autre obéissance , firent des réglemens contre les Mandats ; mais cela n'eut lieu que pendant cette séparation : le concile de Bâle & la pragmatique-sanction conservèrent au pape le droit d'accorder des Mandats.

Cependant le concile de Bâle en modéra l'usage , en ordonnant que le pape ne pourroit accorder qu'une fois en sa vie un Mandat sur les collateurs qui ont plus de dix bénéfices à leur disposition & moins de cinquante , & deux Mandats sur les collateurs qui confèrent cinquante bénéfices ou plus.

Le concordat passé entre Léon X & François premier , renouvela ces réglemens ; on y inséra même la forme des Mandats.

Enfin le concile de Trente a aboli les Mandats ; & les papes s'étant soumis à cette loi , les collateurs ordinaires de France & des autres pays catholiques ont depuis ce temps cessé d'être sujets aux Mandats apostoliques.

Voyez au digeste le titre Mandati vel contra , & au code de Mandato ; les loix civiles de Domat ; les œuvres de Pothier ; Menochius de præsump. lib. les œuvres de Despeisses ; la bibliothèque canonique ; les loix ecclésiastiques ; Fevret , traité de l'abus , &c. Voyez aussi les articles PROCURATION , PROCUREUR , PAPE , &c.

MANDEMENT. C'est un ordre par écrit & rendu public de la part d'une personne qui a autorité & juridiction ; c'est une ordonnance d'un juge , d'un supérieur , &c.

Une déclaration du 30 juillet 1710 , enregistrée le 21 août suivant , porte , que les Mandemens des archevêques , évêques , ou leurs

vicaires généraux , qui seront purement de police extérieure ecclésiastique , comme les sonneries générales , stations de jubilé , processions & prières pour les nécessités publiques , actions de grâces & autres semblables sujets , tant pour les jours & heures , que pour la manière de les faire , seront exécutés par toutes les églises & communautés ecclésiastiques , séculières & régulières , exemptes & non exemptes , sans préjudice de l'exemption de celles qui se prétendent exemptes en autre chose.

Les Mandemens des évêques ne sont point soumis à l'examen des censeurs.

MANDEMENT signifie aussi la lettre , le billet qu'on donne à quelqu'un , portant ordre à un receveur ou fermier de payer quelque somme. Voyez DÉLÉGATION.

Le 24 août 1778 , la juridiction consulaire de Paris a rendu au sujet du paiement d'un Mandement , la sentence qui suit :

Les juges & consuls des marchands établis par le roi à Paris , à tous ceux qui ces présentes lettres verront , salut : savoir faisons ,
 „ qu'entre le sieur Augustin-Joseph de Rosly ,
 „ écuyer , demeurant à Paris , rue de la Sourdiere , où il a élu domicile , demandeur , comparant par le sieur Charles de Valdor , son
 „ secrétaire , fondé de procuration , d'une part ;
 „ & le sieur Monneron , directeur & inspecteur
 „ à l'hôtel de Longueville , y demeurant place
 „ du Carrousel ; & le sieur Demory , caissier de
 „ la caisse d'escompte , demeurant à Paris , hôtel
 „ de la compagnie des Indes , rue neuve des
 „ Petits-Champs , défendeurs comparans ; savoir ,
 „ ledit Monneron par le sieur Trespaigne , fondé

» de procuration ; & ledit Demory par le fleur
» Luce , aussi fondé de procuration , d'autre part ;
» par le demandeur a été dit qu'il auroit fait
» assigner les défendeurs à comparoir cejourd'hui
» pardevant nous , pour se voir condamner soli-
» dairement & par corps ; savoir , ledit Mon-
» neron à fournir au demandeur un duplicata
» d'un Mandement par lui tiré le 27 juillet
» dernier sur le fleur Demory , n°. 20 , de la
» somme de deux mille quatre cents livres ,
» payable à vue & au porteur , dont le premier
» se trouve adhiré ; & ledit fleur Demory , à
» payer au demandeur la somme de deux mille
» quatre cents livres pour le montant dudit Man-
» dement , avec les intérêts , à compter du jour
» de la demande , suivant l'ordonnance , & aux
» dépens ; & par ledit Trespaigne , pour ledit
» Monneron , a été dit que l'action ne peut avoir
» lieu contre lui qu'après un refus constaté du
» payement du Mandement , dont il n'empêche
» le payement & s'en rapporte à justice sur
» icelui ; & ledit Luce , pour ledit Demory ,
» qu'en lui représentant le Mandement en bonne
» & due forme , & quittancé valablement , il
» pourra le payer d'ordre & pour compte du
» fleur Monneron , & jusqu'à ce requiert que le
» demandeur soit déclaré non recevable en sa
» demande.

» Nous , parties ouies , & lecture faite de l'ex-
» ploir de demande fait par Lafoy , huissier à
» cheval au châtelet de Paris , daté & con-
» trôlé à Paris cejourd'hui par Bujon , avons
» lesdits défendeurs condamné & iceux condam-
» nons solidairement à payer au demandeur la
» somme de deux mille quatre cents livres avec

„ les intérêts , à la charge par le demandeur de
 „ demeurer garant de l'évènement du Mandement
 „ dont est question , perdu & adhiré , &
 „ de donner aux défendeurs bonne & solvable
 „ caution pour garantir les défendeurs de tous
 „ évènements à ce sujet , conformément à l'ordonnance,
 „ laquelle caution sera reçue pardevant
 „ nous , parties présentes ou duement appelées ;
 „ & encore à la charge de donner ces présentes
 „ pour plus ample décharge ; ordonnons néanmoins
 „ d'office , qu'il sera surfis audit payement pendant
 „ quinzaine , à compter du jour que ces présentes
 „ auront été signifiées & notifiées au public ; savoir , à la
 „ bourse , lieu & heure d'icelle , les négocians
 „ assemblés ; aux six corps des marchands en leur
 „ bureau ; à la chambre royale & syndicale de la
 „ librairie , & aux syndics des agens de change ,
 „ banque & finance , même ces présentes imprimées
 „ & affichées aux endroits & lieux accoutumés ;
 „ ce fait & ledit délai expiré , au payement de la
 „ somme de deux mille quatre cents livres seront
 „ lesdits défendeurs contraints & par corps , &c.

MANOIR. Terme employé dans les coutumes pour signifier maison , demeure.

On appelle *principal Manoir* , la principale maison tenue en fief. C'est au principal Manoir que doit se porter la foi & hommage.

Plusieurs coutumes attribuent le principal Manoir à l'aîné des enfans.

Voyez les articles AÎNÉ , PRÉCIPUT , VOL DU CHAPON.

ADDITION à l'article MANOIR.

Rien n'est si commun dans les coutumes du bailliage d'Hesdin & de la sénéchaussée de Saint-Pol, locales de celle d'Artois, que les dénominations de *Manoirs amasés* & *non amasés*, d'*anciens* & de *nouveaux Manoirs*. Ces termes ne présentent d'eux-mêmes qu'un sens obscur; il faut les définir.

On appelle *Manoir amasé*, un héritage sur lequel il y a des bâtimens; & *Manoir non amasé*, celui qui est entouré de murailles, de hayes ou de fossés, sans contenir aucun bâtiment.

On entend par *anciens Manoirs*, ceux qui d'*ancienneté*, comme parlent les coutumes dont il s'agit, sont ou bâtis ou clos; & par *nouveaux Manoirs*, ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre depuis un aussi long espace de temps.

Ce qu'il y a de particulier dans ces sortes d'héritages, quand ils sont tenus en coterie, c'est-à-dire, en censive, c'est que les coutumes citées les déferent en certaines circonstances à l'aîné des héritiers mâles, & au défaut des mâles, à l'aînée des femelles.

Nous disons en certaines circonstances, car le droit d'aînesse n'affecte les Manoirs que lorsqu'ils sont *anciens*, & encore cette qualité n'est-elle pour cela d'aucun effet dans la coutume du bailliage d'Hesdin, si elle n'est ou si elle n'a été autrefois jointe à celle d'*amasé*.

Ceci s'éclaircira par le texte même des loix municipales dont nous parlons. Voici ce que porte celle du bailliage d'Hesdin, article 32. « Tous
« Manoirs cottiers qui d'*ancienneté* ont été ou

„ sont amasés , faisant front sur rue & flegard ;
 „ & tout ce qui est appendant auxdits Manoirs ,
 „ comme baillé par un même cens , par forme
 „ de contrabout (que l'on dit terre de lieu) , sont
 „ indivisibles & non partables , & succèdent à
 „ l'ainé fils , & en défaut de fils , à l'ainée fille
 „ de la côte & ligne dont ils procèdent , sans
 „ aucune charge de quint , sauf que les terres
 „ labourables , jardins & prés non amasés d'an-
 „ cienneté qui ont été baillés en arrentement
 „ conjointement avec anciens Manoirs , ou bien
 „ sans anciens Manoirs , sont partables égale-
 „ ment entre cohéritiers , ne soit que lescdites
 „ parties soient baillées nommément en arrente-
 „ ment pour être tenues en fief ou tenir nature
 „ de fief “.

Article 33. „ Tous Manoirs amasés nouvelle-
 „ ment & de mémoire d'homme , prés & terres
 „ champêtres , sont partables entre les héritiers
 „ des trépassés auxquels lescdits Manoirs & terres
 „ ont appartenu de la côte & ligne dont iceux
 „ Manoirs , prés & terres cottiers sont procédés “.

„ Article 37. „ Semblablement , en la succes-
 „ sion collatérale , les Manoirs cottiers qui d'an-
 „ cienneté ont été amasés ou sont amasés d'an-
 „ cienneté , faisant front sur rue , sont indivisibles
 „ & succèdent à un seul héritier de la côte &
 „ ligne dont ils sont procédés au trépassé , en la
 „ sorte & manière que sont les fiefs & nobles
 „ tenemens “.

On lit dans la coutume de la sénéchaussée de
 Saint-Pol , titre 4 , article 5 : „ Quand aucun va
 „ de vie à trépas , jouissant d'un ou plusieurs an-
 „ ciens Manoirs cottiers , amasés ou non , dé-

„ laissant plusieurs enfans , à l'aîné mâle , & en
 „ défaut de mâle , à l'aînée femelle appartiennent
 „ tous lesdits Manoirs , sans que lesdits puînés y
 „ puissent aucune chose demander , si n'est ès
 „ granges , maréchauffées & bois croissans réputés
 „ catteux (*) „.

Article 7. „ Quand aucun va de vie à trépas ,
 „ & ne délaisse que frère & sœur , à l'aîné mâle ,
 „ & en faute de mâle , à l'aînée femelle , si avant
 „ qu'ils soient de même vente , appartiennent les
 „ fiefs & anciens Manoirs que le décédant délais-
 „ seroit sans charge de quint ni autre portion ,
 „ fors ès catteux qui sont partables „.

Le principe de l'impartabilité des Manoirs anciens a encore porté les rédacteurs de la même coutume à leur appliquer la règle observée en Artois pour les fiefs , de donner au mari seul tous les biens de cette nature qui sont acquis en communauté. C'est la disposition expresse de l'article 8 du titre cité : „ Par ladite coutume , quand
 „ deux personnes sont conjointes par mariage , &
 „ constant icelui mariage , ils font aucuns acquêts
 „ d'héritages féodaux & anciens Manoirs cottiers ,
 „ & le mari va de vie à trépas paravant sa
 „ femme , lesdits héritages féodaux & anciens
 „ Manoirs cottiers succèdent aux héritiers du côté
 „ du mari , sans que ladite femme y puisse de-
 „ mander quelque droit de douaire ; & si ladite
 „ femme termine vie paravant son mari , les hé-
 „ ritiers d'elle n'y ont aussi aucun droit , ainçois

(*) Voyez les articles *Catteux* & *Maréchauffée*.

» demeure le tout au mari , pour lui & ses
 » hoirs tenans la côte & ligne , ne soit que par
 » convention , fût en traitant de leur mariage ,
 » ou en faisant ladite acquisition , ou prenant
 » faïfne , y ait dérogé. Bien entendu toutefois
 » que les catteux , blancs , bois & maréchauffées
 » étans sur lesdits anciens Manoirs , se repartif-
 » sent entre le survivant & l'héritier du premier
 » décédé ». Voyez l'article COMMUNAUTÉ , tome
 13 , page 209 , aux notes.

Le droit d'aînesse s'exerce avec plus d'étendue sur les Manoirs cottiers que sur les fiefs : car on verra à l'article QUINT que les puînés en ligne directe ont droit tous ensemble à la cinquième partie des biens féodaux qui se trouvent dans une succession régie par la coutume générale d'Artois ; & l'on vient de voir que les Manoirs anciens appartiennent à l'aîné *sans aucune charge de quint* (ce sont les termes de la coutume d'Hesdin), & *sans que les puînés y puissent aucune chose demander* (ce sont ceux de la coutume de Saint-Pol).

Combien faut-il de temps pour qu'un Manoir soit réputé ancien ? Voici ce que répond l'article 5 du titre 4 de la coutume de Saint-Pol : » Tous
 » Manoirs , prés & jardins amasés & non amasés ,
 » sont réputés anciens Manoirs quand ils ont été
 » à tel usage l'espace de quarante ans continuels
 » & ensuivant l'un l'autre ».

Lorsqu'un héritage est clos , on n'examine pas , dans la coutume que nous venons de citer , à quel usage il est consacré : soit qu'on le laboure , soit que l'on en fasse un jardin ou un pré , il est toujours susceptible de l'application des règles

concernant les Manoirs. » Sur ce principe, dit
 » Maillart, un arrêt du 5 juin 1705, rendu au
 » rapport de M. Goellard, à la première, en
 » confirmant la sentence du conseil provincial
 » d'Artois, datée du 28 avril 1704, a adjugé à
 » l'aîné un Manoir régi par Saint-Pol, quoiqu'il
 » fût labouré depuis un temps immémorial, &
 » cela parce qu'il étoit clos depuis très-long-
 » temps «.

Doit-on réputer Manoirs tous les héritages
 qui sont clos indistinctement ? Il y a des endroits
 où l'on entoure de hayes toutes les terres qui
 se trouvent en pleine campagne : quelquefois
 aussi un propriétaire fait creuser des fossés autour
 de son champ, pour faciliter l'écoulement des
 eaux qui l'inondent dans les temps pluvieux. Ces
 terres, ce champ, auront-ils en succession le sort
 des Manoirs, & suivront-ils la loi de l'impartabi-
 lité ? L'affirmative ne souffriroit aucun doute si
 l'on s'attachoit strictement à la définition que nous
 avons donnée ci-dessus du Manoir non amasé ;
 mais la coutume d'Hesdin nous apprend à modi-
 fier cette définition. On se rappelle que parlant
 à l'article 32 des *Manoirs*, qui, d'ancienneté, ont
 été ou sont amasés, elle ajoute ces paroles restric-
 tives, *faisant front sur rue ou flégard* ; on ne peut
 donc, suivant l'esprit de cette loi, regarder
 comme Manoirs non amasés, que les enclos
 placés le long d'une rue ou d'un flégard, & fai-
 sant en quelque sorte partie de l'enceinte de la
 ville ou du village de leur situation ; ou, pour
 dire la même chose en d'autres termes, les en-
 clos qui par leur emplacement paroissent propres
 à bâtir.

Voyez Ducange au mot *MANERIUM*, &

428 MANTEAU D'HONNEUR, &c.

Maillart sur les articles 14 & 147 de la coutume d'Artois.

(*Addition de M. MERLIN, avocat au parlement de Flandres*).

MANTEAU D'HONNEUR. On a ainsi appelé un Manteau long & traînant, enveloppant toute la personne, & qui étoit particulièrement réservé au chevalier, comme la plus auguste & la plus noble décoration qu'il pût avoir lorsqu'il n'étoit point paré de ses armes. La couleur militaire de l'écarlate que les guerriers avoient eue chez les Romains, fut pareillement affectée à ce noble Manteau, qui étoit doublé d'hermine ou d'autre fourrure précieuse. Nos rois le distribuient aux nouveaux chevaliers qu'ils avoient faits. C'est de là que vient le Manteau d'hermine, figuré dans les armoiries des ducs & présidens à mortiers, qui l'ont eux-mêmes emprunté de l'usage des tapis & pavillons sous lesquels les chevaliers se mettoient à couvert avant que le tournoi fût commencé.

MANUFACTURE. Fabrication de certains ouvrages qui se font à la main.

Les manufacturiers font valoir les productions de la terre, en les accommodant aux usages de la société. Un état peut subsister sans commerce, mais sans Manufactures, il ne peut être florissant. Les Manufactures, en procurant à tous les sujets de l'état du travail & des subsistances, en augmentent considérablement les forces. C'est le meilleur moyen d'étendre la population & d'élever l'agriculture. La fertilité des terres, l'abondance de leurs productions, ne sont qu'un foible

avantage pour un état , sans le secours des Manufactures.

Il s'est établi en France un grand nombre de Manufactures , dont les principales sont les Manufactures de draps & tissus d'or & d'argent ; celles de velours , tripes de velours , pannes , pluches , fatins , damas , tabis , taffetas , papelines , brocatelles , crêpes , ras , &c. de draps , de serges , ratines , camelots , callemandes , étamines , crépons , bayettes , sempiternes , flanelles , revêches , cadis , burats , frises , droguets , pinchinats , tireraines , & autres semblables étoffes routes de laine , ou de laine mêlée de fil , poil , coton ou autre semblable matière ; des moquettes , mocades , tripes & damas de laine , ligature , & autre pareille marchandise.

Il y a aussi des Manufactures de linge ouvré , de toiles de toutes sortes , de futaines , basins , coutils & canevas.

De points de fil à l'aiguille , de dentelles de soie & de fil , au fuseau , sur l'oreiller.

De tapisseries de haute & de basse-lisse , de Bergames , de rontures de laine , &c.

De couvertures de laine pour lits.

De chapeaux de castor , demi-castors , caudebecs , &c.

De bas , camisoles & autres ouvrages de bonneterie , de soie , de laine , de fil , de coton & de poil , tant au métier qu'au tricot.

On en a aussi établi pour des glaces de miroirs & de carrosses , pour des cristaux , des porcelaines , de la faïence , & pour des pipes à fumer.

Pour des cuirs de Hongrie , veaux façon

d'Angleterre , maroquins , buffles , chamois , &c.

Nos rois , & particulièrement Louis XIV. , sous le règne duquel se sont faits les plus grands établissemens de Manufactures dans le royaume , ont accordé des avantages considérables , tant aux entrepreneurs qu'aux ouvriers qui y travailloient.

Quelquefois on a accordé aux entrepreneurs la noblesse pour eux & pour leur postérité : toujours ils ont obtenu des lettres de naturalité , lorsqu'ils étoient étrangers , souvent la remise du total ou du moins d'une partie des droits d'entrée pour les matières nécessaires à leur fabrique qui viennent de dehors , ou de sortie pour les ouvrages de leurs Manufactures qu'ils envoient à l'étranger ; le prêt de sommes extraordinaires pendant plusieurs années sans intérêt ; d'autres données en pur don ; des pensions annuelles , souvent augmentées à proportion du succès des Manufactures ; la faculté de prendre du sel au prix du marchand ; celle de brasser de la bière pour leur usage & celui de leur famille & ouvriers ; des lieux commodes pour la construction de leurs ateliers , machines & moulins ; le droit de *committimus* ; enfin quelquefois l'exemption de toutes visites des maîtres & gardes des communautés , soit pour les ouvrages faits dans leurs Manufactures , soit pour les ouvriers de différens métiers qu'ils sont obligés d'avoir à leurs gages & de tenir près d'eux pour la construction de leurs machines , moulins , métiers & instrumens.

Les privilèges des ouvriers des Manufactures de nouvel établissement , consistent ordinaire-

ment dans la décharge de toutes tailles, subside, logemens de gens de guerre, tutelle, curatelle, &c. s'ils sont françois; & outre cela dans la naturalité & exemption du droit d'aubaine, s'ils sont étrangers; ils gagnent même assez souvent l'apprentissage de la maîtrise dans les communautés des arts & métiers, en travaillant & fabriquant un certain temps dans les Manufactures dont les ouvrages se trouvent de la dépendance de ces communautés.

On peut voir des exemples de tous ces privilèges singuliers dans les lettres-patentes de l'établissement de l'hôtel royal des gobelins, des Manufactures de Sedan, d'Abbeville, & de quelques autres.

Outre ces privilèges, qui sont la plupart particuliers à certains entrepreneurs & à leurs ouvriers, & qui leur sont donnés comme une récompense des avantages que leurs entreprises apportent à l'état, il y en a d'autres accordés généralement à toutes les manufactures & à ceux qui y travaillent. Tel est le privilège important contenu dans l'article 55 du règlement pour les Manufactures de lainage, du mois d'août 1669, qui porte, que les moulins, métiers, outils & utensiles servant à quelque Manufacture que ce soit, ne pourront être saisis ni vendus par autorité de justice, si ce n'est pour le loyer des maisons occupées par les ouvriers & faconniers.

Quoique ce privilège, dans l'intention du roi, eût été accordé pour toutes sortes de Manufactures, plusieurs le voulurent restreindre aux seules Manufactures d'étoffes de laine, parce qu'il ne se trouvoit que dans le règlement pour la dra-

perie, sergenterie & autres ouvrages de laine & de fil : mais Louis XIV, qui, trente-cinq ans auparavant, en avoit fait un des articles de ses lettres-patentes, voulut bien l'expliquer par sa déclaration du 19 août 1704 (*), & l'étendre

(*) Cette déclaration porte, entre autres choses,

1°. Qu'il ne pourra à l'avenir être procédé par saisie, exécution, ni vente forcée en justice, des moulins, métiers, outils, instrumens & ustensiles propres pour la préparation, moulinage & filage de la soie, de la laine, du coton, du chanvre, du lin, & des autres matières propres pour la fabrication de toutes sortes d'étoffes de soie, de laine ou de poil, ou mêlées d'or ou d'argent, non plus que des métiers, instrumens ou ustensiles servant à faire toutes lesdites étoffes, ou à fabriquer des futaines, basins, bombazins, toiles de chanvre ou de lin de toutes façons, & aux apprêts & teintures de toutes lesdites Marchandises, pour quelques dettes, causes & occasions que ce puisse être, si ce n'est pour les loyers des maisons qu'occuperont les maîtres, ouvriers & façonniers, ou pour le prix desdits moulins, métiers, &c. qui se trouveront encore dus à ceux qui les auroient faits & fournis ; les exemptant même de saisie pour les deniers de sa majesté, & spécialement de la taille & impôt du sel, à peine d'interdiction de leurs charges, de 150 livres d'amende & de tous dépens, dommages & intérêts envers les parties saisies, contre les huissiers ou sergens qui auront fait lesdites saisies & ventes.

2°. Qu'en cas de faillite les ouvriers & façonniers seront tenus de déclarer pardevant les juges-consuls des marchands du lieu de leur demeure, ou pardevant notaires, s'ils veulent garder le tout ou partie de leurs moulins, métiers, outils, &c. pour continuer leurs Manufactures, ou s'ils veulent seulement se réduire à leur travail personnel & journalier. Voulant sa majesté, dans cette dernière circonstance, qu'il soit remis aux faillis, sans rien payer, le nombre de leurs moulins, métiers, outils, &c. suffisans & nécessaires pour leur occupation personnelle ; & dans la première circonstance, que

à toutes les Manufactures de quelque nature qu'elles fussent , afin , est-il dit dans cette loi , que tous les ouvriers pussent avoir la même assurance & jouir de la même tranquillité , pour être plus en état de s'appliquer uniquement à perfectionner & à augmenter leurs fabriques.

Le règlement de 1669 , dont on a parlé , veut que les maires & échevins , capitouls , jurats & autres officiers ayant pareilles fonctions dans les hôtels-de-ville du royaume , connoissent en première instance & privativement aux autres juges , de tous les différends mus & à mouvoir entre les ouvriers des Manufactures & entre les marchands , &c.

Dans les lieux où il y a des hôtels-de-ville , les maires & échevins ont la connoissance des contraventions aux réglemens des Manufactures ; à leur défaut , ce sont les officiers de police de la création de 1699 ; & au défaut des uns &

le tout ou partie desdits ustensiles demandés par les faillis pour continuer leurs Manufactures , leur soient laissés par compte & par nombre , pour , après l'estimation faite , le prix être payé aux créanciers , indépendamment de tous les autres accords ou contrats d'attermoïement ; savoir , un tiers à la fin de la deuxième année , à compter du jour de l'estimation ; le second tiers à la fin de la troisième année ; & le troisième tiers à la fin de la quatrième année ; & à faute de paiement par les faillis , pourront les créanciers faire vendre lesdits ustensiles par vente forcée en justice , avec défenses aux faillis de les engager , déplacer ni vendre pendant lesdites quatre années , que du consentement de leurs créanciers , à peine de punition corporelle pour les vendeurs , & de restitution de ce qu'ils auront reçu , & de 100 livres d'amende contre les acheteurs , au paiement de laquelle ils pourront être contraints , même par corps.

des autres dans l'étendue des hautes-justices, ce sont les juges des seigneurs.

L'édit du mois d'août 1704, portant création d'inspecteurs des Manufactures, porte, qu'ils feront leur rapport des contraventions devant les juges de police des villes & lieux où leurs procès-verbaux auront été faits, & que la confiscation sera poursuivie devant les lieutenans généraux de police, auxquels la connoissance des Manufactures est attribuée.

Les officiers de police de Cherbourg ont été maintenus dans la juridiction des Manufactures, par arrêt du conseil du 5 décembre 1719, rapporté dans le premier volume du recueil des Manufactures.

Les portions des amendes de contravention aux réglemens des Manufactures, dont le roi n'a point disposé par ces réglemens, & qui sont réservées à sa majesté, appartiennent au fermier des domaines : il est même fondé à faire la recette de la totalité de ces amendes, pour en distribuer les portions à ceux à qui elles sont attribuées.

Le fermier de Bretagne ayant éprouvé des oppositions dans le recouvrement de ces amendes, se pourvut au conseil, & il fut décidé, le 14 décembre 1754, que la prétention du fermier étoit fondée, mais que, pour ne point causer d'agitation ni de dérangement dans le commerce, il falloit faire ce recouvrement avec beaucoup de prudence, s'entendre avec les inspecteurs des Manufactures, & ne pas faire poursuivre le paiement de celles qui auroient été prononcées dans des cas gracieux, & pour la décharge desquelles les inspecteurs jugeroient à

propos d'écrire au ministre ; qu'il falloit d'ailleurs prescrire aux commis de ne pas tarder à distribuer , incontinent après le payement du principal & accessoirs , les portions appliquées en conformité des réglemens.

On doit mettre au rang des réglemens utiles qui illustrent le règne actuel , les lettres-patentes données à Marli le 5 mai 1779 , & enregistrées au parlement le 19 du même mois. Voici cette importante loi :

» Nous , &c. Salut. Attentifs à rendre plus
» fécondes toutes les ressources de l'état , & à
» préparer de nouveaux moyens d'étendre , au
» retour de la paix , son commerce & son indus-
» trie , nous avons dû fixer nos regards sur la
» situation des Manufactures. Nous savons que
» c'est par leur prospérité que l'agriculture est
» excitée , que la population s'accroît & que les
» richesses s'accumulent : nous avons remarqué
» que les systèmes embrassés depuis un assez
» grand nombre d'années ont tellement varié ,
» que tantôt on s'est efforcé de soumettre la fa-
» brication à un code de réglemens , devenu , par
» sa complication & son ancienneté , d'une exé-
» cution difficile ; & que tantôt , par un autre
» excès , on a voulu abandonner les Manufac-
» tures à une trop grande licence : de manière
» que , par une suite de ces vacillations , il règne
» aujourd'hui dans cette partie une incertitude
» & un désordre , d'où naissent les plus grands
» inconvéniens. En effet , tandis que dans plu-
» sieurs villes , des inspecteurs , maintenant la
» rigueur des loix , inquiètent les manufactu-
» riers qui s'en écartent ; ailleurs , rebutés par la
» résistance qu'en leur oppose , ils n'apportent

„ aucun frein à la négligence & aux abus qui se
„ sont introduits ; & les marques , destinées à
„ constater la bonne fabrication , n'étant plus alors
„ accordées avec assez d'examen , elles ne ser-
„ vent qu'à surprendre la confiance ou à l'altérer
„ absolument.

„ Nous avons encore été informés que le plomb ;
„ qu'on applique aux étoffes fabriquées selon les
„ règles , étant en même-temps le signe distinc-
„ tif de la fabrication nationale , il arrive que des
„ étoffes d'une invention nouvelle , & qui par
„ conséquent ne peuvent être revêtues du sceau
„ des réglemens , sont nécessairement privées de
„ la seule marque qui peut attester qu'elles sont
„ fabriquées en France ; ce qui les expose à des
„ saisies lorsqu'elles circulent dans le royaume ;
„ & l'industrie se trouve ainsi arrêtée & contrariée
„ par l'autorité même des loix.

„ Enfin , considérant cette question dans son
„ étendue , nous avons remarqué que si les régle-
„ mens sont utiles pour servir de frein à la cupi-
„ dité mal-entendue , & pour assurer la confiance
„ publique , ces mêmes institutions ne devoient
„ pas s'étendre jusqu'au point de circonscrire
„ l'imagination & le génie d'un homme indus-
„ trieux , & encore moins jusqu'à résister à la
„ succession des modes & à la diversité des goûts.
„ Et comme nous avons trouvé que ces diffé-
„ rentes vues ne pouvoient être remplies ni par
„ un assujettissement trop rigide aux réglemens ,
„ ni par leur destruction & l'établissement d'une
„ liberté indéfinie , nous avons dû chercher s'il
„ n'étoit pas quelque régime intermédiaire , qui
„ pût servir à conserver les principaux avantages
„ des deux systèmes. Nous avons pensé d'ailleurs

» que les loix de commerce devoient se modi-
» fier avec la variété des temps ; & que , lorsqu'il
» s'ouvroit de nouveaux débouchés & s'élevoit
» de nouveaux concurrens , il falloit nécessaire-
» ment s'écarter un peu des règles & des institu-
» tions qu'on avoit adoptées dans d'autres cir-
» constances.

» Avant de nous déterminer à cet égard , nous
» avons consulté les chambres du commerce &
» les diverses personnes versées dans cette ma-
» tière ; & nous avons observé que nous pou-
» vions remédier à une partie des inconvéniens
» que nous avons apperçus , en confiant d'abord
» à chaque ville de Manufacture le soin de pré-
» senter au conseil de nouveaux réglemens , &
» en leur recommandant de les simplifier , & de
» les adapter aux temps actuels , aux usages &
» aux connoissances acquises par l'expérience ; de
» manière que les fabricans , n'étant point rebu-
» tés par la complication ou la rigueur inutile
» des loix qu'on leur impose , soient invités par
» leur intérêt même à s'y conformer.

» Pour distinguer ces étoffes & faire foi de
» l'examen des jurés - gardes , elles auront un
» plomb particulier & des marques distinctives
» inhérentes au tissu. En même temps , cepen-
» dant , que nous prenons ces précautions , nous
» avons cru juste & utile à l'état d'accorder à tous
» les fabricans la liberté absolue de faire telle
» étoffe nouvelle ou différente qu'ils jugeront à
» propos , pourvu qu'ils n'y mettent jamais le
» nom ni les marques d'une étoffe connue &
» réglée ; afin que les acheteurs soient alors inf-
» truits d'un coup - d'œil que , pour ce genre
» d'étoffe , ils n'ont d'autre caution de la fabri-

» cation, que leur propre examen & la confiance
» que peut mériter le fabricant ou le mar-
» chand auquel ils s'adressent ; &, afin cependant
» que ces mêmes étoffes puissent circuler libre-
» ment dans le royaume, elles seront également
» revêtues d'un plomb, mais distinct de celui
» assigné aux étoffes réglées.

» Nous approuvons de plus que lorsqu'une
» étoffe nouvelle aura obtenu, par le temps &
» par le goût général des consommateurs, une
» vogue & un nom particulier, les chefs de com-
» munautés puissent, de concert avec l'inventeur,
» demander la permission d'en fixer la bonne
» fabrication, en joignant ces étoffes à la liste de
» celles dont la composition seroit réglée.

» Mais lors même que des chefs de Manu-
» facture, avec le dessein de fabriquer confor-
» mément aux réglemens, y auroient manqué,
» ce qui peut arriver par une simple inattention
» ou par la faute d'un ouvrier, nous ne voulons
» plus qu'ils soient exposés, comme ils l'ont été
» jusques à présent, à des peines trop sévères ;
» & nous avons cru devoir modérer ces peines
» & les fixer au degré convenable pour préve-
» nir les abus sans rigueur inutile. Mais, ne
» pouvant nous dissimuler que l'examen des étoffes,
» l'application des réglemens, l'inspection sur les
» Manufactures & la décision des contestations,
» toutes ces parties enfin qui secondent ou con-
» trarient les intentions bienfaisantes du législa-
» teur, sont nécessairement soumises aux erreurs
» de l'humanité ; nous avons puisé dans cette
» considération de nouveaux motifs, pour mé-
» nager, en tout temps aux fabricans la faculté
» de s'affranchir de l'assujettissement aux régle-

» mens ; du moment qu'il étoit un moyen
» d'autoriser cette liberté , sans nuire à l'ordre
» du commerce , & sans compromettre la con-
» fiance publique.

» Nous avons cru aussi devoir accorder une
» distinction honorable à ceux d'entre les fabri-
» cans qui , attachés par un esprit sage à leur pro-
» fession , auroient perpétué dans leur famille un
» ancien établissement & une bonne réputation ;
» c'est pourquoi nous voulons que ceux d'entre
» les manufacturiers , dont le nom seroit connu
» depuis soixante ans dans la même fabrique ,
» puissent , en l'inscrivant sur leurs étoffes , être
» dispensés de les soumettre à l'examen des gardes-
» jurés ; de manière que le nom d'une Manufac-
» ture ancienne & renommée , devienne un sceau
» suffisant de la régularité de la fabrication ; à
» la charge toutefois de perdre cet avantage , si
» l'on abusoit jamais d'une confiance aussi dis-
» tinguée.

» En même temps , ayant remarqué que le
» titre de Manufacture royale avoit été souvent
» accordé par simple faveur , & pourroit l'être
» encore par de pareils motifs ; que même plu-
» sieurs Manufactures naissantes le sollicitoient ,
» pour se procurer sur leurs concurrens un avan-
» tage d'opinion , qui ne devoit être le fruit que
» des travaux & des succès réels , nous avons jugé
» à propos d'ordonner , que ce titre ne seroit plus
» accordé qu'à des Manufactures uniques dans
» leur genre ; ce qui ne pourroit nuire alors à
» personne. Et quant aux Manufactures qui jouis-
» sent actuellement de ce titre , voulant bien , par
» égard pour leur possession , ne pas les en priver
» tout-à-coup , nous nous proposons , d'après le

» compte qui nous en fera rendu , de déterminer
» l'époque à laquelle tous ces privilèges devront
» finir.

» Par routes ces dispositions , nous espérons
» encourager les Manufactures en général , prévenir les rigueurs & les fautes , & maintenir la
» bonne fabrication , sans arrêter les essais de l'industrie. Enfin , en évitant l'excès dans ces nouvelles institutions , & en se tenant comme au
» centre des divers systèmes , on pourra plus aisément se rapprocher du point de perfection , si ,
» par les observations de l'expérience , on s'en trouvoit encore écarté. A ces causes & autres
» à ce nous mouvans , de l'avis de notre conseil
» & de notre certaine science , pleine puissance
» & autorité royale , nous avons , par ces présentes signées de notre main , dit , déclaré &
» ordonné , disons , déclarons & ordonnons ,
» voulons & nous plaît ce qui suit :

» ARTICLE I. Il sera désormais libre à tous les
» fabricans & manufacturiers , ou de suivre dans
» la fabrication de leurs étoffes telles dimensions ou combinaisons qu'ils jugeront à propos , ou de s'assujettir à l'exécution des réglemens.

» II. Il sera incessamment procédé à la rédaction de nouveaux réglemens de fabrication ; à
» l'effet de quoi , les communautés de fabricans , dans les principaux lieux de fabrique , seront
» tenus de nous adresser promptement des mémoires , dans lesquels ils indiqueront la manière
» dont les étoffes devront être fabriquées , suivant leur dénomination , ou leurs qualités différentes
» sous la même dénomination ; pour , lesdits mémoires vus & examinés , être ensuite statué ce
» qu'il appartiendra.

» III. Les étoffes de draperie , sergetterie &
» toute étoffe de laine indistinctement , qui seront
» fabriquées d'après les règles prescrites , conti-
» nueront de porter les lisières indiquées par les
» anciens réglemens ; & porteront en outre aux
» deux chefs la lettre R , tissée sur le métier ,
» ainsi que la dénomination de l'étoffe , le nom
» du fabricant & celui du lieu de fabrique ;
» lesdites étoffes seront portées en toile & au
» sortir du métier , au bureau de fabrique , pour
» y recevoir , si elles sont reconnues de bonne
» fabrication , une marque provisoire en huile &
» en noir de fumée , à laquelle sera substitué ,
» après les apprêts , s'ils ont été donnés suivant
» les règles prescrites , un plomb , portant d'un
» côté le mot *réglée* & le millésime , & de
» l'autre , le nom du bureau de visite. Et à l'égard
» des étoffes de même nature qui seront fabri-
» quées d'après des combinaisons arbitraires , leurs
» lisières seront rayées à mille raies , dans telles
» couleurs que les fabricans jugeront convenable
» d'adopter , pourvu néanmoins qu'il y ait alter-
» nativement un fil noir ou bien plus gros , &
» plusieurs fils , de telle couleur que ce soit , plus
» fins dans l'intervalle. Lesdites étoffes libres ne
» seront présentées au bureau de visite qu'après
» les apprêts , pour y recevoir , vérification faite
» de leurs lisières , un plomb d'une forme dif-
» férente que celui destiné aux étoffes réglées ,
» & qui portera , d'un côté , l'indication du
» bureau de visite , & de l'autre , seulement le
» millésime.

» IV. Les toiles blanches unies ou ouvrées
» qui seront fabriquées selon les réglemens , au-
» ront aux deux chefs deux barres transver-

» sales de plusieurs fils rouges ou bleus, bon
» teint; lesdites toiles seront présentées au bu-
» reau de visite au sortir du métier, pour, véri-
» fication faire de leur fabrication, y être apposé
» par les gardes-jurés, ou autres préposés à la
» visite, une empreinte portant les marques ci-
» dessus indiquées; & pour que lesdites marques
» ci-dessus soient toujours subsistantes, défendons
» très-expressément, tant aux fabricans qu'aux mar-
» chands, d'entamer lesdites toiles par les deux
» bouts. Quant aux toiles fabriquées d'après des
» combinaisons arbitraires, elles ne pourront
» porter lesdites barres, même dans des cou-
» leurs différentes de celles ci-dessus indiquées;
» & seront lesdites toiles revêtues par lesdits
» gardes-jurés, ou autres préposés à l'apposition
» des marques, d'une empreinte pareille au
» plomb désigné pour les étoffes libres.

» V. Les toiles rayées, brochées ou mélan-
» gées, porteront des lisières rayées, si elles
» sont fabriquées suivant les règles; & quant à
» celles qui seront fabriquées d'après des dimen-
» sions arbitraires, elles ne pourront porter que
» des lisières unies: lesdites toiles seront pré-
» sentées au bureau de visite, au sortir du
» métier, pour y recevoir le plomb ou l'em-
» preinte de règlement ou de liberté.

» VI. Les pièces de bonneteries fabriquées
» conformément au règlement, porteront à l'une
» de leurs extrémités deux barres transversales
» de fil bleu ou rouge, bon teint; & à l'égard
» de celles qui seront fabriquées d'une manière
» arbitraire, elles ne pourront porter aucune
» barre, même dans des couleurs différentes de
» celles ci-dessus prescrites; & lesdites pièces de

» bonneterie seront revêtues , suivant la ma-
» nière dont elles auront été fabriquées , des
» plombs indiqués par l'article III.

» VII. N'entendons rien innover , en ce qui
» concerne les lisières & les marques prescrites
» par les anciens réglemens , pour toutes les
» étoffes de soie , de quelque nature & espèce
» qu'elles puissent être , qui seront fabriquées
» conformément auxdits réglemens ; voulons seu-
» lement que , pour lesdites étoffes , il soit ajouté
» sur le plomb dont elles seront revêtues , le mot
» *réglée* ; ou simplement la lettre R ; & à l'égard
» des étoffes fabriquées d'après des combinaisons
» arbitraires , elles pourront porter , au choix
» du fabricant , toutes lisières indistinctement ,
» autres néanmoins que celles assignées pour les
» étoffes réglées ; & le plomb dont elles seront
» revêtues ne portera pas la marque de régle-
» ment ci-dessus indiquée.

» VIII. Il sera libre à tous fabricans de reindre
» & peindre , faire reindre & peindre les étoffes ,
» toiles ou toileries , en grand ou en petit teint ,
» ou en couleur mélangée de grand & petit
» teint ; à la charge par eux de faire apposer sur
» toutes lesdites étoffes , toiles & toileries indis-
» tinctement , un plomb qui indiquera la ma-
» nière dont elles sont teintées , & le nom du
» teinturier. Le plomb de bon teint ne sera ap-
» posé que sur celles teintées en bon teint ; & à
» l'égard de celles teintées en petit teint ou en
» couleur mélangée , il ne pourra y être mis que
» le plomb de petit teint. Ordonnons aux gardes-
» jurés , ou autres préposés pour l'apposition du
» plomb de visite , dans le cas où ils suspecte-
» roient la teinture de quelques-unes desdites

» étoffes , toiles ou toileries , d'en faire le dé-
» bouilli , suivant l'usage ; & en cas d'infidélité
» dans l'apposition du plomb de teinture , vou-
» lons que ledit plomb soit arraché , en vertu
» d'un jugement rendu dans les formes ordi-
» naires ; que le délinquant soit condamné en
» l'amende de trois cents livres , & qu'il soit
» substitué un autre plomb conforme à la qua-
» lité reconnue de la teinture de ladite pièce ;
» nous réservant au surplus de statuer par un
» nouveau règlement sur les changemens qu'il
» peut être convenable de faire aux réglemens
» actuels , relatifs aux teintures.

» IX. Les étoffes qui seront présentées à la
» visite avec les marques distinctives , réservées
» à celles fabriquées suivant les réglemens , &
» qui ne s'y trouveront point conformes , seront
» coupées de six aunes en six aunes ; une des
» lières sera arrachée , & la demi-aune atte-
» nante à chacun des deux bouts de l'étoffe , sera
» confiscuée ; dérogeant , à cet égard , aux dis-
» positions des réglemens qui porteroient autres
» & plus grandes peines.

X. » Voulons qu'en ce qui concerne les ma-
» tières d'or & d'argent employées dans la fa-
» brication des étoffes , les anciens réglemens
» soient exécutés ; faisons en conséquence très-
» expresse inhibition & défenses à tous fabri-
» cans de filer l'or & l'argent faux , autrement
» que sur le fil , & de mélanger le fin & le
» faux dans la même étoffe , sous peine de
» confiscation & de mille livres d'amende.

» XI. Toutes les étoffes de fabrique nationale ;
» sans distinction , pourront circuler librement
» dans tout le royaume & y être mises en vente ,

» pourvu qu'elles soient revêtues du plomb de
» règlement, ou de celui d'étoffe libre, ainsi que
» de celui de teinture; abrogeons expressement
» le plomb de contrôle prescrit par les articles
» XXXIX & XLII des réglemens généraux, &
» les arrêts des 14 décembre 1728 & 5 décem-
» bre 1730.

» XII. Il ne sera dorénavant accordé aucun titre
» de Manufacture royale, excepté pour les éta-
» blissemens uniques dans leur genre; & à l'égard
» desdits titres ci-devant concédés, voulons que
» les entrepreneurs qui les ont obtenus soient
» tenus de rapporter en notre conseil, dans le
» délai de trois mois, les arrêts en vertu des-
» quels ils en jouissent, pour être par nous dé-
» terminé l'époque à laquelle ledit privilège doit
» cesser; &, faute par eux de se conformer aux
» dispositions du présent article, dans le délai
» ci-dessus prescrit, avons dès-à-présent déclaré
» ledit titre de Manufacture royale éteint &
» supprimé.

» XIII. Les fabricans qui auront exploité de
» père en fils pendant soixante ans & avec une
» réputation soutenue, la même Manufacture,
» pourront apposer eux-mêmes à leurs étoffes les
» plombs prescrits, & seront dispensés de les
» présenter aux bureaux de visite, après néanmoins
» y avoir été autorisés par nous; & sera ladite
» autorisation révoquée en cas d'abus.

» XIV. Les anciens réglemens, concernant la
» fabrication, vente & expédition des draps des-
» tinés pour le levant, seront exécutés, jusqu'à
» ce qu'il en soit par nous autrement ordonné;
» nous réservant de nous expliquer incessam-
» ment sur cet objet.

» XV. N'entendons non plus , sous le prétexte
 » de la liberté accordée par l'article premier des
 » présentes , rien innover aux dispositions de nos
 » édits concernant les communautés d'arts &
 » métiers ; voulons que lefdits édits soient exécu-
 » tés selon leur forme & teneur.

» XVI. Avons dérogé & dérogeons par ces
 » présentes à tous édits , déclarations , lettres-
 » patentes , arrêts & réglemens contraires à icelles ,
 » lesquelles néanmoins ne seront exécutées qu'à
 » compter du premier juillet 1780. Si donnons
 » en mandement , &c. «

Par d'autres lettres-patentes du premier juin
 1780 (*), enregistrées au parlement le quatorze

(*) *Elles contiennent les quatorze articles suivans :*

ARTICLE I. Il sera incessamment établi , si fait n'a été ,
 des bureaux de visite & de marque dans les villes où il
 y a des communautés de marchands ou fabricans , dans
 les principaux lieux de fabrique & de commerce , ainsi
 que dans ceux où se tiennent les foires ; lefdits bureaux
 seront ouverts à des jours & heures fixes & invariables ,
 & seront desservis par des gardes-jurés , soit marchands ,
 soit fabricans , ou par des préposés que nous nous résér-
 vons de nommer. Seront tenus , tant lefdits gardes que
 lefdits préposés , de prêter serment entre les mains des
 juges des Manufactures , de se conformer , dans l'exer-
 cice de leurs fonctions , aux dispositions des réglemens.

II. Dans toutes les villes & lieux où les bureaux de
 visite & marque seront desservis par les gardes-jurés , l'é-
 lection en sera faite par la voie du scrutin , dans une assem-
 blée générale de tous les fabricans , convoquée à cet effet
 par les gardes-jurés pour lors en exercice. Il en sera usé
 de même à l'égard des gardes-jurés marchands ; & il sera
 dressé procès-verbal desdites élections , lequel sera déposé au
 greffe de la juridiction des Manufactures : seront néanmoins
 lefdites assemblées convoquées , pour la première fois seule-
 ment , par le juge de ladite juridiction.

juillet suivant, il a été établi des bureaux de

III. Lesdits gardes-jurés resteront en exercice pendant une année. Voulons néanmoins que moitié de ceux qui seront élus dans le mois de juillet de la présente année, en conséquence des dispositions ci-dessus, soient remplacés au premier janvier 1781, & qu'il en soit usé ainsi successivement, de six mois en six mois; de sorte que, par la suite, les bureaux se trouvent desservis par un nombre égal d'anciens & de nouveaux gardes-jurés.

IV. Seront tenus lesdits gardes-jurés de se trouver au nombre de deux au moins, aux bureaux de visite & de marque, aux jours & heures qui auront été réglés. Voulons que, dans les bureaux qui seront desservis concurremment par des gardes-jurés, marchands & fabricans, il se trouve toujours au bureau un nombre égal de chacun desdits gardes.

V. Seront pareillement tenus lesdits gardes-jurés, ainsi que ceux qui seront par nous préposés pour desservir lesdits bureaux, de visiter & examiner toutes les étoffes qui y seront apportées, & qui seront déclarées être fabriquées d'après les règles prescrites. Si lesdites étoffes se trouvent fabriquées conformément à icelles, lesdits gardes-jurés ou préposés y apposeront les marques indiquées par les lettres-patentes du 5 mai 1779; & dans le cas où aucunes desdites étoffes présentées comme fabriquées suivant les réglemens, ne s'y trouveroient pas conformes, soit quant à la fabrication, soit quant à la teinture, ou qu'elles auroient été dégradées par les apprêts, elles seront saisies, & il en sera dressé procès-verbal.

VI. A l'égard des étoffes fabriquées d'après des combinaisons arbitraires, lesdits gardes-jurés constateront si elles sont revêtues des lisières prescrites par lesdites lettres-patentes du 5 mai 1779, ou des marques représentatives desdites lisières. Ils vérifieront pareillement si la qualité de la teinture est conforme à celle annoncée par le plomb apposé sur icelles, auxquels cas ils seront tenus de les marquer du plomb prescrit par lesdites lettres-patentes; & où lesdites étoffes seroient dépourvues desdites lisières ou marques, ou n'auroient pas la qualité de la teinture désignée par le plomb, elles seront saisies par lesdits gardes-jurés, lesquels en dresseront procès-verbal.

VII. Aucunes étoffes ne pourront être exposées en vente dans les foires ou marchés, ou autres lieux de consommation, sans avoir été revêtues des plombs & marques ci-dessus prescrits; & dans le cas où elles en seroient dépourvues, elles seront saisies par les gardes-jurés, lesquels dresseront procès-verbal de ladite saisie.

VIII. Les procès-verbaux continueront d'être dressés sur papier non timbré, sans qu'il soit besoin du ministère d'huissier, & énonceront la nature de la contravention & les articles des réglemens auxquels il aura été contrevenu. Il sera statué sur iceux par les juges qui en doivent connoître, à la poursuite & diligence des gardes-jurés, lesquels pourront porter en dépense dans leurs comptes, les frais par eux légitimement faits pour l'obtention des jugemens qui interviendront sur lesdits procès-verbaux; nous réservant au surplus d'accorder, sur les représentations qui nous seront faites par les parties saisies, telle remise & modération que nous jugerons à propos, sur les condamnations qui seront prononcées par lesdits jugemens.

IX. Les coins & autres instrumens servant à marquer les étoffes, ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, être déplacés ni transportés hors desdits bureaux. Voulons en conséquence que, lorsqu'ils ne seront pas employés à la marque des étoffes, ils soient renfermés dans un coffre fermant à deux clefs, dont l'une sera entre les mains d'un des gardes-jurés, l'autre dans celles du concierge ou garde desdits bureaux. Voulons pareillement que les coins & marques soient renouvelés tous les ans, & qu'au commencement de chaque année il soit dressé procès-verbal, par le juge des Manufactures, du bris de ceux qui auront servi l'année précédente.

X. Il sera tenu par les gardes-jurés ou par nos préposés pour la desserte desdits bureaux de visite & de marque, des registres paraphés par les juges des Manufactures, sur lesquels seront inscrits, sans aucun blanc ni interligne, & jour par jour, routes les marchandises présentées à la visite & marque. Le registre destiné à l'enregistrement des étoffes de laine fabriquées d'après les règles prescrites, sera divisé en cinq colonnes, dont la première contiendra

la date du jour auquel ladite pièce aura été présentée en toile au bureau de visite ; la seconde, le nom du fabricant & celui de son domicile ; la troisième, le numéro de la pièce, s'il y en a sur ladite pièce ; la quatrième, la dénomination & qualité de l'étoffe ; & la cinquième, la date à laquelle l'étoffe aura été marquée après les apprêts : à l'égard des registres destinés à enregistrer les pièces de toiles ou toileries, soierie & bonneterie, aussi fabriquées d'après les règles prescrites, ils ne seront divisés qu'en trois colonnes, dont la première contiendra la date du jour auquel la pièce aura été présentée au bureau ; la seconde, le nom du fabricant, & la troisième, la dénomination & qualité de la pièce qui aura été présentée à la visite ; il sera pareillement tenu dans lesdits bureaux, des registres particuliers pour les marchandises ci-dessus indiquées, qui auront été fabriquées d'après des combinaisons arbitraires. Lesdits registres ne seront divisés qu'en trois colonnes, dont la première contiendra le nom du fabricant ; la deuxième, la dénomination de l'étoffe, & la troisième, la date à laquelle elle aura été marquée.

XI. Il sera payé, par ceux qui présenteront des étoffes auxdits bureaux, un sou pour chaque empreinte, marque ou plomb qui seront apposés sur icelles ; & sera ledit droit perçu par lesdits gardes-jurés, ainsi que le produit des amendes & confiscations qui seront prononcées par les juges sur leurs procès-verbaux.

XII. Voulons que les gardes-jurés & autres desservant lesdits bureaux, tiennent bons & fidèles registres du montant du droit qu'ils sont autorisés à percevoir, pour raison des marques & plombs qu'ils apposeront sur les étoffes, ensemble du produit des amendes & confiscations qui seront prononcées sur leurs procès-verbaux ; & seront lesdits registres paraphés, sans frais, par l'un des juges des Manufactures.

XIII. La moitié du produit des amendes & confiscations, dont la perception est ordonnée par l'article 12 ci-dessus, appartiendra aux gardes-jurés & autres préposés pour la visite & marque, lesquels, au moyen de ladite attribution,

rie & bonneterie , & l'on a fixé les règles de manutention de ces bureaux.

D'autres lettres-patentes du 4 juin 1780 (*),

ne pourront rien prétendre pour la confection de leurs procès-verbaux.

XIV. Avons dérogé & dérogeons , par ces présentes , à toutes ordonnances , édits , déclarations , lettres-patentes , arrêts & réglemens , en tout ce qui pourroit y être contraire. Si vous mandons , &c.

(*) *Ces lettres-patentes sont ainsi conçues :*

Louis, &c. Salut : Par nos lettres-patentes du 5 mai 1779 , concernant les Manufactures , nous avons eu dessein d'encourager le talent & l'esprit d'invention , en affranchissant de toute espèce d'examen & de visite les étoffes qu'on voudroit fabriquer librement , mais en exigeant seulement qu'elles eussent une marque distincte des étoffes fabriquées selon les réglemens , afin que la confiance publique ne pût jamais être trompée ; & cependant nous nous sommes occupés de simplifier les dispositions de ces mêmes réglemens , afin de ne point décourager , par des difficultés mal-entendues , ceux des manufacturiers qui attacheroient une juste importance à s'y conformer & à faire revêtir leurs étoffes du plomb & des marques qui attestent ce genre de fabrication ; nous avons donc fait rassembler les avis des principaux fabricans , ainsi que ceux des inspecteurs généraux & particuliers des Manufactures ; & nous proposant de faire connoître successivement nos intentions sur les différentes espèces de Manufactures , nous commençons aujourd'hui par déterminer les règles de police générale concernant les étoffes de laine , & nous nous réservons de désigner , par des tableaux particuliers , les qualités & les quantités de matières qui devront composer les étoffes pour être revêtues du plomb de réglement ; ce que nous ferons toutefois séparément pour chaque généralité , afin de nous conformer aux usages anciens de tous les grands lieux de fabrique , de manière que les réglemens ne soient point une innovation , mais un moyen de fixer plus distinctement les obligations des fabricans , & d'en rendre l'exécution plus facile. A ces causes , & autres à

enregistrées au parlement le 14 juillet suivant,

ce nous mouvant, de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons, par ces présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit :

ARTICLE I. Tout fabricant sera tenu, un mois après la publication du présent règlement, de se faire inscrire par nom, surnom & demeure, si fait n'a été, sur un registre, lequel sera déposé au greffe de la juridiction des Manufactures dans le ressort de laquelle il fera son domicile ; il ne pourra être exigé par le greffier de ladite juridiction que dix sous, tant pour ledit enregistrement, que pour l'extrait sur papier non timbré, qui en sera délivré audit fabricant.

II. Il sera dressé, pour chaque Généralité de notre royaume, des tableaux de fabrication, qui indiqueront les différentes espèces d'étoffes de laine qui s'y fabriquent, les matières & le nombre de fils dont lesdites étoffes doivent être composées, ainsi que leur largeur au sortir du métier & après le foulage : enjoignons aux ouvriers qui fabriqueront des étoffes auxquelles ils entendront faire apposer les marques indiquées pour les étoffes réglées, de se conformer aux règles prescrites par lesdits tableaux.

III. Les fils de chaîne seront divisés par portée, dont la quantité sera fixée suivant l'usage de chaque fabrique, & toutes les portées de la même chaîne seront composées d'un nombre égal de fils.

IV. La chaîne & la trame seront assorties de façon que l'étoffe soit uniforme de la tête à la queue. Enjoignons aux tisseurs de tramer & battre chaque pièce d'étoffe également dans toute son étendue.

V. Les étoffes de petite draperie, de largeur de cinq, huit, & au dessous, ne pourront avoir, au sortir du métier, que cinquante à cinquante-cinq aunes au plus de longueur.

VI. Les étoffes qui, en exécution de l'article 3 des lettres-patentes du 5 mai 1779, doivent être visitées en toile, seront, au sortir du métier, apportées au bureau

ont déterminé les règles de police générale qu'on

de visite établi dans le lieu de la fabrique, ou à un des bureaux le plus prochain, pour être lesdites étoffes examinées; &, dans le cas où elles se trouveront fabriquées conformément aux règles prescrites par les tableaux de fabrication, elles seront marquées d'une empreinte ou plomb, dont la forme sera déterminée par lesdits tableaux. Celles desdites étoffes qui seront trouvées défectueuses, seront arrêtées par les gardes-jurés, lesquels dresseront procès-verbal desdites défectuosités, pour être ensuite statué par les juges des Manufactures, suivant les dispositions de nos lettres patentes du 5 mai 1779, & celles du premier du présent mois, portant établissement des bureaux de visite & de marque. Faisons défenses à tous fabricans & marchands de faire fouler & apprêter, & à tous foulonniers & apprêteurs de recevoir aucunes desdites étoffes, si elles ne sont revêtues desdits plombs ou empreintes.

VII. Faisons défenses à tous fabricans, sous peine de trois cents livres d'amende, de mettre sur leurs étoffes d'autres inscriptions & d'autres dénominations que celles qu'elles doivent porter; leur défendons pareillement de travailler sous plusieurs noms, d'inscrire sur lesdites étoffes aucuns noms étrangers, & d'altérer ou de décomposer leurs noms personnels, sous la peine ci-dessus. N'entendons néanmoins soumettre aux dispositions du présent article, ceux qui auront été autorisés par nous à mettre sur leurs étoffes le nom d'anciens fabricans accrédités dans le commerce, aux établissemens desquels ils auront succédé.

VIII. Les petites étoffes qui ne pourront pas être facilement distinguées par leurs lisières, porteront à chaque chef, si elles ont été fabriquées conformément aux réglemens, deux barres transversales de plusieurs fils de chanvre ou de lin, entre lesquelles le fabricant tissera sur le métier ou brodera à l'aiguille la lettre R, la dénomination de l'étoffe, son nom & celui du lieu de la fabrique; & à l'égard des étoffes qui seront fabriquées dans des combinaisons arbitraires, elles ne pourront porter qu'une desdites deux barres; & pour que les marques ci-dessus or-

doit observer dans les Manufactures, relativement aux étoffes de laine.

données soient toujours subsistantes ; défendons très-expres-
sément, tant aux fabricans qu'aux marchands, d'entamer
lesdites étoffes par les deux bouts.

IX. Toutes les étoffes réglées qui auront été revêtues de
la marque prescrite par l'article 6 ci-dessus, seront présentées,
après les apprêts, à la visite, pour être apposé sur icelles
le plomb ordonné par l'article 3 des lettres - patentes du
5 mai 1779, si elles n'ont point été altérées dans leurs
apprêts ; & , dans le cas où elles seroient trouvées dé-
fectueuses, la saisie en sera faite par les gardes - jurés,
pour, sur la susdite saisie, être statué par les juges des
Manufactures.

X. Ne pourront les marchands & fabricans ramer les
étoffes que pour les équarrir, & de manière que leur
qualité ne soit pas altérée. Dans le cas où les gardes-
jurés suspecteroient quelques-unes de celles qui leur seront
présentées, d'avoir été trop tirées en longueur ou en lar-
geur, nous les autorisons à les faire mouiller, après en
avoir constaté l'aunage, & à les faire auner de nouveau
lorsqu'elles seront sèches ; & si lesdites étoffes, lors du
second aunage, se trouvent raccourcies au delà de la pro-
portion fixée par les tableaux de fabrication, elles seront
saisies, pour, sur le procès-verbal desdits gardes-jurés,
être statué par le juge des Manufactures, conformément
à l'article 9 des lettres-patentes du 5 mai 1779. Pourront
néanmoins les fabricans s'opposer au mouillage desdites
étoffes ; & , dans le cas de ladite opposition, il en sera
référé audit juge, pour être par lui ordonné ce qu'il ap-
partiendra.

XI. A l'égard des étoffes libres, elles ne seront apportées
au bureau de visite qu'après les apprêts, pour, vérifi-
cation seulement faite de l'inscription mise sur icelles,
de leurs lisières ou marques représentatives, & du
plomb de teinture, être lesdites étoffes revêtues d'un
plomb octogone, portant, d'un côté, l'indication du
bureau de visite où elles seront marquées, & de l'autre le
millésime.

XII. Dispensons de toutes les règles prescrites par les

D'autres lettres-patentes du 28 juin 1780

articles ci-dessus, toutes les petites étoffes communes de demi-aune de largeur & au dessous, & dont la valeur n'excédera pas le prix de quarante sous l'aune au sortir du métier. Voulons néanmoins que lesdites étoffes ne puissent circuler dans le royaume & être exportées à l'étranger, qu'elles n'aient été revêtues, sans aucun examen préalable, dans le bureau du lieu de fabrication, ou dans celui qui sera le plus prochain, du plomb ordonné par l'article précédent pour les étoffes libres.

XIII. Autorisons les gardes-jurés, dans le cas où ils suspecteroient la qualité de la teinture, soit des étoffes libres, soit des étoffes fabriquées conformément aux règles prescrites par les tableaux de fabrication, soit enfin de celles qui, à raison de la modicité de leur prix, sont, par l'article précédent, dispensées des règles prescrites, à en faire le débouilli suivant l'usage, pour constater si la teinture est conforme à celle qui est indiquée par le plomb apposé sur icelles; & en cas de contravention, leur enjoignons d'en dresser procès-verbal, pour être statué sur icelui, en conformité de l'article 8 des lettres-patentes du 5 mai 1779.

XIV. Maintenons les gardes-jurés dans le droit de faire des visites chez les fabricans, ouvriers & apprêteurs résidans dans les villes & fauxbourgs, dans tous les moulins à foulon, & dans les halles, foires & marchés; & en cas de contravention, ils en dresseront procès-verbal, pour y être statué par le juge des Manufactures, suivant les dispositions des articles 8 & 9 des lettres-patentes du 5 mai 1779.

XV. Les voituriers & autres qui transporteront des étoffes de laine dans les villes & lieux où il y a des bureaux de visite établis, seront tenus de les décharger directement dans lesdits bureaux, à l'effet, par lesdits gardes-jurés, de vérifier si elles sont revêtues de marques prescrites: dans le cas où lesdites étoffes de laine n'auroient point encore reçu les apprêts & n'auroient pas lesdites marques, elles seront visitées par lesdits gardes-jurés, à l'effet d'être apposé sur icelles, suivant la nature de leur fabrication, les marques prescrites par l'article 3 des lettres-patentes du

ont pareillement réglé la police qui doit être observée dans la fabrication des toiles & toileries (*).

5 mai 1779 ; & où lesdites étoffes auroient reçu tous leurs apprêts & seroient dépourvues desdites marques prescrites , elles seront saisies , pour , après le jugement qui interviendra , être coupées de six aunes en six aunes , ainsi qu'il est ordonné par l'article 9 desdites lettres-patentes du 5 mai 1779.

XVI. Les fabricans & entrepreneurs des Manufactures , qui , par l'article 13 des lettres-patentes du 5 mai 1779 , sont autorisés à marquer eux-mêmes leurs étoffes , seront tenus de fournir tous les trois mois , à l'inspecteur des Manufactures , un état par eux certifié véritable , du nombre & de l'espèce d'étoffe qu'ils auront fabriquée , & pourra ledit inspecteur faire la vérification dudit état sur les livres de tissage desdits fabricans.

XVII. Le plomb particulier des marchands en gros & en détail , servant à marquer l'aunage & à reconnoître , lors de la teinture & des apprêts , les étoffes qui leur appartiennent , ne pourra , sous quelque prétexte que ce soit , être de la même forme ni de la même grandeur que le plomb apposé par les gardes-jurés.

XVIII. Voulons que les présentes soient exécutées selon leur forme & teneur ; dérogeant à cet effet à tous édits , déclarations , lettres-patentes , arrêts & réglemens , en tout ce qui pourroit y être contraire. Si vous mandons , &c.

(*) *Voici ces lettres-patentes :*

Louis , &c. Salut : Les motifs qui nous ont déterminés à donner , par nos lettres-patentes du 4 juin 1780 , un règlement général de police de fabrication pour les étoffes de laines , sollicitent la même attention de notre part pour la fabrication des toiles & toileries qui forment également un objet important de commerce , tant dans l'intérieur de notre royaume qu'à l'étranger : A ces causes & autres à ce nous mouvant , de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale , nous avons , par ces présentes signées de notre main , dit , déclaré & ordonné , voulons & nous plaît ce qui suit :

Cette dernière loi a été enregistrée au parlement le 25 juillet suivant.

ARTICLE I. Tout fabricant , tisserand & ouvrier sera tenu , un mois après la publication du présent règlement , de se faire inscrire par nom , surnom & demeure , si fait n'a été , sur un registre qui sera déposé au greffe de la juridiction des Manufactures dans le ressort de laquelle il fera son domicile. Il lui sera délivré un extrait dudit enregistrement sur papier non timbré , par le greffier de ladite juridiction , lequel ne pourra exiger plus de 10 sous pour honoraire & frais d'expédition.

II. Il sera dressé , pour chaque généralité du royaume , des tableaux qui indiqueront les différentes espèces de toiles qui s'y fabriquent ; les matières & le nombre des fils dont elles doivent être composées , ainsi que les largeurs qu'elles doivent avoir au sortir du métier. Enjoignons aux fabricans , tisserands & ouvriers de se conformer à ce qui sera prescrit par lesdits tableaux , lors de la fabrication des toiles auxquelles ils entendront faire apposer la marque indiquée pour les étoffes réglées. N'entendons néanmoins empêcher lesdits fabricans d'augmenter le nombre des fils dont , aux termes desdits tableaux , les chaînes devront être composées , sans que , sous ce prétexte , ils puissent augmenter les largeurs prescrites pour chaque qualité de toiles ou toileries.

III. Les fils de premier & de second brin , tant de lin que de chanvre , qui seront employés dans toute espèce de toiles & de toileries , soit en chaîne , soit en trame , seront de même couleur , également filés & suffisamment nettoyés & lessivés ; & les fils d'étoupes de lin , ou d'étoupes de chanvre , seront seulement écrus.

IV. Seront tenus les fabricans d'assortir les chaînes & les trames , de façon que chaque pièce de toile ou toilerie soit uniforme dans toute son étendue. Leur enjoignons d'espacer également entre eux les fils de la chaîne , & de tramer & frapper suffisamment lesdites pièces , & d'une manière proportionnée à leur qualité.

V. Enjoignons aux fabricans , tisserands & ouvriers , de laisser aux deux bouts de chaque pièce de toile fabriquée conformément aux réglemens , une bande d'un sixième

Enfin, d'autres lettres-patentes du 22 juillet 1780 ont déterminé ce qui doit être observé

d'aune en sus de la longueur prescrite. Ladite bande sera séparée de la pièce par les barres transversales prescrites par l'article 4 des lettres-patentes du 5 mai 1779 ; & seront apposées sur icelles les marques dont sera fait mention ci-après. Leur enjoignons pareillement de laisser à l'un des bouts de chaque pièce, un peigne ou pesne de dix-huit lignes sans être tramé, dans lequel les fils de la chaîne seront divisés par portées, dont la quantité sera fixée suivant l'usage de chaque fabrique ; & seront lesdites portées composées d'un nombre égal de fils, & séparées entre elles par un fil retord, suivant l'usage ordinaire.

VI. Tous fabricans ou marchands faisant travailler à façon, auront chacun un coin ou marque, sur laquelle seront gravés la première lettre de leur nom, & sans abréviation leur surnom, ainsi que le lieu de leur demeure. Leur enjoignons d'apposer à la tête & à la queue de chacune des pièces de toile qu'ils fabriqueront & feront fabriquer suivant les règles prescrites par les tableaux de fabrication, une empreinte de ladite marque avec de l'huile & du noir de fumée, ainsi qu'une marque indicative de la longueur desdites toiles ; & ce avant que de les présenter à la visite. Leur enjoignons pareillement de déposer une empreinte de leur coin ou marque dans les bureaux où ils seront dans l'usage de faire marquer leurs toiles. Et à l'égard de ceux qui voudront fabriquer ou faire fabriquer des toiles d'après des combinaisons arbitraires, n'entendons les priver de la faculté d'apposer sur lesdites toiles l'empreinte de leur nom & surnom, & du lieu de leur demeure, ainsi que celle qui indiquera les longueurs des pièces.

VII. Toutes les toiles marquées ainsi qu'il est ordonné par l'article précédent, seront, avant le blanchissage, portées au bureau de marque pour y être visitées. Si elles sont fabriquées conformément aux règles prescrites par les tableaux de fabrication, elles seront revêtues d'une marque ou empreinte, dont la forme & l'inscription seront déterminées par lesdits tableaux. Et dans le cas où elles n'y seroient pas conformes, elles seront saisies, & il en sera dressé procès-verbal, pour, sur icelui, être statué par les

par les fabricans de la généralité de Paris, tant pour les matières à employer dans la fabrication

juges des Manufactures ce qu'il appartiendra. A l'égard des toiles fabriquées d'après des combinaisons arbitraires, l'empreinte ou marque qui sera apposée sur icelles, sera d'une forme octogone, & ne contiendra que le millésime & le nom du bureau dans lequel elle aura été apposée.

VIII. Enjoignons aux gardes-jurés ou autres préposés pour la desserte des bureaux de visite, de vérifier la largeur des toiles qui seront déclarées avoir été fabriquées conformément aux réglemens. Ladite largeur sera mesurée à l'aune de Paris, ou au pied-de-roi, suivant les différentes fixations déterminées pour la fabrication desdites toiles.

IX. Les toiles dont les longueurs auront été déterminées par des dispositions des réglemens particuliers à chaque généralité, seront, lors de la visite qui en sera faite au bureau de marque, aunées par lesdits gardes-jurés, ou par telles autres personnes à ce préposées. Il sera appliqué aux deux chefs d'icelles une marque en huile & noir de fumée qui en constatera l'aunage. Et dans le cas où ledit aunage se trouveroit moindre que celui qui aura été prescrit, lesdites toiles seront réduites en demi-pièces, & le coupon restant sera saisi, pour, en conséquence du jugement qui interviendra, être ledit coupon divisé de trois aunes en trois aunes, & ensuite rendu à ceux à qui lesdites toiles appartiendront. Faisons très-expresses défenses auxdits gardes-jurés & aux préposés, d'auner lesdites toiles autrement que bois à bois, & sans ponce ni évent.

X. Les pièce de toiles & toileries qu'on est dans l'usage de plier par feuillets, auront toutes leurs plis égaux, & il ne pourra être joint ou cousu ensemble plusieurs coupons. Enjoignons aux fabricans & marchands faisant fabriquer, tant lesdites toiles que celles qui se vendent roulées, de les plier ou rouler de façon que les marques qui doivent être apposées aux deux bouts d'icelles, soient toujours en évidence, & puissent être vérifiées sans déplier ni dérouler les pièces.

XI. Toutes les toiles & toileries qui seront présentées aux bureaux de visite, comme étant fabriquées conformément aux règles prescrites par les dispositions du présent

des étoffes de laine , que pour leur apprêt. Il a été joint à ces lettres-patentes un tableau in-

règlement & par les tableaux de fabrication , & qui , lors de la visite qui en sera faite , ne s'y trouveront pas conformes , seront saisies par les gardes - jurés , lesquels en dresseront procès-verbal , pour , après les jugemens qui interviendront sur lesdits procès-verbaux , être lesdites toiles coupées de trois aunes en trois aunes , & ensuite rendues aux propriétaires d'icelles , après qu'ils auront acquitté les frais.

XII. Les curandiers ou blanchisseurs ne pourront recevoir aucunes pièces de toiles qu'elles ne soient revêtues de la marque destinée aux étoffes réglées , ou de celle de liberté.

XIII. Défendons aux curandiers & blanchisseurs , ainsi qu'à tous marchands & fabricans , de tirer les toiles avec quelque machine ou instrument que ce soit , pour en augmenter la longueur ou la largeur. Leur permettons seulement de les équarrir après le blanchissage.

XIV. Lesdits curandiers ou blanchisseurs auront un coin ou marque , portant leur nom , surnom , le nom du lieu de leur demeure. Ils en appliqueront l'empreinte avec de l'huile ou du noir de fumée aux deux bouts de chaque pièce qu'ils auront blanchie , & seront tenus de déposer une semblable empreinte au greffe de la juridiction des Manufactures. Seront pareillement tenus lesdits curandiers & blanchisseurs d'apposer , sur chacune desdites pièces de toile , une marque indicative de leur aunage après le blanchissage.

XV. Les voituriers , & autres qui transporteront des toiles dans les villes & lieux où il y a des bureaux de visite établis , seront tenus , lors de leur arrivée dans le lieu de leur destination , de les décharger directement dans lesdits bureaux , à l'effet par les garde-jurés de vérifier si elles sont revêtues des marques prescrites. Et où lesdites toiles ne seroient pas marquées , elles seront visitées par lesdits gardes - jurés , à l'effet d'être apposé sur icelles , suivant la nature de leur fabrication , les marques prescrites par l'article 3 des lettres-patentes du 5 mai 1772. Faisons dé-

dicatif des règles à suivre dans cette fabrication, & ce tableau doit être déposé au greffe de la juridiction des manufactures dans chaque lieu de fabrique. Il doit aussi être inscrit dans le registre des délibérations de chaque communauté de fabricans, & affiché dans le lieu le plus apparent des bureaux destinés à la visite & à la marque des étoffes.

De pareilles lettres-patentes ont été données le même jour, avec de semblables tableaux, pour les généralités d'Auvergne, d'Amiens, de Tours, de Champagne, de Poitiers, d'Orléans & de Bourges.

fenses auxdits voituriers & autres de décharger lesdites toiles ailleurs que dans lesdits bureaux.

XVI. Autorisons lesdits gardes-jurés à faire des visites chez les fabricans & les curandiers ou blanchisseurs, ainsi que dans les halles, foires & marchés; d'y saisir les toiles ou matières qui seront en contravention au présent règlement, pour, sur le procès-verbal qui en sera dressé par lesdits gardes-jurés, être statué par les juges des Manufactures, ainsi qu'il appartiendra.

XVII. Dispensons des marques prescrites par l'article 4 des lettres-patentes du 5 mai 1779, les toiles fabriquées en chaînes & en trame avec du fil d'étoupe, du gros, ou repaon de lin & de chanvre qui n'auront point été lessivés. Voulons néanmoins que lesdites toiles ne puissent circuler dans le royaume & être exportées à l'étranger, qu'elles n'aient été revêtues, sans aucun examen préalable, dans le bureau du lieu de fabrication, ou dans celui qui sera le plus prochain, d'une marque d'une forme octogone, dont l'empreinte portera le nom du bureau de visite & le millésime.

XVIII. Voulons que les présentes soient exécutées selon leur forme & teneur; dérogeant à cet effet à tous édits, déclarations, lettres-patentes, arrêts & réglemens, en tout ce qui pourroit y être contraire. Si vous mandons, &c.

MANUMISSION. Voyez AFFRANCHISSEMENT.

MAQUERELLAGE. C'est le crime que commettent ceux qui font métier de débaucher & de prostituer des femmes ou des filles.

Le crime est plus ou moins grave selon les circonstances qui l'accompagnent, & la qualité des personnes qui s'entremettent pour en profiter d'autres, & de celles que l'on veut prostituer. Si l'on s'entremet pour prostituer une femme de basse condition, le crime est moins grave que s'il s'agissoit d'une femme distinguée par sa naissance. Mais la servante qui prostitue sa maîtresse, le mari qui prostitue sa femme, le frère qui prostitue sa sœur, sont beaucoup plus coupables que ceux qui ne s'entremettent que pour prostituer des filles ou des femmes avec lesquelles ils n'ont aucun rapport de parenté ou d'alliance.

Chez les romains, la loi dernière au code de *spectaculis*, vouloit que le Maquerellage fût puni du bannissement ou de la condamnation aux mines, lorsqu'il s'agissoit de la prostitution de personnes de basse condition; & de confiscation de corps & de biens, lorsque les personnes prostituées étoient de condition honnête.

Le droit des nouvelles prononça la peine de mort contre le Maquerellage.

Par une ordonnance de l'an 1532, rendue pour les états de l'Empire, Charles V voulut que ceux qui seroient coupables de Maquerellage, ou qui loueroient sciemment leurs maisons pour favoriser ce crime, fussent punis du bannissement ou du

carcan , de l'amputation des oreilles , du fouet ou de quelqu'autre peine semblable , selon l'exigence des cas.

En France , la peine du crime de Maquerellage a toujours été arbitraire & relative à la qualité des parties & aux circonstances du fait. Fontanon rapporte une ordonnance donnée par saint Louis en décembre 1254, suivant laquelle ce crime doit être puni extraordinairement , eu égard aux circonstances & à la qualité des parties.

Par une autre ordonnance du 18 septembre 1367 , le prévôt de Paris défendit à toutes sortes de personnes de l'un & de l'autre sexe , de livrer ou administrer des femmes *pour faire péché de leur corps* , à peine du pilori , d'être marquées d'un fer chaud , & d'être chassées de la ville.

Suivant les articles 3 & 4 du titre 25 de la coutume de Bayonne , les maquerelles doivent , pour la première fois , être fustigées & bannies à perpétuité , & en cas de récidive , condamnées à mort.

La jurisprudence actuelle est de condamner ceux qui sont coupables de Maquerellage simple , sans circonstances aggravantes , au fouet , à la marque & au bannissement , après qu'on les a promenés sur un âne , le visage tourné vers la queue , avec un chapeau de paille sur la tête , & des écriteaux portant ces mots : *Maquereau public* ou *Maquerelle publique*. C'est ainsi que , par arrêt du 7 juillet 1750 , le parlement de Paris a condamné Jeanne Moion , veuve le Sur , à être promenée sur un âne , le visage tourné vers la queue avec un chapeau de paille sur la tête , & des écriteaux devant & derrière portant ces

mots : *Maquerelle publique* , ensuite à être fouettée , flétrie & bannie pour cinq ans.

Par un autre arrêt du 7 janvier 1756 , la même cour a prononcé la même punition contre Thérèse le Grand , convaincue d'avoir fait un commerce de débauche & de prostitution publique dans sa maison (*).

(*) *Voici sur cette matière un arrêt tout récent :*

Vu par la cour le procès criminel fait par le lieutenant général de police de la ville , fauxbourgs & banlieue d'Orléans , à la requête du substitut du procureur général du roi audit siège , demandeur & accusateur contre Marie-Madeleine Fougereux , femme de Jacques Lefèvre ; Thérèse Pannetier , Elisabeth Bernardé , & Jeanne Langlois , défenderesses & accusées ; ladite Marie-Madeleine Fougereux prisonnière es prisons de la conciergerie du palais à Paris , & toutes appelantes de la sentence rendue sur ledit procès le 23 février 1780 , par laquelle ladite Marie-Madeleine Fougereux a été déclarée duement atteinte & convaincue d'avoir tenu lieu public chez elle depuis un temps considérable , d'y avoir reçu des personnes suspectes , & d'y avoir attiré insensiblement des filles mineures à l'insu de leurs parens , & de les avoir prostituées , après les avoir séduites ; d'avoir souffert , en sa présence & sous sa conduite , la prostitution ; d'avoir , par les débauches qu'elle autorisoit chez elle , interrompu le repos public & causé du scandale ; pour réparation de ce , ladite Marie-Madeleine Fougereux a été condamnée à être mise sur un âne , le visage tourné vers la queue , avec un chapeau de paille sur la tête , & des écriteaux devant & derrière , portant ces mots : (*Maquerelle publique*) ; & , en cet état , être , par l'exécuteur de la haute-justice , fustigée de verges , à nud sur les épaules , par les places & carrefours de la ville d'Orléans , & notamment à la porte de sa maison , & à l'un d'iceux flétrie d'un fer chaud , en forme de fleur-de-lis sur l'épaule droite ; ce fait , a été bannie pour le temps & espace de cinq années du ressort dudit bailliage d'Orléans ; il lui a été enjoint de garder son ban , sous les peines portées par la

Le Maquerellage se punit d'une manière singulière à Toulouse. M. Soulatges nous apprend

déclaration du roi de 1687, dont la lecture lui seroit faite ; & à l'égard des filles Pannetier, Bernardé & Langlois, pour par elles avoir mené une vie débauchée, elles ont été condamnées chacune en 10 livres d'amende ; il leur a été enjoint d'être plus régulières à l'avenir dans leur conduite, sous telles autres peines qu'il appartiendrait, même de réclusion ; il a été enjoint aux pères & mères & parens desdites filles de veiller sur leur conduite, à peine d'en répondre ; il a été ordonné que ladite sentence seroit imprimée & affichée par-tout ou besoin seroit : l'arrêt de la cour du 8 avril 1780, par lequel, en voyant ledit procès, il a été ordonné que dans huitaine, à compter du jour de la signification qui seroit faite dudit arrêt auxdites Thérèse Pannetier, Elisabeth Bernardé & Jeanne Langlois, accusées, elles seroient tenues de se rendre aux pieds de la cour pour le jugement de leur procès ; sinon, & ledit temps passé, qu'il y seroit procédé & passé outre, tant en absence que présence, conformément à l'édit de juillet 1773 : la signification faite dudit arrêt auxdites Thérèse Pannetier, Elisabeth Bernardé & Jeanne Langlois, accusées, par exploit du 25 dudit mois d'avril, avec commandement d'y satisfaire ; le certificat de Fremyn, greffier de la cour, en date de cejourd'hui, qui constate que lesdites filles Pannetier, Bernardé & Langlois, ne se sont point rendues aux pieds de la cour pour le jugement de leur procès, & subir le dernier interrogatoire avant icelui. Conclusions du procureur général du roi, lequel, comme de nouvel venu à sa connoissance, a requis d'être reçu appelant à *minimâ* de ladite sentence, à l'égard de Marie-Madeleine Fougereux, femme de Jacques Lefevre. Ouïe & interrogée en la cour ladite Marie-Madeleine Fougereux, femme Lefevre, sur ses causes d'appel & cas à elle imposés ; tout considéré :

La cour reçoit le procureur général du roi appelant à *minimâ* de ladite sentence, à l'égard de ladite Marie-Madeleine Fougereux, femme Lefevre ; faisant droit sur ledit appel, ensemble sur celui interjeté par lesdites Marie-Ma-

qu'on

qu'on y condamne les femmes coupables de ce crime , à être plongées à trois reprises différentes

deleine Fougereux , femme Lefevre , Thérèse Pannetier , Elisabeth Bernardé & Jeanne Langlois , de la même sentence , met lesdites appellations & sentence de laquelle a été appelé au néant , émendant , pour les cas résultans du procès , condamne ladite Marie - Madeleine Fougereux , femme Lefevre , à être proménée sur un âne , le visage tourné vers la queue , ayant un chapeau de paille sur la tête , & écriteau devant & derrière , portant ces mots : (*Maquerelle publique*) , & ce , dans les rues & carrefours de la ville d'Orléans , à chacun desquels carrefours , ainsi que devant la porte de sa maison , elle sera battue & fustigée nue de verges , par l'exécuteur de la haute-justice , & dans la place publique de ladite ville , fêtrée d'un fer chaud , en forme d'une fleur-de-lis , sur l'épaule droite , par ledit exécuteur de la haute-justice ; ce fait , ramenée , sous bonne & sûre garde , des prisons d'Orléans en celles de la conciergerie du palais , pour d'icelles être conduite en la maison de force de l'hôpital général de la Salpêtrière , & y être détenue & renfermée pendant le temps & espace de cinq ans ; lui fait défenses de se retirer , en aucun cas , même après le temps de sa condamnation expiré , dans la ville de Paris , fauxbourgs & banlieue d'icelle , ni à la suite de la cour , sous les peines portées par les déclarations du roi ; enjoint à Thérèse Pannetier , Elisabeth Bernardé & Jeanne Langlois , d'être à l'avenir plus régulières dans leur conduite , sous peine de punition corporelle ; les condamne à aumôner chacune la somme de 10 livres au pain des pauvres prisonniers de la ville d'Orléans , ladite somme à prendre sur leurs biens ; enjoint aux pères , mères & parens desdites filles , de veiller sur leur conduite , sous telles peines qu'il appartiendra. Ordonne qu'à la requête du procureur général du roi , le présent arrêt sera imprimé , publié & affiché , tant dans la ville d'Orléans & lieux circonvoisins , que dans la ville , fauxbourgs & banlieue de Paris , & par-tout où besoin sera ; & , pour le faire mettre à exécution , renvoie ladite Marie - Madeleine Fougereux ,

dans la Garonne par l'exécuteur de la haute-justice , & à être ensuite enfermées à l'hôpital le reste de leurs jours.

Quand le Maquerellage est accompagné de circonstances qui l'aggravent, on le punit plus sévèrement que le Maquerellage simple. Par exemple , plusieurs prétendent que la servante qui sert de maquerelle à sa maîtresse , doit être punie de mort : mais il y a lieu de croire que cette peine ne seroit pas prononcée en cas pareil parmi nous ; elle est trop rigoureuse , & sans proportion avec le délit.

On prétend aussi que les pères & les mères qui prostituent leurs filles doivent être punis de peines emportant mort civile , comme les galères ou le bannissement à perpétuité.

Le mari qui prostitue sa femme doit être puni d'une pareille peine , à moins que quelques circonstances particulières ne déterminent les juges à en prononcer une moindre.

La même règle doit avoir lieu à l'égard de ceux qui séduisent par artifice quelque jeune fille de famille pour la prostituer & en tirer de l'argent , sur-tout lorsqu'il paroît qu'une telle fille s'est abandonnée sans connoître , pour ainsi dire , le crime auquel elle a été engagée.

Voyez le recueil des ordonnances des rois de France ; le traité de la police par de la Marre ; Carondas sur le code Henri ; le traité des crimes

femme Lefevre ; prisonnière pardevant le lieutenant général de police de la ville d'Orléans. Fait en parlement, le treize juin mil sept cent quatre-vingt. Collationné NOURICHEL.

Signé, LECOUSTURIER.

par Soulatges ; prosper Farinacius, praxis & theoria criminalis ; le traité des matières criminelles , & celui de la justice criminelle , &c. Voyez aussi les articles ADULTÈRE , PROSTITUTION , &c.

MARAIS. On appelle ainsi des terres abreuvées de beaucoup d'eau qui n'ont point d'écoulement.

L'utilité qui résulte du dessèchement des Marais pour les rendre propres à l'agriculture , a déterminé le gouvernement à favoriser les entreprises de cette nature , par la concession de différens privilèges. Il fut ordonné par un édit du mois de janvier 1607 , que les Marais desséchés qui sont du domaine seroient nobles , pour en jouir par les entrepreneurs & par ceux qui seroient à leurs droits , noblement en fief & en toute justice ; & cependant il fut permis à chacun des entrepreneurs & associés de disposer de sa part & de la mettre en censive & roture si bon lui sembloit. Voyez ce que nous avons dit sur la matière dont il s'agit aux articles *défrichement* & *dessèchement*.

Par arrêt du 26 août 1768 , le conseil a fait un règlement pour l'administration des Marais communaux de la province d'Artois (*).

(*) *Voici cet arrêt :*

Le roi s'étant fait représenter , en son conseil , les projets de réglemens qui lui auroient été proposés par les états de la province d'Artois , en exécution de l'article 9 de l'arrêt de sondit conseil du 11 mai 1764 , par lequel sa majesté auroit jugé à propos de régler ce qui concerne

On appelle *Marais salans*, des lieux entourés de digues où l'on fait entrer de l'eau de la mer pour faire du sel.

l'administration, police & juridiction des Marais communaux de ladite province, elle auroit reconnu que s'il étoit nécessaire, pour l'avantage des communautés auxquelles lesdits Marais appartiennent, de prescrire des règles sur la manière dont elles useroient à l'avenir du tourbage dans lesdits Marais, & sur celle de rendre plus avantageux pour lesdites communautés ceux desdits Marais qui ont servi jusqu'ici au pâturage de leurs bestiaux, les précautions qu'elle jugeroit à propos de prendre à ce sujet, ne pourroient avoir un succès assuré, tant que les contestations qui pourroient survenir dans l'exécution des règles qu'elle prescrirait, seroient soumises aux différens degrés de juridiction qui ont lieu dans ladite province; sa majesté auroit donc jugé convenable, en réglant tout ce qui auroit rapport à une administration si intéressante pour ladite province, de confier l'exécution des réglemens qu'elle auroit trouvé nécessaire de faire à ce sujet, à des commissaires de son conseil, choisis dans le nombre des personnes que leur expérience & les places qu'elles ont successivement remplies, soit dans l'échevinage, soit dans les députations des états de ladite province, rendroient le plus capables de remplir les vues que sa majesté s'est proposées, en leur attribuant la connoissance & le jugement en première instance, sauf l'appel en son conseil, de toutes les contestations auxquelles la jouissance, l'exploitation & la police desdits Marais ou biens communaux, ou l'usage desdits pâturages, pourroient donner lieu. A quoi voulant pourvoir : oui le rapport; le roi étant en son conseil, a ordonné & ordonne ce qui suit :

ARTICLE I. La règle des fruits & revenus desdits Marais & biens communaux de ladite province d'Artois, continuera d'être faite par les maïeurs, échevins & gens de loi de chaque communauté, conformément à l'article 4 dudit arrêt du 11 mai 1764.

II. La quantité de tourbes nécessaires pour le chauffage des habitans desdites communautés, ainsi que la longueur

Ce sel dans l'origine appartient aux propriétaires de ces Marais : ils sont tenus , par l'article

& l'épaisseur desdites tourbes , seront à l'avenir réglées & fixées chaque année par les gens de loi de chaque communauté, en présence de l'inspecteur des états , ainsi que le lieu du Marais dans lequel la matière à faire les tourbes sera extraite , & le terrain sur lequel elles seront moulées & séchées : de tout quoi sera par eux dressé procès-verbal en présence dudit inspecteur , lequel sera signé desdits gens de loi & dudit inspecteur , sans toutefois que , sous quelque prétexte que ce puisse être , & sous telles peines qu'il appartiendra , ladite tourbe puisse être extraite plus près que de cinquante toises des bords des rivières & canaux navigables , & de trois toises des autres rivières , canaux ou ruisseaux.

III. Il sera procédé tous les ans , pardevant lesdits gens de loi , en la forme en tels cas accoutumée , à l'adjudication au rabais , tant de la quantité de tourbes qui aura été fixée par ledit procès-verbal , que d'un tiers en sus de ladite quantité , lequel sera destiné au paiement des frais de l'extraction desdites tourbes.

IV. Aussi-tôt après ladite adjudication , il sera remis , par lesdits gens de loi , aux adjudicataires , une copie collationnée dudit procès verbal , sans qu'il puisse être adjugé une plus grande quantité desdites tourbes que celle qui y aura été fixée , & le tiers en sus de ladite quantité , & sans que l'adjudicataire puisse mouler & sécher lesdites tourbes sur aucun autre terrain que sur celui fixé par ledit procès-verbal , le tout à peine d'amende , même de plus grande peine s'il y échoit.

V. Ladite extraction sera faite depuis le premier mai jusqu'au 10 juillet de chaque année , & il en sera inséré une clause expresse dans les procès-verbaux d'adjudication , à peine , contre lesdits gens de loi , d'en rester garans en leur propre & privé nom.

VI. Lorsque lesdites tourbes seront sèches & en état d'être enlevées , la distribution de la quantité extraite pour le chauffage de la communauté , sera faite par lesdits gens de loi à chaque chef de famille ; à l'effet

premier du titre premier de l'ordonnance du mois de mai 1680, de les entretenir & faucher

de quoi il en sera fait des lots qui seront tirés au sort par lesdits chefs de famille, en présence desdits gens de loi.

VII. Et à l'égard du tiers en sus de la quantité de tourbe nécessaire au chauffage desdits habitans, il sera remis & délivré par l'adjudicataire auxdits gens de loi, pour être vendu & adjugé en la forme ordinaire, en tout ou en partie, au plus offrant & dernier enchérisseur; & le prix provenant de ladite adjudication remis aux receveurs desdites communautés, & employé chaque année au paiement de l'adjudicataire qui aura extrait lesdites tourbes; & seront tenus lesdits receveurs d'employer chaque année dans leurs comptes lesdites recettes & dépenses, par articles séparés.

VIII. Il sera remis tous les ans, par lesdits gens de loi de chaque communauté, entre les mains du greffier qui aura été nommé par les commissaires ci-après établis, des copies collationnées des procès-verbaux & adjudications faites en exécution des articles 2 & 3 du présent règlement.

IX. Fait sa majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous habitans desdites communautés, d'extraire à l'avenir la tourbe par eux-mêmes, ou par d'autres, même pour leur usage; comme aussi de vendre aucunes tourbes, même de celles provenant du tiers en sus de la quantité nécessaire au chauffage desdites communautés, à autres qu'à des habitans de ladite province: leur défend pareillement de faire, dans lesdits Marais communaux, aucuns palés ou plaquettes, le tout à peine de cinquante livres d'amende, ou autre plus grande s'il y étoit.

X. Ceux desdits Marais communaux qui seront propres au pâturage, seront divisés par les gens de loi de chacune desdites communautés, en trois parties égales, dont deux seront destinées chaque année à faire paître les bestiaux, & la troisième alternativement sera réservée, sans que lesdits bestiaux puissent y pâturer, & sans que, sous aucun prétexte, il soit permis aux particuliers desdites communautés

suffisamment , en sorte que l'adjudicataire de la ferme des gabelles y puisse prendre chaque an-

de scier ou faucher , pour leur compte , aucune desdites trois parties.

XI. Ladite partie réservée sera mise en valeur , & la récolte qui en proviendra sera vendue & adjugée pardevant les gens de loi , au plus offrant & dernier enchérisseur , au profit de la communauté ; & le prix de ladite adjudication remis au receveur d'icelle , pour être employé à l'acquit de ses charges , & principalement à la nourriture de ses peuvres.

XII. Lesdits gens de loi seront tenus de veiller à l'entretien desdits pâturages , & à ce qu'ils soient tenus en bon état & valeur ; & en cas qu'il soit nécessaire d'y faire quelques défrichemens , desséchemens ou autres ouvrages nouveaux , pour en augmenter le produit , il en sera délibéré dans une assemblée générale de la communauté , & la délibération qui aura été prise à ce sujet , sera , par lesdits gens de loi , envoyée aux députés ordinaires des états , pour , après la vérification qu'ils en auront fait faire , être par sa majesté , sur le compte qui lui en sera rendu , ordonné ce qu'il appartiendra.

XIII. Fait défenses sa majesté à tous & un chacun des habitans de ladite province , de mettre leurs bestiaux dans lesdits Marais communaux avant le premier avril , ni après le dernier octobre de chaque année , comme aussi d'y en mettre , en aucun temps , qui appartiennent à d'autres qu'aux habitans de leur communauté ; le tout à peine , contre les contrevenans , de six livres d'amende pour chacun des bestiaux pris en contravention : enjoint sa majesté aux gens de loi d'y tenir la main , à peine d'en répondre en leur propre & privé nom.

XIV. Fait sa majesté pareillement défenses de conduire dans lesdits Marais & pâturages , des bestiaux attequés de maladies contagieuses , à peine , contre les contrevenans , de trente livres d'amende pour chacune des bêtes attequées desdites maladies : enjoint auxdits gens de loi de faire

née au prix courant , par préférence à tous autres , jusqu'à la concurrence de quinze mille muids ,

exactement , & toutes fois que besoin sera , & assistés d'un maréchal expert , la visite des bestiaux envoyés dans lesdits pâturages , pour , sur le vu du procès-verbal qui en sera dressé , être par eux ordonné que les propriétaires seront tenus de retirer sur le champ les bestiaux gâtés ; faute de quoi ils seront , à leurs frais , mis en lieu sûr , ou même , si le cas est urgent , tirés hors du pâturage , mis à mort , & enterrés aussi-tôt.

XV. Défend en outre sa majesté auxdits habitans , de mettre dans lesdits Marais & pâturages aucuns chevaux entiers , oies , canards , moutons , porcs ou autres animaux qui puissent nuire à la reproduction des herbes & aux plantations qui sont ou seront faites dans lesdits Marais pour le profit des communautés , à peine de cinquante livres d'amende , ou même de plus grande peine s'il y échoit.

XVI. Et attendu que l'exécution des dispositions du présent règlement exige la plus grande célérité , sa majesté voulant simplifier les procédures & diminuer les frais auxquels ladite exécution pourroit donner lieu , a commis & commis les sieurs de Crepiceul , Stoupy , Gosse , Camp & le Soing , anciens avocats , pour connoître en première instance , & sauf l'appel en son conseil , de toutes les contestations qui pourront naître au sujet desdits tourbages , pâturages , desséchemens ou défrichemens , & de tout ce qui peut concerner la police desdits Marais communaux ; instruire & juger sommairement & sans frais , toutes celles qui pourroient s'élever entre lesdites communautés , lesdits adjudicataires & tous autres , relativement à l'exploitation desdits Marais , du pâturage & des fruits en provenans , & rendre à ce sujet , au nombre de trois au moins , & sur les conclusions du sieur Duriez , avocat , que sa majesté a pareillement commis pour faire les fonctions de son procureur général en ladite commission , telles ordonnances ou jugemens provisoires ou définitifs qu'il appartiendra ; attribuant sa majesté auxdits commissaires , à cet effet , toute cour , juridiction & con-

mesure de Paris , du plus pur , du plus sec & mieux grainé.

La ferme se fournit dans le gouvernement de Brouage , des sels de Marennes & d'Oleron , qui sont reconnus pour être les meilleurs , & elle ne s'approvisionne dans le comté Nantois , par les mêmes motifs , que sur les Marais de Bouin , Beauvoir , Bourgneuf & Noirmoutier.

Tous les dépôts situés dans la Marche sont approvisionnés en sel de Brouage : les seuls dépôts de Nantes sont fournis en sel du comté nantois.

Il est défendu au fermier de faire venir des

noissance , & icelles interdisant à ses cours & juges : sans toutefois que , dans aucun cas & sous aucun prétexte lesdits commissaires puissent prendre connoissance des contestations qui concerneroient la propriété desdits biens & Marais communaux , lesquels ne pourront être portées que devant les juges ordinaires qui en doivent connoître.

XVII. Les amendes qui auront été prononcées par lesdits commissaires contre aucune desdites communautés , seront acquittées par tous les habitans d'icelles , au marc la livre de leurs impositions , sans que , sous aucun prétexte , elles puissent être payées des deniers & revenus desdites communautés , à peine de concussion.

XVIII. Les dispositions dudit arrêt du conseil du 11 mai 1764 , seront au surplus exécutées en tout ce qui ne sera pas contraire à celles du présent arrêt , lequel sera publié & affiché par-tout où besoin sera , & exécuté , nonobstant toutes oppositions & empêchemens quelconques , dont , si aucuns interviennent , sa majesté s'est réservé la connoissance à elle & à son conseil. Fait au conseil d'état du roi , sa majesté y étant , tenu à Compiègne , le vingt-six août mil sept cent soixante-huit.

Signé LE DUC DE CHOISEUL.

sels des pays étrangers, sinon en vertu de permission du roi par écrit.

Les pays du nord, ainsi que l'observe l'auteur de l'abrégé chronologique, sont privés de la chaleur nécessaire pour faire le sel, & ceux qui sont situés au delà du quarante-deuxième degré de latitude, sont un sel trop corrosif qui mange & détruit les chairs, au lieu de les nourrir & de les conserver : la France seule se trouve dans un climat tempéré, propre à faire le sel de la meilleure qualité.

Ce motif & la circonstance qu'il s'en fait des quantités suffisantes, non seulement pour la consommation du royaume, mais encore pour celle des Anglois, des Hollandois & de la plupart des nations du nord, ont déterminé les défenses qui ont été faites de tout temps, & confirmées par l'ordonnance de 1680, en faveur des propriétaires des Marais salans & pour la conservation des droits de gabelles, de faire entrer en France des sels étrangers.

On n'a recours au sel étranger qu'en cas de pénurie dans les magasins de Brouage & de Breagne, occasionnée par un temps trop pluvieux, les pluies étant absolument contraires à la saunaison : on obtient alors la permission d'en faire venir d'Espagne & de Porrrugal ; elle fut accordée par ce motif, en 1708, aux habitans de Saint-Malo, & par un arrêt du conseil du 28 octobre 1713, aux habitans des pays rédimés de la gabelle.

Les maîtres des navires, barques & autres vaisseaux qui vont chercher du sel dans les Marais salans du gouvernement de Brouage & pays adjacens, sont tenus, lors de leur arrivée aux ports,

havres & rades dans l'étendue de la ferme, de donner dans les 24 heures aux commis du plus prochain bureau une déclaration signée d'eux, contenant leur pays & demeure, le nom & le port des vaisseaux, & la quantité de sel qu'ils entendent charger : ils doivent en conséquence prendre du commis un congé du déchargement, le faire viser au capitaine de la patache établie pour la conservation des droits du roi, & fournir bonne & suffisante caution de les payer, le tout avant de charger le sel qu'ils ont acheté, à peine de confiscation & de trois cents livres d'amende. Telles sont les dispositions de l'article 5 du titre des droits sur le sel de Brouage de l'ordonnance du mois de mai 1680.

L'article 6 défend aux propriétaires des Marais salans & à leurs préposés, de délivrer le sel aux mesureurs, & aux mesureurs de le mesurer, aux chargeurs de le verser dans les barques, & aux maîtres des barques de le charger dans les navires, autrement qu'entre deux soleils & après qu'ils auront vu le congé du chargement visé du capitaine de la patache, ensemble le cautionnement qui aura été passé, à peine de 300 livres d'amende contre chacun des contrevenans.

ADDITION à l'article MARAIS.

Le gouvernement vient de réaliser dans la Flandres gallicane & dans l'Artois, le système qui conseille depuis long-temps le défrichement des Marais. Les lettres-patentes qui ont été données à ce sujet appartiennent essentiellement à cet article.

Celles concernant la Flandres gallicane sont

du 27 mars 1777, & elles ont été enregistrées au parlement de Douai le 14 novembre suivant. Les dispositions qu'elles renferment sont divisées en 19 articles : le premier, ordonne que tous les prés, Marais & pâturages communs des châtellenies de Lille, Douai & Orchies, soit qu'une ou plusieurs communautés d'habitans en jouissent entre elles en commun, seront partagés par portions égales entre tous les ménages existans par feu, sans distinction d'état, c'est-à-dire, de mariage, de viduité ou de célibat.

Mais avant de procéder à ce partage, il faut, suivant le même article, faire deux sortes de prélèvemens, l'un du tiers des biens dont il s'agit, pour appartenir au seigneur du lieu, soit que la concession de l'usage en ait été faite gratuitement ou à titre onéreux, à moins que les habitans ne justifient par titre de l'acquisition de la propriété qu'ils en ont faite ou qu'ils tiennent d'autres seigneurs; l'autre, des portions qu'il sera jugé nécessaire de donner à bail ou même d'aliéner pour certain temps, pour payer les dettes des communautés.

L'article 2 porte, que les seigneurs ne seront admis à prélever le tiers avant le partage, qu'en renonçant aux cens, redevances, droit de plantations & tous autres qui pourroient être dus pour raison de la concession des Marais, sans néanmoins qu'ils puissent être forcés à l'abandon de ces droits, qu'ils pourront conserver en renonçant au triage.

Ces deux articles semblent, au premier abord, déroger à l'ordonnance de 1669, titre des *bois*, *prés & Marais appartenans aux communautés*; & plusieurs en ont fait, sous ce prétexte, une

censure amère. Mais il est aisé d'en justifier les dispositions, & de faire voir que, loin de favoriser les seigneurs, elles leur sont très-désavantageuses.

L'ordonnance de 1669 porte, que quand les bois, prés & Marais appartenans aux communautés, sont de la concession gratuite des seigneurs, le tiers peut en être distrait au profit de ceux-ci, en cas qu'ils le demandent & que les deux autres tiers soient suffisans pour les besoins des habitans.

Cette loi ne dispose donc que pour le cas où les communautés sont propriétaires de leurs bois ou Marais, & qu'elles tiennent cette propriété de la main du seigneur; alors, il est vrai, le seigneur est non recevable à demander le tiers des biens communaux sur lesquels il perçoit des redevances : mais lorsque les habitans ne sont qu'usagers, le seigneur n'est pas borné au droit de triage, il peut demander un cantonnement qui emporte presque toujours la plus grande partie des fonds; & bien loin que les redevances que les usagers lui payent, y forment obstacle, elles subsistent au contraire à leur charge, même après le prélèvement de la part du seigneur. Ces principes seront développés à l'article USAGES; nous observerons seulement ici qu'ils ne sont pas particuliers à l'intérieur du royaume, puisqu'ils ont été consacrés formellement par deux arrêts du conseil & du parlement de Flandres, rendus les 10 février 1778 & 20 juillet 1779, pour le Hainaut & le Cambresis.

D'après cela, en quoi les lettres-patentes de 1777 favorisent-elles les seigneurs? 1°. Elles ne leur accordent le tiers des Marais sur lesquels ils

perçoivent des redevances , que lorsque les communautés en sont simplement usagères : c'est ce qui résulte de ces termes , *soit que la concession de l'usage en ait été faite gratuitement ou à titre onéreux*. Ainsi , non-seulement elles ne donnent rien aux seigneurs de ce que leur refuse l'ordonnance de 1669 , mais elles restreignent leurs droits dans des bornes beaucoup plus étroites que ne le fait la jurisprudence constante & uniforme de tous les tribunaux. 2°. Elles veulent que les seigneurs ne soient admis à prélever le tiets avant le partage , qu'à *la charge par eux de renoncer aux cens , redevances , droit de plantations & tous autres qui pourroient être dus pour la concession desdits Marais*. Il est sensible , d'après ce que nous avons dit , que cette loi n'ordonnant , comme elle fait , qu'un simple cantonnement , ne devoit pas priver les seigneurs des prestations dont les habitans étoient chargés envers eux.

En deux mots , les lettres-patentes dont il s'agit ne parlent de triage que relativement au cas où les communautés ne sont qu'usagères : la disposition qu'elles renferment à ce sujet n'a rien de contraire à l'ordonnance de 1669 , qui n'a pour objet que les Marais dont les communautés sont propriétaires , & elle déroge , en faveur des habitans , aux principes universellement reçus en matière de cantonnement. Voilà bien les intérêts des communautés préférés à ceux des seigneurs.

Le premier des articles que nous venons de rapporter exclut les seigneurs du triage , lorsque les habitans *justifient par titre de l'acquisition de la propriété qu'ils en ont faite*. Mais cette exclusion n'est pas générale , elle ne porte que sur le

cas où l'acquisition n'a pas été gratuite ; dans l'hypothèse contraire , l'ordonnance de 1669 conserve toute sa force , & le seigneur doit être admis à distraire le tiers , si les deux autres tiers suffisent aux besoins des habitans. En effet , ce n'est point un triage proprement dit , mais un cantonnement que l'article cité adjuge au seigneur lorsque la communauté est réduite à un simple usage ; conséquemment ce n'est point du triage , mais du seul cantonnement qu'il l'exclut , dans le cas où la communauté est propriétaire ; & , par une conséquence ultérieure , l'exclusion que les lettres-patentes prononcent , ne l'empêche pas de demander un véritable triage lorsqu'il se trouve dans les termes de l'ordonnance de 1669 , c'est-à-dire , lorsque la concession a été gratuite , & que les deux tiers du Marais sont suffisans pour la communauté.

On ne doit pas trouver surprenant que les lettres-patentes de 1777 ne privent les seigneurs du cantonnement , ou , ce qui est la même chose , ne réputent les communautés propriétaires de leurs Marais , que lorsque celles-ci *justifient par titre de l'acquisition* par elles faite *de la propriété*. Il est certain que les Marais sont présumés appartenir au seigneur , tant que le contraire n'est pas prouvé très-clairement ; toutes les propriétés de son territoire sont censées venir de lui ; elles n'ont pu passer en d'autres mains que par inféodation ou accensement : il faut donc prouver qu'il s'est dépouillé de celles dont on veut l'exclure , & cette preuve doit se faire par des titres , ou au moins par des actes de possession légitime & contradictoire , qui s'adaptent individuellement à chaque partie qu'on veut soustraire à la loi gé-

nérale du territoire. Voilà la règle , on la trouve dans tous les juriconsultes , & elle est inscrite en traits lumineux dans le traité des fiefs de Dumoulin. *Teneo*, dit-il, *fundatam esse intentionem domini loci, nedùm in dominio directo, sed etiam in pleno dominio.*

De là, ce principe consacré par un grand nombre de coutumes , & développé par Varfavaux (*), que » la patrimonialité des fiefs renferme & em- » porte avec soi , au profit du seigneur , le fonds » & la propriété entière & exclusive de toutes » les terres vagues , vacantes & en friche qui se » trouvent dans l'enclave de sa seigneurie , & que » par conséquent on ne peut l'en dépouiller , lorsqu'il ne paroît pas , par les investitures ou par la coutume du lieu , qu'il les ait transmises en tout ou en partie à ses vassaux «.

Les Marais se rangent , pour ainsi dire , d'eux-mêmes dans la classe des biens dont parle cet auteur. Ils étoient dans l'origine incorporés au gros du fief, le seigneur n'a donc pu les en détacher que par un accensement ou une concession gratuite. Ce ne sont pas à la vérité des terres tout-à-fait inutiles & vagues ; ils sont destinés depuis long-temps à la païsion des bestiaux , & les communautés s'en servent pour cet objet : mais cet usage est-il une marque de propriété ? Non , le seigneur qui l'a accordé ou toléré , ne peut pas avoir entendu s'exproprier totalement : il ne faut pas donner à la cause plus d'étendue que l'effet ne le demande ; la seule concession ou tolérance de

(*) Traité des Communes , page 160.

l'usage a pu & dû produire naturellement l'exercice de l'usage; il n'a donc pas fallu d'expropriation entière pour lui donner lieu, & conséquemment il n'est pas possible de tirer une juste conséquence de l'usage à la propriété.

Revenons à nos lettres-patentes : elles ordonnent, article 3, qu'avant de procéder au partage des Marais, toutes les communautés qui justifieront y avoir droit, soit comme propriétaires, soit comme usagères, ou à tous autres titres reconnus ou jugés suffisans, seront tenues de fournir à l'intendant ou à son subdélégué du département, un état arrêté dans une assemblée générale, des dettes de chacune d'elles, ainsi que de leurs charges ordinaires, à l'effet de prélever sur les Marais, en raison de leurs droits respectifs, la quantité qu'il sera nécessaire d'affermir ou même d'aliéner pour 25, 35 ou 45 ans, afin de payer les dettes ou remplir les charges avec le produit que l'on en tirera.

Le même article veut que les Marais dont la propriété formera l'objet d'un litige, demeurent au même état jusqu'au jugement définitif de chaque contestation; & il fait défenses d'entreprendre sur ces Marais non partagés aucun défrichement ni tourbage, à peine de cinq cents liv. d'amende pour chaque contravention, laquelle sera payée, suivant l'usage, par les principaux occupants, sauf leur recours tel que de raison, à moins que, sur la dénonciation des coupables, l'intendant ne puisse les condamner personnellement au paiement de cette amende.

L'article 4 ordonne qu'avant de procéder au partage, il sera fait par tels arpenteurs royaux qui seront nommés par les communautés, ou à

leur défaut par l'intendant, mesurage particulier de chacun des Marais, en présence des gens de loi de chaque paroisse, ou eux duement appelés, même dressé plans figuratifs de leurs consistances aux frais de chacune des communautés, dans lesquels plans & procès-verbaux d'arpentage seront désignées la nature, la quantité, ainsi que la quotité ou étendue du Marais.

L'article 5 porte, que lors du mesurage, chaque Marais sera divisé en trois portions égales, dont l'une sera tirée au sort par le seigneur ou son représentant, pour lui appartenir en cas que le triage ait lieu, & les deux autres demeureront à la communauté, pour être partagées entre les habitans, après l'autre prélèvement indiqué ci-dessus. Le même article veut que les partage & défrichement soient faits & achevés dans l'année de l'enregistrement des lettres-patentes, & qu'à faute d'y avoir satisfait par quelques-unes des communautés, il y soit procédé par l'intendant.

L'article 6 dit qu'il sera fait dans chaque communauté un rôle de tous les ménages ou feux qui la composent; que l'on y comprendra tous les habitans actuels, soit gens mariés, veufs ou veuves, garçons ou filles ayant ménage ou feu particulier; qu'il sera arrêté & signé par les gens de loi, visé par l'intendant ou son subdélégué, & remis à l'arpenteur, afin que dans son procès-verbal de mesurage il forme autant de portions qu'il y aura de feux ou ménages dans la communauté; bien entendu que, pour régler chaque part, il se conformera à la nature & qualité du terrain, en sorte que le produit puisse en être à peu près égal; ce qui sera fait en présence des gens de loi & de quatre principaux habitans, ou

eux duement appelés ; après quoi, toutes les portions qui auront été numérotées dans son procès-verbal & même dans son plan, seront tirées au sort dans une assemblée générale par chaque ménage, pour en jouir jusqu'au décès du dernier vivant, du mari ou de la femme, sans qu'aucun ménage puisse jouir de deux portions.

L'article 7 déclare que personne ne pouvant retenir deux portions à la fois, si deux portionnaires viennent à se marier ensemble, ils seront tenus d'en abandonner une à leur choix.

Suivant l'article 8, comme ces portions de Marais sont singulièrement affectées aux feux ou ménages de chaque paroisse, pour les aider à se soutenir, dès que le dernier survivant, du mari ou de la femme, sera décédé, ces portions passeront à d'autres ménages qui n'en auront pas encore été pourvus, toujours dans l'ordre de l'ancienneté : & s'il en survient de surnuméraires, elles seroient louées au profit de la communauté, jusqu'à ce qu'il s'y trouvât des ménages pour les réclamer.

L'article 9 porte, que si le nombre des feux augmente, les feux ou ménages surnuméraires, pour parvenir à une portion, devront attendre qu'il y en ait une vacante, & n'en seront pourvus que par rang d'ancienneté d'établissement en ménage particulier ; que si au contraire le nombre des feux vient à diminuer, les portions surnuméraires seront louées au profit de la communauté, mais pour trois ans seulement, afin que les nouveaux feux qui pourront s'établir ne soient pas dans le cas d'attendre plus long-temps pour être portionnés comme les autres.

L'article 10 décide que pour succéder à l'avenir

aux portions ménagères qui viendront à vaquer dans chaque communauté, il faudra en être natif, ou avoir épousé une fille ou veuve qui ait cette qualité, & y demeurer avec elle.

Par l'article 11, pour prévenir toutes les difficultés qui pourroient survenir entre les héritiers des occupeurs de portions ménagères & leurs successeurs en occupation, ceux-ci sont obligés de leur faire raison, à dire d'expert, de ce dont la terre se trouvera *avétie*, ainsi que des engrais, labours & semences, même des fèves & des rejets, s'il y échet.

Par l'article 12, chaque ménage ou portionnaire est tenu de mettre sa portion en valeur, de la manière la plus convenable au terrain, dès la première année que le délaissement lui en aura été fait; & s'il laisse passer trois années sans l'avoir mise ou même entretenue en culture, il en demeurera privé de plein droit, & elle sera assignée à un autre ménage qui n'en aura pas, ou affermée au profit de la communauté.

L'article 13 défend à toutes personnes, sous peine de 300 livres d'amende, d'extraire dorénavant des Marais aucune espèce de chauffage, soit tourbes, hots, molingues ou palées, soit plaquettes ou gazons; & afin d'y suppléer pour l'avenir, il enjoint à chaque particulier de planter en bois les lisières de leurs portions, autant que faire se pourra, & à chaque communauté de planter de même les portions qui leur resteront en commun, & qui pourront en être susceptibles.

Par l'article 14, afin que chaque communauté continue de trouver dans ses Marais, quoiqu'ainsi partagés, une ressource pour ses charges com-

munes , ordinaires & extraordinaires , chaque portionnaire , sans exception , est tenu de payer par forme de rente foncière ou cens , franc & net argent , à la communauté , à raison d'un demi-havot de bled froment au cent de terre par an , sur le pied de la prise de la saint Remy de l'Epier , de Lille , de Douai & d'Orchies , selon la situation des terrains dans chacune des trois châtellemies ; & faute de paiement d'une année de cette redevance , elle sera prise l'année suivante sur les fruits qui seront enlevés à cet effet sans aucune sommation ni formalité de justice.

L'article 15 porte , que si , lors de l'arpentage , il se trouvoit dans ces Marais des cantons qui ne fussent pas susceptibles d'être aisément partagés ou mis en culture , soit à cause des eaux qui les couvrent , soit par leur peu d'étendue ou stérilité naturelle , ils seroient laissés en commun & en pâtis , ou bien convertis en étangs , ou plantés en bois au profit de la communauté , ainsi que du seigneur pour son tiers , s'il n'y a point été pourvu d'ailleurs.

Suivant l'article 16 , la faculté de planter le long & sur les bords des fossés que chaque communauté aura fait faire , n'appartiendra qu'à elle seule ; & en conséquence , elle jouira privativement des sèves & rejets des arbres qu'elle aura fait planter , & elle pourra les faire abattre & remplacer par d'autres , quand il lui plaira , sans être tenue à aucun dédommagement envers les occupants ou possesseurs.

Suivant l'article 17 , les chemins & fossés que chaque communauté a fait faire , & ceux qu'elle pourroit trouver à propos de faire , soit pour la facilité des communications , soit pour l'écoule-

ment des eaux, seront entretenus par les occupants riverains, en largeurs, bombages, régèlement, pente, talus & profondeur, le tout en si bon état, que les uns soient praticables en tout temps, & que les autres ne retardent ni n'interceptent en aucun temps l'écoulement des eaux.

Par l'article 18, le roi, pour indemniser les habitans de ces communautés des peines & frais de défrichement des portions assignées à chacun d'eux, & les encourager à les mettre & entretenir dans la plus grande valeur possible, ordonne qu'ils jouiront des exemptions portées par la déclaration du 13 août 1766 & subséquentes, & les dispense à cet effet de toutes formalités prescrites par les mêmes loix.

L'article 19 enjoint à l'intendant de tenir la main à l'exécution de toutes les opérations ci-dessus, & ordonne qu'elles soient faites en sa présence ou de ses subdélégués dénommés à cet effet; mais il excepte de cette attribution au commissaire départi toutes les questions de propriété, qu'il veut être renvoyées dans les tribunaux ordinaires, pour y être par eux statué ainsi qu'il appartiendra.

Les lettres-patentes données pour le partage & défrichement des Marais d'Artois, sont du 13 novembre 1779, & l'enregistrement en a été fait au parlement de Paris le 25 du même mois. Voici comme elles sont conçues.

Article 1. „ Toutes les terres, prés, Marais,
 „ landes ou friches appartenans aux commu-
 „ nautés d'habitans de notre province d'Artois,
 „ seront partagés par portions égales en valeur,
 „ entre tous les chefs de famille de chaque lieu,
 „ mariés ou célibataires, sous laquelle dénomi-

» nation de *chefs de famille*, le curé de la pa-
 » roisse sera compris, pour en jouir en usufruit
 » seulement, aussi long-temps qu'ils seront do-
 » miciliés dans le lieu, distraction néanmoins
 » faite au profit du seigneur, soit ecclésiastique,
 » soit laïque, même des gens de main-morte
 » ayant fief & seigneurie, du tiers desdites terres,
 » près, Marais, landes & friches qui seront de
 » concession gratuite, & du sixième en faveur de
 » ceux à qui, à raison de ladite concession, il est
 » dû par lesdits habitans des redevances ou ser-
 » vitudes (*) «.

Article 2. » Les seigneurs qui auront distrait
 » le sixième des biens communaux ne pourront
 » à l'avenir exiger desdites communautés d'habi-
 » tans lesdites rentes, redevances ni servitudes
 » dont elles demeureront quittes & déchargées;
 » & lesdits seigneurs, ainsi que ceux au profit
 » desquels le tiers aura été distrait, ne pourront
 » exercer aucun droit de plantis sur la part des
 » habitans, qui seront seulement soumis de
 » donner tous les quarante ans une simple dé-
 » claration portant qu'ils possèdent en toute pro-
 » priété & librement lesdits biens dans l'éten-
 » due de leur directe à laquelle ils demeurent
 » soumis «.

Article 3. » Les habitans jouiront, à raison des
 » lots de partage qui leur seront échus, des
 » exemptions portées par la déclaration du 13

(*) Le roi annonce dans le préambule, qu'il accorde ce sixième aux seigneurs à qui il est dû des redevances, pour les indemniser de ce qu'ils seront, par l'événement du partage & du défrichement, privés du pâturage qu'ils s'étoient réservé pour leurs bestiaux & ceux de leurs fermiers.

» août 1766 & les lettres-patentes du 30 mai
» 1767, sans néanmoins qu'ils soient assujettis
» à l'observation des formalités prescrites par
» lescdites déclaration & lettres-patentes, dont
» nous les avons dispensés & dispensons par ces
» présentes «.

On apperçoit à la première vue toutes les différences qu'il y a entre ces lettres-patentes & celles concernant la Flandres gallicane ; nous nous bornerons à en observer deux.

1°. Les lettres-patentes données pour la Flandres gallicane veulent qu'en cas de concurrence de plusieurs communautés dans un même Marais, il soit partagé entre elles sur le pied des ménages dont elles sont respectivement composées, en sorte que celle qui est une fois plus nombreuse que les autres, doit obtenir une part double. C'est ce qui résulte des articles 1 & 6 de cette loi.

Les lettres-patentes données pour l'Artois ne prononcent rien sur ce cas ; de là naît la question de savoir si dans cette province le partage d'un Marais commun à plusieurs paroisses doit être fait par portions égales, en ne s'attachant qu'aux paroisses en elles-mêmes, & en les renfermant dans les règles des sociétés privées ; ou si, pour faire ce partage, il faut avoir égard au nombre des habitans, ou si enfin il doit être réglé sur le pied de l'étendue des terroirs respectifs des paroisses communiales.

De ces trois partis, M. Chauvelin, intendant d'Artois, avoit adopté le premier par une ordonnance du premier juin 1744, rendue entre les communautés de Harnes, d'Annay & de Loison ; mais sur l'appel qui en a été interjeté au con-

feil , elle y a été réformée par arrêt du 5 août 1748 , portant que le partage se feroit à proportion des sommes que chaque communauté payoit annuellement aux états de la province , suivant ses cahiers de centièmes , qui sont des impositions réelles & calquées sur l'étendue du terroir. Cette décision est conforme au sentiment des auteurs qui ont écrit sur cette matière (*).

2^o. Les lettres-patentes données pour la Flandres gallicane attribuent à l'intendant la connoissance de toutes les opérations du partage & défrichement des Marais : celles rendues pour l'Artois ne contiennent rien de semblable. Cette différence tient à d'anciennes contestations entre les juges ordinaires & les intendans de la province. Avant 1736 , la juridiction des Marais & communes appartenoit aux juges ordinaires : à cette époque , l'intendant de Picardie , qui , par des arrêts particuliers de 1717 & 1719 , avoit la connoissance de tout ce qui concernoit la police des Marais propres à l'extraction de la tourbe dans cette province , voulut non seulement l'étendre dans celle d'Artois , qui étoit alors accidentellement de la généralité d'Amiens , mais encore prendre connoissance des Marais & communes dont on ne pouvoit tirer de tourbe ; ce qui lui fut en effet accordé par un arrêt d'attribution générale du 12 août 1740 , confirmé & expliqué par deux autres des 3 avril 1753 &

(*) Voyez Leiferus , *jus Georgicum* , page 259 , n. 8 ; Simon de Monte , *de finibus regundis* , page 173 , n. 20 ; Stephanus , *décif. 9* , fol. 25 , n. 5.

28 janvier 1755 ; mais les états y ayant formé opposition , il en intervint un du 11 mai 1764 , qui contient les dispositions suivantes : » Le roi » étant en son conseil a ordonné & ordonne , article 1 , que les contestations qui » pourront naître au sujet de la propriété & » jouissance des Marais & communaux desdites » communautés de l'Artois , du tourbage & de » la police d'iceux , comme aussi les procès qui » pourroient s'élever au sujet des rixes , abus , » malversations & délits commis à ce sujet , » seront portés pardevant les juges qui en doivent » connoître , & par appel où il appartiendra , » comme auparavant les arrêts de son conseil des » 8 mai , 20 août 1717 , 28 juillet 1717 , 5 » mai 1736 , 12 août 1740 , 3 avril 1753 & » 28 janvier 1755 , ou autres rendus en conséquence , lesquels demeureront comme non avenue , à compter de ce jour.

» II. Lesdites contestations seront jugées tant » en cause principale que d'appel , à l'audience » ou sur délibéré , sommairement & sans épices » ni vacations , & sans qu'il puisse être prononcé » aucun appointement à ce sujet. . . .

» IV. La régie des fruits & revenus desdits » Marais & communaux sera faite , comme avant » lesdits arrêts , par les maieur , échevins & » gens de loi de chaque communauté.

» IX. Sa majesté voulant établir la meilleure » police & administration dans tous lesdits Marais & communaux , pour les rendre encore plus » utiles aux communautés & à toute la province , » ordonne qu'ils seront & demeureront à l'avenir » sous l'inspection générale des états dudit pays , » lesquels pourront se faire représenter les déli-

» bérations , adjudications , baux & comptes , à
» l'effet d'être par eux proposé à sa majesté tels
» réglemens qu'il appartiendra pour le bien
» desdites communautés & de ladite province.

(*Cette addition est de M. MERLIN , avocat au
parlement de Flandres*).

MARC. Poids dont on se sert en France & en plusieurs états de l'Europe pour peser diverses sortes de marchandises , & particulièrement l'or & l'argent. C'est principalement dans les hôtels des monnoies & chez les marchands qui ne vendent que des choses précieuses ou de petit volume , que le Marc & ses divisions sont en usage. Avant le règne de Philippe I , on ne se servoit en France , sur-tout dans les monnoies , que de la livre de poids composée de 12 onces. Sous ce prince , environ vers l'an 1080 , on introduisit dans le commerce & dans la monnoie le poids de Marc , dont il y eut d'abord de diverses sortes , comme le Marc de Troyes , le Marc de Limoges , celui de Tours , & celui de la Rochelle , tous quatre différant entre eux de quelques deniers. Enfin ces Marcs furent réduits au poids de Marc sur le pied qu'il est aujourd'hui.

Le Marc est divisé en huit onces ou soixante-quatre gros , cent quatre-vingt-deux deniers , ou cent soixante esterlins , ou deux cent vingt mailles , ou six cent quarante felins , ou quatre mille six cent huit grains.

Ses subdivisions sont chaque once en huit gros , vingt-quatre deniers , vingt esterlings , quarante mailles , quatre-vingts felins & cinq cent soixante-seize grains ; le gros en trois deniers ,

deux esterlins & demi, cinq mailles, dix felins; soixante-dix grains; le denier en vingt-quatre grains, l'esterling en vingt-huit grains, quatre cinquièmes de grains; le felin en sept grains, un cinquième de grain; enfin le grain en demi, en quart, en huitième, &c.

Il y a à Paris à la cour des monnoies un poids de Marc original, gardé sous trois clefs, dont l'une est entre les mains du premier président de cette cour, l'autre entre celles du conseiller commis au jugement des monnoies, & la troisième entre les mains du greffier. C'est sur ce poids que celui du châtelet fut étalonné en 1498, en conséquence d'un arrêt du parlement du 6 mai de la même année; & c'est encore sur ce même poids que les changeurs & orfèvres, les gardes des apothicaires & épiciers, les balanciers, les fondeurs, enfin tous les marchands & autres qui pèsent au poids de Marc, sont obligés de faire étalonner ceux dont ils se servent. Tous les autres hôtels des monnoies de France ont aussi dans leurs greffes un Marc original, mais vérifié sur l'étalon de la cour des monnoies de Paris; il sert à étalonner tous les poids dans l'étendue de ces monnoies.

On appelle *poids de Marc*, une manière de compter les poids des marchandises, selon laquelle la livre a toujours seize onces comme à Paris, & non douze ou quatorze onces comme en d'autres lieux.

On dit au palais, au *Marc la livre*, pour dire, au fou la livre, au prorata de ce qui est dû à chaque créancier. Voyez CONTRIBUTION.

MARC D'OR. C'est une certaine finance que paye au roi le nouveau titulaire d'un office avant de pouvoir obtenir des provisions.

L'édit du mois d'octobre 1578 est le premier qui ait été rendu pour le payement de cette finance : il ordonna que tous ceux qui seroient pourvus d'offices venaux & non venaux, ordinaires & extraordinaires, & de quelque titre & qualité qu'ils pussent être, à l'exception néanmoins des notaires & secrétaires de la maison & couronne de France, seroient tenus, avant l'expédition de leurs provisions, de payer le droit de serment qui seroit taxé.

Par une déclaration du 7 décembre 1582, le roi attribua à l'ordre du saint Esprit les deniers provenans du droit de serment, qui dans la suite fut nommé *Marc d'or*.

L'édit du mois de décembre 1656, portant doublement de ce droit, ordonna que le Marc d'or seroit payé pour toutes sortes d'offices casuels, domaniaux, héréditaires, de justice, de finance, de police, de chancellerie, & tous autres généralement quelconques, à l'exception de ceux de la grande chancellerie seulement.

Depuis ce temps, il est intervenu sur cette matière un grand nombre de réglemens; mais nous ne nous proposons de parler que des principaux, & particulièrement de ceux dont les dispositions sont aujourd'hui en vigueur.

Celui qui sert de fondement à ces derniers, est un édit du mois de décembre 1770, qui a été lu & publié le sceau tenant, & enregistré à l'audience de France le 5 de ce mois; voici ce qu'il porte :

» Louis , &c. salut : Le Marc d'or étant un
» droit attaché à notre souveraineté , & payé en
» reconnoissance du bienfait que tiennent de
» nous ceux auxquels nous conférons nos offices ,
» nous avons pensé que si tous les offices sans
» exception , même ceux qui sont les moins lu-
» cratifs , devoient être assujettis à ce droit , à
» plus forte raison étoit-il juste de tirer un avan-
» tage pour nos finances des autres graces , hon-
» neurs , droits , titres & commissions que nous
» conférons , ainsi que des titres & commissions
» que nos fermiers , cautions desdits fermiers ,
» régisseurs & cautions desdits régisseurs , accor-
» dent en ladite qualité , pour la direction &
» régie de nos affaires , ainsi que pour la per-
» ception de nos droits , d'autant plus que la
» plupart desdites graces , honneurs , droits ,
» titres & commissions sont données gratuite-
» ment , & rapportent des produits très-avan-
» tageux à ceux qui en jouissent. A ces causes
» & autres à ce nous mouvant , de l'avis de notre
» conseil , & de notre certaine science , pleine
» puissance & autorité royale , nous avons , par le
» présent édit perpétuel & irrévocable , dit , sta-
» tué & ordonné , disons , statuons & ordon-
» nons , voulons & nous plaît ce qui suit :

» Article I. A compter du jour de la publi-
» cation du présent édit , il ne pourra être scellé ,
» en notre grande chancellerie , aucunes lettres
» de provision ou commission d'offices , de quel-
» que nature qu'ils soient & sans aucuns excep-
» ter , soit que lesdites provisions ou commissions
» soient expédiées en commandement & par nos
» secrétaires d'état , ou en la forme ordinaire ,
» qu'au préalable le Marc d'or desdits offices

» n'ait été payé par les impétrans , & que sur
» la quittance dudit droit : déclarons en consé-
» quence nulles & de nul effet , à compter du
» jour de la publication du présent édit , toutes
» exemptions dudit droit qui pourroient avoir
» été accordées par quelques titres que ce soit ,
» auxquels nous avons dérogé & dérogeons.

» II. Le droit de Marc d'or de tous les offices
» de finance , sera & demeurera à l'avenir fixé
» au quarantième de la finance desdits offices ,
» dérogeant à cet égard aux tarifs arrêtés en notre
» conseil le 7 octobre 1704 & 30 avril 1748 ,
» & à tous autres ; déclarons que si lesdits offices
» tomboient au remboursement , ils ne feront
» remboursés que sur le pied de l'évaluation
» qui leur aura été donnée par ceux qui payeront
» le droit de Marc d'or. Ordonnons , à l'égard
» de ceux qui pourroient avoir été pourvus des-
» dits offices en survivance , qu'ils ne pourront
» entrer en exercice , qu'au préalable ils n'aient
» payé ledit droit de Marc d'or sur le pied fixé
» par le présent article , sauf à leur tenir compte
» sur icelui du droit qu'ils peuvent avoir payé
» pour l'obtention de leurs provisions. A l'égard
» des droits de cinq sous pour livre attribués à
» nos secrétaires du roi , sur le principal du droit
» de Marc d'or , & des seize deniers pour livre
» aussi attribués sur ledit principal aux quatre
» secrétaires-greffiers de notre conseil , leursdits
» droits continueront d'être perçus sur le pied
» auquel ledit droit de Marc d'or avoit été fixé
» par les tarifs arrêtés en notre conseil les 7
» octobre 1704 , & 30 avril 1748 , pour tous
» les offices compris au présent article.

» III. Tous ceux qui tiennent nos fermes &

» leurs cautions, les régisseurs de nos droits &
» leurs cautions, ne pourront à l'avenir entrer
» en jouissance desdites fermes & régies, ni les
» baux & résultats en être scellés, qu'ils n'aient
» payé, entre les mains du trésorier du Marc
» d'or en exercice, le droit de Marc d'or, que
» nous fixons au quarantième de leurs fonds
» d'avance.

» IV. Tous ceux qui sont pourvus de commis-
» sions de nos fermiers généraux, des adminis-
» trateurs des postes, des fermiers des poudres
» & salpêtres, & autres fermiers & régisseurs de
» nos droits, auxquelles commissions il y a des
» privilèges & exemptions attachés, seront tenus,
» pour continuer de jouir desdits privilèges &
» exemptions (faute de quoi nous les en décla-
» rons déchus), de payer dans deux mois pour
» tout délai, à compter du jour de la publication
» du présent édit, un droit de Marc d'or, sur
» le pied du quarantième de leur cautionnement,
» pour ceux qui en ont fourni; & à l'égard de
» ceux qui n'ont fourni aucun cautionnement,
» sur le pied du cinquième de leurs appoin-
» temens annuels; voulons qu'à l'avenir ceux qui
» seront pourvus desdites commissions ne puissent
» entrer en exercice, ni jouir des droits, pri-
» vilèges & exemptions y attribués, qu'ils n'aient
» payé le Marc d'or, conformément au présent
» article, & qu'ils n'en aient fait enregistrer les
» quittances, conjointement avec leurs commis-
» sions, aux greffes des hôtels-de-ville, des élec-
» tions ou autres juridictions qu'il appartiendra.
» Faisons en outre défense de délivrer aucunes
» desdites commissions, & à tous commis d'exer-
» cer les fonctions de leur emploi sur icelles,
» qu'elles

„ qu'elles n'aient été visées par l'un des deux
 „ contrôleurs du Marc d'or , que nous commet-
 „ tons à cet effet , à peine , contre les contreve-
 „ nans , du triple droit qui auroit dû être payé
 „ pour lesdites commissions & de destitution de
 „ leur emploi.

„ V. Affujettissons aussi au paiement dudit
 „ droit de Marc d'or , conformément au tarif
 „ ci-attaché sous le contre-scel de notre présent
 „ édit (*), tous ceux qui seront pourvus à l'ave-

(*) *Voici ce tarif :*

RÈGLEMENT fait par le roi sur les taxes du droit de Marc d'or , que sa majesté veut être payé par tous les officiers possédant des offices qui n'avoient point encore été assujettis audit droit , & par tous ceux de ses sujets qui obtiendront des grâces , dons , honneurs , droits & titres ; & par les fermiers & régisseurs des revenus de sa majesté , leurs commis & préposés , à compter du premier décembre 1770.

Premièrement.

Charges & offices de la maison du roi.

Ces officiers payeront sur le pied de la finance de leurs offices , ainsi qu'il ensuit :

Pour les finances de	1000 à	2000 l.	. .	121 l. 10 s.
Pour celles de	2000 à	3000	. .	162
Pour celles de	3000 à	5000	. .	243
Pour celles de	5000 à	8000	. .	324
Pour celles de	8000 à	12000	. .	405
Pour celles de	12000 à	16000	. .	486
Pour celles de	16000 à	20000	. .	648
Pour celles de	20000 à	30000	. .	810
Pour celles de	30000 à	40000	. .	972
Pour celles de	40000 à	50000	. .	1134
Pour celles de	50000 à	60000	. .	1296
Pour celles de	60000 à	70000	. .	1458

» nir de charges , places & offices auprès de
 » notre personne : voulons que ceux qui feront

Pour celles de	70000 à 80000 l.	. . 1620 l.
Pour celles de	80000 à 90000	. . 1782
Pour celles de	90000 à 100000	. . 1944
Et pour celles de 100000 livres & au dessus, le quarantième de la finance.		

Offices de finance.

Tous les trésoriers , receveurs généraux & particulier , & payeurs ayant le maniement de deniers royaux , ainsi que leurs contrôleurs , payeront le quarantième de leur finance.

Fermiers , administrateurs & régisseurs.

Les fermiers généraux & administrateurs des postes , & tous les autres fermiers ou régisseurs des droits royaux , payeront de même sur le pied du quarantième du montant de leurs fonds d'avance.

Employés & commis.

Les employés & commis des fermes , postes , poudres , régies & autres , payeront ,

S A V O I R :

Ceux qui fournissent des cautionnemens , le quarantième du montant desdits cautionnemens.

Ceux qui ne fournissent pas de cautionnement , payeront le cinquième du montant de leurs appointemens annuels.

Grâces particulières.

Les brevets de dons payeront le quarantième de la valeur effective du don contenu auxdits brevets.

Les gratifications une fois payées , payeront de même le quarantième du montant de la gratification.

Les gratifications & pensions annuelles payeront le cinquième d'une année de revenu.

» revêtus dorénavant desdites charges , places &
 » offices , soient tenus de joindre à la copie col-
 » lationnée de leurs provisions , copie aussi en
 » forme de la quittance dudit droit de Marc
 » d'or , pour la première fois seulement , avant

Honneurs & dignités.

Les brevets de duc	4000 liv.
Ceux de comte & marquis	3000
Ceux de barons	1500
Les lettres d'honneur payeront ,	

S A V O I R ,

Pour les charges de finance , le quart des droits de Marc d'or , dus pour les provisions des offices de pareille nature.

Et pour toutes les autres charges , la moitié des droits de Marc d'or , dus pour les provisions des offices de même nature.

Les lettres de noblesse , reconnoissance ou confirmation de noblesse	2000 liv.
--	-----------

Érections des terres en dignités.

Pour une pairie	12000 liv.
Pour un duché héréditaire	8000
Pour un comté ou un marquisat	6000
Pour une baronnie	3000
Pour un fief noble	1500

Droits , concessions & privilèges.

Les brevets contenant des concessions de droits utiles ou honorifiques , ou autres privilèges , payeront le quarantième de l'évaluation qui sera faite par le sieur contrôleur général des finances , de la valeur desdites concessions.

Fait & arrêté au conseil d'état du roi , sa majesté y étant , tenu à Versailles le 2 décembre 1770.

Signé, PHELYPEAUX.

» de recevoir leurs gages & émolumens ; en
» conséquence , défendons à tous trésoriers &
» payeurs desdits gages & émolumens , de les
» acquitter , à moins qu'il ne leur ait été justifié
» du payement dudit droit.

» VI. Le droit de Marc d'or fera pareillement
» payé , conformément au susdit tarif , par tous
» ceux auxquels nous accorderons des brevets pour
» grâces , honneurs , titres , dignités & services ,
» tant civils que militaires , ainsi que pour toutes
» lettres d'érections de terres en dignités , lettres
» de noblesse , reconnoissance ou confirmation de
» noblesse. Ne pourront lescdits brevets & lettres
» être scellés sans que le payement dudit droit
» n'ait été justifié par la représentation de la
» quittance du trésorier du Marc d'or en
» exercice.

» VII. Seront pareillement assujettis au droit
» de Marc d'or , conformément au susdit tarif ,
» toutes lettres portant établissement de droits ,
» concessions , privilèges & autres grâces généra-
» lement quelconques.

» VIII. Ceux qui se feront pourvoir d'offices
» qui donnent la noblesse , sans exception , seront
» tenus de payer , outre les droits de Marc d'or
» ordinaires , un second droit pareil à celui qui
» sera payé pour les lettres de noblesse.

» IX. Faisons défenses aux grands audien-
» ciers en notre grande chancellerie , & aux gardes
» des rôles des offices de France , de présenter
» au sceau aucunes provisions , commissions , let-
» tres de noblesse , de dons & autres , qu'il
» ne leur ait été justifié du payement des droits
» de Marc d'or , par la représentation de la
» quittance en original , à peine de répondre

« desdits droits en leur propre & privé nom ».

Par arrêt du conseil du premier février 1771 , il fut ordonné que ceux qui à l'avenir entreroient en jouissance d'offices de finance dont ils auroient été pourvus en survivance , sans avoir satisfait aux dispositions de l'édit du mois de décembre précédent , relativement au Marc d'or , seroient tenus de payer le triple du droit ordonné par cet édit , à quoi ils seroient contraints comme pour les deniers & affaires du roi , à la poursuite & diligence du contrôleur des bons d'état du conseil.

Comme l'édit de décembre 1770 avoit assujetti au paiement du droit de Marc d'or toutes sortes d'offices , sans en excepter aucun , les officiers de la grande chancellerie représentèrent au feu roi , que par les anciens réglemens , & notamment par les édits d'octobre 1578 , décembre 1656 , mai 1692 , février 1694 , & mars 1704 , ils avoient constamment été exemptés de payer aucun droit de Marc d'or ; que par l'arrêt du conseil du 7 octobre 1704 , portant règlement général pour le droit de Marc d'or , il fut reconnu que les officiers de la grande chancellerie étoient les seuls exemptés de ce droit ; que par la déclaration du 30 avril 1748 , qui ordonna que le droit de Marc d'or seroit à l'avenir payé sur le pied porté au règlement joint à cette déclaration , pour tous les offices , sous quelque dénomination qu'ils fussent établis , il fut dit que les secrétaires du roi , maison , couronne de France & de ses finances , seroient dispensés de payer le droit de Marc d'or , conformément aux dispositions de l'édit de décembre 1656 , & de l'arrêt du conseil du 7 octobre 1704 ; qu'en

conséquence , les officiers de la grande chancellerie avoient toujours joui de l'exemption du droit dont il s'agit ; mais que , par l'édit de décembre 1770 , il avoit été ordonné , entre autres choses , que ceux qui se feroient pourvoir d'offices donnant la noblesse , sans exception , seroient tenus de payer , outre les droits de Marc d'or ordinaires , un second droit pareil à celui qui doit être payé pour des lettres de noblesse ; que les dispositions générales de cet édit sembloient déroger aux édits & réglemens qui avoient exempté les officiers de la grande chancellerie du droit de Marc d'or ; que cependant différentes chartres , & notamment celle du 4 octobre 1537 , portoient , que les secrétaires du roi du grand collège jouiroient de l'exemption de toute taxe & imposition , quand même il auroit été dit que les exempts & non exempts , privilégiés & non privilégiés , seroient tenus d'y contribuer , & sans préjudice de leurs privilèges , & qu'ils n'étoient pas nommément désignés dans l'édit de décembre 1770 ; qu'il avoit encore été ordonné par une chartre de Charles VIII du mois de février 1584 , qu'en aucun cas les secrétaires du roi du grand collège ne seroient obligés de payer aucune finance ou taxe pour la conservation de la noblesse attachée à leurs offices ; que c'étoit dans ce principe qu'ils n'avoient point été compris dans l'édit du mois d'avril 1771 , qui avoit ordonné le paiement d'une taxe pour la confirmation de la noblesse de ceux qui avoient été établis depuis 1715 ; qu'ainsi ils espéroient que sa majesté ne les priveroit pas de la jouissance où ils avoient toujours été de l'exemption du droit de Marc d'or , & qu'elle les dispenseroit de l'exécution de l'édit de décembre 1770.

En conséquence de ces représentations , le feu roi donna , le 16 août 1772 , une déclaration qui fut enregistrée à l'audience de France le 19 septembre de la même année , & qui contient les dispositions suivantes :

» Article I. Ceux qui se feront pourvoir à
» l'avenir d'offices de nos secrétaires , maison ,
» couronne de France & de nos finances , ou
» d'autres offices en notre grande chancellerie ,
» seront dispensés de payer le droit de Marc d'or
» ordonné par notre édit du mois de décembre
» 1770.

» II. Lesdits officiers , qui obtiendront des lettres
» d'honneur ou de vétérançe , seront également
» dispensés de payer les droits de Marc d'or ordon-
» nés par notre édit.

» III. Nos secrétaires , maison , couronne de
» France & de nos finances , & les pourvus d'of-
» fices de notre grande chancellerie , auxquels la
» noblesse est attachée , qui se feront pourvoir
» d'autres offices donnant la noblesse , seront dis-
» pensés du paiement du droit de Marc d'or de
» noblesse , ordonné par notre édit du mois de
» décembre 1770 , quand même il n'y auroit
» pas vingt ans qu'ils fussent pourvus desdits
» offices de nos secrétaires , ou des offices de la
» grande chancellerie donnant la noblesse.

» IV. Les enfans & petits enfans de nos secré-
» taires du grand collège , ou des pourvus d'of-
» fices de la grande chancellerie donnant la no-
» blesse , qui se feront pourvoir d'offices donnant
» la noblesse , ne payeront point le droit de Marc
» d'or de noblesse , quoiqu'il n'y eût pas vingt
» ans que leur père ou aïeul fût pourvu de leur

» office, pourvu toutefois que ledit père ou aïeul
» en soit encore pourvu.

» V. Les dispositions contenues en la présente
» déclaration auront un effet rétroactif, à comp-
» ter du jour de notre édit du mois de décembre
» 1770, qui sera au surplus exécuté en tout son
» contenu «.

Dans tous les cas où le droit de Marc d'or est dû à raison de la finance des offices, il doit être payé à raison de la fixation du prix des offices, faite en exécution de l'édit du mois de février 1771. C'est pourquoi les trésoriers du Marc d'or doivent se faire représenter un certificat de cette fixation, délivré par le trésorier général des revenus casuels du roi, & s'y conformer dans la recette du droit de Marc d'or. C'est ce qui résulte d'un arrêt du conseil du 5 décembre 1772.

Par un autre arrêt rendu au conseil d'état le 10 janvier 1773, le roi a réglé le droit de Marc d'or qui devoit être payé pour les commissions & offices d'huissiers, sergens, notaires, tabellions, gardes-notes, procureurs & greffiers (*).

(*) *Voici cet arrêt :*

Le roi ayant ordonné, par son édit du mois de décembre 1770, qu'à compter du jour de la publication dudit édit, il ne pourroit être scellé en la grande chancellerie aucunes lettres de provision ou commission d'offices, de quelque nature qu'ils fussent, & sans aucuns excepter, soit que lesdites provisions ou commissions fussent expédiées en commandement & par les secrétaires d'état, ou en la forme ordinaire, qu'au préalable le Marc d'or desdits offices n'eût été payé par les impétrans, & que sur les quitrances.

Suivant une déclaration du roi du 5 mars 1773 ,
enregistrée à l'audience de France le 11 du même

dudit droit ; à l'effet de quoi sa majesté a déclaré nulles & de nul effet , à compter du jour de la publication dudit édit , toutes exemptions dudit droit qui pourroient avoir été accordées par quelque titre que ce soit : & sa majesté étant informée qu'il s'expédie souvent des commissions à offices d'huissiers , sergens , notaires , tabellions , gardes-notes , procureurs & greffiers , pour lesquelles les propriétaires ne trouvent pas d'acquéreurs , & dont le Marc d'or a été fixé pour les provisions , par le tarif joint à la déclaration du 30 avril 1748 , sa majesté a voulu faire connoître ses intentions sur la somme à payer pour le droit de Marc d'or de chacune desdites commissions. A quoi voulant pourvoir , ouï le rapport du sieur abbé Terray , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances ; le roi étant en son conseil , a ordonné & ordonne que le droit de Marc d'or des commissions à offices d'huissiers , sergens , notaires , tabellions , gardes-notes & procureurs , qui pourront être expédiées par la suite , sera payé à raison de la moitié de la somme à laquelle chacun desdits offices est taxé par le tarif joint à la déclaration du 30 avril 1748 , en y ajoutant l'augmentation ordonnée par la déclaration du 4 mai 1770 , les huit sous pour livre du tout , tant que dureront les huit sous pour livre , en sus des droits du roi , & six sous quatre deniers pour livre seulement sur la moitié de la somme fixée par la déclaration du 30 avril 1748 , pour les secrétaires du roi du grand collège & les greffiers du conseil , auxquels ils appartiennent en vertu de l'aliénation qui leur a été faite par sa majesté : veut cependant sa majesté que la modération qu'elle vient d'accorder sur ledit droit de Marc d'or n'ait lieu que pour les commissions qui ne seront pas données pour un temps plus long que neuf années , & que , dans le cas où lesdites commissions seroient pour un temps plus long que neuf années , le droit de Marc d'or soit payé comme il le seroit pour les provisions desdits offices ; validant , en tant que de besoin , les différentes recettes qui ont pu être faites jusqu'à présent , pour raison desdites commissions , par le trésorier du Marc

mois , le droit de Marc d'or de noblesse ne doit être payé que pour moitié par ceux auxquels sa majesté accorde des provisions d'offices qui ne donnent point la noblesse au premier degré. Il a été dérogé à cet égard à l'édit de décembre 1770, qui avoit fixé à 2000 livres le droit de Marc d'or pour tous ceux qui se feroient pourvoir d'offices donnant la noblesse , sans distinction du premier ou second degré.

Le droit de Marc d'or à payer en exécution de l'édit du mois de décembre 1770 , a aussi été modéré aux deux tiers par un arrêt du conseil du 18 avril 1773 (*), pour les lettres d'honneur des offices des bureaux des finances.

d'or , sur le pied fixé par le présent arrêt. Fait au conseil d'état du roi , sa majesté y étant , tenu à Versailles le dix janvier mil sept cent soixante-treize.

Signé, PHELYPEAUX.

(*) Cette arrêt est ainsi conçu :

Vu par le roi , étant en son conseil , les représentations faites à sa majesté par les présidens trésoriers de France des différens bureaux des finances , contenant : que par l'édit du mois de décembre 1770 , sa majesté a ordonné que pour le Marc d'or des lettres d'honneur de toutes les charges , autres que de finances , il seroit payé la moitié des droits dus pour les provisions des offices de même nature : que les droits de Marc d'or fixés pour les offices des bureaux des finances , par le tarif annexé à la déclaration du 30 avril 1748 , quoique déjà considérables , ont cependant été augmentés d'un tiers en sus , par les dispositions de la déclaration du 4 mai 1770 : qu'en outre de la somme fixée par ladite déclaration de 1748 , ceux qui se font pourvoir d'offices des bureaux des finances , sont tenus de payer six sous quatre deniers pour livre , pour les secrétaires du roi du grand collège & les greffiers du conseil , auxquels lesdits six sous quatre deniers pour

Par un autre arrêt rendu au conseil d'état le 2 mai 1773 , le roi , pour assurer la perception des

livre ont été aliénés : que les droits résultans du tarif de 1748 & de la déclaration du 4 mai 1770 , sont encore assujettis aux huit sous pour livre qui se perçoivent en sus des droits du roi ; & qu'enfin il est encore dû par les récipiendaires auxdits offices , suivant l'édit du mois de décembre 1770 , un droit de Marc d'or de noblesse , fixé à 2000 livres de principal , faisant , à cause des huit sous pour livres , une somme de 2800 livres , que sa majesté a cependant bien voulu modérer à moitié par sa déclaration du 5 mars dernier , pour les offices qui ne donnent point la noblesse au premier degré ; en sorte que les droits de Marc d'or à payer pour les lettres d'honneur des offices des bureaux des finances , monteroient à une somme si considérable , que ceux qui seroient dans le cas de les obtenir , se trouveroient forcés à une dépense peu proportionnée à la modicité des privilèges qui résulteroient desdites lettres , puisque , de tous les offices des bureaux des finances , il n'y a que ceux de Paris qui donnent la noblesse au premier degré : ce qui les mettroit dans l'impossibilité de se défaire de leurs offices , même lorsque , par le nombre nécessaire d'années de service , ils seroient dans le cas de les vendre & de demander des lettres d'honneur : qu'ils espéroient que sa majesté , touchée des efforts qu'ils ont faits pour payer l'augmentation de finance ordonnée par l'édit du mois de février 1770 , & de la diminution qu'ils éprouvent annuellement sur le produit de leurs offices , par l'imposition du centième denier , établie par l'édit du mois de février 1771 , voudroit bien modérer le droit de Marc d'or dû pour lesdites lettres d'honneur. Et sa majesté voulant donner auxdits officiers des marques de sa satisfaction de leur zèle : où le rapport du sieur abbé Terray , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances ; le roi étant en son conseil , a , par grâce & sans tirer à conséquence , modéré aux deux tiers , en faveur des officiers des bureaux des finances seulement , le droit de Marc d'or à payer , en exécution de l'édit du mois de décembre 1770 , pour les lettres d'honneur desdits offices , sans que lesdites lettres d'honneur soient

droits de Marc d'or établis par l'édit de décembre 1770, & empêcher qu'on ne les faudrât, a ordonné que ceux qui n'auroient pas payé ces droits avant le sceau des lettres ou brevets qui y seroient sujets, seroient tenus de payer le triple droit, à la poursuite & diligence du contrôleur des bons d'état du conseil.

Par un autre arrêt rendu au conseil d'état le 16 du même mois de mai, le roi a fixé les droits de Marc d'or à payer pour les lettres de dispense d'âge, d'alliance, de parenté, de grades, de service, d'études, d'apprentissage, pour les lettres de compatibilité, de foi & hommage, & de surseance; pour les lettres portant permission de faire imprimer; pour les privilèges obtenus sur le même objet, & pour les lettres de rémission; & sa majesté a exempté du payement dont il s'agit les lettres de terrier (*).

sujettes à aucune contribution au droit de Marc d'or de noblesse. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le 18 avril 1773.

Signé, PHELYPEAUX.

(*) *Voici cet arrêt :*

Le roi ayant ordonné par son édit du mois de décembre 1770, publié au sceau le 5 du même mois, qu'à compter du jour de la publication dudit édit, il ne pourroit être scellé aucunes lettres de concessions, privilèges & autres grâces généralement quelconques, qu'il n'eût été justifié du payement du droit de Marc d'or : & sa majesté voulant fixer le montant dudit droit pour les différentes lettres ci-après énoncées : ouï le rapport du sieur abbé Terray, conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances ; le roi étant en son conseil, a ordonné & ordonne qu'il sera payé pour le droit de Marc d'or des

Lettres de dispense d'âge, trente livres, ci . . . 30 L.

Tout officier qui , en se démettant de son office , s'en réserve & obtient la survivance en cas de décès de son successeur , doit payer pour droit de Marc d'or de sa survivance la moitié de la somme à payer par le nouveau pourvu. Et la même disposition doit avoir lieu pour ceux qui ,

Lettres de dispense d'alliance , trente livres , ci . .	30 l.
Lettres de dispense de parenté , trente livres , ci . .	30
Lettres de dispense de grades , trente livres , ci . .	30
Lettres de dispense de service , cinquante livres , ci .	50
Lettres de dispense d'études , cinquante livres , ci . .	50
Lettres de dispense d'apprentissage , trente livres , ci .	30
Lettres de compatibilité , trente livres , ci	30
Lettres de foi & hommage , trente livres , ci	30
Lettres de surseance , ou commissions expédiées sur les arrêts de surseance , cinquante livres , ci .	50
Lettres portant permission de faire imprimer , douze livres , ci	12
Privilèges pour faire imprimer , quarante livres , ci	40
Lettres de rémission , dix livres , ci	10

Veut cependant sa majesté que les lettres de rémission qui seront scellées *pro deo* , soient dispensées de tous droits de Marc d'or , & que celles dont l'aumône sera fixée à moins de 10 livres , ne payent pour le droit de Marc d'or que la même somme qui aura été fixée pour l'aumône , le tout en principal , avec les huit sous pour livres en sus. Veut sa majesté que , dans le cas où aucunes desdites lettres contiendroient plusieurs dispenses , le droit de Marc d'or soit payé pour chaque dispense , tel qu'il est ci-dessus fixé. Exempte sa majesté du payement dudit droit de Marc d'or les lettres de terrier. Fait au conseil d'état du roi , sa majesté y étant , tenu à Versailles le 16 mai 1773.

Signé, PHELYPEAUX.

Une déclaration du 26 décembre 1774 a dérogé à cet arrêt , relativement à quelques-uns des objets qui y sont taxés : c'est ce que nous ferons remarquer dans un instant , en parlant de cette déclaration.

ayant des commissions de quelque nature qu'elles soient, s'en démettent avec la même réserve de survivance. C'est ce qui résulte de l'arrêt du conseil du 17 juillet 1773.

Par un autre arrêt rendu au conseil d'état le 20 janvier 1774, le roi a ordonné que quand le droit de Marc d'or des offices de finance, fixé par l'édit de décembre 1770 sur le pied du quarantième de la finance, seroit moindre que le droit fixé par le tarif de 1748, il seroit payé conformément à ce dernier tarif, avec l'augmentation ordonnée par la déclaration du 4 mai 1770.

Par un autre arrêt du conseil du 4 avril 1774, il a été ordonné que ceux qui à l'avenir se feroient pourvoir des offices dont par le tarif de 1748 le droit de Marc d'or avoit été fixé à raison des évaluations de ces offices, payeroient le droit dont il s'agit sur le pied des évaluations faites en exécution de l'édit du mois de février 1771, dans la proportion fixée par le tarif du 7 octobre 1704.

Les droits de Marc d'or à payer pour les différens offices créés & établis en Corse, ont été arrêtés au conseil le 26 mai 1774 (*), & an-

(*) *Voici ce tarif :*

Tarif des droits de Marc d'or, que le roi veut & entend être payés en exécution de l'édit du mois de décembre 1770, en cas de mutation des offices des différentes juridictions de l'île de Corse.

Conseil supérieur.

Le premier président	.	.	.	.	.	22684.
Le second président	.	.	.	.	.	1134
Le procureur général	.	.	.	.	.	1458
L'avocat général	.	.	.	.	.	1026.

nexés à l'arrêt du même jour. Ces droits doivent être perçus indépendamment du droit de Marc

Les conseillers, chacun	1026 l.
Le substitut du procureur général	600
Le greffier	600
Les secrétaires-interprètes, chacun	200

Plus, les huit sous pour livre en sus, tant que dureront les huit sous pour livre établis en sus des droits du roi.

Et six sous quatre deniers pour livre sur les deux tiers de chacune des sommes principales ci-dessus, pour les secrétaires du roi du grand collège, & les greffiers du conseil, auxquels lesdits six sous quatre deniers pour livre ont été aliénés.

Justices royales.

Le juge royal de Bastia, quand il sera François	600 l.
Le juge royal de Bastia, quand il sera Corse	400
Les juges royaux des autres justices, quand ils seront François, chacun	360
Les juges royaux des autres justices, quand ils seront Corfès, chacun	240
Les assesseurs de toutes les justices royales, chacun	180
Les procureurs du roi de toutes les justices royales, quand ils seront François, chacun	300
Les procureurs du roi de toutes les justices royales, quand ils seront Corfès, chacun	200
Les greffiers de toutes les justices royales, chacun	120

Plus, les huit sous pour livre & les six sous quatre deniers pour livre, comme il est ci-dessus ordonné à l'article du conseil supérieur.

Prévôté.

Le prévôt	600 l.
Chacun des lieutenans	300
L'assesseur	600
Le procureur du roi	400
Le greffier	300
Le secrétaire-interprète	240

d'or particulier , ordonné pour les offices qui donnent la noblesse , suivant la déclaration du 5 mars 1773.

Lorsque ceux qui sont pourvus d'offices en Corse passent à d'autres offices dans cette île , il doit leur être tenu compte du droit de Marc d'or qu'ils ont payé pour le premier office , sur celui auquel ils sont assujettis pour raison de ces mutations : mais si le droit payé en premier lieu est plus fort que celui qui est dû pour le second office , on ne peut pas demander le remboursement de l'excédent. C'est ce qui résulte d'un arrêt du conseil du 10 juillet 1774.

Par un autre arrêt rendu au conseil d'état le

Plus , les huit sous pour livre & les six sous quatre deniers pour livre , comme il est ci-dessus ordonné à l'article du conseil supérieur.

Amirautés.

Les lieutenans , chacun	. . . . .	100 l.
Les procureurs du roi , chacun	. . . . .	80
Les greffiers , chacun	. . . . .	60

Plus , les huit sous pour livre & les six sous quatre deniers pour livre , comme il est ci-dessus ordonné à l'article du conseil supérieur.

Officiers des bois.

Les conservateurs , chacun	. . . . .	480 l.
Les gardes-marteau , chacun	. . . . .	360

Plus , les huit sous pour livre & les six sous quatre deniers pour livre , comme il est ci-dessus ordonné à l'article du conseil supérieur.

Fait & arrêté au conseil d'état , tenu à la Muette le vingtsixième jour du mois de mai mil sept cent soixante-quatorze.

Signé, BERTIN.

4 décembre suivant , le roi a ordonné que ceux qui à l'avenir se feroient pourvoir d'offices d'exempts ou de receveurs des amendes des capitaineries royales des chasses , payeroient le droit de Marc d'or tel qu'il avoit été fixé par la déclaration du 30 avril 1748 pour les offices d'avocats du roi & lieutenans de ces capitaineries, avec l'augmentation ordonnée par la déclaration du 4 mai 1770, & les sous pour livre en sus.

Suivant une déclaration du roi du 26 décembre 1774 , enregistrée à l'audience de France le 31 du même mois (*), les officiers des cours sou-

(*) *Voici cette loi :*

Louis, &c. Salut : Par l'édit du mois de décembre 1770 , portant règlement pour la perception du droit de Marc d'or , & le tarif y annexé , le feu roi , notre très-honoré seigneur & aïeul , a entre autres choses ordonné , qu'il seroit payé un droit de Marc d'or pour les lettres d'honneur de tous les offices ; nous avons pensé qu'il étoit de notre justice de faire à cet égard une distinction entre les officiers de nos cours & tribunaux qui obtiendroient , par grâce particulière , des lettres d'honneur ou de vétéranee , fans avoir servi les vingt années prescrites par les réglemens , & ceux qui , après avoir rempli les fonctions de leurs offices pendant lesdites vingt années , obtiendroient des lettres d'honneur ou de vétéranee , qui , dans ce dernier cas , sont moins une grâce qu'une récompense due à l'ancienneté de leurs services. A ces causes , de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale , nous avons dit , déclaré & ordonné ; disons , déclarons , ordonnons , voulons & nous plaît : qu'à l'avenir , & à compter du jour de l'enregistrement des présentes , les officiers de nos cours souveraines , les maîtres des requêtes ordinaires de notre hôtel , les présidens-trésoriers de France & généraux de nos finances , & les officiers des bailliages , sénéchaussées & autres sièges royaux de justice , qui , après vingt ans consécutifs & accomplis de service dans leurs

veraines, les maîtres des requêtes, les présidents-trésoriers de France & généraux des finances, les officiers des bailliages, sénéchaussées & autres sièges royaux, qui, après vingt ans accomplis de service, obtiennent des lettres d'honneur ou de vétérance, ne sont point assujettis au droit de Marc d'or ordonné par l'édit de décembre 1770; mais ceux de ces officiers qui obtiennent les lettres dont il s'agit avant vingt années accomplies de services, sont tenus de payer ce droit, ainsi que tout autre officier non désigné dans la déclaration, qui d'ailleurs ne s'applique point aux notaires, aux commissaires, aux procureurs, aux greffiers, ni aux huissiers.

Le même jour 26 décembre 1774, il a été donné une autre déclaration qui a pareillement été enregistrée à l'audience de France le 31 de

offices, obtiendront des lettres d'honneur ou de vétérance, ne seront point assujettis au droit de Marc d'or ordonné pour lesdites lettres par l'édit du mois de décembre 1770, dont nous les avons relevés & dispensés, relevons & dispensons : voulons que ceux desdits officiers qui auroient obtenu lesdites lettres d'honneur ou de vétérance, avant lesdites vingt années de service, consécutives & accomplies, restent assujettis aux dispositions dudit édit, ainsi que tous les autres officiers non désignés en ces présentes, dans lesquelles nous n'entendons point comprendre les notaires, commissaires, procureurs, greffiers & huissiers, qui resteront de même assujettis, pour lesdites lettres d'honneur ou de vétérance, aux dispositions dudit édit. Si donnons en mandement à notre très-cher & féal chevalier, garde des sceaux de France, le sieur Hue de Miroménil, que ces présentes il ait à faire lire & publier, le sceau tenant, & icelles enregistrer es registres de l'audience de France, pour être exécutées suivant leur forme & teneur, nonobstant toutes choses à ce contraires : car tel est notre plaisir, &c.

ce mois , par laquelle le roi a ordonné qu'il n'en seroit plus payé de droit de Marc d'or ,

1°. Pour les lettres portant permission d'établir des manufactures , forges , verreries , tuileries , & de faire d'autres établissemens semblables.

2°. Pour les lettres contenant permission de vendre différens remèdes & des ouvrages mécaniques.

3°. Pour les lettres portant permission aux villes , communautés , maisons religieuses & autres gens de main - morte , de faire des emprunts.

4°. Pour les lettres de dispense d'apprentissage.

5°. Pour les permissions de faire imprimer.

6°. Pour les privilèges pour faire imprimer.

7°. Pour les lettres de surséance.

8°. Pour les lettres de grâce & de rémission.

9°. Pour les lettres portant établissement de foires & marchés.

Et pour cet effet , il a été dérogé , mais pour cet égard seulement , à l'édit de décembre 1770 , & aux arrêts postérieurs qui peuvent contenir des dispositions contraires. Tel est celui du 16 mai 1773 , que nous avons rapporté précédemment , & qui avoit assujetti au droit de Marc d'or plusieurs des objets dont nous venons de faire l'énumération.

Le Marc d'or établi sur les charges & offices de la maison du roi , par l'édit de décembre 1770 , a été restreint par un arrêt du conseil du 16 mars 1775 , à ceux de ces offices dont les provisions doivent être scellées en la grande chancellerie.

Par un autre arrêt rendu au conseil d'état le

13 avril suivant (*), le roi a exempté du droit de Marc d'or une partie des provisions, com-

(*) *Voici cet arrêt :*

Vu par le roi, étant en son conseil, l'édit du mois de décembre 1770, qui assujettit au droit de Marc d'or, entre autres objets, les provisions ou commissions d'offices, de quelque nature qu'ils soient, & les brevets qui seront accordés pour grâces, honneurs, titres, dignités & services, tant civils que militaires; & l'arrêt du conseil du 4 août 1773, qui désigne les provisions, commissions ou brevets du département de la guerre, pour lesquels ledit droit de Marc d'or sera payé : & sa majesté ayant jugé à propos d'exempter dudit droit de Marc d'or une partie des provisions, commissions ou brevets qui y avoient été assujettis par ledit arrêt, & de fixer d'une manière invariable les sommes à payer pour les provisions, commissions ou brevets qu'elle a eu intention de laisser assujettis audit droit de Marc d'or : oui le rapport du sieur Turgot, conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances; le roi étant en son conseil, a ordonné & ordonne ce qui suit :

ARTICLE I. Il sera payé pour le Marc d'or ordonné par l'édit du mois de décembre 1770, en principal, avec les huit sous pour livre en sus, tant que subsisteront les huit sous pour livre en sus des revenus du roi :

Savoir,

Par les maréchaux de France, deux mille quatre cents livres, ci	2400 l.
Par les commissaires des guerres à la nomination des maréchaux de France, vingt-quatre livres, ci	24
Par le colonel général de la cavalerie, deux mille cinq cents livres, ci	2500
Par le mestre de camp général de la cavalerie, deux mille livres, ci	2000
Par le commissaire général de la cavalerie, mille livres, ci	1000
Par le colonel général des dragons, trois mille deux cents livres, ci	3200

missions ou brevets du département de la guerre qui y avoient été précédemment assujettis , & a

Par le mestre de camp général des dragons ,	
quinze cents livres , ci	1500 l.
Par le colonel général des suisses & grisons , treize	
mille livres , ci	13000
Par le capitaine-lieutenant des gendarmes de la	
garde , cinq mille livres , ci	5000
Par le capitaine-lieutenant des cheveau-légers ,	
cinq mille livres , ci	5000
Par les capitaines-lieutenans des mousquetaires ,	
trois mille deux cents livres , ci	3200
Par le capitaine-lieutenant des grenadiers à che-	
val , sept cents livres , ci	700

Par les officiers des maréchaussées , les sommes fixées par l'arrêt du conseil du 22 janvier 1773.

Par les gouverneurs , lieutenans généraux & lieutenans de roi des provinces & villes , à l'exception des lieutenans de roi des places de guerre , les sommes qui seront fixées particulièrement pour chacun d'eux , en cas de mutation , à raison du cinquième de leurs appointemens & émolumens , avec les huit sous pour livre en sus.

II. Sa majesté n'entend point assujettir audit droit de Marc d'or

Les provisions , commissions , brevets ou pouvoirs des officiers à la nomination des maréchaux de France , autres que les commissaires des guerres à leur nomination , qui y sont assujettis par l'article précédent :

Des commissaires provinciaux & ordinaires des guerres & des troupes de la maison du roi , qui en ont été exemptés par arrêt du 20 septembre 1773 :

Des lieutenans généraux des armées de sa majesté :

Des lieutenans généraux commandant en chef les armées :

Des commandans de la cavalerie dans les armées :

Des intendants des armées :

Des colonels & des mestres de camp avec troupes , ou pour en donner le rang :

fixé les sommes qui seroient à percevoir à l'avenir pour ceux de ces brevets ou commissions que sa majesté a jugé à propos de ne pas comprendre dans l'exemption dont il s'agit.

MARCHAND. C'est celui qui fait profession d'acheter & de vendre.

Il y a des Marchands qui ne vendent qu'en gros, d'autres qui ne vendent qu'en détails, & d'autres qui font tout ensemble le gros & le détail. Les uns ne font commerce que d'une sorte de marchandise, les autres de plusieurs sortes; il y en a qui ne s'attachent qu'au commerce de mer; d'autres qui ne font que celui de terre, & d'autres qui font conjointement l'un & l'autre.

La profession de Marchand est honorable; &, pour être exercée avec succès, elle exige des

Des lieutenans-colonels, soit en pied, ou pour en donner le rang.

Des capitaines de cavalerie, de dragons ou d'infanterie, soit en pied, soit pour en donner le rang :

Des lieutenans de roi des places de guerre :

Des majors des places :

Des maréchaux généraux des logis des camps & armées, & de la cavalerie :

Des capitaines - lieutenans des compagnies de gendarmerie :

Des capitaines des gardes françoises & suisses :

Des officiers des milices gardes-côtes.

Dérigeant sa majesté, en tant que de besoin, & pour cet égard seulement, à l'édit du mois de décembre 1770, qui pour le surplus sera exécuté selon sa forme & teneur; & à l'arrêt dudit jour 4 août 1773, qui sera comme non venu. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le treize avril mil sept cent soixante-quinze,

Signé, le maréchal du Mux.

lumières & des talens , des connoissances exactes de l'arithmétique , des comptes de banque , du cours & de l'évaluation des diverses monnoies , de la nature & du prix des différentes marchandises , des loix & des coutumes particulières au commerce.

On appelle *Marchands grossiers* ou *magasiniers* , ceux qui vendent en gros dans les magasins. Et *détailleurs* , ceux qui achètent des manufacturiers & grossiers , pour revendre en détail dans les boutiques.

Les Marchands forains sont non-seulement ceux qui fréquentent les foires & les marchés , mais encore tous les Marchands étrangers qui viennent apporter dans les villes des marchandises , pour les vendre à ceux qui tiennent boutique & magasin.

Suivant l'article 3 du titre premier de l'ordonnance du mois de mars 1673 , nul ne peut être reçu Marchand qu'il n'ait vingt ans accomplis.

A cet âge , tout Marchand est réputé majeur pour le fait de son commerce , sans qu'il puisse être restitué sous prétexte de minorité. C'est ce qui résulte de l'article 6 du même titre.

Il suit de cette décision , qu'un Marchand , quoique mineur , peut endosser des lettres de change & cautionner d'autres Marchands , pourvu qu'il s'agisse d'affaires de son commerce. Mais si un Marchand mineur se cautionnoit pour une dette étrangère à son commerce , il pourroit se faire restituer contre un tel cautionnement. Le Bret rapporte un arrêt du mois d'avril 1601 , qui l'a ainsi jugé en faveur d'un Marchand , qui , durant sa minorité , s'étoit rendu certificateur de la caution d'un receveur des tailles.

Puisqu'un Marchand mineur est réputé majeur pour raison de son commerce, il faut en conclure qu'il est sujet, comme les autres Marchands, à la contrainte par corps, dans les cas où elle peut avoir lieu. C'est ce qu'ont jugé plusieurs arrêts, & particulièrement un du 30 août 1702, confirmatif de deux sentences de la juridiction consulaire de Paris.

Lorsqu'une femme est marchande publique, c'est-à-dire, lorsqu'elle fait un commerce différent de celui de son mari, elle peut valablement s'obliger pour les affaires de son commerce, même lorsqu'elle est mineure, & en s'obligeant, elle oblige aussi son mari, quoiqu'il ne soit pas présent. Telle est la jurisprudence des arrêts.

Par arrêt rendu au conseil d'état le 30 octobre 1767, le feu roi attribua divers privilèges, prérogatives & exemptions aux Marchands en gros qui auroient obtenu des lettres telles qu'elles sont spécifiées par cet arrêt (*).

(*) *Cet arrêt contient les dispositions suivantes :*

ARTICLE I. En conséquence des édits de décembre 1581 & avril 1597, dont l'exécution a été ordonnée par celui du mois de mars dernier, il sera expédié, en la forme prescrite par les arrêts du conseil & lettres-patentes du 23 juin aussi dernier, des lettres à tous ceux qui exercent ou voudront exercer à l'avenir le commerce en gros, tant au dedans qu'au dehors du royaume, pour leur compte ou par commission, soit françois ou étrangers, & qui se présenteront pour en obtenir, en payant par eux au trésorier des revenus casuels ou à ses préposés, la finance qui sera réglée par les rôles arrêtés au conseil; se réservant, sa majesté, de prescrire les précautions qu'elle jugera nécessaires pour qu'il ne puisse en être expédié aucune qu'à des personnes d'une probité reconnue.

Des lettres-patentes du roi , en forme d'édit ,
du mois de décembre 1776 , enregistrées au grand

II. Seront censés & réputés négocians en gros , tous banquiers , manufacturiers , & ceux qui font leur commerce en magasins , vendant leurs marchandises par balles , caisses ou pièces entières , & qui n'auront point de boutiques ouvertes , ni aucun étalage ou enseignement à leur porte ou maison , conformément à l'édit de décembre 1701.

III. Ceux qui auront obtenu lesdites lettres les feront enregistrer à Paris au secrétariat du prévôt des marchands , & par-tout ailleurs , au greffe de l'intendance de la généralité dans laquelle ils résideront ; auquel enregistrement il sera procédé sans frais & sur la simple présentation desdites lettres , sans aucune autre formalité quelconque : pourront lesdits négocians transférer leur domicile dans telle ville ou province qu'ils jugeront à propos , & y exercer leur dite profession , sans être tenus d'obtenir de nouvelles lettres , mais seulement de faire enregistrer de nouveau celles qui leur auront été délivrées , ainsi qu'il a été ci-dessus ; & sera envoyé chaque année , par les prévôts des Marchands & commissaires départis , au contrôleur général des finances , un état des enregistrements qui auront été faits , contenant le nom & le lieu de la résidence de ceux qui se seront fait enregistrer , à l'effet d'en être par lui donné connoissance à sa majesté.

IV. Ceux desdits négocians qui auront obtenu lesdites lettres , & les auront fait enregistrer , conformément à ce qui est prescrit par l'article précédent , pourront exercer toute sorte de commerce en gros , encore que la nature dudit commerce exigeât qu'ils tinssent magasins : veut & entend sa majesté qu'ils soient réputés vivant noblement , ayant rang & séance , en ladite qualité , dans les assemblées de ville & autres , & jouissent de tous les honneurs & avantages qui y sont attachés , spécialement de l'exemption de la milice pour eux & pour leurs enfans , & du privilège de porter l'épée dans les villes , & dans leurs voyages , les armes nécessaires pour leur sûreté ; & ce , nonobstant les défenses du port d'armes , dont sa majesté les a exceptés & excepte ; se réservant sa majesté d'ac-

conseil le 21 de ce mois , ont fixé le nombre & la qualité des Marchands & artisans privilégiés

corder chaque année deux lettres particulières d'anoblissement à ceux d'entre lesdits négocians qui se seront distingués dans leur profession , & par préférence à ceux dont les père & aïeux l'auroient exercée avec l'honneur qu'elle exige , & qui continueroient eux-mêmes à s'y distinguer : défend sa majesté que ceux d'entre eux qui , sans être nobles , seroient revêtus de charges auxquelles il y auroit des exemptions attribuées , puissent en être privés , sous prétexte dudit commerce en gros , & de ce qu'ils tiendroient magasins : enjoint sa majesté au prévôt des Marchands de la bonne ville de Paris , & aux commissaires départis dans les différentes généralités du royaume , de faire jouir lesdits négocians de tous les privilèges & exemptions énoncés au présent article , & autres portés par les édits , déclarations & arrêts rendus sur le fait du commerce.

V. Ceux des Marchands & commerçans en détail qui voudront quitter leur profession pour embrasser le commerce en gros , & qui désireront obtenir lesdites lettres , y seront admis , à le réserve toutefois de ceux qui auroient fait faillite , pris des lettres de répit , ou fait contrats d'atermoiement avec leurs créanciers , auxquels il ne pourra en être accordé : veut sa majesté que sur la finance desdites lettres , il en soit déduit un tiers à ceux qui auroient été reçus dans des corps ou communautés établis en jurande , pour les dédommager de celles qu'ils pourroient avoir payées pour leur réception à la maîtrise ; & à ceux qui auroient pris des brevets ou quittances de finance en tenant lieu pour des professions , arts & métiers non établis en jurande , la somme qu'ils se trouveroient avoir payée pour l'obtention desdits brevets ou quittances de finance.

VI. Les étrangers établis dans le royaume , ou qui s'y établiront à l'avenir pour y exercer le commerce en gros , & qui auront obtenu à cet effet des lettres en la forme prescrite par les arrêts & lettres-patentes du 23 juin dernier , arrêt du 23 août aussi dernier , & par le présent arrêt , jouiront de tous les privilèges énoncés au présent

de la cour , maison & suite de sa majesté , qui sont à la nomination du prévôt de l'hôtel ; & il y a été joint un tarif des droits qui doivent être payés par les Marchands & artisans qui veulent réunir à leurs professions un nouveau genre de commerce (*).

arrêt , & de l'exemption du droit d'aubaine , conformément à l'article 3 des lettres-patentes du 23 juin dernier , & de tous les autres privilèges , droits, franchises & libertés mentionnés en icelui ; sous la réserve toutefois y portée en ce qui concerne les charges , offices ou autres emplois qui ne peuvent être possédés que par les sujets naturels de sa majesté.

VII. N'entend au surplus sa majesté préjudicier à la liberté générale du commerce en gros , ni qu'à défaut desdites lettres , ils ne puisse être exercé par ceux qui le jugeront convenable , comme par le passé : & fera le présent arrêt imprimé , publié & affiché par-tout où besoin sera. Fait &c.

(*) *Nous insérerons ici ces pièces :*

Louis , &c. Salut : Les mesures que nous avons prises pour favoriser le commerce & l'industrie dans notre bonne ville de Paris , & pour maintenir l'ordre dans les communautés d'arts & métiers que nous y avons rétablies , ayant eu le succès que nous devions en espérer , nous avons jugé nécessaire d'étendre les mêmes dispositions aux Marchands & artisans de notre cour , maison & suite , en conservant néanmoins au prévôt de notre hôtel les droits & prérogatives qui appartiennent de toute ancienneté à la charge importante qu'il exerce auprès de notre personne. A ces causes , & autres à ce nous mouvans , de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale ; de l'avis de notre conseil , qui a vu les édits , déclarations , arrêts , réglemens & lettres-patentes rendus par les rois nos prédécesseurs , en faveur du prévôt de notre hôtel , les dix-neuf mars mil cinq cent quarante-trois , trois mai mil six cent trois , seize septembre mil six cent six , décembre mil six cent onze , janvier mil six cent treize ,

Une ordonnance rendue par M. le lieutenant

mai & vingt-quatre juillet mil six cent cinquante-neuf , vingt-huit août mil six cent neuf , trente juin mil six cent soixante-quatorze , dix - huit juin , premier septembre mil sept cent vingt-trois , & vingt-neuf octobre mil sept cent vingt-cinq ; nous avons , par ces présentes , signées de notre main , dit , statué & ordonné , disons statuons & ordonnons , voulons & nous plaît ce qui suit :

ARTICLE I. Avons maintenu & maintenons le prévôt de notre hôtel dans le droit de nommer & de donner à l'avenir des brevets aux Marchands & artisans nécessaires au service de notre maison , cour & suite ; même de les destituer en cas de négligence , forfaiture ou autrement. L'avons pareillement maintenu & conservé dans tous les droits résultans des lettres-patentes du vingt-neuf octobre mil sept cent vingt-cinq , édits , déclarations , arrêts du conseil & réglemens qui y sont énoncés , en ce que néanmoins il n'est pas dérogé par ces présentes.

II. Le nombre des Marchands & artisans privilégiés de notre maison , cour & suite , est & demeure fixé & arrêté à celui porté en l'état arrêté en notre conseil , lequel demeurera annexé à nos présentes lettres ; nous réservant de pourvoir , s'il y a lieu , à l'indemnité du prévôt de notre hôtel & à celle des officiers de la prévôté.

III. Nonobstant la réduction que nous venons d'ordonner dans aucune des classes de Marchands & artisans privilégiés de notre cour , maison & suite , ceux actuellement brevetés par le prévôt de notre hôtel continueront d'exercer leur profession pendant leur vie , sans pouvoir transmettre leurs privilèges , & jusqu'à ce que les privilégiés de leur classe soient réduits , par mort ou renonciation au commerce , au nombre ci-dessus fixé. A l'égard des privilèges d'augmentation & de nouvelle création , notre dit prévôt pourra y pourvoir dès à présent.

IV. Les Marchands & artisans privilégiés de notre cour , maison & suite , tant conservés que nouvellement créés , seront réunis & classés , ainsi que nous l'avons fait pour les corps & communautés de notre bonne ville de Paris , par notre édit du mois d'août dernier.

V. Les Marchands & artisans , dénommés en l'article

général de police de Paris, le 3 décembre 1776,

ci-dessus, font & demeurent conservés dans le droit d'avoir boutique ouverte dans notre bonne ville de Paris & autres villes & endroits de notre royaume; dans celui de *lotir* aux foires & marchés, bureaux & lieux de *lotissement*, concurremment avec les Marchands & maîtres des communautés; & dans tous les autres droits, privilèges, prérogatives & immunités dont ils ont joui ou dû jouir en vertu des édits, déclarations, arrêts, réglemens & lettres-patentes ci-dessus visés : nous réservant néanmoins d'expliquer plus particulièrement nos intentions en ce qui concerne les apothicaires compris audit état.

VI. Les Marchands & artisans privilégiés, ci-devant brevetés, pourront continuer d'exercer leur commerce ou profession, sans payer aucun droit. Et à l'égard de ceux qui voudroient exercer un nouveau genre de commerce, conformément aux dispositions de notre édit du mois d'août dernier, ils seront tenus, pour cette fois seulement, de nous payer, dans trois mois, pour tout délai, le droit de réunion, conformément au tarif qui sera annexé à ces présentes; &, sur le vu de la quittance dudit droit, le prévôt de notre hôtel pourra leur donner un brevet de réunion. Ceux qui n'auront pas payé, dans les trois mois ci-dessus accordés, le droit de réunion, seront tenus de se renfermer dans leur ancienne profession, sans pouvoir, sous aucun prétexte, l'étendre.

VII. Les brevets de privilèges simples, & ceux d'union d'une profession à une autre, seront enregistrés au greffe de la prévôté de l'hôtel en la manière accoutumée, & notifiés aux gardes, syndics & adjoints des corps & communautés de Paris exerçant la même profession que le privilégié. Le décès de chaque privilégié sera pareillement notifié, jusqu'à ce que le nombre en soit réduit à celui auquel nous l'avons fixé par l'article 2 ci-dessus.

VIII. Il sera procédé à l'élection de syndics généraux & de syndics particuliers dans chaque corps de Marchands & artisans privilégiés, de la manière & ainsi qu'il est prescrit par l'arrêt de règlement de notre grand conseil du six septembre mil sept cent trente-un.

a fait de très-expresses défenses à tous les Mar-

IX. Maintenons au surplus notre grand Prévôt dans le droit de faire tel réglemeut qu'il croira nécessaire pour le régime & la discipline intérieurs desdits privilégiés.

X. Les commerces, métiers & professions qui ne sont point compris dans l'état annexé à ces présentes, pourront être exercés librement à la suite de notre cour & dans nos maisons, à la charge seulement, pour ceux qui les exerceront, d'en faire préalablement leur déclaration devant le lieutenant-général de la prévôté de notre hôtel, sur un registre à ce destiné, qui contiendra les noms, surnoms, âge, demeure & profession de ceux qui se présenteront; desquelles déclarations leur sera donné gratuitement un certificat par ledit sieur lieutenant-général de la prévôté de notre hôtel.

XI. Avons dérogé & dérogeons par ces présentes à tous édits, déclarations, lettres-patentes, arrêts & réglemens qui pourroient y être contraires. Si donnons en mandement, &c.

ÉTAT des Marchands & artisans privilégiés du roi, que sa majesté veut & ordonne être sous la charge du prévôt de son hôtel & grande prévôté de France :

Contenant l'indication des genres de commerce & de professions qui leur sont attribués, soit exclusivement, soit concurremment entre eux.

Dénomination.

Attribution.

Vingt-
six { Marchands-drapiers-
 { merciers.

Le drapier-mercier pourra tenir & vendre en gros & en détail toutes sortes de marchandises en concurrence avec tous les fabricans & artisans de Paris, même ceux compris dans les six corps; mais il ne pourra fabriquer ni mettre en œuvre aucunes marchandises, même sous prétexte de les enjoliver.

chands de courir les uns sur les autres pour le

Dénomination.

Attribution.

Six	{ Épiciers.	<p>Le commerce des drogues simples sans manipulation, celui du vinaigre indéfiniment, en concurrence avec le vinaigrier.</p> <p>Celui de l'eau-de-vie & des liqueurs, même en détail, sans pouvoir les servir & donner à boire dans leurs boutiques & magasins.</p> <p>Le café brûlé, en grain & en poudre, en concurrence avec le limonadier.</p> <p>La graineterie indéfiniment, en concurrence avec le grainier.</p>
Seize	{ Bonnetiers, Pelletiers, Chapeliers.	} Ils pourront seuls exercer la profession de couper le poil.
Huit	{ Orfèvres, Batteurs d'or, Tireurs d'or.	} La mise en œuvre en pierres fines seulement, en concurrence avec les lapidaires.
Dix	{ Fabricans d'étoffes de gaze, Tissutiers-rubaniers.	} La peinture des gazes & des rubans, en concurrence avec les peintres.
Trente-sept	{ Compagnie des douze & vingt-cinq marchands de vins.	
Deux	Amidoniers.	
Douze	{ Arquebustiers, Fourbisseurs, Couteliers.	} Faculté de fabriquer & polir tous les ouvrages d'acier.
Vingt	Bouchers.	

débit de leurs marchandises & d'user d'au-

*Dénomination.**Attribution.*

Douze Boulangers.

} Faculté d'employer, en concurrence avec les pâtisseries, le beurre, le lait & les œufs dans leur pâte,

Quatre Brasseurs.

Dix { Brodeurs,
Passementiers,
Boutonniers.

Deux Cartiers-Papetiers.

Dix-huit Chaircuitiers.

Dix Chandeliers.

Deux Charpentiers.

Quatre Charrons.

Quatre { Chaudronniers,
Balanciers,
Potiers-d'étain.

Deux { Coffretiers-bahutiers } En concurrence avec le seller, pour faire & garnir les vaches ou malles d'impériales des chaises & carrosses.
Gainiers.

Seize Cordonniers.

Quatre { Couturiers,
Découpeuses. } En concurrence, pour la garniture des robes, avec les ouvrières en modes; & pour les corps de femmes & enfans, avec les tailleurs.

Trois { Plombiers,
Couvreur, } Le commerce de potier de terre, réuni au faïancier.
Carreleurs,
Paveurs.

un artifice pour surprendre les acheteurs &

	<i>Dénomination.</i>	<i>Attribution.</i>
<i>Deux</i>	Écrivains.	
<i>Douze</i>	{ Faïseuses & mar- chandises de modes ; Plumassières.	{ La broderie , en concu- rence avec les brodeurs. La découpe , en concurrence avec les couturières.
<i>Huit</i>	{ Faïenciers - pateno- triers , Vitriers , Potiers de terre.	{ La concurrence avec le mer- cier pour la vente des porce- laines. La concurrence avec le mer- cier pour la vente des poteries de terre. La profession de carreleur ; réunie aux couvreurs-paveurs.
<i>Quatre</i>	{ Ferrailleurs ; Cloutiers ; Épingliers.	{ Le commerce de petite clinaillerie , & ce en con- currence avec le mercier.
<i>Trois</i>	{ Fondeurs ; Doreurs } <i>sur</i> Graveurs } <i>métaux.</i>	{ Les fontes garnies en fer ; en concurrence avec le mer- cier.
<i>Douze</i>	{ Fruitiers-orangers , Grainiers.	{ Le commerce des graines ; en concurrence avec l'épicier.
<i>Huit</i>	{ Gantiers ; Bourfiers ; Ceinturiers.	
<i>Quatre</i>	Horlogers.	
<i>Deux</i>	Imprimeurs en taille-douce.	
<i>Deux</i>	Lapidaires.	{ La mise-en œuvre en fin ; en concurrence avec les or- fèvres ; & , en faux , exclusi- vement.

se les ménager au préjudice de la liberté du

*Dénomination.**Attribution.*

Quatre { Limonadiers-vinai-
griers.

La profession du confiseur, en concurrence avec l'épicier & le pâtissier.

Le commerce d'eau-de-vie & de liqueurs en gros & en détail, en concurrence, pour la vente en gros, avec l'épicier.

Le détail de la bière, en concurrence avec les brasseurs, & le cidre exclusivement, ainsi que le droit de servir & donner à boire, dans leurs boutiques, l'eau-de-vie & les liqueurs.

Dix Lingeres.

Deux Maçons.

Trois { Maréchaux-ferrans, } Le maréchal-grossier réuni
Éperonniers. } aux taillandiers & ferruriers.

Trois { Menuisiers-ébénistes,
Tourneurs,
Layetiers.

Trois { Peintres,
Sculpteurs.

En bâtimens, voitures & meubles; vernisseur, doreur sur bois, sculpteur-marbrier; le commerce des tableaux, en concurrence avec le mercier & le tapissier; & celui de couleurs, en concurrence avec l'épicier. La peinture & la sculpture, comme arts libres.

Deux { Relieurs,
Papetiers-couleurs en
meubles.

Le commerce de tout ce qui sert à l'écriture & au dessin, en concurrence avec le mercier.

La peinture & le vernis des papiers, en concurrence avec le peintre.

commerce , le tout à peine de trois cents livres

	<i>Dénomination.</i>	<i>Attribution.</i>
<i>Dix</i>	{ Selliers, Bourreliers.	{ La concurrence avec les serruriers pour faire & poser les fers, & ferrer les portes des voitures.
<i>Trois</i>	{ Serruriers, Taillandiers-ferblan- tiers, Maréchaux grossiers.	{ Les maréchaux - ferrans séparés.
<i>Deux</i>	{ Tabletiers, Luthiers, Evantailistes.	{ La peinture & le vernis relatifs à ces professions, en concurrence avec le peintre- sculpteur.
<i>Dix</i>	{ Tann.-hongroyeurs. Corroyeurs, Peaussiers, Mégissiers, Parcheminiers.	
<i>Vingt</i>	{ Tailleurs, Fripiers d'habits & de vêtemens, en bou- tique ou échoppe.	{ Faculté de faire des boutons d'étoffes, en concurrence avec le passementier-boutonnier. Les fripiers en meubles réunis aux tapissiers.
<i>Huit</i>	{ Tapissiers, Fripiers en meubles, & ustensiles, Miroitiers.	{ Les fripiers d'habits réunis aux tailleurs.
<i>Deux</i>	{ Teinturiers en soie, &c. du grand teint, du petit teint. Tondeurs } Foulons } de draps.	
<i>Deux</i>	{ Tonneliers, Boisseliers.	
<i>Trente- six.</i>	{ Traiteurs, Rôtisseurs, Pâtissiers.	{ La profession de confiseur; en concurrence avec l'épicier & le limonadier.

d'amende pour la première contravention, &c

	<i>Dénomination.</i>	<i>Attribution.</i>
<i>Deux</i>	Barbiers-baigneurs-étruvistes.	
<i>Huit</i>	Apothicaires.	
<i>Six</i>	Chirurgiens.	
<i>Deux</i>	Opérateurs.	
<i>Quatre</i>	Libraires.	
<i>Quatorze</i>	Proviseurs de foin, paille & avoine.	

TARIF du droit de réunion, auquel seront assujettis les Marchands & artisans privilégiés de la prévôté de l'hôtel & grande prévôté de France.

	<i>Noms des communautés de privilégiés réunies.</i>	<i>Droits de réunion.</i>
1.	{ Drapiers Merciers Clincaillers	{ liv. 250
2.	{ Bonnetiers Pelletiers Chapeliers	{ 100
3.	{ Orfèvres Batteurs d'or Tireurs d'or	{ 266
4.	{ Fabricans d'étoffes de gazes Tissutiers-rubaniers	{ 150
5.	{ Arquebustiers Fourbisseurs Couteliers	{ 133
6.	{ Brodeurs Passementiers Boutonniers	{ 100
7.	{ Chaudronniers Balanciers Potiers d'étain	{ 100

de fermeture de leurs boutiques en cas de récidive (*). [Voyez cette note , page suivante.]

<i>Noms des communautés de privilégiés réunies.</i>		<i>Droits de réunion.</i>
8.	{ Coffretiers - Bahutiers	liv:
	{ Gainiers	100
9.	{ Couturières	
	{ Découpeuses	25
10.	{ Couvreurs	
	{ Plombiers	
	{ Carreleurs	166
	{ Pavés	
11.	{ Faïseuses & marchandes de modes	
	{ Plumassières - fleuristes	100
12.	{ Faïenciers	
	{ Vitriers	166
	{ Potiers de terre	
13.	{ Ferrailleurs	
	{ Cloutiers	33
	{ Epingliers	
14.	{ Fondeurs	
	{ Doreurs	133
	{ Graveurs	
15.	{ Fruitières-orangers	
	{ Grainiers	100
16.	{ Gantiers	
	{ Bourfiers	133
	{ Ceinturiers	
17.	{ Limonadiers	
	{ Vinaigriers	150
18.	{ Maréchaux - ferrans	
	{ Eperonniers	150
19.	{ Menuisiers-ébénistes	
	{ Tourneurs	166
	{ Layetiers	

Par arrêt de règlement du 5 mai 1778, le

	<i>Noms des communautés de privilèges réunies.</i>	<i>Droits de réunion.</i>
20.	{ Relieurs	liv.
	{ Papetiers-coleurs en meubles	50
21.	{ Selliers	200
	{ Bourreliers	
22.	{ Serruriers	266
	{ Taillandiers-ferblantiers	
	{ Maréchaux grossiers	
23.	{ Tabletiers	133
	{ Luthiers	
	{ Eventailistes	
24.	{ Tanneurs-hongroyeurs	200
	{ Corroyeurs	
	{ Peausfliers	
	{ Mégissiers	
	{ Parcheminiers	
25.	{ Tailleurs	100
	{ Fripiers d'habits & de vêtemens	
26.	{ Tapissiers	200
	{ Fripiers en meubles & ustensiles	
	{ Miroitiers	
27.	{ Teinturiers-en soie du grand & du petit teint.	166
	{ Tondeurs-fouleurs de draps	
28.	{ Tonneliers	75
	{ Boisseliers	
29.	{ Traiteurs	200
	{ Rôtisseurs	
	{ Pâtissiers	

(*) Le même jour il a été rendu une autre ordonnance de police concernant l'étalage & le colportage des marchandises dans les rues de Paris, laquelle contient les dispositions suivantes :

ARTICLE I. Faisons défenses à tous particuliers, de quelque état qu'ils soient, d'étaler & de vendre aucunes

parlement de Paris a ordonné que les Marchands

marchandises dans les rues , sur les quais , sur les ponts , & sur les places publiques de cette ville & fauxbourgs ; à tous propriétaires , principaux locataires, Marchands & autres ayant des maisons & boutiques en cettedite ville & fauxbourgs , de permettre ni souffrir qu'aucunes personnes étalent & vendent aucunes marchandises au devant desdites maisons & boutiques , soit avec des comptoirs , échoppes , ou autrement ; le tout à peine de saisie , confiscation , & trois cents livres d'amende , sauf toutefois l'exception portée aux articles 33 & 34 dudit édit du mois d'août.

II. Ne pourront les Marchands , artisans & autres personnes , de quelque état & condition qu'elles soient , colporter ou faire colporter les marchandises & autres objets dont ils font commerce , dans les rues de Paris , ou de maisons en maisons , à peine de saisie desdites marchandises , de confiscation , & de trois cents livres d'amende pour chaque contravention ; de laquelle amende les maîtres & maîtresses seront responsables pour leurs garçons , apprentifs & domestiques : pourront même les gens sans qualité être emprisonnés sur le champ ; & les gens ayant qualité , être privés de leur maîtrise en cas de récidive.

III. Les Marchands & artisans qu'on aura requis pour apporter ou faire apporter des marchandises en maisons particulières , seront tenus de les apporter eux-mêmes ; & dans le cas où ils ne le pourront pas , de les envoyer , & de faire accompagner ceux qui les apporteront par leurs apprentifs , garçons , compagnons , serviteurs ou domestiques demeurant chez eux & étant à leurs gages , auxquels ils donneront le mandat qu'ils auront reçu , ou l'adresse de ceux auxquels ils enverront lesdites marchandises ; le tout à peine de trois cents livres d'amende , dont les maîtres seront civilement responsables.

IV. Les particuliers sur lesquels on saisira des marchandises pour raison de colportages , seront tenus de déclarer leurs noms , qualités & demeures , à la première requi-sition qui leur en sera faite ; & en cas de refus , ou qu'après leurs déclarations il sera constaté qu'ils en ont

& négocians qui seroient prévenus de négociations frauduleuses , d'avoir vendu des marchandises à un prix beaucoup au dessus de leur valeur , & de les avoir fait ensuite acheter par des personnes interposées , à un prix inférieur à celui de la vente , ne pourroient être admis dans les corps & communautés dont ils étoient membres , aux places de gardes , syndics ou adjoints de ces corps & communautés , ni à aucune place de la juridiction consulaire ; & qu'il pourroit d'ailleurs être procédé par les voies de droit contre les Marchands & négocians qui seroient prévenus de

imposé , ils pourront être envoyés en prison par le commissaire qui sera présent à la saisie , lequel dressera procès-verbal de la saisie & des causes de l'emprisonnement ; sur lesquels procès-verbaux de saisie & contravention , il sera ensuite par nous prononcé telles peines qu'il appartiendra.

V. Ne pourront les habitans de cette ville & fauxbourgs , de quelque qualité & condition qu'ils soient , favoriser le colportage de quelque sorte & manière que ce puisse être , en donnant retraite aux colporteurs , en les recevant , ou leurs marchandises , dans leurs maisons , en s'opposant aux saisies que les gardes , syndics & adjoints voudront en faire , à peine de cinq cents livres d'amende , & de plus grande s'il y échet , dont les maîtres seront responsables pour leurs enfans , serviteurs ou domestiques qui auroient favorisé le colportage , & donné asile aux colporteurs : pourront même lesdits domestiques être emprisonnés sur le champ , en cas de violence ou rébellion , de même que les colporteurs non domiciliés.

VI. Mandons aux commissaires au châtelet , & enjoignons aux gardes des corps des Marchands , aux syndics & adjoints des communautés d'arts & métiers , de tenir la main à l'exécution de notre présente ordonnance , & aux officiers & archers du guet , archers de robe-courte , & autres officiers de police , de leur prêter main-forte lorsqu'ils en seront requis.

négociations frauduleuses , conformément aux ordonnances & aux arrêts de régleme[n]t de la cour.

L'article 7 du titre premier du livre 3 de l'ordonnance de la marine , du mois d'août 1681 , veut que si , avant le départ d'un vaisseau , il survient une interdiction de commerce , par guerre , représailles ou autrement , avec le pays pour lequel ce vaisseau étoit destiné , la charte - partie soit résolue sans dommages & intérêts de part ni d'autre ; & il faut qu'en ce cas le Marchand chargeur paye les frais de charge & de décharge de ses marchandises : mais si le vaisseau est destiné pour un autre pays , la charte-partie doit subsister en entier , quelque risque que le vaisseau ait à courir dans le voyage.

La charte - partie doit pareillement subsister lorsque les ports sont seulement fermés ou les vaisseaux arrêtés pour un temps par force majeure : en ce cas , le maître & le Marchand sont tenus réciproquement d'attendre l'ouverture des ports & la liberté des vaisseaux , sans dommages & intérêts de part ni d'autre. Et cependant le Marchand peut , pendant le temps de la fermeture des ports ou de l'arrêt , faire décharger sa marchandise à ses frais , à condition de la recharger ou d'indemniser le maître. Telles sont les dispositions des articles 8 & 9 du titre cité.

Comme il importe pour l'activité du commerce maritime que l'action en payement du dommage arrivé à la marchandise ou au vaisseau , n'ait qu'une courte durée , l'article 5 du titre 12 du livre premier de l'ordonnance de la marine , a ordonné que le Marchand ne pourroit être admis à former aucune demande contre le maître ni contre ses

assureurs pour dommage arrivé à sa marchandise, après qu'il l'auroit reçue sans protestation ; & que le maître ne pourroit pareillement intenter aucune action pour avaries contre le Marchand, après qu'il auroit reçu son fret sans avoir protesté.

Voyez les articles BANQUEROUTE, FAILLITE, LETTRE DE CHANGE, PROTÊT, CONTRAINTE PAR CORPS, &c.

MARCHANDISE. On désigne sous ce nom toutes les choses que les marchands vendent & débitent, soit en gros, soit en détail, dans les magasins, boutiques, foires, marchés, comme les draperies, les soieries, les épiceries, les merceries, &c.

L'ordonnance de Louis XIV. du mois de décembre 1672 pour la ville de Paris, contient divers réglemens concernant les Marchandises qui sont voiturées par eau pour la provision de cette capitale.

Par l'article 10 du 2^e chapitre de cette ordonnance, les Marchandises destinées pour la provision de Paris ne peuvent être arrêtées sur les lieux du chargement ni en chemin, sous quelque prétexte que ce soit, même de saisie, soit pour créances particulières, soit pour salaires & prix des voitures ; elles doivent, nonobstant ces saisies, être amenées à Paris, à la garde néanmoins des gardiens, pour y être vendues & débitées sur les ports, & les deniers en provenant retenus en justice, pour être conservés à ceux à qui ils peuvent appartenir.

L'article 2 du même chapitre défend à tous marchands d'aller au devant des Marchandises

destinées pour la provision de Paris , & de les acheter en chemin , à peine contre le vendeur de confiscation , & de la perte du prix contre l'acheteur.

Suivant le troisième article , ces Marchandises doivent être amenées aux ports destinés pour en faire la vente ; & lorsque ces ports se trouvent remplis , les voituriers sont obligés de garer leurs bateaux aux lieux destinés par le prévôt des marchands & les échevins.

Les 7^e, 8^e, 9^e & 10^e, règlent la décharge des Marchandises qui ne peuvent être mises à terre par les officiers , forts & compagnons de rivière sans l'aveu des propriétaires , ou du moins qu'après une sommation préalable de la part des voituriers , ni être transportées par les charretiers , crocheteurs & gagne-deniers dans les maisons des propriétaires ou commissionnaires, que de leur consentement.

L'article 11 détermine le temps que certaines espèces de Marchandises peuvent rester au port.

Les autres , jusqu'au 20^e, contiennent divers réglemens sur le compte des Marchandises , le bon de mesure , la saisie des bateaux & Marchandises arrivées sur les ports , leur exposition en vente , leur mélange & triage.

Enfin le 21^e, veut que le prix d'une vente commencée ne puisse être augmenté ; le 22^e, que les Marchandises ne soient point transportées d'un port à l'autre ; le 23^e, qu'il n'y ait aucun régrat sur les ports & places de Paris , que ceux qui sont permis par cette ordonnance ; & le 24^e, que les marchands forains ne puissent

mettre leurs Marchandises en magasins, chantiers, greniers, caves ou celliers, à l'exception des bois flottés à brûler, sinon, en cas de nécessité & après en avoir reçu la permission des prévôt des marchands & échevins.

Les armemens pour les îles & colonies françoises de l'Amérique ne peuvent se faire que dans les ports désignés par les réglemens. Et l'article 2 des lettres-patentes du mois d'avril 1717, portant réglement pour le commerce des colonies françoises, veut que les vaisseaux armés pour ces colonies fassent leur retour dans le port du départ, à peine de dix mille livres d'amende : mais il y a trois exceptions à cette règle générale ; la première est établie par l'article qu'on vient de citer ; il dispense du retour dans le port du départ, en cas de relâche forcée, de naufrage ou de tout autre accident imprévu, à condition de les justifier par des procès-verbaux.

La seconde est établie par l'arrêt du 3 septembre 1726, qui permet aux négocians françois de porter en droiture à Marseille les Marchandises qu'ils ont chargées aux îles, en payant dans cette ville au bureau du domaine d'occident, les mêmes droits qu'ils auroient payés dans les ports de l'armement, s'ils y eussent fait leur retour.

La troisième, particulière à la Bretagne, est fondée sur le même arrêt du 3 septembre 1726. Il autorise les négocians des ports de cette province, où il est permis d'armer pour les îles, à faire leur retour dans tel de ces ports qu'ils jugent à propos.

On a agité la question de savoir si un vaisseau

qui étoit originairement parti de Léogane pour le port de Nantes, & retourné de ce port à Léogane, avoit pu rapporter à Bordeaux le produit de la cargaison qu'il avoit faite à Nantes, fans être assujetti aux droits de la prévôté. Le fermier a soutenu qu'il suffisoit que le vaisseau fût parti d'un port de France à la destination des îles françoises de l'Amérique, pour qu'il fût obligé de faire son retour dans le même port, ou de payer, dans celui où il faisoit son déchargement, les mêmes droits qu'il auroit payés dans celui d'où il étoit parti; & c'est ce qui a été jugé par arrêt rendu contradictoirement au conseil le 25 août 1750.

Suivant l'article 3 des lettres-patentes du mois d'avril 1717, & l'article 5 de celles du mois d'octobre 1721, les Marchandises & denrées du crû ou fabrique de France, destinées pour les îles, sont affranchies de tous droits d'entrée & de sortie, tant des provinces des cinq grosses fermes, que de celles qui sont réputées étrangères, même de tous droits locaux, en passant d'une province dans une autre, & généralement de tous autres droits qui se perçoivent au profit du roi, à l'exception des droits unis & dépendans de la ferme générale des aides & domaines; au moyen de quoi on les expédie seulement par acquit à caution dans les bureaux de l'enlèvement: mais si, après avoir été mises en entrepôt dans le port où l'embarquement devoit s'en faire, elles sortent de cet entrepôt, non pour suivre leur destination, mais pour la consommation du royaume, ou pour l'étranger, elles sont sans difficulté dans le cas de payer, outre les droits dus au bureau de l'en-

trépôt, ceux qu'elles auroient dû acquitter dans les bureaux de l'enlèvement & de la route.

Le droit particulier de la ferme des huiles & savons n'est pas compris dans l'exemption générale, accordée par les articles III & V que l'on vient de citer. Les huiles & savons sont sujets à ce droit, nonobstant leur destination pour les îles, suivant la décision du conseil du 13 mars 1752.

En vertu de l'article IV des lettres-patentes de 1717, & l'article V de celles de 1721, les munitions de guerre, vivres & autres choses nécessaires, prises dans le royaume pour l'armement & l'avitaillement des vaisseaux qui vont aux îles, jouissent de l'exemption de tous droits de sortie & d'entrée; mais on ne doit point étendre cette exemption à ce qui est nécessaire pour la construction d'un vaisseau, sous prétexte qu'il est destiné à faire le commerce des îles; c'est ce qui résulte des décisions du conseil des 14 avril 1723, 10 décembre 1737, 27 janvier & 6 février 1738.

Les chanvres & les toiles du royaume, qui, à leur arrivée dans un port, ont été mis en entrepôt à la destination des îles, & qui en ont été tirés sur la soumission des négocians pour être convertis en cables, cordages & voiles pour les vaisseaux allant à l'Amérique, ne doivent pas, sur le fondement qu'ils ont été dénaturés, être privés de l'exemption des droits accordés par les lettres-patentes de 1717; c'est ce que porte une décision du conseil du 23 juillet 1731.

En conformité de l'article VI des lettres-patentes de 1717, les négocians sont tenus de

déclarer au bureau du lieu de l'enlèvement, s'il y en a, sinon au plus prochain bureau, les quantités, poids & mesures des Marchandises & denrées destinées pour les îles, & de les faire visiter & plomber par les commis des fermes, d'y prendre un acquit à caution, & de faire leur soumission de rapporter dans trois mois un certificat du déchargement de ces Marchandises & denrées dans le magasin de l'entrepôt, ou de l'embarquement dans le port pour lequel elles ont été déclarées. Ces dispositions ont été confirmées par une décision du conseil du 22 février 1739.

Les Marchandises de France qui ont été envoyées aux îles, & qui, n'ayant pu y être vendues, reviennent dans le royaume, ne doivent y entrer en exemption de droits que sur les ordres du ministre des finances, suivant l'extrait des registres du bureau du commerce du 17 mai 1736; & lorsque ces ordres ont été donnés, il faut que les négocians justifient de l'envoi qui a été fait de ces Marchandises aux îles; ensuite on doit vérifier si elles sont du crû & des fabriques du royaume.

Les Marchandises & denrées qui viennent de l'étranger, & qui sont destinées pour les îles, ne jouissent pas d'une faveur aussi étendue que celle qui est accordée aux Marchandises & denrées du crû ou des fabriques de France. L'article 10 des lettres-patentes de 1717, dont l'exécution a été ordonnée par arrêt du 4 septembre 1742, les assujettit aux droits dus à l'entrée du royaume; mais il les exempte de tous droits de sortie, lorsqu'elles suivent leur destination.

Il faut cependant excepter, 1°. le bœuf salé,

conformément à l'article 11 des lettres-patentes ; 2°. les lards , beurres , suifs , chandelles & saumons salés , suivant l'arrêt du 24 août 1748 ; ces six espèces de Marchandises peuvent entrer sans payer aucuns droits , à la charge d'être mises dans l'entrepôt à leur arrivée.

L'article 10 des lettres-patentes de 1717 , en admettant les Marchandises étrangères pour la destination des îles , annonce qu'il n'a eu en vue que celles dont l'entrée & la consommation sont permises dans le royaume ; mais l'article 12 des mêmes lettres - patentes , & l'article 3 de celles de 1721 , se sont plus particulièrement expliqués ; ils défendent expressément d'en embarquer d'aucune autre espèce. Les étoffes & toiles peintes des Indes , de Perse , de la Chine ou du Levant , se trouvoient implicitement comprises dans ces défenses , puisque l'entrée & l'usage en sont prohibés en France : mais , pour ne laisser ni doute ni prétexte , le conseil , par arrêt du 9 mai 1733 , a défendu à tous armateurs & négocians faisant le commerce des îles ; d'y envoyer ces sortes de Marchandises , sous quelque dénomination que ce soit ; même à tous capitaines , maîtres , pilotes , officiers , mariniers , matelots , passagers & autres qui composent l'équipage des vaisseaux destinés pour les îles , d'y en porter aucune en pacotille ou autrement ; le tout sous les peines portées par les réglemens.

Par la déclaration du roi du 30 septembre 1737 , il est permis aux armateurs & négocians de charger à fret pour Cadix des Marchandises du royaume sur des vaisseaux qui partent totalement à vide pour aller prendre aux îles des Marchandises de retour ; mais il leur est expressément défendu

défendu de rien charger à Cadix sur leurs vaisseaux.

Toutes les Marchandises & denrées du crû des îles , destinées pour la consommation du royaume , sont sujettes aux droits d'entrée.

Les droits d'entrée & de sortie sont dus autant de fois que les Marchandises passent & repassent par les bureaux , soit qu'elles soient de renvoi ou non. C'est ce qui résulte de différentes décisions du conseil , & notamment de celles des 7 mai 1726 , & 17 janvier 1751.

Les Marchandises étrangères destinées pour l'ancienne France , & qui entrent par les provinces réputées étrangères , ne sont point sujettes aux droits des tarifs établis pour ces provinces : mais , pour assurer le paiement des droits établis dans les cinq grosses fermes , elles doivent être expédiées par acquit à caution.

A l'égard des Marchandises étrangères qui sont assujetties par les réglemens à des droits exigibles à toutes les entrées , elles doivent acquitter ces droits dans les bureaux des provinces réputées étrangères , soit qu'elles soient destinées pour ces provinces ou pour celles des cinq grosses fermes.

Suivant l'arrêt rendu au conseil le 25 mai 1734 , les Marchandises qui , en arrivant dans les provinces réputées étrangères , ont acquitté les droits uniformes à toutes les entrées , portés par les nouveaux réglemens , jouissent de l'exemption des droits du tarif de 1664 , lorsqu'elles passent dans les cinq grosses fermes dans l'espace de trois mois , à compter du jour de leur arrivée dans le royaume ; mais après trois mois

de séjour dans ces provinces, elles sont assujetties aux droits du tarif de 1664.

Pour jouir de cette exemption, elles doivent être accompagnées d'un certificat de paiement des droits exigibles à toutes les entrées, dans lequel les commis sont obligés d'exprimer la qualité & le poids des Marchandises dont il s'agit, conformément à la décision du 25 février 1746. Cette précaution a paru nécessaire pour empêcher que les Marchandises patrimoniales ou devenues telles, ne profitent d'une faveur qui n'est accordée qu'aux Marchandises étrangères.

Il faut encore, pour jouir de cette exemption, qu'elles n'aient point changé de main, c'est-à-dire, qu'elles n'aient point été commercées, ainsi qu'on l'a décidé le 12 novembre 1734.

Les droits de sortie des tarifs usités dans les provinces réputées étrangères, ne sont exigibles que sur les denrées & Marchandises qui vont à l'étranger : mais lorsque les Marchandises vont de ces provinces dans les cinq grosses fermes, elles doivent les droits établis par le tarif de 1664, ou par les réglemens postérieurs.

Les Marchandises de l'ancienne France allant à l'étranger par les provinces réputées étrangères, doivent être accompagnées de l'acquit de paiement du tarif de 1664, ou des arrêts postérieurs; & en conséquence elles peuvent aller à leur destination en exemption des droits de sortie des tarifs de ces provinces, conformément à l'article 249 du bail de Forceville, non seulement quand elles passent debout, mais encore lorsqu'elles sortent dans le délai de trois mois,

ainsi qu'il se pratique à l'entrée pour les Marchandises étrangères; on y a consenti pour la facilité du commerce, suivant les décisions des 13 février 1730, 4 juillet 1735, & 23 novembre 1747, pourvu néanmoins qu'elles n'aient pas changé de main dans le cours de trois mois, passé lequel temps elles sont assujetties aux droits de sortie des tarifs en usage dans ces provinces, comme Marchandises patrimoniales.

Le titre 5 de l'ordonnance du mois de février 1687, & l'instruction du 28 mars 1726, qui y est relative, ne parlant point des droits que doivent acquitter les Marchandises sauvées du naufrage, on y a suppléé par l'explication donnée le 23 octobre 1726. Cette explication veut qu'on fasse payer les droits fixés par le tarif qui a cours au lieu du naufrage, en observant cependant que, dans le cas où les Marchandises se trouveroient endommagées par les eaux de la mer, de façon qu'elles eussent perdu un quart ou un tiers de leur valeur, il ne faudroit percevoir que les trois quarts ou les deux tiers des droits du tarif, suivant qu'elles auroient plus ou moins souffert lors du naufrage ou de l'échouement; mais ces remises & modérations ne doivent être accordées qu'autant que l'on rapporte un procès-verbal des officiers de l'amirauté, qui justifie que les Marchandises ont été viciées par l'eau de la mer, & qui établisse à quoi le dommage est estimé. Ce procès-verbal rapporté, le visiteur du bureau doit mettre au bas son certificat, contenant que, par l'examen & la visite qui ont été faits, il a trouvé que le dommage est tel qu'il a été constaté par le procès-verbal.

L'explication dont on vient de parler n'a pour objet que les Marchandises tarifées ; car , par rapport à celles qui , ne l'étant pas , acquittent à la valeur , on doit faire payer les droits suivant l'estimation des Marchandises dans l'état où elles se trouvent , mais toujours avec la formalité du procès-verbal certifié.

Quant au paiement des droits ci-dessus prescrits , il n'a d'application qu'aux Marchandises déclarées pour la consommation du royaume , parce que , suivant l'article premier , du titre 5 de l'ordonnance de 1687 , les Marchandises sauvées du naufrage & réclamées par les conducteurs ou propriétaires dans l'an & jour de la publication qui doit être faite , sont exemptes des droits d'entrée & de sortie , en les transportant à l'étranger dans les trois mois , à compter du jour de la réclamation jugée.

L'an & jour accordés pour la réclamation des Marchandises sauvées du naufrage , étant expiré sans qu'elles aient été réclamées , ceux qui les partagent , en conformité de l'ordonnance de la marine , livre 4 , titre 9 , article 26 , sont tenus d'en payer les droits ; & s'ils se trouvent obligés de les envoyer à l'étranger , à cause que l'usage en est prohibé dans le royaume , elles ne sont point sujettes aux droits , pourvu qu'elles y soient transportées un mois après que le partage en a été fait. Telle est la disposition de l'article 398 du bail de Forceville.

Suivant l'article 584 du bail de Forceville , les Marchandises conduites & déposées dans les bureaux des fermes ne peuvent y être saisies sous aucun prétexte , sinon par le fermier qui peut les délivrer aux conducteurs après le paiement des droits.

Les Marchandises qui acquittent les droits à l'estimation, peuvent être retenues, soit à l'entrée ou à la sortie, par les commis du fermier, lorsqu'ils reconnoissent qu'elles ont été déclarées au dessous de leur véritable valeur, en payant le montant de l'estimation portée par la déclaration, avec le sixième en sus; mais s'ils ne jugent pas à propos de se servir de cette facilité, ils sont tenus de percevoir les droits sur le pied de l'estimation qui a été faite, sans que, sous quelque prétexte que ce soit, ils puissent retarder l'expédition des Marchandises. C'est ce qui résulte des arrêts & lettres-patentes des 2 août 1740, & 27 septembre 1747.

Suivant l'ordonnance de 1687, article 9, titre II, l'arrêt & les lettres-patentes du 5 juillet 1746, les Marchandises que l'on décharge des vaisseaux ou bateaux, sans un congé par écrit du fermier, ou en l'absence de ses commis, doivent être confisquées, & les contrevenans condamnés à une amende de 300 livres.

L'arrêt & les lettres-patentes du 13 août 1726 ordonnent que les Marchandises & effets, qui, après deux ans de séjour dans les bureaux, n'auront pas été réclamés, seront vendus au plus offrant & dernier enchérisseur. Ces réglemens prescrivent plusieurs formalités qu'il est nécessaire d'observer avant de procéder à la vente; ainsi l'on doit y avoir recours, lorsque le cas arrive.

Suivant une décision du conseil du 6 avril 1747, on ne peut pas forcer celui à qui des Marchandises gâtées appartiennent, à en acquitter le droit quand il offre de les abandonner.

Les droits des Marchandises sujettes à déchet

& à coulage , telles que les huiles , les sirops , &c. ne doivent être payés que sur le pied du poids effectif , sans que les marchands soient tenus de déclarer ce poids ; mais ils doivent rapporter les déclarations du poids au lieu du chargement , & représenter les mêmes quantités de pipes , barriques , & autres futailles en bon état. Cela est ainsi prescrit par l'arrêt du conseil du 9 août 1723 , & par l'article 6 des lettres-patentes du 30 septembre de la même année.

Suivant l'arrêt rendu au conseil le 20 mars 1717 , toutes les Marchandises qui passent à l'étranger , ou qui en viennent , & celles qui ont été affranchies des droits , sont sujettes à déclaration & à visite ; & le conseil a décidé , le 23 janvier 1751 , que les passe-ports du roi n'exemptoient que du paiement des droits , & non de la visite.

On ne peut se dispenser de faire & de recevoir les déclarations dans les formes prescrites par l'ordonnance du mois de février 1687 , & conformément aux arrêts & lettres-patentes des 9 août & 30 septembre 1723 , 4 avril 1724 , 24 juin & 4 août 1732 , 31 octobre 1741 , & 2 septembre 1742.

La visite des Marchandises ne se fait qu'après les déclarations données ; & les droits ne se perçoivent que lorsque la visite a constaté la qualité de ces Marchandises , conformément à l'article 8 du titre 2 de l'ordonnance de 1687.

La perception des droits se fait sur le pied du poids déclaré , quoique le poids effectif se trouve plus foible. C'est ce qui résulte des décisions du conseil des 4 novembre 1746 & 17 octobre 1750.

Les Marchandises qui proviennent du chargement des vaisseaux, bateaux ou autres bâtimens de mer, échoués ou non, doivent être déclarées, dans les vingt-quatre heures, au plus prochain bureau, à peine de confiscation, tant des bâtimens, agrêts & apparaux, que des Marchandises du chargement, & de trois cents livres d'amende. C'est ce qui résulte de l'arrêt & des lettres-patentes du 4 avril 1724.

Suivant l'arrêt du 14 décembre de la même année, la preuve testimoniale, tendante à détruire les déclarations, soumissions ou autres engagements, n'est pas admissible. L'arrêt & les lettres-patentes du 10 octobre 1752, conformes à plusieurs autres réglemens qui y sont énoncés, permettent aux employés, de contraindre par force, en cas de refus, les petits bâtimens & bateaux qui se trouvent en mer sur les côtes à une lieue ou deux lieues au large, à venir à bord pour être visités. Les mêmes réglemens veulent qu'en cas de fraude ou de faux connoissemens, ces petits bâtimens & bateaux, ainsi que ceux qui peuvent se trouver sur les côtes, ou qui prétextent des relâches pour entrer dans les ports, & sur lesquels il se trouve des Marchandises de contrebande en tout ou en partie, soient confisqués, ensemble leurs chargemens, & que les maîtres, patrons & matelots soient condamnés chacun solidairement aux amendes portées par les réglemens; & que, faute de paiement de ces amendes, elles soient converties aux peines infligées par les mêmes réglemens.

Tous les capitaines des bâtimens sont tenus de faire leurs déclarations, dans les vingt-quatre heures, au bureau du port où ils sont arrivés.

Lorsque des Marchandises ont été mouillées pendant le voyage, & que le poids en est augmenté au delà de cinq pour cent, il doit être fait réfaction, c'est-à-dire, remise ou déduction du poids qui excède celui qu'elles auroient dû effectivement payer si elles n'avoient pas été mouillées. Pour vérifier le poids juste, & faire cette réfaction, le marchand est tenu de représenter sa facture; le tout suivant l'article 8 de l'arrêt & lettres-patentes des 9 août & 30 septembre 1723.

Si l'augmentation du poids ne va qu'à cinq pour cent ou au dessous, le même article dispense le fermier d'en faire réfaction.

La réfaction ordonnée par cet article ne peut avoir lieu que pour les Marchandises spongieuses & capables de contracter de l'humidité, telles que sont les laines, les cotons, les chanvres & les lins.

A l'égard des Marchandises qui doivent être expédiées par acquits à caution, le titre 6 de l'ordonnance de 1687, indique les cas & les lieux où l'on est obligé de prendre de ces acquits; les formalités qu'il faut remplir avant de les délivrer, leur forme, leur usage, ce qu'ils doivent contenir, & la nécessité de les représenter à tous les bureaux de passages. On observera seulement que les acquits à caution assurent la perception des droits, dans le cas où il en est dû; ils préviennent les abus que l'on pourroit faire des exemptions accordées aux Marchandises destinées pour certains genres de commerce, ou qui proviennent de certaines manufactures; ils empêchent, ou du moins ils contribuent à empêcher que les Marchandises dont la sortie est défendue,

ne passent à l'étranger : ils forment donc une partie essentielle de la régie.

Suivant l'arrêt du 10 septembre 1689, les certificats de la descente des Marchandises dans le lieu de leur destination, doivent être rapportés dans les délais fixés par les acquits à caution, à moins qu'il ne soit survenu quelque cas imprévu ; de quoi il faut représenter des actes justificatifs, émanés des juges des lieux, dans le temps limité par l'acquit. Inutilement allégueroit-on avoir perdu les expéditions des bureaux des fermes ; de semblables excuses ne sont pas reçues : on peut même contraindre les marchands ou autres qui présentent les décharges des acquits à caution & certificats, d'en certifier les signatures véritables, pour, en cas de soupçon, en faire la vérification. Ces dispositions sont conformes à l'arrêt & aux lettres-patentes des 13 mars & 14 avril 1722 ; & ces décharges ne sont données, qu'au préalable les Marchandises & denrées n'aient été vues & vérifiées relativement aux quantités & qualités mentionnées dans les acquits à caution.

Il y avoit des sièges qui rendoient des sentences pour servir d'acquits à caution ; mais l'arrêt du 10 janvier 1708 le défend, à peine de nullité, & de répondre en leur propre & privé nom des dommages & intérêts du fermier.

Par l'arrêt & les lettres-patentes du 18 octobre 1749, il est défendu à tous curés, vicaires ou telles autres personnes que ce soit, de s'immiscer à donner aucuns certificats ou attestations, pour tenir lieu des acquits, congés ou passavants des commis des fermes : il suit de-là, que les Marchandises qui se trouvent accompagnées de pareilles expéditions, sont dans le cas d'être arrêtées ;

& elles ne peuvent être rendues qu'après estimation faite, & sur bonne & suffisante caution, dont le procès-verbal doit faire mention.

Les ordonnances veulent que toutes les Marchandises de contrebande qui se trouvent dans les magasins & boutiques, même dans les maisons des particuliers, soient saisies & confisquées, & ceux à qui elles appartiennent condamnés à l'amende.

Il faut remarquer que quelquefois, par rapport aux occasions & aux temps, le roi accorde des passe-ports & permissions, sous certaines conditions, pour faire entrer ou sortir quelques Marchandises de contrebande, même en vendre & en débiter.

MARCHÉ. C'est un lieu public où l'on vend toutes sortes de choses nécessaires pour la subsistance & pour la commodité de la vie.

Il se dit aussi de l'assemblée de ceux qui vendent & qui achètent en ce lieu là.

Le Marché est différent de la foire, en ce que le Marché n'est que pour une ville ou un lieu particulier, & la foire regarde toute une province, même plusieurs. Les Marchés ne peuvent s'établir dans aucun lieu sans la permission du souverain.

A Paris, les lieux où se tiennent les Marchés ont différens noms. Quelques-uns conservent le nom de *Marché*, comme le *Marché-neuf*, le *Marché du cimetière de saint Jean*, le *Marché aux chevaux*, &c. d'autres se nomment places; la *place Maubert*, la *place aux veaux*; d'autres enfin s'appellent halles; la *halle au blé*, la *halle aux poissons*, la *halle à la farine*.

Il y a dans toutes les provinces de France des Marchés considérables dans les principales villes, lesquels se tiennent à certains jours réglés de la semaine.

C'est aux Marchés de Sceaux & de Poissy que les bouchers achètent les bestiaux destinés à l'approvisionnement de Paris. La police qui doit être observée dans ces Marchés a été établie par divers édits & réglemens, dont les dispositions ont été renouvelées par une ordonnance de M. le lieutenant général de police de Paris, le 14 avril 1769 (*).

(*) *Cette ordonnance est ainsi conçue :*

Sur ce qui nous a été remontré par le procureur du roi, que l'inexécution des différens édits, arrêts du parlement, sentences & réglemens de police, rendus pour la fourniture des Marchés de Sceaux & de Poissy, contribue beaucoup à y soutenir la cherté des bestiaux ; que les distractions qui se font journellement des bandes destinées pour ces Marchés, les rendent moins nombreux, moins pourvus ; ce qui devient aussi préjudiciable au bien public qu'au commerce des bouchers ; que l'approvisionnement & les Marchés souffrent également des abus qui se font sur les bœufs déclarés de renvoi, qui, pour la plupart, ne sont point représentés par les forains aux deux Marchés suivans & consécutifs, conformément aux ordonnances & aux réglemens ; qu'il est constaté, par les différens rapports faits depuis un an, & par les registres des entrées de cette ville de Paris, que les conducteurs des bestiaux sortant des Marchés, leurs toucheurs & domestiques en forment des bandes d'un nombre plus considérable qu'il n'est permis ; qu'au lieu de les amener & conduire directement, soit dans cette ville de Paris ou dans les bouveries, ils les excèdent de lassitude & de fatigue en les conduisant par des routes détournées, & en les promenant dans les campagnes ; en sorte qu'il y a eu des bandes sorties du Marché de Sceaux, qui ont fait quatre & six lieues, & d'autres sorties de Poissy, qui ont fait jusqu'à quatorze lieues

Nous avons rapporté à l'article Cheval, l'ordonnance du roi du 3 juillet 1763, concernant

avant d'arriver à Paris ; qu'il y a même des bouveries situées à un éloignement considérable des barrières désignées & permises pour l'entrée des bestiaux ; que ces abus & infidélités des conducteurs, leurs toucheurs ou domestiques, ont doublé & plus depuis un an le nombre des bœufs morts, ainsi qu'il est établi par les différens rapports & procès verbaux qui en ont été dressés, ce qui a occasionné une perte considérable aux marchands forains, garans pendant neuf jours de la mort des bœufs par eux vendus auxdits Marchés, aux termes de l'arrêt du parlement du 4 septembre 1673, & autres réglemens rendus en conformité ; que des objets aussi importans, qu'instans & privilégiés, ont fait la matière de différens réglemens de police dont on élude l'exécution ; & comme il devient de plus en plus nécessaire de réprimer de pareils abus, il requiert qu'il y soit par nous pourvus : A ces causes, nous, faisant droit sur le requisitoire du procureur du roi, ordonnons que les édits, arrêts du parlement, ordonnances, sentences & réglemens de police, & notamment l'arrêt du 13 juillet 1699, l'ordonnance du 14 janvier 1701, l'édit de 1707, les sentences des 1^{er} août & 15 décembre 1742, 20 juin 1749, & 20 août 1754, & les ordonnances des 5 avril 1757 & 26 mars 1763, seront exécutés selon leur forme & teneur. En conséquence,

ARTICLE I. Enjoignons à tous marchands forains, herbagers, laboureurs & autres, de mener directement aux Marchés de Sceaux & de Poissy tous les bœufs à eux appartenans, ou dont ils auront la conduite ; leur défendons de les entreposer, vendre, ou autrement les distraire en tout ou en partie, tant au petit Montreuil, Rocancour, le Perray, les Gatines, Equevilly, Fleir, Mantes, Beaumont-sur-Oise, Loudan, Longjumeau, Arpajon, Meru, Enghien, Saint-Germain-en-Laye, qu'autres endroits en deçà des vingt lieues fixées par les anciens réglemens, à peine de confiscation des bœufs & moutons trouvés entreposés, vendus, exposés en vente, ou autrement distraits des bandes, & de cinq cents livres d'amende solidaire, tant contre le vendeur, que l'acheteur ou l'entre-

la police du Marché aux chevaux établi à Paris ,
& nous avons observé que cette loi avoit prin-

poseur. Ordonnons à cet effet , que les cabaretiers & aubergistes logeant lesdites bandes de bœufs & troupeaux de moutons , seront tenus de souffrir les visites & exercices des commis par nous préposés pour veiller aux distractions desdites bandes , à peine de trois cents livres d'amende pour le premier refus , & de plus forte en cas de récidive.

II. Les marchands forains propriétaires des bestiaux , leurs facteurs ou commissionnaires , ne pourront faire sortir des Marchés de Sceaux & de Poissy les bestiaux qu'ils n'aient pas vendus , qu'après le renvoi sonné en la manière ordinaire , & avoir représenté leurs bestiaux restans à vendre aux commis du fermier , fait & signé leurs soumissions de ramener & représenter lesdits bestiaux de renvoi dans les deux Marchés suivans & consécutifs , laquelle soumission contiendra élection de domicile pour lesdits marchands forains ou autres , soit à Sceaux , à Poissy , à Paris ou autres lieux voisins ; & seront les procès-verbaux , exploits , assignations & autres actes de procédure qui seront faits au domicile élu , en cas de non représentation desdits bestiaux , bons & valables , comme s'ils étoient faits au domicile ordinaire desdits marchands forains & autres.

Et néanmoins , en cas de disette auxdits Marchés , ou de suspicion des déclarations des bœufs de renvoi , ordonnons qu'à la requête , poursuite & diligence du procureur du roi , les bœufs déclarés de renvoi seront mis en dépôt aux frais des propriétaires , pour être représentés aux deux Marchés consécutifs en la forme ordinaire , lesdits marchands propriétaires présens ou dûment sommés ; si mieux ils n'aiment déclarer les maisons & lieux où ils entendent les déposer , auquel cas ils seront tenus de les représenter ou faire représenter à la première requisiion & visite des employés par nous préposés pour veiller à ce que les mêmes bestiaux soient exposés en vente aux deux Marchés consécutifs , à peine de cinquante livres d'amende par chaque bœuf manquant aux quantités portées par les billets de renvoi.

cipalement eu pour objet de prévenir les fraudes dont on a si souvent lieu de se plaindre dans la

III. Défendons à toutes personnes de s'immiscer dans la conduite des bestiaux achetés auxdits Marchés, qu'après s'être fait inscrire, sans frais, sur un registre qui sera tenu à cet effet par l'officier de police que nous avons chargé de l'inspection desdits Marchés; enjoignons en conséquence à tous conducteurs & toucheurs desdits bestiaux de déclarer audit officier de police, dans la huitaine de la publication de notre présente ordonnance, leurs noms, qualités & demeures, & les lieux où seront situées leurs bouveries; le tout à peine de deux cents livres d'amende solidaire contre les maîtres, comme responsables de leurs toucheurs & domestiques.

IV. Défendons aux conducteurs & aux toucheurs de bestiaux vendus aux Marchés de Sceaux & de Poissy, de les faire sortir desdits Marchés, sans être porteurs d'un congé qui fera mention du nombre & de l'espèce desdits bestiaux, & des lieux où ils les conduiront, lequel congé ils seront tenus de représenter toutes fois & quantes aux commis par nous préposés sur les routes pour surveiller à la conduite desdits bestiaux, ainsi que le nombre & l'espèce des bestiaux portés auxdits congés, à la déduction de ceux trouvés las en route, dont ils feront leurs déclarations, que lesdits commis seront tenus de vérifier; le tout à peine de trois cents livres d'amende solidaire contre les maîtres, comme responsables de leurs toucheurs & domestiques, & de confiscation des bestiaux manquant ou excédant aux quantités portées audit congé.

V. Enjoignons auxdits conducteurs des bestiaux de former les bandes de bœufs séparément de celles des vaches, de ne comprendre dans chacune que quarante bœufs ou quarante vaches, & de mener lesdites bandes par les routes ordinaires; savoir, les bestiaux sortant du Marché de Sceaux par le grand chemin du Bourg-la Reine, & ceux sortant du Marché de Poissy par Saint-Germain-en-Laye, le Pecq & Chatou, ou par le port de Marly, Nanterre & Neuilly; à peine de confiscation des bestiaux trouvés dans les routes détournées, & de deux cents livres d'amende pour chaque contravention, solidaire comme ci-dessus.

vente des chevaux : mais les vues de sa majesté ne s'étant pas trouvées entièrement remplies ,

VI. Défendons auxdits conducteurs & toucheurs de forcer les bestiaux dans leur marche , soit par les chiens dont ils se servent , soit en les maltraitant ; le tout à peine de demeurer responsables en leurs propres & privés noms des bœufs & vaches qui pourront rester estropiés ou mourir sur les routes , & en outre de deux cents livres d'amende ; pourront même , en cas de contravention , les conducteurs & toucheurs être arrêtés sur le champ.

VII. Les bestiaux achetés au Marché de Sceaux ne pourront entrer à Paris que par les barrières de Saint-Jacques & de Saint-Victor ; & ceux achetés à Poissy , que par les barrières du Roule & de la Ville-l'Evêque ; à l'effet de quoi les conducteurs ne pourront avoir des bouveries que sur les routes desdites barrières.

Leur défendons d'en avoir à Fontarabie & autres lieux éloignés , & de faire conduire les bestiaux achetés à Poissy , à leur bouverie destinée pour le Marché de Sceaux , & les bestiaux achetés à Sceaux , à leur bouverie destinée pour le Marché de Poissy , le tout à peine de trois cents livres d'amende solidaire.

VIII. Ne pourront les conducteurs & toucheurs des bestiaux achetés par les bouchers de Paris , se charger de conduire ceux achetés par les bouchers de campagne , ni les conducteurs des bestiaux destinés pour la campagne , se charger de ceux destinés pour Paris , à peine de deux cents livres d'amende.

IX. Seront tenus lesdits conducteurs de bien & soigneusement garder & nourrir les bestiaux qu'ils auront fait conduire dans leurs bouveries , d'en faire l'ouverture aux employés qui seront par nous préposés , de continuer à souffrir leurs visites & exercices toutes fois & quantes , & de représenter la quantité de bestiaux qu'ils auront fait sortir desdits Marchés , à la déduction de ceux portés aux registres d'entrée aux barrières ci-dessus désignées , & de ceux qui se seront trouvés las en route , à l'effet de quoi ils seront tenus de justifier & faire déclaration auxdits commis , des maisons & lieux où ils auront laissé lesdits bestiaux las , lesquelles déclarations seront également véri-

elle a rendu , le 14 août 1777 , une nouvelle ordonnance qui étend quelques-unes des dispositions de la précédente. Voici ce qu'elle porte :

» Article I. L'enregistrement des ventes de
» chevaux déclarés au bureau du Marché , con-
» tinuera d'être fait en la manière accoutumée ;
» & conformément à l'article 4 de l'ordonnance
» du 3 juillet 1763.

» II. Les acheteurs pourront déposer le prix
» des chevaux qui leur seront vendus , en la
» caisse du Marché , laquelle sera tenue par
» l'inspecteur préposé pour la police dudit Mar-
» ché. Il sera fait mention des dépôts sur le re-
» gistre , aux articles desdites ventes ; lesquels
» seront signés , tant des vendeurs que des ache-
» teurs , ou , s'ils ne savent signer , il en sera fait
» mention.

» III. Chaque dépôt sera tenu sans frais , sé-
» parément & indistinctement ; il sera étiqueté

fiées par les préposés , le tout à peine de trois cents livres d'amende.

X. Enjoignons aux marchands bouchers de nourrir convenablement les bestiaux , de les tenir à l'attache , de leur fournir de bonne litière en toute saison , & de les héberger dans des bouvieries nettes , bien couvertes & en bon état de toutes réparations , à peine d'être déchu de toute garantie contre les marchands forains , même de cinq cents livres d'amende.

XI. Enjoignons au sieur Morelle , inspecteur des Marchés , aux officiers de maréchaussée , commis des fermes & autres par nous préposés , de tenir la main à l'exécution de notre présente ordonnance , qui sera imprimée , lue , publiée & affichée dans cette ville & fauxbourgs , aux portes & barrières , dans les Marchés de Sceaux & de Poissy , & par-tout ailleurs où besoin sera , à ce que personne n'en ignore.

» des

» des noms , demeure & qualités du déposant ,
» auquel il sera loisible de le cacheter de son
» cachet , pour être ledit dépôt remis ensuite en
» nature & mêmes espèces à qui faire se devra.
» Le commissaire qui sera nommé par le sieur
» lieutenant général de police pour veiller à
» l'exécution de la présente ordonnance & des
» autres réglemens concernant la police du
» Marché aux chevaux , veillera aussi à la tenue
» des registres & des dépôts , qu'il pourra se
» faire représenter à toutes requisitions , pour en
» être rendu compte au sieur lieutenant général
» de police.

» IV. A l'expiration de la garantie de huitaine
» du jour de la vente , la somme mise en dépôt
» sera délivrée sans frais au vendeur , si , dans le
» cours de ce terme , il n'y a de la part de
» l'acheteur des plaintes de la nature de celles
» qui pourroient en arrêter la remise.

» V. Dans le cas où les chevaux vendus au
» Marché , dont la vente aura été enregistrée , &
» dont le prix aura été déposé , conformément
» aux articles précédens , se trouveront attequés
» de défauts , vices ou maladies existans au jour
» de la vente , & non déclarés par le vendeur ,
» les acheteurs seront admis dans la huitaine à
» en faire leurs déclarations , lesquelles seront
» portées & datées sur le registre aux articles
» desdites ventes , & la remise des deniers dépo-
» sés pour le prix de la vente , sera différée jus-
» qu'à ce qu'il y ait été statué.

» VI. Sur la déclaration de l'acheteur , le ven-
» deur sera aussi-tôt averti de se rendre au bureau
» pour s'expliquer en présence de l'inspecteur du
» Marché , lequel tâchera de les concilier en cas

„ de difficulté : & lorsque la visite sera demandée
 „ par l'un ou l'autre , elle sera faite à l'instant
 „ par les deux maréchaux du Marché préposés
 „ à cet effet. Le salaire desdits deux maréchaux
 „ sera conigné tant par le vendeur que l'ache-
 „ teur.

„ VII. Dans le cas où le rapport des maré-
 „ chaux sera contraire à la déclaration de l'ac-
 „ quéreur , la somme déposée sera remise in-
 „ continent au vendeur , auquel sera également
 „ remis le salaire des maréchaux qu'il aura con-
 „ signé : & dans le cas où elle sera conforme ,
 „ le dépôt & la consignation tiendront entre les
 „ mains de l'inspecteur jusqu'à ce qu'il en ait
 „ été décidé par le sieur lieutenant général de
 „ police , sur le rapport du sieur commissaire de-
 „ vant lequel le vendeur & l'acheteur viendront
 „ s'expliquer.

„ VIII. Le salaire des maréchaux , pour leur
 „ visite & rapport dans chaque affaire , demeurera
 „ fixé irrévocablement à trois livres quinze sous
 „ pour les deux , encore qu'ils fussent obligés de
 „ réitérer la visite pour déterminer leur avis.
 „ Ils ne pourront rien recevoir ni exiger des
 „ parties au delà , ni accepter aucune buvette ,
 „ soit avant , soit après leur visite & rap-
 „ port.

„ IX. Lesdits maréchaux se rendront exacte-
 „ ment au bureau chaque jour de Marché , &
 „ une heure au moins avant l'ouverture dudit
 „ Marché , pour y faire les visites auxquelles
 „ ils seront appelés ; & ne pourront , pendant
 „ la tenue d'icelui , se retirer ni rester dans d'au-
 „ tres endroits , & singulièrement dans les caba-
 „ rets : ils se rendront en ce bureau toutes les

» fois qu'ils y seront appelés par l'inspecteur ,
» pour y faire des visites ou rapports.

» X. L'inspecteur arrêtera & fera mettre en
» fourrière les chevaux attaqués ou suspects de
» morve qui seront exposés en vente au Marché ,
» même ceux trouvés en tous autres endroits de
» la ville & banlieue de Paris ; il les fera visiter
» par les maréchaux , après avoir fait avertir les
» propriétaires s'ils sont connus , pour ensuite ,
» dans le cas où la maladie sera constatée , les
» chevaux être remis aux écarisseurs , pour les
» abattre en présence dudit inspecteur , sur les
» voieries à ce destinées. Défenses à tous éca-
» risseurs de tuer aucun cheval morveux , sans
» en donner préalablement avis à l'inspecteur.

» XI. Les frais de fourrière des chevaux at-
» taqués de la morve , seront à la charge des
» vendeurs , & demeureront fixés par jour à
» trente sous par cheval ; les fourrières pour
» autres causes ne pourront être ordonnées que
» par ledit sieur commissaire , ou sur son rap-
» port ; les frais seront payés sur le même pied ;
» & lorsque les parties intéressées auront d'elles-
» mêmes mis leurs chevaux en fourrière , elles ne
» pourront répéter lesdits frais.

» XII. Il sera dressé par l'inspecteur , des
» procès-verbaux ou rapports de tous les chevaux
» infectés de la morve qu'il aura trouvés , ou
» qui lui auront été amenés tels ; lesquels pro-
» cès-verbaux ou rapports , ensemble ceux des
» maréchaux qui les auront visités , seront
» par lui remis , dans le jour , audit sieur
» commissaire , pour y avoir recours s'il est
» besoin.

» XIII. Défenses sont faites à tous courtiers

» ou maquignons de chevaux , de s'entremettre
 » dans la vente des chevaux , pour aider à
 » tromper les acheteurs , & ce , sous peine de
 » prison.

» XIV. Les chevaux qui seront exposés en
 » vente seront attachés aux piliers placés dans
 » le Marché : défenses sont faites de les attacher
 » aux arbres , de les essayer ailleurs que dans les
 » endroits du Marché à ce destinés , ainsi que de
 » les faire monter par des enfans au dessous de
 » l'âge , & n'ayant pas la force convenable ; le
 » tout à peine d'amende & de punition exem-
 » plaire.

» XV. Sa majesté enjoint au sieur lieutenant
 » général de police , & à tous les officiers de
 » police qui seront par lui commis pour la
 » police dudit Marché , de tenir la main à l'exé-
 » cution de la présente ordonnance & de celle
 » du 3 juillet 1763 , laquelle sera exécutée selon
 » sa forme & teneur «.

MARCHÉ se dit aussi des conventions que les marchands & autres particuliers font les uns avec les autres , soit pour fournitures , achats , ou trocs de marchandises sur un certain pied , ou moyennant une certaine somme.

Les Marchés se concluent ou verbalement sur les simples paroles , en donnant par l'acheteur au vendeur des arrhes , ce qu'on appelle donner le denier à dieu , ou par écrit , soit sous signature privée , soit pardevant notaires.

Les Marchés par écrit doivent être doubles , l'un pour le vendeur , l'autre pour l'acheteur.

L'article 61 du tarif du 29 septembre 1722

veut que les droits de contrôle des Marchés passés entre particuliers, soient perçus sur le pied des articles 3 & 4 du même tarif.

Par une décision du 15 février 1724, le conseil a jugé que le droit de contrôle étoit dû, conformément à l'article 61 du tarif, pour un Marché fait relativement à l'entretien du port de Cette pendant dix années, à raison de 3300 livres par an; attendu qu'un pareil acte ne pouvoit être regardé comme un bail, & devoit être considéré comme un Marché dont l'exécution & les termes de payement étoient divisés en dix années.

Cependant, par une autre décision du premier octobre 1740, le conseil a débouté le fermier de son appel d'une ordonnance de l'intendant de Provence, par laquelle le droit de contrôle d'une convention faite pour l'entretien d'un pavé public pendant neuf ans, moyennant 300 livres par an, avoit été réglé sur le pied d'un bail, conformément à l'article 15 du tarif.

Le droit de contrôle d'un Marché est dû sur la totalité de la somme pour laquelle il a été fait, quand même il y auroit au dos de l'acte des annotations de payemens faits à compte. La raison en est; qu'un Marché est un acte synallagmatique, qui oblige réciproquement les parties, l'une à faire ce qui a été convenu, & l'autre à en payer le prix.

Le conseil a néanmoins décidé, le 14 janvier 1730, qu'un Marché arrêté pour 6822 livres, seroit contrôlé en percevant seulement le droit sur 1704 livres qui restoient dues.

Mais, par une autre décision du 5 avril 1732, le conseil a jugé, que pour un Marché fait avec

des couvreurs , moyennant 5900 livres, dont il ne restoit dû que 1475 livres, le droit de contrôle étoit dû sur le prix total stipulé dans le Marché.

Les Marchés faits entre marchands , même pour cause de leur commerce , ne sont pas compris dans l'exemption attribuée aux billets des marchands , & sont assujettis au contrôle. C'est ce qui résulte de différentes loix , & particulièrement de l'édit du mois d'octobre 1705 , & de l'arrêt de règlement du 7 février 1719.

C'est en conformité de cette règle , que , par décision du 20 février 1734 , le conseil , en réformant une ordonnance de l'intendant de Dijon , a jugé qu'un Marché fait entre marchands pour raison de marchandises de leur commerce , étoit sujet au contrôle.

Par une autre décision du premier octobre 1738 , intervenue sur le mémoire des syndics de la chambre du commerce de Rouen , le conseil a jugé que les marchands , dans les cas de Marchés , devoient être considérés comme particuliers , & que leurs Marchés ne pouvoient produire aucun effet en justice , s'ils n'étoient contrôlés.

L'article 62 du tarif cité veut que les Marchés que font relativement à la marine les intendants & commissaires pour le compte du roi , ne soient assujettis qu'à la moitié des droits que doivent payer les autres Marchés , suivant les articles 3 & 4 du tarif.

Mais les Marchés de bois ou d'autres fournitures pour la marine , que fait l'entrepreneur avec des particuliers , doivent le droit de contrôle en entier. C'est ce que portent deux déci-

sions du conseil des 3 février 1726, & 20 décembre 1749.

Le droit de contrôle est pareillement dû en entier sur les quittances données en conséquence des Marchés faits pour la marine par les intendants & commissaires, parce que la réduction à moitié ne doit avoir lieu que pour les Marchés. Le conseil l'a ainsi jugé par deux décisions des 6 avril 1723, & 6 mars 1728.

MARCHÉ A AGHAIS. Ce terme signifie une convention faite à jour certain. Dans la coutume de Douai, chapitre 3, article 7, " qui
" veut profiter d'aucun Marché à aghais, est
" requis, savoir, de par le vendeur consigner sous
" la main de justice la denrée & marchandise
" par lui vendue; & par l'acheteur les deniers
" du Marché avant le temps desdits aghais ex-
" piré, & à faire signifier par justice à la partie,
" afin qu'elle délivre ou reçoive la chose ven-
" due ou les deniers consignés. Et en cas d'oppo-
" sition, est requis par le consignataire au jour
" assigné par le sergent, en ramenant à fait,
" conclure au cas pertinent; & si lors le temps
" desdits aghais est expiré, ledit consignataire peut
" contendre à l'intérêt seulement, en délaissant
" la livraison ou réception de la denrée & mar-
" chandise. Néanmoins si, durant le temps desdits
" aghais, ledit vendeur avoit commencé à livrer,
" ou l'acheteur à payer, n'est requis pour le sur-
" plus faire les consignations & significations
" susdites; ains seront tenus au parfournissement
" du Marché, comme entamé & n'étant plus
" entier. Et à faute de faire les devoirs susdits
" pardedans lesdits aghais, tel Marché tombe
" en nullité ".

La même disposition est consignée presque mot pour mot dans les coutumes de la gouvernance de Douai, chapitre 8, article 7; de Lille, titre 5, article 19; & de la gouvernance de Lille, titre 10, article 8.

Il en est à peu près de même en Hainaut, excepté que la consignation n'y doit point être faite avant que le terme ne soit expiré, mais seulement dans la quinzaine suivante. L'article 1 du chapitre 116 des chartres générales est formel sur ce point : » Pour tous vendages & Marchés » de grains, houblons & autres denrées & marchandises à livrer & payer à terme, si l'une » des parties est en faute, soit le vendeur de » livrer, ou l'acheteur de payer, celui ou ceux » qui voudront avoir le fournissement & profiter du Marché, devront en dedans quinze » jours ensuivans le terme expiré au plus tard, » faire sommation & offre à leur partie des deniers d'icelui Marché, & en cas de refus, les » consigner, ou la marchandise en espèce, en » main de justice, & de ce faire avertir & » signifier ladite partie; à faute duquel devoir » ne profiteront dudit Marché «.

L'article 2 du même chapitre décide une question sur laquelle les autres coutumes citées ne s'expliquent pas nettement; c'est de savoir si, lorsque le terme n'est que pour l'une des parties, & que l'autre est obligée de remplir le Marché sur le champ, la première peut forcer la seconde à l'accomplissement de la convention, sans remplir les formalités prescrites par l'article précédent. Le législateur répond qu'elle le peut en donnant caution; voici les termes dont il se sert : » Néanmoins si l'une des parties a jour &

» terme pour livrer ou payer, & l'autre soit te-
» nue de fournir prestement, suffira pour celui
» ayant jour & terme, de bailler caution vail-
» lable, pour avoir l'accomplissement de son
» Marché «.

Cette disposition a été l'un des principaux motifs d'un arrêt du parlement de Flandres du premier décembre 1778, rendu en la première chambre, sur les conclusions de M. l'avocat général le Comte de la Chaussée. Le sieur Boileux, demeurant à Cambrai, avoit acheté des abbé & religieux de saint Pierre d'Hasnon en Hainaut, quatre-vingt-quatre chênes sur pied, dont il s'étoit obligé de payer le prix un certain temps après le Marché. En conséquence, il les avoit fait abattre & façonner suivant l'usage qu'il se proposoit d'en faire : mais lorsqu'il fut question de les enlever, on lui demanda des sûretés pour le paiement ; & sur son refus, on le fit assigner au consulat de Valenciennes, où il fut condamné par sentence du 19 septembre 1778, à donner la caution qu'on exigeoit de lui. Il en interjeta appel, mais inutilement ; l'arrêt cité confirma la sentence avec amende & dépens. Le rédacteur de cet article plaidoit pour l'abbaye d'Hasnon ; son premier moyen, & celui sans lequel il n'y auroit eu probablement qu'un arrêt interlocutoire, a été de dire que les parties se trouvoient précisément dans les circonstances de l'article 2 du chapitre 116 des chartres générales ; que le sieur Boileux, acheteur, avoit jour & terme pour payer ; que les abbé & religieux au contraire étoient obligés de lui livrer leurs arbres à sa première requi-sition ; qu'ainsi le sieur Boileux ne pouvoit, aux termes de la loi, obtenir l'accomplissement de

son Marché, qu'en donnant *caution vaillable* pour la sûreté du paiement. Le sieur Boileux opposoit à cet argument, qu'il étoit domicilié à Cambrai, & que par conséquent les chartres du Hainaut ne pouvoient exercer leur empire sur sa personne, ni le soumettre à une obligation que le droit commun ne lui imposoit pas. Mais cette objection trouvoit une réponse facile & péremptoire dans la circonstance que le Marché avoit été fait à Hasnon, & dans le point de droit, qui décide qu'en matière de cautionnements légaux, c'est toujours à la jurisprudence du lieu de la passation du contrat qu'il faut s'attacher. C'est en effet ce que porte expressément la loi 6, D. *de eviçtionibus*.

Voyez les articles CAUTION, VENTE, CRÉANCIER, &c.

(Article de M. MERLIN, avocat au parlement de Flandres.).

Fin du tome trente-huitième.

Les tomes XXXIX & XL paroîtront en janvier

1781.

